







Relieur





HISTOIRE  
CONTEMPORAINE

De 1789 à 1875

HISTOIRE  
CONTEMPORAINE

DE 1830 A 1870

■ MANUELS D'HISTOIRE ■  
DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

---

DIRECTION : Chanoine H.-X. ARQUILLIÈRE

Docteur en théologie et Docteur ès lettres.

Doyen de la Faculté de Théologie de Paris.

Professeur à l'École des Hautes Études (Sorbonne).

---

# HISTOIRE CONTEMPORAINE

---

De 1789 à 1875

Par Ch. JOLIVET

N° 173

LES ÉDITIONS DE L'ÉCOLE

II, RUE DE SÈVRES, II

■ PARIS ■





# HISTOIRE CONTEMPORAINE

## CHAPITRE PREMIER

### L'Ancien Régime.

A la veille de la Révolution, le gouvernement et la société, qui, depuis plus d'un siècle, étaient restés immuables en France, ne répondaient plus aux aspirations et aux besoins du pays. Par ses abus de toutes sortes et par ses institutions d'un autre âge, l'Ancien Régime était devenu insupportable et odieux.

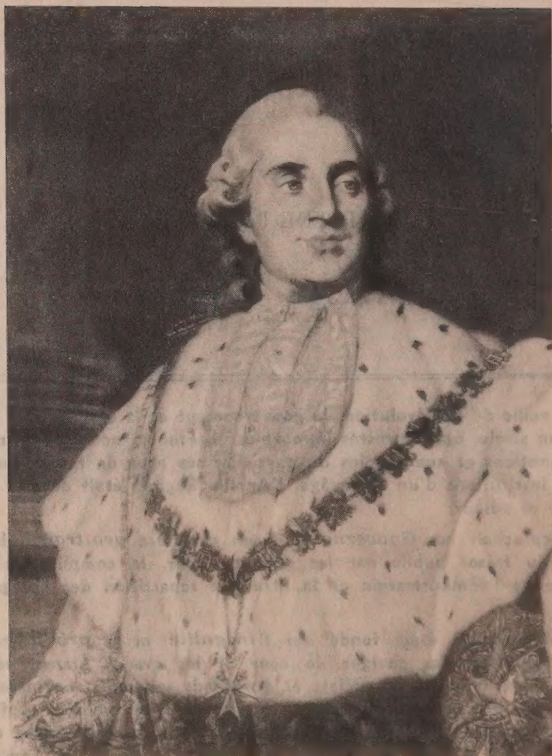
On reprochait au *Gouvernement* son caractère *arbitraire*, le gaspillage du trésor public par les gens de cour, la complication et le désordre de l'administration et la mauvaise répartition des charges fiscales.

L'*ordre social* était fondé sur l'*inégalité* et le *privilège*. Les riches bénéficiaient, les charges de cour et les grades étaient réservés à une infime minorité de prélats et de grands seigneurs. La masse paysanne était écrasée par les impôts, les artisans et ouvriers souffraient du chômage et de l'insuffisance des salaires, la bourgeoisie, riche et instruite, aspirait à jouer un rôle et était indignée de se voir exclue de toutes les charges importantes.

Le *mécontentement* était général et les *idées nouvelles* propagées par les philosophes faisaient de rapides progrès dans l'opinion publique.

Le territoire. En 1789, la France avait à peu près la même étendue qu'aujourd'hui. Elle possédait en plus quatre places fortes : Philippeville et Marienbourg en Belgique, Sarrelouis et Landau en Allemagne. Elle avait en moins la petite république de Mulhouse, Montbéliard, Avignon et le Comtat Venaissin et enfin la Savoie et Nice.

Mais si, au point de vue territorial, la France, à la veille de la Révolution, ressemblait déjà à la France actuelle, elle en différait profondément par ses institutions politiques et son organisation sociale.



Cliché Braun.

## LOUIS XVI.

*Portrait d'apparat. Le roi porte le manteau royal violet, fleurdelisé, avec une sorte de camail d'hermine. Au cou, le grand collier de l'ordre du Saint-Esprit, ordre de chevalerie fondé par Henri III (de là les H alternant avec les fleurs de lis), disparu à la Révolution, reconstitué sous la Restauration, et dont la dernière réunion se tint le 30 mai 1830.*

## I. — Institutions politiques.

**1. Le roi.** La monarchie subsistait sous Louis XVI, telle que l'avaient organisée Richelieu et Louis XIV. Le pouvoir royal était « de droit divin ».

Le roi ne tenait sa couronne que de Dieu et, par suite, il n'avait de compte à rendre de ses actes qu'à Dieu seul. Sa volonté seule constituait

la loi. Il faisait rendre la justice en son nom, il nommait à toutes les charges et fonctions et il décidait seul de la paix ou de la guerre.

Ayant tous les pouvoirs, le roi avait aussi tous les droits. Le trésor public lui appartenait et il pouvait disposer des biens de ses sujets. La liberté individuelle était à sa merci par les lettres de cachet. Aucun livre ni journal ne paraissait sans l'autorisation de la censure.

Mais cet absolutisme du roi était plus théorique que réel. En fait, bien loin d'agir en despote, le faible Louis XVI, droit et honnête, mais sans énergie ni volonté, n'arrivait même plus à se faire obéir de son entourage immédiat.

**2. La cour.** Le souverain réside à Versailles au milieu d'une cour aussi brillante qu'inutile. Elle ne comprend pas moins de 16 à 17.000 personnes dont 15.000 sont au service du roi et de sa famille. Les autres, 1.000 à 2.000 courtisans, sans fonctions définies, attendent de la faveur royale charges ou pensions.

Les divers services de la cour, en 1789, exigeaient plus de 30 millions de livres et il faudrait y ajouter les multiples pensions et gratifications que le roi se croyait obligé d'accorder aux sollicitations des courtisans. Les Polignac ne recevaient pas moins de 700.000 livres par an, les Noailles 2 millions, Mme de Lamballe 100.000 livres, chiffres qu'il faut

multiplier par vingt pour avoir leur valeur en monnaie actuelle. La cour, suivant le mot du marquis d'Argenson, était « le tombeau de la nation » en attendant de devenir « le tombeau de la monarchie ».



Cliché Braun.

## MARIE-ANTOINETTE.

(Portrait par Wertmüller, au musée de Versailles.)

La reine s'est fait peindre ici, comme une simple bourgeoise qui mène ses enfants à la promenade.

Louis XVI et Marie-Antoinette eurent quatre enfants : Marie-Thérèse (1778-1851), qui devint duchesse d'Angoulême, par son mariage avec son cousin germain, le fils aîné du duc d'Artois; Louis-Joseph, dauphin (1781-1789), représentés ici; Louis-Charles (le futur Louis XVII), né en 1785, Sophie, 1786-1787.

**3. L'administration centrale.** La France de l'Ancien Régime était une monarchie centralisée. Le roi gouverne par l'intermédiaire des ministres et des conseils. Il



y avait six ministres : le *Chancelier*, chef de la justice et garde des sceaux, le *Contrôleur général des finances* et les quatre secrétaires d'État à la *Guerre*, à la *Marine*, aux *Affaires étrangères* et à la *Maison du roi*. Ces ministres étaient indépendants les uns des autres. Ils n'étaient pas groupés en Cabinet comme aujourd'hui et ne délibéraient pas en commun. L'un d'eux cependant, ordinairement le **Contrôleur général des finances**, jouait le rôle de ministre principal.

Il y avait quatre Conseils : le Conseil d'En Haut, pour les grands problèmes politiques et les affaires extérieures ; le Conseil des Dépêches, pour l'administration des provinces ; le Conseil des Finances, pour les impôts et le budget ; le Conseil des Parties, pour les affaires judiciaires et les conflits administratifs.

**4. L'administration provinciale.** Les provinces sont administrées par des fonctionnaires nommés par le roi et révocables à son gré.

Il y avait **40 gouvernements militaires**, dont 32 de provinces et 8 de places fortes. Les gouverneurs sont choisis dans la Haute Noblesse, mais leur rôle est purement honorifique. Ils ont de gros traitements et résident d'ordinaire à Versailles.

Les provinces sont réparties en **34 généralités** ou intendances. On distinguait les *généralités de pays d'États* qui avaient conservé leurs États provinciaux chargés de la répartition de l'impôt et les *généralités de pays d'Élections* où l'impôt était réparti par des agents du roi appelés *Élus*. Chaque généralité avait à sa tête un **intendant**, aux pouvoirs presque illimités, qui avait sous ses ordres des *subdélégués*, nommés et payés par lui.

Au point de vue ecclésiastique, la France comptait **139 diocèses** dont les limites débordaient parfois les frontières politiques.

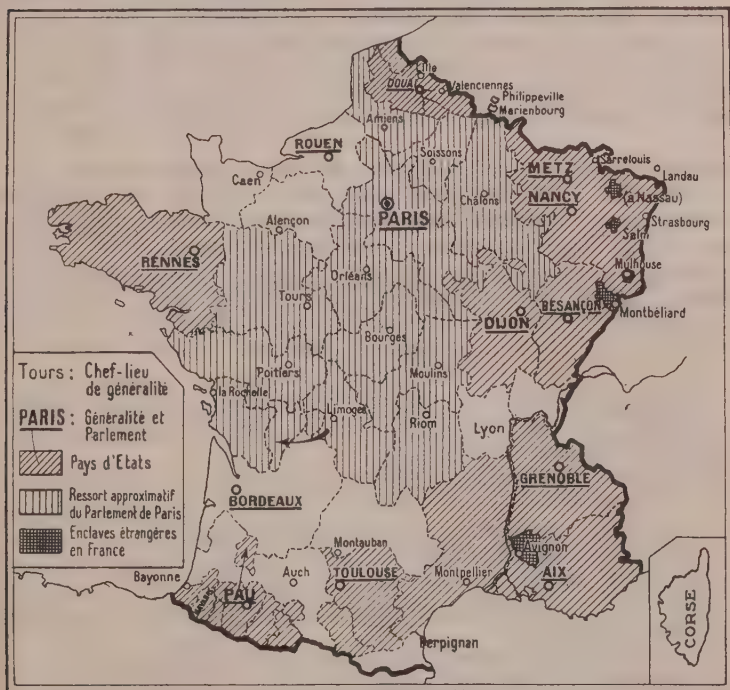
Les circonscriptions administratives n'ont, trop souvent, pas de limites précises et s'enchevêtrent les unes dans les autres d'une façon inextricable. Il arrive qu'un même village se trouve partagé entre deux ou trois pays d'Élections. Les lois et coutumes, aussi bien que les poids et mesures, **varient** d'une province à l'autre. Il y a un peu partout de nombreuses enclaves qui jouissent d'un régime spécial. Cette confusion est une survivance des temps féodaux. La France est ainsi encombrée de vestiges du passé. Si le pays est *centralisé*, il n'est pas *unifié*.

**5. Les finances.** En 1789, les revenus s'élèvent à 475 millions et les dépenses à 600. Le **déficit annuel** est ainsi de 125 millions. Pour trouver de l'argent, l'État vend des offices et des charges et fait des emprunts. La dette augmente rapidement. Le seul service des intérêts absorbe plus de la moitié des recettes du budget.

C'est la **banqueroute imminente**, conséquence d'un gaspillage éterné aussi bien que d'une mauvaise fiscalité.



**6. Les impôts.** Les **impôts directs** étaient : la *taille*, la *capitation* et les *vingtièmes*. La taille pesait surtout sur les roturiers. On distinguait la *taille réelle*, impôt foncier prélevé sur la terre non noble, et la *taille personnelle*, impôt sur l'ensemble des



DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE LA FRANCE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION.

On a considérablement simplifié cette carte, en n'y faisant figurer que le tracé grossier des limites entre les généralités. Dans certains cas on a même dû renoncer à les esquisser, tellement elles sont compliquées.

Les pays d'État avaient une sorte d'administration élue, les États provinciaux. On remarquera que cette administration a été conservée d'ordinaire dans les pays les plus récemment réunis au royaume et par conséquent, moins assimilés. L'enchevêtrement des divisions intérieures de la France s'explique par le maintien de vieilles circonscriptions féodales. La France de 1789 est encore un État inachevé.

revenus. La capitation était une taxe payable par tous les sujets du roi, suivant leur fortune, mais elle était mal répartie. Le noble était dégreuvé et le roturier surchargé. Quant au clergé, il s'était racheté de la capitation dès 1710 en payant une fois pour toutes une somme de 24 millions. La perception des vingtièmes, impôt sur le revenu, était tout aussi arbitraire.

Les **impôts indirects** pesaient sur tous, mais leur complication extrême et leur mode de perception les rendaient encore plus odieux.

Les plus importants étaient les *aides*, les *traites* et la *gabelle*. Les premiers constituaient un ensemble de taxes très variées sur les boissons, le tabac, les huiles, le savon,.... Les seconds étaient des droits de douane payés par les marchandises circulant entre les diverses provinces. Mais le plus impopulaire de tous était la **gabelle**, impôt sur le sel. Il n'y avait pas moins de sept tarifs différents suivant les régions.

En dehors des impôts royaux, il faut signaler encore la *dîme*, les droits féodaux et les diverses impositions provinciales et locales.

**7. La justice.** Il n'y avait **pas de code uniforme**. Dans le Midi dominait le *Droit écrit*, l'ancien Droit romain, modifié par des coutumes locales. Dans le Nord, c'était le *Droit coutumier*, où l'on comptait plus de 300 coutumes différentes.

La justice royale était représentée par les bailliages et sénéchaussées, les présidiaux et les parlements, mais il existait encore des milliers de justices seigneuriales, une justice municipale, une justice d'Église, sans compter les juridictions spéciales : justice administrative, amirauté de France, maîtrises des eaux et forêts, maréchaussée, etc.

Les juges **achetaient** leurs charges et pouvaient même les rendre héréditaires dans leur famille. Les frais de justice étaient très élevés et les procès interminables.

En matière criminelle, les lois restaient **très dures**. Un délit de chasse et la contrebande du sel entraînaient les galères à temps ou à perpétuité. La peine de mort était fréquemment appliquée. La *torture* était encore en vigueur dans certains cas et, malgré certaines améliorations, les prisons où l'on enfermait accusés et coupables n'étaient trop souvent que des bouges infects, des souterrains humides, sans lumière et sans air.

Il serait injuste cependant de conclure que tout était mauvais dans les institutions de l'Ancien Régime. Beaucoup d'intendants ont été d'**excellents administrateurs** et ont enrichi et embelli leurs **provinces**. Les lettres de cachet étaient souvent délivrées à la demande des familles, pour éviter le scandale. Les privilèges régionaux avaient pour effet de favoriser le *développement de la vie locale*, mais il n'en reste pas moins que le pays souffrait d'une multitude d'abus, et demandait de profondes et urgentes réformes.

## II. — L'organisation sociale.

**1. Les classes de la société.** La population de la France en 1789 est évaluée à 24 millions d'habitants. Elle est répartie en trois classes : le *clergé*, la *noblesse* et le *tiers état*. Les deux premières étaient privilégiées : environ

130.000 personnes pour le clergé et 350.000 pour la noblesse. Tout le reste constituait le tiers. Mais dans chacun des trois ordres l'inégalité avait encore créé de *nouvelles divisions*. Au haut clergé et à la noblesse de cour s'opposaient un bas clergé et une petite noblesse parfois misérables. De même, dans le tiers, la haute bourgeoisie et les officiers royaux jouissaient de nombreux avantages.

**2. Le clergé.** C'était le premier corps de l'État. Seul, à vrai dire, il constitue réellement un ordre, parce que seul il a une organisation à part, des tribunaux particuliers et des assemblées périodiques.

a) **Sa fortune.** Il dispose d'une fortune considérable. Ses biens-fonds représentent de 5 à 6 p. 100 du territoire français. Leur revenu annuel, ajouté à celui des dîmes et autres redevances, pouvait monter à 200 millions de livres. Une part de ce revenu servait à acquitter les **impôts spéciaux** que le clergé payait au roi : *don gratuit, décimes, taxe des oblates*. Une autre part allait à l'*enseignement* et aux œuvres d'assistance publique. Le reste était réservé aux frais du culte, à l'entretien des églises et du clergé lui-même.

b) **Ses divisions.** On distinguait le *clergé séculier* (prélats, chanoines, curés et vicaires), environ 70.000 personnes et le *clergé régulier* (personnel des abbayes, des monastères et des maisons religieuses), environ 60.000 personnes. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les congrégations d'hommes étaient en décadence, les congrégations de femmes, au contraire, restaient prospères.

Mais aussi bien dans le clergé séculier que dans le clergé régulier, il y avait deux éléments bien distincts : le haut clergé et le bas clergé.

Le *haut clergé* comprend les archevêques, évêques, chanoines et abbés des monastères. En 1789, tous les évêques sans exception appartiennent à la *noblesse*. Ils jouissent de revenus très importants, mais très inégalement répartis. Si l'évêque de Strasbourg dispose de plus de 400.000 livres et l'archevêque de Cambrai de 200.000, l'évêché « crotté » de Nébio, en Corse, ne rapporte que 4.000 livres. L'abbé de Saint-Wast, près d'Arras, perçoit 300.000 livres; celui de Cluny 200.000. Mais un grand nombre d'abbayes sont données *en commende* par le roi à des gens de cour qui perçoivent la moitié ou les deux tiers des revenus. De plus, le roi alloue souvent des pensions ou des gratifications à des fils de grandes familles sur les abbayes sans titulaire.

Le *bas clergé*, environ 60.000 curés, vicaires, prêtres habitués, se recrute dans le tiers et la plupart ont une situation *très modeste*, beaucoup même sont misérables. La grande masse des desservants doit se contenter de la *portion congrue* qui vient d'être portée à 750 livres pour les curés et à 300 pour les vicaires, mais beaucoup se plaignent de ne pas toucher l'intégralité de ce maigre traitement. Ce sont eux pourtant qui payent la plus grande part des sommes

du don gratuit et des décimes. Aussi le bas clergé est-il un peu partout nettement hostile au haut clergé et tout prêt à lier sa cause à celle du peuple.

**3. La noblesse.** La noblesse jouit de nombreux privilèges, *les uns honorifiques*, comme les armoiries, les bancs réservés à l'église, le droit de chasse, de colombier, *les autres utiles*, comme l'exemption de la taille, le monopole des dignités ecclésiastiques, des charges de cour et des grades militaires, les droits seigneuriaux et les redevances féodales.

Mais la noblesse comprend des éléments très disparates qui se jalourent et se détestent. « Au lieu d'une noblesse, a pu dire Talleyrand, il y en avait sept ou huit : une d'épée et une de robe, une de cour et une de province, une ancienne et une nouvelle, une haute et une petite. »

Réduite le plus souvent à l'*oisiveté*, la noblesse vit sur son capital et s'appauvrit. Les vastes propriétés de la haute noblesse, mal gérées par des intendants peu scrupuleux, ne suffisent pas à ses folles dépenses de luxe, de plaisir et de jeu. Beaucoup de grands seigneurs sont perdus de dettes et passent leur temps à Versailles à quêmander pensions et gratifications. Si la Noblesse financière et parlementaire, issue de la riche bourgeoisie, peut soutenir son train de vie, la petite noblesse, que la crainte de déchoir écarte de toute profession lucrative, végète dans ses manoirs délabrés et branlants. C'est souvent la gêne et parfois la misère. C'est ce qui explique sa *violente antipathie contre les nobles de cour* qui accaparent les faveurs royales, et aussi l'âpreté avec laquelle elle défend les moindres de ses droits. Elle méprise et envie les bourgeois enrichis et réussit, à la fin de l'Ancien Régime, à les exclure de toutes les charges et fonctions accessibles à la noblesse. C'est sa pauvreté encore qui la pousse à faire revivre certains droits féodaux tombés en désuétude. De là des contestations sans nombre entre nobles et paysans. De là aussi les colères et les haines qui s'amasent dans les campagnes et qui feront explosion au début de la Révolution.

**4. Le tiers état.** Le tiers état forme la masse de la nation et comprend trois catégories : les bourgeois, les artisans et ouvriers et les paysans.

a) **La bourgeoisie** constitue une véritable classe privilégiée, *puissante et riche*, surtout dans les villes. La bourgeoisie d'affaires a profité de l'essor industriel et commercial si remarquable à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le commerce, favorisé par le développement des ports, des routes et canaux, est en pleine prospérité. Les grandes entreprises minières et métallurgiques, la draperie, la papeterie, la soierie et toutes les industries de luxe enrichissent fabricants, armateurs et banquiers. La bourgeoisie des professions libérales (gens de lettres, officiers royaux,





Cliché Braun.

## 1. GALERIE DES GLACES.



Ci. Arch. Photogr. d'Art et d'Hist.

## 2. SALON DE MME GEOFFRIN.

Ces deux illustrations, rapportées, représentent la plus brillante, et ce qui fut et prospère, les salons. Mme Geoffrin, introduite au début du règne de Louis XV, fermait aux aristocrates qui ont des charges de cour à remplir, de ne pas même quitter Versailles, c'est le salon par excellence. C'est un d'un homme, tant, dames d'honneur, etc.) n'est plus de service qu'une semaine sur quatre. Il passe les trois semaines qu'il a de libres, à Paris.

Le salon de Mme Geoffrin, florissant de 1745 à 1777. Mme Geoffrin, une simple bourgeoise, dont le mari est administrateur de la ville de Paris, reçoit les grands seigneurs, même des rois, les artistes, les littérateurs, les savants, et contribue pour une grosse somme à la publication de l'Encyclopédie.

hommes de loi) a vu, elle aussi, sa situation matérielle et morale s'améliorer depuis un siècle.

Mais tous ces bourgeois aspirent à jouer un *rôle politique et social*. Imbus des idées de liberté et d'égalité, ils sont froissés de l'arrogance des privilégiés et aigris contre un régime qui les tient à l'écart.

b) Au-dessous de la bourgeoisie, on trouve **les artisans et ouvriers**, maîtres et compagnons, qui vivent d'un métier manuel. Les *corporations* subsistent, mais sont en décadence. La plupart des ouvriers appartiennent à des métiers libres et, malgré le développement de la grande industrie, les petites entreprises sont encore la règle. Les ouvriers se plaignent de la trop longue durée de la journée de travail qui dépasse souvent 14 heures pour un salaire qui varie de 10 à 40 sous par jour. Depuis le traité de commerce avec l'Angleterre, en 1786, les produits anglais envahissent le marché français; le *chômage* s'étend à Paris, à Lyon et dans les divers centres de l'industrie textile. La misère est grande, elle provoque des *grèves fréquentes* et même de véritables soulèvements ouvriers.

c) **Le paysan**. Plus des 4/5 des habitants vivent aux champs du travail de la terre. Les conditions de vie sont **très diverses**. S'il reste encore près d'un million de serfs dans le Centre et dans l'Est, la plupart sont des paysans libres. On compte parmi eux une minorité de gens aisés, possesseurs de grands domaines, qui constituent une véritable *bourgeoisie rurale*. Les petits exploitants sont très nombreux, mais les propriétés sont trop morcelées et trop exigües. La terre manque aux paysans. Les plus déshérités sont les *journaliers* qui n'ont que leurs bras et dont le salaire misérable varie de 6 à 12 sous par jour.

Les **charges** qui pèsent sur les paysans sont très lourdes. Outre les divers impôts royaux, ils paient encore la dime au clergé et les multiples droits féodaux au seigneur. Pour vivre et faire vivre leur famille, c'est à peine s'il leur reste la moitié et quelquefois le tiers de leur maigre revenu. Trop souvent ils sont mal nourris et mal logés dans de misérables masures sans fenêtres et sans air.

Cependant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la condition du paysan s'est améliorée. Les terres improductives ont diminué, de nouvelles cultures se sont répandues et la population augmente, mais l'outillage reste encore rudimentaire et la moindre intempérie qui compromet la récolte est une menace de disette. Or, une série de mauvaises années, à la veille de la Révolution, suscite dans les campagnes une recrudescence de misère.

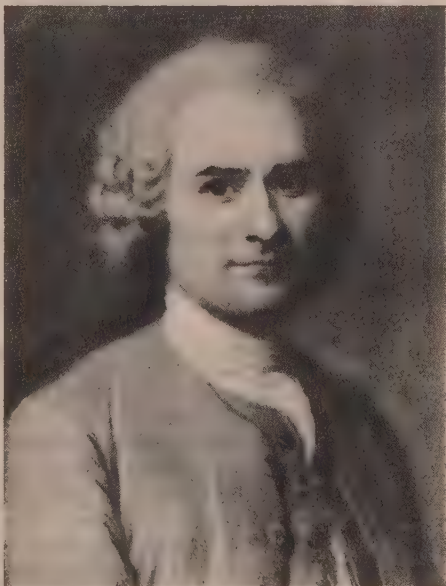
La *mendicité*, qui a toujours été la plaie de l'Ancien Régime, se développe. Les campagnes sont infestées de « hors la loi », mendiants, contrebandiers, faux sauniers, bandits, qui terrorisent les habitants, compromettent la sécurité et entravent le commerce.

### III. — Causes de la Révolution.

Pour les contemporains, la Révolution fut une catastrophe soudaine et irrésistible. Elle surprit aussi bien ses auteurs et ses bénéficiaires que ses victimes. Elle avait cependant cheminé longtemps dans l'ombre et le silence avant d'éclater brusquement au grand jour.

Les vices du régime politique et social en furent les causes profondes et réelles. La **crise financière**, résultat de la mauvaise gestion de l'Ancien Régime et aussi de la guerre d'Amérique qui avait coûté des sommes immenses, en fut la cause déterminante et immédiate. Mais cette crise elle-même ne put prendre une telle gravité et une telle ampleur que parce qu'un *état d'esprit révolutionnaire* avait pénétré toutes les classes de la nation.

Cet état d'esprit se forme sous le règne de Louis XV et se répand rapidement dans les dernières années de l'Ancien Régime.



Cliché Bulloz.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU.

(D'après La Tour.)

La doctrine révolutionnaire a trouvé son théoricien dans **Jean-Jacques Rousseau**. Le *Discours sur l'origine de l'inégalité* et surtout le *Contrat social*, où il expose les deux principaux dogmes révolutionnaires : *égalité sociale et politique* et *souveraineté du peuple*, furent le « nouvel évangile » des hommes de loi et de la bourgeoisie éclairée. **Mably**, apôtre convaincu des mêmes idées, préconise la résistance à l'oppression, la subordination du pouvoir exécutif au pouvoir législatif et va jusqu'à demander la suppression de la propriété privée. **Condorcet** expose les mêmes principes des droits de l'homme qui sont le fondement de la philosophie nouvelle.

La **Révolution américaine**, à son tour, a un immense retentissement dans le pays. Les idées de liberté et d'égalité propagées par les jeunes

nobles qui, comme La Fayette et de Noailles, ont combattu dans les rangs des insurgés, pénètrent dans les milieux de la haute bourgeoisie, dans les salons, les cercles littéraires, les académies de province. Les **sociétés de pensée** et les sociétés secrètes, comme la **Franc-maçonnerie**, les répandent parmi leurs adeptes.

Enfin l'opposition parlementaire et la rébellion nobiliaire, en déconsidérant le Gouvernement et le Pouvoir royal, achèvent de préparer l'opinion à un bouleversement général.

Il n'existe plus *aucune force capable de remonter le courant révolutionnaire* et de freiner la course à l'abîme. Le roi est sans énergie ni volonté, le Gouvernement est anarchique, l'armée est mécontente, l'esprit religieux a perdu toute vitalité dans les classes dirigeantes et la morale est en pleine décadence.

## RÉSUMÉ

A la veille de la Révolution, la France est un peu moins étendue que la France actuelle.

### I. — LE GOUVERNEMENT

1. Le **roi** a tous les pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire, administratif. Il nomme à toutes les charges et fonctions et peut disposer à son gré de la vie, de la liberté et des biens de ses sujets, mais tous ces droits sont plus théoriques que réels. Il est entouré d'une cour aussi brillante qu'inutile qui coûte fort cher au trésor royal

2. L'*administration centrale* comprend six ministres : le Chancelier, le Contrôleur général des finances et quatre Secrétaires d'État, à la guerre, à la marine, aux affaires étrangères et à la maison du roi. Les provinces sont divisées en 40 gouvernements dont les titulaires n'ont qu'un rôle honorifique, et en 34 généralités, les unes pays d'États, les autres pays d'Élections, administrées chacune par un intendant. Au point de vue ecclésiastique, la France compte 139 diocèses.

3. Les *recettes* s'élèvent à 475 millions et les dépenses à 600 millions. Le gaspillage est intense et l'État à la veille de la banqueroute. Les impôts cependant sont très lourds mais pèsent surtout sur les roturiers. Aux impôts royaux, directs et indirects, il faut ajouter la dîme, les droits féodaux et toutes les charges locales.

4. L'*organisation judiciaire* est très compliquée. Il n'y a pas de Code uniforme, mais une multitude de juridictions diverses. Les juges sont propriétaires de leurs charges. En matière criminelle, les peines sont très dures.

### II. — L'ORGANISATION SOCIALE

1. La population est évaluée à 24 millions d'habitants répartis en trois classes : le clergé, la noblesse et le tiers état.



2. Le *clergé* a une hiérarchie et une organisation à part. Il dispose d'une grosse fortune mais très inégalement répartie. On distingue le clergé régulier (moines) et le clergé séculier (évêques et curés), mais l'un et l'autre comprennent deux éléments bien distincts : le haut clergé et le bas clergé. Le haut clergé se recrute dans la noblesse et jouit de gros revenus, le bas clergé, issu du tiers, a une situation très modeste et parfois misérable.

3. La *noblesse* a de nombreux privilèges honorifiques et utiles. La haute noblesse possède de grandes propriétés mais se ruine à Versailles pendant que la noblesse financière et parlementaire s'enrichit. La petite noblesse végète dans la gêne. Elle défend avec âpreté ses moindres droits et est violemment hostile à la haute noblesse.

4. Dans le *tiers*, la haute bourgeoisie qui a acquis une grosse fortune dans le commerce, l'industrie ou la banque, forme une véritable classe privilégiée qui aspire à jouer un rôle politique et social.

5. Parmi les artisans et ouvriers, les uns sont groupés en corporations, les autres exercent des métiers libres, mais tous souffrent du chômage et de l'insuffisance des salaires.

6. Le paysan reste la bête de somme de l'Ancien Régime. Sur lui pèsent toutes les charges : impôts royaux, dîmes, droits féodaux, corvées, impôts provinciaux et locaux. Son sort est misérable, si l'on met à part quelques riches propriétaires et fermiers.

### III. — LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION

1. Les causes réelles et profondes sont les vices et les abus de tout genre de l'organisation politique et sociale de l'Ancien Régime.

2. La cause déterminante et immédiate est la crise financière provoquée par la mauvaise gestion de la monarchie et aggravée par les dépenses de la guerre d'Amérique.

3. Enfin, un État d'esprit révolutionnaire pénètre toutes les classes de la société, sous l'influence des philosophes qui prêchent l'égalité politique et sociale, et de la guerre d'Amérique qui diffuse partout les idées d'indépendance et de liberté, pendant que le principe d'autorité s'affaiblit et que la religion et la morale sont en décadence.

---

## LECTURES

### 1. — La cour.

La Maison civile du roi est divisée en vingt-deux services. *La Grande Maison* est formée par la réunion des chefs de tous les services; *la Chapelle Oratoire* comprend un grand aumônier, un premier aumônier, vingt aumôniers ou chapelains et quinze autres menus offices.....; *la Bouche*

comprend<sup>1</sup> un premier maître d'hôtel, des maîtres d'hôtel, un premier panetier, un premier échançon, un premier écuyer tranchant..... et cent seize officiers inférieurs pour le « gobelet », la « cuisine bouche », la « paneterie ».....; la *Chambre* comprend le grand chambellan, quatre premiers gentilshommes, un grand maître et deux maîtres de la garde-robe..... des huissiers, valets, barbiers, chirurgiens, tapissiers, horlogers..... La *Grande et la petite Écurie* obéissent au grand écuyer, elles ont..... au total cent soixante-quatorze officiers..... La *Faculté* attachée à la personne du roi compte cinquante médecins, chirurgiens ou apothicaires, au total la Maison civile du roi occupe environ mille officiers.

..... La seule énumération des charges de la Cour remplit cent trente-sept pages de l'*Almanach de Versailles* pour 1789. Il y a au total environ six mille charges civiles et neuf mille charges militaires.

..... En outre de leurs pensions et appointements, la plupart des officiers de la cour tirent de petits profits de leurs charges : le premier maître d'hôtel fait ainsi un bénéfice annuel de 84.000 livres (environ un million et demi de notre monnaie), les premières femmes de chambre de la reine gagnent 50.000 livres à revendre des bougies. L'intendant des menus plaisirs demande, en 1777, un crédit de 800.000 livres pour une fête qu'un entrepreneur de Paris offre d'organiser pour 80.000.

LAVISSE, *Hist. de France*, t. IX, p. 140-142.)

## 2. — Les paysans vus par un Anglais.

Le 10 juin 1787, il traverse le Quercy : « ..... Traversé Payrac et vu beaucoup de mendiants, ce qui ne nous était pas encore arrivé. Dans tout le pays, les filles et femmes des paysans ne portent ni chaussures, ni bas; les laboureurs, à leur travail, n'ont ni sabots, ni chaussettes. C'est une misère qui frappe à sa racine la prospérité nationale..... »

Le 5 septembre 1788, il est en Bretagne : « ..... A Montauban, les pauvres semblent réellement pauvres; les enfants terriblement haillonneux, plus mal vêtus que s'ils n'avaient pas de vêtements du tout. Quant aux chaussures et aux bas, c'est un luxe. Une belle petite fille de six à sept ans, jouant avec une baguette, et souriant sous un tel paquet de haillons que cela me serrait le cœur de la voir; ils ne mendient pas, et quand je leur donnais quelque chose, ils semblaient plus surpris que reconnaissants. Dans ce que j'ai vu de cette province, un tiers semble inculte et la presque totalité dans la misère..... » Les habitations ne sont que de misérables huttes de boue, sans vitres et presque sans lumière. /

Le 12 juillet 1789 il est dans l'Argonne : « ..... Je fus rejoint par une pauvre femme qui se plaignait du temps et du triste pays; comme je lui en demandais les raisons, elle dit que son mari n'avait qu'un morceau de terre, une vache et un pauvre petit cheval, et que cependant ils avaient à payer à un seigneur une rente d'un franchar (42 livres) de blé et trois poulets, et à un autre quatre franchars d'avoine, un poulet et un sou, sans compter de lourdes tailles et d'autres impôts. Elle avait sept enfants.... Cette femme, vue de près, on lui aurait donné soixante ou soixante-dix ans, tant sa taille était courbée et son visage ridé et durci par le travail; mais elle me dit qu'elle n'en avait que vingt-huit. Un Anglais qui n'a pas voyagé ne peut imaginer l'aspect de la plupart des paysannes en France..... »

(ARTHUR YOUNG, *Voyages en France*, par Henri Sée, t. I<sup>er</sup>, p. 102, 231, 329.)

**QUESTIONNAIRE.** — Comparez la France de 1789 et la France d'aujourd'hui. — Quels sont les droits et les pouvoirs du roi ? — Que savez-vous sur la cour ? — Quels sont les noms et les attributions des ministres ? des conseils ? — Quelle différence y a-t-il entre les pays d'États et les pays d'Élections ? — Quel est le rôle de l'intendant ? — Qu'est-ce que la taille ? la capitation ? les vingtièmes ? les aides ? la gabelle ? — Y a-t-il un code uniforme pour tout le pays ? — Quelles sont les diverses justices ? — Quelle est la rigueur des lois ? — Tout était-il mauvais dans l'Ancien Régime ?

Comment se divise le clergé ? la noblesse ? le tiers ? — Comment les revenus du clergé sont-ils répartis ? Quels sont les privilèges de la noblesse ? — Quelle est sa situation financière ? — Quelle est la situation de la bourgeoisie ? — Que désire-t-elle ? — De quoi se plaignent les ouvriers et artisans ? — Quelles sont les diverses catégories de paysans ? leurs charges ? — Quelle est la situation à la veille de la Révolution ?

Quelles sont les diverses causes de la Révolution ? — Quels sont ses précurseurs ? — Pourquoi le mouvement révolutionnaire a-t-il été irrésistible ?

## CHAPITRE II

### L'Assemblée Constituante (5 mai 1789-30 sept. 1791).

La Révolution était inévitable et parce que le roi ne sut pas prendre l'initiative des réformes nécessaires, elle se fit contre lui et par la violence.

La transformation des Etats Généraux en Assemblée nationale et la prise de la Bastille marquent la fin de l'Ancien Régime *politique*. La nuit du 4 août, la Déclaration des droits et les événements des 5 et 6 octobre 1789, achèvent la destruction de l'Ancien Régime au point de vue *social*.

La France est alors en pleine anarchie et la réorganisation du pays s'avère difficile. La fête de la Fédération cependant et le vote des principaux articles de la nouvelle Constitution semblent ramener l'entente entre les divers pouvoirs, mais la question religieuse brouille définitivement le roi et la Révolution. Enfin, la tentative d'évasion de Louis XVI provoque des agitations et des troubles bien inquiétants pour l'avenir de la Monarchie constitutionnelle.

#### I. — La fin de l'Ancien Régime.

1. Les Etats Généraux. a) Les **Élections** eurent lieu dans les premiers mois de 1789. Chaque bailliage principal avait droit à une ou plusieurs députations. Chaque députation comprenait un député du Clergé, un député de la Noblesse et deux députés du Tiers, mais le Gouvernement avait négligé de régler la question du vote par tête ou par ordre à l'assemblée des Etats Généraux.

Tous les **nobles** avaient le droit de vote. Dans le **clergé** étaient électeurs : les évêques, les curés et les délégués des chanoines et communautés. Ces deux ordres élaient directement leurs députés. Dans le tiers état, tous les Français, âgés de 25 ans et inscrits au rôle des impositions votent par paroisses pour désigner leurs délégués. Ces délégués se réunissent au chef-lieu de bailliage pour nommer les députés du tiers. Les élections marquent le triomphe des réformateurs. Sur 1.150 députés, près de 900 sont partisans de la fusion des ordres et du vote par tête.



b) Les **cahiers**. Le clergé et la noblesse rédigeaient leurs cahiers. Dans le tiers, chaque paroisse présente le sien. C'est dans ces cahiers *primaires* que les paysans ont pu assez souvent exprimer leurs plaintes et doléances, mais les bourgeois qui rédigeaient le cahier de *bailliage* tinrent peu de compte en général de ces cahiers primaires et presque toujours imposèrent leurs propres revendications d'ordre politique et social.



Cliché Bulloz.

COSTUME DE CÉRÉMONIE DE MESSIEURS LES DÉPUTÉS DES TROIS ORDRES.  
AUX ÉTATS GÉNÉRAUX.

(Estampe.)

*A gauche, un prélat représente le clergé ; au milieu un noble, l'épée au côté ; à droite, député du tiers, dans un sobre costume noir. Même les uniformes étaient destinés à marquer et à accentuer les différences entre les trois ordres.*

Les cahiers des trois ordres sont d'accord pour réclamer le maintien de la *monarchie*, de la *religion catholique* et de la *propriété*. Tous demandent la liberté, la suppression du despotisme et de l'arbitraire, la réforme des impôts et l'élaboration d'une **constitution**. La noblesse accepte l'égalité financière, mais tient à conserver ses autres privilèges. Le clergé insiste surtout sur la défense de la religion et le maintien de l'Église d'État. Le tiers réclame l'égalité sociale complète et quelques cahiers parlent de la suppression des couvents et de la nationalisation des biens ecclésiastiques.

Tous cependant font preuve d'un grand esprit de *modération* et d'un ardent *loyalisme monarchique*.

## 2. Le premier acte révolutionnaire.

Les **États Généraux** se réunissent à Versailles, le 5 mai 1789. Les discours d'ouverture provoquent une déception générale. Ni le roi, ni les ministres ne prennent position sur le vote par tête. Pas un mot non plus sur la Constitution. Les députés eurent l'impression qu'on ne les avait convoqués que pour aviser aux moyens de remplir le trésor. Déjà le mécontentement l'emportait sur l'enthousiasme.



Cliché Bulloz.

### PROCESSION POUR L'OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX.

(D'après une gravure de l'époque.)

Les États Généraux s'ouvrirent le 4 mai 1789 par une procession solennelle du Saint Sacrement, qui alla de Notre-Dame à Saint-Louis (voir sur le plan, p. 29). La procession se déroule dans les rues tendues de tapisseries, entre deux haies de gardes. Suivant le rituel des processions qui veut que les moins dignes prennent la tête, le Tiers Etat précède la Noblesse et le Clergé. Derrière le dais, le roi et les membres de la famille royale.

Le tiers propose l'examen en commun des pouvoirs des élus. La noblesse refuse. Le clergé ne fait pas de réponse nette. Pendant cinq semaines, on négocie sans résultat. Le 12 juin, le tiers décide de commencer la vérification des pouvoirs de tous les députés. Plusieurs curés se joignent à lui. Le 17 juin, sur la proposition de **Siéyès**, le tiers se proclame **Assemblée Nationale**, puis il déclare tous les impôts illégaux ; mais, au nom de la nation, il en permet la levée provisoire jusqu'à la séparation de l'Assemblée.

C'était s'attribuer à la fois le pouvoir législatif et le droit de consentir l'impôt. C'était le premier acte révolutionnaire et le premier coup porté à la puissance royale.

# QU'EST-CE QUE LE TIERS-ETAT?

Le plan de cet Ecrit est assez simple. Nous avons trois questions à nous faire.

1°. Qu'est ce que le Tiers-Etat? Tout.

2°. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique? Rien.

3°. Que demande-t-il? A y devenir quelque chose.

On verra si les réponses sont justes. Nous examinerons ensuite les moyens que l'on emploie, & ceux que l'on doit prendre, afin que le Tiers-Etat devienne, en effet, quelque chose. Aussi nous dirons :

4°. Ce que les Ministres ont tenu, & ce que les Privilèges eux-mêmes proposent en sa faveur.

5°. Ce qu'on auroit dû faire.

6°. Enfin ce qui reste à faire au Tiers pour prendre la place qui lui est due.

A

*Dans les mois qui précédèrent la convocation des Etats-Généraux, il parut, à Paris, des milliers de petites brochures politiques. Celle de Siéyès, dont on reproduit ici la première page, fut la plus remarquable.*

*Siéyès qui était grand vicaire de l'évêque de Chartres, vivait constamment à Paris avec les philosophes. Il travaillait pour le compte du comte d'Orléans.*

*Député aux Etats-Généraux, il fut l'un des chefs du mouvement révolutionnaire à ses débuts.*

*L'idée maîtresse de sa brochure est que le Tiers-Etat compose à lui seul toute la nation.*

**3. La capitulation du roi.** A cet attentat contre ses droits, le roi décide de répondre par un acte d'autorité. Le 20 juin, les députés trouvent leur salle fermée. Indignés, ils se réfugient dans la salle du jeu de paume et, sous la présidence de **Bailly**, jurent de ne pas se séparer avant d'avoir donné une Constitution au pays. Ce fut le fameux **serment du Jeu de Paume**.



Cliché Braun.

#### MIRABEAU ET LE MARQUIS DE DREUX-BRÉZÉ.

*Cette peinture, un peu théâtrale, représente le moment où Mirabeau, au nom de l'Assemblée nationale, signifie au marquis de Dreux-Brézé, qu'il refuse d'obéir. Le député du Tiers qui applaudit, au second plan, est Bailly, le futur maire de Paris, élu le premier sur la liste du Tiers, dans la capitale.*

*L'artiste a représenté une salle d'apparat, avec le trône royal, oubliant que le Tiers s'est réuni dans une sorte de tennis couvert (salle du jeu de Paume). Cette illustration n'est donc pas un document, comme les deux précédentes.*

Le 23 juin, Louis XVI, en séance royale, casse la délibération du 17 juin et ordonne aux trois ordres de se séparer et de délibérer à part. La crise éclate aussitôt. La noblesse quitte la salle, mais le tiers et une partie du clergé restent à leurs places. Le marquis de Dreux-Brézé vient réitérer les ordres du roi. C'est alors que Mirabeau lance la fameuse réplique : « Nous sommes ici par la volonté du peuple, nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » Le Gouvernement, pour sauver son autorité, n'avait d'autre recours que la force. Il n'osa pas.



Le **tiers triomphait**. Le 25 et le 26 juin la majorité du clergé et une partie de la noblesse se joignent à lui. Le 27, le roi lui-même donne l'ordre « à son fidèle clergé » et « à sa fidèle noblesse » de se réunir à l'Assemblée. « La famille était complète. » Le 9 juillet, l'Assemblée prenait le nom d'**Assemblée nationale constituante**. La Révolution politique était accomplie, la monarchie absolue avait vécu.



A. L. BRANT

## ARRESTATION DU GOUVERNEUR DE LA BASTILLE.

(D'après une peinture de l'époque.)

Déjà la Bastille est prise. Les soldats des gardes françaises, qui ont pris une part décisive à l'attaque, se précipitent sur le gouverneur que tente de protéger un homme qui a mis l'acorde tricolore à son chapeau.

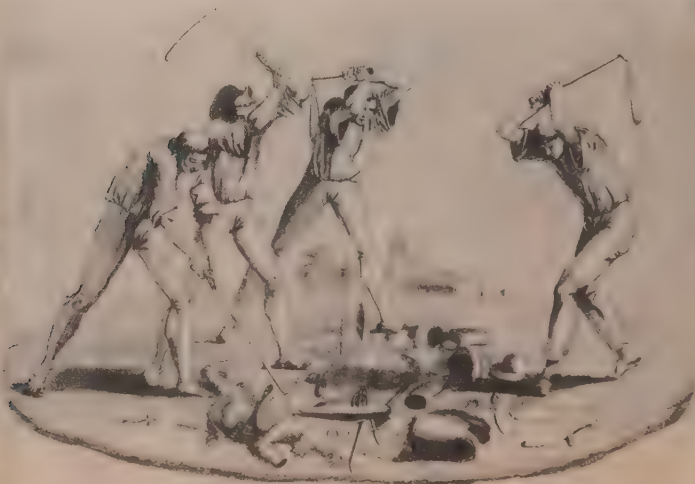
Ces gardes françaises faisaient partie de la Maison militaire du Roi. Ils comprenaient 5.078 hommes, en deux régiments. On les avait affublés d'un uniforme à la prussienne (capote et bonnet à poil), qui sera presque le même pour la garde impériale (p. 112). Ces régiments, cantonnés à Paris ou aux environs étaient, en 1789, très peu disciplinés et, tandis que la propagande franc-maçonnerie s'attaquait aux cadres, les soldats avaient, depuis la réunion des États Généraux, été très atteints par les meneurs révolutionnaires qui les invitaient à boire et les chapitraient.

#### 4. La prise de la Bastille. Mais la cour n'accepte pas sa défaite. Des régiments étrangers af-

fluent autour de Paris et de Versailles. Le 12 juillet, l'annonce du renvoi de Necker provoque une vive effervescence dans la capitale. Les manifestants, chargés par la troupe, courent aux armes. Les gardes françaises passent aux émeutiers. On pille les boutiques d'armu-

riers. Le 14 juillet, l'insurrection trouve des fusils et des canons à l'hôtel des Invalides et se dirige vers la **Bastille**. Le gouverneur de Launay parlemente et consent à retirer les canons braqués sur la ville. Durant les pourparlers, des coups de feu sont tirés sur la foule qui, alors, se rue à l'attaque. On met des canons en batterie. La Bastille riposte. Enfin de Launay capitule sous promesse de vie sauve. Mais la populace souille son triomphe par d'affreuses représailles. De **Launay** et **Flesselles**, le prévôt des Marchands, sont massacrés et leurs têtes promenées sur des piques.

La prise de la Bastille a un immense retentissement. Elle prend aussitôt la valeur d'un symbole : la fin de l'arbitraire et la suppression de l'Ancien Régime.



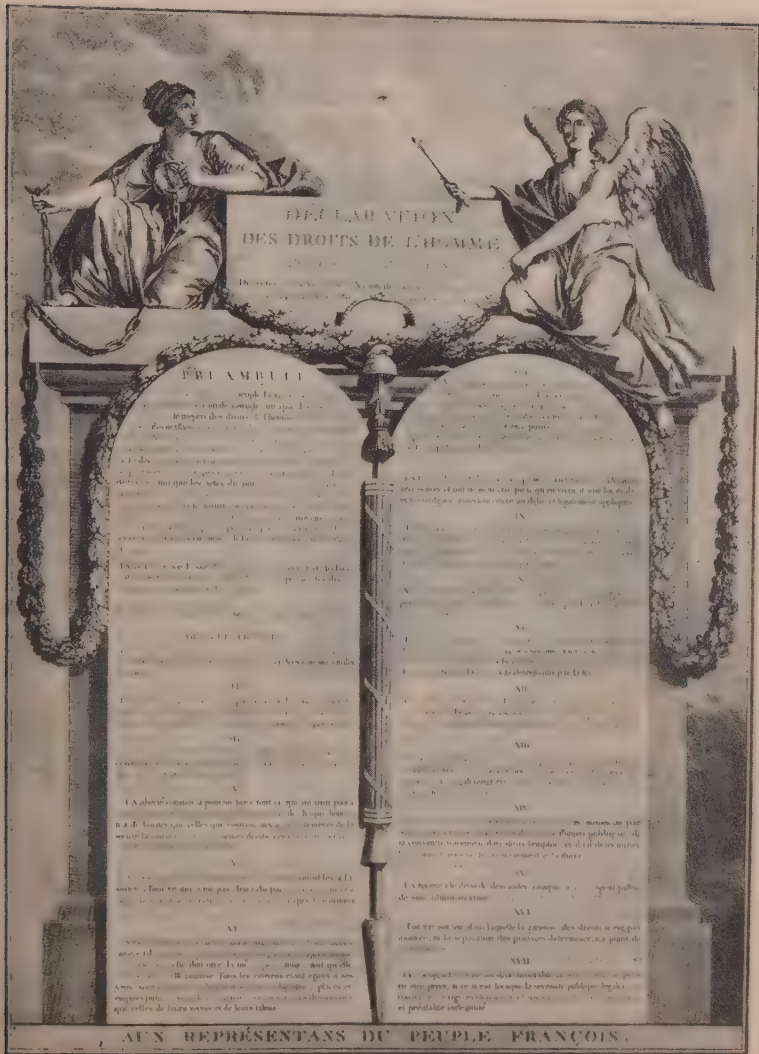
LE DÉTRUIT PATRIOTIQUE

Cl. Bulloz.

Des paysans, à coups de fêau, détruisent les insignes symboliques de la monarchie : couronnes, épées, boucliers, mitres... même un modeste rabat.

Cette estampe contemporaine donne une idée de ce que les paysans attendaient des décisions du 4 août, qui, en fait, n'avaient pas cette signification révolutionnaire.

**5. La Révolution sociale.** a) **La grande peur.** Pour la seconde fois, le roi s'avoue vaincu et fait amende honorable. Il rappelle Necker, se rend à Paris et arbore la cocarde tricolore. Dans toute la France, c'est l'écroulement des institutions de l'Ancien Régime. A Paris, les électeurs ont formé une nouvelle municipalité avec Bailly comme maire, et une garde nationale



Sur un large plat d'argent, au-dessus d'un socle en céramique  
et d'un socle en bois, on a sculpté les figures de deux  
hommes, l'un en haut, l'autre en bas, les deux en train de  
danser.

EXPLICATION DE L'ALLEGORIE.

Théâtre et musique avec son organe et son  
 ... ..

*... a ... de V<sup>o</sup> S<sup>a</sup> Angélica do Nascimento Silva, W<sup>o</sup> e J<sup>o</sup> de Azevedo, Rui Albuquerque V<sup>o</sup> L.*

sous le commandement de La Fayette. Partout les patriotes organisent des comités permanents et des milices et s'emparent de l'administration locale. Dans les campagnes, l'agitation, très vive au printemps déjà, s'amplifie encore et se transforme. Une crise de *panique folle* envahit le pays. Le bruit se répand de l'arrivée de bandes de



Cl. Braun.

LA FAYETTE.

(Musée de Versailles.)

Député de la noblesse d'Auvergne aux États Généraux, il était vice-président de l'Assemblée à la prise de la Bastille. Le 15 juillet, il fut élu chef de la garde nationale. Sa négligence à vérifier les postes de garde du château de Versailles dans la nuit du 5 au 6 octobre permit à la foule d'y pénétrer et d'amener à Paris la famille royale.

Partisan de la monarchie parlementaire et très populaire, surtout dans les milieux bourgeois, il aurait voulu sauver la royauté, à condition de devenir une sorte de maire du Palais. La reine qui le détestait, se refusa à lui faire confiance.

Placé en 1792 à la tête de l'armée du centre, il quitta son poste après le 20 juin, parut à l'Assemblée pour dénoncer les factieux, puis retourna à l'armée et après le 10 août voulut quitter la France. Mais les Autrichiens le prirent et le gardèrent en prison jusqu'en 1797.

brigands pillant et brûlant tout. Les paysans s'armèrent à la hâte et s'organisent pour se défendre, puis, la panique passée, conservent leurs armes et les tournent contre les aristocrates et les détenteurs de droits féodaux. Une véritable **Jacquerie** éclate : attaques de châteaux, destructions de terriers et d'archives, souvent accompagnées de violences, d'incendies et de meurtres. Les privilégiés commencent à émigrer.

#### b) La nuit du 4 août.

Pour arrêter ces désordres, l'Assemblée, dans la nuit du 4 août, s'empresse de ratifier cette destruction spontanée du régime féodal. Au milieu d'un enthousiasme qui tenait du délire, elle supprime pêle-mêle *tous les privilèges*, abolit dîmes et corvées et décrète le rachat des droits féodaux. En quelques heures, la Révolution sociale est accomplie.

Les principes du nouveau régime sont fixés par la **Déclaration des droits de l'homme** votée à la fin du mois d'août.

### 6. Les journées du 5 et 6 octobre 1789.

Pour être applicables, ces diverses mesures devaient recevoir la sanction du roi. Mais les bénéficiaires de l'Ancien Régime criaient au vol et à l'injustice. Même les modérés du tiers

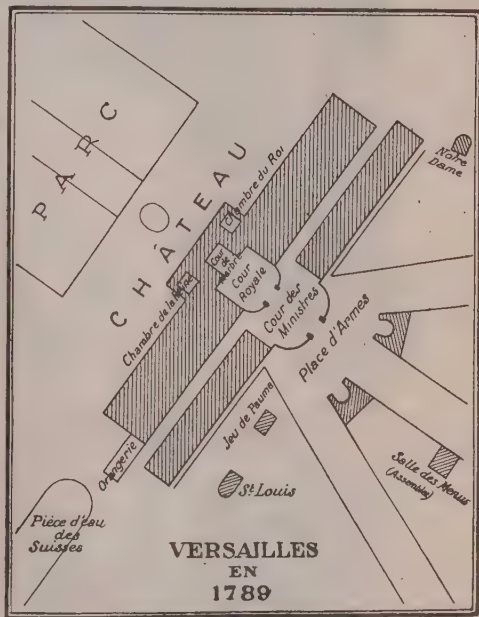


étaient inquiets de toutes ces hardiesses. Le roi, à son ordinaire, hésita, tergiversa et chercha à gagner du temps.

La situation s'aggrave rapidement. Le commerce et l'industrie sont dans le marasme. Avec l'émigration, le chômage se généralise, le prix de la vie s'élève et le pain manque à Paris. Les bruits de réaction et de complots recommencent à circuler. On raconte qu'au cours d'un banquet donné à Versailles par les gardes du corps, la cocarde tricolore a été foulée

aux pieds. Les meneurs en profitent pour exciter les colères populaires. Le 5 octobre, ils organisent un cortège de plusieurs milliers de femmes et de gens sans aveu, portant des piques et traînant des canons et ils les dirigent sur Versailles. Dans la nuit, l'émeute grandit. Des gardes du corps sont massacrés, la reine est menacée. La foule envahit le château et commence le pillage. Malgré l'intervention de La Fayette, le roi doit capituler. La famille royale rentre à Paris au milieu d'une hideuse escorte d'hommes et de femmes débraillés, brandissant des piques et hurlant : « Nous ramenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. »

Désormais le roi, séparé de la cour qui se précipite dans l'émigration, est en fait prisonnier de Paris. C'était bien la destruction complète de l'Ancien Régime au point de vue politique aussi bien que social.



## 7. L'Assemblée et les Partis. A Paris, l'Assemblée travaille dans de mauvaises conditions.

Elle est trop nombreuse et son président, élu pour quinze jours seulement, n'a point d'autorité sur des députés inexpérimentés, indisciplinés et impulsifs. Ceux-ci, d'ailleurs, délibèrent dans le désordre et le bruit, sous la pression d'une foule fiévreuse et passionnée qui inter-

vient dans les débats. Souvent les députés sont hués et menacés. Bientôt 400 d'entre eux se retirent, abandonnant la place aux violents.

On distingue : **à droite**, les *aristocrates*, hostiles au nouveau régime dont les principaux orateurs sont l'abbé Maury et Cazalès ; **au centre**



Cliché Braun.

MIRABEAU DANS SON CABINET DE TRAVAIL.

(Peinture du musée Carnavalet.)

Mirabeau eut une jeunesse tumultueuse et des aventures retentissantes. Arrêté en Hollande, il fut emprisonné à Vincennes de 1777 à 1781. Élu député du Tiers à la Constituante, il fut le meilleur orateur de l'Assemblée. La Cour le paya largement pour qu'il ne quittât la capitale, mais elle le méprisait et il n'eut jamais même l'ambassade qu'il ambitionnait.

Mirabeau faisait préparer ses discours par une équipe de secrétaires ; puis, une fois à la tribune, parlait, sans trop s'inquiéter de son papier. C'était à peu près le seul des députés à pouvoir le faire. Les autres lisaient leur texte.

les *monarchiens*, partisans de deux Chambres et du veto absolu **à gauche**, les *constitutionnels*, avec Thouret, Bailly, Siéyès, La Fayette, Talleyrand et le *triumvirat* (Barnave, Duport et Lameth), d'abord hostile au roi, puis se rapprochant de lui après Varennes ; **à l'extrême gauche**, Buzot, Pétion et Robespierre. Enfin, isolé mais très puis-

sant, **Mirabeau**, orateur remarquable, au début fougueux adversaire de l'Ancien Régime, puis, devant l'anarchie croissante, se rapprochant de la cour. Politique avisé, il aspire au gouvernement, mais il est jalouxé par ses collègues et déconsidéré par sa vie de désordre et de débauche. Il meurt à 42 ans, le 2 avril 1791.

**8. Les clubs et les journaux.** La lutte des partis se poursuit plus violente encore dans les clubs et les journaux. Le *club des Jacobins* groupe des députés patriotes et des bourgeois. Il a une grosse influence dans l'assemblée et aussi dans tout le pays par les nombreuses sociétés populaires qui lui sont affiliées. Robespierre en est l'inspirateur et l'orateur principal. Le *club des Cordeliers* est d'inspiration plus démocratique. C'est lui qui, à Paris, organise l'agitation populaire et les journées révolutionnaires, mais il n'a pas de filiales en province. Les meneurs sont : Danton, Desmoulins, Marat, Hébert.

Le *club des Feuillants*, issu en juillet 1791 d'un démembrement des Jacobins, est dirigé par Barnave et La Fayette. Il a moins de crédit dans l'opinion et il disparaît en 1792.

Les **journaux** complètent l'œuvre des clubs. Ils sont très nombreux et en général fort violents. On peut citer les *Amis du roi*, les *Actes des Apôtres*, d'inspiration aristocrate; à gauche, les *Révolutions de Paris*, les *Révolutions de France et de Brabant* et surtout, à l'extrême gauche, le *Père Duchêne*, d'Hébert et l'*Ami du peuple*, de Marat.

**9. L'anarchie dans le pays.** L'agitation est aussi dans la rue.

Le peuple a pris l'habitude des manifestations et des violences. Dans les campagnes, on arrête la circulation des blés et le transport des denrées. Les routes sont infestées de vagabonds. Les impôts ne rentrent pas, le paysan ne veut entendre parler ni de paiement, ni de rachat des redevances féodales. Les officiers royaux ont perdu tout pouvoir et toute autorité. A la fin de 1789 et au début de 1790, c'est partout l'**anarchie** et le **désordre**.

Cependant l'**instinct de conservation** prévaut. Les gardes nationales se forment pour assurer la sécurité, protéger les propriétés et veiller à l'application des décrets. Des fédérations locales s'ébauchent dès le mois de novembre 1789 sur les bords du Rhône, puis se généralisent dans tout le pays. Ce mouvement aboutit à la fête de la Fédération Nationale célébrée à Paris le **14 juillet 1790**. Au milieu des délégués des gardes nationales des 83 départements, une messe fut célébrée sur l'autel de la Patrie, au Champ de Mars, par Talleyrand, évêque d'Autun, assisté de 300 prêtres décorés d'écharpes tricolores. Successivement La Fayette, le président de l'Assemblée, et le roi, prêtent serment à la Constitution. Louis XVI fut très applaudi, ainsi que la reine lorsqu'elle présenta son fils à la foule. Ce fut réellement la fête de la réconciliation et de l'union.



Cl. Arch. Photographiques.

## FÊTE DE LA FÉDÉRATION.

(D'après un tableau de Prieur.)

*L'arc de Triomphe du premier plan se dressait à peu près à l'endroit où se trouve aujourd'hui la Tour Eiffel. Au milieu du Champ de Mars, sur l'autel de la patrie brûlent de gigantesques torchères; au fond, on distingue la silhouette de l'École Militaire. La Fédération fut la première des fêtes révolutionnaires, qui, plus ou moins consciemment, tendaient à remplacer la liturgie catholique par le culte de la Patrie et de la Révolution.*

## 10. La rupture du roi avec la Révolution.

Cette fête fut sans lendemain. Le 12 juillet 1790 l'Assemblée venait de voter la **Constitution civile du clergé**. Très

pieux, le roi hésita longtemps à donner sa sanction et resta toujours attaché au clergé réfractaire. Les patriotes le lui reprochaient amèrement et l'année suivante la foule ameutée l'empêcha de quitter Paris pour aller passer les fêtes de Pâques à Saint-Cloud. Il résolut alors de recouvrer son indépendance par *la fuite*.

Il partit le 20 juin sous un déguisement, avec la famille royale, se dirigeant sur Metz, mais il fut reconnu à Sainte-Menehould et arrêté à **Varennes**, le 21 juin vers minuit. Le lendemain, il reprenait le chemin de Paris. La voiture royale, *Corbillard de la Monarchie*, rentra dans la capitale au milieu d'une foule immense qui gardait un silence menaçant.

Peu d'événements firent une impression aussi profonde et eurent des conséquences aussi graves. Louis XVI y perdit tout son prestige personnel et le principe monarchique fut sérieusement ébranlé. L'Assem-



blée accrédita le mensonge officiel de l'enlèvement par les aristocrates, déclara le roi irresponsable mais le suspendit de ses fonctions. Le peuple ne s'y trompa pas et les idées républicaines se propagèrent rapidement dans les clubs. Des pétitions demandèrent la déchéance du roi. Des désordres éclatèrent au Champ-de-Mars, le 17 juillet, et un bataillon de la garde nationale fit usage de ses armes. Il y eut de nombreux morts et blessés. Cette fusillade marqua la victoire des modérés mais creusa le fossé entre les constitutionnels et les démocrates.

L'assemblée revisa la Constitution dans un sens bourgeois, puis rendit ses pouvoirs à Louis XVI après qu'il eut prêté serment à la Constitution, le 14 septembre 1791. Le 30 septembre, elle se séparait après avoir décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de la prochaine assemblée.

## II. — L'œuvre de la Constituante.

La Constitution de 1791 est l'ensemble des décrets votés par l'Assemblée de 1789 à 1791. Elle établit un ordre social nouveau, transforme le régime politique, administratif, judiciaire et financier et bouleverse toute l'organisation religieuse par la Constitution civile du Clergé.

**1. Réformes sociales.** L'Assemblée proclame l'égalité absolue de tous les hommes sans distinction de naissance, de fortune ou de religion. La liberté individuelle est garantie ainsi que la liberté religieuse, la liberté de pensée, de la presse, du travail. Les privilèges sont abolis, ainsi que le servage, la censure et les corporations.

**2. Réformes politiques.** a) **Système électoral.** En violation du principe d'égalité, l'Assemblée établit deux catégories de citoyens : les citoyens *passifs* (près de trois millions) qui n'ont aucun droit politique et les citoyens *actifs* (plus de quatre millions). Ces derniers, à condition d'avoir vingt-cinq ans et de payer une contribution égale à la valeur de trois journées de travail, forment les *assemblées primaires*. Ils choisissent, à raison d'un pour cent, les électeurs parmi les citoyens payant une contribution égale à la valeur de dix journées de travail. Ces électeurs, réunis en assemblées électorales, désignent les députés et les divers fonctionnaires.

b) **Pouvoir législatif.** Il est confié à une seule assemblée de 745 membres, élue pour deux ans, et indissoluble. Elle vote les lois, fixe le chiffre des contributions, contrôle les dépenses et, d'accord avec le roi, décide de la paix et de la guerre.

c) **Pouvoir exécutif.** Le roi devient le *délégué héréditaire* de la nation. Il a une garde de 1.800 hommes et une liste civile de 25 millions. Seul, il dirige la politique étrangère, nomme et révoque les ministres, qui doivent être pris en dehors de l'Assemblée. Il n'a pas le droit de grâce, mais il peut retarder l'application des décrets pendant quatre ans par l'usage de son droit de *veto suspensif*.



Cliché Bulloz.

LE RÔLE DU ROI D'APRÈS LA CONSTITUTION DE 1791.

(D'après une gravure satirique de l'époque.)

Le roi, dans une cage timbrée de la couronne aux fleurs de lys est comme prisonnier. A son beau-frère, l'empereur, qui l'interroge, il répond : « Je sanctionne. » Les révolutionnaires ne tarderont pas à trouver que le droit de veto est abusif et, sitôt que Louis XVI eut refusé sa sanction aux lois qui leur étaient chères, ils le tournèrent en ridicule sous le nom de « Monsieur Veto ».

Pour les crimes, il y a un *Tribunal criminel* par département, avec deux jurys, l'un d'accusation, l'autre de jugement. A Paris, siège un *Tribunal de cassation* et, à Orléans, une *Haute-Cour*. Tous les juges sont élus.

### 3. Division

#### administrative et judiciaire.

Pour effacer toute trace du passé, la France est divisée en 83 départements, subdivisés en districts, cantons et municipalités (bientôt appelées communes). Tous les administrateurs sont élus. Chaque division administrative possède, avec un procureur qui veille à l'application de la loi, un *comité exécutif permanent* (directoire de huit membres pour le département, de quatre pour le district, corps municipal pour la commune) et un *conseil délibératif*. Le canton n'a pas d'administration particulière.

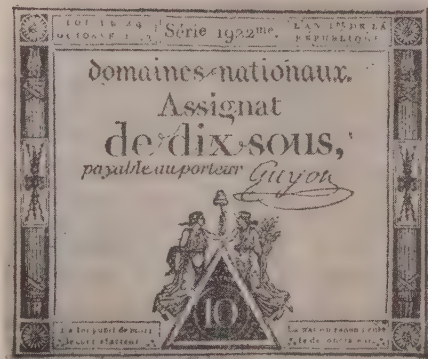
Il y a un *jugé de paix* par canton, un *Tribunal civil et correctionnel* par district, qui peut jouer le rôle de tribunal d'appel pour les districts voisins.

**4. L'organisation financière.** L'assemblée établit trois contributions directes : contribution foncière, contribution personnelle et mobilière, patentes. Les contri-

butions indirectes furent réduites aux droits d'enregistrement et de timbre et aux douanes extérieures. Mais ces impôts rentrent mal et la situation financière devient vite alarmante. Il fallait liquider les dettes de l'Ancien Régime et assurer la marche très coûteuse de la France nouvelle. Les emprunts et les dons volontaires ne donnèrent que de médiocres résultats. La *hideuse banqueroute* était imminente. C'est alors que l'Assemblée, le 2 novembre 1789, mit tous les **biens**

**ecclésiastiques** à la disposition de la nation, à charge pour elle de pourvoir aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres. Aux biens du clergé séculier s'ajoutèrent, le 13 février 1790, les biens des congrégations supprimées.

La vente de ces biens entraîna un énorme déplacement de la propriété et l'accroissement notable du nombre des propriétaires, mais profita aux bourgeois plus qu'aux paysans. Le paiement, d'ailleurs, en fut tardif et, comme on avait un besoin pressant d'argent, l'Assemblée imagina d'émettre des **assignats**. L'émission d'une quantité toujours croissante de ce papier monnaie entraîna sa dépréciation et une augmentation formidable du prix de la vie. Les spéculateurs s'enrichirent et les classes pauvres souffrirent davantage.



Cliché Arch. Photographiques.

L'assignat était une sorte de papier-monnaie gagé sur la valeur des biens du clergé mis à la disposition de la nation. On n'émit au début que de grosses coupures de 1.000 livres (premières émissions) en décembre 1789. En 1791 on créa successivement les assignats de 50 livres, puis de 5 livres. Ils se déprécièrent vite, et dès 1792, ils avaient perdu à Paris 40 % de leur valeur, 50 à 60 % à l'étranger. Sous le Directoire ils tombèrent à zéro.

**5. La constitution civile du clergé.** Elle divisait la France en 83 diocèses (un par département) groupés en 10 métropoles. Curés et évêques devenaient des salariés de la nation.

L'évêque est curé de sa cathédrale. Il est assisté d'un conseil de douze à seize *vicaires épiscopaux* qui remplacent les chanoines et les vicaires généraux supprimés. Les évêques sont **élus** par l'assemblée électorale de département et les curés par celle de district. Les évêques demandent l'investiture canonique au métropolitain et écrivent au pape pour l'informer de leur élection. C'était le *renversement de la hiérarchie catholique*. Le pape n'avait plus aucune autorité sur l'Église de France.

Le clergé, troublé et inquiet de ces innovations, prit le parti d'ignorer le roi. C'est alors que l'Assemblée, pour l'obliger à se prononcer, déclara, le 27 novembre 1790, que tous les évêques et curés en fonctions devraient, dans les huit jours, *prêter serment à la Constitution* sous peine de destitution.

Quatre évêques seulement (Autun, Orléans, Sens et Viviers) prêtèrent le serment exigé, ainsi que trois évêques *in partibus*. A l'Assemblée, les deux tiers des députés ecclésiastiques le refusèrent. Dans le pays, la proportion des curés non jureurs et des curés qui ne prêtèrent qu'un serment restrictif, sans valeur légale, semble dépasser 55 p. 100. Ce fut le **schisme**.

Cette ingérence maladroite de l'Assemblée dans le domaine religieux fut une faute capitale. Elle brouilla définitivement Louis XVI et la majorité du clergé et des fidèles avec la Révolution, divisa le pays en deux partis irréconciliables et prépara par là la **guerre civile**.

## RÉSUMÉ

1. Le clergé, la noblesse et les députés du tiers élisent leurs représentants au chef-lieu de bailliage. Chaque ordre présente un cahier de doléances. Tous demandent des réformes politiques et sociales, mais, en général, font preuve de modération.

2. Le tiers, devant le refus des autres ordres de vérifier en commun les pouvoirs, se déclare Assemblée nationale et prête le serment du Jeu de Paume. Le 23 juin 1789, le roi casse la délibération du tiers et ordonne aux ordres de se séparer. Le tiers refuse et le roi n'ose pas employer la force.

3. Le renvoi de Necker provoque à Paris une émeute qui aboutit à la prise de la Bastille. Le roi ne réagit pas. C'est l'effondrement du pouvoir absolu.

4. Une vive panique, la grande peur, envahit le pays. Les paysans s'arment en hâte, puis tournent leurs armes contre les aristocrates et les possesseurs de droits féodaux : c'est la Jacquerie.

5. Pour arrêter ces désordres, l'Assemblée supprime tous les privilèges, décrète le rachat des droits féodaux et vote la Déclaration des droits de l'homme. Comme Louis XVI hésite à donner sa sanction, la population envahit Versailles et ramène de force le roi à Paris.

6. Les partis s'affrontent et les violents l'emportent dans les clubs et les journaux, comme dans l'Assemblée et dans le pays. C'est par tout le désordre et l'anarchie. La fête de la Fédération nationale du 14 juillet 1790 semble rétablir momentanément la bonne harmonie et l'union.

7. Mais la question religieuse brouille définitivement le roi et la Révolution. Louis XVI s'enfuit le 20 juin 1791. Arrêté à Varennes, il est ramené à Paris et suspendu de ses fonctions. L'Assemblée réprim



l'agitation, puis rend au roi ses pouvoirs après qu'il a prêté serment à la Constitution.

L'œuvre de l'Assemblée est très vaste :

1° Elle établit un ordre social nouveau fondé sur l'égalité et la liberté. Elle confie le pouvoir exécutif à un roi qui jouit du veto suspensif et le pouvoir législatif à une chambre élue pour deux ans. Les députés sont désignés par des électeurs nommés par les seuls citoyens actifs.

2° La France est divisée en 83 départements subdivisés en districts, cantons et communes. Tous les administrateurs sont élus. Il en est de même des juges. Il y a un juge de paix par canton, un tribunal civil par district, un tribunal criminel par département et une cour de cassation à Paris.

3° Les contributions sont plus équitablement réparties, mais l'impôt ne rentre pas et les dépenses sont très lourdes. L'Assemblée s'empare des biens du clergé et émet des assignats dont la dépréciation entraînera la banqueroute.

4° La constitution civile du clergé établit une Église indépendante du Souverain Pontife. La France est divisée en 83 diocèses. Les curés et les évêques sont élus et reçoivent un traitement. Le pape condamne cette constitution. La plupart des évêques et plus de la moitié du clergé refusèrent de prêter le serment imposé par l'Assemblée. Ce fut le schisme et la guerre religieuse.

## APPENDICE

### Un exemple de l'application de la constitution civile du clergé. Les prestations de serment dans le Vivarais.

« ..... L'attitude du Clergé (du Vivarais) à l'égard du serment n'a pas été fixée à travers toute la période révolutionnaire. Plusieurs, qui s'étaient d'abord arrêtés à une formule acceptable, la rétractent ou y ajoutent des réserves que parfois ils retouchent encore. D'autres, au contraire, re-visent leur serment dans un sens légal..... Rétractations et rectifications s'entremêlent avec des alternatives diverses durant toute la Révolution.....

..... La multiplicité de ces variations rend malaisée toute statistique..... Nous avons trouvé des renseignements sur 324 paroisses ou annexes intéressant 545 curés ou vicaires (sur près de 600)..... Si l'on s'en rapporte aux pièces officielles et au jugement des autorités, tout en tenant compte des rétractations et rectifications, et si on laisse de côté 20 à 25 de ces prêtres sur lesquels le département et les districts ne donnent aucune indication, au mois d'octobre 1791 la répartition des 525 autres donnerait 279 jureurs et 246 réfractaires, soit, à peu près, 53 p. 100 de conformistes et 47 p. 100 d'insermentés pour l'ensemble du département (de l'Ardèche)... Mais si on examine les procès-verbaux de prestation, on remarque vite de nombreuses erreurs d'appréciation, imputables soit aux districts, soit aux officiers municipaux. Souvent les uns et les autres ferment volontairement les yeux sur des restrictions parfois fort graves qui faussent complètement leurs statistiques..... Ainsi, à ne tenir compte que des ap-

précisions inexactes imputables aux districts, il faudrait déjà, pour les seules que nous avons pu constater, diminuer d'au moins 35 le nombre des conformistes au profit des réfractaires.

Mais les districts ne peuvent juger que sur les procès-verbaux ou les attestations des officiers municipaux. Souvent de bonne foi, parfois à dessein, pour éviter le changement de leur curé ou vicaire, les officiers municipaux, ignorants ou complices, suppriment dans le procès-verbal des circonstances qui transforment le sens de serment.... Que faut-il penser de la valeur du témoignage des municipalités qui refusent systématiquement d'envoyer le procès-verbal?.... On s'explique dès lors que les commissaires, envoyés par le département en 1792 et en 1793 pour vérifier les prestations de serment, aient pu déclarer qu'un très petit nombre de serments étaient exempts de restrictions....

.... Toutes ces déclarations prouvent abondamment l'inexactitude des statistiques officielles de 1791. Il est certain que, même en ne tenant compte que des seules erreurs d'appréciations, volontaires ou non, que nous avons pu constater nous-même, c'est au moins de 60 prêtres du clergé paroissial qu'il convient, en 1791, de diminuer le chiffre des conformistes pour enfler d'autant celui des réfractaires. On aurait donc 220 jureurs contre 305 insermentés; mais il faut encore renforcer ces derniers de 20 à 25 curés ou vicaires qui ne figurent sur aucune des listes de prestation de serment et que d'autres documents nous dénoncent comme réfractaires. La proportion des conformistes tomberait ainsi à 40 p. 100 et celle des non-conformistes atteindrait 60 p. 100. Que serait-ce si des renseignements plus complets nous avaient permis de déterminer les serments exacts de tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics du département? Il est évident que le contingent des constitutionnels serait encore allégé de nombreuses unités au profit des réfractaires. Il est probable, en tout cas, que le groupe des 20 prêtres, qui restent comptés parmi les assermentés sur la seule attestation, sans procès-verbaux, des municipalités, irait rejoindre en grande partie le gros des insermentés, ainsi qu'un bon nombre des 30 ou 40 curés ou vicaires dont l'attitude nous échappe complètement.

Et encore dans cet essai de statistique, nous avons limité nos recherches au seul clergé paroissial. Pour être complet, il faudrait y comprendre les autres prêtres soumis un peu plus tard à la loi du serment. Malheureusement, pour cette catégorie, les documents sont encore plus fragmentaires. Nous savons, du moins, que tous les directeurs des deux grands séminaires de Viviers et de Bourg-Saint-Andéol et le plus grand nombre des professeurs des collèges d'Annonay, Tournon, Aubenas et Bourg-Saint-Andéol refusent tout serment valable. D'après Léorat-Picansel, à Annonay, sur 24 prêtres, 4 seulement se conforment à la loi et, à Aubenas, deux professeurs seulement sur huit. A Viviers, le maire déclare que seul de Savine (évêque de Viviers) a prêté serment, alors que la ville épiscopale ne devait pas comprendre moins de 50 à 60 prêtres, dont beaucoup, il est vrai, n'étaient pas considérés comme fonctionnaires publics.

En somme, sans avoir la prétention de donner des indications absolument précises, nous croyons tenir largement compte de toutes les chances d'erreur en affirmant que pour l'ensemble du clergé du Vivarais qui y était soumis, les serments réunissant les diverses conditions requises par l'Assemblée nationale, doivent osciller autour de 30 à 35 p. 100, et les refus de serment ou serments entachés d'illégalités diverses atteindre ou dépasser 65 p. 100.... »

(Ch. JOLIVET, *La Révolution dans l'Ardèche*, p. 269 et suiv.)

## LECTURE

**Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.**

Les représentants du Peuple français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de chaque institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

I. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits; les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

II. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

III. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation; nul corps, nul individu ne peut exercer l'autorité qui n'en émane expressément.

IV. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

V. La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

VI. La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

VII. Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

VIII. La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

IX. Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

X. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

XII. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

XIII. Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

XIV. Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

XV. La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

XVI. Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

XVII. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

**QUESTIONNAIRE.** — *Quand et comment eurent lieu les élections aux États Généraux ? — Que comprenait une députation ? — Comment le droit de vote était-il réglé ? — Que demandent les cahiers ? — Quelles furent les impressions des députés ? — Que voulait le tiers ? — Que fit-il ? — Quelle décision prend-il le 17 juin ? — Racontez la séance royale du 23 juin. — Quelle en fut la conséquence ? — Quels sont les événements du 14 juillet ? — Leurs conséquences ? — Qu'est-ce que la grande peur ? — Que fit l'Assemblée la nuit du 4 août ? — Cause et récit des événements des 5 et 6 octobre.*

*Dans quelles conditions l'Assemblée travaille-t-elle à Paris ? — Quels sont les partis ? — Que savez-vous sur Mirabeau ? — Sur les clubs et les journaux ?*

*Quelle est la situation du pays à la fin de 1789 ? — Que savez-vous sur la Fédération nationale du 14 juillet 1790 ? — Quelles sont les causes de la rupture du roi avec la Révolution ? — Que savez-vous sur la fuite du roi ? sur ses conséquences ? — Quelle fut la dernière décision de l'Assemblée ?*

*Qu'est-ce que la Constitution de 1791 ? — Quelles sont les réformes sociales ? — Quel est le système électoral ? — A qui est confié le pouvoir exécutif ? législatif ? — Quelle est la division administrative de la France ? — Comment est administré le département ? le district ? la commune ? — Quels sont les divers tribunaux ? — Quelles sont les contributions directes ? indirectes ? — Pourquoi la situation financière est-elle difficile ? — Qu'appelle-t-on biens nationaux ? — Qu'est-ce que les assignats ? — Quelle fut la conséquence de la vente des biens nationaux ?*

*Que savez-vous sur la constitution civile du clergé ? — Comment fut-elle accueillie ? — Le clergé prêta-t-il le serment ? — Quelles furent les conséquences de cette constitution ?*



## CHAPITRE III

### L'Assemblée Législative (1<sup>er</sup> oct. 1791-20 sept. 1792).

Élue pour deux ans, l'Assemblée Législative ne resta même pas en fonction une année entière. Elle fut aux prises avec de graves difficultés de toute espèce, et la guerre, imposée par l'opinion, aboutit à des échecs qui suscitérent de nouvelles crises intérieures et provoquèrent la chute de la royauté. L'Assemblée préféra alors laisser à d'autres les responsabilités du pouvoir, mais, le jour même de sa séparation, l'invasion prussienne était arrêtée à Valmy (20 septembre 1792).

#### 1. Les partis à l'Assemblée législative.

L'assemblée se réunit le 1<sup>er</sup> octobre 1791. La plupart de ses membres sont des hommes jeunes, sans

expérience parlementaire et presque tous inconnus du grand public.

**A droite**, 160 députés sont dès le début inscrits au club des *Feuillants*. Ils seront 264 en février 1792. Ils veulent l'application de la Constitution de 1791, mais ils manquent de chefs énergiques et ils sont divisés par des querelles de personnes. La conséquence de ces divisions sera de faire passer la mairie de Paris aux Jacobins. La reine et la cour, par antipathie contre La Fayette, soutiendront la candidature de **Pétion**.

**Au centre**, on trouve une masse flottante de 345 députés qui, au gré des événements, oscillent de la droite à la gauche et font la majorité.

**A gauche**, 136 députés rallient le *club des Jacobins*. Républicains de tendance, ils acceptent encore la monarchie, mais ils sont pleins de défiance à l'égard du roi. Ils ont un chef actif : **Brissot**, et de brillant orateurs : Vergniaud, Guadet, Condorcet. Ils ont l'appui des clubs, du salon de Mme Roland et de la nouvelle municipalité de Paris.

#### 2. Les difficultés intérieures et extérieures:

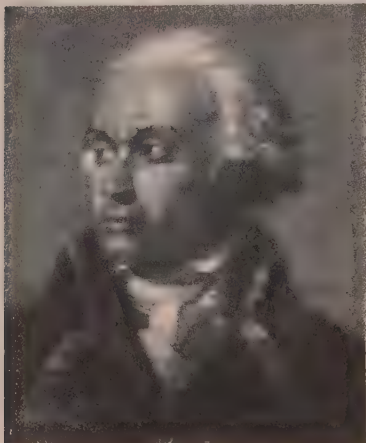
La crise économique s'aggrave par suite de la mauvaise récolte de 1791. Le blé est rare et les

paysans refusent de s'en dessaisir. Le discrédit de l'assignat nuit aux affaires. Le prix de la vie augmente. De véritables émeutes éclatent

sur les marchés. On saccage les boutiques et on recommence à brûler les châteaux. C'est l'**anarchie**.

Les troubles d'ordre religieux persistent. Souvent les habitants s'opposent aux prestations de serment et refusent de recevoir les prêtres *intrus* pendant que les patriotes organisent la chasse aux *réfractaires*.

Dans le **Comtat Venaissin**, l'annexion n'a pas ramené l'ordre. Le meurtre d'un patriote sert de prétexte à l'horrible massacre de la Glacière, à Avignon, qui fait périr une centaine de malheureux.



Cliché Braun

DUMOURIEZ (1739-1823).

(Portrait par Rouillard.)

Toujours soigné dans sa mise, poudré, élégant, Dumouriez est un homme d'ancien régime qui voit dans la Révolution l'occasion de faire une belle fin de carrière.

C'était un soldat et un aventurier. Agent secret de Louis XV à la cour de Suède, puis embastillé, libéré à l'avènement de Louis XVI, il était, à la Révolution, commandant de place à Cherbourg. A force d'intrigues, il arriva au ministère en 1792 (Affaires étrangères, puis Guerre).

Au 10 août il remplaça La Fayette à l'armée du Nord. Cité devant la Convention après la défaite de Nerwinden (1793), il livra aux Autrichiens les commissaires de la Convention venus pour l'arrêter, puis passa à l'ennemi avec son état-major (qui comprenait, entre autres, le duc de Chartres (le futur Louis-Philippe). Il finit sa vie en Angleterre.

Sur les frontières, l'attitude des émigrés est menaçante. A **Coblentz**, le prince de Condé a formé une véritable armée et les comtes d'Artois et de Provence s'efforcent d'entraîner l'Europe dans une croisade contre la France.

L'Assemblée vote alors trois décrets : le premier somme le *comte de Provence* de rentrer en France dans les deux mois, sous peine de perdre ses droits éventuels à la régence ; le second confisque les *biens des émigrés* qui ne se seraient pas dispersés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1792 ; le troisième concerne les *réfractaires* qui seront traités en suspects si, dans le délai de huit jours, ils n'ont pas prêté le serment.

Le roi réitère à son frère, le comte de Provence, l'ordre de rentrer en France, mais refuse sa sanction aux décrets et renvoie Narbonne du ministère. Cette attitude du roi provoque de violentes colères et, dans un discours véhément, Vergniaud se répand en menaces contre la cour et la reine elle-même. Louis XVI accepte alors un **ministère girondin** avec Dumou-

riez aux affaires extérieures et Roland à l'intérieur.

**3. La déclaration de guerre.** a) La Révolution, à ses débuts, avait renoncé à toute conquête et déclaré la paix à l'Europe. Les peuples opprimés avaient accueilli

avec sympathie les idées nouvelles et les souverains étrangers avaient suivi avec satisfaction la désorganisation de notre armée. Si quelques-uns redoutaient déjà l'influence des idées révolutionnaires et s'inquiétaient des dangers de Louis XVI, pas un seul, cependant, malgré la pression des émigrés et la déclaration de Pillnitz, ne songeait sérieusement à intervenir.

b) En France, toutefois, l'opinion se préoccupe des menées des émigrés. Brissot et ses amis poussent à la rupture avec l'Autriche pour compromettre le roi et révolutionner l'Europe. Les Feuillants, groupés autour de La Fayette, sont, eux aussi, partisans de la guerre. Il n'est pas jusqu'à la cour et au roi lui-même qui ne souhaitent un conflit extérieur dans l'espoir qu'une intervention étrangère leur rendrait leur autorité en les débarrassant des factieux. Seuls les Feuillants, qui subissent l'influence des Lameth, s'efforcent de sauver la paix. Ils savent notre armée désorganisée et craignent la défaite. Ils se rencontrent sur ce point avec Robespierre et une fraction des Jacobins qui redoutent autant la victoire d'un général ambitieux que le triomphe d'un ennemi contre-révolutionnaire.

c) Les rassemblements d'émigrés servent de prétexte aux Girondins pour envoyer un ultimatum menaçant à l'*Électeur de Trèves*. Celui-ci cède aussitôt. L'assemblée se retourne alors vers l'Empereur, mais Léopold II meurt subitement le 1<sup>er</sup> mars. Son successeur, le jeune et belliqueux François II, repousse avec dédain les notes de Dumouriez, exige la restitution d'Avignon au pape et réclame le rétablissement des droits féodaux en faveur des princes allemands qui avaient des possessions en Alsace.

Le 20 avril 1792, sur la proposition de Louis XVI, l'Assemblée déclarait la guerre au roi de Hongrie et de Bohême.

#### 4. Les échecs et leurs conséquences.

a) L'armée française était très affaiblie par l'émigration des officiers, la désertion des soldats et l'indiscipline des

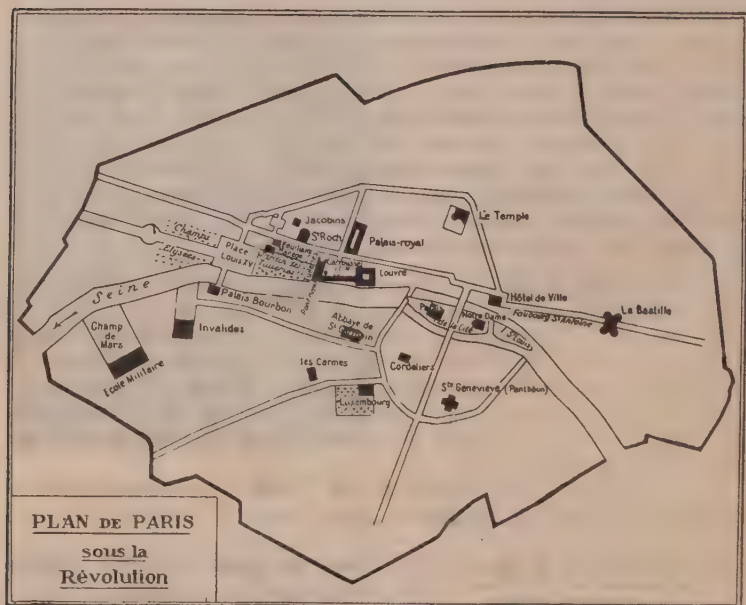
volontaires. Le commandement était médiocre. Dumouriez avait prescrit l'offensive. Mais, le 28 avril, une colonne, commandée par Dillon, fut saisie de panique à la vue de l'ennemi et prit la fuite en massacrant son général. Une autre, sous les ordres de Biron, s'empara de Quiévrain puis, le lendemain, battit précipitamment en retraite sur Valenciennes. Les Autrichiens ne surent pas exploiter la situation et s'arrêtèrent à la frontière.

b) A l'Assemblée, les Girondins imputèrent ces échecs « au Comité autrichien » et firent voter, du 27 mai au 7 juin, trois nouveaux décrets. Le premier ordonnait la déportation des prêtres réfractaires, fauteurs de troubles, le second licenciait la garde du roi; le troisième décidait la formation sous Paris d'un camp de 20.000 fédérés.

Louis XVI accepta le décret qui supprimait sa garde, mais opposa

son veto aux deux autres. Roland protesta par une lettre insolente et fut renvoyé avec deux de ses collègues le 13 juin. Le 16, Dumouriez démissionna à son tour et le roi forma un nouveau ministère feuillant.

**5. La journée du 20 juin.** Pour intimider le roi et le forcer à céder, les **Girondins**, d'accord avec les **Cordeliers**, organisèrent une grande manifestation populaire. Près de 20.000 personnes envahirent l'Assemblée, défilèrent devant les



députés, puis se jetèrent sur le *palais des Tuileries* resté sans défense. Pendant plus de deux heures, le roi, cerné dans l'embrasure d'une fenêtre, dut subir les invectives et les menaces de la foule, mais Louis XVI, très maître de lui, resta impassible et refusa toute concession. Son tranquille courage finit par en imposer aux émeutiers qui l'acclamèrent lorsqu'il se coiffa du bonnet rouge et but à la santé de la nation.

L'échec de la manifestation girondine tournait au profit du royalisme. Le département de Paris suspendit Pétion qui avait laissé faire et, de toutes les provinces, affluèrent des adresses de dévouement au roi. La Fayette quitta son armée et vint sommer l'Assemblée de punir les auteurs du 20 juin, mais la cour, encore une fois, refusa ses services. A la séance du 7 juillet, l'Assemblée assista à une réconciliation



des partis. Les députés s'embrassèrent, le roi fut applaudi mais la scène du **baiser Lamourette** n'eut pas de lendemain.

**6. La préparation du 10 août.** L'annonce de l'invasion imminente d'une armée de 80.000 Prussiens provoqua, au début de juillet, une vive émotion. L'Assemblée proclama la **patrie en danger**, mit en permanence tous les corps administratifs, prescrivit le port obligatoire de la cocarde tricolore et fit appel aux **volontaires** pour la défense du pays. Près de 200 bataillons furent levés à la hâte. En même temps, les Girondins dénoncent l'inaction de Louis XVI comme une trahison.

Mais ce fut le manifeste du général prussien Brunswick qui acheva de perdre le roi et la royauté dans l'opinion. Ce manifeste, inspiré, dit-on, par la reine et rédigé par un émigré, était d'une violence inouïe. Il déclarait que tout Français qui résisterait à l'invasion serait traité en ennemi et en rebelle et il menaçait Paris d'exécution militaire et de subversion totale en cas de nouvel attentat contre la famille royale.

Les insolences de Brunswick ne firent qu'exaspérer le peuple et le pousser aux mesures extrêmes. Malgré la défense formelle du roi, les fédérés entraient le 30 juillet à Paris aux accents de la Marseillaise. C'était un renfort sérieux pour l'insurrection. Le 3 août, 47 sections de Paris sur 48 demandaient la **déchéance immédiate du roi** et l'élection d'une Convention.

La Législative hésite. Les Girondins, débordés par la poussée révolutionnaire, essaient, mais trop tard, de se rapprocher du roi pendant que les Cordeliers et les Jacobins avec Danton, Marat et Robespierre, prennent leurs dernières dispositions pour renverser la Monarchie.

**7. La chute de la royauté.** a) Dans la nuit du 9 au 10 août, on se prépare de part et d'autre à la lutte décisive. **Mandat**, commandant de la garde nationale, organise la défense des Tuileries. Il dispose de 4.000 hommes : 900 suisses, 300 gentilshommes presque sans armes mais très dévoués au roi, 900 gendarmes et 2.000 gardes nationaux beaucoup moins sûrs. Vers le milieu de la nuit, le tocsin sonne. L'hôtel de Ville est envahi. Les insurgés chassent les officiers municipaux, consignent Pétion chez lui et forment la *Commune insurrectionnelle de Paris*. Mandat est conquis, arrêté et, un peu plus tard, massacré.

b) Dès sept heures du matin, les bataillons des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau et les Fédérés débouchent devant les Tuileries. Louis XVI veut passer en revue ses défenseurs. Bien accueilli par les Suisses, il est hué par les gardes nationaux. Alors, découragé, il se résout avec sa famille à chercher asile dans l'Assemblée.

Seuls les Suisses et les gentilshommes étaient restés à leur poste. Dès les premiers coups de feu, les Fédérés marseillais se débandèrent,

mais de nouveaux bataillons vinrent renforcer les insurgés avec des canons. La lutte dura deux heures. Les Suisses commençaient à manquer de munitions quand un ordre de Louis XVI leur enjoignit de cesser le feu. Le peuple les assaillit dans le jardin et les massacra. Près de 800 furent tués. Les insurgés avaient eu 400 hommes hors de combat.



Cliché Bulloz.

#### L'ASSAUT DONNÉ AUX TUILERIES LE 10 AOÛT.

*Près de la porte, à gauche, le pavillon du concierge est en flammes. Derrière le château montent de lourdes fumées. Du rez-de-chaussée et des deux étages on tire sur les assaillants. Des Suisses blessés sont achevés par les émeutiers. Noter leur armement hétéroclite : fusils, haches, piques... Construit sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, le château des Tuileries fut brûlé par les Communards, en 1871.*

c) Après la victoire, l'Assemblée, réduite au tiers de ses membres, suspend le roi de ses fonctions et lui assigne comme résidence le palais du Luxembourg, puis elle laisse la Commune l'interner dans la **Tour du Temple**. Elle crée ensuite un **comité exécutif** provisoire de six membres dirigé par Danton et Roland et elle convoque une **Convention nationale** élue au suffrage universel à deux degrés. Enfin, avant de se séparer, elle supprime les derniers droits féodaux, ordonne la vente des biens des émigrés et prescrit la déportation de tous les réfractaires qui, dans les quinze jours, n'auraient pas quitté le territoire français. Plus de 20.000 prirent le chemin de l'exil.



Cliché Bulloz.

## LA FAMILLE ROYALE CONDUITE AU TEMPLE.

(Gravure extraite des *Révolutions de Paris*, n° 162.)

La légende placée sous cette gravure dit : *Louis XVI et dernier est conduit au Temple avec sa femme et ses enfants, à travers les huées et les imprécations d'un peuple immense.*

**8. Les massacres de septembre.** Après le 10 août, la Commune organise des visites domiciliaires et fait arrêter les suspects. Mais le danger extérieur devient de plus en plus grave. La Fayette a déserté et passé la frontière, une forte armée prussienne envahit la Lorraine, s'empare de Longwy, investit Verdun qui capitule le 2 septembre. La route de Paris était ouverte.

Ce fut l'affolement. **Danton** fait sonner le tocsin. Dans de brûlantes harangues, il exalte le devoir patriotique et presse la formation d'une armée de 60.000 hommes. Mais la *hantise de la trahison* était partout. Le bruit courait que, dans les prisons, les suspects n'attendaient que le départ des volontaires pour se révolter. **Marat** prêchait ouvertement l'assassinat. Plusieurs sections elles-mêmes demandaient l'exécution des prêtres et des aristocrates. Le 2 septembre, une bande d'égorgeurs à la solde de la Commune se porte aux diverses prisons. Du 2 au 6 septembre, plus de 1.200 personnes, après un simulacre de jugement, sont lâchement **massacrées**. Danton et le Conseil exécutif firent pas un geste pour arrêter ces odieuses exécutions. Des tueries analogues s'organisèrent à Reims, à Caen, à Lyon.

**9. L'arrêt de l'invasion.** Après la prise de Verdun, **Dumouriez** qui n'avait pu arrêter l'ennemi aux défilés de l'Argonne, redescendit sur Sainte-Menehould et fit sa jonction

près de Valmy avec **Kellermann** qui arrivait de Metz. Les Français étaient supérieurs en nombre, mais les Prussiens étaient pleins de mépris pour cette misérable armée de tailleurs et de savetiers. Au moment où les soldats de Brunswick s'ébranlent pour enlever les hauteurs de Valmy, Kellermann forme ses troupes en colonnes au cri

de « Vive la nation »

La fière contenance de ses jeunes soldats et le tir efficace de son artillerie arrêtent net l'ennemi. Tout se borna à un duel d'artillerie.

Mais si le combat fut de médiocre importance, les conséquences morales furent immenses. Les Prussiens étaient décontenancés. Ce n'était plus l'agréable promenade militaire annoncée par les émigrés. Les paysans s'armaient et harcelaient l'envahisseur. Les pluies tombaient sans arrêt et la dysenterie décimait les régiments. L'armée devenait un hôpital ambulancier. Sans avoir été vaincus, les Prussiens se comportèrent en vaincus. Après quelques jours d'hésitation, Brunswick or-



VALMY ET L'ARGONNE.

*Incapable de garder les cinq routes qui traversent l'Argonne, Dumouriez s'était posté au centre, en arrière de Grand-Pré. Débordé par les Prussiens qui pussent par la Croix-aux-Bois, il se rabat vers le Sud, pour faire sa jonction avec Kellermann qui vient de Metz. Il découvre ainsi Paris, mais menace la ligne de communication prussienne. Valmy est le type de la bataille à front renversé, c'est-à-dire où chaque armée regarde vers la région qu'elle défend, au lieu de lui tourner le dos.*

donna la retraite. Elle fut lamentable. L'armée prussienne avait perdu plus de la moitié de ses effectifs en arrivant à la frontière.

Quelques jours plus tard, les Autrichiens levaient le siège de Lille et rentraient en Belgique. La France était délivrée de l'invasion.



## RÉSUMÉ

1. L'Assemblée législative est composée à droite des Feuillants, à gauche des Girondins et au centre d'une masse flottante qui décide de la majorité.

2. La crise économique et religieuse s'aggrave et les émigrés prennent une attitude menaçante. L'Assemblée vote trois décrets contre le comte de Provence, les réfractaires et les émigrés. Le roi oppose son veto mais est obligé de choisir des ministres girondins.

3. Presque tous les partis poussent à la guerre. Elle éclate le 20 avril 1792. A la suite des premiers échecs, l'Assemblée décide la déportation des réfractaires, la suppression de la garde du roi et la formation d'un camp de fédérés. Louis XVI n'accepte que la suppression de sa garde et renvoie le ministère girondin.

4. Malgré la journée du 20 juin, le roi refuse toute nouvelle concession, mais la déclaration de la patrie en danger et surtout le manifeste de Brunswick rendent très difficile sa situation.

5. L'insurrection du 10 août provoque la chute de la royauté. Louis XVI est enfermé au Temple. L'Assemblée crée un conseil exécutif provisoire et convoque une Convention.

6. Des milliers de suspects sont arrêtés que la Commune laisse lâchement massacrer par des assassins à sa solde.

7. Enfin, le 20 septembre, l'Assemblée législative se retire pendant que l'armée française arrête l'invasion prussienne à Valmy.

## LECTURES

## La journée du 20 juin.

Nul obstacle, nulle résistance, ni à l'entrée du château, ni à celle des appartements; pas un homme pour la défense, pas un garde national à son poste, pas une porte barricadée ni fermée à clef. La gendarmerie qui était dans l'intérieur de la cour reste spectatrice immobile de l'invasion.....

..... Pendant qu'une partie de la troupe pénètre dans les appartements, l'autre fait entendre dans la cour et sous les fenêtres du cabinet du roi les cris de : « Vive la nation ! vivent les sans culottes ! à bas Monsieur Veto ! à bas Madame Veto !..... » Cependant l'attroupement enfonçait la porte de la salle : les panneaux d'en bas étaient déjà brisés. M. Acloque, chef de la 2<sup>e</sup> légion de la garde nationale, invite le roi à permettre l'ouverture.

Le roi répond : « J'é le veux bien : je ne crains rien au milieu des personnes qui m'entourent. » Il ordonna lui-même à l'huissier d'ouvrir. La porte s'ouvre. Au même moment, vingt ou trente personnes se précipitent dans l'appartement..... On propose au roi de monter sur une banquette dans l'embrasure de la croisée du milieu de la salle, du côté de la cour. Il y consent..... Quatre grenadiers de la garde nationale armés de leurs fusils, un officier de chasseurs et un canonnier, se placèrent à côté et en face du roi. Là, ils ont soutenu la presse avec constance. M. le maréchal de Mouchy, malgré son grand âge, n'a pas quitté un moment le roi.

Bientôt la foule remplit la salle. Un bruit affreux se fait entendre : ce sont des cris, des hurlements confus entre lesquels on distingue des paroles outrageantes, des sommations, des menaces. « A bas le veto ! rappelez les ministres ! » Des figures sinistres, des figures atroces se font remarquer au milieu de cette multitude audacieuse et malveillante.

Un boucher, devenu fameux dans la Convention nationale, Legendre, s'avance vers le monarque. Le bruit cesse, et l'on entend ces paroles qui s'adressent au roi : « Monsieur..... » A ce mot le roi fait un mouvement de surprise. « Oui, monsieur, reprend fortement Legendre; écoutez-nous, vous êtes fait pour nous écouter..... Vous êtes un perfide. Vous nous avez toujours trompés, vous nous trompez encore. Mais prenez garde à vous : la mesure est à son comble, et le peuple est las de se voir votre jouet. » Alors Legendre lut une prétendue pétition, qui n'était qu'un tissu de reproches, d'injures, de menaces et d'injonctions qui exprimaient la volonté du peuple souverain dont Legendre se déclara l'orateur et le fondé de pouvoir. Le roi entendit cette lecture sans s'émouvoir, et répondit : « Je ferai ce que la constitution et les décrets m'ordonnent de faire ».

Après cette scène, nouveaux cris, nouveau tumulte. Il entraînait continuellement du monde; personne ne pouvait sortir : la presse était extrême. Alors se manifestèrent les mauvaises intentions de plusieurs de ces furieux. L'un d'eux, armé d'un long bâton à l'extrémité duquel tenait une lame d'épée dont la pointe était très aiguë, tenta de foncer sur le roi : les grenadiers placés devant lui parèrent le coup avec leurs baïonnettes. Un autre, armé d'un sabre, perça la foule pour s'avancer vers le roi dans la plus menaçante attitude : il fut écarté par les grenadiers volontaires. Un fort de la halle fit de longs efforts pour arriver jusqu'au roi, le bras levé et armé d'un sabre. Presque tous ceux qui parvenaient à en approcher l'apostrophaient outrageusement. Il répondait : « Je suis votre roi. Je ne me suis jamais écarté de la constitution. » Plusieurs fois il voulut parler : sa voix se perdit dans le tumulte..... cette situation dura plus d'une heure.

Pendant cet intervalle, un particulier s'avança, portant à l'extrémité d'un bâton un bonnet rouge; plusieurs personnes firent incliner le bâton vers M. Mouchet..... Il prend le bonnet, le présente au roi, qui le met aussitôt sur sa tête. « De vifs applaudissements se firent entendre, dit Mouchet, et des cris de « Vive la nation ! » et même de « Vive le roi ! » ont été répétés par toutes les bouches..... »

(RÖDERER, *Chronique de cinquante jours*,  
édition de LESCURE, 1875, p. 45-48.)

## 2. Bataille de Valmy. La retraite des Prussiens.

La plus grande consternation se répandit dans l'armée. Le matin encore, il n'était question que de manger tous les Français à la broche. Moi-même, j'avais été entraîné dans cette périlleuse aventure par ma confiance dans notre belle armée et dans le duc de Brunswick. Chacun maintenant était rêveur; les regards s'évitaient et les seules paroles qu'on entendait étaient

des imprécations, des malédictions. Au crépuscule, nous nous étions, par hasard, réunis en cercle. On n'avait même pas pu, comme d'ordinaire, allumer un feu. Presque tous restaient silencieux; quelques-uns seulement parlaient et leurs réflexions manquaient de logique et de sérieux. Enfin on me pressa de dire ce que je pensais des événements de la journée (car souvent mes brèves remarques avaient intéressé ou amusé notre petite compagnie).

Je répondis simplement : « de ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. Plus tard, vous pourrez dire : J'y étais ».

(GÆTHE, *Campagne de France.*)



Cliché Braun.

KELLERMANN (1739-1823).

(Portrait par Rouget. Château de Versailles.)

Comme Dumouriez, Kellermann est un officier de l'ancienne armée royale. Après Valmy, il exerça divers commandements. Il fut fait maréchal et duc de Valmy par Napoléon 1<sup>er</sup>, et siégea à la Chambre des Pairs sous la Restauration.

C'est lui qui à Valmy décida vraiment du sort de la bataille.

Malgré tout ce qu'on a pu dire des boues de Champagne, il est difficile de se faire une idée de ce qu'elles furent pendant cet automne. Les terres étaient devenues entièrement impraticables; les routes, délayées par des pluies continuelles et défoncées par le mouvement de tant d'armées, étaient couvertes de cinq à six pouces de bouillie crayeuse, dans laquelle il m'est arrivé de marcher pendant des heures entières sans voir mes pieds; au reste, cette boue, cette atmosphère, ces journées de déluge, jointes à la disette et aux raisins de nos vignes vendangées, nous avaient donné un auxiliaire terrible contre les Prussiens, que le fléau de la dysenterie avaient décimés. Tous les villages étaient encombrés, empoisonnés de leurs malades, qu'ils avaient été forcés d'abandonner; les cadavres, entas-

sés dans les cimetières, l'étaient à ce point que la terre ne les recouvrait plus; les routes et les bois en étaient jonchés; on pouvait suivre leurs colonnes à la trace de leurs morts. De telles pertes équivalaient à des défaites, qu'une retraite honteuse complétait. Mais la putréfaction de tant de corps infectant l'air, jointe aux influences atmosphériques, ne tarda pas malheureusement à rendre la dysenterie épidémique. L'armée ne souffrit pas moins que les habitants.....

(THIÉBAUT, *Mémoires*, I, p. 338-339.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les divers partis dans l'Assemblée législative ? — A quelles difficultés se heurte-t-elle ? — Quels décrets vote-t-elle ? — Que fait le roi ? — Quels sont les partisans et les adversaires de la guerre ? — Quelles sont les causes du conflit ? les premiers résultats ? leurs conséquences ? — Qu'advient-il des nouveaux décrets ? — Que savez-vous sur la journée du 20 juin ? sur ses conséquences ? — Quels sont les événements qui préparent le 10 août ? — Racontez la journée du 10 août. — Quelles sont les diverses mesures prises par l'Assemblée ? — Que devient le roi ? — Que savez-vous sur les massacres de septembre ? — En quoi consiste la bataille de Valmy ? — Quelles furent ses conséquences ?*

---



## CHAPITRE IV

### La Convention (21 sept. 1792-26 oct. 1795).

La Convention se divise en trois périodes, séparées par les journées du 2 juin 1793 et du 27 juillet 1794. (9 thermidor.)

La première est marquée par l'établissement de la République et le procès du roi. Elle est remplie par la furieuse rivalité qui met aux prises Girondins et Montagnards. A l'extérieur, la guerre victorieuse nous permet d'occuper la Belgique et les provinces rhénanes, mais la première coalition nous arrache bien vite toutes nos conquêtes.

La deuxième voit le triomphe du parti Montagnard qui, avec Robespierre, organise le gouvernement révolutionnaire et brise toutes les résistances par la Terreur. En même temps, la situation militaire est rétablie et l'ennemi repoussé au delà des frontières.

La troisième période est caractérisée par la réaction thermidorienne et la chute du gouvernement révolutionnaire. L'Assemblée réprime les émeutes montagnardes et royalistes et établit la Constitution de l'an III. Au dehors, la victoire nous assure la conquête de frontières naturelles et les traités de Bâle et de La Haye brisent la première coalition.

#### I. — La Convention girondine.

1. Les partis. Les élections avaient eu lieu au suffrage universel à deux degrés. Étaient électeurs tous les Français, âgés de vingt et un ans, qui n'étaient pas serviteurs à gages. Il y eut beaucoup d'abstentions et les députés ne furent nommés que par un dixième à peine des électeurs.

a) **A droite**, siègent 165 **Girondins**, bourgeois cultivés bien disposés pour le peuple, mais se plaisant peu aux contacts populaires. Ils sont partisans de la légalité, opposés à toute dictature et très hostiles à la Commune de Paris. Ils s'appuient sur les départements et sur le comité exécutif où siège leur ami Roland. Leurs chefs : Brissot, Vergniaud, Buzot, Barbaroux, Guadet, sont de beaux parleurs, à l'éloquence déclamatoire et creuse, mais non des hommes d'action.

b) **A gauche**, les **Montagnards** sont, eux aussi, des bourgeois d'origine, mais d'allures démocratiques, vivant en familiarité avec les



Cliché Bulloz.

## LE MÉNAGE ROLAND.

(D'après les dessins de N. Colibert.)

Roland de la Platière (1734-1793) était un fonctionnaire d'ancien régime. Ami des Girondins, il fut ministre de l'Intérieur du 23 mars au 13 juin 1792; puis du 10 août au 23 janvier 1793. Proscrit au 31 mai, il s'enfuit, se cacha et se tua, près de Rouen, en apprenant la mort de sa femme.

Marie-Jeanne Philpon, petite bourgeoise parisienne, née en 1754, épousa Roland en 1780. Nourrie de l'Encyclopédie et de la sensibilité à la Rousseau, elle adhéra avec enthousiasme aux idées révolutionnaires. Ambitieuse, elle fit de son salon le rendez-vous de l'État-major girondin et poussa son mari au ministère. Roland, « vicillard rogue, peureux et borné », fut un très médiocre ministre. L'opposition sournoise qu'il fit à la Commune insurrectionnelle, la part avouée prise par M<sup>me</sup> Roland aux décisions de son mari, l'importance de son salon, valurent au ménage les attaques violentes des Jacobins. Arrêté le 31 mai, M<sup>me</sup> Roland fut condamnée à mort par le Tribunal révolutionnaire et guillotinée.

petites gens et se faisant leurs porte-parole. Ils sont résolument unitaires et, pour eux, le salut public passe avant la légalité. Élus de Paris ils réclament pour la capitale un rôle prépondérant. C'est à Paris d'ailleurs qu'ils trouvent leurs alliés les plus fidèles : la Commune et les clubs des Jacobins et des Cordeliers. On compte parmi eux des hommes énergiques et d'une forte personnalité : Danton, Robespierre, Marat, Saint-Just, Couthon.....

c) **Au centre**, les députés de la **Plaine** ou du **Marais**, masse flottante qui formera l'appoint de majorités successives. Peu bruyants, soucieux avant tout de ne pas se compromettre avec les vaincus, ils voteront très souvent, par peur, avec les violents. Les plus connus sont : Siéyès, Boissy d'Anglas, Cambacérès, Grégoire.

**2. Les premiers actes.** a) Le 21 septembre, à l'unanimité, la Convention proclame l'abolition de la royauté et, le lendemain, elle décide que les actes publics seront datés de **l'an premier de la République**.

Dès le début, les Girondins prennent violemment à partie Marat, Robespierre et Danton : le premier pour avoir préconisé la dictature, le second pour y aspirer, le troisième pour sa gestion financière après le 10 août. L'attaque n'eut pas de suites, mais le club des Jacobins exclut Brissot et ses amis, et les élections pour le renouvellement de la Commune de Paris furent un triomphe pour les Montagnards.

**b) Le procès de Louis XVI.**

Les Girondins jugeaient inopportun le jugement de Louis XVI, mais la découverte aux Tuileries de l'armoire de fer où le roi avait enfermé des documents compromettants rendit le procès inévitable. Le procès, commencé le 11 décembre, ne se termina que le 20 janvier. Louis XVI comparut devant la Convention, nia la plupart des faits ou déclara ne plus s'en souvenir. S'appuyant sur la Constitution de 1791, de Sèze, dans une éloquente plaidoirie, soutint que la personne du roi était inviolable. Le vote eut lieu par appel nominal et fut très long. Le roi fut déclaré coupable à la presque unanimité. 424 députés contre 287 repoussèrent l'appel au peuple, 361 votèrent pour la mort sans réserve, 26 pour la mort, mais en demandant que la question de sursis fut examinée, et 334 pour des peines diverses. Enfin le sursis fut rejeté par 380 voix contre 310.

**L'exécution** eut lieu le 21 janvier 1793, sur la place de la Révolution, au milieu d'un imposant appareil militaire. Le roi communia des mains d'un prêtre réfractaire, l'abbé Edgeworth de Firmont, et mourut dans d'admirables sentiments de courage et de résignation chrétienne.



Cliché Braun

DANTON.

(D'après un portrait du Musée Carnavalet.)

Tête puissante et vulgaire de meneur. Les lèvres épaisses et gourmandes atténuent l'impression qu'on a de se trouver devant un grand fauve. Danton fut un être de violence et un insatiable jouisseur. Son action fut décisive dès le début de la Révolution et particulièrement au 10 août. Il mourut avec un air de bravade. « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine », dit-il au bourreau, en montant sur l'échafaud.

Cette mort hâta la formation de la première coalition, prépara la guerre civile et précipita la chute des Girondins.

**3. La guerre. a) Les conquêtes.** Au lendemain de Valmy, les armées françaises prennent partout l'offensive. En quelques semaines, elles occupent Nice et la Savoie, conquièrent les provinces rhénanes et pénètrent dans les Pays-Bas autrichiens.



Le 6 novembre 1792, la bataille de Jemmapes nous livre la Belgique. Tous les peuples accueillent nos soldats comme des libérateurs, mais cet enthousiasme sera de courte durée.

**b) La première coalition.** L'occupation de la Belgique et d'Anvers décide l'Angleterre à sortir de la neutralité. Elle négocie avec la Prusse, l'Autriche, la Hollande et leur promet des subsides. L'exécution de Louis XVI est un excellent prétexte pour entraîner l'Espagne, le Portugal, les petits princes italiens et allemands dans une formidable coalition contre la République.

**c) Les désastres.** A la fin de l'hiver, Dumouriez subit un premier échec près d'**Aix-la-Chapelle**, puis est sérieusement battu à **Nerwinden**, le 18 mars 1793. Sommé de comparaître devant la Convention, il essaie vainement de soulever son armée et de marcher sur Paris et doit se réfugier chez les Autrichiens.

Sur le Rhin, **Custine** à son tour doit reculer devant les Prussiens et une partie de son armée est bloquée dans Mayence. La France ne trouve plus aucun concours auprès des peuples libérés. Par ses réquisitions et ses confiscations, par la persécution religieuse surtout, la Convention s'est aliéné toutes les sympathies. La frontière était ouverte en même temps qu'éclatait l'insurrection vendéenne et qu'une terrible crise économique et financière sévissait dans tout le pays.





Cliché Braun

## LE DUC DE CHARTRES A JEMMAPES.

(D'après le tableau de Le Den.)

*La victoire de Jemmapes (6 novembre 1792) est l'une des plus célèbres de la Révolution, parce qu'elle fut la première bataille rangée livrée depuis le début de la guerre.*

*L'almé avait donné confiance aux troupes. Déjà la discipline renaît et la pratique de l'amalgame (mélange de vieilles troupes et de bataillons de volontaires) donne à l'armée plus de cohésion.*

*La bataille de Jemmapes comprit trois combats distincts.*

*Au centre, le duc de Chartres (fils du duc d'Orléans et futur Louis-Philippe), après avoir enlevé un bois en est chassé par une contre-attaque. Déjà ses soldats flottent et vont se débander. Dumouriez les rallie. Le duc de Chartres prend la tête de deux anciens régiments de Navarre et d'Auvergne qui chargent. Le bois est repris et les redoutes autrichiennes abordées à la baïonnette. Un corps à corps s'y livre avec les grenadiers hongrois. C'est la scène représentée par le tableau. Menacés d'être enveloppés, les Impériaux se retirent.*

**4. Chute de la Gironde.** Les défaites militaires et les difficultés économiques sont habilement exploitées contre les Girondins. Leur tentative d'établir une Constitution et d'organiser un gouvernement régulier échoue devant l'hostilité des Montagnards. Ils ne peuvent même pas empêcher la création d'un **Tribunal révolutionnaire** et d'un **Comité de Salut Public** où ils sont en minorité. Le *club des Jacobins* les dénonce comme complices de Dumouriez et demande leur arrestation. Par représailles, ils font voter un décret d'accusation contre Marat, mais Marat est acquitté et ramené en triomphe à la Convention. Le 18 mai, ils obtiennent encore l'établissement d'une commission de 12 membres pour contrôler les actes de la Commune et le 24 mai font arrêter Hébert. Mais le 27 mai, sous la pression du peuple de Paris, la Convention élargit Hébert et casse la commission des Douze que les Girondins rétablissent le lendemain.

Le 31 mai, l'émeute envahit l'Assemblée qui supprime une fois de plus la commission des Douze, mais refuse l'arrestation des Girondins.

Il fallut recommencer le 2 juin. Marat sonne lui-même le tocsin et Hanriot avec plusieurs milliers d'hommes cerne l'assemblée et ferme toutes les issues. Le soir, la Convention, épuisée de peur, de fatigue et de faim, se résigne à voter l'arrestation de vingt-neuf Girondins et de deux ministres. C'était la fin du parti girondin.



Cliché Bulloz.

VERGNIAUD (1753-1793).

*Ce fut l'un des orateurs les plus sonores de la Gironde. Avocat à Bordeaux au début de la Révolution, administrateur du département de la Gironde en 1790, député à la législative, puis à la Convention. Ambitieux, mais paresseux, il ne fit rien d'autre que de beaux chants de ténor à la tribune. Pour avoir attaqué Marat, il fut compris dans la « journée » des députés girondins, le 31 mai-2 juin. Guillotiné le 31 octobre.*



Cliché Giraudon.

MARAT A LA TRIBUNE.

(D'après Simon Petit.)

*La tête est celle d'un halluciné et d'un furieux. Ce personnage reste malgré tout énigmatique. Son vrai nom était Mara : c'était un juif, né sur les domaines du roi de Prusse, d'un père sarde et d'une mère suisse. Ses perpétuelles excitations au meurtre finirent par attirer sur lui ce qu'il réclamait pour les autres.*

## 5. Conséquences du 2 juin 1793.

a) **Le fédéralisme.** La Gironde avait d'ardents partisans en province. De plus, les royalistes étaient à l'affût de toute occasion favorable. A la nouvelle du coup d'État du 2 juin, de nombreux **soulèvements** se produisent, surtout en Normandie, en Bretagne et dans la Gironde. C'est ce qu'on a appelé l'insurrection fédéraliste. Un gouvernement provisoire est créé à Caen et une petite armée organisée. Mais la marche sur Paris, échoue. Une jeune fille cependant, **Charlotte Corday**, vient à Paris et croit venger les Girondins proscrits en assassinant Marat.

Dans le Sud-Est, à Lyon, à Marseille, à Toulon, l'insurrection est

vite accaparée par les royalistes. En Vendée, c'est la guerre civile dans toute son horreur. Toulon se livre aux Anglais, la Corse se soulève. Plus de la moitié de la France se trouvait en lutte plus ou moins ouverte avec la Convention au moment même où l'invasion étrangère forçait nos frontières. La République n'était plus qu'une grande ville assiégée.

b) **La constitution de 1793.** Pour enlever tout prétexte à l'insurrection, l'Assemblée s'empressa de voter une Constitution improvisée qui prévoyait l'élection au suffrage universel des députés et des candidats au conseil exécutif, établissait le référendum et proclamait le droit à l'insurrection. Cette Constitution, approuvée par les assemblées primaires, parut rassurer les fédéralistes. Elle fut promulguée le 10 août, mais on se garda bien de la mettre en application.

## II. — La Convention montagnarde.

### 1. Le gouvernement révolutionnaire.

a) **Son établissement.** La situation critique exigeait des mesures exceptionnelles. Pour assurer le salut public, la Convention concentre tous les pouvoirs entre ses mains et impose son autorité par la force et la terreur. Ce gouvernement s'organise au fur et à mesure des nécessités et des besoins, il ne sera définitivement établi que par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793).

b) **Ses organes à Paris et en province.** A Paris, la Convention est le centre unique qui donne l'impulsion au gouvernement. Elle vote les décrets, qui sont exécutoires 24 heures après leur réception. **Le Comité de Salut Public**, créé le 6 avril 1793, a d'abord pour principal inspirateur Danton. Réorganisé en juillet, il passe sous la direction de Robespierre. Ses pouvoirs sont de plus en plus étendus et il finit par diriger



Cliché Braun.

CHARLOTTE CORDAY (1768-1793).

*Arrière-petite-nièce de Corneille, cette jeune fille crut, après le 31 mai, qu'elle sauverait les Girondins par un crime héroïque.*

*Partie de Caen le 9 juillet, elle réussit le 13 à se faire recevoir par Marat qui travaillait dans son bain, et tandis qu'il lit un papier qui contenait la liste des conspirateurs de Caen, elle le poignarde. Cinq minutes plus tard Marat était mort.*

*Ce portrait, peint par HAUER, fut commencé à l'audience du Tribunal révolutionnaire et terminé à la prison, quelques heures avant l'exécution. Charlotte Corday porte le bonnet des femmes d'Argentan.*

toute la politique intérieure et extérieure. Ses membres, presque toujours réélus, se spécialisent chacun dans une tâche particulière. *Carnot* s'occupe des opérations militaires; *Lindet* des approvisionnements; *Barrère* de la diplomatie; *Robespierre*, *Couthon* et *Saint-Just*, de la politique générale. Les décisions importantes sont prises en commun.

Le **Comité de Sûreté Générale** recherche les suspects, contrôle les arrestations et traduit les détenus devant le Tribunal révolutionnaire.



Cliché Bulloz.

FOUQUIER-TINVILLE (1747-1795).

Ancien procureur du roi au Châtelet; mêlé au mouvement de la Révolution, devint successivement juré, directeur du jury, puis accusateur public au Tribunal Révolutionnaire. Il fut le pourvoyeur de la guillotine.

Arrêté après Thermidor il fut condamné à mort pour « les crimes (qu'il avait) commis au nom de la loi ».

Le **Tribunal révolutionnaire**, créé le 10 mars 1793, comprend trois juges, douze jurés, un accusateur public, **Fouquier-Tinville**. Ses jugements sont sans appel et exécutés le jour même.

En province, la Convention envoie des **représentants en mission**, avec des pouvoirs illimités, pour accélérer la mise en vigueur des lois et briser les résistances, épurer les corps administratifs et surveiller les généraux. Pour se renseigner sur place et faire exécuter les décrets, ils avaient à leur disposition les **Comités révolutionnaires** (plus de 20.000), les sociétés populaires et les agents nationaux.

## 2. La Terreur. Le régime de la Terreur

est caractérisé par la restriction ou la suppression provisoire des grandes libertés proclamées par la Révolution.

a) **Lois terroristes.** Les principales sont : *la loi des suspects* (17 septembre 1793), qui ordonne la mise en arrestation de tous les ennemis de la Révolution (il y eut plus de 200.000 détenus); *la réquisition en masse*, qui mettait tous les Français à la disposition des armées; *la loi sur l'accaparement*; *l'emprunt forcé d'un milliard sur les riches*; la loi du *maximum général*, qui fixait le prix de tous les objets de première nécessité.

b) **Les victimes de la Terreur.** A Paris, du 1<sup>er</sup> mars 1793 au 27 juillet 1794, plus de 2.600 personnes furent guillotonnées, parmi lesquelles on peut citer : Marie-Antoinette, les Girondins, Mme Roland, le duc d'Orléans, les révolutionnaires de la première heure, les généraux vaincus ou



suspects. En province, de sanglantes représailles furent exercées à Caen, à Bordeaux, à Marseille, à Lyon (près de 2.000 victimes), à Nantes (4.000). Dans toute la France, on compta plus de 20.000 exécutions dont furent victimes pour moitié des ouvriers ou des paysans.

c) **Le résultat.** A la fin de 1793, le péril intérieur et extérieur était conjuré. Dans l'ordre économique, le succès était moins apparent. Cependant, grâce à un rationnement très strict, la famine fut évitée.



Cl. Arch. Photographiques.

MULLER. — L'APPEL DES DERNIERS CONDAMNÉS.

*Un officier de police lit la liste. A gauche un garde emmène un prisonnier. Des femmes sanglotent. Deux personnages restent calmes : la vieille femme qui dit son chapelet à gauche, et, à droite, l'évêque qui a laissé tomber son bréviaire pour donner un dernier encouragement à la jeune femme qui s'est jetée à ses genoux.*

**3. La déchristianisation.** La persécution devient de plus en plus violente contre les prêtres réfractaires. Après la chute des Girondins, elle s'étend même aux Constitutionnels. Le culte public est interdit. Les enterrements et les cimetières sont laïcisés. Les églises sont pillées, fermées, profanées ou converties en temples de la Raison. Les prêtres sont forcés de renoncer à leurs fonctions et même d'apostasier sous peine d'incivisme. La Convention invente le **calendrier républicain** pour supprimer le dimanche et imposer le décadi comme jour de repos.

**4. La guerre.** a) **L'invasion de 1793.** A la suite de la trahison de Dumouriez, le pays est envahi de toutes parts. Au Nord, les Autrichiens s'emparent de Condé, de Valenciennes et

du Quesnoy et mettent le siège devant Maubeuge. Les Anglais bloquent Dunkerque. Au Sud, les Piémontais et les Espagnols passent la frontière. La Vendée est en pleine insurrection depuis le mois de mars 1793. Malgré leur armement primitif, les Vendéens prennent Cholet, Fontenay, Saumur, mais échouent devant Nantes.



Cliché Braun.

LAZARE CARNOT (1753-1823).

*Capitaine du génie à la Révolution, Carnot fut élu député à la Législative, dans le département du Pas-de-Calais, réélu à la Convention.*

*Membre du Comité de la guerre, puis du Comité de Salut public, il eut à supporter tout le poids de l'organisation militaire du pays en guerre, aidé d'un état-major d'élite qu'il avait choisi, sans distinction d'opinions, parmi les officiers de l'ancienne armée royale. Il mérite le beau surnom d'organisateur de la victoire, qui lui fut donné à la Convention par Bourdon de l'Oise, quand il fut mis en accusation, après Thermidor, avec les membres des anciens Comités.*

*Le tableau reproduit ci-dessus offre la curieuse particularité d'être le portrait de Carnot en uniforme de ministre de l'Empire. Après être resté dans l'opposition jusqu'en 1813, Carnot accepta en effet, aux Cent jours, le ministère de l'Intérieur. Proscrit comme régicide, il mourut à Magdebourg.*

*tignies* (12-16 octobre) oblige les Autrichiens à abandonner le blocus de Maubeuge. En décembre, Hoche et Pichegru écrasent les Autrichiens en avant de Wissembourg et délivrent Landau. En mai 1794

**b) Réorganisation de l'armée.** La Convention s'empresse de lever de nouvelles armées. En février 1793 elle prescrit l'enrôlement de 300.000 hommes; au mois d'août, elle décrète la levée en masse. Elle groupe les vieux soldats et les soldats de nouvelle levée par l'amalgame et, en octobre 1793, elle dispose déjà de 500.000 hommes. Les réquisitions permettent de les équiper et de les nourrir. **Carnot** conserve la direction suprême, mais le commandement est confié à des généraux jeunes et actifs qui prescrivent l'offensive à ~~jet~~ continu, en rangs serrés. Cette tactique déconcerte l'ennemi, mais les pertes sont énormes.

**c) La victoire.** Le résultat de ces réformes ne se fait pas attendre. Houchard bat les Anglais à *Hondschoote* (6-8 septembre 1793) et les force à lever le siège de *Dunkerque*. Jourdan à *Wa-*

Pichegru occupe les Flandres et Jourdan, le 26 juin, à **Fleurus**, inflige une sanglante défaite à l'armée autrichienne. Sur mer, nous étions moins heureux, nous ne pouvions empêcher l'Angleterre de s'emparer de la Corse et de la plupart de nos colonies.

Mais, à l'intérieur, l'insurrection vendéenne était réprimée. Les insurgés, battus à Cholet, tentent de marcher sur Granville, mais ils sont vaincus au Mans et écrasés à Savenay en voulant repasser la Loire. La France sortait victorieuse de l'effroyable crise de 1793.

## 5. Dictature de Robespierre.

a) **La lutte contre les factions.** La concentration des pouvoirs entre les mains du **Comité de Salut Public** suscitait une opposition sourde mais tenace parmi les *Enragés* et les *Indulgents*.

**Robespierre** résolut d'abattre les deux factions. Les enragés ou Hébertistes gênaient sa politique par leur athéisme grossier, leurs tendances anarchistes et l'outrance de leurs sentiments belliqueux et terroristes. D'accord avec les modérés, il fait arrêter leurs principaux chefs comme agents de l'étranger et affameurs du peuple. Dix-huit sont condamnés à mort et exécutés le 24 mars 1794.

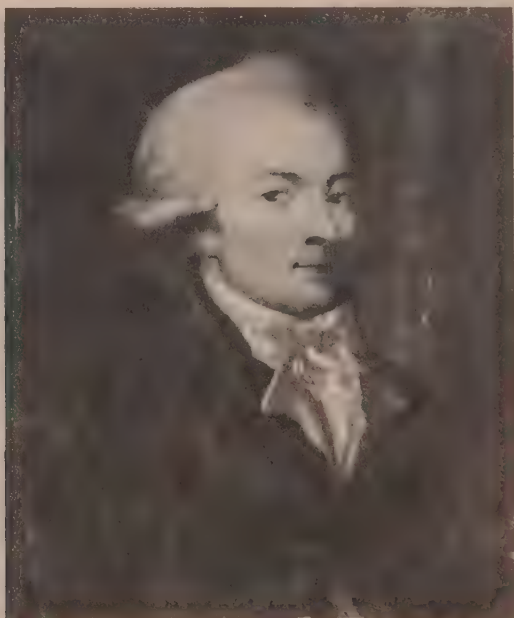
Il se retourne alors contre les Dantonistes, partisans de la clémence et de la modération « les pourris, les vendus ». Traduits devant le Tribunal révolutionnaire, Danton et ses amis se défendirent avec tant de vigueur que Saint-Just les fit mettre hors des débats. Le 5 avril, quinze dantonistes montaient à l'échafaud.

b) **L'apogée de Robespierre.** Il n'a aucun pouvoir exceptionnel, mais par son éloquence, par son ascendant sur les Jacobins et les petites gens, par l'austérité de sa vie privée, « l'Incorruptible » acquit une



*Le pays vraiment insurgé, la Vendée militaire serait délimité par une ligne allant de Fontenay-le-Comte à Vihiers, de Vihiers à Ancenis, et de là, au Marais. Région boisée, coupée de vallées étroites et profondes et des chemins creux, pays rêvé pour les embuscades. Les Vendéens sous la conduite de leurs chefs de paroisse se groupaient pour un combat, puis rentraient chez eux. Il n'y eut jamais de vraie armée, mais un peuple en marche, chassé par les colonnes républicaines qui, pour en venir à bout, prirent le parti de tout égorger et de tout brûler (colonnes infernales). Les trois tentatives sérieuses d'opérations d'envergure furent faites vers Nantes, Bordeaux (bataille de Luçon) et Granville. Inutilement, les Vendéens demandèrent un prince du sang pour les commander.*

immense popularité qui lui permit d'exercer une véritable dictature. Il veut faire « régner la Vertu » et fonder la morale publique sur l'idée de l'Être Suprême. Le 7 mai 1794, un décret organise la *nouvelle*



Cl. Braun

### MAXIMILIEN DE ROBESPIERRE.

*D'après un portrait (auteur inconnu) de Carnavalet*

Député d'Arras à la Constituante, puis député de Paris à la Convention. C'est lui, très probablement, qui a joué le rôle le plus important dans la Révolution. Avec une sincérité qui ne semble pas douteuse, et une ambition non moins certaine, il voulut établir le « règne de la Vertu », suivant J.-J. Rousseau.

Son éloquence était tout entière dans la force de son argumentation. Il lisait entièrement ses discours, et ses adversaires lui reprochaient de parler comme conduit un robinet d'eau tiède. Très habile tacticien parlementaire, il savait préparer une séance et utiliser les moindres incidents.

Il fut, semble-t-il, le seul des révolutionnaires qui ait voulu changer non seulement le régime politique, mais aussi le régime social du pays.

Il fut cruel, non par goût, mais par conviction qu'il était nécessaire au bonheur du peuple d'étouffer dans le sang toute opposition à ses propres idées.

Noter la sobre élégance de l'habit et le soin de la mise. Robespierre n'admit jamais le débraillé de certains de ses amis.

religion. Le 8 juin, à la tête de la Convention, il célèbre la fête de l'Être suprême et met le feu à un mannequin figurant l'athéisme. Ses ennemis en profitèrent pour ridiculiser son attitude de grand pontife. Pour se venger, il fit voter la loi d'extermination du 22 prairial. Désor



mais, plus de garantie pour les accusés, plus d'avocats, plus de témoins, une seule peine : la mort. Du 10 juin au 27 juillet, il y eut près de 1.400 exécutions. Les têtes tombaient comme des ardoises par temps d'orage.

#### 6. Chute de Robespierre. Après les victoires de nos armées, la Terreur n'a plus de raison d'être.

La lassitude est générale. La toute-puissance de Robespierre et ses attaques contre les hypocrites et les intrigants effrayent ses adversaires. La peur les rapproche du Marais. Robespierre, inquiet de leurs conciliabules, prend l'offensive, le 8 thermidor, à la Convention. Ses menaces imprécises exaspèrent ses ennemis. Chacun se croit visé et la crainte de la guillotine décuple leur audace.

Le lendemain, 9 thermidor, les conjurés décident d'empêcher Robespierre de parler. violemment attaqué par Billaud-Varenne et Tallien, il veut répondre, mais **Collot d'Herbois**, président de l'Assemblée, lui refuse la parole. Après cinq heures de tumulte, un décret d'arrestation est voté et immédiatement exécuté.

La Commune aussitôt s'insurge, délivre Robespierre et ses amis et les emmène à l'hôtel de Ville. Mais le général Hanriot est ivre, Robespierre n'ose prendre aucune initiative, les ouvriers restent indifférents et la pluie disperse les rassemblements. La Convention, un moment affolée, met les insurgés hors la loi et confie le commandement des troupes à **Barras** qui s'empare de l'hôtel de Ville.

Le 10 thermidor au soir, Robespierre grièvement blessé et vingt et un de ses partisans montaient à l'échafaud au milieu de l'allégresse générale. Les 11 et 12 thermidor, on guillotinaient encore quatre-vingt-deux autres robespierristes. La Terreur finissait par le massacre des terroristes.



Cl. Braun.

SAINT-JUST (1767-1794).

(Portrait par Greuze.)

*Louis-Antoine de Saint-Just, élu député de l'Aisne à la Convention (il avait juste 25 ans), fut l'un des plus fidèles soutiens de Robespierre. Rude, austère, homme de principes, mais sans pitié ni humanité, il vécut et mourut pour la Révolution et son chef, Robespierre.*

### III. — La Convention thermidorienne.

#### 1. La réaction thermidorienne. Les vainqueurs du 9 thermidor sont, pour la plupart, des

terroristes, tout disposés à maintenir un système de répression et de rigueur, mais l'opinion publique finit par imposer un retour progressif à des **institutions régulières**.

On réorganise le **Comité de Salut Public**. Ses pouvoirs sont restreints à la guerre et à la diplomatie. Le *Tribunal révolutionnaire* est renouvelé en attendant d'être supprimé. On ferme le *club des Jacobins* et on dissout la plupart des *comités révolutionnaires*. Les lois du *maximum* et des *suspects* sont rapportées et l'épuration des diverses administrations se poursuit.

On rappelle à la Convention les survivants dantonistes et girondins et les prisons s'ouvrent aux détenus. En revanche, de nombreux terroristes sont arrêtés, jugés et exécutés, comme Carrier, Fouquier-Tinville, Le Bon, etc.

## 2. Royalistes et Jacobins.

Les salons ouvrent leurs portes à une société élégante, corrompue et avide de jouissances. La jeunesse dorée, les *Muscadins* et les *Incroyables*, évoluent vers le royalisme. Ils pourchassent à coups de gourdins les terroristes, les acquéreurs de biens nationaux et les patriotes. Dans le Midi, « les compagnons de Jéhu ou du soleil » se livrent à d'affreuses représailles. En mai et juin 1795, ils égorgent des centaines de Jacobins à Lyon, à Aix, à Tarascon et à Marseille.



Cliché Bulloz.

LOUIS XVII.

(Portrait par Kucharski.)

Second fils de Louis XVI, dauphin à la mort de son frère aîné, le 4 juin 1789. Emprisonné au Temple avec ses parents, il y mourut en 1795, victime peut-être des mauvais traitements de ses geôliers, en tout cas du manque d'hygiène de sa prison.

Partout le **royalisme** se ranime pendant que meurt au Temple le petit Louis XVII. En **Vendée**, Charette et Stofflet, qui s'étaient soumis au début de 1795, reprennent les armes. Une flotte anglaise débarque à Quiberon plusieurs milliers d'émigrés, qui sont cernés et capturés par Hoche. Plus de 700 seront fusillés sur l'ordre de la Convention. La Vendée ne sera pacifiée qu'en 1796 après l'exécution de Stofflet et de Charette, grâce à l'esprit de conciliation du général Hoche.

## 3. La Renaissance religieuse.

Après thermidor, l'exercice du **culte** reprend, un peu timidement d'abord, puis ouvertement. Les prêtres exilés rentrent de plus en plus nombreux. Beaucoup de constitutionnels rétractent leur serment. La suppression du budget des cultes, la proclamation de la liberté religieuse et la **restitution des églises**, surtout dans les campagnes, favorisent les réfractaires. Les fidèles passent outre aux ré-

trictions imposées par la loi : on restaure les croix, on rétablit les processions, on sonne les cloches. Dans le courant de l'été 1795, plus de 20.000 églises sont déjà rendues au culte.

**4. Les traités de paix.** Nos armées sont **victorieuses** sur *tous les fronts*. Jourdan occupe les provinces rhénanes et met le siège devant Mayence. Pichegru traverse la Belgique, prend Anvers, franchit la Meuse et entre triomphalement à Amsterdam dont les patriotes hollandais lui avaient ouvert les portes (20 janvier 1795). Quelques jours plus tard, un détachement de cavalerie surprenait la flotte hollandaise bloquée par les glaces. Au Sud-Est, nos troupes pénétraient dans les vallées piémontaises et sur la rivière de Gênes. En Espagne, la frontière est franchie aux deux extrémités : les provinces basques et la Catalogne sont envahies.

La **coalition**, d'autre part, **se disloque**. La *Toscane* avait déjà signé la paix avec la France. La *Prusse* qui, depuis Valmy, regarde plus à l'Est qu'à l'Ouest, tient à avoir les mains libres en Pologne. L'*Espagne* et la *Hollande* demandent elles aussi à traiter. Les négociations sont menées activement. Le 5 avril, par le traité de Bâle, la Prusse reconnaissait, à titre provisoire, notre occupation de la rive gauche du Rhin. Le 16 mai, par le traité de la Haye, la *Hollande*, transformée en République batave, nous cédait la Flandre hollandaise et *Maëstricht* et devenait notre alliée. Au mois de juillet, par un autre traité de Bâle, l'*Espagne* nous abandonnait la partie espagnole de l'île Saint-Domingue.

**5. Les émeutes.** a) **Les émeutes montagnardes.** Les survivants de la Montagne, exaspérés par la réaction, poussent à l'insurrection le peuple de Paris, en proie à une affreuse **disette**.

Le 12 germinal (1<sup>er</sup> avril 1795), la Convention est envahie par les *Ventres creux* qui réclament du pain et la Constitution de 1793. La Convention, dégagée par les gardes nationaux et les muscadins, décrète la déportation immédiate et sans jugement des anciens terroristes : Billaud-Varenne, Barrère, Collot d'Herbois et Vadier.

Mais la disette s'accroît, la ration de pain tombe, en mai, à 125 grammes, puis à 60. Le 1<sup>er</sup> prairial (20 mai) une *nouvelle insurrection* éclate. Le député Féraud est tué et sa tête présentée au bout d'une pique à Boissy d'Anglas, président de l'Assemblée, qui la salue, impassible. Le soir, les députés Montagnards organisaient déjà un gouvernement provisoire quand la **garde nationale** vint délivrer la Convention. « Les derniers Montagnards » furent arrêtés et condamnés. C'était la fin du parti démocratique.

b) **Émeute du 13 Vendémiaire.** Pour résister à la poussée royaliste et se maintenir au pouvoir, la Convention vote le décret des *deux tiers* qui obligeait les électeurs à choisir 500 des futurs députés parmi les députés sortants. Les **royalistes** résolurent alors de recourir aux armes.

Les insurgés avaient groupé près de 20.000 hommes. Le gouvernement, qui ne disposait que d'une petite armée, en donna le commandement à **Barras**, qui prit pour adjoint **Bonaparte**. Ce fut l'artillerie de Bonaparte qui brisa l'offensive des insurgés devant l'église Saint-Roch et les dispersa après une courte résistance. Trois semaines plus tard, le 26 octobre, la Convention cédait la place au Directoire.



Cliché Bulloz.

### LA JOURNÉE DU 13 VENDÉMAIRE (5 OCTOBRE 1795).

(D'après une gravure de la Biblioth. Nation.)

Le 8 janvier 1795, le petit Louis XVII était mort au Temple. Son oncle s'était proclamé roi sous le nom de Louis XVIII. Les émigrés, rentrés en foule à Paris, firent cause commune avec les ouvriers des faubourgs, mourant de faim.

Le 11 vendémiaire, une section novatée par les royalistes, la section Lepelletier, se déclare en insurrection. Le tocsin sonne. La Convention nomme le général Menou commandant de la force armée. Barras se charge de la répression et prend pour l'aider un général, ami de Robespierre, Napoléon Bonaparte; la pluie et les canons de Bonaparte eurent vite raison des émeutiers. On les voit ici mitraillés devant l'église Saint-Roch.

## 6. L'Œuvre de la Convention. Cette œuvre est très vaste et très importante.

a) **Les réformes.** Elle réalise la destruction complète de la féodalité par l'**abolition** totale et sans indemnité de tous les **droits féodaux**. Le paysan obtient la propriété libre et absolue de sa terre. Par la vente des biens nationaux et les facilités de paiement qu'elle accorde, elle augmente le nombre des propriétaires. Malheureusement, ces ventes donnèrent lieu à beaucoup d'abus et favorisèrent surtout les spéculateurs. Elle abolit complètement l'**esclavage** dans les colonies et prescrit l'égalité des partages entre les enfants. Elle crée le Grand livre de la dette publique, mais le discrédit des **assignats** provoque un profond déséquilibre économique et social.



Elle réorganise l'enseignement secondaire par l'établissement des *Écoles Centrales*. Elle fonde aussi des *Écoles nouvelles* : les unes éphémères comme l'École de Mars, les autres durables comme l'École polytechnique, le Conservatoire des arts et métiers. Elle rétablit le Muséum d'histoire naturelle, la Bibliothèque nationale, l'Institut de France, crée le Bureau des longitudes et adopte le principe du système métrique, mais elle laisse végéter l'enseignement primaire.

b) **La constitution de l'an III.** La Constitution de 1793 est abandonnée et une nouvelle Constitution, d'inspiration bourgeoise, est préparée : la **Constitution de l'an III**. Elle conserve les principales réformes de la Révolution, mais elle manifeste une vive défiance à l'égard des masses populaires. Elle établit le *suffrage censitaire* à deux degrés. Les contribuables âgés de vingt et un ans désignent, dans les assemblées primaires, les électeurs qui doivent avoir vingt-cinq ans et justifier d'un revenu égal à la valeur de 150 à 200 journées de travail.

Les électeurs, réunis en « assemblées électorales », élisent les 750 membres du Corps législatif divisé en deux conseils : les *Cinq Cents*, âgés d'au moins trente ans, qui préparent les lois, et les *Anciens*, âgés d'au moins quarante ans, qui les votent. Ces conseils sont renouvelables par tiers tous les ans.

Le pouvoir exécutif est confié à un **Directoire** de cinq membres, renouvelables par cinquième tous les ans. Chaque directeur est élu par les Anciens sur une liste de dix candidats établie par les Cinq Cents.

La Constitution de l'an III supprime les municipalités de Commune et les districts et établit des municipalités de *canton*. Le pouvoir central est représenté dans les administrations par des *commissaires*. Tout est prévu pour empêcher la dictature, rien pour trancher un conflit, sinon un coup de force.

## RÉSUMÉ

1. La Convention comprend : à droite les Girondins, à gauche, les Montagnards, au centre la Plaine ou le Marais.

2. La Convention abolit la royauté et condamne à mort Louis XVI pendant que nos armées conquièrent la Belgique et les provinces rhénanes, mais la Vendée se soulève et la première coalition nous arrache nos conquêtes.

3. Les Montagnards engagent contre les Girondins une lutte à mort qui se termine par la chute du parti girondin. Les insurrections fédéralistes échouent ou sont accaparées par les royalistes.

4. Pour briser toutes les résistances, les Montagnards créent le gouvernement révolutionnaire et déploient une remarquable activité dans tous les domaines.

5. La Convention vote une série de lois très rigoureuses, met la Terreur à l'ordre du jour, les réfractaires et les aristocrates hors la loi et

s'efforce de supprimer la religion. Pour arrêter l'invasion, elle réorganise l'armée, prescrit l'offensive à outrance et réussit à refouler l'ennemi.

6. Mais le parti montagnard se divise. Robespierre envoie à l'échafaud Enragés et Indulgents et exerce une véritable dictature. Il établit le culte de l'Être Suprême et aggrave encore la Terreur. Beaucoup de Montagnards s'inquiètent et se coalisent contre lui. Le 9 thermidor, il est renversé, mis hors la loi et guillotiné le lendemain.

7. La réaction thermidorienne affaiblit ou supprime les institutions révolutionnaires. Les modérés sont rappelés à la Convention et les terroristes proscrits. Une véritable renaissance religieuse se produit, dont profitent surtout les réfractaires.

8. La Convention triomphe des émeutes montagnardes et royalistes et signe les glorieux traités de Bâle et de la Haye avec la Prusse, l'Espagne et la Hollande.

9. L'œuvre de la Convention est immense. Elle a achevé d'affranchir la terre des servitudes féodales et augmenté le nombre des propriétaires, mais elle a favorisé la dissolution de la famille en facilitant le divorce. Elle a accordé avec bien des restrictions la liberté des cultes, elle a créé le Grand livre de la dette publique et elle a travaillé à l'organisation de l'Enseignement. Enfin, elle a voté la Constitution bourgeoise de l'an III qui établit le suffrage censitaire à deux degrés, deux Conseils législatifs et un Directoire exécutif.

## APPENDICE

### Le Calendrier républicain.

Le calendrier républicain fut avant tout une arme de guerre contre le catholicisme. Il fut préparé par les conventionnels Romme, savant obscur de renommée intègre mais d'irrégion féroce, et Fabre d'Églantine, personnage douxereux et sanguinaire, écrivain aussi abondant que poète médiocre, et adopté par la Convention le 24 novembre 1793. L'ère nouvelle partait du 22 septembre 1792, date de l'établissement de la République.

L'année était partagée en douze mois de trente jours chacun. Fabre d'Églantine avait inventé des désinences particulières pour chaque saison. « Les mois d'automne, dit-il, ont un son grave et une mesure moyenne (vendémiaire, brumaire, frimaire), ceux de l'hiver ont un son lourd et une mesure grave (nivôse, pluviôse, ventôse), ceux du printemps un son gai et une mesure brève (germinal, floréal, prairial), ceux de l'été un son sonore et une mesure large (messidor, thermidor, fructidor) ».

Dans le mois, trois décades de dix jours chacune remplacent la semaine abolie. Les jours tirent leur nom de leur numéro d'ordre : primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadi. Pour que le calendrier ne fût plus désormais, selon l'expression de Fabre d'Églantine, « le répertoire du mensonge, de la duperie et du charlatanisme », les noms de saints, impitoyablement proscrits, cédaient la place à un vulgaire catalogue de la production agricole. Chaque quintidi était

placé sous la protection d'un animal domestique : chien, chat, vache, mulet, oie....., le décadi, successeur du ci-devant dimanche, s'abritait sous le vocable d'un instrument aratoire : charrue, pioche, herse, râteau..... Les autres jours arboraient le nom d'un produit de la ferme : chou, navet, carotte, oignon..... Les cinq jours complémentaires devaient être des jours de réjouissances, consacrés au génie, au travail, aux belles actions, aux récompenses, à l'opinion. Le cinquième jour, en souvenir des saturnales romaines, serait le grand jour de liesse, jour de licence, de pasquinades, de folie où les citoyens pourraient, en toute impunité, bafouer par caricatures, chansons, sarcasmes les hommes publics et les fonctionnaires. Enfin, tous les quatre ans, dans les années bissextiles, un sixième jour « la journée sans culottide » serait la fête des fêtes. « Ce jour-là, disait le rapporteur attendri, les délégués du peuple français viendront de toutes les parties de la République célébrer la liberté, proclamer l'égalité et cimenter dans leurs embrassements la fraternité française. »

Ce calendrier fut en usage dans les actes officiels jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1806, mais jamais il ne conquist la faveur populaire. Citadins et paysans restèrent réfractaires à ces dénominations bizarres et compliquées. Les travailleurs jugeaient avec raison qu'un jour de repos par décade était insuffisant et, s'ils consentaient à chômer le décadi, ils ne se décidaient pas facilement, malgré toutes les menaces d'incivisme, à travailler le jour du dimanche.

D'ailleurs, si ces vocables prétentieux dont les mois étaient affublés étaient encore acceptables dans nos régions, il ne fallait pas songer à en faire un article d'exportation. Sous d'autres cieux, nivôse correspondait au cœur de l'été et thermidor, dans l'hémisphère austral, ne pouvait rappeler que par antiphrase les rigueurs de l'hiver.

Au fond, le nouveau calendrier n'avait qu'un avantage, un seul, mais qui, aux yeux des Jacobins sectaires, rachetait toutes ses incohérences, celui de désorienter les habitudes des catholiques. « A quoi sert votre calendrier, demandait un jour dans le comité de l'instruction publique l'évêque constitutionnel Grégoire au représentant Romme? » Et celui-ci de répondre : « Il sert à supprimer le dimanche. »

## LECTURES

### 1. — L'exécution du roi.

Le roi traversa la première cour, autrefois le jardin, à pied ; il se retourna une ou deux fois vers la tour, comme pour dire adieu à tout ce qu'il avait de plus cher au monde..... La marche en voiture dura près de deux heures. Toutes les rues étaient bordées de plusieurs rangs de citoyens armés tantôt de piques, tantôt de fusils. En outre, la voiture elle-même était entourée d'un corps de troupes imposant..... Pour comble de précaution, on avait placé en avant des chevaux une multitude de tambours, afin d'étouffer par ce bruit, les cris qui auraient pu se faire entendre en faveur du roi.

..... La voiture parvint ainsi, dans le plus grand silence, à la place de Louis XV et s'arrêta au milieu d'un grand espace vide qu'on avait laissé autour de l'échafaud : cet espace était bordé de canons et, au delà, tant que la vue pouvait s'étendre, on voyait une multitude en armes.

..... Dès que le roi fut descendu de voiture, trois bourreaux l'entourèrent et voulurent lui ôter ses habits, mais il les repoussa avec fierté, et

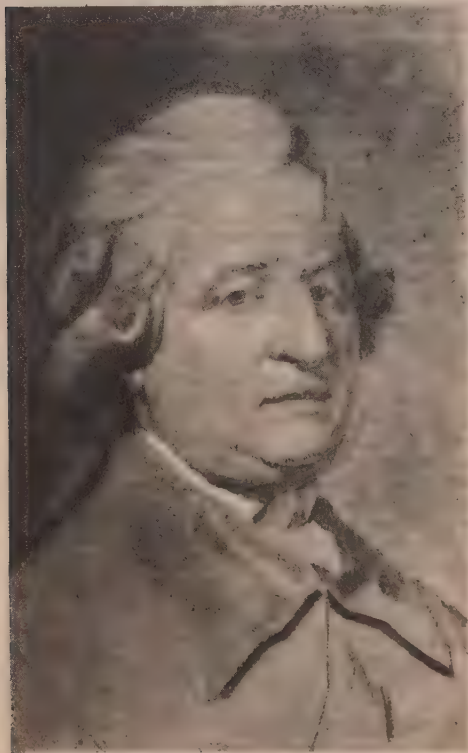
se déshabilla lui-même. Il défit également son col, sa chemise et s'arrangea de ses propres mains. Les bourreaux..... voulurent lui lier les mains. « Que prétendez-vous ? leur dit le roi, en retirant ses mains avec vivacité. — Vous lier, répondit un des bourreaux. — Me lier, répartit le roi d'un ton d'indignation : non, je n'y consentirai jamais ! Faites ce qui vous est

commandé, mais vous ne me lierez pas ; renoncez à ce projet. » Les bourreaux insistèrent, ils élevèrent la voix, et semblaient vouloir appeler du secours pour le faire de vive force.

C'est ici le moment le plus affreux de cette désolante matinée. Se tournant vers moi..... comme pour me demander conseil, « Sire, lui dis-je avec larmes, dans ce nouvel outrage, je ne vois qu'un dernier trait de ressemblance entre votre Majesté et le Dieu qui va être sa récompense. »

A ces mots, il leva les yeux au ciel avec une expression de douleur que je n'aurais rendue. « Assurément, me dit-il, il ne faut rien de moins que son exemple pour que je me soumette à un pareil affront ». Et se retournant aussitôt vers les bourreaux : « Faites ce que vous voudrez, leur dit-il, je boirai le calice jusqu'à la lie. »

Les marches qui conduisaient à l'échafaud étaient extrêmement raides à monter. Le roi fut obligé de s'appuyer sur mon bras, et à la peine qu'il semblait prendre, je craignis un instant que son courage ne commençât à mollir. Mais quel ne fut pas mon étonnement



Cliché Bulloz.

#### DERNIER PORTRAIT DE LOUIS XVI.

(Musée Carnavalet.)

*Ce portrait fut dessiné trois jours avant la mort du roi par le peintre Ducreux, l'un des commissaires chargés de surveiller le roi. Comparer ce portrait d'homme mûri et vieilli par la souffrance au portrait de Louis XVI. à son avènement. Le roi, qui avait besoin de beaucoup d'exercices physiques, supporta bien mal la détention et l'inaction, au Temple.*

lorsque, parvenu à la dernière marche, je le vis s'échapper pour ainsi dire de mes mains, traverser d'un pas ferme toute la largeur de l'échafaud, imposer silence, par son seul regard à quinze ou vingt tambours qui étaient placés vis-à-vis de lui, et d'une voix si forte qu'elle dut être



entendue au pont tournant, prononcer distinctement ces paroles à jamais mémorables : « Je meurs innocent de tous les crimes qu'on m'impute. Je pardonne aux auteurs de ma mort et je prie Dieu que le sang que vous allez répandre ne retombe jamais sur la France. »

(Abbé EDGEWORTH, *collection Barrière*, t. IX, p. 123-124.)

## 2. — Le Gouvernement révolutionnaire.

A première vue, il semble que le mot révolutionnaire doive signifier : établi par la Révolution... En réalité, il n'en est rien, révolutionnaire..... s'oppose à constitutionnel..... Robespierre, dans son rapport du 5 nivôse an II, le définit ainsi : « Le but du Gouvernement constitutionnel est de conserver la République; celui du Gouvernement révolutionnaire est de la fonder. La Révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis; la Constitution est le régime de la liberté victorieuse et paisible. Le Gouvernement révolutionnaire a besoin d'une activité extraordinaire précisément parce qu'il est en guerre. Il est soumis à des règles moins uniformes et moins rigoureuses parce que les circonstances où il se trouve sont orageuses et mobiles et surtout parce qu'il est forcé à déployer sans cesse des ressources nouvelles et rapides pour des dangers nouveaux et pressants..... Sous le régime constitutionnel, il suffit presque de protéger les individus contre l'abus de la puissance publique; sous le régime révolutionnaire, la puissance publique elle-même est obligée de se défendre contre toutes les factions qui l'attaquent. Le Gouvernement révolutionnaire doit aux bons citoyens toute la protection nationale; il ne doit aux ennemis du peuple que la mort..... Si le Gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche et plus libre dans ses mouvements que le gouvernement ordinaire, en est-il moins juste et moins légitime ? Non ! il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois : le salut du peuple; sur le plus irréfragable de tous les titres : la nécessité..... Il n'a rien de commun avec l'anarchie, ni avec le désordre; son but, au contraire, est de les réprimer pour amener et pour affermir le règne des lois. Il n'a rien de commun avec l'arbitraire : ce ne sont point les passions particulières qui doivent le diriger, mais l'intérêt public.

..... La mesure de sa force doit être l'audace ou la perfidie des conspirateurs. Plus il est terrible aux méchants, plus il doit être favorable aux bons. Plus les circonstances lui imposent de rigueurs nécessaires, plus il doit s'abstenir des mesures qui gênent inutilement la liberté et qui froissent les intérêts privés sans aucun avantage public..... » Et un représentant en mission Albitte définissait ainsi le nouveau régime : « J'appelle Gouvernement révolutionnaire, un gouvernement qui détruit jusqu'au dernier germe du fanatisme, qui anéantit tous les restes détestables de la royauté et de la féodalité qui ôte aux ci-devant tous les moyens de nuire, qui écrase les contre-révolutionnaires, les fédéralistes et les coquins, qui ranime les patriotes, honore les sans-culottes et fait disparaître l'indigence..... »

(MAUTOUCHET, *Le Gouvernement révolutionnaire*,  
CORNELY, éd., p. 1, 2, 3 et 263).

**QUESTIONNAIRE.** — *Que savez-vous sur les élections à la Convention ? — Quels sont les divers partis ? leurs idées ? leurs chefs ? — Quels sont les premiers actes de la Convention ? — Que savez-vous sur le procès du roi ? sur ses conséquences ? — Quelle est la situation militaire au début de 1793 ? — Quelles sont les causes de la première coalition ? ses consé-*

quences ? — Quels sont les événements qui préparent la chute des Girondins ? Que savez-vous sur les journées des 31 mai et 2 juin 1793 ? Qu'est-ce que le fédéralisme ? — Quelle est la situation de la France durant l'été 1793 ? — Que comprend la Constitution de 1793 ?

Pourquoi organise-t-on le Gouvernement révolutionnaire ? Quels sont les organes de ce gouvernement à Paris ? en province ? — Que savez-vous sur la Terreur ? sur les lois qui l'organisent ? sur ses principales victimes ? Quelles sont les mesures de déchristianisation ? — Que savez-vous sur l'invasion de 1793 ? sur la réorganisation de l'armée ? sur les principales victoires ?

Pourquoi Robespierre combat-il les hébertistes et les dantonistes ? En quoi consiste la dictature de Robespierre ? — Pourquoi fait-il voter la loi du 22 prairial ? — Quelles sont les causes de la chute de Robespierre ? — Racontez les événements du 9 thermidor.

Qu'est-ce que la réaction thermidorienne ? — Quelles transformations entraîne-t-elle ? dans les institutions ? dans le personnel ? — Que savez-vous sur les violences des muscadins et des compagnons de Jéhu ? — Quelles sont les autres tentatives royalistes ? — En quoi consiste la Renaissance religieuse ? — Quelle est la situation extérieure au début de 1795 ? — Quels sont les pays qui signent la paix ? — Quelles sont les causes des émeutes montagnardes ? de l'insurrection du 13 vendémiaire ? — Par qui cette dernière est-elle réprimée ? — Quelles sont les réformes réalisées par la Convention ? dans l'ordre social ? financier ? scolaire ? Que savez-vous sur la Constitution de l'an III ?

## CHAPITRE V

### Le Directoire (1795-1799).

Le Directoire dure quatre ans et se trouve aux prises avec de grands embarras intérieurs et avec de graves difficultés extérieures. L'opinion publique est lasse de tant d'agitation et de violence ; elle aspire à la tranquillité et à la paix. Le discrédit du Gouvernement favorise les ambitions d'un général victorieux et dix ans de révolution aboutissent à la dictature militaire de *Bonaparte*.

#### I. — La politique intérieure.

1. Les difficultés financières. Dès le début, le **Directoire** eut à faire face à d'inextricables **difficultés financières** et à un double péril jacobin et royaliste.

Les dépenses militaires étaient énormes, le gaspillage scandaleux et la corruption générale. Les nouveaux riches étalaient un luxe insultant pour la misère publique. Les impôts ne rentraient pas et les assignats perdaient presque toute valeur.

Tous les remèdes se révélaient **inopérants**. L'emprunt forcé sur les riches n'avait pas produit les résultats escomptés, le remplacement des assignats par des *mandats territoriaux* n'avait profité qu'aux spéculateurs. Le trésor était vide et le Gouvernement réduit à la mendicité.

En 1797, ce fut la **banqueroute**. Le Directoire remboursa les deux tiers de la dette avec du papier sans valeur et l'autre tiers — *le tiers consolidé* — fut converti en rente 3 %. Il créa encore l'impôt des portes et fenêtres, mais il n'arriva pas à surmonter la crise financière.

2. Les difficultés politiques. a) Les **Jacobins** avaient conservé leur influence sur les ouvriers des faubourgs alors en proie à la plus noire misère. Beaucoup avaient adhéré au *club du Panthéon* où Gracchus **Babeuf** prêchait la révolution sociale. Il réclamait la suppression de la propriété individuelle et la mise en commun de tous les biens.

Le gouvernement ferma ce club en février 1796. Babeuf et ses amis tentèrent alors d'organiser un complot — la *conspiration des Égaux* — avec le concours de quelques anciens terroristes comme Amar, Drouet, Vadier.



Cliché Bulloz.

#### LES INCROYABLES.

Type de costumes de « gaudins » sous le Directoire.

Après thermidor, il y eut en France, comme une frénésie de jouissance. Échappés à l'échafaud, les « aristocrates » retrouvèrent leur âme légère, et ne songèrent qu'à jouir le plus possible du plaisir de vivre.

Vêtus de façon extravagante, s'amusant à parler si mollement qu'ils évitaient de prononcer les *r* (ils disaient incroyable pour incroyable), les jeunes royalistes se groupaient en bandes, et armés de gourdins, ils donnaient la chasse aux anciens jacobins.

Deux types d'Incroyables : redingotes à larges revers, hautes cravates, culottes, gilet croisé, bas, souliers ou demi-bottes, les cheveux tombant en « oreilles de chien », gourdin à la main.

Le complot fut dénoncé, Babeuf arrêté et traduit devant la Haute Cour de Vendôme qui, l'année suivante, le condamna à mort. Une tentative de ses partisans pour soulever les troupes du camp de Grenelle échoua et trente-deux émeutiers pris les armes à la main furent exécutés.

b) L'émotion suscitée par les doctrines babouvistes profita aux modérés et aux royalistes. Leur club — le *club de Clichy* — prépara activement les élections de l'an V pour le renouvellement d'un tiers des députés. Sur 216 conventionnels sortants, 13 seulement furent



réélus. Les nouveaux députés étaient presque tous hostiles au Gouvernement. Un modéré, **Barthélemy**, remplaça Letourneur au Directoire et **Pichegru**, rallié à la cause de Louis XVIII, devint président des *Cinq Cents*. Les Conseils votèrent une série de mesures favorables aux émigrés et aux réfractaires et abrogèrent nombre de lois révolutionnaires.

**3. Les coups d'État.** Entre la majorité des *Conseils* et la majorité des *Directeurs*, le conflit était inévitable et seule la force pouvait le trancher.



Cl. Giraudon.

BARTHÉLEMY (1747-1830)  
EN COSTUME DE DIRECTEUR.

(Biblioth. Nation., estampes.)

*Barthélemy, diplomate d'ancien régime, continua à servir son pays sous la Révolution. C'est lui qui négocia le glorieux traité de Bâle.*

a) **Coup d'État du 18 fructidor an V** (4 septembre 1797). Le Directoire fit appel à l'armée d'Italie. Bonaparte envoya **Augereau** qui, le 4 septembre 1797, arrêta le directeur Barthélemy, Pichegru et les principaux députés de la majorité. Carnot eut le temps de fuir. Puis, la minorité républicaine des Conseils annula les élections de 49 départements. 53 députés furent déportés, les administrations épurées, la liberté de la presse suspendue et les lois d'exception contre les réfractaires et les émigrés remises en vigueur. La persécution recommença, beaucoup d'églises furent fermées, 1.600 prêtres furent déportés à la Guyane ou internés sur les pontons de Rochefort. On essaya de ressusciter le *culte décadaire* et on créa la *philanthropie* pour l'opposer au catholicisme. Il y eut près de 160 condamnations à mort.

b) **Coup d'État du 22 floréal an VI** (11 mai 1798). La répression de fructidor rendit aux partis d'extrême-gauche un regain de vitalité. Aux élections de l'an VI, l'abstention des modérés et le mécontentement général permirent aux **Jacobins** de l'emporter sur les candidats du Directoire. Mais celui-ci, pour conserver une majorité complaisante, demanda aux Conseils l'annulation des élections « anarchistes ». Le 22 floréal, 98 élections étaient cassées et 45 candidats gouvernementaux déclarés élus. 53 sièges restèrent vacants.

c) **Coup d'État du 30 prairial an VII** (18 juin 1799). Les élections de l'an VII envoyèrent aux Conseils une majorité de mécontents. **Siéyès** fut élu directeur, puis les députés annulèrent l'élection du directeur Treilhard et, le 30 prairial, sous menace de poursuites, ils forcèrent



BONAPARTE AUX CINQ CENTS.

Cl. Braun.

*(Tableau de Bouchot, au Louvre.)*

*Assailli par les députés, le général fait bonne contenance... sur le tableau. Dans la réalité, il se montra hésitant, nerveux au point de se mettre la figure en sang avec ses ongles. Il fut sauvé — et le coup d'État assuré — par son frère Lucien. Déjà les grenadiers moustachus arrivent.*

*A ce moment les députés s'enfuient à toutes jambes, sautant par les fenêtres et jetant leurs toques et leurs toges au petit bonheur, dans les bois de Saint-Cloud.*

deux autres directeurs, La Révellière et Merlin, à donner leur démission et nommèrent à leurs places Roger Ducos, Gohier et Moulin.

d) **Coup d'État du 18 brumaire** (9 novembre 1799). Au milieu de 1799, l'anarchie est à son comble. Les Jacobins reconstituent leurs clubs, le Gouvernement revient aux mesures révolutionnaires et terroristes : levée en masse, emprunt forcé sur les riches, loi des otages contre les parents des émigrés. De leur côté, les royalistes reprennent

les armes en Vendée et dans le Sud-Ouest. Les attentats, les vols et pillages se multiplient et les alliés menacent nos frontières. Le pays est **exaspéré**.

De l'avis de Siéyès, tout le mal vient de la Constitution de l'an III. Mais, comme une revision légale paraît impossible, c'est à la **force** à l'imposer. Siéyès avait d'abord songé à Joubert, mais Joubert est tué à Novi. Il se rabat sur Moreau qui hésite. Soudain, on apprend le retour d'Égypte de **Bonaparte**. Son voyage de Fréjus à Paris est triomphal. Tous les partis acclament en lui un sauveur. Siéyès aussitôt se met en rapport avec lui. En trois semaines, tout est prêt. Talleyrand, Fouché, Roger Ducos, Lucien Bonaparte, président des Cinq Cents, sont du complot.

Le **18 brumaire**, les *Anciens*, informés d'un complot terroriste, décident le transfert des *Conseils* à Saint-Cloud et confient à Bonaparte le commandement des troupes de Paris. Barras démissionne, Gohier et Moulin sont gardés à vue, Siéyès et Roger Ducos vont rejoindre Bonaparte. Il n'y a plus de Directoire.

Le lendemain, tout faillit échouer. Les députés avaient eu le temps de se concerter. Les *Anciens* réclament des explications sur le complot et, aux *Cinq Cents*, Bonaparte est accueilli par un effroyable tumulte aux cris de : « A bas le dictateur, hors la loi ! » Lucien, président des Cinq Cents, fait appel aux soldats pour sauver leur général. Les grenadiers, au pas de charge, pénètrent dans la salle et expulsent les députés.

Le soir du 19 brumaire, une faible minorité vote la suppression du Directoire et son remplacement par **trois consuls** provisoires : **Bonaparte**, Siéyès et Roger Ducos. Une commission législative, sous la direction des Consuls, est chargée de préparer un *remaniement de la Constitution*.

## II. — Histoire extérieure.

Les traités de Bâle avaient laissé au Directoire la tâche de réduire l'Autriche et l'Angleterre. S'il réussit, grâce à l'armée d'Italie, à contraindre l'Autriche à la paix, tous ses efforts contre l'Angleterre échouèrent. Il ne put même pas l'empêcher d'ourdir une *nouvelle coalition* aussi dangereuse que la première et qui ne sera dissoute que sous le Consulat.

Pour briser la résistance autrichienne, **Carnot** avait établi un vaste plan de campagne. Trois armées françaises devaient converger vers Vienne, deux par l'Allemagne et le Danube, l'autre par l'Italie du Nord et les Alpes.

**1. La campagne d'Allemagne.** **Jourdan**, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, remonte le Main et marche en direction de Ratisbonne pendant que **Moreau**,

avec l'armée de Rhin et Moselle, traverse la Forêt Noire et atteint Munich. Mais les deux armées étaient trop éloignées l'une de l'autre. L'archiduc Charles en profite pour se porter avec toutes ses forces contre Jourdan. Il le chasse d'Amberg, le bat à Wurzburg et l'oblige à repasser le Rhin après le combat d'*Altenkirchen* où Marceau est mortellement blessé.



Cl. Braun.

HOCHÉ (1768-1797).



Cliche Braun.

MARCEAU (1769-1796).

(Portrait de Vinchon, Versailles.)

*Deux pures figures parmi les généraux de la Révolution.*

Lazare Hoche était le fils d'un garde du chenil de Louis XV. Engagé à 16 ans, caporal aux gardes-françaises en 1789, lieutenant en 1792, commandant d'armée en 1793. Sa victoire du Geisberg sauva l'Alsace (décembre 1793). Mal vu de Saint-Just, il fut arrêté et libéré après le 9 thermidor. En 1795-1796, il pacifia la Vendée (traité de la Juunave, débarquement de Quiberon, prise de Charette).

Marceau était sergent en 1789. Il prit part à l'attaque de la Bastille. Commandant d'un bataillon de volontaires, puis général à 23 ans ! Il battit les Vendéens au Mans, mais, contrairement aux généraux de rue envoyés en Vendée, il se fit remarquer par sa douceur et son humanité. Il commandait une division à la bataille de Fleurus. Mortellement blessé à *Altenkirchen* en protégeant la retraite de l'armée de Jourdan.

**Moreau**, isolé en Bavière, opère une savante retraite et rentre en Alsace sans avoir perdu un seul canon.

Au printemps suivant, **Hoche** remplace Jourdan et les opérations reprennent. Les deux armées franchissent le Rhin et remportent quelques succès, mais leur offensive est arrêtée, dès le mois d'avril par l'armistice de **Léoben**.

**2. La campagne d'Italie.** Cette célèbre campagne, qui fit la réputation militaire de **Bonaparte** dura exactement un an, d'avril 1796 à avril 1797.

**Napoléon Bonaparte** était né à Ajaccio, en Corse, le 15 août 1769. Il était le second enfant d'une famille noble, mais pauvre. Il fut élevé



au collège de **Brienne** et à l'école militaire de Paris. Lieutenant à 16 ans, il tint garnison à Valence et à Auxonne. La Révolution l'enthousiasma. En 1793, il se distingua au *siège de Toulon* contre les Anglais et, de capitaine, fut promu général de brigade à 24 ans. Suspect après thermidor, à cause de ses relations avec Robespierre le Jeune, il est même emprisonné. Il vit dans la misère, mais refuse un commandement en Vendée. Le 13 vendémiaire fait sa fortune. Il bat les royalistes insurgés et reçoit le commandement de *l'armée de l'Intérieur*. L'amitié de Barras et son mariage avec Joséphine lui valent, l'année suivante, sa nomination de *général en chef de l'armée d'Italie*.

Il a alors vingt-sept ans; il est petit, maigre, chétif, mais tout de suite il prend sur ses lieutenants et sur ses soldats un **ascendant extraordinaire**.

L'armée d'Italie est peu nombreuse et manque de tout, mais, par la rapidité de ses mouvements, Bonaparte déconcerte ses adversaires supérieurs en nombre.

#### a) Invasion du Piémont.

Bonaparte, passant par le col de Cadibone, se glisse entre les Autrichiens du général Beaulieu et les Piémontais du général Colli, bat les premiers à *Montenotte* et *Dégo* et écrase les seconds à *Millesimo* et à *Mondovi*. La route de Turin est libre. Le roi de Piémont, effrayé, accepte l'armistice de **Cherasco** et abandonne la coalition. Par la paix de Paris, 15 mai, il cédait à la France Nice et la Savoie.

b) **Occupation de la Lombardie.** Bonaparte se retourne alors contre Beaulieu, passe le Pô, bat les Autrichiens à **Lodi**, le 10 mai, et entre en triomphateur à Milan. Les ducs de Parme et de Modène, le pape et le roi de Naples se hâtent de solliciter des armistices.

c) **Siège de Mantoue.** L'ennemi se réfugie dans Mantoue. Les Autrichiens dirigent successivement quatre armées sur la place forte pour la débloquer. Les deux premières, commandées par **Wurmser**, sont battues au mois d'août à Lonato et **Castiglione** et, au mois de septembre,



Cliché Braun.

BONAPARTE.

(Peinture de J.-A. Gros.)

à **Bassano**. Wurmser s'enferme dans Mantoue. Au mois de novembre, **Alvinzy** descend du Tyrol avec une troisième armée. Bonaparte ne pouvant l'arrêter à Caldiero, opère un audacieux mouvement tournant, le prend à revers à **Arcole** et le force à la retraite. Au mois de janvier 1797, Alvinzy revient avec une quatrième armée et se fait écraser



Cliché Arch. Photographiques.

#### BONAPARTE A RIVOLI.

(Tableau de Philippoteaux, Versailles.)

Pour arrêter Alvinzy qui descendait vers Mantoue, en suivant la vallée de l'Adige, Bonaparte s'était porté à l'entrée de la plaine, sur le plateau de Rivoli d'où il surveillait à la fois le lac de Garde et l'Adige. Ce tableau représente le moment de la bataille où les Autrichiens (vêtus blancs) tentent vainement de prendre pied sur le plateau et sont repoussés par une contre-attaque française.

Noter le profil aigu et maigre du général.

à **Rivoli** pendant que son lieutenant Provera était battu à la Favorite. Mantoue capitule avec Wurmser le 3 février 1797.

d) **La marche sur Vienne**. En mars et avril, Bonaparte marche sur Vienne à travers les Alpes autrichiennes, bousculant devant lui l'**archiduc Charles**. Son avant-garde était à moins de 100 kilomètres de Vienne quand l'empereur signa l'armistice de **Léoben** le 18 avril.



L'ITALIE APRÈS LE TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO  
17 OCTOBRE 1797

### 3. Le traité de Campo-Formio.

Dès lors, Bonaparte agit en véritable *souverain*, il négocie des armistices et organise à son gré les territoires conquis. Le pape, au traité de **Tolentino**, nous abandonne Avignon et renonce aux trois légations de Bologne, Ferrare et Ravenne, que Bonaparte réunit à la République Cisalpine. Il crée encore la République Ligurienne, supprime la République de Venise, sous prétexte de venger le massacre des Français à Vérone, et signe avec l'Autriche le traité de **Campo-Formio**. L'Autriche renonçait à la Lombardie, cédait à la France la *Belgique* et, par un article secret, lui accordait la *rive gauche du Rhin*. En revanche, elle recevait la Vénétie, et un congrès, réuni à Rastadt, devait régler les indemnités dues aux divers princes allemands et italiens.

### 4. Guerre contre l'Angleterre. a) Tentatives en Irlande.

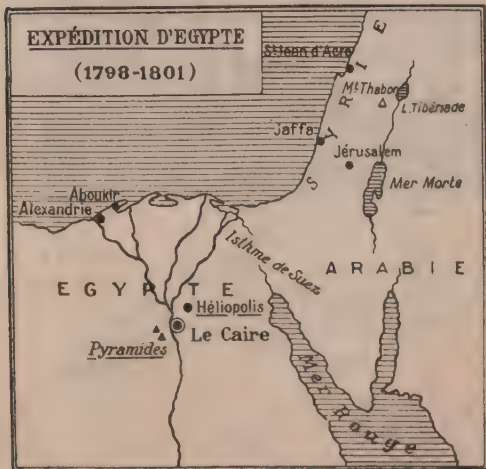
De tous les ennemis, l'Angleterre était le plus difficile à atteindre. A la fin de 1796, **Hoche** tente sans succès un débarquement en *Irlande* pour porter secours aux insurgés. En 1798, le général **Humbert** parvient à jeter un millier d'hommes en *Irlande* et à battre une petite armée anglaise, mais il ne peut se maintenir dans le pays et doit capituler.

### b) Expédition d'Égypte.

Bonaparte conçoit le projet d'occuper l'Égypte pour menacer les Anglais dans l'Inde. Le Directoire, heureux de se débarrasser d'un général ambitieux et remuant, donne volontiers son adhésion.

L'expédition est préparée en grand secret à Toulon. Bonaparte part au mois de mai 1798 avec 38.000 hommes d'élite et ses meilleurs lieutenants d'Italie :

*Kléber, Desaix, Da-*



*vout, Lannes.....* Il enlève **Malte** au passage et débarque près d'Alexandrie, qu'il prend de vive force le 1<sup>er</sup> juillet. Le 21 juillet, il bat la cavalerie des Mameluks à la bataille des **Pyramides** et entre au Caire, mais la flotte française est anéantie à **Aboukir** par Nelson et Bonaparte enfermé dans sa conquête.



Il s'en console en organisant le pays, avec une surprenante activité. Cependant le sultan, poussé par l'Angleterre, déclare la guerre. Bonaparte aussitôt pénètre en Syrie, occupe Gaza et Jaffa, disperse une armée turque au Mont Thabor, mais échoue devant Saint-Jean d'Acre. La peste qui décime son armée l'oblige à revenir en Égypte. Il détruit à Aboukir une seconde armée turque puis, laissant le commandement à **Kléber**, il s'embarque secrètement pour la France avec son état-major et réussit à atteindre sans encombre la côte de Provence.

## 5. La deuxième coalition.

a) **Causes.** L'expédition d'Égypte avait inquiété l'Angleterre et irrité la Turquie; l'attitude du Directoire achève d'exaspérer l'Europe. En pleine paix, le Directoire annexe Genève, Mulhouse, Montbéliard et un peu plus tard le Piémont. Par ses agents, il fait une propagande révolutionnaire intense dans les pays voisins et provoque la formation des républiques sœurs : républiques Batave, Helvétique, Romaine, Parthénopéenne, Cisalpine et Ligurienne. L'Angleterre en profite pour grouper autour d'elle, dès la fin de 1798, la Turquie, la Russie, Naples et, enfin, l'Autriche après la rupture du Congrès de Rastadt.

b) **Les armées.** Les alliés disposent de 450.000 hommes répartis en quatre armées : une armée anglo-russe avec le **duc d'York** en Hollande, une armée autrichienne avec l'archiduc **Charles** en Allemagne, une armée austro-russe avec **Korsakof** en Suisse, et une autre armée austro-russe en Italie avec **Souvarof**.

Le **Directoire** fait voter une loi de conscription et prescrit la levée de 200.000 hommes, mais il ne peut mettre en ligne que 170.000 hommes : l'armée de Hollande avec **Brune**, l'armée du Rhin avec **Jourdan**, l'armée de Suisse avec **Masséna** et l'armée d'Italie avec **Schérer**.

c) **Les événements militaires.** Sur le Rhin, Jourdan est battu par l'archiduc Charles à Stokach et rejeté en Alsace. En Italie, les Français évacuent rapidement les républiques Parthénopéenne et Romaine et Schérer recule devant Souvarof. Moreau, son successeur, est repoussé à Bassano ainsi que son lieutenant Macdonald à la Trébie.



Cliché Braun.

KLÉBER (1753-1800).

*Tête vigoureuse et rugueuse. Cet Alsacien était architecte à la Révolution. Engagé volontaire en 1792. Héros du siège de Mayence, à l'issue duquel il fut nommé général de brigade et envoyé contre les Vendéens qu'il battit au Mans et à Savenay. Destitué, puis réintégré, il prit part à la bataille de Fleurus. Bonaparte l'emmena en Égypte et lui donna, en partant, le commandement de l'armée. La victoire d'Héliopolis le guérit de sa neurasthénie, mais il fut assassiné le 14 juin 1800 par un Syrien fanatique, dans les jardins de sa résidence, au Caire.*

Joubert, qui le remplace, est battu et tué à Novi. Toute l'Italie était perdue, sauf Gênes.

Ce fut **Masséna** qui sauva la situation. Les Autrichiens, pour avoir les mains libres en Italie, avaient imaginé de faire passer en Suisse les Russes de Souvarof et de porter sur le Rhin le corps autrichien qui renforçait Korsakof. Masséna profita du départ des Autrichiens qui laissaient Korsakof isolé à Zurich pour l'écraser avant l'arrivée de Souvarof puis, se retournant avec toutes ses forces contre Souvarof, il le contraignit à se rejeter vers l'Est, perdant la moitié de son armée et presque toute son artillerie et ses bagages. Pendant ce temps, **Brune** bat les Anglo-Russes à *Bergen* et leur impose la capitulation d'*Alkmaar* qui libère la Hollande.

Le tsar **Paul I<sup>er</sup>**, furieux de ces échecs, dont il rend l'Autriche et l'Angleterre responsables, retire ses troupes et abandonne la coalition.

Au 18 brumaire, la situation était éclaircie. L'Italie, sauf Gênes, était perdue mais les *frontières naturelles* restaient intactes.

## RÉSUMÉ

1. Le Directoire est aux prises avec de graves difficultés. Le pays est ruiné et les mandats territoriaux se déprécient comme les assignats. Les Jacobins conspirent avec Babeuf, mais sont arrêtés et exécutés. Les royalistes triomphent aux élections de l'an V.

2. Le Directoire, pour se maintenir au pouvoir, fait le coup d'État du 18 fructidor contre les royalistes et les modérés et celui du 22 floréal contre les Jacobins. En l'an VII, une majorité de mécontents oblige trois des Directeurs à quitter le pouvoir. Mais l'anarchie est à son comble, l'opinion est exaspérée. Siéyès s'entend avec Bonaparte et le coup d'État du 18 brumaire supprime le Directoire.

3. A l'extérieur, le *plan de Carnot* contre l'Autriche échoue en Allemagne par la défaite de Jourdan et la retraite de Moreau, mais réussit en Italie, grâce aux *victoires de Bonaparte* qui envahit le Piémont, occupe la Lombardie, s'empare de Mantoue et marche sur Vienne. L'Autriche effrayée signe l'armistice de Léoben, puis la *paix de Campo-Formio*.

4. Pour réduire l'Angleterre, Bonaparte entreprend l'expédition d'Égypte, prend Malte, bat les Mameluks aux Pyramides et organise l'Égypte. Après son échec devant Saint-Jean d'Acre, il entre en France.

5. Pendant son absence, l'Angleterre avait organisé une nouvelle coalition contre la France. L'Allemagne et l'Italie étaient perdues, mais Masséna avait sauvé la situation en écrasant les Russes à la bataille de Zurich, pendant que Brune battait les Anglo-Russes à Bergen (septembre 1799).

## APPENDICE

## La renaissance religieuse au début du Directoire.

[Dans le département de l'Ardèche]... pas un seul assermenté n'a fait la déclaration requise par le décret du 7 vendémiaire an IV (pour l'exercice du culte). Tous les *commissaires du pouvoir* signalent que « partout les réfractaires reprennent leurs fonctions avec audace et effronterie, en déclarant ouvertement que jamais ils ne feront acte de soumission ». Les ministres leur transmettent les plaintes et les dénonciations qu'ils reçoivent de toutes parts, mais la crainte des réactions populaires et aussi leurs convictions intimes refroidissent leur zèle et enchaînent leur activité... Les *commissaires près des tribunaux* eux-mêmes observent qu'il serait dangereux de heurter les sentiments de la population. Les rapports de *tous les juges de paix* constatent que le paysan est fort attaché à sa religion et qu'il ne tolérerait pas qu'on touche à ses églises et à ses prêtres... Plusieurs patriotes, qui passent pour favorables aux Jacobins, insinuent même qu'il serait plus politique de faire un geste d'apaisement et de donner satisfaction au vœu des catholiques. « Il faut nécessairement, déclare l'agent municipal de Viviers, le 6 brumaire an V, que la loi sur la police des cultes soit rapportée ou modifiée. »

Aussi les divers fonctionnaires ne s'avisent-ils guère de contrarier les manifestations religieuses. Les prêtres vont librement, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, et, si le zèle indiscret d'un patriote provoque l'arrestation de quelques-uns, ils sont aussitôt remis en liberté.

Cette complicité tacite (de l'administration) ne profite qu'aux seuls réfractaires. Les conformistes ont perdu toute influence et tout crédit sur la population catholique. Les défections sont nombreuses dans leurs rangs et le schisme est en voie d'extinction rapide...

... Dans les premiers mois de 1796, les commissaires du pouvoir exécutif ne connaissent pas (dans tout le département) plus de 5 ou 6 curés conformistes qui aient reparu dans leurs églises... Le plus grand nombre se résigne très vite à dépouiller la livrée du schisme et à rétracter leur serment entre les mains de l'abbé Vernet... « La mission de Vernet, écrit le jacobin Delichères, a eu un grand succès dans le département... tous les prêtres sermentés se sont successivement rétractés dans les oratoires, devant le peuple, de la manière la plus humiliante... » De l'an III à la fin de l'an V... l'abbé Vernet ne reçoit pas moins de 125 rétractations, mais il impose de dures pénitences et ce n'est qu'après de longs mois d'épreuves qu'il appelle à de nouvelles fonctions les prêtres qui ont fait amende honorable.

... Les catholiques reprennent possession des églises. Les autorités ferment les yeux. Souvent même, sous la pression de la population, elles sont obligées de remettre en état les édifices du culte. Les presbytères reviennent, eux aussi, à leur première destination. Si les occupants cèdent bénévolement la place, le calme n'est pas troublé, mais des scènes pénibles se produisent en cas de résistance...

... Les lois sur l'état civil ne sont pas mieux respectées. « Les prêtres, écrit le commissaire du pouvoir exécutif des Vans, le 18 pluviôse an V, baptisent, marient et enterrent, tiennent registre de tout et font entendre aux peuples ignorants qu'ils n'ont pas besoin de s'adresser à l'officier public... »

Les cloches sonnent, comme sous l'ancien régime, pour appeler les fidèles aux offices et le commissaire qui a voulu empêcher cet « usage fanatique », constate, le 24 prairial an V, qu'il ne peut plus résister à la pression de la foule déchainée. Le peuple s'est emparé des clefs du clocher et « il fera

sonner les cloches tant qu'il lui plaira... mes réquisitions sont comme si elles n'avaient jamais existé... »

Dans la plupart des paroisses, les processions traditionnelles se déroulent avec la même solennité qu'autrefois... Les cérémonies expiatoires pour la profanation des églises ou la destruction des croix et calvaires se multiplient et, le plus souvent, fournissent à la population l'occasion de manifester bruyamment ses sentiments d'hostilité à l'égard des Jacobins... On abat les arbres de la liberté et on affecte d'ériger croix et calvaires sur leur emplacement au milieu des chants religieux et souvent aussi des cris contre révolutionnaires...

... A. Laurac, le commissaire du pouvoir exécutif du canton de Largentière, après avoir dressé procès-verbal d'une manifestation de ce genre, constate avec dépit qu'il n'y a rien à faire pour s'y opposer : « Je ne trouverais pas, dit-il, un seul témoin pour constater le fait. »

... Souvent les autorités locales sont de connivence avec les instigateurs du délit... L'administration centrale, lorsque les faits lui sont signalés, renouvelle ses arrêtés sur l'application des décrets, envoie des commissaires pour prendre des informations et prescrit aux juges de paix de poursuivre les délinquants, mais les juges de paix n'entament aucune procédure et les conclusions des délégués du département tendent invariablement à excuser les catholiques et à inculper les jacobins.

(Ch. JOLIVET, *Les Chouans du Vivarais*, p. 13 et suiv.)

## LECTURE

### Confidences de Bonaparte à Miot de Melito, ministre de France en Toscane.

« ..... Croyez-vous que ce soit pour faire la grandeur des avocats du Directoire, des Carnot, des Barras, que je triomphe en Italie ? Croyez-vous que ce soit pour fonder une république ? Quelle idée !..... C'est une chimère dont les Français sont engoués, mais qui passera avec tant d'autres. Il leur faut de la gloire, les satisfactions de la vanité ; mais la liberté, ils n'y entendent rien. Voyez l'armée : les succès que nous venons de remporter, nos triomphes, ont déjà rendu le soldat français à son véritable caractère. Je suis tout pour lui. Que le Directoire s'avise de vouloir m'ôter le commandement, et il verra s'il est le maître. Il faut à la nation un chef, un chef illustre par la gloire et non pas des théories de gouvernement, des phrases, des discours d'idéologues auxquels les Français n'entendent rien. Vous voyez ce que je suis, ce que je puis maintenant en Italie. Si je ne suis à la tête de cette armée que je me suis attachée, il me faut renoncer à ce pouvoir, à cette haute position où je me suis placé, pour aller faire ma cour, au Luxembourg, à des avocats. Je ne voudrais quitter l'Italie que pour aller jouer en France un rôle à peu près semblable à celui que je joue ici et le moment n'est pas encore venu ; la poire n'est pas mûre.....

» Définitivement je ne veux pas du rôle de Monk ; je ne veux pas le jouer, et je ne veux pas que d'autres le jouent..... Quant à moi, je vous le déclare, je ne puis plus obéir : j'ai goûté du commandement et je ne saurais y renoncer. Mon parti est pris ; si je ne puis pas être le maître, je quitterai la France ».

(MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I.)



**QUESTIONNAIRE.** — Quels sont les noms des directeurs ? — Pourquoi les difficultés financières sont-elles si graves ? — Que savez-vous sur Babeuf ? — Quel fut le résultat des élections de l'an V ? — En quoi consiste le coup d'État du 18 fructidor ? du 22 floréal ? du 30 prairial ? — Quelle est la situation au milieu de 1799 ? — Que fait Siéyès ? — Que savez-vous sur le 18 brumaire ? — Quel était le plan de Carnot contre l'Autriche ? — Qu'advint-il de la campagne d'Allemagne ? — Que savez-vous sur Bonaparte ? — Quelles sont les phases de la campagne d'Italie ? — Quelles sont les clauses du traité de Campo-Formio ? — Racontez l'expédition d'Égypte ? — Quelles sont les causes de la deuxième coalition ? — Quelles sont les forces en présence ? — Quels sont les débuts de la guerre ? — Comment la France est-elle sauvée de l'invasion ? — Que fait la Russie ? — Quelle est la situation au 18 brumaire ?

---

## CHAPITRE VI

### Le Consulat (1799-1804).

Le Consulat marque la transition entre la république et la monarchie impériale. Le Consulat décennal s'établit par la Constitution de l'an VIII, il s'affermir ensuite par toute une série de réformes utiles et par le Concordat, qui donne au pays la paix religieuse. Bienfaisante pour la nation, cette organisation intérieure contribue, autant que la pacification extérieure, à accroître le prestige et l'autorité personnelle de Bonaparte. De décennale, la dignité consulaire devient ensuite viagère, pour se transformer, en 1804, en Empire héréditaire.

#### I. — Le Consulat décennal.

1. La Constitution de l'an VIII. Le projet préparé par Siéyès fut profondément modifié par

Bonaparte au profit de ses ambitions.

a) **Le système électoral.** En principe, c'est le suffrage universel, mais en fait les élections se bornent à désigner les *notabilités* communales, départementales et nationales. C'est sur ces listes que devaient être choisis les fonctionnaires et les membres des diverses assemblées, mais tous les postes étaient déjà pourvus et tous les pouvoirs organisés avant la désignation des notabilités.

b) **Le pouvoir législatif.** Il appartient à quatre assemblées. Le *Conseil d'État* rédige les projets de loi. Le *Tribunat* les discute. Le *Corps législatif* les accepte ou les refuse sans discussion. Enfin, le *Sénat conservateur* est le gardien né de la Constitution. C'est lui qui choisit les consuls et les membres du *Tribunat* et du *Corps législatif*.

c) **Le pouvoir exécutif.** Il est confié à trois consuls: *Bonaparte*, *Lebrun* et *Cambacérès*, nommés pour dix ans et rééligibles, mais en fait, tout le pouvoir appartient au **premier Consul**. Il a le droit d'initiative et de promulgation des lois, il nomme à toutes les fonctions, dispose des finances et dirige toute la politique étrangère. Le personnel du nouveau Gouvernement fut recruté dans un esprit très large. Tous les talents et toutes les nuances politiques furent représentés.

## 2. Les réformes administratives et judiciaires.

La France est divisée en 98 départements, subdivisés en arrondissements et en communes. A la tête de chaque *division administrative*, Bonaparte place un *fonctionnaire unique* : maire, sous-préfet, préfet, assisté d'une assemblée délibérante dont tous les membres sont choisis sur les listes des notabilités par le Gouvernement.

Dans l'*ordre judiciaire*, il y a une justice de paix par canton, un tribunal civil et correctionnel par arrondissement, un tribunal criminel avec jury par département, 29 cours d'appel et un tribunal de cassation. Tous les juges, à la réserve des juges de paix qui sont encore élus, sont à la nomination du premier consul. Le **Code civil** fut préparé et adopté en 1804. Les autres codes ne seront publiés que sous l'Empire.

## 3. La reorganisation financière.

La Révolution avait ruiné le crédit et tari les revenus de l'État. Mais la restauration financière fut rapide. La répartition de l'impôt direct fut contrôlée par des agents du Gouvernement et la levée de tous les impôts confiée à des fonctionnaires : percepteurs, receveurs particuliers, receveur général. La **Banque de France** fut créée et reçut, en 1803, le monopole de l'émission des billets de banque.

## 4. Créations diverses.

Le 1<sup>er</sup> mai 1802, le premier consul, pour remplacer les Écoles centrales, crée les *Lycées* sous le régime de l'internat et avec une organisation militaire. Il fonde aussi douze *écoles de Droit* et réorganise les *écoles spéciales*, mais il ne se préoccupe guère de l'enseignement primaire.

Pour récompenser les services militaires et civils, il institue la **Légion d'Honneur**, aristocratie nouvelle intéressée au maintien et à la défense du régime. Il fait entreprendre de nombreux travaux : canaux, ports, monuments publics.

## 5. Pacification intérieure.

Au moment du coup d'État, l'**anarchie** était générale. Chouans et brigands terrorisaient le pays, pillaient les diligences et détroussaient les courriers. Le commerce était arrêté et la vie économique dans le plus complet désarroi. Bonaparte poursuit avec ténacité une politique d'**apaisement** et de **réconciliation**.

Il abroge la loi des otages, rappelle les proscrits de fructidor, remet en liberté les prêtres réfractaires et opère de nombreuses radiations sur la liste des émigrés. Il accorde l'amnistie aux Chouans qui déposent les armes et à tous il offre des postes dans l'armée ou des fonctions dans les administrations. Il ruine ainsi l'espoir du parti royaliste et de Louis XVIII. Il reste cependant des irréductibles et des intransigeants qui résistent à toutes les avances.

Bonaparte en profite pour se débarrasser des plus compromis.

## 6. Pacification religieuse.

### Le Concordat.

a) **Causes.** Depuis la fin de la Terreur une véritable *renaissance catholique* s'était produite. Partout les églises s'étaient rouvertes. Les hautes classes revenaient à la religion et le peuple restait fidèle à ses prêtres. Cette vitalité du catholicisme avait frappé Bonaparte. Il résolut d'utiliser cette force et de s'en faire



Cliché Arch. Photographiques.

SIGNATURE DU CONCORDAT (15 JUILLET 1801).

(Dessin de Wicar, Versailles.)

*Après des négociations très laborieuses (il y eut 21 rédactions successives), le texte du Concordat fut signé par le Premier Consul. Sur la gravure, Joseph Bonaparte tend à son frère la plume pour signer. Derrière le Consul, de gauche à droite : Cretet, conseiller d'État; l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud à Angers, mêlé à l'insurrection vendéenne, négociateur du côté français; le cardinal Consalvi, secrétaire d'État de Pie VII (en partie masqué); Portalis, conseiller d'État, directeur des affaires religieuses. Lire le récit de cette cérémonie dans les Mémoires de Consalvi.*

un auxiliaire pour ramener la paix et la tranquillité dans le pays pacifier la Vendée, mettre fin au schisme et rassurer les possesseurs de biens nationaux.

b) **Négociations.** Les négociations commencèrent avec le pape **Pie VII**, dès le lendemain de Marengo. Elles se poursuivirent à Paris avec Monseigneur **Spina**, puis avec le cardinal **Consalvi**. Elles furent longues et difficiles. De nombreux projets furent discutés, puis abandonnés. Enfin, un texte définitif fut signé le 15 juillet 1801.



c) **Le traité.** Le Concordat comporte un préambule et dix-sept articles. Il est le résultat d'un *compromis*. Le catholicisme n'est pas déclaré religion d'État, mais seulement religion de la *majorité des Français*; les évêchés sont réduits à 60; les évêques sont nommés par les consuls et proposés au pape pour l'institution canonique. Les évêques nomment les curés après entente avec le gouvernement. La vente des biens du clergé est irrévocable, mais le gouvernement restitue les églises non aliénées, promet un traitement convenable aux curés et évêques et autorise les dons et fondations en faveur des églises.

d) **La mise en application.** L'opposition des *intransigeants* retarda la promulgation du traité. Le pape dut imposer leur démission à 36 évêques. Un petit groupe de dissidents refusa toute adhésion au Concordat. L'*opposition anticléricale* fut encore plus forte. Une partie du Tribunat, du Corps législatif, de l'Institut et de l'armée était hostile à toute « capucine ».

Pour apaiser les mécontents, le premier consul, de sa propre autorité, ajouta au Concordat les **Articles organiques**. Le pape protesta, mais sans succès. La reconnaissance officielle du nouveau régime fut marquée, le jour de Pâques 1802, par un *Te Deum* solennel à **Notre-Dame**, en présence de Bonaparte et des grands corps de l'État. Le premier consul donne en même temps un statut légal aux protestants et aux juifs.

**7. La guerre contre l'Autriche.** Dès le 25 décembre 1799, Bonaparte avait offert la paix à l'Angleterre et à l'Autriche. Il ne reçut pas de réponse.



Cliché Bulloz.

CHATEAUBRIAND (1768-1848).

(Portrait peint par Girodet en 1811, Versailles.)

Le vicomte François de Chateaubriand appartenait à une famille de marins bretons. Parti pour l'Amérique au début de la Révolution, il revint en France en apprenant l'arrestation de Louis XVI. Il émigra ensuite et fit campagne avec l'armée prussienne. Il vécut ensuite en Angleterre, d'où il revint en 1800. Converti à la mort de sa mère, il publia en 1802, au lendemain du Concordat, son célèbre *Génie du Christianisme*, qui exprimait avec éloquence et poésie les aspirations religieuses de ses contemporains, après la Révolution.

L'Autriche préparait une double offensive contre la France. En Allemagne, **Kray** menaçait l'Alsace et, en Italie, **Mélas** se disposait à envahir la Provence. Bonaparte reprit, en le simplifiant, le plan de Carnot. L'armée d'Allemagne avec **Moreau** devait refouler l'ennemi et marcher sur Vienne par le Danube. L'armée d'Italie avec **Masséna** devait contenir les Autrichiens devant Gênes en attendant l'arrivée d'une troisième armée en formation.



Cliché Bulloz.

LE GÉNÉRAL DESAIX (1768-1800).

(Dessin de Dutertre, Versailles.)

Louis-Charles Antoine Desaix de Veygoux, d'une famille d'officiers, servait à la Révolution dans le régiment de Bretagne. Général à 26 ans, il prit part à la campagne de 1796 sur le Rhin. Bonaparte l'emmena en l'gypte (où le représente ce dessin). Les fellahs apprécièrent particulièrement son administration et l'appelèrent le Sultan juste. Revenu en France en 1800, C'est lui en fait qui, après la bataille perdue à Ma-

La belle résistance de Masséna à Gênes permet à Bonaparte d'organiser rapidement une armée de 40.000 hommes, de franchir le Saint-Bernard et de déboucher brusquement dans la plaine du Pô. Mélas, qui vient des'emparer de Gênes, remonte rapidement vers le Nord. Son avant-garde est battue par Lannes à Montebello, mais la bataille décisive se livre à **Marengo**, le 14 juin 1800. Les Autrichiens, supérieurs en nombre, sont d'abord victorieux, mais l'arrivée de Desaix, dans la soirée, sauve la situation. La bataille reprend avec une âpreté nouvelle, Desaix est tué, mais les Autrichiens sont écrasés et, le lendemain, Mélas signe l'armistice d'A-

lexandrie et il évacue le Piémont et la Lombardie.

En **Allemagne**, **Moreau** passe le Rhin. Par une série de combats heureux, il rejette Kray au delà du Danube. L'armistice de **Parsdorf** lui permet d'occuper toute la Bavière.

A la reprise des hostilités, Brune et Masséna achèvent la conquête de l'Italie. Moreau inflige une sanglante défaite à l'archiduc Jean à

**Hohenlinden** le 3 décembre. Puis, il descend rapidement le Danube et envahit l'Autriche. L'Empereur demande l'armistice à **Steyr**, le 25 décembre 1800.

**8. La pacification extérieure.** a) **La paix avec l'Autriche.** Elle est signée le 9 février 1801 à

**Lunéville.** Elle confirme les cessions de territoires faites à Campo-Formio. L'Autriche reconnaît les républiques Batave, Helvétique, Ligurienne et Cisalpine et le royaume d'Etrurie, au profit d'un Bourbon d'Espagne. De plus, elle laisse la France régler seule et sans congrès la question des indemnités dues aux princes allemands. Le pape et le roi de Naples rentrent dans leurs États. La paix est rétablie sur le continent.

b) **La paix d'Amiens.** Seule l'Angleterre reste en armes. La guerre lui a permis de s'emparer des colonies de la France, de l'Espagne et de la Hollande et d'occuper Malte. En Égypte, elle refuse de ratifier la Convention d'El-Arish conclue avec Kléber. Celui-ci remporte encore la victoire d'Héliopolis, mais il est assassiné au Caire, le 14 juin 1800. Son successeur, *Menou*, est battu par les Anglais à Canope. Il signe une capitulation pour être rapatrié.

En 1801, l'Angleterre réussit encore à dissoudre la *ligue des Neutres* en bombardant Copenhague, mais le pays, accablé d'impôts, est fatigué de la guerre. Les négociants sont inquiets des menaces de descente en Angleterre. La chute de Pitt facilite l'ouverture de négociations de paix. Par le **traité d'Amiens**, 25 mars 1802, l'Angleterre s'engage à restituer Malte aux chevaliers de Saint-Jean, contre la promesse faite par la France d'évacuer les îles Ioniennes et les ports napolitains. Elle rend toutes les colonies, sauf la Trinité espagnole et Ceylan. L'Égypte revient à la Turquie, mais le traité évite toute allusion aux nouvelles frontières de la France. Cette paix, accueillie avec enthousiasme par l'opinion anglaise, ne devait être qu'une **trêve** de bien courte durée.

## II. — Le Consulat à vie.

**1. Le plébiscite.** Le Concordat, la pacification intérieure et extérieure et enfin l'amnistie presque générale accordée aux émigrés en avril 1802, avaient valu à Bonaparte un prestige extraordinaire et une immense popularité. Mais, avec ses succès, son ambition avait grandi. En 1802, il s'installe au palais des Tuileries et groupe autour de lui une véritable cour. Le Sénat, pour lui donner un témoignage de reconnaissance nationale, propose de proroger ses pouvoirs de dix ans, tandis que Cambacérès suggère un **plébiscite** pour investir Napoléon Bonaparte du Consulat à vie. Le peuple répondit favorablement par 3 millions et demi de *oui* contre 8.300 *non*.



Cliché Bulloz.

## NAPOLÉON A LA MALMAISON

(Par Isabey.)

Au début du Consulat, Napoléon aimait à venir se reposer dans une propriété de sa femme, la Malmaison, tout près de Paris. Joséphine avait acheté Malmaison vers 1792. Le château fut transformé par les architectes Percier et Fontaine. Il abrite actuellement un musée de souvenirs napoléoniens.

J.-B. Isabey, qui avait jusqu'alors gagné sa vie à peindre des tabatières, devint, après ce tableau, le peintre à la mode.

La vie de Napoléon à la Malmaison était toute simple : « Il travaillait constamment toute la matinée avec ses ministres qui venaient de Paris. Il invitait à dîner des savants qui passaient ensuite la soirée et avec qui il aimait à causer. Ceux que j'y ai vus le plus souvent sont : Monge, Berthollet, Fourcroy, Volney, Laplace, Lagrange... »

Mémoires de la reine Hortense (fille de l'impératrice Joséphine).

## 2. Constitution de l'an X.

Le premier consul, nommé à vie, ratifie seul tous les traités, nomme les nouveaux sénateurs et a le droit de désigner son successeur.

Les *listes de notabilités* sont supprimées et remplacées par trois assemblées électorales : les assemblées de canton, qui désignent les conseillers municipaux ; les collèges d'arrondissement et les collèges de département, qui désignent les candidats aux autres conseils et aux fonctions législatives.

Les *assemblées* subsistent, mais voient restreindre leurs attributions. Le *Tribunat* et le *Corps législatif* sont épurés par l'élimination de leurs membres les plus indépendants. Le *Sénat*, par contre, obtient de nouveaux pouvoirs : il peut dissoudre le Tribunat et le Corps législatif et surtout interpréter et compléter la Constitution par des *sénatus-consultes*.

## 3. Le complot de Cadoudal.

Un complot royaliste s'organise à Londres dans le but d'enlever, et au besoin de tuer, le premier consul. Les conjurés ont l'appui du Comte d'Artois, de Pichegru, revenu d'exil, et de Moreau alors en disgrâce. Le principal agent, Georges Cadoudal, vient à Paris, mais la police, bien renseignée, l'arrête ainsi que Moreau et Pichegru. Cadoudal



fut envoyé à l'échafaud avec douze de ses complices. Pichegru fut trouvé étranglé dans sa prison et Moreau fut exilé.

Au complot royaliste Bonaparte avait déjà répondu par une mesure terrible. Feignant de croire que le jeune **duc d'Enghien**, qui séjournait sur le territoire Badois, était mêlé à la conspiration, le premier consul, au mépris du droit des gens, le fit enlever de nuit et traduire aussitôt devant une Commission militaire qui, après un simulacre de jugement, le condamna à mort. Le jeune prince, malgré son innocence, fut fusillé dans les fossés du château de **Vincennes**, le 21 mars 1804. On lui avait refusé même l'assistance d'un prêtre.

Cette horrible *vendetta* causa en Europe une profonde stupeur; en France, elle rapprocha les Jacobins régicides de l'homme qui n'avait pas craint de verser le sang d'un Bourbon.

**4. L'établissement de l'Empire.** Le complot de Cadoudal en fournit l'occasion. Des pétitions, plus ou moins spontanées, se multiplièrent pour demander l'établissement d'un pouvoir *héréditaire*. Un tribun déposa une motion dans ce sens. Seul, Carnot osa voter contre. Un *sénatus-consulte* du 18 mai conférait à Bonaparte le titre d'**empereur** et déclarait ce titre héréditaire dans sa descendance directe. Un **plébiscite** ratifia l'établissement du nouveau régime par 3.500.000 *oui* contre 2.500 *non*. Quelques mois plus tard, Napoléon demandait au pape **Pie VII** de venir le *sacrer* à Paris dans l'église Notre-Dame, le 2 décembre 1804. L'évolution de la République à la monarchie, commencée au 18 brumaire, était arrivée à son terme en moins de quatre ans et demi.

## RÉSUMÉ

### I. — LE CONSULAT DÉCENNAL

1. La Constitution de l'an VIII établit le Consulat. Les électeurs se bornent à présenter des candidats au Gouvernement. Le pouvoir législatif est partagé entre quatre assemblées : le Conseil d'État, le Tribunal, le Corps législatif et le Sénat. Le pouvoir exécutif est confié à trois consuls, mais le premier exerce tous les pouvoirs.

2. Le régime administratif est étroitement centralisé et tous les administrateurs sont à la nomination du Gouvernement. Il en est de même des juges, sauf les juges de paix qui sont encore élus. Le premier consul institue des cours d'appel et promulgue le Code civil.

3. Il confie la levée des impôts à des fonctionnaires et établit la Banque de France. Il crée les lycées, des écoles de droit, institue la Légion d'Honneur et donne une vive impulsion aux travaux publics.

4. Il pratique une politique d'apaisement et de réconciliation, libère les détenus et laisse rentrer la plupart des émigrés, mais réprime sans pitié les menées des irréductibles.

5. Pour avoir la haute main sur le clergé et ramener la paix religieuse, il conclut le Concordat avec le pape. Il reconnaît le catholicisme comme religion dominante, rend les églises et accorde un traitement au clergé. Le pape accepte la vente des biens ecclésiastiques et donne l'investiture canonique aux évêques nommés par le Gouvernement. Mais le premier consul, sans l'assentiment du Souverain Pontife, ajoute les articles organiques, d'inspiration gallicane.

6. La guerre continue, mais l'Autriche vaincue à Marengo et à Hohenlinden signe la paix à Lunéville. Les clauses de Campo-Formio sont maintenues et l'Autriche reconnaît les républiques sœurs.

7. L'Angleterre a profité de la guerre pour s'emparer de nombreuses colonies, occuper Malte et l'Égypte et dissoudre la ligue des Neutres, mais devant la ruine financière et les plaintes de la population, elle signe la paix d'Amiens. Elle promettait de rendre Malte et ne gardait de ses conquêtes que la Trinité et Ceylan, mais cette paix ne devait être qu'une trêve de courte durée.

## II. -- LE CONSULAT A VIE

1. En 1802, un plébiscite accorde à Bonaparte le Consulat à vie. La Constitution de l'an X étend encore ses pouvoirs et lui donne le droit de désigner son successeur. Les listes de notabilités sont supprimées et remplacées par des collèges électoraux et les attributions des diverses assemblées restreintes, mais le Sénat, étroitement subordonné au premier consul, peut interpréter et compléter la Constitution par des senatus-consultes.

2. Une conspiration royaliste, organisée par Cadoudal, échoue et provoque l'exécution du duc d'Enghien. Elle fournit l'occasion de restaurer la monarchie. Un senatus-consulte, confirmé par un plébiscite confère à Bonaparte le titre d'Empereur des Français. Napoléon est sacré à Notre-Dame par le pape Pie VII le 2 décembre 1804.

## LECTURES

### 1. -- Bonaparte et Louis XVIII.

Louis XVIII, réfugié à Mitau (en Coulande) avait écrit deux fois à Bonaparte, le 20 février et le 4 juin 1800, pour l'inciter à restaurer le Bourbon : « ..... Dès longtemps, je me suis dit que le vainqueur de Lodi de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie, de l'Égypte, sera le sauveur de la France..... Aujourd'hui que vous réunissez le pouvoir aux talents il est temps que je m'explique, il est temps que je vous montre les espé

rances que j'ai fondées sur vous.... Mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis.... Général ! l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple. »

Bonaparte ne répondit que le 7 septembre 1800.

« Paris, le 20 fructidor, an 8 de la République,

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre; je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites. Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France, il vous faudrait marcher sur 100.000 cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite.

« BONAPARTE » (*Archives Nationales*).

## 2. — Le Concordat.

« Le déchirement religieux de la France, accompli par la Constituante au nom des maximes gallicanes, aboutissait au plus grand acte de puissance pontificale qui se fût produit depuis 18 siècles. Pie VII, souverainement, déposséda de leurs sièges 81 évêques français... Bonaparte voulait la paix, elle était à ce prix... Le catholicisme, en dépit des instances de Pie VII, n'était plus qualifié religion de l'État...; au lieu de 136 évêchés, la France de 1802 n'en avait plus que 60. Les 11 prélats insermentés qui se trouvaient en France signèrent tout de suite leur démission; sur les 71 autres, encore émigrés, 35 accordèrent une signature qui parfois s'accompagna de protestations, 36 refusèrent formellement. Il semblait à ceux-ci qu'en se soumettant ils eussent manqué de fidélité aux Bourbons qui les avaient nommés, et aux principes de l'Église gallicane... Mais auparavant presque tous avaient dit à leurs diocésains : nous consentons provisoirement à ce que celui qui se présentera muni de pouvoirs du pape exerce ses fonctions, et nous conservons d'ailleurs sur vous notre juridiction pleine et entière. Ainsi contresignaient-ils, en fait, le mandat de leurs successeurs, tout en le déclarant théoriquement nul : c'était offensant pour le pape, mais suffisant pour rassurer les consciences des fidèles. Seuls, Coucy, de la Rochelle, et Thémines, de Blois, tentèrent de soulever leurs anciens diocèses contre les évêques nouveaux... Douze évêques ou anciens évêques constitutionnels et 3 ou 4 de leurs prêtres furent introduits dans l'épiscopat nouveau, moyennant qu'ils se missent en règle avec Rome, qui, pour certains, n'examina pas de très près la valeur des rétractations. Ils y coudoyèrent 18 évêques insermentés... L'unité du catholicisme français était rétablie... »

(Georges GOYAU, *Histoire religieuse*, t. VI de l'*Histoire de la Nation française*, p. 534 et suiv.)

## 3. — Le sacre de Napoléon.

« .... Au moment où le pape allait prendre la couronne, dite de Charlemagne, sur l'autel, Napoléon la saisit et se la mit sur la tête. Dans ce moment il était vraiment beau. Sa physionomie, toujours expressive, avait un jeu et un jeu de muscles tout particulier à cet instant unique dans sa vie. Il avait ôté la guirlande de laurier en or dont il était coiffé en entrant dans l'église.... La couronne fermée allait moins bien peut-être comme agrément à son visage, mais l'expression provoquée par son contact lui donnait un éclat de réelle beauté....

« Napoléon couronne lui-même Joséphine..... Lorsqu'il fut au moment de couronner celle qui était pour lui, selon un préjugé, son étoile heureuse, il fut coquet pour elle, si je puis dire ce mot. Il arrangeait cette petite couronne qui surmontait le diadème en diamants, la plaçait, la déplaçait, la remettait encore : il semblait qu'il voulût lui promettre que cette couronne lui serait douce et légère ! »

(DUCHESSÉ D'ABRANTÈS, *Mémoires*, VII.)



Cliché Billoz.

#### LE SACRE DE NAPOLEON.

(Par David.)

David a fixé le moment où Napoléon couronne Joséphine. Le pape est le seul personnage assis, avec la mère de l'Empereur qui trône dans une loge, à l'arrière-plan du tableau. Napoléon et Joséphine n'étant pas mariés religieusement, l'oncle de Napoléon, le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, bénit leur union la veille du sacre. Plus tard, Napoléon prétendra que le mariage religieux, si rapide, n'avait pas été célébré régulièrement, et il en demandera l'annulation, afin de pouvoir épouser Marie-Louise.

**QUESTIONNAIRE.** — Comment la Constitution de l'an VIII organise-t-elle les divers pouvoirs ? — Comparez l'organisation administrative et judiciaire de l'an VIII et celle de la Constituante. Que savez-vous sur la réorganisation financière ? — Quelles sont les diverses créations du Consulat ? — Quelles sont les principales mesures de pacification ? — Quelles sont les causes du Concordat ? — Les négociations furent-elles faciles ? — Indiquez les grandes lignes du Concordat. Pourquoi les articles organiques ? — Que savez-vous sur la guerre contre l'Autriche ? sur la paix de Lunéville ? — Quels sont les succès de l'Angleterre ? — Quelles sont les clauses du traité d'Amiens ? — Pourquoi établit-on le Consulat à vie ? — Quelle différence y a-t-il entre la Constitution de l'an X et celle de l'an VIII ? — Que savez-vous sur le complot de Cadoudal ? — Pourquoi l'exécution du duc d'Enghien ? — Quels sont les incidents qui préparent le rétablissement de l'Empire ?



## CHAPITRE VII

### L'histoire intérieure de l'Empire.

Les dix années de l'Empire furent une période de *gouvernement absolu* qui tourna de plus en plus au despotisme. De 1804 à 1810, c'est le développement et l'apogée du régime. L'Empereur s'entoure d'une cour et d'une noblesse nouvelle, ramène à lui toute l'autorité et contrôle toutes les activités. Mais, malgré son prestige, Napoléon, par les excès de son despotisme, détache peu à peu de son pouvoir les diverses classes de la nation : bourgeoisie, clergé, paysans et même beaucoup de hauts fonctionnaires et de généraux.

1. L'Empereur. a) **Son aspect.** Napoléon a trente-cinq ans à son avènement. Ce n'est plus le jeune homme à la silhouette grêle, aux traits anguleux et au teint olivâtre de la campagne d'Italie. La figure s'est remplie et adoucie, mais le regard est resté pénétrant et dominateur. Il a conservé des manières simples, un abord familier que traversent parfois de terribles colères. Il a un pouvoir exceptionnel de séduction, une profonde pénétration psychologique et même de véritables dons de comédien.

b) **Son génie.** Il est doué d'une intelligence merveilleusement organisée, **il voit vite et il voit clair.** Il a une facilité surprenante pour s'assimiler en un clin d'œil aussi bien les grandes lignes que les moindres détails d'un projet. Il va droit à l'essentiel. Sa mémoire ne connaît pas de défaillances. Sa puissance de travail et de réflexion dépasse toute mesure. « Il peut passer, dit Rœderer, dix-huit heures de suite au travail et à un même travail. » Jamais d'improvisation, mais toujours une exécution rapide de ses décisions. L'**imagination** enfin est sa faculté dominante, imagination toujours en éveil, toujours féconde. Rien ne lui paraît irréalisable et, comme il a tout prévu, il a une facilité extraordinaire à modifier ses plans s'il survient un obstacle.

c) **Son égoïsme.** Chez lui, sauf en de rares circonstances, nul geste de pitié vraie, nul respect de la vie, ni de la conscience des autres hommes. Il ne sait ni aimer, ni haïr. Les hommes ne lui inspirent que du mépris. Ce sont des pions des chiffres qui n'ont de valeur que par leur position. Lui seul compte. Seul il se croit capable de tout organiser,

de tout diriger, de tout commander. Son **ambition** est insatiable. A Sainte-Hélène encore, il s'appliquera à mettre en relief son portrait légendaire pour agir sur les générations futures.

## 2. Les institutions impériales. Le sénatus-consulte du 18 mai 1804 qui établit l'Empire est

une véritable Constitution.

a) **Le pouvoir exécutif.** L'Empereur, en dehors de l'hérédité, a peu de pouvoirs nouveaux, mais, en fait, Napoléon s'arroge **tous les droits** et ses décrets ont force de loi.

Sa famille a un rang officiel dans l'État : ses frères et sœurs d'une part, et, d'autre part, l'impératrice et ses deux enfants : Eugène et Hortense de Beauharnais. Les frères de l'Empereur, sauf Lucien brouillé avec Napoléon, sont aptes à lui succéder.

b) **La Cour.** L'Empereur groupe autour de lui une cour fort brillante. Il y a les six grands dignitaires : Joseph Bonaparte, Louis Bonaparte, Murat, Eugène de Beauharnais, Cambacérès et Lebrun dont les fonctions sont purement honorifiques.

Viennent ensuite les grands officiers militaires : maréchaux et inspecteurs généraux, les grands officiers civils et au-dessous une longue suite de préfets du palais, de chambellans, d'écuyers, de juges. Tous, suivant leur rang, reçoivent des traitements importants.

Les grands officiers ont des titres de **ducs** ou **princes** et les principaux fonctionnaires de **comtes** ou de **barons**.

## 3. Les moyens de gouvernement. a) **L'administration.** Les as-

semblées perdent toute importance. Le *Tribunat* disparaît en 1807. Les ministres ne sont que les secrétaires de l'Empereur, mais Talleyrand, Fouché, Gaudin, Portalis, sont des hommes fort compétents qui restent longtemps en fonctions et fournissent un travail intense. Les *préfets* viennent de tous les milieux politiques et sociaux et jouent un rôle de premier plan. Les *magistrats*, par suite d'épurations sévères, ne sont plus en général que des fonctionnaires à la dévotion du Gouvernement.

b) **L'enseignement.** L'*Université* elle-même est un moyen de préparer l'avenir en agissant sur les intelligences. Son but est de former des fonctionnaires zélés et des sujets dociles. Aussi reçoit-elle le *monopole de l'enseignement*.

Elle est hiérarchisée comme un régiment et la surveillance est fort stricte. Les *lycées* sont soumis au régime de l'internat et l'emploi du temps est réglé avec une précision toute militaire. Le Gouvernement ne tolère que quelques institutions privées et il néglige l'enseignement primaire.

## 4. La vie économique. a) **L'agriculture.** La population rest-

encore essentiellement agricole et rurale. Une fois l'ordre rétabli, les paysans peuvent jouir enfin des avantages que leur a valus la Révolution.

Une administration régulière, une police vigilante, des routes entretenues, un système de mesures uniforme, une monnaie stable, favorisent les campagnes. La production du blé et de la pomme de terre se développe.



Cliché Braun.

### NAPOLÉON I<sup>er</sup> EN COSTUME D'APPARAT.

(Portrait par Gérard, Versailles.)

*Longue robe brodée, mules à l'antique, manteau violet semé d'abeilles, mun de justice surmontée de l'aigle impérial: glaive au côté. cordon de la Légion d'honneur, couronne d'empereur romain. Ce costume est un compromis entre le costume de cérémonie des rois de France et les costumes à l'antique, si en honneur sous la Révolution et le Directoire.*

De nouvelles cultures se répandent comme la chicorée, la betterave, la garance, pour remplacer les denrées exotiques comme le café, le sucre, les produits tinctoriaux. Le Gouvernement encourage les initiatives par des subventions.

b) **L'industrie**, plus que l'agriculture, profite de l'extension des frontières et de la suppression de la concurrence anglaise. Le *machinisme* se développe et Napoléon récompense les inventeurs. Les filatures et tissages de laine, soie et coton, prennent une grande extension. Il en est de même de l'industrie métallurgique et de l'industrie chimique. Des foires-expositions aident à la diffusion des produits nouveaux.

c) Une œuvre plus importante encore, ce sont les grands travaux d'**outillage économique**. L'aménagement du port d'Anvers, la digue de Cherbourg, le dessèchement des marais et surtout le développement des voies de communication : création de canaux, de routes, avec prolongement au delà des frontières, surtout dans la région des Alpes, eurent pour résultat de favoriser le commerce et les transports. Napoléon se préoccupe aussi d'embellir les villes : Paris, Lyon, Turin, Rome.....

5. **Les finances.** L'ingérence de l'État dans tous les domaines coûte cher. L'armée, à elle seule, absorbe plus de la moitié du budget. L'empire augmente les *contributions indirectes*, crée les droits réunis sur le tabac, les boissons, le sel, qui, avec les douanes, procurent de substantielles recettes.

Mais, malgré une surveillance très stricte de la comptabilité publique, le budget est toujours **en déficit**. Il ne se soutient que par des expédients : vente de biens nationaux, prélèvements sur l'ennemi, contribution de guerre, qui permettent jusqu'en 1810 de parer aux diverses nécessités. Avec la campagne de Russie et les défaites, c'est l'effondrement du système et le désastre financier de l'empire sera aussi complet que celui de l'Ancien Régime.

6. **Le mouvement littéraire et artistique.** Napoléon est le protecteur des arts par souci de sa gloire plus que par goût personnel. Comme il l'avoue lui-même, s'il a pour lui la petite littérature, la grande, avec Mme de Staël et Chateaubriand, lui est hostile. Il favorise les artistes par de nombreuses commandes et les embellissements de Paris donnent un vif essor à l'architecture, à la sculpture, à la peinture et au mobilier. Le style empire, puissant et lourd, se développe. Les grands peintres : David, Gérard, Gros, célèbrent l'épopée impériale.

7. **Symptômes de décadence.** Les années 1810 et 1811 sont *décisives*. Elles paraissent les plus **brillantes**, elles voient le mariage de Napoléon avec une archiduchesse d'Autriche et la naissance du roi de Rome. L'avenir de la dynastie paraît assuré et cependant des symptômes très graves de désaffection pour le régime se manifestent dans le pays. C'est le *despotisme* de Napoléon, *autant que les revers extérieurs*, qui va ruiner son œuvre et accélérer sa chute. Ce despotisme, déjà apparent



dès les premières années du règne, s'étend dans tous les domaines : politique, économique, religieux et militaire; il lui aliène insensiblement toutes les classes de la société.



Cliche Braun.

LE PREMIER CONSUL FRANCHISSANT LE MONT SAINT-BERNARD.

(Par David, Versailles.)

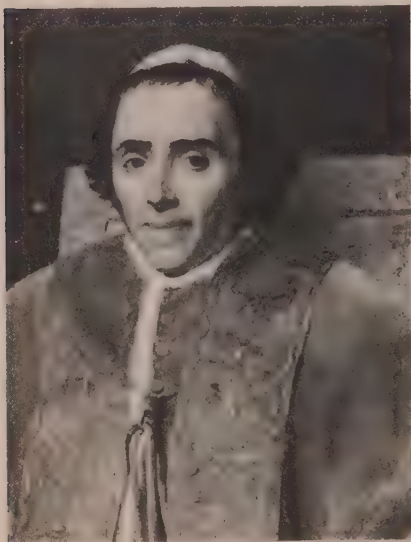
Sur un cheval qui caracole, Bonaparte, dont le manteau est emporté par le vent, mais dont le chapeau reste bien sagement en place, gravit la montagne et montre du doigt les nuages qui courent dans le ciel. Sur la pierre, trois noms : Bonaparte, Annibal, Charlemagne!

David, conventionnel, régicide, puis baron d'empire et peintre officiel, fut le plus révolutionnaire des hommes et le plus classique des peintres. Ce tableau, où le mouvement semble artificiel et froid, est caractéristique de sa manière gelée et académique.

## 8. Absolutisme politique et économique.

C'est le règne de la **police** et de l'**arbitraire**. *L'espionnage* sévit dans tous les milieux, le cabinet noir viole le secret des correspondances. L'empereur lui-même a ses agents secrets, comme Mme de Genlis.

Pour les *suspects*, il n'existe aucune garantie. C'est l'exil loin de Paris, l'arrestation par mesure de sûreté, l'incarcération sans jugement dans une des nombreuses prisons d'État.



Cliché Bulloz.

PIE VII (1742-1823).

(Par David [1805], Musée du Louvre.)

Barnaba, des comtes Chiaramonti, fut d'abord moine bénédictin, à Santa Maria del Monte, près de Césène. Cardinal en 1785. Élu pape au conclave qui se tint à Venise du 30 novembre 1799 au 21 mars 1800, malgré le veto de l'Autriche, et grâce à l'appui du cardinal Consalvi. Capable de faire les concessions nécessaires au rétablissement de la paix religieuse (Concordat de 1801) et même de les imposer (démision exigée des évêques d'ancien régime), il eût préféré mourir que de sacrifier un quelconque des intérêts essentiels de l'Eglise. On verra dans la lecture, à la fin du chapitre, comment il fut traité à Fontainebleau. En 1815, il recueillit et protégea à Rome la famille Bonaparte et plus tard intervint pour faire adoucir le sort du prisonnier de Sainte-Hélène.

V'isage très attachant, tout spiritualisé. On y lit la douceur obstinée, et on y sent une sorte de crispation nerveuse, qui vient peut-être de la répugnance qu'éprouvait le Saint-Père à poser devant David, conventionnel, républicain, ordonnateur des fêtes révolutionnaires.

La *presse* est bâillonnée et la censure s'appesantit sur toutes les publications. Les journaux sont réduits ou supprimés et les écrivains indépendants sont en disgrâce ou en exil.

La *liberté économique* à son tour disparaît devant le blocus continental et la sévère réglementation de l'industrie et du commerce. Les matières premières font défaut ; la main-d'œuvre manque. Avec la perte des débouchés, les faillites se multiplient. C'est la vie chère, le chômage et la misère. Par suite, bourgeois libéraux, intellectuels, commerçants et ouvriers se détachent peu à peu de Napoléon.

## 8. Despotisme religieux.

Au début, les catholiques et le clergé se sont sincèrement ralliés au nouveau régime. Ils sont reconnaissants à Napoléon d'avoir rétabli le culte et supprimé le schisme ; mais les difficultés avec le pape, l'annexion des États pontificaux, l'excommunication de l'Empereur, l'enlèvement du **Souverain Pontife** et sa déportation à Grenoble et à Savone, ont

un douloureux retentissement dans le cœur des fidèles.

Le pape, privé de liberté, refuse l'investiture canonique à vingt-sept évêques nommés par l'Empereur. Napoléon pense l'obtenir d'un concile national, à Paris, mais les évêques ne veulent pas se séparer du pape. Napoléon essaie alors de traiter avec Pie VII, transféré de Savone

à Fontainebleau. Il finit par lui arracher un projet de **Concordat**, qu'il fait aussitôt publier au *Moniteur* comme loi de l'État en 1813, mais le pape proteste et **désavoue** le prétendu accord.

Dans l'affaire de son divorce, le Sénat, par complaisance, rompt bien le lien civil qui unissait Napoléon et Joséphine, mais, pour faire déclarer la nullité du mariage religieux par défaut de consentement, il n'y avait



Cliche Braun.

## MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE.

(Par Rouget, Versailles.)

*La bénédiction fut donnée par le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, qui, ayant béni le premier mariage avec Joséphine, savait bien pourtant à quoi s'en tenir*

qu'un juge compétent : **le Pape**. L'Empereur voulut se passer de lui en s'adressant à l'officialité diocésaine de Paris. En manière de protestation, treize cardinaux refusèrent de paraître à la cérémonie du nouveau mariage avec Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Furieux, Napoléon les dépouilla de leurs insignes et les exila en province. On les appela les **cardinaux noirs**. Toutes ces vexations et ces brimades exaspèrent les évêques, le clergé, et beaucoup de catholiques qui deviennent hostiles à Napoléon.

**9. Despotisme militaire.** *L'abus de la conscription, plus que tout le reste, enlève à Napoléon sa principale force : les sympathies populaires. A partir de 1809, l'Empereur met en coupe réglée toute la jeunesse française. En 1813, il lève*

par anticipation les classes 1814 et 1815 et il rappelle les exemptés ou exonérés des classes antérieures. Les déserteurs et réfractaires se multiplient. Des colonnes mobiles leur donnent la chasse. Des primes sont accordées aux dénonciateurs. Ces mesures de rigueur n'ont d'autres résultats que d'aliéner à l'empire la population des campagnes.

D'autre part, les républicains et les royalistes reprennent leurs intrigues. Beaucoup de fonctionnaires n'ont qu'une fidélité suspecte. **Talleyrand et Fouché** ne reculent pas devant la trahison. Les maréchaux bien rentés aspirent à jouir en paix de leurs riches prébendes. Ainsi, peu à peu, l'Empire a perdu tout appui dans l'opinion. Le pays n'attend qu'une occasion favorable pour se prononcer contre lui.

## RÉSUMÉ

1. Napoléon est dans toute la plénitude de sa force et de son génie, mais son égoïsme est à la hauteur de son ambition.

2. Il s'arroge tous les droits et tous les pouvoirs. Il choisit dans tous les milieux des ministres et des préfets laborieux et compétents qui assurent au pays une administration régulière et vigilante.

3. Il établit le monopole de l'enseignement et impose à l'Université une discipline militaire. Il donne une vive impulsion à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, il embellit les villes et protège les arts et les lettres.

4. Son despotisme pèse lourdement sur la nation. C'est le règne de la police et de l'arbitraire. Plus aucune liberté ne subsiste. Le blocus continental gêne le commerce et l'industrie, crée la vie chère et augmente la misère. Le conflit de l'Empereur avec le Souverain Pontife, ses vexations et ses violences contre le pape et les évêques ainsi que son divorce lui aliènent le monde religieux. Enfin, l'abus de la conscription exaspère le peuple des campagnes. Il n'a plus d'appui dans le pays : même ses fonctionnaires et ses maréchaux aspirent à un changement de régime.

---

## LECTURES

### 1. - Obéissance exigée par Napoléon des membres de sa famille.

*Lettre à sa sœur Elisa, princesse de Lucques.*

Schœnbrunn, 27 août 1809.

« J'ai reçu votre lettre. Vous avez le droit d'en appeler à moi des décisions de mes ministres; mais vous n'avez pas le droit d'en arrêter en aucune manière l'exécution. Les ministres parlent en mon nom; personne n'a



le droit de paralyser, d'arrêter l'exécution des ordres qu'ils transmettent... Il n'y a pas en France d'autorité supérieure à celle d'un ministre. Je ne veux pas entrer dans le fond de la question puisque, quand même mon ministre aurait tort, moi seul en suis juge et que vous n'avez pas le droit de mettre aucun obstacle à son action. Par cette seule raison, j'approuve la décision du ministre... Ne vous exposez pas à ces querelles et à de pareils désagréments. Vous êtes sujette et, comme tous les Français, vous êtes obligée d'obéir aux ordres des ministres; car un mandat de prise de corps décerné par le ministre de la police vous ferait très bien arrêter, non seulement vous, mais le premier prince du sang. Et que deviendrait donc l'État, si un officier de police, qui serait chargé d'exécuter ce mandat, voyait que l'ordre ou la décision du ministre peut être arrêtée par une décision quelconque, autre qu'une loi ou qu'un décret impérial ? »

## 2. — Traitement infligé au pape Pie VII à Savone.

*Lettre de Napoléon au prince Borghèse, gouverneur général des départements au delà des Alpes.*

Paris, 6 janvier 1811.

« Voulant garantir mes sujets de la rage et de la fureur de ce vieillard ignorant et atrabilaire, je vous ordonne par la présente de lui faire notifier que défense lui est faite de communiquer avec aucune église ni avec aucun de mes sujets, sous peine de désobéissance de sa part et de la leur.

« Vous ôterez de la maison du Pape les individus suspects; vous ne laisserez que le nombre de personnes nécessaires pour son service et vous n'y souffrirez la visite de qui que ce soit; vous prendrez des mesures pour augmenter la garnison de Savone. Vous aurez soin de faire enlever tous les papiers du Pape, livres et documents, que vous ferez transporter à Paris. Si le Pape se portait à des extravagances, vous le feriez enfermer à la citadelle de Savone... Puisque rien ne peut rendre le Pape sage, il verra que je suis assez puissant pour faire ce qu'ont fait mes prédécesseurs et déposer un pape.

« Vous ne lui laisserez ni papier, ni plumes, ni encre, ni aucun moyen d'écrire. Vous lui donnerez quelques domestiques français et lui ôterez les mauvais. D'ailleurs les gens de sa maison peuvent aussi être consignés. »

(*Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup>*, publiées par Léon Lecestre, 2 vol. in-8. Plon, éditeur.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Comparez les portraits de Bonaparte et de Napoléon.* — *Quelles sont les qualités intellectuelles et morales de l'Empereur ?* — *Que savez-vous sur son égoïsme ? ses ambitions ?* — *Quels sont ses pouvoirs ?* — *Que comprend la Cour ?* — *Quel est le rôle de ses ministres ? de ses préfets ?* — *Comment organise-t-il l'Université ?* — *Comment subvient-il aux dépenses ?* — *Quelle impulsion donne-t-il à l'agriculture ? à l'industrie ? au commerce ?* — *Que savez-vous sur le mouvement littéraire et artistique ?* — *Quelles sont les causes du conflit avec le pape ?* — *Que savez-vous sur le divorce de Napoléon ?* — *En quoi consiste le despotisme politique ? économique ? militaire ?* — *Quelles sont les conséquences de ce despotisme ?*

## CHAPITRE VIII

### La politique extérieure de l'Empire de 1804 à 1809.

Le première période, de 1804 à 1809, est la plus brillante. Napoléon remporte d'éclatants succès sur l'Autriche, la Prusse et la Russie et achève la ruine de la vieille Europe aux traités de Presbourg et de Tilsitt. Pour réduire l'Angleterre, il a recours au blocus continental, qui l'amène à étendre sa domination sur tout le littoral européen. L'Autriche profite des embarras de Napoléon en Espagne pour tenter de nouveau le sort des armes. Elle est battue une fois de plus et démembrée au traité de Vienne. Napoléon paraît à l'apogée de sa puissance.

**1. La troisième coalition.** a) **Rupture avec l'Angleterre.** Les Anglais, à la faveur de la paix, avaient projeté d'inonder la France de leurs produits; mais l'établissement de *tarifs douaniers prohibitifs* et le rapide développement économique du pays avaient déçu leurs espérances. De plus, ils ne voyaient pas sans inquiétude l'aménagement du port d'Anvers, la réorganisation de la flotte française et la réoccupation de la Louisiane. **Ils reprochaient** à la France ses empiétements en Allemagne et sa mainmise sur l'Italie, la Suisse et la Hollande. Le premier consul, de son côté, **s'indignait** des violentes attaques des journaux anglais et de la protection que le Gouvernement de Londres accordait aux émigrés et aux conspirateurs royalistes, mais la question qui lui tenait le plus à cœur était l'*évacuation de Malte* que l'Angleterre se refusait à exécuter.

b) **Guerre maritime.** En mai 1803, la rupture était consommée.

La flotte anglaise enlevait près de 1.200 navires de commerce français et hollandais et le premier consul faisait *occuper le Hanovre* et arrêter tous les sujets anglais surpris sur le continent. Sans perdre de temps, il concentrait 150.000 hommes sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord et réunissait 2.000 bateaux plats pour transporter ses troupes en Angleterre. Il ordonnait aux flottes de Brest, Rochefort et Toulon de se rendre aux Antilles pour attirer la flotte anglaise et de revenir rapidement occuper la Manche pour favoriser le passage.

Le plan échoua. La flotte de Brest ne put sortir de la rade. Celle de Toulon, au retour des Antilles, se réfugia à Cadix et fut bloquée par

Nelson, puis écrasée à la bataille de Trafalgar (21 octobre 1805). Mais, depuis plusieurs mois déjà, Napoléon avait modifié tous ses plans.

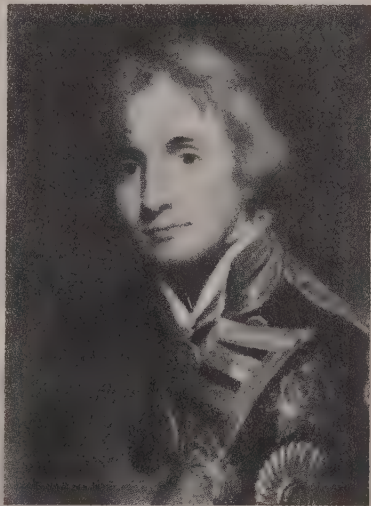
c) **Formation de la troisième coalition.** L'Angleterre venait de décider l'Autriche et la Russie à s'unir contre la France. Le tsar était jaloux du prestige de Napoléon et ne lui pardonnait pas l'assassinat du duc d'Enghien. L'Autriche était mécontente de se voir évincée d'Allemagne et d'Italie sans compensation. L'annexion de Gênes à la France brisa ses dernières hésitations. Avec la Suède et Naples, elle adhéra à la coalition.

## 2. L'armée impériale.

a) **Recrutement.** Elle comprend deux éléments : l'élément français fourni par la conscription et l'élément étranger recruté dans les pays vassaux : Hollande, Suisse, Italie, Allemagne et, plus tard, Pologne, Illyrie, Espagne. Comme les soldats étaient maintenus indéfiniment sous les drapeaux, l'armée finit par devenir une véritable armée de métier, plus entraînée et plus endurante que celle de la Révolution.

b) **Composition.** L'infanterie légère des voltigeurs et l'infanterie lourde des grenadiers étaient groupées en divisions et en corps d'armée. La cavalerie, indispensable pour la poursuite de l'ennemi vaincu, comprenait une centaine de régiments de hussards, lanciers, chasseurs et cuirassiers. L'artillerie, très importante et qui joue souvent un rôle décisif, fut complétée par la création du train d'artillerie. Enfin, la Garde impériale forma une véritable armée de réserve de plus de 80.000 soldats d'élite.

c) **Équipement.** L'armement reste celui de l'armée royale. L'uniforme, dans l'infanterie, est toujours misérable, mais la cavalerie et la garde ont une tenue brillante, chamarrée de broderies et de galons. Le ser-



Cl. Bulloz.

NELSON (1758-1805).

Fils d'un recteur de village, marin à 12 ans. Com-mande son premier navire à 20 ans. A 38 ans, il était contre-amiral et avait pris part à 120 combats. Excellent manœuvrier, et sans cesse attaquant, c'est peut-être le plus grand des marins anglais. Victorieux à Abou-kir, il fut chargé de détruire la flotte de Villeneuve qui devait prendre à Cadix la flotte espagnole et protéger le passage du corps expéditionnaire français en Angleterre. Ce fut la bataille de Trafalgar. Nelson avait fait signaler, comme mot d'ordre, cette simple phrase : « L'Angleterre compte que chaque homme fera son devoir. » L'amiral anglais ne vit pas sa victoire. Il fut abattu pendant le combat par une balle française. Mais il avait sauvé l'Angleterre.



Cl. Bulloz.

GRENADIER DE LA GARDE EN TENUE  
DE PARADE.

(D'après Charlet.)

Le vieux grognard fume une courte pipe en terre tandis que Napoléon, en arrière, l'observe. Bonnet à poil ; habit bleu à revers blancs, col et poignets rouges ; culotte blanche, guêtres. L'arme est un long fusil, modèle 1777. C'était un médiocre engin, juste capable de tirer convenablement jusqu'à 200 mètres. « Ce soldat portait cinquante cartouches et trois pierres à fusil. Pour charger, il devait déchirer la cartouche avec ses dents, verser la poudre dans le canon, la bourrer avec le papier de l'enveloppe (en se servant de la baguette qu'on distingue sous le canon), y cracher la balle, la pousser jusqu'à la bourre, armer et verser le pulvérisé dans le bassinet et le canal de lumière. L'intensité du feu dépendait donc de l'habileté du tireur et du soin qu'il mettait à protéger ses cartouches contre les intempéries. »

(Général WEYGAND, Histoire de l'armée française, p. 236.)

vice des subsistances laisse encore à désirer ; le soldat doit vivre sur le pays et le commandement est contraint de tolérer la maraude et le pillage.

d) **Commandement.** Beaucoup d'officiers avaient déjà servi sous l'Ancien Régime et la Révolution. Les autres se recrutent dans les écoles militaires récemment fondées, mais l'avancement est moins rapide que sous la Convention. Les généraux et maréchaux sont encore jeunes et très courageux. Si les uns, comme **Berthier**, **Masséna**, **Davout**, sont d'habiles manœuvriers, les autres, comme **Ney**, **Murat**, **Lannes**, sont de merveilleux entraîneurs d'hommes.

e) **Tactique.** La tactique est de mener rapidement les opérations, de concentrer ses forces, de chercher l'ennemi, de lui imposer la bataille, de le disperser et de le détruire par une poursuite vigoureuse et sans répit.

L'armée a un véritable culte pour l'Empereur. Napoléon s'ingéniait à entretenir ce culte par ses proclamations vibrantes et par une familiarité de bon aloi.

Il expliquait aux soldats ses manœuvres, les tutoyait, se laissait tutoyer par eux, goûtait la soupe et leur donnait l'illusion de connaître chacun d'eux en particulier. Il savait encore se les attacher par l'appât des pensions, des grades, des décorations. Aussi, lorsque dans les dernières années de





Cl. Braun.

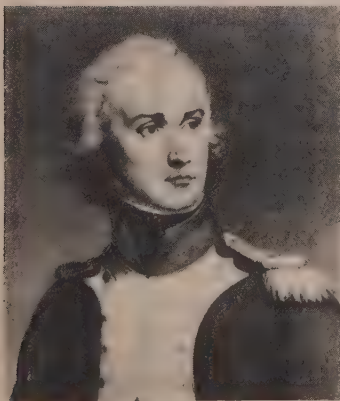
MURAT.



Cl. Braun.

BERTRAND.

MURAT (1771-1815), qui de séminariste devint maréchal, beau-frère de Napoléon et roi de Naples, « loulou panache et brandebourgs », le plus splendide entraîneur de cavalerie, qui mourut fusillé en 1815, pour avoir voulu reprendre son ancien royaume; BERTRAND (1773-1844), grand maréchal du Palais et qui accompagnera Napoléon à Sainte-Hélène.



Cl. Braun.

LANNES.



Cl. Bulloz.

BERTHIER.

LANNES (1769-1809), fils d'un garçon d'écurie, maréchal à 33 ans, l'« Ajax de la Grande Armée », merveilleux chef d'avant-garde, mortellement blessé le lendemain d'Eckmühl; BERTHIER (1753-1815), ancien soldat de la guerre d'Indépendance, sous Rochambeau, qui fit la liaison entre l'ancien État-Major et la nouvelle armée, plus appliqué qu'intelligent et pour cela devenu l'homme indispensable, promu prince de Wagram, allié à la famille régnante de Bavière par sa femme et qui ne saura pas rester fidèle jusqu'au bout.

son règne Napoléon se verra discuté et même trahi par ses maréchaux, ses grognards lui resteront toujours *passionnément fidèles*.

**3. Les victoires de 1805.** L'Autriche avait préparé deux armées : l'une en Bavière avec **Mack**, l'autre en Italie avec l'**archiduc Charles**. Elle brusqua les opérations et, sans attendre les Russes, elle prit l'offensive en Bavière. Mais deux mois



Cl. Bulloz.

DAVOUT (1770-1823).

« Une invention » de Napoléon, le seul de ses généraux qui fut capable de prendre des initiatives dignes de l'empereur, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl.

à l'avance **Napoléon**, avec une précision extraordinaire, avait dicté à son secrétaire, jour par jour, étape par étape, son *merveilleux plan de campagne*. Par un rapide mouvement tournant, il enveloppa l'armée autrichienne par le Nord et l'Est. Mack surpris essaya en vain des'ouvrir un passage. Battu dans une série de combats et en particulier à Elchingen par Ney, il fut rejeté sur **Ulm** et forcé de capituler, le 20 octobre 1805, avec 30.000 hommes et 50 drapeaux.

Aussitôt, **Napoléon** s'avance à marches forcées sur Vienne, culbute l'armée russe de Kutusof et fait une *entrée triomphale* dans la capitale de l'Autri-

che. Craignant l'entrée en ligne de la Prusse et l'arrivée de l'archiduc Charles, il décide d'en finir le plus tôt possible. Il remonte vers la Moravie. Par une série de feintes habiles et par une timidité affectée, il surexcite l'arrogance de l'ennemi et l'amène à attaquer sur un terrain qu'il avait reconnu à l'avance : le **plateau de Pratzen** en avant d'**Austerlitz**. Ce fut la **bataille des trois empereurs**, le chef-d'œuvre de la stratégie napoléonienne.

Les Russes dégarnissent leur centre pour attaquer l'aile droite française et couper à Napoléon la route de Vienne. Une fois l'action bien engagée l'Empereur lance ses troupes à l'assaut du plateau, perce le centre ennemi, coupe l'armée des alliés en deux tronçons et, par une rapide conversion



## CAMPAGNES DE NAPOLÉON EN 1805

1. Capitulation d'Ulm, 2. Marche sur Vienne, 3. Bataille d'Austerlitz.

à droite, écrase l'aile gauche russe qui se réfugie sur les étangs glacés. L'artillerie brise la glace sous les pas de l'ennemi et le « soleil d'Austerlitz » éclaire le désastre complet de l'armée austro-russe, Les Alliés ont perdu 40.000 hommes et 200 canons.

Enthousiasmé, **Napoléon** pouvait s'écrier : Soldats, je suis content de vous.

En Italie, **Masséna** avait repoussé l'archiduc Charles et l'avait obligé à se retirer en Hongrie.

#### 4. Le traité de Presbourg.

La coalition se disloque. Les Russes se retirent en Pologne. L'envoyé prussien qui venait signifier *un ultimatum* à Napoléon doit lui présenter des compliments dont « la Fortune avait changé l'adresse » et signer le **traité de Schoenbrunn**. La Prusse y gagne le Hanovre. Abandonnée par ses alliés, l'Autriche, au **traité de Presbourg**, cédait la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie à la France, la Souabe au Wurtemberg, le Brisgau à Bade, le Tyrol et le Trentin à la Bavière.

**Napoléon** réorganise ensuite l'Europe occidentale et distribue des trônes



Cl. Bulloz.

MASSÉNA (1758-1817).

Un Niçois, mousse, puis soldat et que la Révolution trouva sous-officier ; Bonaparte en Italie le surnomma « l'enfant chéri de la victoire », aussi capable de pillage que de se nourrir, au siège de Gênes, « de semelles de bottes », excellent manœuvrier, et que Napoléon disgracia pourtant en 1810, pour sa campagne au Portugal.

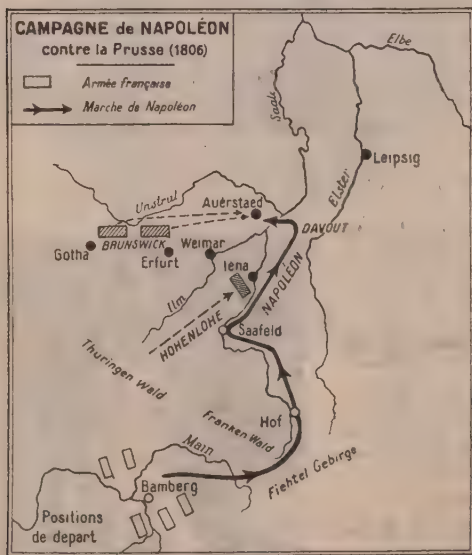
à sa famille.. La Hollande devient un royaume héréditaire au profit de **Louis**. Naples est donnée à **Joseph**, Berg à **Murat**, Lucques et Guastalla à **Elisa et Pauline**. **Eugène** épouse la fille du roi de Bavière et devient vice-roi d'Italie. La Bavière et le Wurtemberg agrandis sont élevés à la dignité de royaumes et, avec les autres petits souverains d'Allemagne, forment la **Confédération du Rhin** sous le protectorat de la France.

François II renonce alors à son titre d'Empereur d'Allemagne pour devenir *empereur héréditaire d'Autriche*.

**5. La 4<sup>e</sup> coalition.** a) **Les causes.** Les triomphes militaires de la France en 1805, la réorganisation de l'Allemagne de l'Ouest en 1806, avaient profondément **aigri et humilié** la Prusse. A Berlin, les passions belliqueuses se déchaînent contre la

France. La rupture des pourparlers de paix avec l'Angleterre et la Russie au sujet des affaires d'Orient décide la roi à adhérer à la coalition. C'était la guerre.

b) **L'écrasement de la Prusse.** L'armée prussienne était *plus brillante que solide*. Les soldats, presque tous des mercenaires, se battaient sans enthousiasme tandis que les officiers se croyaient invincibles. Ses chefs, **Brunswick et Hohenlohe**, décident d'attaquer brusquement. Napoléon écrase Louis de Prusse à **Saalfeld** et disperse l'armée de



Hohenlohe à **Jena** le 14 octobre. Le même jour, Davout, avec son seul corps d'armée, arrête Brunswick à **Auerstaedt** et met 45.000 Prussiens hors de combat.

La cavalerie poursuit sans répit les fuyards. Hohenlohe capitule à **Prenzlau** et Blücher à **Lubeck**. Un mois après son entrée en campagne, l'Empereur, précédé par Davout, faisait son **entrée triomphale à Berlin**. *Napoléon souffla sur la Prusse et elle cessa d'exister.*





Cl. Braun.

## NAPOLÉON A IÉNA.

(D'après H. Vernet, Versailles.)

*L'empereur passe en revue sa garde qui l'acclame. Les grenadiers sont ici vus de profil, ce qui permet de se rendre compte de certains détails d'équipement invisibles sur la reproduction p. 112. Le peintre a donné — par erreur peut-être — à la Garde, la tenue de parade qu'elle ne portait que pour les défilés solennels.*

c) **Défaite de la Russie.** La campagne contre les Russes en Pologne et en Prusse orientale fut plus longue et plus pénible. La pluie et le sol marécageux entravent le mouvement des troupes. A la fin de janvier 1807, **Napoléon** s'élance contre le général Benningsen et l'oblige à reculer jusqu'à **Eylau**. C'est là que, le 8 février, se livre une des batailles les plus acharnées et les plus sanglantes. Napoléon resta maître du champ de bataille, mais l'armée russe n'était pas détruite.



L'Empereur prépare activement la campagne d'été et, le 14 juin, les Russes étaient complètement battus à **Friedland**.

**6. Traité de Tilsitt.** Le tsar, mécontent de l'Angleterre, de-  
9 juill 1807 mande un *armistice*. Une première entre-  
 vue eut lieu sur un radeau au milieu du Niémen. Les deux interlo-  
 cuteurs firent assaut de courtoisie et de séduction.



Cl. Bulloz.

#### LA PONCTION PRUSSienne.

(D'après une gravure satirique de la collection Liesville.)

*La Prusse représentée sous la forme d'un hydropique est ponctionnée par un chirurgien, mais ce sont des pièces d'or qui coulent dans les bassins préparés près du malade. A gauche le léopard britannique tient le globe enchaîné; l'Anglais à droite apporte de nouveaux subsides.*

*La Prusse, occupée par Napoléon, dut en effet payer de lourdes contributions de guerre et entretenir l'armée d'occupation. On notera la médiocrité du dessin. Il n'existe pas de bon caricaturiste sous la Révolution ni sous l'Empire, les traits sont toujours trop forcés et lourds.*

Le traité consacre le *démembrement* de la Prusse. Elle perd ses possessions polonaises, érigées en **grand duché de Varsovie**, ainsi que le Hanovre et ses possessions à l'ouest de l'Elbe avec Magdebourg, qui forment le **royaume de Westphalie**, donné à Jérôme.

Avec la Russie, Napoléon conclut un traité d'alliance. Alexandre adhéra au blocus continental et reconnaissait les agrandissements de la France.

**7. Le blocus continental.** a) **Sa mise en vigueur.** Impuissant à vaincre l'Angleterre sur mer, Napoléon voulut la ruiner et l'affamer pour l'obliger à capituler. *L'initiative du*

*blocus* avait d'ailleurs été prise par les Anglais eux-mêmes dès 1803.

L'Empereur, par le **décret de Berlin** (21 novembre 1806), défend tout commerce et toute relation postale avec l'Angleterre. Il ordonne la confiscation de toutes les marchandises anglaises et l'arrestation de tous les Anglais surpris sur le continent.

L'Angleterre riposte en obligeant tous les vaisseaux neutres à faire escale dans un port anglais pour y payer un *énorme droit de licence*. Napoléon prend alors le **décret de Milan** (17 décembre 1807) qui déclare de bonne prise tout navire qui se serait soumis à cette prescription.

b) **Ses conséquences économiques.** *En Angleterre*, les ports sont encombrés de marchandises, le chômage est général, le pain est rare et les corsaires français infligent de rudes pertes au commerce britannique. Mais le dommage pour *la France et ses alliés* fut encore plus sensible.

Le prix de la vie augmente dans d'énormes proportions. Le sucre, le café et toutes les denrées coloniales manquent; les matières premières pour l'industrie font défaut; nos ports sont déserts et le commerce extérieur ruiné. Le dénuement devient tel que Napoléon, à partir de 1810, sera obligé d'accorder des licences d'importation et de tolérer la contrebande.

c) **Conséquences politiques.** Pour faire respecter le blocus, Napoléon sera amené à occuper tout le littoral européen. Il supprime le royaume d'Étrurie et annexe **la Toscane**; il chasse le pape de Rome et s'empare des **États pontificaux**. En 1810, il réunira à la France **tout le littoral de la mer du Nord**. La Russie, l'Autriche, la Prusse et le Danemark adhèrent de gré ou de force au blocus. **Le Portugal** ayant refusé de se plier aux exigences de Napoléon, le général Junot marche sur Lisbonne et conquiert le pays. Mais cette conquête du Portugal devait entraîner l'intervention de Napoléon en Espagne.

## 8. La guerre d'Espagne. a) **Les causes.** L'Espagne était l'alliée de la France, mais les Bourbons

étaient incapables et déconsidérés et Napoléon, pour la réalisation de ses desseins, avait besoin d'une Espagne puissante, fidèle et forte : de là l'idée de substituer **sa dynastie** à celle des Bourbons. Sous prétexte de renforcer l'armée du Portugal, Murat occupe le Nord de l'Espagne. Le favori du roi, **Godoy**, s'efforce alors d'entraîner la famille royale à Cadix pour fuir en Amérique. A cette nouvelle, une émeute éclate. Godoy est arrêté et **Charles IV** effrayé abdique en faveur de son fils Ferdinand, puis désavoue son abdication. Les deux princes remettent leur différend à *l'arbitrage de Napoléon*. L'entrevue a lieu à **Bayonne**. Après une terrible scène de famille où les injures les plus grossières sont échangées, le père et le fils finissent par renoncer tous deux à la couronne et se retirent en France avec une pension de Napoléon.

b) **Soulèvement des Espagnols.** Mais déjà le départ des princes avait provoqué à Madrid une violente émeute qui fut impitoyablement réprimée par Murat. La nouvelle des événements de Bayonne détermina un **soulèvement général** et l'arrivée du nouveau roi Joseph exalta le sentiment dynastique, national et religieux.



Napoléon avait pensé consacrer 12.000 hommes à l'occupation de l'Espagne; la guerre de guérillas, menée par un ennemi invisible qui se dérobe à tout engagement sérieux, l'obligera à sacrifier en pure perte une armée de 300.000 hommes. Elle permettra à l'Angleterre d'intervenir sur le continent et provoquera dans toute l'Europe de vives *résistances nationales*.

c) **Les opérations militaires.** La guerre débute mal. Le général Dupont, à son retour d'Andalousie, est cerné dans les défilés de la Sierra Morena et doit capituler à Baylen avec 18.000 hommes.

Les Anglais, débarqués en Portugal, battent le général Junot et capturent sa petite armée à Cintra. Joseph est obligé d'abandonner Madrid. **Toute la péninsule est perdue.** C'est un coup terrible pour le prestige de Napoléon.



Avant de prendre lui-même la direction de la guerre, il cherche à s'assurer l'appui d'Alexandre pour contenir l'Autriche menaçante. Une entrevue a lieu à **Erfurt**, en Allemagne, mais le tsar est bien revenu de son enthousiasme de Tilsitt.

Malgré l'évacuation de la Prusse et l'abandon à la Russie de la Finlande et des provinces danubiennes, **Alexandre**, excité en sous-main par **Talleyrand qui trahit Napoléon**, n'accepte d'agir que si l'Autriche prend l'initiative de la guerre. Par ailleurs, il s'empresse de faire savoir à la cour de Vienne qu'il veillera à l'intégrité de ses États.



Cl. Braun.

NAPOLÉON DEVANT MADRID (3 décembre 1808).

(Tableau de Carle Vernet, Versailles.)

*Napoléon, suivi de Duroc, reçoit une députation des habitants de Madrid et leur indique qu'il attend leur soumission. Il montre du doigt la montre que tient un officier.*

En novembre 1808, **Napoléon** envahit l'Espagne avec 200.000 hommes commandés par ses meilleurs lieutenants. Il impose son autorité par une série de victoires à **Espinosa**, **Tudela**, **Somo-Sierra**. Joseph peut rentrer dans sa capitale. Les Anglais sont refoulés et obligés de se rembarquer. Peu après, en février 1809, le maréchal Lannes enlevait **Saragosse** après un siège meurtrier qui n'avait pas fait moins de 50.000 victimes.

Dès le mois de janvier 1809, Napoléon quittait l'Espagne pour réprimer en France les intrigues politiques de *Talleyrand* et de *Fouché* et faire face à une nouvelle coalition. L'Espagne était vaincue elle n'était *pas domptée* et la lutte continuera jusqu'à la fin de l'Empire.

**9. La cinquième coalition.** **L'Autriche**, rassurée par Alexandre, prépare sa revanche et met sur pied une armée de 340.000 hommes. Dans l'Europe centrale, l'hostilité contre la France grandit rapidement. **L'archiduc Charles** adresse un *appel pathétique* à la nation allemande pour l'inviter à briser ses chaînes. **Le Tyrol** se soulève contre la Bavière notre alliée. Les sociétés secrètes se multiplient en Westphalie et menacent le roi Jérôme.



**Napoléon** forme rapidement deux armées : l'une en Allemagne sous son commandement direct, l'autre en Italie avec le prince Eugène. **L'archiduc Charles** croit le surprendre en prenant à l'improviste l'offensive en Bavière, mais Napoléon fait preuve d'une activité prodigieuse et dans une **campagne de cinq jours en Bavière**, du 19 au 23 avril, il bouscule et disperse l'ennemi en lui infligeant cinq défaites. Le 13 mai, il entrait à Vienne, franchissait le Danube et livrait les 21 et 22 mai les terribles combats **d'Aspern et d'Essling** sans pouvoir briser la résistance autrichienne. Il se retire dans l'île de **Lobau** pour réorganiser son armée. Avec les renforts que lui amène d'Italie le prince Eugène, il jette par surprise 150.000 hommes sur la rive gauche du Danube le 5 juillet et livre le lendemain la sanglante **bataille de Wagram**. Les Autrichiens perdaient 30.000 hommes, l'archiduc Charles était vaincu et le 11 juillet Napoléon signait l'armistice de **Znaïm**.



Cl. Braun.

## NAPOLÉON A WAGRAM.

*(Tableau d'Horace Vernet, Versailles.)*

Les négociations pour la paix furent longues et difficiles. Les Anglais menaçaient Anvers, Russes et Polonais étaient aux prises en Galicie. Napoléon put régler toutes ces difficultés et signer **la paix à Vienne** le 14 octobre 1809. L'Autriche perdait Trieste et les provinces de Carinthie, de Carniole et de Croatie réunies à l'Illyrie; elle cédait le reste du Tyrol et Salzbourg à la Bavière. La moitié de la Galicie autrichienne était partagée entre le grand duché de Varsovie et la Russie. L'Autriche réduisait son armée de moitié, détruisait ses forteresses et payait une contribution de guerre. **Napoléon paraissait à l'apogée de sa puissance.**

## RÉSUMÉ

1. Le refus de l'Angleterre d'évacuer Malte provoque la rupture de la paix d'Amiens. Une nouvelle coalition se forme. Napoléon renonce à ses projets de descente en Angleterre et se retourne contre l'Autriche.

2. Il force Mack à capituler dans Ulm, marche sur Vienne, culbute les Russes et remporte la glorieuse victoire d'Austerlitz. L'Autriche, au traité de Presbourg, laisse Napoléon occuper l'Italie et organiser à son gré l'Europe occidentale.

3. La Prusse déclare la guerre. En un seul jour, son armée est anéantie à Iéna et à Auerstaedt et Napoléon, un mois après, entre en triomphateur à Berlin. Contre les Russes, la bataille d'Eylau reste indécise, mais celle de Friedland décide du sort de la campagne.

4. A Tilsitt, la Prusse est démembrée et de ses débris, Napoléon forme le grand duché de Varsovie et le royaume de Westphalie. Avec la Russie, il conclut une alliance offensive et définitive.

5. Il tente ensuite de réduire l'Angleterre par le blocus continental qui l'oblige à conquérir tout le littoral européen.

6. En Espagne, il substitue sa dynastie à celle des Bourbons, mais ne peut empêcher qu'un soulèvement général n'éclate dans la péninsule au moment où la Russie se détache de l'alliance française. Par ses victoires, il écrase les insurgés mais ne parvient pas à soumettre l'Espagne.

7. Rappelé sur le Danube par la cinquième coalition, il triomphe encore, mais avec plus de difficulté. Essling paraît un échec et Wagram fut une victoire chèrement achetée.

8. L'Autriche cependant implore la paix et le traité de Vienne est glorieux. Napoléon semble à l'apogée de sa puissance.

---

## LECTURES

### 1. — Proclamation de Napoléon à ses troupes le 3 décembre 1805.

Austerlitz, le 12 frimaire an XIV.

« Soldats,

« Je suis content de vous, vous avez à la journée d'Austerlitz justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de cent mille hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été en moins de quatre heures ou coupée ou dispersée : ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs.

« Quarante drapeaux, les étendards de la Garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers, sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée et en nombre supérieur n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'aurez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut plus être éloignée ; mais, comme je l'ai promis à mon peuple avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés.





Cl. Giraudon.



Cl. Braun.

*En haut, le général Rapp vient annoncer la défaite de l'armée russe. Garde de mameluks à gauche ; à droite, prisonniers. L'empereur, coiffe du « petit chapeau », monte son légendaire cheval blanc (tableau de GÉRARD, à Versailles) ; en bas, entrevue de l'empereur Napoléon avec l'empereur d'Allemagne, à la suite duquel fut signé l'armistice.*

« Soldats, lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de gloire, qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux. Mais dans le même moment nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir; et cette couronne de fer, conquise par le sang de tant de Français, ils voulaient m'obliger à la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis; projets téméraires et insensés que, le jour même de l'anniversaire du couronnement de votre Empereur, vous avez anéantis et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous menacer et de nous braver que de nous vaincre.

« Soldats! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : j'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on vous réponde : Voilà un brave! »

(*Bulletins de la Grande Armée*, t. I)

## 2. — Plan de campagne franco-russe en Asie.

*Lettre de Napoléon au tsar Alexandre, 2 février 1808.*

« Monsieur mon frère, le général Savary (*chargé d'affaires à Saint-Petersbourg*) vient d'arriver. J'ai passé des heures entières avec lui pour m'entretenir de Votre Majesté. Tout ce qu'il m'a dit m'a été au cœur... Ce n'est que par de grandes et vastes mesures que nous pouvons arriver à la paix et consolider notre système. Que Votre Majesté augmente et fortifie son armée. Tous les secours que je pourrai lui donner, elle les recevra franchement de moi... Votre Majesté a besoin d'éloigner les Suédois de sa capitale; qu'elle étende de ce côté ses frontières aussi loin qu'elle le voudra, je suis prêt à l'y aider de tous mes moyens....

« Une armée de 50.000 hommes, russe, française, peut-être même un peu autrichienne, ne serait pas arrivée sur l'Euphrate qu'elle ferait trembler l'Angleterre et la mettrait aux genoux du continent. Je suis en mesure en Dalmatie : Votre Majesté l'est sur le Danube. Un mois après que nous en serions convenus, l'armée pourrait être sur le Bosphore. Le coup en retentirait aux Indes et l'Angleterre serait soumise.... Tout peut être signé et décidé avant le 15 mars. Au 1<sup>er</sup> mai, nos troupes peuvent être en Asie et à la même époque, les troupes de Votre Majesté à Stockholm. Alors les Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événements dont l'atmosphère sera chargée....

« Dans ce peu de lignes, j'exprime à Votre Majesté mon âme tout entière. L'ouvrage de Tilsitt réglera les destins du monde. Peut-être, de la part de Votre Majesté et de la mienne, un peu de pusillanimité nous portait à préférer un bien certain et présent à un état meilleur et plus parfait; mais, puisqu'enfin l'Angleterre ne veut pas, reconnaissons l'époque arrivée des grands changements et des grands événements. »

(Dans VANDAL, *Napoléon et Alexandre 1<sup>er</sup>*, t. I.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelles sont les causes de la rupture de la paix d'Amiens ? — Quels furent les résultats de la guerre maritime ? — Quels sont les pays qui adhèrent à la troisième coalition et pourquoi ? — Quel est le recrutement de l'armée impériale ? sa composition ? son armement ? sa tactique ? — Pourquoi les soldats sont-ils si dévoués à l'Empereur ? — Quelles sont les diverses phases de la campagne de 1805 ? — Pourquoi*

**Napoléon a-t-il hâte d'en finir ? — Quel est le plan de la bataille d'Austerlitz ? ses résultats et ses conséquences ? — Quelles sont les clauses du traité de Presbourg ? — Comment Napoléon organise-t-il l'Europe occidentale ? — Quelles sont les causes de la quatrième coalition ? — Quels sont les combats qui décident du sort de la Prusse ? — Quelle est l'issue de la campagne de Pologne ? — Que deviennent la Prusse, la Pologne et la Russie au traité de Tilsitt ? — Quel est le pays qui prend l'initiative du blocus continental ? — Quels sont les décrets qui l'organisent ?**

**Quelles en sont les conséquences ? — Quelle est la situation de l'Espagne en 1808 ? — Quels sont les projets de Napoléon ? — Que savez-vous sur l'entrevue de Bayonne ? — Pourquoi les Espagnols se soulèvent-ils ? — Quelles sont les conséquences de ce soulèvement ? — Comment débute la guerre d'Espagne ? — Pourquoi l'entrevue d'Erfurt ? — Et quel en est le résultat ? — Quelles sont les victoires de Napoléon en Espagne ? — Quelles sont les causes de la cinquième coalition ? — Que savez-vous sur les événements militaires en Bavière ? sur les batailles d'Essling, de Wagram ? — Quelles sont les conditions de la paix de Vienne ?**



Cl. Giraudon.

SCEAU DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

## CHAPITRE IX

### La politique extérieure de l'Empire (1810-1814). Le déclin et la chute de Napoléon.

La deuxième période, 1810-1814, est caractérisée par l'extension formidable de l'Empire, mais déjà des fissures menaçantes apparaissent et s'élargissent. L'Angleterre ne capitule pas, la guerre d'Espagne est sans issue, le mécontentement gronde en Europe, les résistances nationales s'accroissent. La rupture avec la Russie marque le déclin, puis la chute de Napoléon, à la suite de trois campagnes malheureuses, qui font perdre à la France le fruit de toutes les victoires de la Révolution et de l'Empire.

**1. Grandeur de l'Empire français.** L'Europe napoléonienne comprend l'Empire français proprement dit, les États vassaux et les États alliés.

L'Empire français a atteint un développement inouï. Aux 83 départements de 1790 et aux acquisitions de la Révolution, Napoléon a ajouté Gênes et la Toscane, les États du Pape, la Hollande, le Valais et toute la côte allemande de la mer du Nord. La France, en 1811, a 70 millions d'habitants et compte 130 départements, immense arc de cercle qui va de Hambourg à Rome.

Mais Napoléon, empereur des Français, est encore roi d'Italie et il fait administrer les 24 départements de la péninsule par son beau-fils, Eugène de Beauharnais, comme il fait gouverner par Marmont les sept provinces illyriennes qui touchent à l'Empire ottoman.

Les royaumes de Naples, de Westphalie, d'Espagne et le grand-duché de Berg appartiennent à des proches parents de l'Empereur, qui ne voit en eux que des vassaux.

Il exerce, en outre, un protectorat officiel sur l'Allemagne de l'Ouest et du Centre, la Confédération du Rhin, sur la Confédération suisse dont il est le médiateur, et enfin sur le grand-duché de Varsovie.

Au système napoléonien se rattachent encore, bon gré mal gré, la Russie, la Prusse, l'Autriche, le Danemark et la Suède dont le roi vient de choisir pour successeur Bernadotte.

Seule l'Angleterre se dresse toujours ouvertement et avec une énergie indomptable contre Napoléon.



Les idées françaises ont gagné toute l'Europe. Napoléon a imposé partout l'égalité sociale, l'abolition du servage et des droits féodaux, la suppression des privilèges de la noblesse et du clergé. La disparition de nombreuses petites principautés a simplifié la carte de l'Allemagne et de l'Italie et la centralisation administrative a préparé l'unification de ces pays. De nombreux travaux d'utilité publique, surtout des routes en Allemagne, Italie, Illyrie, ont facilité l'essor économique de ces régions et accru la prospérité.

## 2. Les faiblesses.

En réalité, si prodigieuse que paraisse la puissance de Napoléon en 1810 et 1811, *l'avenir reste incertain. Le système familial de l'Empereur a fait faillite.*

Ses frères et parents se sont révélés inférieurs à leur tâche. Le mécontentement provoqué par le despotisme est général. Le clergé et les intellectuels sont partout hostiles. Les peuples se plaignent amèrement des charges fiscales et militaires et des souffrances infligées par le blocus continental.

**La Russie** se détache peu à peu de l'alliance française. **La Prusse** opère un énergique redressement militaire et politique. Le désir de l'unité nationale, réveillé par les réformes impériales, se retourne contre la France en Allemagne et en Italie. Les sociétés secrètes d'étudiants, de militaires et de francs-maçons se multiplient.

**L'exemple de l'Espagne** enfin encourage les opprimés et renforce les résistances nationales. En 1810, elle a paru un instant soumise, mais l'Angleterre débarque une armée en Portugal et les généraux Masséna, Marmont et Soult éprouvent de rudes échecs dans la péninsule.

*L'Angleterre prêche partout la révolte et suscite sans cesse de nouveaux adversaires à l'Empereur. En un mot, en 1811, malgré les apparences, la France et surtout l'Europe restent frémissantes sous l'étreinte de Napoléon. Elles sont maîtrisées, elles ne sont pas soumises.*



Cl. Braun.

EUGÈNE DE BEAUHARNAIS (1781-1824).

(Tableau de H. Scheffer, Versailles.)

Fils de Joséphine et du vicomte de Beauharnais, beau-fils de Napoléon, l'empereur le couvrit de titres et de dotations ; il lui fit épouser une fille du roi de Bavière. Chargé par l'empereur de défendre l'Italie, en 1814, puis rappelé en France, il se retira en Bavière après l'abdication. Aussi médiocre de caractère que de talent, il fut à l'égard de l'empereur l'un des plus ingrats. Un de ses fils épousa la reine de Portugal, une de ses filles, don Pedro, empereur du Brésil.





### 3. La rupture avec la Russie. a) Les causes. Les causes sont

à la fois personnelles, économiques et politiques. Napoléon avait songé à épouser la sœur d'Alexandre, mais devant le peu d'empressement du tsar à répondre à ses avances, il s'était retourné du côté de l'Autriche; Alexandre en avait conçu un certain dépit. La dépossession du duc d'**Oldenbourg**, son beau-frère, avait encore irrité le tsar, jaloux d'autre part du prestige de Napoléon.

De plus, le blocus continental était *très impopulaire* en Russie. La noblesse russe se plaignait de ne pouvoir vendre son blé et son bois. En 1810, le tsar accordait des licences pour faire du commerce avec l'Angleterre pendant qu'il frappait les produits français de droits très lourds. Enfin, la Russie, maîtresse de la Finlande et de la Bessarabie, convoitait Constantinople et la Pologne, mais se heurtait à l'opposition formelle de Napoléon.

b) Préparatifs. La guerre paraît inévitable. Les deux souverains s'y préparent activement. **Le tsar** gagne l'appui de la Suède en lui promettant la Norvège, signe la *paix de Bucarest* avec la Turquie pour libérer ses armées et essaie, sans succès d'ailleurs, de détacher la Pologne de Napoléon.

**Napoléon**, à l'entrevue de *Dresde*, s'efforce de resserrer ses liens avec les princes allemands; il oblige la Prusse et l'Autriche à marcher avec lui. Elles le font à contre-cœur et n'attendent qu'une occasion pour le trahir.

Les Russes avaient réuni une armée de plus de 200.000 hommes avec Barclay de Tolly et Bagration. Napoléon dirige sur l'Allemagne près de 600.000 hommes avec un millier de canons, l'*armée des vingt nations*, dont les deux tiers étaient étrangers et de fidélité médiocre.



### 4. La campagne de Russie.

a) **Napoléon** comptait sur une campagne courte, des victoires décisives et une *paix rapide*, mais l'immensité des territoires, l'hostilité farouche de la population et un climat meurtrier, aussi bien que la tactique et la ténacité russes, déjouèrent tous ses plans. Les Russes *refusent le com-*



bat, se dérobent sans cesse pour l'attirer toujours plus loin de sa base d'opérations et exténuer son armée par la fatigue et les privations.

**A Smolensk**, Napoléon croit tenir la bataille, mais les Russes s'échappent encore en incendiant la ville et en sacrifiant une arrière-garde de 15.000 hommes.



Arch. Photographiques.

#### NEY A L'ARRIÈRE-GARDE PENDANT LA RETRAITE DE RUSSIE.

(Tableau d'Yvon, Versailles.)

*Le maréchal saisit le fusil d'un blessé et fait le coup de feu comme un simple soldat. Napoléon avait quitté l'armée après l'avoir ramenée près de Wilno, rappelé à Paris par la nouvelle de la conspiration de Malet. Murat, chargé du commandement en chef, était découragé et ne songeait qu'à sauver son royaume. Il quitta lui aussi l'armée, en la laissant à Eugène de Beauharnais. Pratiquement personne ne donnait d'ordre.*

*Le peintre a accumulé ici les détails suggestifs : blessés dans un chariot, morts étendus nus dans la neige, femme avec son enfant ; toutes les armes sont mêlées ; au loin les Cosaques. Noter les différents mouvements des soldats pour le chargement du fusil.*

b) L'Empereur songe un instant à prendre ses quartiers à Smolensk, puis se résout à marcher sur Moscou ; déjà la maladie et la désertion ont affaibli son armée. Kutusof, qui a remplacé Barclay, décide de défendre la ville sainte et livre la furieuse bataille de la **Moskova** (5-7 septembre 1812). Les Russes étaient supérieurs en nombre ; l'acharnement fut inouï de part et d'autre. Les Français perdirent 30.000 hommes, les Russes deux fois plus et abandonnèrent

Moscou en l'incendiant. Toutes les ressources de la ville étaient anéanties. Napoléon *essaya de négocier*, mais le tsar refusa tout accommodement.

c) Napoléon, le 19 octobre, ordonne **la retraite**; il était trop tard. Il essaie de passer par le Sud pour ravitailler son armée, mais Kutusof lui barre obstinément la route et il doit reprendre le chemin dévasté de Smolensk. Le manque de vivres, les attaques incessantes des Cosaques surtout les rigueurs d'un hiver précoce et exceptionnel changent bientôt la retraite *en désastre*. Chaque jour, l'armée perdait par milliers les hommes qui *mouraient de faim et de froid*.

**Ney** fit des prodiges de valeur à l'arrière-garde. Kutusof à deux reprises, à Krasnoïé et à la Bérézina, essaya de détruire les débris de la Grande Armée. Au prix d'héroïques efforts, elle réussit à briser l'étreinte et seuls les traînards tombèrent aux mains de l'ennemi.

Désormais l'armée n'est plus qu'**une cohue**. Elle fuit au hasard, abandonnant armes, canons et bagages. Au milieu de décembre, elle atteint enfin Kowno. Sur près de 400.000 hommes qui avaient pénétré en Russie, *plus de 350.000 avaient disparu*.

**5. La sixième coalition.** Cette défaite était *grave de conséquences*. En France, le **général Malet**, en lançant le bruit de la mort de l'Empereur, faillit s'emparer du pouvoir. Napoléon quitte précipitamment l'armée, le 5 décembre, et rentre en hâte à Paris. En Europe, *tout le système politique de Napoléon s'écroule*. Le grand duché de Varsovie est envahi, le général prussien York neutralise son armée. Stein prescrit la levée en masse en Prusse orientale et soulève le pays contre la France. Il entraîne les ministres et le roi lui-même. Enfin, pour décider Alexandre à la guerre à outrance, la Prusse signe avec lui **le traité d'alliance de Kalisz** le 1<sup>er</sup> mars 1813, et l'Angleterre offre de larges subsides aux alliés. Le 16 mars 1813, le roi de Prusse déclarait la guerre et lançait un appel vibrant à son peuple. Quant à l'Autriche, elle n'attend plus que le moment favorable pour consommer sa trahison.

Avec une activité fébrile, **Napoléon reconstitue une nouvelle armée**.

Aux débris de la Grande Armée, il adjoint 100.000 hommes des classes antérieures qui n'avaient pas servi, 100 bataillons de gardes nationaux, 130 compagnies départementales et la classe 1813. Quatre régiments de cavalerie des gardes d'honneur s'équipent à leurs frais, enfin il rappelle une partie des troupes d'Espagne. Il prescrit la levée par anticipation de la classe 1814 pour tenir lieu de réserve.

Durant l'hiver, il achemine 350.000 hommes sur l'Allemagne, mais si ses soldats sont toujours admirables de courage et de dévouement, ils sont mal exercés, mal armés, trop jeunes et manquent d'endurance. *La cavalerie surtout est insuffisante* pour exploiter la victoire. L'empereur lui-même est affaibli et malade.

## 6. La campagne d'Allemagne. La guerre dure six mois; elle comprend deux campagnes séparées par un armistice.

Au mois de mai, Napoléon est **vainqueur à Lutzen et Bautzen**, mais le manque de cavalerie ne lui permet pas, comme après Iéna, de poursuivre l'ennemi sans répit et de l'anéantir. Les alliés cependant étaient découragés.

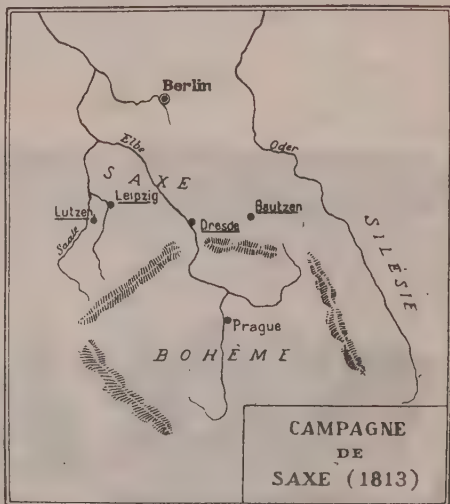
L'Autriche offre **sa médiation** au moment même où elle négocie une alliance avec la Prusse et la Russie. Napoléon accepte l'armistice

**de Pleiswitz** pour laisser reposer ses jeunes soldats exténués et rappeler d'Espagne ses cavaliers. D'autre part l'armistice permet aux alliés de se fortifier et donne à l'Autriche les délais nécessaires pour consommer sa défection. Le congrès réuni à **Praque** n'avait pas d'autre but. Enfin, le 12 août, l'Autriche déclarait la guerre à Napoléon et se joignait à la coalition.

A la reprise des hostilités, malgré son infériorité en nombre, Napoléon écrase encore l'armée de Bohême à

**Dresde**, mais ses lieutenants sont battus dans toute une série de combats locaux.

La bataille suprême se livre dans la plaine de **Leipzig** — la **bataille des Nations** — du 16 au 19 octobre 1813. Le premier jour, **Napoléon**, avec moins de 180.000 hommes, résiste avec succès à 320.000 alliés; le 17, Bernadotte amène 100.000 hommes de renfort à l'ennemi; le 18, malgré la trahison des contingents saxons en pleine bataille, l'armée se maintient sur ses nouvelles positions, mais elle est à bout de forces et de munitions. Il faut songer à la retraite. Elle s'opérait en bon ordre le 19, quand la destruction prématurée du pont sur l'Elster empêche les survivants de quatre corps d'armée de franchir la rivière. 20.000 hommes sont pris ou massacrés.



## 7. Les conséquences de la défaite.

**Napoléon** traverse en hâte l'Allemagne soulevée contre lui. Il écrase à **Hanau** une armée bavaroise qui essayait de lui couper

la retraite et rentre à Mayence avec 40.000 hommes malades ou exténués.

Toute l'Allemagne était **perdue**. La Confédération du Rhin s'écroulait ; tous les princes faisaient défection. Murat traitait avec l'Autriche pour sauver sa couronne. Le prince d'Orange rentrait dans la Hollande soulevée contre la domination française. L'Espagne aussi était perdue. Joseph avait été battu à **Vitoria** et, à la fin de 1813, Soult se bornait à organiser la frontière pour éviter l'invasion. C'était l'**écroulement du grand Empire**.

**A l'intérieur**, l'opposition relevait la tête. De Francfort-sur-Mein, les alliés adressaient officiellement à l'Empereur des offres de paix tout en étant bien résolus à ne pas traiter avec lui. Pour le compromettre devant l'Europe et la France, ils lançaient la fameuse déclaration : *Paix à la France, guerre à Napoléon*. L'opinion trompée crut vraiment que Napoléon était le seul obstacle à la paix et lui devint hostile. Les royalistes reprenaient espoir et Talleyrand multipliait ses intrigues.



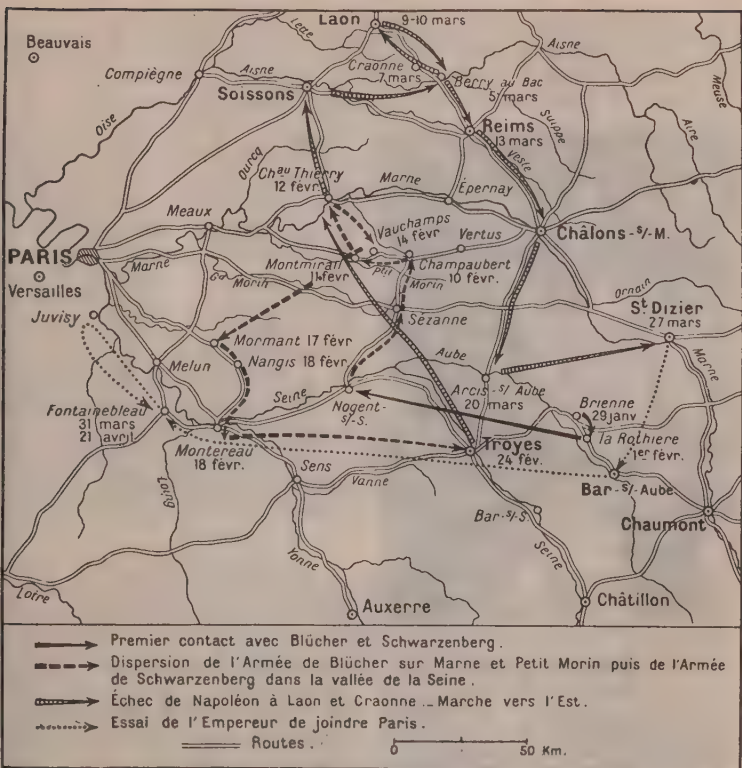
1814

(Tableau de Meissonier.)

**8. La campagne de France.** a) **L'invasion.** Cinq armées ennemies franchirent la frontière à la fin de décembre 1813 : **Wellington** assiège Bayonne et se prépare à marcher sur Bordeaux et Toulouse ; **Bubna** traverse la Suisse et se dirige sur Lyon ; **Bernadotte** descend par la Hollande et la Belgique ; **Blücher** par Coblenz et Mayence, **Schwarzenberg** par Bâle. Ces trois dernières armées ont pour objectif Paris.

**Napoléon** n'avait guère que 70.000 hommes à opposer aux 260.000 de Blücher et de Schwarzenberg. Ces jeunes conscrits « ces Maries-Louises », mal équipés et à peine exercés, furent dignes des vétérans de la Grande Armée et accomplirent des prodiges de valeur.





CAMPAGNE DE FRANCE 1814

b) **Les succès.** Ils refoulent les Russes à **Saint-Dizier** et forcent les Prussiens à reculer à **Brie** (29 janvier) mais, le 1<sup>er</sup> février, les Autrichiens et Prussiens réunis, quatre fois supérieurs en nombre, les battent à la **Rothière**. La situation était grave. Napoléon profite de la division de l'ennemi en deux colonnes pour fondre sur les divers corps prussiens à **Champaubert**, **Montmirail**, **Château-Thierry** et **Vauchamps**. En cinq jours (10-14 février) il les bat quatre fois, fait 30.000 prisonniers, met 20.000 hommes hors de combat et les rejette sur Châlons. Il se retourne ensuite contre Schwarzenberg, l'arrête à **Mornant** et **Nangis**, le force à évacuer Montereau et le refoule sur **Troyes** et **Chaumont**.

Un moment, la coalition parut démoralisée et prête à se dissoudre, mais, sous l'impulsion de l'Angleterre, les alliés, par le **pacte de Chaumont**, s'engagent à ne pas conclure de paix séparée.

c) **Les échecs.** Les armées alliées renforcées reprennent leur marche sur Paris. **Napoléon s'élance contre Blücher** qui remonte en hâte vers le Nord. La reddition de Soissons lui permet de s'échapper et, si Napoléon le repousse à Craonne, il ne peut le déloger de Laon.



Cl. Builoz.

SCHWARZENBERG (1771-1820).

(Portrait, par Gérard.)

Soldat et diplomate autrichien. Sa vie militaire commence en Turquie. Elle se continue par la lutte contre la France, et il est de toutes les campagnes depuis 1794 jusqu'à 1814. En 1812, il commande le corps auxiliaire autrichien qui accompagne la Grande Armée. Généralissime des armées coalisées en 1814.

GÉRAKD est un portraitiste quasi officiel sous l'Empire et la Restauration. Élève de David, il peignit la plupart des chefs alliés pendant l'occupation de Paris en 1815.

Il se retourne alors contre **Schwarzenberg**, écrase à Reims un corps russe, mais à Arcis-sur-Aube ses 28.000 hommes sont obligés de reculer devant les 100.000 Autrichiens de son adversaire.

Ses lieutenants ne sont pas plus heureux. **Augereau** est battu à Poligny par Bubna qui arrive le 21 mars à Lyon. **Soult**, repoussé à Orthez par Wellington, doit reculer sur Toulouse.

Napoléon conçoit alors le **plan audacieux** de se retirer en Lorraine, de rallier les garnisons des places fortes et de couper les communications des alliés. Ceux-ci étaient déjà très inquiets, quand les progrès de l'opposition royaliste à Paris les décidèrent à marcher directement sur la capitale. Marmont et Mortier sont écrasés à la **Fère-Champenoise** le 25 mars. Le 30 mars, après une bataille désespérée, **Paris capitulait.**

## 9. Écroulement de l'Empire.

Napoléon revenait en hâte pour organiser la résistance. *Il arriva trop tard* et dut se replier sur **Fontainebleau**. Talleyrand décide le tsar à ne pas traiter avec l'Empereur. Nommé chef du Gouvernement provisoire, il fait voter le 3 avril la **déchéance**. Napoléon veut tenter un dernier effort, les soldats sont pleins d'ardeur, mais les maréchaux refusent de marcher. Sur leurs instances, *il abdique en faveur du roi de Rome*, le 4 avril; mais, après la défection de Marmont, le tsar exige une abdication pure et simple (6 avril). Par le **traité de Fontainebleau**, Napoléon garde son titre d'Empereur, reçoit la souveraineté de l'île d'Elbe et la promesse d'une pension annuelle de deux millions. Après les adieux émouvants à la vieille garde, il quitte Fontainebleau le 20 avril 1814.



Cl. Braun.



Cl. Bulloz.

NAPOLÉON SIGNE SON ABDICATION LE 4 AVRIL 1814, PUIS LE 20 AVRIL  
IL FAIT SES ADIEUX A SA GARDE.

(Tableau d'Horace Vernet.)



Cl. Bulloz.

## L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE (1791-1847).

(Tableau de Gérard, Musée de Versailles.)

Fille de l'empereur François II, le vaincu d'Austerlitz, nièce par conséquent de Louis XVI et de Marie-Antoinette, elle épousa l'empereur Napoléon le 1<sup>er</sup> avril 1810, elle en eut un fils le 20 mars 1811. Régente en 1813 et 1814. Quand les alliés arrivèrent près de Paris, elle se réfugia à Blois, puis à Orléans. Duchesse de Parme en 1814. Après la mort de Napoléon, elle épousa le comte de Neipperg, dont elle eut plusieurs enfants. Physionomie molle et inintelligente. Elle n'aima jamais vraiment l'Empereur et ne paraît pas avoir souffert le moins du monde d'en être séparée. Ce n'était qu'une pauvre femme, matérielle et vulgaire, incapable de se grandir à la hauteur de son destin.

Révolution et de l'Empire et était ramenée à ses limites du 1<sup>er</sup> janvier 1792. Elle conservait cependant un tiers de la Savoie et les anciennes enclaves d'Avignon, de Montbéliard et de Mulhouse.

Le sort de la France fut réglé par le **traité de Paris**, le 30 mai 1814. Dès le 23 avril, le comte d'Artois livrait aux alliés les 54 forteresses que nous occupions encore hors de France, avec tout leur matériel, plus de 10.000 canons et 43 vaisseaux réunis à Anvers. Au traité de Paris, la **France perdait**, avec ses anciennes colonies, tout le bénéfice des conquêtes de la



Cl. Braun.

## LE ROI DE ROME (1811-1832).

(Portrait par Lawrence.)

Proclamé roi de Rome à sa naissance, cet enfant, qui fit l'orgueil de son père, fut séparé de lui en 1814 et vécut dès lors à la cour d'Autriche sous le nom de duc de Reichstadt. Comme son cousin, le petit Louis XVII, il a sa légende sentimentale. C'est « l'Autoglion ». Il mourut tuberculeux.

## RÉSUMÉ

1. L'Empire français en 1811 compte 70 millions d'habitants, comprend 130 départements et s'étend de Hambourg à Rome et l'Europe presque tout entière reconnaît le protectorat ou subit l'alliance de Napoléon.



2. L'avenir cependant reste incertain. Le système familial a fait faillite. Toute l'Europe souffre du blocus continental, le mécontentement se généralise et le sentiment national se réveille dans tous les pays. L'Angleterre, farouchement hostile, prêche partout la révolte.

3. La rupture avec la Russie marque le déclin de Napoléon qui ne parvient pas à triompher de la ténacité russe. Le froid et la faim ont raison de la Grande Armée et la retraite se transforme en désastre.

4. La campagne d'Allemagne est aussi malheureuse et, malgré les victoires de Lutzen et Bautzen, une nouvelle coalition se forme. Après l'armistice de Pleßwitz, l'Autriche déclare la guerre. Napoléon triomphe encore à Dresde, mais ses lieutenants sont battus et lui-même est écrasé à Leipzig.

5. Toute l'Allemagne se soulève pendant qu'à l'intérieur l'opposition relève la tête. Napoléon fait preuve d'une merveilleuse activité. S'il ne parvient pas avec une armée très inférieure en nombre à empêcher l'invasion, du moins il remporte de brillants succès sur les alliés à Champaubert, Montmirail, Vauchamp, Montereau, mais il ne peut déloger Blücher de Laon, ni refouler Schwarzenberg à Arcis-sur-Aube, ni arrêter la marche de l'ennemi sur Paris.

6. Abandonné par ses maréchaux, il est contraint d'abdiquer à Fontainebleau. Il conserve son titre d'Empereur et reçoit la souveraineté de l'île d'Elbe. Au traité de Paris, la France perd toutes les conquêtes de la Révolution et de l'Empire.

---

## LECTURES

### 1. — La retraite de Russie.

I. — L'Empereur et sa suite. « Vêtu d'une pelisse de velours fourrée et la tête couverte d'un bonnet de même étoffe, il marchait à pied, un long bâton à la main, donnant le bras à Murat, à qui le froid et notre triste position n'avaient pas enlevé l'air d'assurance et de gaieté qui lui était naturel. Il souriait en parlant à l'Empereur et la contenance grotesque, la figure transie des personnes qui l'accompagnaient, pouvaient facilement prêter à ses plaisanteries. En avant de lui marchait le maréchal Berthier, vêtu d'une redingote bleue, et qui paraissait ne trouver rien de plaisant dans sa situation actuelle... Une voiture suivait l'Empereur, c'était, je crois, tout ce qui restait de ses brillants équipages. »

(GICQIS, *Mémoires*, II, p. 140.)

« Tout cela était suivi de sept à huit cents officiers, sous-officiers, marchant en ordre et portant, dans le plus grand silence, les aigles des régiments auxquels ils avaient appartenu et qui les avaient tant de fois conduits à la victoire. C'étaient les débris de plus de 60.000 hommes. Venait ensuite la garde impériale à pied, marchant toujours en ordre. »

(BOURGOGNE, *Mémoires*, p. 202.)

**II. — La Grande Armée.** « Le froid, qui avait commencé le 7 novembre, s'accrut brusquement et du 14 au 15 et au 16 le thermomètre marqua 18 au-dessous de zéro. Les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train, périsaient toute la nuit non par centaines, mais par milliers.... Plus de 30.000 chevaux périrent en peu de jours; notre cavalerie se trouva toute à pied; notre artillerie et nos transports se trouvaient sans attelages. Il fallut démonter et détruire une bonne partie de nos pièces et de nos munitions de guerre et de bouche... Sans artillerie, nous ne pouvions risquer une bataille et attendre de pied ferme. Il fallait marcher pour ne pas être contraints à une bataille que le défaut de munitions nous empêchait de désirer. Il fallait occuper un certain espace pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui liât et éclairât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif, subitement venu, rendit notre situation fâcheuse ».

(29<sup>e</sup> bulletin de la grande armée.)

## 2. — Entrevue de Napoléon et de Metternich à Dresde, 26 juin 1813.

... Napoléon m'attendait, debout au milieu de son cabinet, l'épée au côté, le chapeau sous le bras. Il s'avança vers moi avec un calme affecté... Bientôt ses traits s'assombrirent et, se plaçant devant moi, il me parla en ces termes : « Ainsi vous voulez la guerre : c'est bien, vous l'aurez. J'ai anéanti l'armée prussienne à Lutzen; j'ai battu les Russes à Bautzen; vous voulez avoir votre tour. Je vous donne rendez-vous à Vienne...

— La paix et la guerre, répondis-je, sont dans les mains de Votre Majesté. Le sort de l'Europe, son avenir et le vôtre, tout cela dépend de vous seul. Entre les aspirations de l'Europe et vos désirs, il y a un abîme. Le monde a besoin de la paix. Pour assurer cette paix, il faut que vous rentriez dans les limites qui sont compatibles avec le repos commun, ou que vous succombiez dans la lutte. Aujourd'hui, vous pouvez encore conclure la paix : demain, il serait peut-être trop tard...

— Eh bien ! qu'est-ce donc qu'on veut de moi ? me dit brusquement Napoléon. Que je me déshonore ! Jamais ! Je saurai mourir, mais je ne céderai pas un pouce de territoire...

*Metternich lui objecte que son armée veut la paix.* « Non, ce n'est pas l'armée, dit Napoléon en m'interrompant vivement, ce sont mes généraux qui veulent la paix. Je n'ai plus de généraux. Le froid de Moscou les a démoralisés. J'ai vu les plus braves pleurer comme des enfants... Il y a quinze jours, je pouvais encore faire la paix; aujourd'hui je ne le puis plus. J'ai gagné deux batailles, je ne ferai pas la paix... »

*Napoléon ne craint pas la Russie et la Prusse, il demande simplement à l'Autriche sa neutralité...* « L'Empereur (d'Autriche), répondis-je, a offert aux puissances sa médiation, non sa neutralité. La Russie et la Prusse ont accepté sa médiation; c'est à vous de vous prononcer aujourd'hui même, ou bien vous accepterez la proposition que je viens de vous faire et nous fixerons un temps pour la durée de la négociation, ou bien vous la refuserez et l'Empereur mon maître se considérera comme libre dans ses résolutions et dans son attitude... » (Le lendemain 27 juin l'Autriche concluait avec la Russie et la Prusse un accord secret et le 12 août se joignait à la coalition.)

(Extrait des *Mémoires de Metternich*. Plon, édit., t. I.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les divers États de l'Europe napoléonienne ? — Quelle est l'étendue de l'Empire français ? — Quels sont les*

autres pays qui directement ou indirectement relèvent de Napoléon ? — Comment les idées françaises se sont-elles répandues en Europe ? — Pourquoi l'avenir reste-t-il incertain ? — D'où viennent les diverses oppositions ? — Quelles sont les causes de la rupture avec la Russie ? — Quels sont les préparatifs de guerre ? — Quelle est l'importance des armées ? — Pourquoi le plan de Napoléon échoue-t-il ? — Quelles sont les premières opérations militaires ? — Pourquoi la retraite ? — Quel en fut le résultat ? — Quel est l'état de l'opinion en France et en Allemagne ? — Que savez-vous sur les agissements de la Prusse ? — Quels sont les préparatifs de Napoléon ? — Comment se divise la campagne d'Allemagne ? — Que savez-vous sur les premières opérations ? sur l'armistice de Pleiswitz ? — Que fait l'Autriche ? — En quoi consiste la bataille de Leipzig ? — Quelles en sont les conséquences ? — Quelle est l'attitude des alliés à Francfort ? — Quelles sont les armées qui envahissent la France ? — Que peut leur opposer Napoléon ? — Quels sont les débuts de la campagne de France ? — Quelles sont les victoires de Napoléon ? ses échecs ? son nouveau plan ? — Qu'est-ce qui favorise les alliés ? — Quelles sont les conséquences de la prise de Paris ? — Que devient Napoléon ? — Quelles sont les clauses du traité de Paris ?



NAPOLÉON A BAUTZEN

Nuit du 20 au 21 mai 1813

## CHAPITRE X

### La liquidation de l'Empire.

La chute de Napoléon est suivie de la Restauration de la royauté, mais le retour offensif de l'Empereur — les Cent Jours — provoque une crise nouvelle qui se termine par la défaite de Waterloo, l'exil à Sainte-Hélène et le deuxième traité de Paris. La France en sort amoindrie, humiliée et ruinée. Cependant, au Congrès de Vienne, les souverains se partagent les dépouilles de Napoléon, sans se soucier des aspirations des peuples, et dressent, pour leur seul avantage, la nouvelle carte de l'Europe.

#### 1. La Restauration de Louis XVIII.

Cette Restauration ne fut pas le résultat d'un mouvement national : la France *avait oublié* les Bourbons. Elle fut l'aboutissement d'une intrigue politique préparée par Talleyrand et les royalistes et acceptée par les alliés. La nation, lasse de la guerre et du despotisme impérial, accueillit le nouveau roi froidement, mais sans résistance.

**Louis XVIII**, par la déclaration de Saint-Ouen — 2 mai — écarte la Constitution votée par le Sénat et, un mois plus tard, **octroie une Charte** qui établit la monarchie constitutionnelle, garantit l'égalité sociale et les diverses libertés, maintient les titres, grades et pensions acquises et rassure les possesseurs de biens nationaux.

**Les Bourbons** cependant deviennent rapidement impopulaires. La *perte des frontières naturelles* avait été très sensible à l'opinion. A l'intérieur, *des mesures impolitiques* faisaient craindre le rétablissement de l'Ancien Régime.

Le roi datait la Charte de la 19<sup>e</sup> année de son règne, il maintenait les droits réunis et laissait les émigrés inquiéter les acquéreurs de biens nationaux. Il mécontentait surtout l'armée : *le drapeau tricolore était remplacé par le drapeau blanc*; 12.000 officiers étaient placés en demi-solde, alors qu'on réintérait dans les cadres, avec un avancement scandaleux, des émigrés qui avaient combattu contre la France. Très vite *le mécontentement* gagna toutes les classes de la société.

#### 2. Le retour de Napoléon.

**Napoléon** avait paru d'abord se résigner à son minuscule royaume de l'**île d'Elbe**, mais l'Europe ne tenait pas ses engagements envers lui.



Sa pension n'était pas payée et on empêchait sa femme et son fils de le rejoindre. A Vienne, on parlait de le déporter à Sainte-Hélène. D'autre part, il était au courant des mouvements de l'opinion, de l'impopularité des Bourbons et du mécontentement du pays.



Cl. Braun.

## LE RETOUR DE L'ÎLE D'ELBE.

(Composition de Steube.)

*Dans un décor de montagnes (Napoléon en effet voulut éviter de passer par la Provence royaliste et remonta vers Grenoble par la route des Alpes), les soldats et les villageois acclament l'empereur. Un soldat, à genoux, lui tend une aigle impériale qu'il a cachée et gardée comme une relique.*

Soudain, le 26 février 1815, il quitte son île avec une petite troupe, évite la flotte anglaise et débarque à l'improviste au **golfe Juan**, le 1<sup>er</sup> mars. *En vingt jours, il reconquiert la France.* Il évite la Provence royaliste et se jette dans les Alpes. En avant de Grenoble, un bataillon envoyé pour l'arrêter l'acclame et se joint à lui. **La Bédoyère** lui amène son régiment; la ville de *Grenoble* lui ouvre ses portes. Le 10 mars, follement acclamé, il entre à *Lyon*; le 17, le maréchal **Ney** le rejoint à Auxerre et, le 20 mars, il fait **une entrée triomphale à Paris** pendant que Louis XVIII s'enfuit en toute hâte en Belgique.

Pour conserver les sympathies populaires, il s'efforce de pratiquer une *politique libérale*. **L'Acte additionnel** aux Constitutions de l'Empire établit un régime constitutionnel et garantit les libertés politiques,



Cl. Bulloz.

WELLINGTON (1769-1852).

(Portrait, par Gérard.)

L'expression insolente et volontaire du visage trahit bien le caractère de l'homme. Wellington servit d'abord aux Indes, puis en Espagne, où, retranché sur les lignes de Torrès-Vedras, il tint Junot en échec et finalement l'obligea à évacuer le Portugal (1808). Par des prodiges de ténacité et de sang-froid il réussit à se maintenir dans ses lignes de Torrès-Vedras, jusqu'en 1813. Il en sortit pour reconquérir l'Espagne et envahir le Sud de la France.

Chef de l'armée anglaise de Belgique, c'est lui qui reçut à Waterloo le choc de l'armée de Napoléon. Il dut tenir jusqu'à l'arrivée des Prussiens. Sa fermeté lui valut le nom de Ironduke, le duc de fer. Après 1815 il joua un rôle important dans l'histoire intérieure de son pays. Conservateur, il n'en fut pas moins partisan de l'émancipation des catholiques.

Les Anglais le traitaient, à la fin de sa vie, comme une relique très vénérable, et la reine Victoria prenait volontiers ses conseils.

la Russie. Mais aussitôt la **coalition de l'Europe** se reforme contre lui. Dès le 13 mars, les alliés mettent Napoléon au ban de l'Europe et renouvellent le **pacte de Chaumont**. La guerre est inévitable. 220.000 Anglo-Prussiens se concentrent près de Namur.

Napoléon pense surprendre ses adversaires en prenant l'offensive avec 125.000 hommes le 15 juin.

mais l'enthousiasme des premiers jours tombe très vite, les libéraux se défient, les royalistes relèvent la tête et la masse de la nation s'abstient de prendre part au plébiscite.

### 3. Waterloo. A l'extérieur, Napoléon cherche à

rassurer les puissances en annonçant des *intentions pacifiques* et essaie de brouiller les alliés en publiant le traité secret conclu entre l'Autriche, l'Angleterre et les Bourbons contre la Prusse et



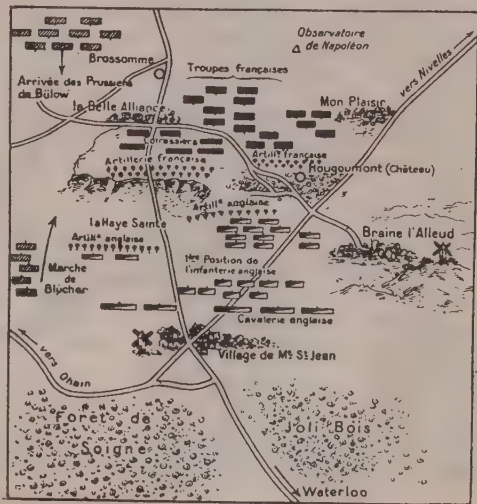
Cl. Braun.

LE GÉNÉRAL BLÜCHER (1742-1819).

(Gravure anglaise d'après un dessin de la princesse Wilhelmine de Prusse.)

Mecklenbourgeois passé au service de la Prusse. Blücher se battit contre la France en 1793-1794, en 1806 où il fut vaincu à Auerstaedt, prisonnier quelques semaines plus tard, commanda en chef l'armée prussienne pendant la campagne de France ; battu à Ligny par Napoléon en 1815, arriva à temps à Waterloo pour décider de la victoire.

Le 16 juin, pendant que **Ney** contient Wellington, **Napoléon** bat **Blücher** à Ligny mais sans pouvoir l'écraser. Il charge **Grouchy** de le poursuivre et se retourne contre Wellington fortement retranché sur le mont Saint-Jean, en avant de Waterloo. Le 18, la bataille s'engage à midi. Un premier assaut de l'infanterie échoue et bientôt un premier corps prussien vient renforcer les Anglais. Napoléon lance alors sa cavalerie qui *quatre fois* monte à l'assaut et quatre fois est obligée de rétrograder. Cependant, sous le choc de la Garde, l'ennemi commence à fléchir quand arrivent en masse les 60.000 Prussiens de **Blücher** que **Grouchy** a laissés échapper. L'armée française n'ayant plus de réserves et à bout de forces est contrainte de lâcher pied. Seuls, les débris de la vieille garde, formés en carrés sous le commandement de **Cambonne**, tiennent tête avec une énergie farouche et désespérée. C'est la défaite.



PLAN DE LA BATAILLE DE WATERLOO.

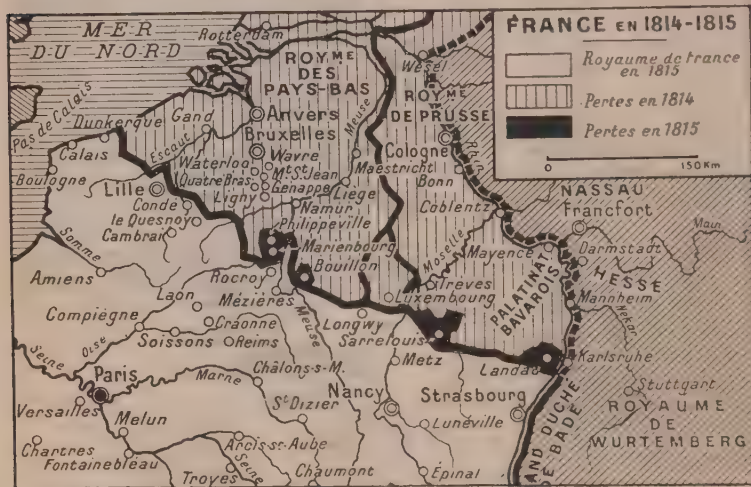
**4. Sainte-Hélène.** **Napoléon** rentre à Paris le 21 juin, bien résolu à continuer la lutte. Mais l'opinion est hostile; Fouché prépare le retour des Bourbons, La Fayette décide la Chambre à exiger l'abdication.

Découragé, **Napoléon** abdique pour la seconde fois le 22 juin en faveur de son fils, le roi de Rome; la Chambre ne tint pas compte de cette désignation. Les alliés marchent sur Paris qui capitulera le 3 juillet. Napoléon avait quitté la capitale le 29 juin pour Rochefort où il comptait s'embarquer pour l'Amérique, mais une escadre anglaise bloque le port.

Alors **Napoléon** se livre à l'Angleterre qui le traite en prisonnier de guerre et le déporte à Sainte-Hélène, sous la surveillance tracassière et mesquine de Hudson Lowe. Napoléon meurt à cinquante-deux ans, le 5 mai 1821.

## 5. Second traité de Paris. L'aventure des Cent-Jours coûta

cher au pays. Les alliés mirent la France en coupe réglée. La Prusse et plusieurs princes allemands voulaient la *démembrer*; l'Angleterre et la Russie par calcul politique s'y opposèrent, mais tous furent d'accord pour lui imposer de **dures conditions** territoriales, militaires et financières. On lui enleva le reste



LA FRONTIÈRE NORD DE LA FRANCE APRÈS LE SECOND TRAITÉ DE PARIS

de la Savoie et quatre places fortes importantes : Philippeville, Marienbourg, Sarrelouis et Landau, pour ouvrir des routes faciles à une invasion. Enfin, la France devait payer une indemnité de 700 millions et entretenir à ses frais, pendant cinq ans, dans la région de l'Est, une armée de 150.000 étrangers.

## 6. Le Congrès de Vienne. Pour régler le sort des territoires

enlevés à Napoléon, les alliés avaient prévu la réunion d'un congrès à Vienne.

Les principaux souverains et plus de deux cents diplomates y parurent. Ce fut l'occasion de nombreuses fêtes et réjouissances diverses. « Le congrès ne marche pas, disait-on, il danse. » Les grandes questions furent toutes réglées en **conférences secrètes**.

Les alliés avaient décidé de tenir la France à l'écart. Déjà ils s'étaient entendus pour former avec la Hollande et la Belgique un royaume des



Pays-Bas et pour attribuer le nord de l'Italie à l'Autriche et la rive gauche du Rhin à la Prusse et à la Bavière. Trois questions plus difficiles à résoudre restaient réservées : la Saxe, la Pologne et Naples.

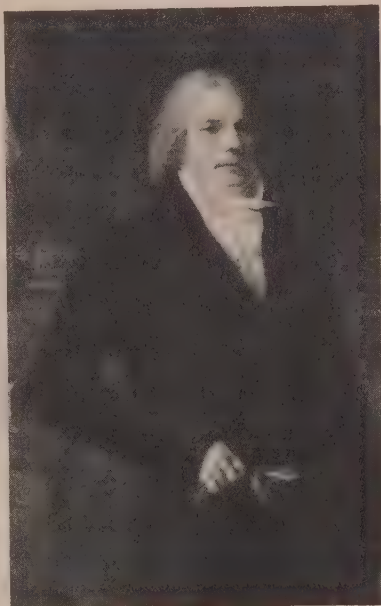
La prise d'armes de Murat et sa défaite à Tolentino, le 19 mai 1815, facilitèrent la remise de Naples aux Bourbons. Pour la Saxe et la Pologne, Talleyrand exploita habilement les dissentiments des alliés. Il s'unit aux puissances secondaires laissées de côté comme la France et, avec elles, il obtint d'avoir part aux discussions.

Il proclame le désintéressement de la France et se fait le champion de la **légitimité monarchique**. La Russie voulait toute la Pologne, la Prusse toute la Saxe, dont le souverain aurait été indemnisé sur la rive gauche du Rhin. Talleyrand réussit à conclure avec l'Angleterre et l'Autriche un **traité secret** contre ces deux puissances. La Russie dut partager la Pologne avec la Prusse et l'Autriche. Le roi de Saxe conserva une partie de ses États; mais, en compensation, la Prusse obtint la plus grande partie de la Rhénanie. C'était un succès pour Talleyrand, mais un succès qui devait, dans l'avenir, avoir de **fâcheuses conséquences** pour la France.

## 7. Règlements territoriaux.

L'acte final du Congrès de Vienne, qui fut signé le 9 juin 1815, réglait l'organisation territoriale de l'Europe.

L'Angleterre acquérait définitivement l'empire des mers. Elle gardait Malte et les îles Ioniennes, ainsi que les colonies enlevées à la Hollande, à l'Espagne et à la France.



Cl. Bulloz.

TALLEYRAND (1754-1838).

(D'après un portrait de Prud'hon.)

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord était cadet de grande famille et boiteux. On en fit, sans vocation, un ecclésiastique. Évêque d'Autun en 1788, il prêta serment à la Constitution civile, puis, sans bruit, quitta la vie et l'habit ecclésiastique. Employé à diverses missions pendant la Révolution, on le retrouve intrigant en faveur de Bonaparte à la veille du 18 brumaire. Il trahit l'empereur à Erfurt. En 1814 il fut le grand artisan de la première Restauration. Envoyé par Louis XVIII au Congrès de Vienne, il y joua un rôle de premier plan, et il essaya de rebâtir une Europe, à la mode de l'ancien régime : équilibre européen, dissociation du corps germanique, union des petites puissances autour de la France.

C'était un homme d'une vive intelligence, dont les « mots » sont restés célèbres, mais sans aucune dignité de caractère, affamé d'argent et d'honneurs, prêt à tout trahir. Il essaya, toute sa vie, d'oublier qu'il était prêtre et évêque, sans y parvenir et c'est, au fond, le grand drame de cette existence. Le portrait a été peint en 1809.

# L'EUROPE

après les Traités

— de 1815 —



*Territoires appartenant  
au royaume de Prusse*



*Empire d'Autriche*



*Limites de la Confédération  
germanique*





**La Russie** s'agrandissait de la Finlande, de la majeure partie du grand duché de Varsovie et de la Bessarabie.

**L'Autriche** récupérait le Tyrol, l'Istrie, l'Illyrie, la Dalmatie et le nord de l'Italie et elle renonçait à la Belgique.

**La Prusse** gardait la Posnanie, une partie de la Saxe, la Poméranie suédoise, la Westphalie, le grand duché de Berg et une grande partie de la rive gauche du Rhin.

**L'Espagne et le Portugal** étaient rendus à leurs souverains. Dans l'Europe occidentale on **renforça** le royaume des Pays-Bas formé de la Belgique et de la Hollande. La confédération helvétique fut **agrandie** de trois nouveaux cantons : Genève, Neuchâtel, le Valais. Le royaume de Sardaigne recouvrait la Savoie, Nice, le Piémont et acquérait Gênes.

Au Nord, **la Norvège** fut enlevée au Danemark et donnée à la Suède. Le roi de Danemark reçut en compensation, mais à titre personnel, le Holstein et le Lauenbourg.

**L'Italie** restait une *expression géographique* et se composait de *sept États* distincts : Naples, les États de l'Église, la Toscane, la Sardaigne, rendus à leurs anciens possesseurs, Parme donné à l'impératrice Marie-Louise, Modène à un archiduc autrichien et le royaume Lombard-Vénitien à l'Autriche.

**L'Allemagne** formait une Confédération germanique de 39 États. L'Autriche et la Prusse en faisaient partie pour leurs États allemands. Elle était **présidée par l'Autriche** et la diète siégeait à **Francofort**.

Cette réorganisation de l'Europe qui avait pour but de satisfaire les **ambitions des souverains** ne tenait aucun compte des aspirations des peuples. Aussi le **mécontentement** fut-il très vif, non seulement en France mais aussi en Pologne et en Belgique qui réclamaient leur indépendance, ainsi qu'en Italie et en Allemagne qui aspiraient à réaliser leur unité nationale.

## RÉSUMÉ

1. Louis XVIII, rétabli par les alliés, accorde à la France un régime assez libéral. Dominé par son entourage, il ne sait pas éviter certaines mesures impolitiques qui très vite lui aliènent les diverses classes de la société.

2. Napoléon en profite pour ressaisir le pouvoir par un audacieux coup de main. Ses tentatives de politique libérale et pacifique ne rassurent personne et les alliés mettent l'Empereur au ban de l'Europe.

3. Napoléon décide alors de prendre l'offensive en Belgique. Il bat les Prussiens à Ligny, mais est écrasé à Waterloo et obligé d'abdiquer. Il se livre à l'Angleterre qui le relègue à Sainte-Hélène où il meurt six ans plus tard.



4. La France doit signer le 2<sup>e</sup> traité de Paris qui mutilé encore ses frontières et lui impose, avec l'occupation étrangère, une lourde indemnité de guerre.

5. Le Congrès de Vienne partage les dépouilles de Napoléon entre les alliés. Tout est réglé en conférences secrètes, mais Talleyrand met à profit les dissensions des puissances pour rompre l'isolement de la France et jouer un rôle important dans le règlement des compétitions diverses.

6. Les grandes puissances remanient à leur profit la carte de l'Europe sans tenir compte des droits des peuples et leur œuvre suscite de vifs mécontentements en France, en Belgique, en Pologne, en Allemagne et en Italie.

---

## LECTURES

### 1. — Le mécontentement des « demi-solde » et de l'armée.

Je me casai, écrit le capitaine Coignet, dans un modique logement que je ne payais pas. Je louai un lit de sangle, un matelas; dans cette maison inhabitée, par bonheur, il y avait une petite écurie pour mon cheval... Le 1<sup>er</sup> du mois, il fallait se présenter chez le payeur pour recevoir ses 73 francs. On nous retint deux et demi pour cent d'avance sur notre croix, et tout doucement ils frappèrent le grand coup : ils nous retinrent 125 francs par an sur notre légion d'honneur et toujours deux et demi pour cent, de manière que la demi-solde se trouvait réduite au tiers.

(COIGNET, *Cahiers*, p. 273.)

En rentrant dans leurs foyers, pauvres, humiliés (*les demi-solde*) avaient encore à subir les défiances des agents du nouveau pouvoir et le mépris de cette foule de nobles, la plupart anciens émigrés, qui mettaient, au nombre de leurs droits et jouissances, le plaisir de calomnier la gloire militaire et de flétrir du nom de révolte les héroïques efforts des Français pour sauver leur patrie du joug étranger. La plupart des généraux qu'on avait conservés, ceux mêmes qui commandaient les divisions militaires, sentirent bientôt à l'accueil qu'ils recevaient à la Cour, que le jour n'était pas éloigné où ils seraient écartés, pour faire place aux royalistes, dont on payait la longue oisiveté par l'accumulation de tous les grades...

(LAVALETTE, *Mémoires et souvenirs*, p. 323.)

La plupart des régiments persévéraient dans leur amour pour Napoléon et dans leur haine pour les Bourbons. Je me rappelle que, logeant à l'hôtel de l'Écu, à Montluçon, je trouvai l'aubergiste encore tout scandalisé des propos d'un colonel de hussards dont le régiment avait passé la veille dans cette ville. « Votre dîner est cher, avait dit ce colonel; est-ce que la viande coûte beaucoup ici?... A Paris, elle est à bon marché : pour un napoléon on a un gros cochon. »

(PUYMAIGRE, *Souvenirs*, p. 181.)

## 2. — Proclamations de Napoléon au retour de l'île d'Elbe.

**I. A l'armée.** Soldats, dans mon exil, j'ai entendu votre voix.... Votre général, porté au trône par le choix du peuple et élevé sur vos pavois, vous est rendu : venez le joindre.

Arrachez ces couleurs que la nation a prosrites et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore : vous la portiez dans nos grandes journées.... Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland.....

Soldats! Venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef.... La victoire marchera au pas de charge; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame..... Vous serez les libérateurs de la patrie.....

**II. Au peuple français.** ..... Élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime..... Français, dans mon exil, j'ai entendu vos plaintes et vos vœux; vous réclamiez ce gouvernement de votre choix qui seul est légitime. Vous accusiez mon sommeil, vous me reprochiez de sacrifier à mon repos les grands intérêts de la Patrie.

J'ai traversé les mers au milieu des périls de toute espèce; j'arrive parmi vous pour reprendre mes droits qui sont les vôtres. Tout ce que des individus ont fait, écrit ou dit depuis la prise de Paris, je l'ignorerai toujours, cela n'influera en rien sur le souvenir que je conserve des services importants qu'ils ont rendus.

## 3. — Napoléon au lendemain de Waterloo espère encore.

*Au roi Joseph.*

*Philippeville, 19 juin 1815.*

Tout n'est point perdu. Je suppose qu'il me resterait, en réunissant mes forces, 150.000 hommes. Les fédérés et les gardes nationaux qui ont du cœur me fourniront 100.000 hommes; les bataillons de dépôt 50.000. J'aurai donc 300.000 hommes à opposer de suite à l'ennemi. J'attellerai l'artillerie avec des chevaux de luxe; je lèverai 100.000 conscrits; je les armerai avec les fusils des royalistes et des mauvaises gardes nationales; je ferai lever en masse le Dauphiné, le Lyonnais, la Bourgogne, la Lorraine et la Champagne, j'accablerai l'ennemi. Mais il faut qu'on m'aide et qu'on ne m'étourdisse point. Je vais à Laon : j'y trouverai sans doute du monde. Je n'ai point entendu parler de Grouchy; s'il n'est pas pris, comme je le crains, je puis avoir dans trois jours 50.000 hommes. Avec cela j'occuperai l'ennemi et je donnerai le temps à Paris et à la France de faire leur devoir. Les Autrichiens marchent lentement; les Prussiens craignent les paysans et n'osent pas trop s'avancer : tout peut se réparer encore. Écrivez-moi l'effet que cette horrible échauffourée aura produit dans la Chambre. Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir, dans cette grande circonstance, est de se réunir à moi pour sauver la France. Préparez-les à me seconder dignement. Surtout, du courage et de la fermeté.

*(Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup>, publiées par Lecestre, t. II.)*

**QUESTIONNAIRE.** — *Comment la Restauration se fit-elle ? — Que contient la Charte ? — Pourquoi les Bourbons deviennent-ils impopulaires ?*

— Quels étaient les griefs de Napoléon ? — Que savez-vous sur le retour de l'île d'Elbe ? — Que fait Napoléon pour rassurer la France et l'Europe ? — Pourquoi la guerre était-elle inévitable ? — Racontez la bataille de Waterloo. — Que devient Napoléon après sa défaite ? — Comparez les deux traités de Paris. — Pourquoi le Congrès de Vienne se réunit-il ? — Quelles étaient les questions difficiles à régler ? — Quel fut le rôle de Talleyrand ? — Quel fut le sort de la Saxe ? de la Pologne ? de la rive gauche du Rhin ? de la Belgique ?

Quelles furent les acquisitions de l'Angleterre ? de l'Autriche ? de la Prusse ? de la Russie ? — Quels sont les États constitués par les frontières de la France ? — Que devinrent l'Italie et l'Allemagne ? — Pourquoi les peuples furent-ils mécontents ?



Cl. Giraudon.

## TOMBEAU DE NAPOLÉON AUX INVALIDES.

Les cendres de Napoléon furent ramenées en France en 1840. Elles reposent sous le dôme des Invalides. Ce tombeau est en granit rouge de Finlande (envoyé par l'empereur Nicolas de Russie), il est posé sur un socle en granit vert des Vosges. Lourd, de près, il prend d'en haut des proportions imposantes et sobres. Autour du tombeau, le marbre du dallage porte le nom des grandes victoires de l'Empereur.

## CHAPITRE XI

### La Restauration (1815-1830).

Durant quinze ans, la France vit sous le régime de la Charte de 1814 et fait l'apprentissage du gouvernement représentatif. Après une période de répression et d'excès avec la Chambre introuvable, les Modérés, à partir de 1816, organisent le régime constitutionnel et appliquent la Charte dans un esprit vraiment *libéral*. L'assassinat du duc de Berry ramène la Droite au pouvoir. Elle s'y maintient presque sans interruption jusqu'en 1830 et, par une politique de réaction aveugle, elle provoque la Révolution et la chute des Bourbons. Malgré ses fautes, la Restauration fut un gouvernement réparateur qui opéra un remarquable redressement financier et rendit à la France sa place et son prestige en Europe.

**1. La Charte.** La Charte est un **compromis** entre les idées de l'Ancien Régime et les principes de la Révolution. Elle proclame que la souveraineté réside dans le roi et non dans le peuple, mais elle accepte l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'admissibilité de tous aux emplois civils et militaires, le Code civil, la vente des biens nationaux et la tolérance religieuse.

**Le roi exerce le pouvoir exécutif** par l'intermédiaire de ses ministres et dirige à la fois l'administration intérieure et la politique extérieure.

**Le pouvoir législatif** est partagé entre le roi et les Chambres, mais le roi garde le droit d'initiative et de promulgation des lois et le droit d'ajourner et de dissoudre les Chambres. La Chambre des Députés est élue au suffrage censitaire et la Chambre des Pairs nommée par le roi, à titre héréditaire.

**2. Les Partis.** a) Les uns estiment la Charte trop révolutionnaire et demandent sa suppression. Ce sont les **Ultra-royalistes** de l'entourage du comte d'Artois qui aspirent à un retour plus ou moins complet à l'Ancien Régime et qui revendiquent le monopole des hautes charges civiles et militaires et la restitution des biens nationaux à leurs anciens propriétaires. Leurs organes sont : le drapeau blanc, la *Quotidienne* et la *Gazette de France* et leurs principaux chefs : la **Bourdonnaie**, **Vitrolles**, **Corbières**, de **Villèle**.





Cl. Braun.

LOUIS XVIII (1755-1824).

(Tableau de Guérin, Versailles.)

Ce portrait semble une caricature, tant le modèle semble déguisé sous ce costume d'apparat. Le roi a l'air d'un vieux poupon joufflu et qui tient mal sur ses jambes. En effet, obèse et gouteux il se déplaçait très difficilement. Mais il était fin et cultivé : les yeux sont vifs et le front très ample. Durant toute sa vie, soit en émigration, où il connut presque la misère, soit sur le trône, Louis XVIII ne se départit jamais d'un air majestueux, fort impressionnant. Quand il revint en 1814, il sut traiter les Alliés en roi de France, comme s'il régnait depuis toujours. Quand les Prussiens voulurent faire sauter le pont d'Iéna, il déclara tranquillement qu'il irait en calèche sur le pont.

Mais il connaissait mal la France qu'il avait quittée le 20 juin 1791. Après les Cent-Jours, il sut pourtant manœuvrer assez habilement pour garder son trône et imposer l'obéissance aux Ultras. S'il avait vécu plus longtemps, il est probable que la France aurait fini par accepter les Bourbons. Pour le juger on n'a pas le droit d'oublier les difficultés de sa tâche.

b) Les autres ne trouvent pas la Charte assez libérale et réclament de nouvelles concessions. Ce sont les **indépendants ou libéraux**, coalition assez disparate de républicains, de bonapartistes et d'orléanistes, très hostiles à l'Ancien Régime, aux émigrés, au clergé et aux Bourbons. Ils suivent l'impulsion du **général Foy**, de **Manuel**, de

**La Fayette** et s'appuient sur les étudiants, les bourgeois voltairiens et les ouvriers des villes. Ils lisent la *Minerve*, le *Globe*, le *National* et surtout les pamphlets de *Courier* et de *Béranger*.



Cl. Bulloz.

FOUCHÉ (1763-1820).

(Collection A. Berger.)

Professeur chez les Oratoriens, orateur écouté des Sociétés de pensée, ce Nantais devint député à la Convention. Régicide, il fut l'un des commissaires chargés de la répression à Lyon. Ministre de la police en 1799, il laissa faire le 18 Brumaire. Ministre de la police, à nouveau de 1804 à 1810, il fut l'exécuteur des hautes et basses besognes impériales. A nouveau ministre de la police aux Cent-Jours, il machina le retour des Bourbons. Louis XVIII accepta de rentrer grâce à lui, et le fit ministre. Exilé comme régicide en 1816, il se fit naturaliser autrichien et mourut à Trieste.

Inoubliable figure : les yeux mi-clos, comme décolorés, disent le scepticisme et l'amoralité foncière de cet homme qui sut tant de choses et ne semble jamais avoir été révolté de rien, lèvres minces, closes, menton ferme et obstiné. Ce portrait date du début de la Restauration.

sévit contre les auteurs des Cent-Jours. Il excepte de l'amnistie 56 personnes dont 18 généraux. **La Bédoyère** est fusillé à Grenoble, le **maréchal Ney** à Paris. La Chambre vote une série de mesures répressives ; suspension de la liberté individuelle, épuration des fonctionnaires et création des tribunaux d'exception. Près de 130 anciens régicides sont bannis et on compte plus de 9.000 condamnations politiques diverses.

Le roi finit par dissoudre la **Chambre introuvable**, à la grande colère du comte d'Artois et des ultras.

c) D'autres enfin, les **modérés constitutionnels**, voient dans la Charte une heureuse transaction et demandent son **application loyale**. Ce sont pour la plupart de riches bourgeois qui se défient autant de l'aristocratie que de la démocratie. Ils se groupent autour de **Decazes**, de **Serre**, **Royer-Collard**, **Guizot** et ont pour organes : le *Courrier français*, le *Journal des Débats* et le *Constitutionnel*.

### 3. Le gouvernement des Ultras.

Au lendemain des Cent-Jours, les royalistes exaspérés se livrent aux pires violences et la **Chambre introuvable**, élue au mois d'août 1815, pratique une politique de sévères représailles. Ce fut la **Terreur blanche**. Dans le Midi surtout, on assista à **d'affreux excès** (massacre de la colonie des Mameluks à Marseille, assassinat du maréchal Brune à Avignon, du général Ramel à Toulouse, du général Lagarde dans le Gard). Le Gouvernement, à son tour,

#### 4. Le gouvernement des Modérés (1816-1820).

**Decazes**, elle entreprit et poursuivit avec succès la réorganisation du pays.

a) **La loi électorale de 1817** établit un seul collège électoral par département, formé des électeurs payant 300 francs d'impôt. Un cens de 1.000 francs et 40 ans d'âge étaient exigés pour être éligible. La Chambre, composée de 258 députés, était élue pour cinq ans et renouvelable par cinquième tous les ans. On compta dans le pays 90.000 électeurs et 20.000 éligibles.

b) **La loi militaire de 1818.** En 1815, les alliés avaient imposé le licenciement de l'armée impériale. **Gouvion Saint-Cyr**, en 1818, créa une nouvelle armée de 240.000 hommes avec le service de six ans. Elle se recrutait par engagements volontaires et, en cas d'insuffisance, par tirage au sort avec faculté de remplacement. Pour les officiers, les deux tiers des grades étaient donnés à l'ancienneté et un tiers était réservé au choix du roi. A la fin de 1818, **Richelieu** ayant assuré la libération du territoire au Congrès d'Aix-la-Chapelle, donna sa démission. Son œuvre fut continuée par **Dessoles** et surtout par **Decazes**.



Cl. Braun.

GOUVION SAINT-CYR (1764-1830).

(Tableau d'Horace Vernet, Versailles.)

c) **La loi sur la presse de 1819.** Pour fonder un journal, l'autorisation préalable était remplacée par une simple déclaration et le versement d'un cautionnement. *La censure était abolie* et les procès de presse soumis au jury.

Soldat en 1792, maréchal en 1812. Il était trop libéral, trop indépendant pour plaire à Napoléon qui ne lui confia jamais de grands commandements. Les techniciens sont d'accord pour reconnaître que la loi militaire qu'il fit voter en 1818 était excellente : en réglant l'avancement elle mettait fin aux passe-droits ; en organisant l'Intendance, elle créait un embryon d'Etat-Major, complété par l'institution toujours existante du Conseil supérieur de la Guerre.

#### 5. Assassinat du duc de Berry (1820).

L'opposition, favorisée par la loi électorale et la loi sur la presse, envoyait à la Chambre un nombre croissant de libéraux comme **Manuel**, **Foy**, **La Fayette** et **Grégoire**, qui fut d'ailleurs exclu comme indigne. Les ultras étaient exaspérés et **Decazes** lui-même se rapprochait de la droite quand

survint l'assassinat du duc de Berry par Louvel, le 13 février 1820. Les ultras rendirent Decazes responsable de ce crime. *Les pieds lui ont glissé dans le sang*, écrivit Chateaubriand. Malgré ses répugnances, Louis XVIII fut obligé de sacrifier son favori. Il le créa duc et lui donna l'ambassade de Londres.

#### 6. La droite et le second ministère de Richelieu.

Le roi appela au pouvoir Richelieu qui fit voter trois lois de réaction.

La première suspendait la liberté individuelle pour tous les suspects de complot contre l'État. La seconde rétablissait la censure et l'autorisation préalable pour les journaux. La troisième, la loi du double vote,



Cl. Arch. Photographiques.  
RICHELIEU (1766-1822).  
(Portrait, par Lawrence.)



Cl. Giraudon.  
POLIGNAC (1771-1847).  
(Portrait de Mourin.)

établissait deux collèges électoraux : ceux d'arrondissement où les électeurs à 300 francs nommaient 258 députés et ceux de département où les électeurs payant 1.000 francs d'impôts votaient une seconde fois et électionnaient 172 députés.

Les élections de 1820 donnèrent une forte majorité aux Ultras. La droite cependant trouvait Richelieu trop modéré et l'attaquait avec passion. En 1821, Richelieu cédait la place à Villèle.

#### 7. Les progrès de la réaction avec Villèle.

a) L'administration et l'armée furent sévèrement épurées; la loi sur la police des journaux renforcée et les procès de presse attribués aux tribunaux correctionnels. Le gouvernement sollicita le concours du clergé pour combattre



les idées révolutionnaires. Il plaça *l'Université sous la surveillance des évêques* et les libéraux accusèrent le Gouvernement d'être l'aveugle exécuteur des volontés de la **Congrégation**, à qui ils attribuaient une influence exagérée. En 1824, Villèle fit voter une **nouvelle loi électorale** portant le mandat des députés à sept ans. La nouvelle Chambre, composée en grande majorité d'Ultras, fut appelée la **Chambre retrouvée**.

Peu de temps après mourait **Louis XVIII** (16 sept. 1824). Son frère, le comte d'Artois, âgé de soixante-sept ans, lui succédait sous le nom de Charles X. Il voulut reprendre l'ancienne tradition royale et être sacré à Reims.



Cl. Arch. Photographiques.

VILLÈLE (1773-1854).

(Portrait de Bazin.)



Cl. Arch. Photographiques.

DECAZES (1780-1860).

(Portrait, par Lefebvre.)

Villèle resta au pouvoir, mais, pour donner satisfaction à la majorité de la Chambre, il proposa **quatre projets de lois** qui furent vivement critiqués par l'opposition libérale.

1. **Le milliard des émigrés.** — Cette loi accordait une indemnité à tous ceux qui avaient souffert des confiscations révolutionnaires. Elle suscita de violentes polémiques. Elle fut même combattue par quelques ultras qui demandaient la restitution pure et simple des biens confisqués. La loi fut adoptée et on créa 28 millions de rente 3% pour son application.

2. **La loi du sacrilège.** — Elle frappait de peines sévères le vol avec effraction dans les églises et la profanation des hosties ou vases sacrés. Beaucoup de catholiques estimaient cette loi très impolitique. Elle ne fut d'ailleurs pas appliquée.

3. **Le projet sur le droit d'afnesse.** — Ce projet fut voté par la Chambre des Députés, mais rejeté par la Chambre des Pairs.



LE SACRE DE CHARLES X.

(Détail du tableau de Gérard.)

Cl. Giraudon.

*Le roi reçoit l'hommage des princes du sang. Le duc d'Orléans (futur Louis-Philippe) monte les marches du trône (au troisième plan).*

4. **Le projet sur la presse.** — Ce projet, appelé par ironie « loi d'amour et de justice », exigeait le dépôt de tout écrit cinq jours avant sa publication; le cautionnement et le timbre étaient considérablement élevés. Le projet fut voté par la Chambre des Députés, mais le gouvernement n'osa pas le présenter devant la Chambre des Pairs.

8. **Progrès de l'opposition.** Cette résistance des Pairs s'expliquait par l'hostilité de plus en plus accentuée de l'opinion. Depuis quelques années, les sociétés secrètes s'étaient multipliées. La Charbonnerie avait recruté de nombreux adhérents et, en 1821 et 1822, elle avait organisé diverses conspirations militaires qui toutes avaient échoué.

Dans l'Université, les étudiants manifestent en toute circonstance contre le ministère qui suspend les cours de Villemain, Guizot et Cousin, supprime l'École Normale et ferme à plusieurs reprises les écoles de droit et de médecine.

A la Chambre, Manuel déchaîne le tumulte à l'occasion de l'intervention en Espagne. Frappé d'exclusion, il fallut le faire enlever de son banc par les gendarmes, les gardes nationaux ayant refusé leur

concours. Après 1824, les libéraux n'ont plus qu'une quinzaine de députés, mais ils ont l'appui des *doctrinaires* et des *constitutionnels*. Ils trouvent même des auxiliaires parmi les *gallicans* et les *jansénistes* qui, avec Montlosier, sont très hostiles à la Congrégation et aux Jésuites. Même des éléments de l'extrême-droite se joignent à eux avec Chateaubriand et La Bourdonnais pour mener une campagne inexorable contre Villèle.



Cl. Bulloz.

#### L'EXPULSION DE MANUEL (3 MARS 1823).

(Bibliothèque Nationale. Estampes.)

*Manuel, qui siège à l'extrême-gauche, va être expulsé ; les gardes nationaux requis refusent d'obéir ; par la porte ouverte du fond on aperçoit les bicornes des gendarmes.*

Dans le pays, l'opposition fait un grand succès aux pamphlets de **Courier** et aux chansons de **Béranger**. Elle organise de formidables défilés aux **obsèques du général Foix**, de **Manuel**, de **La Rochefoucauld-Liancourt**. Les démonstrations anticléricales se multiplient au passage des processions religieuses ou aux représentations de *Tartufe*. Enfin, lors de la revue du 29 avril 1827, la garde nationale elle-même accueille le roi aux cris de : *Vive la Charte, à bas les Ministres*.

**9. Chute de Villèle.** Ne trouvant plus la Chambre assez docile, Villèle décide de la dissoudre. Aux **nouvelles élections**, malgré la pression officielle, les opposants qui, avec la Société « Aide-toi et le Ciel t'aidera », avaient fait un gros effort de

propagande dans le pays, enlèvent la majorité des mandats. Le garde des Sceaux lui-même est battu et Villèle doit donner sa démission le 3 janvier 1828.



Cl. Bulloz.

#### PÈLERINAGE AU MONT-VALÉRIEN.

*Après la Révolution, les prêtres manquaient, et, abandonnés à eux-mêmes pendant de longues années, les fidèles avaient perdu le chemin de l'église. Sous la Restauration un immense effort de reconstruction religieuse s'opéra en France : on multiplia notamment les manifestations collectives : missions qui se terminaient par une plantation de croix, processions... Ces manifestations religieuses furent souvent l'occasion de contre-manifestations et de violences anticléricales, qui se donneront libre cours au début de la monarchie de juillet. Le calvaire du Mont Valérien avait été érigé en 1634, détruit à la Révolution, relevé en 1819. Il existe encore sur son emplacement une « rue du Calvaire ».*

### 10. Ministère Martignac. Le nouveau ministère se trouve dans une situation fort difficile. La gauche

le jugeait trop tiède et la droite restait fidèle à la politique de Villèle. **Martignac** essaya de désarmer les libéraux par des concessions. Une **nouvelle loi sur la presse** abolissait la censure et l'autorisation préalable. Deux **ordonnances de juin 1828** interdisaient l'enseignement aux Jésuites et limitaient à 20.000 le nombre des élèves des petits séminaires. Devant l'hostilité générale, on dut retirer un projet de réforme administrative et d'organisation communale et départementale. Après le vote du budget, Martignac donna sa **démission** et le roi l'accepta avec empressement (juillet 1829).



**11. Ministère Polignac.** Charles X fit appel aux Ultras les plus intransigeants, à **Polignac**, ancien émigré, compromis dans le complot de Cadoudal, à **Bourmont**, déserteur à la veille de Waterloo, à **La Bourdonnais**, agent actif de la Terreur Blanche : « Coblentz, Waterloo, 1815 » écrivait le *Journal des Débats*. L'alarme fut vive dans le pays. A Paris, la rente baissa de quatre francs.

A l'ouverture des Chambres, en mars 1830, le **discours du trône** contenait une menace de coup d'État. La Chambre y répondit par une adresse de défiance signée par 221 députés. La Chambre fut prorogée, puis dissoute (16 mai).

La campagne électorale s'engagea, violente de part et d'autre. Le roi lui-même se lança dans la mêlée. L'opposition forma un bloc compact qui remporta un éclatant succès. Elle enleva 274 sièges et le Gouvernement seulement 143.

**12. La Révolution.** a) **Les ordonnances de juillet.**

La prise d'Alger décida le roi à prendre l'offensive. Le 26 juillet, il publiait **quatre ordonnances** qui suspendaient la liberté de la presse, dissolvaient la nouvelle Chambre, remaniaient le système électoral et convoquaient les électeurs pour le mois de septembre.

Ce fut une *stupeur générale*. Aussitôt, les journalistes signent une **protestation** déclarant que, dans la situation actuelle, l'obéissance cesse d'être un devoir. Le gouvernement n'avait pris aucune mesure de précaution. Il avait confié le commandement des troupes à **Marmont** très impopulaire depuis sa défection de 1814.

b) **Les trois Glorieuses.** Le 27, des attroupements se forment devant les imprimeries des journaux dont la police fait briser les presses. Des barricades commencent à s'élever et quelques boutiques d'armuriers sont pillées. Durant la nuit, l'insurrection s'organise avec le concours des jeunes républicains, des ouvriers et des étudiants.

Le 28 juillet, les insurgés se portent au centre de la ville aux cris de « **Vive la liberté !** » « **A bas les Bourbons !** » Les gardes nationaux se joignent à eux. Ils arborent les drapeaux tricolores sur l'hôtel de ville et sur Notre-Dame. Les barricades enlevées se reforment derrière les soldats. La lutte devient meurtrière. Les soldats, fusillés par les fe-



Cl. Braun.

CHARLES X (1757-1836).

(Portrait par Gérard, Musée du Louvre.)

*Le roi porte le costume du sacre, sous le manteau. Collier du Saint-Esprit.*

*Le peintre a flatté son modèle. D'autres portraits nous montrent le roi vraiment laid, tant il a l'air peu intelligent : la lèvre inférieure pend, et les gros yeux, à fleur de tête, presque sans cils, regardent dans le vague.*

nêtres, lapidés du haut des toits, harcelés de tous côtés, épuisés de fatigue et de chaleur, commencent à *faire défection*.

**Le 29**, l'émeute victorieuse passe à l'offensive, elle enlève le **Louvre** et les **Tuilleries**. Marmont évacue la capitale. Paris était aux mains des insurgés.

c) **La chute de Charles X**. Les députés libéraux récemment élus redoutent l'avènement de la République. Le 29 juillet, ils se hâtent de constituer **un gouvernement provisoire** à l'Hôtel de Ville et nomment **La Fayette** commandant de la garde nationale. De son côté, Charles X retire les ordonnances, mais c'était **trop tard**. Les vainqueurs ne veulent plus de Bourbons.

Un manifeste rédigé par Thiers est affiché dans la nuit du 29 au 30; il préconise la candidature au trône du duc d'Orléans. Le peuple et la bourgeoisie s'y rallient sans difficulté et les députés, dans l'après-midi du 30, offrent au prince la lieutenance générale du royaume avec le drapeau tricolore. **Le duc d'Orléans accepte**.

**Le 31**, il se rendit à l'Hôtel de Ville pour y recevoir l'**investiture populaire**. Au balcon, le duc d'Orléans et La Fayette, enveloppés dans les plis du drapeau tricolore, se donnèrent l'accolade. Le peuple applaudit. Les républicains déconcertés n'osèrent pas protester. Le 2 août, **Charles X abdique** en faveur de son petit-fils et charge le duc d'Orléans de le faire proclamer. Pour éloigner Charles X, La Fayette organise une marche des Parisiens sur Rambouillet. Charles X effrayé gagne Cherbourg et s'embarque pour l'Angleterre. **Le trône était vacant**. Les Chambres offrent la couronne à Louis-Philippe I<sup>er</sup>, roi des Français. La Charte fut rapidement révisée et, le 9 août, **le nouveau roi** prêta serment.

### 13. L'œuvre de la Restauration. Les contemporains ont été **sévères** pour le régime de la

Restauration. En réalité, sa situation fut toujours difficile entre les tenants de l'Ancien Régime et les impatiences des générations nouvelles. Finalement, **il échoua**. Mais, durant quinze ans, la France a fait un sérieux *apprentissage de la vie constitutionnelle* et a opéré un remarquable *redressement financier*. Le **baron Louis** et **Villèle** réussirent à liquider les lourdes charges de l'Empire et de l'occupation étrangère et à solder les dépenses des expéditions d'Espagne, de Grèce et d'Alger. La rente 5% passa de 52 francs en 1815 à 105 et put être convertie en 3 %.

La **richesse publique se développe**; si l'agriculture reste stationnaire l'industrie entre dans la voie des transformations et le premier chemin de fer fut inauguré en 1827.

**A l'extérieur**, la Restauration rendit à la France sa place dans le concert européen. Ses heureuses interventions au dehors relevèrent le prestige du pays et l'occupation d'Alger fut la préface de la reconstitution de notre **empire colonial**.



Cl. Giraudon.

LE DUC D'ORLÉANS PARTANT POUR L'HÔTEL DE VILLE (31 JUILLET 1830).

(Tableau d'Horace Vernet, à Versailles.)

*Le duc d'Orléans, à cheval, quitte le Palais Royal. Barricade. Types d'insurgés, ouvriers en blouse, bourgeois en chapeau haut de forme, étudiants, gardes nationaux. Et les inevitables commères du quartier. Devant le duc d'Orléans, un homme porte le drapeau tricolore.*

## RÉSUMÉ

1. La Charte de 1814 maintient les principales conquêtes de la Révolution. Le roi a le pouvoir exécutif et partage le pouvoir législatif avec les deux Chambres.

2. On distingue trois partis : les ultra-royalistes, les constitutionnels et les libéraux ou indépendants. Après les Cent-Jours, la Terreur Blanche évite et d'odieuses représailles sont exercées. Le roi dissout la Chambre introuvable.

3. Le pouvoir passe aux royalistes modérés qui, avec Richelieu et Decazes, réorganisent le pays. La loi de 1817 fixe le régime électoral. Richelieu obtient l'évacuation du territoire ; Gouvion Saint-Cyr réorganise l'armée et la loi de 1819 supprime la censure et défère au jury les procès de presse.

4. L'assassinat du duc de Berry en 1820 entraîne la chute de Decazes. Richelieu suspend la liberté individuelle, rétablit la censure et fait adopter

la loi du double vote. La réaction s'accroît avec Villèle. Il fait voter par la Chambre le milliard des émigrés, la loi sur le sacrilège, sur le droit d'aînesse et sur la presse; mais les Pairs n'acceptent que les deux premières.

5. L'opposition mène une violente campagne contre Villèle, la Congrégation et les Jésuites. L'extrême-droite même lui apporte souvent son concours.

6. Villèle, battu aux élections de 1827, donne sa démission. Martignac ne peut se maintenir. Le roi fait alors appel à Polignac et dissout la Chambre pour répondre à la protestation des 221. Les nouvelles élections sont un triomphe pour l'opposition.

7. Charles X publie alors les ordonnances qui déchaînent la Révolution. En trois jours, Paris renverse les Bourbons et appelle au pouvoir le duc d'Orléans. Charles X s'enfuit en Angleterre.

8. La Restauration n'avait pas réussi à fonder un gouvernement stable, mais elle avait habitué le pays au régime parlementaire, restauré les finances et rendu à la France sa place et son prestige en Europe.

## LECTURES

### 1. — Le drapeau blanc.

La substitution du drapeau blanc au drapeau tricolore rencontra beaucoup plus de difficultés qu'en 1814. Les paysans, les ouvriers, les jeunes gens des villes essayèrent, dans plus d'un endroit, de l'empêcher. Un capitaine de gendarmerie de mes amis fut chargé de prêter main-forte à l'autorité municipale dans une petite commune où la population opposait la plus vive résistance. Le maire, tout effaré, s'en vint trouver le capitaine : « C'est qu'ils ne veulent absolument pas du drapeau blanc. Comment faire ? Si nous laissons le tricolore et mettons le blanc à côté, je suis sûr que tout le monde serait content. » Le bonhomme l'aurait fait comme il le disait.

Au lis dont la cour se para, on opposa la violette dont la fleur devint une protestation contre l'accueil fait à nos ennemis. Mlle Mars parut sur la scène avec un énorme bouquet de violettes; elle fut couverte d'applaudissements, deux ou trois sifflets s'étant fait entendre, les applaudissements redoublèrent. Les femmes se parèrent toutes de violettes, devenues l'emblème du drapeau national...

(POUMIÈS DE LA SIBOUTIE, *Souvenirs*, p. 169.)

### 2. Le ministère Polignac.

Le *Moniteur* qui publiait la nouvelle liste ministérielle causa en France une émotion impossible à décrire. Dans Paris surtout, ce fut une explosion de surprise indignée. Il est sans exemple que ni en France, ni en aucun autre pays, un changement de cabinet ait excité tant de passions et causé tant d'alarmes.... Trois noms surtout excitaient les plus vives appréhen-



sions : ceux de MM. de Polignac, de Bourmont et de la Bourdonnaye. Le journal des *Débats* écrivait : « Coblentz, Waterloo, 1815, voilà les trois principes, les trois personnages du ministère. Pressez, tordez ce ministère; il en dégoutte humiliation, malheur et dangers. »

(PASQUIER, *Mémoires*, VI, p. 186.)

On prétend, écrit **Castellane**, que les soldats, dans leur marche pour l'expédition d'Alger, chantent le couplet suivant :

Alger est loin de Waterloo,  
On ne déserte pas sur l'eau.  
De notre général Bourmont  
Ne craignons pas la trahison.

Il y a deux jours, le tribunal de police correctionnelle a condamné à six semaines de prison un homme qui avait insulté la garde et la gendarmerie. Les soldats ont déposé, comme d'une grosse injure, que ce malheureux les avait appelés : « Soldats de Bourmont » et les gendarmes « agents de Mangin » (préfet de police).

(CASTELLANE, *Journal*, II, p. 340.)

### 3. — Affiche orléaniste du 30 juillet.

« Charles X ne peut plus rentrer à Paris : il a fait couler le sang du peuple. La République nous exposerait à d'affreuses divisions; elle nous brouillerait avec l'Europe.

« Le duc d'Orléans est un prince dévoué à la cause de la Révolution.

« Le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre nous.

« Le duc d'Orléans était à Jemmapes.

« Le duc d'Orléans a porté au feu les couleurs tricolores; le duc d'Orléans peut seul les porter encore; nous n'en voulons pas d'autres.

« Le duc d'Orléans s'est prononcé; il accepte la Charte comme nous l'avons toujours voulue.

« C'est du peuple français qu'il tiendra sa couronne. »

(Placard anonyme, œuvre de THIERS et de MIGNET.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Qu'est-ce que la Charte ? — Comment organise-t-elle le gouvernement ? — A qui appartient le pouvoir exécutif ? le pouvoir législatif ? — Quels sont les divers partis ? leurs idées ? leurs chefs ? leurs journaux ? — Qu'appelle-t-on Chambre Introuvable ? — Quelles sont les victimes de la Terreur Blanche ? — Que savez-vous sur la libération du territoire ? la loi électorale de 1817 ? la loi militaire ? la loi sur la Presse ? — Quelle est l'attitude des Ultras ? — Quelles sont les conséquences de l'assassinat du duc de Berry ? — Quelles lois Richelieu fait-il voter ? — Quelles sont les mesures de réaction prises par Villèle ? — Quel est le successeur de Louis XVIII ? — En quoi consiste la loi du milliard des émigrés ? du sacrilège ? — Quelles sont les manifestations de l'opposition dans l'université ? à la Chambre ? dans le pays ? — Pourquoi Villèle donne-t-il sa démission ? — Quelle est la situation de Martignac ? — Pourquoi le roi fait-il appel à Polignac ? — Comment son ministère est-il accueilli ? — Pourquoi la dissolution de la Chambre ? — Quel est le résultat des nouvelles élections ? — Que savez-vous sur les ordonnances de juillet ? sur les trois Glorieuses ? — Comment se termine la Révolution de 1830 ? — Que devient Charles X ? — Par qui est-il remplacé ? — Quelle est l'œuvre de la Restauration ?*

## CHAPITRE XII

### La monarchie de Juillet (1830-1848).

La Monarchie de Juillet marque l'avènement de la bourgeoisie, mais le peuple continue à être tenu à l'écart de la vie politique. Le nouveau régime a à lutter contre les légitimistes, hostiles et frondeurs, les ouvriers et les républicains, déçus et pleins de rancune.

De 1836 à 1840, le roi cherche à gouverner lui-même, mais le parti orléaniste se disloque et les crises ministérielles se multiplient.

De 1840 à 1848, Louis-Philippe et Guizot réussissent à faire prévaloir, sous une façade parlementaire, un système de gouvernement personnel presque aussi étroit que celui de la Restauration, mais leur obstination à repousser toute réforme provoque un mécontentement général, qui entraîne la chute de la monarchie.

1. Le roi. **Louis-Philippe**, « le roi des Barricades », comme l'appelaient Metternich, était le chef de la branche cadette des Bourbons. Fils de Philippe-Égalité, il avait servi la Révolution et combattu à **Valmy** et à **Jemmapes**. Émigré avec Dumouriez, il rentra en France sous la Restauration mais se tint habilement à l'écart de la cour. De mœurs simples, familiales et bourgeoises, lié avec les chefs de l'opposition, il envoie ses fils au collège et conserve toujours la simplicité démocratique d'un « roi-citoyen ». Mais, sous des dehors libéraux, il cache un tempérament autoritaire et il est très jaloux de son pouvoir.

2. La Charte. La Charte de 1814 fut **révisée** dans un sens libéral. Le nouveau régime repose sur la **souveraineté du peuple**, la Charte n'est plus octroyée par le roi, mais imposée au roi par la nation. Le catholicisme perd son privilège de religion d'État et l'article 14 qu'avait invoqué Charles X pour publier les ordonnances est supprimé. *Le drapeau tricolore est rétabli* et la censure abolie. Désormais, le roi partage avec les Chambres le droit d'initiative des lois.

L'organisation du régime sera complétée par une série de lois sur l'élection des conseils municipaux, la garde nationale, la suppression du double vote et de l'hérédité de la pairie et l'abaissement du cens d'éligibilité

de 1.000 francs à 500 et du cens électoral de 300 à 200. Toutes ces mesures favorisaient la bourgeoisie riche qui constituait seule le **pays légal**. Sur 30 millions d'habitants, il n'y avait que 200.000 électeurs.

**3. Les partis.** Le classement des partis se trouve fort modifié.

a) **Les légitimistes**, partisans du comte de Chambord, considéraient Louis-Philippe comme un usurpateur. Ils se recrutent dans la noblesse et le clergé. A Paris, les salons du faubourg Saint-Germain mènent contre le nouveau régime une petite guerre d'épigrammes et de coups d'épingles.

b) Plus dangereux sont les **républicains** qui avaient renversé Charles X et qui ont été frustrés du fruit de leur victoire. Ils se groupent autour de **Carrel, Cavaignac, Armand Marrast**. Ils s'organisent en *sociétés secrètes* et ont l'appui des étudiants, des ouvriers et des bonapartistes.

c) **Le parti orléaniste**, soutien du régime, se divise en **deux tendances** : l'une **conservatrice** — le parti de la résistance — avec *Casimir Périer, Guizot, de Broglie*, qui sont opposés à toute nouvelle concession démocratique au dedans et à toute intervention au dehors; l'autre **libérale**, — le parti du mouvement — avec *La Fayette, Laffitte, Dupont de l'Eure* qui voudraient élargir le droit électoral et travailler à l'émancipation des peuples.



LOUIS-PHILIPPE I<sup>er</sup>, ROI DES FRANÇAIS  
(1773-1850).

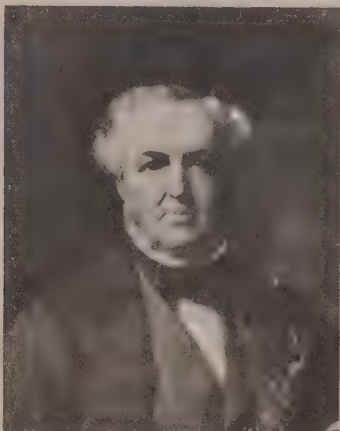
(Tableau de Winterhalter.)

*Il y a de la bonhomie, mais aussi de l'autorité dans ce visage encadré de favoris pacifiques. Dans la partie du tableau qui n'a pas été reproduite, on distingue les attributs souverains (couronne, sceptre, main de justice), posés sur un coussin... et qui ont l'air presque de s'excuser d'être là. Le roi appuie sa main droite sur la Charte. Comparer ce portrait à celui de Charles X.*

*On sait que le visage du roi, plus large du bas que du haut, inspira abondamment les caricaturistes qui le comparèrent à une poire. (Voir lecture en fin de chapitre.)*

**4. Les ministères.** Le ministère de l'**Avènement** réunit tous les éléments orléanistes. Il épure les Chambres et l'administration, mais il est *trop disparate* et impuissant. Le roi confie alors le pouvoir à **Laffitte** qui laisse libre cours aux passions

politiques lors du procès des ministres de Charles X. Il ne parvient même *pas à contenir l'émeute*. Le 14 février 1831, à l'occasion d'un service funèbre à la mémoire du duc de Berry, la foule saccage l'église et le presbytère de Saint-Germain-l'Auxerrois et pille le palais de l'archevêché. De plus, par ses **déclarations imprudentes**, Laffitte alarme l'Europe au moment où une violente crise financière sévit dans le pays.



Cl. Graudon.

CASIMIR PÉRIER (1777-1832).

(Portrait par F. Flandrin.)

C. Périer était fils d'un industriel de Grenoble, l'un des fondateurs de la Banque de France. Lui-même était banquier. Libéral sous la Restauration, il devint conservateur sous la Monarchie de juillet. Figure massive et puissante d'homme d'action.

mais ne groupe que quelques royalistes qui sont facilement dispersés. Elle sera arrêtée à Nantes quelques mois plus tard et internée à Blaye.

L'**agitation ouvrière et républicaine** fut plus difficile à réprimer. En novembre 1831, les **ouvriers en soie de Lyon**, en proie à la plus noire misère, gagnant 18 sous pour quinze heures de travail, descendent en armes de la Croix-Rousse aux cris de : *L'ivre en travaillant ou mourir en combattant*. Il fallut envoyer une armée, avec **Soult**, pour reprendre la ville. En juin 1832, aux funérailles du général Lamarque, les **républicains** tentèrent de soulever Paris. Maîtres un instant des quartiers de l'Est, ils furent refoulés et écrasés près du **cloître Saint-Méry**.

En avril 1834, des lois d'exception contre les sociétés secrètes provoquèrent de nouveaux troubles. A **Lyon**, il fallut quatre jours de luttes sanglantes pour réduire les insurgés ; à **Paris**, des barricades s'élevèrent dans le quartier du Marais. Bugeaud rétablit l'ordre, mais des scènes

Louis-Philippe fait appel au parti de la résistance. **Casimir Périer** entend pacifier les esprits et rassurer l'Europe. Son **programme** est l'ordre au dedans, sans sacrifice pour la liberté ; au dehors la paix, sans qu'il en coûte rien à l'honneur. Après la mort de Casimir Périer, enlevé par le choléra, en mai 1832, sa politique fut continuée jusqu'en 1836 par de **Broglie**, **Guizot** et **Thiers** « Casimir Périer en trois personnes », disait Louis-Philippe.

## 5. Les difficultés politiques.

Les partis n'avaient pas désarmé.

Les **légitimistes** songent à profiter d'un bal à la cour pour enlever la famille royale, mais la conspiration est éventée et les principaux conjurés arrêtés. La duchesse de Berry, à son tour, tente un mouvement insurrectionnel. Débarquée à Marseille, en avril 1832, elle gagne sous un déguisement la Vendée,



de répression sauvage eurent lieu. Dans la **rue Transnonain**, les soldats égorgèrent tous les habitants d'une maison d'où étaient partis des coups de feu. Il y eut près de 2.000 arrestations. Les chefs du parti républicain furent emprisonnés ou déportés. Désormais, il n'y aura plus que des **attentats individuels**, comme celui de **Fieschi**, en 1835, qui fit une quarantaine de victimes dans la suite du roi.



Cl. Giraudon.

LA RUE TRANNONAIN (15 AVRIL 1834).

(Dessin de Daumier.)

*Dans la pauvre pièce saccagée, les soldats n'ont laissé que des morts : une femme étendue au fond à gauche, un homme et un enfant tombés l'un sur l'autre, un vieillard, à droite.*

DAUMIER (1808-1879) fut un caricaturiste de génie, et rien n'égale — jusqu'à Forain — la puissance et l'accent de ses dessins féroces.

Le gouvernement répondit à ce crime par **les lois de septembre**. Les attaques de la presse et les caricatures offensantes pour le roi étaient punies d'amende de 10.000 à 50.000 francs. Les journaux républicains furent ruinés et réduits au silence. En 1839, un dernier soulèvement organisé par **Barbès** et **Blanqui**, avec l'appui de la société des Saisons, fut facilement réprimé. Enfin, **deux tentatives de Louis-Napoléon** pour soulever l'armée, à Strasbourg en 1836 et à Boulogne en 1840, sombrèrent dans le ridicule.

#### 6. Tentative de gouvernement personnel.

La chute du ministère de Broglie, Guizot, Thiers, au début de 1836, fut le signal de la **dislocation du parti orléaniste**. A la Chambre, **Guizot** forme une droite

conservatrice, **Thiers** un centre gauche et **Odilon Barrot** une gauche dynastique. Au milieu de ces luttes de partis, les crises ministérielles se multiplient.



Cl. Giraudon

#### GUIZOT (1787-1874).

Détail d'un tableau de Jacquand, représentant un conseil des ministres tenu aux Tuileries le 15 août 1842.

Protestant, né à Nîmes et élevé à Genève, Guizot porte sur son visage une empreinte de gravité froide et hautaine. Il écrivait avec aisance l'allemand et l'anglais. Professeur en Sorbonne dès 1812, il se consacra surtout à la politique à partir de 1830 et fut le vrai chef du gouvernement de 1840 à 1848. À partir de 1848, il s'occupa exclusivement de littérature et d'histoire.

Louis-Philippe disait de lui : « Guizot, c'est ma bouche. » Ses adversaires lui reprochaient de ne pas vouloir évoluer. « C'est une borne », disaient-ils.

**Thiers** veut imposer le principe : *Le roi règne et ne gouverne pas*, mais Louis-Philippe provoque sa démission en s'opposant à toute intervention en Espagne. Il fait alors appel à **Molé**. Sous le couvert de ce ministre qui a toute sa confiance, c'est le roi qui, en fait, dirige les affaires de 1836 à 1839. Contre « le ministère de la Cour », tous les groupes se coalisent. Après une bataille parlementaire de douze jours,

Molé obtient encore une faible majorité, mais de nouvelles élections lui sont défavorables et il se retire le 8 mars 1839.

**Thiers** revient aux affaires en 1840. Il réveille l'exaltation patriotique par le retour des cendres de Napoléon et, au moment de la **crise orientale**, prépare activement la guerre. Louis-Philippe refuse de le suivre et confie le pouvoir à Guizot qui parvient à maintenir la paix.

## 7. Le ministère Guizot.

L'ambition de Louis-Philippe avait toujours été de jouer un **rôle actif** dans le Gouvernement. Guizot, de son côté, entendait réserver au roi une place importante dans l'État. Dès lors, une **collaboration étroite** s'établit entre le souverain et le ministre. Tous les deux étaient des hommes d'ordre et d'autorité, hostiles à toute réforme et à tout changement. Ils jugeaient suffisant à l'**intérieur** de satisfaire les intérêts matériels et de développer la richesse et, à l'**extérieur**, d'éviter les conflits et d'assurer la paix en étroit accord avec l'Angleterre.

Le **pays légal** approuvait cette politique. Guizot savait d'ailleurs gagner les électeurs par des faveurs administratives et retenir les députés dans la fidélité par des distinctions, des concessions d'affaires ou des places lucratives.



Cl. Giraudon.

LAMENNAIS (1782-1854)

(Portrait par P. Guérin, Versailles.)

*Lamennais, Breton, âme de feu, mais toute pécunière d'orgueil, entra dans le sacerdoce dans un moment de surexcitation mystique, et comme on va au sacrifice. Il fut le grand apôtre du catholicisme libéral, c'est-à-dire d'une Église sans lien avec la royauté, mais agissant librement. Il eut une très profonde influence sur la jeunesse catholique de son temps : Montalembert, Maurice de Guérin, Gerbet, Gratry, Guéranger, Lacordaire furent ses disciples.*

*Ce mouvement de la jeunesse catholique libérale s'exprima par le journal l'Avenir, qui fut condamné en 1832.*

*Dès lors, Lamennais s'écartera de l'Église et se fit l'apôtre du socialisme. Député à la Constituante en 1848, il siégea à l'extrême-gauche.*

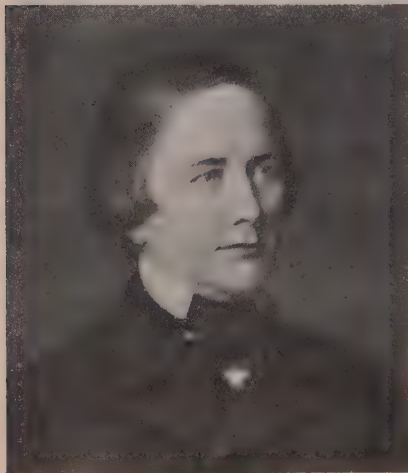
## 8. Les nouveaux partis.

a) La Révolution de 1830 avait été **anticléricale**. Elle reprochait à l'Église d'avoir étroitement lié sa cause à celle des Bourbons. Mais bientôt, sous l'influence de **Lamennais**, on assiste à une véritable renaissance du sentiment religieux. La bourgeoisie elle-même, naguère encore

voltairienne, s'orientait vers l'Église. Les catholiques, avec **Montalembert** et **Lacordaire**, réclamèrent la **liberté d'association** et surtout la **liberté d'enseignement** promise par la Charte. Une active propagande fut organisée dans le pays. Deux projets de loi furent déposés, mais ne purent aboutir. Les catholiques dès lors *se désintéressèrent du régime*

et, en 1848, ils accueilleront avec sympathie l'avènement de la République.

b) Vers la même époque, le **socialisme** commence à se développer. Beaucoup d'ouvriers s'étaient enrôlés dans les sociétés secrètes. Ils s'y trouvèrent en contact avec des républicains radicaux, comme **Ledru-Rollin**, qui joignaient à leurs propres revendications politiques un programme de **réformes sociales**. C'est l'**union des ouvriers et des républicains** qui assurera le succès de la Révolution de 1848.



Cl Girardon.

MONTALEMBERT (1810-1870).

(Portrait par P. Pichon, Versailles.)

*Montalembert n'avait pas la passion furieuse de Lamennais. C'était une âme très généreuse, et qui s'exprimait tout naturellement en belles phrases oratoires. Il se fit à la Chambre des Pairs le défenseur de l'École libre. On lui doit une œuvre historique importante, l'histoire des Moines d'Occident.*

## 9. L'opposition à la Chambre.

La politique d'*immobilité* de Guizot dresse contre lui nonseulement les républicains et les légitimistes, mais encore la gauche dynastique

d'Odilon Barrot et le centre gauche de Thiers. Guizot réussit cependant à faire voter, après la mort du duc d'Orléans, la **loi sur la régence** au profit du duc de Nemours. Cependant, la visite des députés et pairs légitimistes au comte de Chambord à Londres en 1844 soulève de **violents orages parlementaires**.

Le meilleur terrain de l'opposition, toutefois, fut l'**alliance anglaise** et la **réforme électorale**.

Le Gouvernement restait fidèle à l'Entente cordiale avec Londres, alors que l'Angleterre, depuis Napoléon et surtout depuis la crise de 1840, était universellement détestée en France. La Chambre manifesta sa mauvaise humeur en refusant de ratifier la convention franco-anglaise relative au **droit de visite** des navires pour la répression de la **traite des noirs**. Et si, dans l'affaire **Pritchard**, Guizot parvint à faire





Cl. Giraudon.

## LOUIS-PHILIPPE ET SES FILS.

(Horace Vernet, Versailles.)

*Le roi eut trois filles et cinq fils. Ces enfants, alliés aux familles régnantes, firent de Louis-Philippe le « grand-père de l'Europe ». A droite du roi le prince de Joinville, un marin, le duc de Montpensier, le duc d'Orléans ; à sa gauche le duc de Nemours et le duc d'Aumale.*

*Le duc d'Orléans, fils aîné du roi, espoir de la famille et de la dynastie, intelligent et populaire, mourut d'un accident de voiture, au pont de Neuilly, en 1842.*

*Le tableau d'Horace Vernet représente l'inauguration du château de Versailles, laissé à l'abandon jusqu'en 1833, restauré et transformé en musée. Cette inauguration eut lieu le 10 juin 1837. Entre le roi et le duc d'Orléans, on aperçoit la statue équestre de Louis XIV.*

voter par sa majorité une indemnité à ce ministre protestant et consul anglais qui, à cause de ses intrigues contre la France à Tahiti, avait été arrêté et déporté, l'opinion publique flétrit avec indignation les députés « pritchardistes ». La rupture de l'Entente cordiale fut consommée en 1846 à propos des **mariages espagnols**. A la grande colère de l'Angleterre, la France décida la reine d'Espagne, Isabelle, à épouser son cousin, François de Bourbon, et sa sœur cadette, le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe. **Guizot se rapproche alors de l'Autriche**, ce qui n'était pas de nature à accroître sa popularité.

Tous ses adversaires s'unissent en 1847 pour réclamer une **réforme électorale et parlementaire**.

L'opposition demande l'abaissement du cens électoral de 200 à 100 francs et l'extension du droit de vote aux professions libérales. Quelques députés de l'extrême-gauche préconisent même le suffrage universel. Tous sont d'avis qu'une réforme parlementaire s'impose pour empêcher les fonctionnaires d'être députés. Or, en 1846, on ne comptait pas moins de 184 **fonctionnaires** à la Chambre. Le roi et Guizot opposèrent une **résistance aveugle** à des réformes pourtant bien modestes.

**10. La campagne des banquets.** Le refus de la réforme décide les mécontents à faire **appel au pays**. Thiers, Odilon Barrot et Ledru-Rollin s'unissent pour organiser une **campagne de banquets** suivis de discours. Ouverte le 9 juillet 1847 à Paris, elle se continue en province jusqu'à la fin de l'année. Il y eut *environ 70 banquets*. Mais, de plus en plus, le centre gauche et la gauche **sont débordés** par les éléments républicains. Pour clôturer cette campagne, un grand banquet précédé d'un cortège populaire avait été prévu pour le 22 février à Paris. Le Gouvernement interdit la manifestation et les organisateurs eux-mêmes y renoncèrent. La manifestation eut lieu néanmoins. Il y eut des chants et des cris hostiles au ministère, quelques collisions avec la troupe, mais *sans gravité*.

**11. La Révolution.** a) **Chute de Guizot.** Le lendemain, 23 février, la **garde nationale**, qui jusqu'alors avait été le ferme soutien du régime, manifeste aux cris de : *Vive la réforme, à bas Guizot!* Cette attitude inquiète Louis-Philippe qui demande à Guizot sa **démission** et le remplace par Molé. Paris, à cette nouvelle, illumina. Tout semblait terminé.

b) **Abdication de Louis-Philippe.** Un incident malheureux transforme brusquement la situation. Devant le ministère des Affaires étrangères, un coup de feu, vers 9 h. 1/2 du soir, provoque une *décharge de la troupe*. Seize personnes sont tuées. La foule charge les cadavres sur un chariot et les promène dans Paris, à la lueur des torches, en appelant le peuple aux armes. Toute la nuit, **on dresse des barricades**. Le matin du 24, Bugeaud, laissé sans ordres précis, ramène les troupes vers les Tuileries. Déjà, beaucoup de soldats *font défection*. **Louis-Philippe**, accueilli par des clameurs hostiles, se décourage et **abdique** en faveur de son petit-fils, le comte de Paris.

c) **Proclamation de la République.** La duchesse d'Orléans se rend à la Chambre pour faire proclamer son fils, mais elle doit fuir devant les émeutiers. **Lamartine** et **Ledru-Rollin** s'emparent de la tribune, font acclamer la République et proclament un Gouvernement provisoire.

**12. L'œuvre de la Monarchie** Elle a donné au pays, avec la **de Juillet.** *paix intérieure et extérieure, une réelle prospérité économique.*  
Malgré quelques mauvaises années, l'**agriculture** s'est développée et la récolte de blé est passée de 68 à 81 millions d'hectolitres. Le

**commerce** a profité du développement des voies de communication : routes, canaux, chemins de fer, et l'**industrie** a pris une rapide extension. En 1833, la loi Guizot a organisé l'**enseignement primaire**. Chaque commune doit entretenir une école. L'enseignement est gratuit pour les indigents, mais non obligatoire. Enfin, par la **conquête de l'Algérie**, la monarchie de Juillet a travaillé avec succès à la reconstitution de notre Empire colonial.

## RÉSUMÉ

1. Avec Louis-Philippe, le roi-citoyen, c'est la bourgeoisie qui arrive aux affaires. La Charte est révisée dans un sens libéral et démocratique, mais le nouveau régime ne s'organise pas sans difficulté.

2. Si les légitimistes, malgré l'équipée de la duchesse de Berry, se bornent, en général, à une opposition de salon, les républicains, appuyés sur les ouvriers, suscitent à plusieurs reprises, à Lyon et à Paris, de véritables insurrections qu'il faut réprimer par la force. Les attentats politiques sont fréquents; celui de Fieschi provoque les lois de septembre.

3. A partir de 1835, le parti orléaniste s'émiette et se disloque et le roi s'efforce de faire prévaloir une politique personnelle.

4. Il y réussit à partir de 1840 avec Guizot. Le pays légal laisse faire. Il ne manifeste d'opposition qu'au sujet de l'Entente cordiale avec l'Angleterre, dont les mariages espagnols provoquent la rupture.

5. Mais de nouvelles formations apparaissent. Les catholiques, avec Montalembert, revendiquent la liberté d'enseignement. Les radicaux et les socialistes demandent sans plus de succès des réformes politiques et sociales.

6. Le Gouvernement est hostile à tout changement. Les opposants s'unissent pour réclamer au moins une réforme électorale et parlementaire. La campagne des banquets provoque une vive agitation et il suffit d'un incident malheureux pour déclencher la Révolution et provoquer la chute de la monarchie de Juillet.

---

## APPENDICE

### L'Entente cordiale.

La Révolution de 1830 et l'avènement de Louis-Philippe avaient scandalisé et inquiété les puissances absolutistes. La Russie était menaçante, la Prusse hostile, l'Autriche malveillante. Louis-Philippe a conscience du danger. Il comprend que pour maintenir son pouvoir il faut rassurer l'Europe et sauver la paix. Mais seul et isolé, il est impuissant. Il a besoin d'un

appui extérieur. Des inclinations naturelles le portent vers l'Angleterre. D'ailleurs, il n'a pas le choix des alliances. Seule l'Angleterre, que l'entente franco-russe et l'expédition d'Alger ont vivement irritée, avait applaudi à la chute de Charles X et de Polignac. Seule aussi, elle avait besoin d'un allié sur le continent pour freiner les ambitions russes en Orient. Et, autant que Louis-Philippe, elle aspirait à la paix pour régler dans le calme les graves problèmes que soulevait sa politique intérieure.

Aussi, dès le 1<sup>er</sup> septembre, reconnaissait-elle le nouveau régime et faisait-elle le meilleur accueil à son ambassadeur, Talleyrand. Cette entente avec l'Angleterre permit de régler au meilleur compte la question si épineuse du soulèvement belge et de sauver la paix.

Mais il y avait trop de divergences d'intérêts entre la France et l'Angleterre, trop d'antipathies traditionnelles pour que cette entente fût vraiment cordiale. C'était un mariage de raison, non d'inclination. Et la méfiance soupçonneuse du principal ministre anglais, Palmerston, mit souvent à dure épreuve le rapprochement des deux pays.

Pour maintenir la bonne harmonie, Louis-Philippe doit abandonner la politique des frontières naturelles, écarter le vœu des patriotes belges qui réclament l'union à la France, refuser la couronne offerte au duc de Nemours et même renoncer à toute rectification de frontières.

L'Angleterre voit encore avec dépit le maintien de nos troupes en Algérie, elle s'irrite des tarifs protecteurs que réclame notre industrie et elle surveille jalousement les moindres initiatives de notre politique étrangère. Aussi l'Entente toujours précaire finit-elle par sombrer dans les affaires hispano-portugaises en 1834.

Les affaires d'Orient achevèrent de brouiller les deux pays. Le second conflit égypto-turc que l'Angleterre avait provoqué lui fournit l'occasion de ruiner notre influence en Égypte et de nous exclure du concert européen par le traité de Londres du 15 juillet 1840. C'était le renouvellement du pacte de Chaumont contre la France. La guerre parut imminente, mais Louis-Philippe, soucieux de la paix, confia à Guizot la délicate mission de réconcilier la France avec l'Europe et de renouer l'Entente avec l'Angleterre.

La Convention des détroits et la chute de Palmerston facilitèrent la reprise de bonnes relations officielles. Mais l'accord des gouvernants ne parvint pas à forcer les sympathies de l'opinion. L'affaire du droit de visite et l'affaire Pritchard manifestèrent nettement l'antagonisme des sentiments nationaux. Malgré les visites cordiales des souverains, la conquête de l'Algérie, l'intervention au Maroc, l'appui donné par la France aux Maronites du Liban, la diversité des clientèles en Grèce, la reprise de l'activité coloniale suscitaient à tout instant de nouvelles et violentes réactions dans les deux pays. Enfin, les mariages espagnols, qui suivirent de près le retour de Palmerston aux affaires, ruinèrent définitivement tout espoir de collaboration et d'entente entre la France et l'Angleterre.

## LECTURES

### 1. — Louis-Philippe et la poire.

Un soir d'été, Louis-Philippe, rentrant à pied, vit un (petit garçon) tout petit, haut comme cela, qui suait et se haussait pour charbonner une poire gigantesque sur un des piliers de la grille de Neuilly; le roi,



avec cette bonhomie qui lui venait de Henri IV, aida le gamin, acheva la poire et donna un louis à l'enfant en lui disant : « La poire est aussi là-dessus. »

(V. HUGO, *les Misérables.*)

## 2. — La corruption parlementaire et électorale.

..... Nous sommes ici 200 membres qui écrivons les faveurs du pouvoir : s'il y a quelque bon morceau, il sert pour nous et les nôtres. 200 ici, cela veut dire au dehors 5 à 6.000 clients, meneurs d'élection, personnes influentes. Maintenant, faites un calcul. Puisque le budget se compose de 1.400 millions, et que le service de l'État emploie 60.000 fonctionnaires, chaque membre de la majorité peut disposer de sept millions et de trois cents places. Et vous ne trouvez pas que c'est là un chef-d'œuvre de gouvernement ! Mais que vous faudrait-il donc, malheureux ? — Le calcul était spécieux, je ne savais qu'y répondre... Non, poursuivit-il avec une chaleur alarmante, je ne conçois pas que l'on énerve ce régime par des arguties, qu'on le discute, qu'on l'inquiète. La majorité ne dispose-t-elle pas de tout, des emplois, des faveurs, des grâces, de l'argent et des titres ? Ne règne-t-elle pas ouvertement sur les bureaux ? Se fait-il rien sans qu'elle soit consultée ? Un député de la majorité c'est le souverain de l'arrondissement, du département. Le préfet était autrefois quelque chose, aujourd'hui il est le serviteur du député de la majorité. Et vous avez des scrupules, collègue ! Et vous ne trouvez pas que ce gouvernement est un grand gouvernement !

(Louis REYBAUD, *Jérôme Paturot à la recherche d'une position sociale*, Paris, 1846.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les antécédents de Louis-Philippe ? — Que savez-vous sur son caractère ? — Comment la Charte est-elle modifiée ? — Quelles sont les lois qui organisent le nouveau régime ? — Quels sont les divers partis ? leurs idées ? leurs chefs ? — Quelle est la politique de Laffitte ? de Casimir Périer ? — Quelle est l'attitude des Légitimistes ? — Que savez-vous sur les insurrections ouvrières et républicaines ? à Lyon ? à Paris ? — Quelles furent les conséquences de l'attentat de Fieschi ? — Quelles sont les autres tentatives de soulèvement ? — Que devient le parti orléaniste ? — Quels sont les rapports de Thiers et de Louis-Philippe ? — Quelle est la politique de Guizot après 1840 ? à l'intérieur ? à l'extérieur ? — Quels sont les nouveaux partis qui se forment ? — Quelles sont leurs revendications ? — Comment est accueillie l'alliance anglaise ? — Comment est-elle rompue ? — Que réclame l'opposition en 1847 ? — En quoi consiste la campagne des banquets ? — Pourquoi Guizot démissionne-t-il ? — Quel est l'incident qui déclenche la Révolution ? — Que fait Louis-Philippe ? — Que savez-vous sur l'œuvre de la monarchie de Juillet ?*

---

## CHAPITRE XIII

### Les débuts de la transformation économique et sociale.

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est une période d'intense activité scientifique. Toutes les sciences font de rapides progrès. Des découvertes, aussi nombreuses que variées, préparent le renouvellement de l'outillage et l'accroissement de la production et des échanges. Le machinisme, l'application de la vapeur et de l'électricité transforment l'activité industrielle et commerciale et, par contre-coup, précipitent l'évolution politique et sociale.

#### 1. Le développement des sciences.

a) Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les mathématiques, cultivées par **Lagrange**, **Monge**, **Laplace**, **Cauchy**, renouvellent les sciences physiques et chimiques. **Ampère** formule la loi de l'électro-magnétisme, **Arago** trouve l'électro-aimant qui est à l'origine de la télégraphie électrique. **Philippe Lebon** découvre le gaz d'éclairage, **Dumas** est un des fondateurs de la Chimie organique, **Chevreul** crée la bougie stéarique et transforme l'industrie des savons et des parfums. **Niepee** et **Daguerre** trouvent le principe de la photographie. La biologie se constitue avec **Lamarck**, la géologie prend un rapide essor avec **Brongniart** et **Élie de Beaumont** et devient un puissant auxiliaire de l'industrie minière.

b) Désormais, il n'y a plus de savants universels, mais des **spécialistes** qui se cantonnent dans une science particulière. Les trouvailles des uns profitent aux autres et provoquent de nouvelles recherches qui aboutissent à de nouvelles découvertes. **Jouffroy**, en France, lance le premier bateau à vapeur, mais c'est un Américain, **Fulton**, qui le perfectionne. L'Anglais **Stephenson** construit la première locomotive, mais c'est **Marc Seguin**, d'Annonay, qui en multiplie la puissance et la force par l'invention de la chaudière tubulaire. De plus en plus, les sciences se tournent vers les *applications pratiques*. Le machinisme se développe, la production augmente, le bien-être s'accroît, mais avec l'extension rapide de la **main-d'œuvre ouvrière**, la *question sociale* va soulever de nouveaux problèmes difficiles à résoudre.

## 2. Transformation de l'industrie.

L'industrie profite de toutes les inventions. Les machines à tisser le coton, la laine, le lin, se multiplient. Le **métier Jacquard** facilite le travail du coton et de la soie. La **métallurgie** commence à traiter le minerai de fer au coke et la construction métallique se développe. Aussi l'**extraction de la houille** passe-t-elle de 800.000 tonnes en 1814 à 6 millions en 1850. De même, la *production de la fonte et du fer*, qui était de 112.000 tonnes en 1814, monte à 400.000 en 1829 et à un million en 1848.

De plus en plus, la force de la **vapeur** remplace le travail manuel et permet de produire davantage et à moins de frais. Elle actionne les machines-outils depuis le moindre tour jusqu'au puissant marteau pilon du Creusot. Le nombre des machines à vapeur, qui ne dépassait pas 600 en 1825, s'élève à 2.500 en 1840 et à 5.000 en 1848, développant une puissance de 65.000 chevaux. Dans ce domaine, l'Angleterre conserve une grande avance sur la France.

L'industrie tend à la **concentration** pour diminuer les frais et augmenter le rendement. L'atelier familial fait place à l'usine. De vastes agglomérations ouvrières commencent à se former à Paris, au Creusot, à Saint-Étienne et dans le Nord.

## 3. Le développement des transports.

La **navigation à vapeur** entre peu à peu en concurrence avec la navigation à voile. Le *premier bateau à vapeur* fait la traversée de l'Atlantique en vingt-cinq jours en 1819. A partir de 1840, un service régulier de paquebots à vapeur relie le Havre et New-York. Bientôt l'*hélice* imaginée par le Français **Dallery** remplace avantageusement les roues à palettes et on commence à construire des bateaux en fer.

A la même date, le **chemin de fer** fait une timide apparition. Marc Seguin, l'inventeur de la chaudière tubulaire, construit le premier chemin de fer français, de Saint-Étienne à Andrézieux (1827).

Toutefois, ce ne sera qu'en 1832 que les voyageurs utiliseront ce nouveau mode de locomotion. La loi de 1842 décide enfin la construction des grands réseaux. Le développement fut assez lent : 270 kilomètres en 1836, 460 en 1842 et 1.900 en 1848. Les routes furent améliorées et le **premier pont suspendu** fut jeté en 1825 par Marc Seguin sur le Rhône, entre Tain et Tournon. La télégraphie électrique commence à remplacer la télégraphie



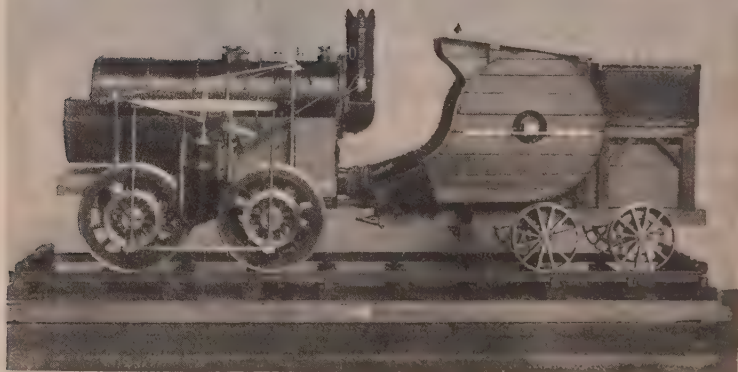
Cl. Giraudon.

AMPÈRE (1775-1836).

(Par Bailly. Collection de l'Institut.)

optique. La première ligne est établie en 1844 entre Paris et Rouen. Paris adopte l'**éclairage au gaz** à partir de 1820.

**4. La question sociale.** C'est la bourgeoisie surtout qui profite de la prospérité des affaires. La misère du peuple, surtout des ouvriers des villes, fait un **contraste lamentable** avec cette bourgeoisie aisée ou opulente. Les salaires sont insuffisants et ont encore tendance à baisser. **Le chômage** est fréquent. A Paris, on compte un indigent pour douze habitants. De profondes réformes s'imposaient, mais la classe ouvrière était incapable de les faire aboutir.



LA PREMIÈRE LOCOMOTIVE TUBULAIRE.

(Modèle du Conservatoire des Arts et Métiers.)

*Elle fut construite en 1829 par Marc Séguin, pour le chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon.*

La Révolution, en supprimant les corporations, avait bien promulgué la *liberté du travail*, mais en refusant aux ouvriers la liberté d'association elle n'avait abouti qu'à **aggraver leur condition**. Elle leur enlevait tout moyen de défense au moment même où le machinisme créait la grande industrie. Elle laissait en présence deux classes aux intérêts divergents : un groupe puissant de dirigeants possesseurs de grands capitaux et une **masse sans cohésion** de travailleurs salariés.

Vers 1830, de nombreux **théoriciens** cherchent un remède à cette situation. **Saint-Simon** (1760-1825) songe à fonder la religion du tra-



vail et de l'industrie dont les savants seraient les prêtres. Il préconise l'association des individus et des nations pour faire disparaître la concurrence et la guerre. L'État serait le *seul patron* ; seul il distribuerait fonctions et salaires à chacun, suivant ses aptitudes et ses œuvres. Ses disciples, Bazard et Enfantin, essayèrent de réaliser la communauté ou *église saint-simonienne*, mais, poursuivis pour association illégale, ils durent se disperser.

**Fourier** (1772-1837) écarte le recours à l'État et ne voit de salut que dans l'*association des travailleurs* qui organisera la vie commune — le *phalanstère* — où chacun vivra du produit du travail que tous accompliront avec joie.

C'est au contraire à l'État que s'adresse **Louis Blanc** (1811-1882) pour améliorer la condition de l'ouvrier et lui assurer le *droit au travail*.

**Proudhon** (1809-1865) combat l'intervention de l'État et préconise l'association libre des travailleurs. Pour lui, *la propriété, c'est le vol* ; la terre appartient à tous. La rétribution d'un travail d'égale durée doit être la même pour tous. Les théories socialistes se multiplient, surtout à partir de 1840 ; elles se répandent dans les milieux révolutionnaires et commencent à pénétrer dans le monde ouvrier. Elles se manifesteront au grand jour en 1848 et provoqueront la tentative de *révolution sociale* du mois de juin.



Cl. Giraudon.

PROUDHON (1809-1865).

(D'après un tableau de G. Courbet, 1853.)

« De race paysanne et francomtoise et, tour à tour, bouvier, lycéen, prote d'imprimerie et commis d'une entreprise de batellerie, Proudhon a mené de front un rude labeur manuel et intellectuel. C'est au travail qu'il a demandé sa règle de vie, il a situé sa vision sociale dans le cadre de l'atelier. »

(E. DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, t. 1.)

## RÉSUMÉ

1. Les sciences se développent, les découvertes se multiplient et toutes finissent par trouver leur application dans l'industrie. Le machinisme et la vapeur transforment les conditions de travail et augmentent le rendement.

2. La navigation à vapeur et la construction des chemins de fer sont en voie de révolutionner l'industrie des transports. L'industrie se concentre, l'atelier familial fait place à l'usine. La production s'accroît et le bien-être matériel augmente.

3. Mais c'est la bourgeoisie seule qui en profite. La classe ouvrière voit au contraire sa situation s'aggraver. Le chômage est fréquent, les

salaires insuffisants et la misère profonde. La Révolution a laissé le travailleur isolé et sans aucun moyen de défense.

4. Vers 1830, de nombreux théoriciens cherchent un remède à cette situation. Les uns préconisent l'association et font appel à l'État; d'autres repoussent son ingérence. Toutes ces théories pénètrent peu à peu dans le monde ouvrier qui tentera de les faire passer dans la pratique en 1848.

## LECTURE

### La situation de l'ouvrier vers 1830.

Les calculs de Dupin évaluent le salaire annuel d'un ménage agricole à 451 francs dans le Midi et à 508 francs dans le Nord; il juge que ce salaire donne le nécessaire à l'ouvrier qui possède sa maison... Mais on ne sait pas si les salaires agricoles augmentent ou diminuent de 1814 à 1830.

L'état des salaires industriels est mieux connu. Ils sont en baisse régulière de 1814 à 1830, tandis qu'augmente le nombre des heures de travail et le prix des denrées de première nécessité. Duchâtelier, député du Finistère, établit en 1830 que, dans tous les corps de métiers, le salaire a baissé en moyenne de 22 p. 100 depuis 1800... Les ouvriers mousseliniers de la région de Tarare, qui travaillent à domicile en famille, gagnent, en 1820, 40 à 45 sous; quinze ans plus tard, 28 à 30. Les 100.000 cotonniers de la Seine-Inférieure ont subi une réduction de salaire qui est de moitié au moins, souvent des deux tiers; pour certains articles l'avilissement des prix est presque incroyable. Les tullistes de Calais, qui travaillaient à façon, ont connu en 1823 des salaires de 15 à 20 francs par jour; ils tombent à 1 fr. 50 et 3 francs. Dans le département du Nord où, sur 962.000 habitants, il y a 224.000 ouvriers (1820), les salaires de 6 francs tombent à 3 francs; ceux de 3 francs à 1 fr. 50; ceux des femmes, de 1 fr. 25 à 0 fr. 60... Dans le Haut-Rhin, à Mulhouse, les salaires de la filature sont tombés à 0 fr. 35 par jour pour les enfants, 0 fr. 75 pour les dévideuses, 3 francs pour les hommes; dans le tissage, ils s'échelonnent de 1 fr. 50 à 2 fr. 50. Les enfants et les femmes qui préparent le fil reçoivent de 0 fr. 25 à 0 fr. 50... En 1830, un ouvrier lyonnais ne gagne pas le tiers de ce qu'il gagnait en 1810, ni la moitié de ce qu'il gagnait en 1824.

Pour obtenir cette rémunération, l'ouvrier fournit à Lyon quinze à seize heures de travail quotidien; quatorze à quinze heures à Sedan, treize heures dans le Nord. La journée de douze heures est très rare.

Obligés à un tel effort et soumis à un pareil tarif, l'ouvrier et l'ouvrière ne gagnent, pour la plupart, pas assez pour se loger et se nourrir décemment. Un tiers seulement des Français mange de la viande; sur les deux autres tiers, l'un mange seulement de l'avoine, du maïs, des pommes de terre. Le pain a coûté à Paris, les 2 kilos (consommation moyenne d'un ménage), 0 fr. 60 à 0 fr. 65 en 1814 et 1815; de 0 fr. 75 à 1 franc en 1816 et 1817, de 0 fr. 70 à 0 fr. 80 de 1818 à 1820... Les logements sont, cela va de soi, réduits au minimum. Villeneuve-Bargemont, préfet du Nord, parle de leur aspect sordide et misérable, de l'entassement, de l'incroyable saleté. Les caves de Lille sont célèbres. Les taudis où s'abritent les ouvriers de Mulhouse sont loués de 6 à 9 francs par mois.

*La misère* est profonde. Sur les 224.300 ouvriers du Nord, 163.000 sont inscrits en 1828 aux bureaux de bienfaisance. A Paris, le chiffre des indigents secourus par les hospices et les hôpitaux est de 167.436; les bureaux de charité distribuent des secours à domicile à 86.415 individus en 1818, en 1821 à 200.000, en 1829, à près de 300.000. On compte à peu près 1.200 mendiants dans les rues de Paris, malgré l'ordonnance du 20 septembre 1828 qui interdit la mendicité et malgré un budget d'assistance qui est de 12 millions... A Lyon, le nombre des enfants abandonnés double entre 1814 (4.778) et 1828 (9.032).

(LAVISSE, *Hist. de France contemporaine*  
t. IV, par CHARLETY, p. 316-319.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les principaux savants de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ? les principales découvertes ? — Quelles sont leurs répercussions ? — Comment l'industrie en profite-t-elle ? — Quelle est l'importance de la vapeur ? — A quelle date apparaissent les premiers bateaux à vapeur ? les premiers chemins de fer ? — Quel est leur développement ? — A qui profite le progrès industriel ? — Quelle est la situation de l'ouvrier ? — Pourquoi est-il incapable de l'améliorer ? — Quels sont les remèdes préconisés par Saint-Simon ? par Fourier ? par Louis Blanc ? par Proudhon ?*

---

## CHAPITRE XIV

### La politique européenne de 1815 à 1848.

Après 1815, deux tendances s'opposent en Europe : l'une *conservatrice* avec la Sainte-Alliance, qui veut maintenir l'œuvre du Congrès de Vienne ; l'autre *révolutionnaire* qui entend donner satisfaction aux aspirations des peuples. La question d'Orient brise la Sainte-Alliance et les révolutions de 1830 sont une victoire de l'esprit révolutionnaire, mais, seule, la Belgique réussit à conquérir son indépendance. Les affaires d'Orient menacent gravement la paix en 1840, et l'Angleterre réussit à régler à son profit le conflit Égypto-Turc. Si la France en ressent quelque humiliation, elle trouve une compensation et une revanche dans la conquête de l'Algérie.

#### 1. La politique de la Sainte-Alliance.

Les vainqueurs de Napoléon, pour garantir leur œuvre, conclurent entre eux deux accords d'inégale importance : la Sainte-Alliance et la Quadruple-Alliance.

La Sainte-Alliance est un pacte d'inspiration religieuse signé par la Russie, l'Autriche et la Prusse sous l'inspiration de la baronne de Krudener. Malgré le bruit fait autour de la publication de ce document les souverains n'y prêtèrent guère d'attention.

La Quadruple-Alliance, qui renouvelait le pacte de Chaumont, avait une **tout autre portée**. Son but était de lutter contre les principes révolutionnaires et de maintenir la paix de 1815 par l'union des souverains et l'organisation des congrès. Metternich, qui avait l'horreur de la Révolution et de toutes les nouveautés, joua à merveille de cette politique au profit de ses idées conservatrices et des intérêts de l'Autriche.

2. Les Congrès. (a) **Le Congrès d'Aix-la-Chapelle** (1818). La première conférence alliée se tint à **Aix-la-Chapelle**. Le duc de Richelieu, avec l'appui du tsar, obtint l'**évacuation du territoire** par les armées étrangères et l'admission de la France dans le concert des grandes puissances : ce fut la **Quintuple-Alliance**.



b) **Les congrès de Carlsbad et de Vienne (1819-1820).** Les intellectuels allemands réclamaient des institutions libérales et l'unité nationale. Une tapageuse manifestation d'étudiants à la **Wartbourg** et le meurtre de Kotzebue, écrivain allemand au service du tsar, décidèrent Metternich à intervenir. Il convoqua les princes allemands à **Carlsbad** et à **Vienne** et obtint la censure de la presse, l'interdiction des sociétés politiques et la surveillance des universités. Un certain nombre de libéraux furent arrêtés ou exilés. L'agitation s'arrêta.

c) **Les congrès de Troppau et de Laybach (1820-1821).** En Ita-



Cl. Giraudon.

LE PRINCE DE METTERNICH  
(1773-1859).

(D'après un portrait de Lœuvence.)

*L'un des hommes qui ont le plus fortement influencé la politique européenne pendant presque toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.*

*Rhénan d'origine, mais sujet autrichien. Diplomate, il fut successivement ministre d'Autriche à Dresde, Berlin, Paris. Chancelier de l'Empire d'Autriche de 1809 à 1848, où la Révolution qui éclata à Vienne l'obligea à prendre sa retraite.*



Cl. Giraudon.

FERDINAND VII (1784-1833).

(D'après Goya. Musée du Prado.)

*Laid et infirme, élevé dans une famille où les tares physiques s'ajoutaient aux tares morales, peu intelligent, flottant au gré des influences contradictoires qui se disputaient sa volonté, ce fut un pauvre homme et un pauvre souverain.*

*Roi en 1808, par l'abdication de son père, Charles IV, détrôné un mois plus tard à Bayonne par Napoléon I<sup>er</sup>, prisonnier en France, à Valençay, sous la garde de Talleyrand, restauré en 1813, il refusa de reconnaître la Constitution votée par les Cortès de 1812.*

lie, les libéraux, appuyés par l'armée, tentèrent d'abolir l'absolutisme et de délivrer leur pays du joug autrichien. La révolte éclata à **Naples** en 1820. Le roi Ferdinand dut accorder une constitution. De Naples, en 1821, la Révolution gagna le **Piémont** qui arbora le drapeau italien. Mais Metternich fit aussitôt décider, aux congrès de Troppau et de Laybach, l'intervention armée de l'Autriche. Les libéraux napolitains furent vaincus à **Riëti** et les Piémontais à **Novare**. La répression fut impitoyable.

d) **Congrès de Vérone** (1822). Ce dernier congrès interallié se tint à Vérone pour régler les **affaires d'Espagne**. Le 1<sup>er</sup> janvier 1820, un complot militaire dirigé par Riego avait forcé Ferdinand VII à rétablir la Constitution de 1812. Le roi, prisonnier de la Révolution, implora le secours de l'étranger. A **Vérone**, malgré l'opposition de l'Angleterre et la France, par la voix de Chateaubriand, se déclara prête à intervenir.



Cl. Girardon.

MÉHÉMET-ALI (1769-1849).

(Bibliothèque Nationale. Estampes.)

Cet Albanais devenu marchand de tabac, puis officier turc et pacha d'Égypte fut le vrai créateur de l'indépendance égyptienne.

On l'a représenté ici donnant des ordres, assis dans sa tente, sur une peau de léopard. Derrière lui sont accrochés son sabre et son bouclier. A droite tente du camp.

Le Congrès accepta. La guerre fut une simple promenade militaire. L'armée française vint mettre le siège devant **Cadix** où les Cortès avaient entraîné Ferdinand. La prise du fort du **Trocadéro** amena la capitulation (septembre 1823). Ferdinand VII rétablit le pouvoir absolu et exerça d'implacables *vengeances* contre les libéraux. **Riego** fut pendu et les suspects arrêtés en masse. Le Congrès de Vérone fut le dernier acte de la Sainte-Alliance.

### 3. La question d'Orient.

On peut définir la *question d'Orient* l'ensemble des problèmes qui se rapportent à l'ancien empire turc et, par Orient, on entend tous les pays soumis à la domination ottomane en Europe, Asie et Afrique.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'empire turc est en déclin. Les pachas se soustraient de plus en

plus à l'autorité du sultan et certains, comme **Ali de Tebelen** en Albanie et **Méhémet-Ali** en Égypte, agissent en véritables souverains. L'armée turque a perdu toute valeur militaire et les janissaires sont toujours prêts à se révolter. D'autre part, on assiste à un **révell des peuples chrétiens** : Grecs, Serbes, Bulgares, Roumains, qui ont été subjugués, mais non assimilés, et qui ont conservé leur religion, leur langue et leur législation. Enfin, la **Russie**, qui se pose en protectrice des chrétiens d'Orient, cherche à profiter de la décadence turque pour occuper Constantinople et les détroits et s'ouvrir un accès à la Méditerranée.

**4. La révolte des Serbes.** Les Serbes avaient surtout à se plaindre des janissaires qui les accablaient de taxes et de corvées. Le massacre de 72 *knez* serbes fut le

signal de l'insurrection. **Kara Georges** vainquit les Turcs à *Michar* en 1806 et libéra tout le pays. Mais, en 1813, un retour offensif des Turcs obligea à s'enfuir en Hongrie pendant que ses compatriotes étaient livrés aux plus horribles représailles.

En 1815, **Miloch Obrenovitch** réussit à reconquérir le pays et le Sultan finit par le reconnaître comme le chef suprême des Serbes. Les Turcs ne conservaient que les forteresses.



Cl. Giraudon.

#### LES MASSACRES DE CHIO. — DELACROIX (1798-1863).

*Les Grecs de l'île de Chio (on écrivait alors Scio) sont emmenés par les Turcs comme un troupeau. Au second plan, massacres ; à l'arrière-plan une ville brûle.*

*Delacroix fut le plus grand peintre romantique. Au goût classique de David, il substitua la passion, l'exotisme, le mouvement furieux et la couleur éblouissante.*

**5. L'indépendance de la Grèce.** Les Grecs se soulèvent en 1821 et l'insurrection se développe rapidement. Au **Congrès d'Épidaure** (1823), les insurgés proclament l'indépendance de la Grèce.

Entre Grecs et Turcs, c'est une *guerre d'extermination*. A **Constantinople**, le patriarche grec est pendu et plus de 80 évêques sont mis à mort. Les Grecs égorgent 12.000 musulmans à **Tripolitza**. Les Turcs mettent à feu et à sang l'**île de Chio**. Sur 90.000 habitants, 23.000 sont massacrés, 47.000 vendus comme esclaves, et toutes les maisons brûlées. Canaris et Miaulis vengent ce massacre en brûlant la flotte ottomane dans la rade de Chio.



BATAILLE DE NAVARIN (20 OCTOBRE 1827).

(Tableau de L. Garneray, Musée de Versailles.)

Malheureusement, les rivalités des chefs affaiblissent la résistance des Grecs. En 1825, le sultan fait appel à son vassal d'Égypte, Méhemet-Ali, qui envoie son fils **Ibrahim Pacha** envahir la Morée et saccager le Péloponèse. *Missolonghi* succombe en 1826 et *Athènes* en 1827. Les Grecs semblent perdus.

Mais l'Europe s'émeut. Le **tsar Nicolas** décide d'intervenir. L'Angleterre, dans l'espoir de contenir les ambitions russes, signe avec le tsar et la France le **traité de Londres** pour imposer au sultan un armistice. La Turquie refuse. Les trois escadres alliées rencontrent la flotte turco-égyptienne à *Navarin* et la somment de cesser les hostilités. Un coup de feu, tiré contre la frégate de l'amiral français de Rigny, déclenche une bataille générale et la *flotte ottomane est anéantie*. Cet incident exaspère le sultan, inquiète l'Angleterre et fournit à la Russie l'occasion de déclarer la guerre. La France envoie une division *en Morée*, d'où les Égyptiens se retirent sans résistance. Les



Russes subissent un grave échec devant **Silistrie**, en 1828, mais l'année suivante, ils s'emparent d'**Andrinople**. Le sultan, effrayé, demande la paix. Par le traité d'Andrinople, la Grèce obtenait son **indépendance** et la Turquie reconnaissait l'**autonomie** de la Serbie et des provinces roumaines. C'était le premier démembrement de l'empire turc.

## 6. Les conflits égypto-turcs (1832-1839).

Le sultan avait promis la Morée à Méhémet-Ali pour prix de son intervention. Après la proclamation de l'indépendance de la Grèce, le pacha d'Égypte réclama en échange la **Syrie**. Mahmoud refusa. Aussitôt, *Ibrahim Pacha* envahit la Syrie, battit les Turcs à **Homs** et à **Beilan**, franchit le Taurus, écrasa la dernière armée turque à **Konieh** en Anatolie et menaça Constantinople.

↓ 21 dec 1832

La Russie offrit son aide au sultan et une flotte russe parut devant le Bosphore. C'était la mainmise de la Russie sur les détroits. L'Angleterre s'alarma et, d'accord avec la France, elle décida Méhémet-Ali à signer la paix à **Koutaïeh** en mai 1833. L'Égypte recevait la Syrie et la région d'Adana qui lui ouvrait l'Asie Mineure.

5 mai 1833  
La Russie négocia alors avec Mahmoud le traité d'**Unkiar Skelessi**, qui, pour huit ans, établissait un véritable protectorat russe sur la Turquie. L'Angleterre en conçut un vif dépit.

En 1839, Mahmoud, encouragé par l'Angleterre, envahit brusquement la Syrie, mais le 24 juin, Ibrahim Pacha détruit l'armée turque à **Nezib** pendant que l'amiral Achmet livre la flotte turque à Méhémet-Ali. Sur ces entrefaites, Mahmoud meurt, laissant le pouvoir à un enfant. La situation paraissait désespérée.

Pour éviter l'intervention de la Russie, l'Angleterre décide les grandes puissances à prendre la Turquie sous leur tutelle. Mais il restait à régler les conditions de paix entre le sultan et le pacha. La France entendait assurer à Méhémet-Ali les *bénéfices de sa victoire*. L'Angleterre, au contraire, cherchait à l'affaiblir. A l'insu de la France, elle signe avec l'Autriche, la Russie et la Prusse, le **traité de Londres du 15 juillet 1840** et enjoint à Méhémet-Ali de restituer toutes ses conquêtes.

C'était pour la France un affront qui souleva à Paris de violentes colères. Thiers préparait activement la guerre et commençait les fortifications autour de la capitale, mais Louis-Philippe, devant l'hostilité générale de l'Europe, refusa de suivre son ministre et appela aux affaires Guizot, *partisan de la paix*.

Méhémet-Ali dut s'incliner à son tour. Il rendit la flotte turque au sultan et ne garda que l'Égypte à titre héréditaire. Enfin, la **Convention des Détroits** fut un nouveau succès pour la politique anglaise et un échec pour la Russie. Désormais, le Bosphore et les Dardanelles étaient fermés à tout navire de guerre. La flotte russe se trouvait ainsi bloquée dans la mer Noire.

## 7. Les révolutions de 1830 et le réveil des nationalités.

Le 4 juillet 1830, les journées de juillet 1830 à Paris eurent dans toute l'Europe un **retentissement** comparable à celui de la prise de la Bastille. Aux nationalités opprimées le drapeau tricolore apparaît comme un signe de libération. Les peuples croient le moment venu de réaliser leurs aspirations nationales. En quelques mois, toute une série de révolutions se déchaîne en Belgique, en Pologne, en Allemagne et en Italie.



Cl. Neurdein.

LÉOPOLD I<sup>er</sup>, ROI DES BELGES  
(1790-1866).

(Portrait par Winterhalter.)

Léopold de Saxe-Cobourg était un prince allemand devenu citoyen anglais par son mariage avec la fille de George II<sup>e</sup>. Il avait déjà refusé le trône de Grèce et n'accepta celui de Belgique qu'après ratification des dispositions prises par la conférence de Londres. Dans des circonstances difficiles, et au milieu des luttes violentes de parti, il fut le modèle des souverains constitutionnels.

Il eut pour fils Léopold II.

## 8. Révolution de Belgique.

Le **royaume des Pays-Bas** avait réuni deux peuples peu faits pour s'entendre : les Hollandais, protestants et de langue allemande ; les Belges, catholiques et de civilisation française.

Un mois après la révolution de juillet, l'insurrection éclatait et les Hollandais devaient évacuer la plus grande partie du pays. Le 4 octobre 1830, un **gouvernement provisoire** proclamait l'**indépendance** de la Belgique.

Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas, s'adressa alors aux puissances garantes des traités de 1815. Le tsar se préparait à répondre à son appel quand son armée fut immobilisée par l'**insurrection polonaise** ; la Prusse et l'Autriche n'osèrent pas intervenir seules.

La France et l'Angleterre en profitèrent pour faire re-

connaître par la **Conférence de Londres** le principe de l'**indépendance et de la neutralité belge**. Les Belges élurent comme roi le duc de Nemours, mais Louis-Philippe refusa pour ménager les susceptibilités anglaises. Le choix des Belges se porta alors sur **Léopold de Saxe-Cobourg**, qui épousa peu après la fille aînée de Louis-Philippe.

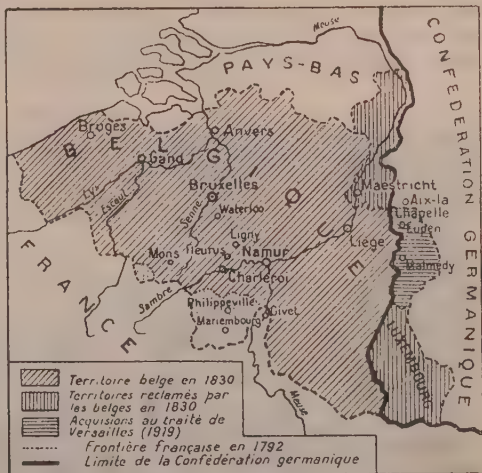
Brusquement, l'armée hollandaise envahit la Belgique et menaça Bruxelles. Une armée française franchit la frontière et les Hollandais se retirèrent. La **Conférence de Londres**, en octobre 1831, régla le sort du nouvel État, mais Guillaume I<sup>er</sup> s'obstinait à garder la citadelle

Anvers. En 1832, l'armée française, appuyée par une flotte anglaise, dut intervenir de nouveau. Après un siège d'un mois, **Anvers** se rendit, néanmoins le roi de Hollande ne reconnut qu'en 1839 le fait accompli.

### 9. Révolution de Pologne.

En 1815 le royaume de Pologne avait été attribué au tsar. Alexandre en avait fait une **monarchie constitutionnelle**, mais Nicolas I<sup>er</sup> avait rétabli le despotisme. L'insurrection éclata en novembre 1830 et un gouvernement provisoire se constitua. Malgré une résistance héroïque, les Polonais, affaiblis par leurs discordes, décimés par le choléra, furent **écrasés à Ostrolenka**, refoulés dans Varsovie et forcés de capituler. La répression fut sauvage. Les déportations et les confiscations se multiplièrent.

Beaucoup de Polonais émigrèrent en France et la Pologne perdit toute autonomie.



### 10. Révolutions d'Italie et d'Allemagne.

En **Italie**, l'agitation fut plus tardive et se limita à l'Italie centrale. En 1831, les carbonari expulsent les souverains de *Parme* et de *Modène* et soulèvent la *Romagne*. Metternich intervient aussitôt et rétablit l'ordre. En 1832, il envoie de nouvelles troupes. La France réplique alors par l'**occupation d'Ancône**.

En **Allemagne** le mouvement a surtout un caractère libéral et démocratique. La Saxe, le Hanovre, la Hesse, le Brunswick, doivent promettre des *constitutions*, mais avec l'appui de Metternich les princes ne tardent pas à retirer toute concession.

La conséquence de toutes ces agitations, ce fut de *diviser l'Europe en deux camps*. La Prusse, la Russie et l'Autriche resserrent leur alliance. La France et l'Angleterre, de leur côté, favorisent le succès des libéraux en Espagne et en Portugal.

## 11. La conquête de l'Algérie. a) **Prise d'Alger.** La régence d'Alger

était une *dépendance nominale de l'Empire turc*. A Alger résidait un dey, chef suprême, suzerain des beys d'Oran, de Titteri et de Constantine. L'origine de l'intervention française fut une querelle entre le dey d'Alger et le Gouvernement français au sujet du règlement d'une fourniture de blé. Au cours d'une



Cl. Arch. Photographiques.

PRISE DE CONSTANTINE (13 OCTOBRE 1837).

(Tableau de Verne).

La ville de Constantine, bâtie sur un rocher relié au plateau par un isthme étroit et presque entièrement entouré par l'oued Rummel aux gorges profondes, était réputée imprenable. Il fallut en faire l'assaut et la réduire maison par maison. Le général Damrémont qui commandait la première expédition contre la ville fut tué la veille de l'assaut.

Les uniformes sont ceux de l'armée métropolitaine. Ce sera seulement Bugeaud qui organisera une vraie armée coloniale avec uniformes et équipements appropriés au climat et au genre de la guerre.

discussion, le dey **frappa le consul français** de son chasse-mouches et refusa toute excuse. Charles X, malgré l'opposition de l'Angleterre, décida une expédition.

Bourmont, avec 36.000 hommes, débarqua à **Sidi-Ferruch** le 14 juin 1830, battit l'armée du dey à **Staouéli**, s'empara du fort l'Empereur et le lendemain, 5 juillet, reçut la **capitulation d'Alger**.

b) **Période d'hésitations (1830-1839).** La Monarchie de Juillet hésitait à garder sa conquête, mais l'armée et une partie de l'opinion s'opposaient à l'évacuation. Pendant cinq ans, on se borna à occuper les en



virus immédiats des ports d'Alger, de Bougie, de Bône, d'Oran et de Mostaganem.

En 1836, le gouverneur, le maréchal Clauzel, voulut occuper **Constantine**. L'expédition mal préparée aboutit à un échec. L'année suivante un nouvel assaut permit à *Lamoricière*, après une lutte sévère, de s'emparer de la forteresse et de la région voisine.

A l'ouest, on avait cherché à s'entendre avec les indigènes, mais, en traitant avec **Abd-el-Kader**, on donna à ce jeune chef très ambitieux un prestige et une influence qu'il retourna contre nous. En 1834, *Desmichels* lui reconnut le titre d'émir.

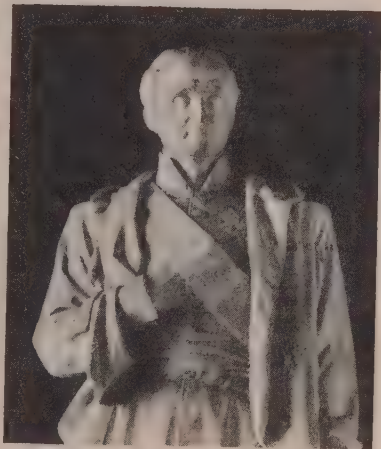
Il s'en servit pour triompher de ses rivaux, prêcher la guerre sainte et nous infliger un sérieux échec à la Macta (1835). **Clauzel**, en représailles, détruisit Mascara. En 1837, on négocia encore avec lui. **Bugeaud**, par le *traité de la Tafna*, lui abandonna les provinces d'Oran et d'Alger, sauf la zone côtière. Abd-el-Kader en profita pour créer une armée régulière, avec des arsenaux et des magasins, puis, à la fin de 1839, il se rua sur la *banlieue d'Alger*. Tout fut pillé, brûlé, massacré.

c) **La lutte finale (1839-1847).**

Ce douloureux incident décida le gouvernement à en finir. **Bugeaud** obtint des effectifs importants, il développa l'organisation de *corps spéciaux* : zouaves, turcos, spahis, chasseurs d'Afrique et employa la tactique de l'*offensive à outrance* avec des colonnes légères.

De 1840 à 1844, il enleva toutes les places fortes de l'émir et le duc d'Aumale, par un brillant coup de main, réussit, en 1843, à s'emparer de la **Smalah**, la capitale mobile d'Abd-el-Kader avec sa famille et ses trésors. 15.000 hommes et 50.000 têtes de bétail tombèrent entre nos mains.

**Abd-el-Kader** fait alors appel au sultan du Maroc, mais Bugeaud, sur les bords de l'Isly, disperse une armée marocaine de 60.000 cavaliers pendant que la flotte française bombarde *Tanger et Mogador*. Désormais Abd-el-Kader n'est plus qu'un fugitif. Poursuivi sans répit,



Cl. Giraudon.

BUGEAUD (1784-1849).

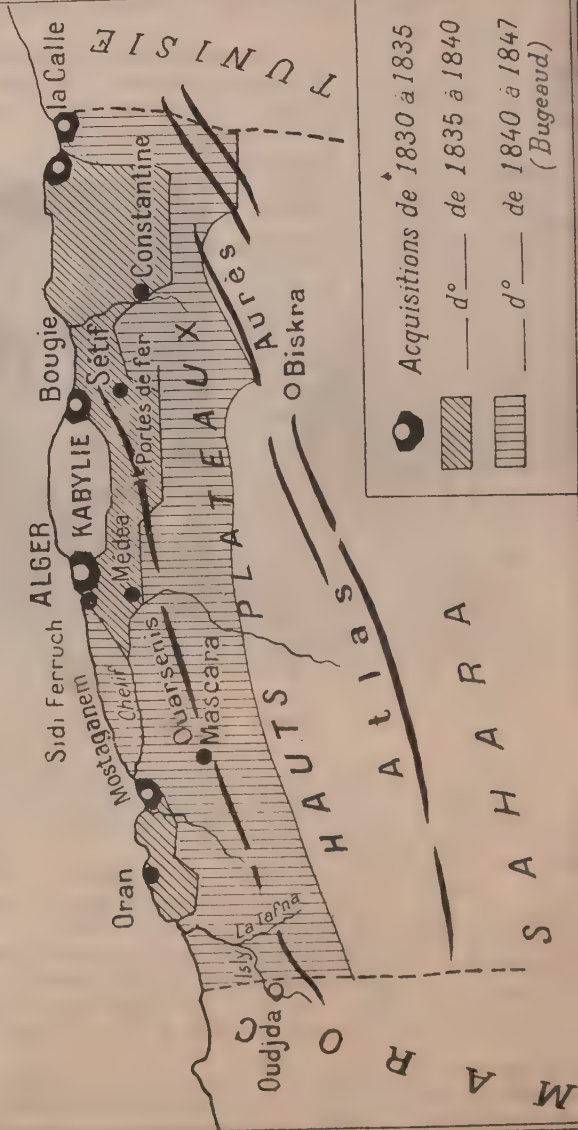
(D'après la statue d'A. Dumont, à Versailles.)

Le maréchal Bugeaud, si populaire auprès des soldats (l'as-tu vue la casquette...?), se révéla dans son gouvernement d'Algérie (1840-1847) le premier de nos grands coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle. « La conquête, disait-il en 1842, serait stérile sans la colonisation. Je serai donc un colonisateur. » Il avait pris pour devise : « Ense et aratro », par l'épée et la charrue.

Quand il quitta l'Algérie il laissait 110.000 colons ; 7.000 enfants fréquentaient les écoles.

1842

# M E R M É D I T E R R A N É E



raqué par les colonnes mobiles de Bugeaud, l'émir finit par se rendre au duc d'Aumale en 1847. L'Algérie était soumise.

La monarchie de Juillet acquit encore quelques modestes territoires qui devaient ouvrir la porte à des conquêtes plus importantes. **En Afrique**, elle prit pied au Gabon et sur la côte d'Ivoire et elle occupa les îles Mayotte et Nossi-Bé dans la région de Madagascar. **En Océanie**, elle s'établit à Tahiti et dans les îles Marquises, Gambier, Wallis, évangélisées par des missionnaires français.



Cl. Giraudon.

#### PRISE DE LA SMALAH.

(Tableau d'Horace Vernet, Versailles.)

*A droite, au second plan, le duc d'Aumale avec son fanion de commandement. Après sa soumission en 1847, Abd-el-Kader fut interné à Paris, puis à Amboise et transféré à Damas, sous le Second Empire. Il refusa de s'associer à l'insurrection algérienne en 1870. L'un de ses descendants a fait brillamment comme officier français la guerre de 1914-1918.*

### RÉSUMÉ

1. Après la chute de Napoléon, les alliés resserrèrent leur alliance et décidèrent de se réunir en congrès pour la défense et le maintien de leur œuvre. De 1818 à 1822, de nombreux congrès réglèrent l'évacuation de la France, la répression de l'agitation allemande et la restauration de l'absolutisme en Italie et en Espagne.

2. C'est la question d'Orient qui brise la Sainte-Alliance. Les Serbes obtiennent leur autonomie; les Grecs, après une lutte opiniâtre, conquièrent leur indépendance. Mais le pacha d'Égypte, pour prix de son intervention en faveur de la Turquie, réclame la Syrie et l'enlève de vive force. La Russie en profite pour établir son protectorat sur l'Empire turc.

3. L'Angleterre, déçue et irritée, provoque une nouvelle guerre. Les Turcs sont écrasés, mais l'Angleterre impose à Méhémet-Ali, notre allié,

la restitution de toutes ses conquêtes, puis bloque la Russie dans la mer Noire par la convention des Détroits.

4. En 1830, de nombreuses révolutions éclatent en Europe. Seule la Belgique réussit à faire reconnaître son indépendance. La Pologne est opprimée par la Russie et l'agitation libérale en Allemagne et en Italie aboutit à un échec.

5. Pendant ce temps, la France achève l'occupation de l'Algérie. En 1837, elle s'empare de Constantine, mais elle avait laissé Abd-el-Kader acquérir un grand prestige et une grosse influence qu'il retourna contre nous. Il fallut une lutte de huit ans pour abattre sa puissance (1839-1847). Avec l'Algérie, la monarchie de Juillet posa en Afrique et en Océanie les jalons de notre futur empire colonial.

## LECTURES

### 1. — La Révolution de 1830 et l'Allemagne.

J'ai vu la première cocarde française au chapeau d'un paysan qui, venant de Strasbourg, passa près de moi dans une rue de Kehl. Elle m'apparut comme un arc-en-ciel après le déluge de nos jours, comme le signe de paix du Dieu apaisé. Et quand le drapeau tricolore étincela au-devant de moi. Impossible de décrire l'émotion que j'éprouvai. Le cœur me battait au point de me faire mal et il n'y eut que les larmes qui pussent soulager ma poitrine oppressée...

Toutes les places de la diligence sont retenues ici pour huit jours; cette affluence vient des innombrables solliciteurs qui s'empressent, tous les jours, d'aller à Paris, pour secouer le jeune arbre de la liberté.

(BORNE, *Lettres écrites de Paris*, p. 1-3.)

Les Hambourgeois... sont attablés dans les cabarets où ils boivent du grog passablement fort, en poussant des cris d'allégresse à l'occasion de trois journées de juillet. Dans tous les idiomes, on porte des toasts aux Français. Les Anglais laconiques leur donnent des louanges avec autant de loquacité que ce Portugais bavard qui regrettait devant moi de ne pouvoir conduire directement à Paris sa cargaison d'oranges pour rafraîchir le peuple qui avait dû souffrir de la chaleur pendant le combat. Même à Hambourg, où la haine des Français a poussé de si profondes racines, il règne maintenant un indescriptible enthousiasme pour la France... Partout flotte le drapeau tricolore, partout résonne la *Marseillaise*, et même les dames paraissent au théâtre avec des rubans tricolores sur la poitrine. Les riches banquiers eux-mêmes, qui, à la suite du mouvement révolutionnaire, perdent beaucoup d'argent, partagent généreusement la joie générale...

(HEINE, *De l'Allemagne*. Paris, 1835, II, p. 37.)

### La prise d'Abd-el-Kader.

Pendant six mois, de novembre 1845 à mars 1846, Bugeaud s'acharna à cette tâche. Quatorze colonnes parcoururent la province d'Oran, foulèrent l'Ouarsenis, battent les hauts plateaux, à la recherche d'un ennemi



qui se dérobe au moment même où l'on croit l'atteindre... Toujours poursuivi par les colonnes françaises et partout repoussé par les tribus du Sud qui jugent sa cause définitivement perdue, il regagne encore le Maroc. Le Sultan l'y tolère, étant impuissant à l'en chasser. Il n'en sort que pour faire des razzias sur nos terres, jusqu'aux environs de Tlemcen. Bugeaud insiste encore pour qu'on lui permette l'expédition décisive au Maroc... Mais Louis-Philippe ne veut pas rentrer dans le « guépier marocain » sous quelque prétexte que ce soit... L'expédition ne fut pas nécessaire. Abd-el-Kader, réfugié au Maroc, mais mal reçu cette fois, dépouillé par le sultan de ses titres, n'était plus très dangereux. Bugeaud put s'occuper de soumettre la Kabylie... Bugeaud quitta l'Algérie le 5 juin 1847. Le duc d'Aumale, qui le remplaça, arriva le 5 octobre. Quelques jours après, le 23 octobre, Abd-el-Kader... se rendit à Lamoricière près de Sidi-Brahim...

...La chute d'Abd-el-Kader ne marquait ni la fin de la conquête, ni la fin de la guerre. Mais c'était la fin d'une politique, celle de l'occupation restreinte, et d'un essai, celui d'un royaume arabe. L'une et l'autre avaient un moment paru sensés à la France; l'expérience avait démontré qu'ils étaient chimériques. Partager l'Algérie avec un chef arabe, c'était une conception trop distante de la réalité, c'est-à-dire des conditions de la vie politique arabe, et nullement appropriée au principal objet du conquérant, qui était évidemment sa sécurité. Abd-el-Kader, qui aurait peut-être réussi à fonder une dynastie avec notre appui, voulut en même temps, lui qui n'existait que par nous, nous jeter à la mer. Cette manœuvre contradictoire le perdit. Il poussa cependant la tentative aux extrêmes limites du possible, car il avait des capacités politiques rares dans son peuple. Il sut organiser un gouvernement, qui eut de l'argent et des soldats; il eut des ruses d'homme d'État; il fut le premier Arabe à demander la liberté à la France au nom des principes de la France. Il eut aussi des qualités d'homme qui ont orné sa carrière de grâce et de charme : instruit autant que pouvait l'être un musulman cultivé et pieux, conscient de la beauté, de la poésie puissante, de la vie libre, ce merveilleux cavalier resta le type accompli de l'Arabe des grandes solitudes : il y a deux belles choses dans le monde, disait-il, « les belles tentes et les beaux vers ».

(LAVISSE, *Histoire de France contemporaine*,  
t. V, par CHARLETY, p. 274-275.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les accords conclus par les alliés après la chute de Napoléon ? — Quelles sont les décisions prises à Aix-la-Chapelle ? à Carlsbad et Vienne ? à Troppau et à Laybach ? à Vérone ? — Que savez-vous sur l'expédition d'Espagne ? — Qu'appelle-t-on question d'Orient ? — Quelle est la situation de la Turquie au début du XIX<sup>e</sup> siècle ? — Quelles sont les causes et les phases de l'insurrection serbe ? — Quel est le caractère de la lutte entre Grecs et Turcs ? — Quels sont les principaux épisodes ? — En quoi consiste l'incident de Navarin ? — Quelles sont ses conséquences ? — Quelles sont les clauses du traité d'Andrinople ? — Pourquoi le premier conflit égypto-turc ? — Quelles sont ses conséquences ? — Pourquoi le second conflit ? — Quelle est l'attitude de la France ? de l'Angleterre ? de l'Égypte ? — Qu'est-ce que la convention des Détroits ? — Que savez-vous sur le réveil des nationalités en 1830 ? — Que font la Belgique ? la Pologne ? l'Italie ? l'Allemagne ? — Quels sont les résultats ? — Pourquoi l'expédition d'Alger ? — Quelle est l'attitude de la France après 1830 ? — Comment se développe la puissance d'Abd-el-Kader ? — Quels sont les principaux épisodes de la conquête ? — Quelles sont les autres acquisitions de la monarchie de juillet ?*

## CHAPITRE XV

### La seconde République en France.

La Révolution de février 1848 avait été faite par les bourgeois républicains unis aux ouvriers socialistes. Mais alors que les premiers ne voulaient qu'une révolution *politique*, les seconds entendaient réaliser, en outre, une révolution *sociale*.

Le conflit entre les deux tendances s'aggrave rapidement et se termine par l'écrasement du parti socialiste. La conséquence fut d'engager la République dans la voie de la réaction. L'Assemblée législative combat vigoureusement le parti montagnard et vote, avec la loi Falloux, diverses mesures réclamées par le parti de l'ordre. L'ambition du Prince Président se heurte à l'opposition de l'Assemblée et aboutit au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

#### 1. Le Gouvernement provisoire. *Les deux gouvernements provisoires qui s'étaient formés*

le 24 février, l'un de nuance bourgeoise et républicaine au Palais Bourbon, l'autre d'inspiration socialiste et révolutionnaire à l'Hôtel de Ville, **fusionnèrent** le soir même en acclamant la République. Lendemain, l'éloquence de Lamartine fit triompher le **drapeau tricolore** comme emblème du nouveau régime. La république de 1848, pacifique à l'extérieur, fut bien accueillie dans le pays. Le clergé rallia aussitôt et bénit les *arbres de la liberté*:

Le Gouvernement abolit la peine de mort, l'esclavage, la contrainte par corps et proclame le droit au travail, la liberté de la presse et la liberté de réunion. Enfin, il établit le suffrage universel, fixe au 9 avril l'élection d'une Constituante de 900 membres et alloue aux députés une indemnité de 25 francs par jour.

La vie politique se trouve subitement transformée. Les journaux et clubs se multiplient à Paris et dans les grandes villes. La garde nationale équipée aux frais de l'État, quadruple ses effectifs.

#### 2. Les premières difficultés. La Révolution de 1848 avait singulièrement aggravé la **crise financière et économique** dont souffrait déjà le pays. L'argent se cache, les affaires s'arrêtaient et les faillites se multipliaient. Pour conjurer

le danger, le Gouvernement donne cours forcé aux billets et établit un *impôt supplémentaire de 45 centimes par franc* sur toutes les contributions directes. Cette taxe nouvelle **irrite les bourgeois et les paysans** et les brouille avec le nouveau régime.

Les ouvriers, de leur côté, souffraient cruellement du *chômage*. Pour leur procurer du travail et des ressources, le gouvernement réduit la journée de travail à 10 heures et organise les **ateliers nationaux** où tous les chômeurs, quel que soit leur métier, sont employés à des travaux de terrassement pour un salaire uniforme de 8 francs par semaine. Les dépenses furent très lourdes et le *résultat à peu près nul*.

### 3. Les élections.

Les socialistes, pour avoir le temps d'endoctriner les électeurs, voulaient *retarder la consultation populaire*. Une première manifestation ouvrière, qui eut lieu le **17 mars**, obtint le renvoi du scrutin au 23 avril, mais une nouvelle tentative, le **16 avril**, échoue devant l'attitude énergique des gardes nationaux des quartiers bourgeois.

Les élections se firent dans le calme et les électeurs mirent un *grand empressement* à se rendre aux chefs-lieux de canton. Sur 900 députés, plus de 500 étaient des républicains modérés, près de 300 souhaitaient le retour d'une monarchie, mais les partis avancés ne comptaient



Cl. Giraudon.

LAMARTINE A L'HÔTEL DE VILLE (25 FÉVRIER 1848).

(Dessin de Charpentier. Bibliothèque Nationale. Est.)

Composition purement allégorique. A gauche un groupe de manifestants avec le drapeau rouge ; à droite gardes nationaux et soldats avec le drapeau tricolore.

En fait Lamartine, hissé sur une chaise, parla par une fenêtre à la foule massée sur la place. Il termina son improvisation par les paroles célèbres : « Le drapeau rouge n'a jamais fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 1791 et 1793, et le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie. »

Toute l'activité de Lamartine, en ces jours troubles, s'employa à rassurer l'Europe et à lui donner l'impression que République ne signifiait pas désordre ni guerre aux rois.

guère qu'une centaine de membres. Pour remplacer le gouvernement provisoire, l'assemblée nomma une **commission de cinq membres**. Elle comprenait quatre modérés : *Lamartine, Arago, Marie, Garnier-Pagès*, et un radical : *Ledru-Rollin*.

**4. Le conflit sanglant.** Le conflit entre l'Assemblée et les révolutionnaires parisiens était *inévitabile*.

**Le 15 mai**, sous prétexte de présenter une pétition en faveur de la Pologne, les émeutiers envahirent et occupèrent le Palais-Bourbon.



Cl. Giraudon.

#### LA LUTTE DE RUES.

(Bibliothèque Nationale Est.)

*La vue est prise du pont Saint-Michel, dans la direction du boulevard Saint-Germain.*

*La barricade qui fermait le pont Saint-Michel vient d'être enlevée. Les insurgés détiennent la barricade qui ferme la rue de la Harpe, à gauche de la place, d'autres sont installés sur l'énorme barricade du Petit Pont (au fond à gauche), et échangent des coups de feu avec les gardes nationaux qui viennent de dégager le pont Saint-Michel.*

*Des gardes de la XI<sup>e</sup> légion débouchent de la rue Saint-André-des-Arts (à droite) et attaquent la barricade de la rue Saint-Séverin. On tire également des maisons.*

*Cet épisode se passait le 23 juin à 7 heures du soir.*

*La barricade du Petit Pont fut enlevée dans la soirée par le général Bedeau qui ne put d'ailleurs, ce soir-là, aller plus loin.*

Déjà, à l'Hôtel de Ville, les socialistes formaient un gouvernement provisoire quand survint la garde nationale qui dispersa les manifestants. On arrêta quelques meneurs (*Barbès, Blanqui*) et on ferma quelques clubs.

Un mois plus tard, l'Assemblée décida la **suppression des ateliers nationaux**, aussi coûteux qu'inutiles, qui étaient devenus des foyers d'agitation et d'insurrection. Les ouvriers seraient les uns enrôlés dans l'armée, les autres occupés à des travaux de terrassement en province (21 juin 1848).

Les ouvriers répondirent par l'**émeute**. Le 22 juin, ils se groupèrent



sur la place du Panthéon en criant : « Nous ne partirons pas, du travail ou du pain, du pain ou du plomb ! » Les quartiers de l'est de Paris se couvrirent de barricades, mais l'insurrection n'avait ni chef, ni programme.

**Cavaignac** fut chargé d'organiser la défense avec des pouvoirs dictatoriaux. *La bataille dura quatre jours : 23-26 juin.* Elle fut acharnée, meurtrière. La troupe eut près de 1.000 tués, dont 6 généraux. **Mgr Affre** fut blessé mortellement en essayant de s'interposer. *La répression fut impitoyable.* Beaucoup d'insurgés furent fusillés après la bataille. Plus de 12.000 furent arrêtés et près de 4.000 déportés en



Cl. Giraudon.

LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC (1802-1857).

(Portrait de Lafosse, exposé au Salon de 1849.)

Carrière militaire brillante en Afrique. Chargé de réprimer l'insurrection de juin, il évita les fautes qui avaient permis le succès des émeutes de 1830 et de février 1848. Il groupa ses forces au lieu de les disperser, maintint soigneusement le contact entre les différents corps de troupes ; il n'eut pas même à faire donner les réserves qu'il avait prévues.

Après le Coup d'État du 2 décembre, il fut arrêté et emprisonné, puis relâché.

Algérie sans jugement. Les clubs et les journaux populaires disparurent. La conséquence des journées de juin fut de couper en deux la société française : d'un côté, les ouvriers ; de l'autre, les bourgeois et les paysans, et d'engager la République dans la voie de la réaction.

JEDRU-ROLLIN (1808-1875).

Avocat parisien, député républicain du Mans en 1841 chef des radicaux ; prit une part très importante à la campagne des banquets, qui précéda l'insurrection de février 1848. Membre du gouvernement provisoire, il se déclara, après avoir hésité, pour le émeutiers. Une tentative d'émeute, le 13 juin 1849, qui échoua, l'obligea à se réfugier en Angleterre ; il revint en France en 1870. Ce n'était qu'un orateur.

## 5. La Constitution de 1848.

La nouvelle Constitution, précédée d'une *Déclaration des droits*, mais aussi des *devoirs du citoyen*, fut promulguée le 11 novembre 1848.

Elle confiait le **pouvoir législatif** à une assemblée unique, indissoluble, de 750 membres élus pour trois ans. Le **pouvoir exécutif** était délégué à un Président de la République élu pour quatre ans au suffrage universel direct et non immédiatement rééligible. Il dispose de la force armée, négocie les traités, nomme et révoque ministres et fonctionnaires. Rien dans cette constitution n'était prévu pour trancher, le cas échéant, *un conflit entre le Président et l'Assemblée*.

#### 6. Election du Président de la République.

Cinq candidats briguaient les suffrages des électeurs : le républicain modéré **Cavaignac**, le montagnard **Ledru-Rollin**, le socialiste **Raspail** et, enfin, **Lamartine** et **Louis-Napoléon Bonaparte**.

Louis-Napoléon, neveu de l'Empereur, avait pour lui le prestige de son nom. Prodigue de promesses, il fit des avances à Thiers et à Montalembert, chefs du parti de l'ordre. Il promit aux catholiques la liberté de l'enseignement. Les paysans et les ouvriers votèrent pour lui et il fut élu par cinq millions et demi de voix. Il prit ses ministres dans le **parti de l'ordre**. Ils entrèrent bientôt en conflit avec l'Assemblée. Celle-ci se sépara à la fin de mai 1849 après le vote du budget.

#### 7. L'Assemblée législative et la lutte contre la Montagne.

L'Assemblée législative, élue le 13 mai 1849, comprit près de 500 monarchistes contre 80 républicains modérés et 180 montagnards. *D'accord avec le Prince Président*, elle mena une vive campagne contre les Montagnards. Le conflit éclata au sujet de l'**expédition de Rome**. La Révolution romaine avait obligé le Pape à quitter sa capitale et à se réfugier à Gaëte. Pour empêcher l'Autriche d'intervenir seule, l'Assemblée Constituante avait envoyé une petite armée sous les ordres du général Oudinot. Celui-ci mit le siège devant Rome et rétablit l'autorité du Pape (1<sup>er</sup> juillet 1849).

Cette expédition **exaspéra les Montagnards**. Le 13 juin 1849, ils essayèrent, inutilement d'ailleurs, de soulever Paris. L'**émeute** fut vite réprimée. On arrêta une trentaine de députés, mais Ledru-Rollin parvint à s'enfuir en Angleterre. « Il est temps, proclama le prince Président, que les bons se rassurent et que les méchants tremblent » Pour rassurer « les bons », l'Assemblée vote une **loi restrictive du suffrage universel**, exigeant des électeurs un domicile de trois ans au lieu de six mois. Cette disposition écartait des urnes un grand nombre d'ouvriers. Elle y ajoute une nouvelle loi **sur la presse** qui rétablit le cautionnement et le droit de timbre.

#### 8. La loi Falloux.

Elle organise la **liberté de l'enseignement** que la Constitution avait reconnue et que les catholiques réclamaient depuis si longtemps.

Préparée sous le ministère de Falloux, elle fut votée le 15 mars 1850, malgré l'opposition de Victor Hugo et avec l'appui de Thiers. La liberté remplaçait le monopole de l'enseignement. Tout Français pourvu du brevet de capacité et, s'il s'agissait d'un religieux, de la lettre d'obédience de son supérieur, pouvait ouvrir une école primaire libre. Le baccalauréat était requis pour l'ouverture d'une école secondaire. L'Université conservait cependant le monopole de la collation des grades et des subsides de l'État. Dans les écoles primaires publiques, les ministres du culte avaient la surveillance de l'enseignement religieux et moral.



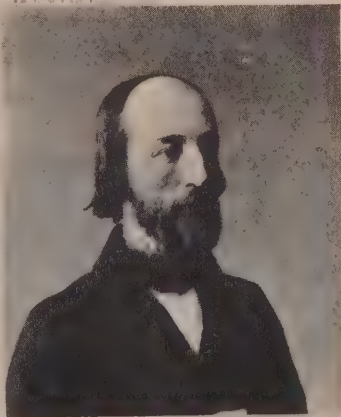
Cl. Braun.

LE GÉNÉRAL CHANGARNIER (1793-1877).

(Photographie.)

Arrière militaire en Afrique. Député, commandant en chef de l'armée de Paris. Il avait accepté de se présenter au Coup d'État qui restaurerait la royauté et que la tentative manquée de « fusion » entre le comte de Chambord et les princes d'Orléans fit avorter. Exilé en Algérie, retourna en France en 1870.

Usage rude et sans grâce, l'air un peu raide de l'officier en retraite.



Cl. Braun.

LE COMTE DE FALLOUX (1811-1886).

Légitimiste par ses origines, Falloux fut, en fait, l'un des chefs du parti catholique libéral.

Sa loi sur l'enseignement fut soutenue par Montalembert et par Thiers, combattue violemment par Louis Veuillot, qui faisait le jeu de mots « Falloux, fallax ».

Il quitta le Parlement après le Coup d'État du deux décembre.

## 9. Conflit entre le Président et l'Assemblée.

L'Assemblée songeait à une **restauration monarchique** et tentait — sans succès d'ailleurs — de réconcilier les princes d'Orléans et le comte de Chambord. Le Président voulait se maintenir au pouvoir **en restaurant l'Empire**. Il avait pour lui les paysans, les fonctionnaires et l'armée.

Il réduisit l'Assemblée à l'impuissance en enlevant à **Changarnier**, qui était royaliste, le commandement de l'armée de Paris et de la garde nationale. Il demande la **révision de la Constitution** qui interdisait sa réélection immédiate et, par souci de popularité, il propose le rétablissement

du suffrage universel. La demande de revision n'obtient pas la majorité des deux tiers et l'assemblée refuse de modifier la loi électorale. Dans son désarroi, elle écarte même la proposition des questeurs qui mettait la force publique à la disposition du président de l'Assemblée. Elle restait ainsi sans défense et à la merci d'un **coup de force**.

**10. Le coup d'État.** Il avait été soigneusement préparé entre le Président et quelques intimes : *Morny*, *Persigny*, le général *Saint-Arnaud* et le préfet de police *Maupas*. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 1851, après une soirée à l'Élysée, les



Cl. Braun.

PERSIGNY (1808-1872).

PERSIGNY s'appelait en réalité FIALIN. Il s'était créé comte de Persigny. Napoléon III le fit duc en 1863. C'était un conspirateur. Il avait pris part aux deux équipées du prince Louis-Napoléon : Strasbourg (1836) et Boulogne (1840). Il fut sous l'Empire ministre de l'Intérieur et ambassadeur.

MAUPAS était préfet de l'Allier en 1849. Il se fit connaître du Prince-Président en lui envoyant directement les rapports sur l'état de l'opinion publique. Préfet de Toulouse en 1851, préfet de police le 27 octobre, il prépara dans ses moindres détails le coup d'État... et les arrestations qui devaient l'accompagner.



Cl. Giraudon.

MAUPAS (1818-1888).

troupes occupent le Palais-Bourbon, la police arrête dans leur lit seize députés, dont Thiers, Changarnier, Cavaignac. Le lendemain matin l'**Assemblée est déclarée dissoute**.

Une réunion de 300 députés royalistes est *dispersée*. Quelques députés républicains essaient vainement de soulever les faubourgs. Le représentant **Baudin** est tué sur une barricade. En province aussi les tentatives de résistance sont facilement réprimées. Trente-deux départements sont mis **en état de siège** et 27.000 personnes sont arrêtées. Des commissions mixtes, prononcent la déportation de près de 10.000 personnes, soit en Algérie, soit même à Cayenne. Enfin, 80 députés soit expulsés de France. Le pays se *résigna* et, par 7 millions et demi de *oui* contre 600.000 *non*, donna à Louis-Napoléon Bonaparte les pouvoirs nécessaires pour faire une nouvelle Constitution.



## RÉSUMÉ

1. La République de 1848 est bien accueillie dans le pays. Elle maintient le drapeau tricolore, établit le suffrage universel et décrète le droit au travail.

2. La vie politique devient très active, mais une violente crise financière et économique paralyse les affaires.

3. Les élections donnent une importante majorité aux républicains modérés, mais la suppression des ateliers nationaux provoque une sanglante insurrection que Cavaignac réprime impitoyablement.

4. L'Assemblée Constituante vote la Constitution de 1848 qui prévoit une assemblée unique élue pour trois ans et un Président de la République nommé pour quatre ans au suffrage universel et non immédiatement rééligible.

5. Louis-Napoléon l'emporte facilement sur ses concurrents et l'Assemblée législative élue en 1849 est en majorité monarchiste. Elle combat vivement le parti Montagnard qui essaie par l'émeute d'empêcher l'expédition de Rome.

6. Elle accorde la liberté d'enseignement et vote des lois restrictives du suffrage universel et de la liberté de la presse. Peu après, un conflit éclate entre le Président, qui entend se maintenir au pouvoir, et l'Assemblée, qui songe à restaurer la monarchie, conflit que tranche le coup d'État du 2 décembre 1851.

## LECTURES

## 1. — Circulaire de Lamartine du 4 mars 1848.

*Aux agents diplomatiques de la République française.*

La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde... La guerre n'est donc pas le principe de la République française comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792... La République française n'entendra donc de guerre à personne. Elle n'a pas besoin de dire qu'elle l'acceptera si on pose des conditions de guerre au peuple français...

Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française; toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations...

Nous le disons hautement : si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe ou ailleurs nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence; si la Suisse, notre fidèle alliée depuis François I<sup>er</sup>, était contrainte ou menacée; si les États indépendants de

l'Italie étaient envahis; si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures; si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples.

...Elle se proclame l'alliée intellectuelle et cordiale de tous les droits, de tous les progrès... des nations qui veulent vivre du même principe que le sien... Elle ne fera point de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins... Mais elle exercera par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme de l'estime et de la sympathie....

(GARNIER-PAGÈS, *Hist. de la Révolution de 1848*, t. VIII, Paris, 1896.)

Le ministre anglais Palmerston appréciait ainsi le caractère de cette circulaire : « C'est une marqueterie, écrivait-il, dont les pièces de couleur différente représentent les opinions diverses qui existent au sein du Gouvernement provisoire : l'un guerrier et remuant, l'autre pacifique et conciliateur. Je soutiens que si l'on mettait tout cela ensemble dans un creuset en faisant évaporer les parties gazeuses et en enlevant l'écume, on trouverait que le résidu, c'est la paix et la bonne intelligence avec les gouvernements. »

(BOURGEOIS, *Manuel de politique étrangère*, t. III, p. 300.)

## 2. — Les promesses de Louis-Napoléon.

...Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque entre vous et moi. Je ne suis pas un ambitieux qui rêve tantôt l'empire et la guerre, tantôt l'application de théories subversives. Élevé dans les pays libres à l'école du malheur, je resterai toujours fidèle aux devoirs que m'imposeront vos suffrages et les volontés de l'Assemblée.

Si j'étais nommé Président, je ne reculerais devant aucun danger devant aucun sacrifice pour défendre la société si audacieusement attaquée... Je mettrai mon honneur à laisser, au bout de quatre ans, à mon successeur, le pouvoir affermi, la liberté intacte, un progrès réel accompli.

(Extrait de son *Manifeste de candidat à la Présidence*.)

J'ai souvent déclaré... que je considérerai, comme de grands coupables ceux qui, par ambition personnelle, compromettraient le peu de stabilité que nous garantit la Constitution.

La règle invariable de ma vie politique sera, dans toutes les circonstances, de faire mon devoir, rien que mon devoir.

Il est aujourd'hui permis à tout le monde, excepté à moi, de vouloir hâter la révision de notre loi fondamentale. Si la Constitution renferme des vices et des dangers, vous êtes tous libres de les faire ressortir aux yeux du pays. Moi seul, *lié par mon serment*, je me renferme dans les strictes limites qu'elle a tracées.

...Si, dans cette session, vous votez la révision de la Constitution, une Constituante viendra refaire nos lois fondamentales et régler le sort du pouvoir exécutif. Si vous ne la votez pas, le peuple, en 1852, manifestera solennellement l'expression de sa volonté nouvelle. Mais, quelles qu'aient été les solutions de l'avenir, entendons-nous, afin que ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la violence qui décident du sort d'une grande nation...

Je vous ai loyalement ouvert mon cœur. Vous répondrez à ma franchise par votre confiance, à mes bonnes intentions par votre concours, et Dieu fera le reste.

*(Message à l'Assemblée législative de novembre 1850.)*

Un an après, Louis-Napoléon faisait le coup d'État du 2 décembre 1851.

**QUESTIONNAIRE.** — *Que savez-vous sur le gouvernement provisoire ? — Quelles mesures prend-il ? — Quelles sont les difficultés qui surgissent ? — Comment essaie-t-il d'y remédier ? — Comment se passent les élections ? — Quel en fut le résultat ? — Quelle fut l'attitude des révolutionnaires ? — Pourquoi supprime-t-on les ateliers nationaux ? — Que savez-vous sur l'insurrection de juin 1848 ? sur sa répression ? sur ses conséquences ? — Comment la Constitution de 1848 organise-t-elle le pouvoir ? — Quels sont les candidats à la présidence de la République ? — Pourquoi Louis-Napoléon l'emporte-t-il ? — Quelle est la composition de l'Assemblée législative ? — Avec qui se trouve-t-elle en conflit ? — Pourquoi ? — Quelles mesures prend-elle ? — En quoi consiste la loi Falloux ? — Pourquoi l'opposition du Président et de l'Assemblée ? — Quels sont les organisateurs du coup d'État ? — Quand et comment s'exécute-t-il ? — Quelles en sont les conséquences ?*

---

## CHAPITRE XVI

### Les Révolutions d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne en 1848.

Les Révolutions de 1848 sont une nouvelle tentative des peuples pour briser l'étreinte des traités de 1815. Cette explosion de libéralisme politique et social provoque l'écroulement momentané de l'absolutisme, mais ne réalise pas encore les rêves d'indépendance et d'unité des nationalités opprimées. L'Autriche, avec l'appui de l'armée et le secours de l'étranger, réussit à briser l'élan révolutionnaire et à restaurer presque partout, avec sa propre domination, le pouvoir absolu.

#### I. — La Révolution en Italie.

1. La situation de l'Italie. Les traités de 1815 avaient morcelé l'Italie en sept États : trois royaumes : la Sardaigne, les Deux-Siciles et la Lombardie-Vénétie; trois duchés : la Toscane, Parme et Modène, et les États de l'Église.

L'absolutisme sévissait dans toute la péninsule, et l'Autriche, qui avait sévèrement réprimé les tentatives de soulèvement de 1820 et 1831, imposait son contrôle à toute l'Italie.

Renverser l'absolutisme, chasser les Autrichiens, unifier l'Italie, tel était le triple but des libéraux et des patriotes groupés dans le **Risorgimento**. Les uns, avec Mazzini, chef de la jeune Italie, voulaient une république italienne; les autres, avec Gioberti, se contentaient de réformes libérales avec une Confédération italienne sous la direction du Pape et du roi de Sardaigne.

Pie IX qui, à son avènement, avait déjà concédé à ses sujets une amnistie politique, établit en 1847, au grand scandale de Metternich, une Consulte d'État formée de laïcs. Ce libéralisme lui valut une prodigieuse popularité. Charles-Albert de Sardaigne et le grand duc de Toscane accordèrent eux aussi quelques libertés. Seul, Ferdinand, roi des Deux-Siciles, resta intransigeant.

2. La Révolution de 1848. Cette obstination de Ferdinand provoqua dès le mois de janvier une insurrection à Palerme et à Naples. Ferdinand, effrayé, se résigna à



octroyer une **constitution**. Charles-Albert, à son tour, promulgua, en mars, le **Statut fondamental**. Le Pape Pie IX et le grand duc de Toscane suivirent son exemple. *Parme* et *Modène* chassèrent leurs souverains. *Milan* se souleva et, après une **bataille de cinq jours**, les Autrichiens se retirèrent dans le Quadrilatère. A *Venise*, l'avocat Manin triompha sans effusion de sang.

Les patriotes crurent le moment venu de réaliser l'unité nationale et de chasser les Autrichiens d'Italie. **Charles-Albert** de Sardaigne prit la tête du mouvement. Il occupa *Milan*, franchit le Mincio à *Goïto* et s'empara de *Peschiera*, mais il **fut vaincu à Custozza**. Les Autrichiens réoccupèrent la Lombardie, mais Venise résista héroïquement pendant un an. Une nouvelle tentative de **Charles-Albert** fut écrasée à **Novarre** le 23 mai 1849. Désespéré, Charles-Albert abdiqua le soir même en faveur de son fils Victor-Emmanuel et se retira au Portugal.

A Rome, Pie IX, débordé par l'agitation révolutionnaire, confia le pouvoir à un libéral, **Rossi**; celui-ci fut assassiné le 15 novembre 1848 et les émeutiers vinrent assiéger le Pape au Quirinal. Un prélat fut même tué. Le 24 novembre, Pie IX s'enfuit secrètement de Rome et **se réfugia à Gaëte**. Mazzini proclama la **République** romaine le 9 février 1849. Quelques jours plus tard, Florence, à son tour, acclamait le régime républicain.

**3. La réaction.** Pour prévenir l'intervention de l'Autriche à Rome et réconcilier le Pape avec ses sujets, le Gouvernement français décida d'envoyer un corps de troupes. **Oudinot**, avec 70.000 hommes, débarque à Civitta-Vecchia, devance les Autrichiens et, après un siège d'un mois (en juillet 1849), s'empare de Rome défendue par Garibaldi. Pie IX rentre à Rome en 1850, mais refuse désormais toute concession libérale.

La chute de Rome fut suivie, un mois plus tard, de celle de *Venise* et les Autrichiens rétablirent partout le **régime absolu**. La réaction fut **impitoyable**. Le roi des Deux-Siciles bombardra Messine; dans toute la péninsule, les milliers de patriotes furent emprisonnés.



Cl. Giraudon.

CHARLES-ALBERT, ROI  
DE SARDAIGNE (1798-1849).

(Par Horace Vernet, à Turin.)

*D'une branche cadette de la famille de Savoie, Charles-Albert succéda en 1831 à Charles-Félix.*

*Charles-Albert ne réussit pas, mais il eut l'intuition que l'unité italienne se ferait par la Maison de Savoie. Son fils, Victor-Emmanuel, suivra, avec plus de chance, la même politique : grouper autour de la dynastie de Savoie toutes les forces nationales.*

Seul, le Piémont maintint le Statut Constitutionnel et le drapeau tricolore (vert, bleu, rouge). Il donna asile aux libéraux et devint ainsi l'espoir de tous les Italiens qui aspiraient à réaliser l'unité nationale.



Cl. Giraudon.

### LE SIÈGE DE ROME (20 JUIN 1849).

(Bibliothèque Nationale. Estampes.)

*Le dessin représente l'une des batteries françaises (batterie n° 10). Cette batterie était établie devant la villa Corsini, pour battre les défenses de la porte Saint-Pancrace (ancienne porte aurélienne).*

*L'attaque de Rome se fit par la rive droite du Tibre, de façon à dominer, du Janicule, la ville basse et à détruire le moins possible d'œuvres d'art et de monuments.*

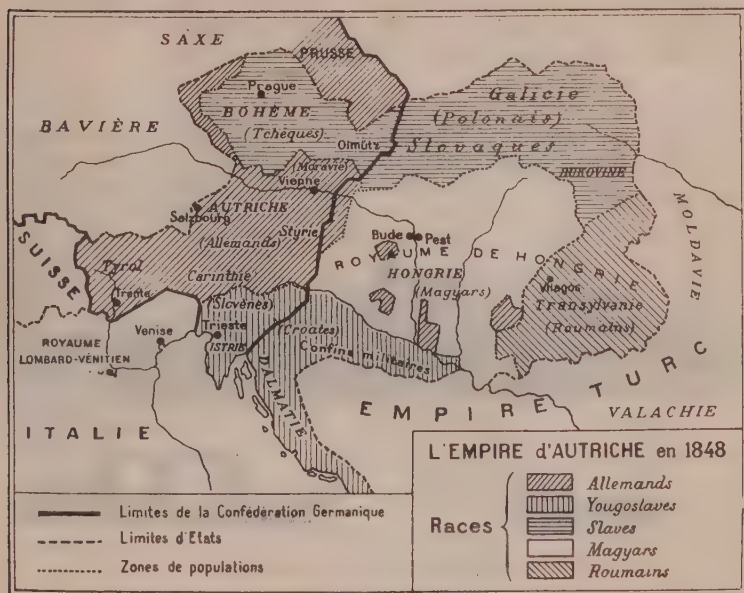
## II. — La Révolution en Autriche.

**1. La situation.** En Autriche, la Révolution de 1848 a un caractère à la fois national et libéral, mais le problème national qui se pose n'a pas pour but l'unité comme en Italie. Il tend, au contraire, à **désagréger** cette mosaïque de peuples, de races, de langues et de religions diverses que constitue l'Autriche.

Quatre groupes sont en lutte pour conquérir leur autonomie ou pour affirmer leur prépondérance : les *Slaves* sont divisés en Slaves du Nord (Tchèques et Slovaques, Polonais et Ruthènes) et Slaves du Sud (Slovènes, Croates et Serbes), les *Latins*, qui comprennent les Roumains à l'Est et les Italiens au Sud-Ouest; les *Allemands* et les *Magyars*, qui forment chacun un seul peuple, les premiers autour de Vienne, les autres dans la plaine hongroise. Tous deux prétendent régenter ou absorber les races voisines.

Les libéraux combattent l'absolutisme et la centralisation. De nombreux écrivains patriotes, dont les plus connus sont l'historien tchèque

**Palacky** et le journaliste magyar **Louis Kossuth**, avaient puissamment contribué à ce réveil des aspirations nationales et libérales.



## 2. La Révolution éclate sur trois points.

a) **A Prague**, les Tchèques demandent pour les Slaves l'égalité avec les Allemands et l'autonomie.

b) **A Vienne**, le 13 mars, une émeute chasse Metternich et force l'Empereur à accorder une légion académique, une garde nationale et une Constitution. Le 15 mai, un nouveau soulèvement obtient la réunion d'une Assemblée Constituante. L'Empereur s'enfuit dans le Tyrol. Le 6 octobre, plutôt que de marcher contre les Hongrois, les insurgés pendent à un réverbère le ministre de la Guerre.

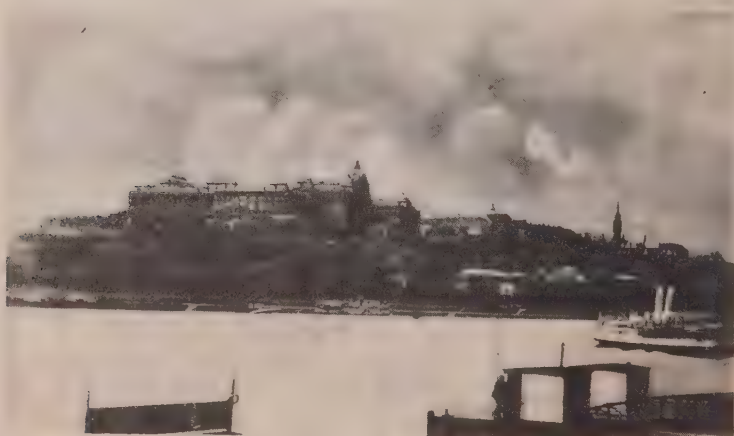
c) **En Hongrie**, la diète de Presbourg abolit le 3 mars le régime féodal et obtient l'autonomie avec un ministère national, mais elle refuse toute liberté aux Serbes, aux Croates et aux Roumains. **Louis Kossuth** exerce une véritable dictature.

En 1849, il proclame la déchéance des Habsbourg et établit la République.

## 3. La réaction.

a) **En Bohême**, Windischgraetz, dont la femme a été tuée au cours d'une émeute, bombarde Prague et disperse le Congrès slave le 14 juin 1848.

b) A Vienne, l'armée de *Windischgraetz* et l'armée croate de *Jellachich* qui, par haine de la Hongrie, est restée fidèle à l'Autriche, assiègent la ville, qui capitule le 1<sup>er</sup> novembre 1848. **Schwarzenberg** devient premier ministre, rétablit le **pouvoir absolu** et décide l'Empereur à abdiquer en faveur de son neveu, François-Joseph.



Cl. Manuel.

#### BUDA-PEST : LE PALAIS ROYAL.

*La capitale de la Hongrie est formée de deux villes unies depuis 1873 : PEST, sur la rive gauche du Danube, ville plate à l'orée de la grande plaine et BUDA, la vieille ville, sur la colline. C'est là que s'élève, à 60 mètres au-dessus du fleuve, le Palais Royal. Cet immense monument relève par Marie-Thérèse en 1718, fut en partie incendié pendant le bombardement de 1849. Il fut restauré en 1850.*

c) En Hongrie, la lutte fut plus rude et plus longue. *Windischgraetz* et *Jellachich* refoulent d'abord les Hongrois et s'emparent de **Presbourg** et de **Buda-Pest**. Les Magyars, réfugiés à *Debreczin*, réorganisent leur armée, battent les Autrichiens et reprennent leur capitale. L'Autriche fait alors appel à la Russie. *Nicolas I<sup>er</sup>*, craignant une révolte en Pologne, dirige contre la Hongrie une armée de 100.000 hommes avec **Paskiévitich**. Les Hongrois battus capitulent à **Villagos** le 14 août 1849. *Kossuth* s'enfuit en Turquie. Les patriotes hongrois sont exécutés en masse. Pour enrayer les mouvements nationaux, l'Autriche pratique une politique de *centralisation* et de *germanisation à outrance*. Les Croates eux-mêmes, restés fidèles aux Habsbourg, se voient traités sans ménagement.

De la Révolution de 1848, il ne subsista en Autriche que la suppression du régime féodal.



### III. — En Allemagne.

**1. La situation.** a) Depuis 1815, l'Allemagne formait une **Confédération de 39 États**, dirigée par la *Diète de Francfort*, congrès permanent de diplomates sans pouvoirs réels. Les États du Sud avaient reçu des constitutions, mais le régime absolutiste et féodal prévalait dans le Nord. L'agitation nationale et libérale, qui, à plusieurs reprises, s'était manifestée après 1815, avait été rapidement réprimée par Metternich.

b) L'unité politique fut préparée par l'union douanière ou **Zollverein** qui, sous la direction de la Prusse, groupait la plupart des États allemands en dehors de l'Autriche. La Prusse, avec sa brillante université de Berlin, avait gagné les sympathies des patriotes allemands. Le roi Frédéric-Guillaume IV encourageait le mouvement national, mais, en dépit de ses promesses, la **Patente** qu'il publia en 1847 n'instituait qu'un Landtag sans autorité.

**2. La Révolution de 1848.** La nouvelle des révolutions de Paris et de Vienne provoqua partout une vive agitation qui parfois dégénéra en *émeute*.

**Berlin**, du 18 au 21 mars, se couvrit de barricades et le roi dut céder. Il vint même saluer les cadavres des insurgés, arbora les couleurs nationales, noir, rouge et or, et convoqua une *Assemblée nationale prussienne*.

En même temps, les libéraux allemands formaient un **Parlement provisoire** qui décréta l'élection au suffrage universel d'un **Parlement constituant**. Celui-ci se réunit à Francfort, le 18 mai 1848, sous la présidence du Hessois Gagern. Il donna à l'archiduc Jean le titre de **vice-empereur** et vota une Constitution qui créait un *Empire fédéral* avec un empereur héréditaire.

**3. La réaction.** a) **En Prusse**, le roi mit Berlin en état de siège et prononça la *dissolution de l'Assemblée nationale* (décembre 1848).

En 1850 cependant, il promulgua une **constitution** qui devait rester en vigueur jusqu'en 1918. Elle établissait un Landtag avec deux Chambres : la Chambre des Seigneurs, nommée par le roi ; la Chambre des Députés, élue à deux degrés, d'après un système qui favorisait les riches.

b) **En Allemagne**, le Parlement de Francfort était divisé sur la question des limites de l'Empire et sur la personnalité du titulaire de la couronne. Le parti de la **petite Allemagne** qui voulait exclure l'Autriche l'emporta et la dignité impériale fut offerte au roi de Prusse.

**Frédéric-Guillaume** la désirait passionnément, mais *par crainte de l'Autriche* et par antipathie contre les principes démocratiques, il **refusa** une couronne qu'il ne voulait recevoir que de ses pairs. L'Autriche avait déjà retiré ses députés de Francfort; la Prusse fit de même et les débris de ce parlement, réfugiés à Stuttgart, furent bientôt après dispersés par la police.

La Prusse essaya du moins de réaliser une **union fédérale restreinte** avec un parlement à Erfurt. L'Autriche aussitôt prit une attitude menaçante et mobilisa ses troupes pour « avilir et démolir » la Prusse. Frédéric-Guillaume capitula et les **Conférences d'Ollmütz** consacrèrent le retour *pur et simple* à la Confédération, à la Diète et au Zollverein. L'Autriche triomphait, mais la Prusse ne devait pas lui pardonner cette « reculade d'Ollmütz ».

## RÉSUMÉ

1. L'Italie morcelée en sept États et opprimée par l'Autriche demandait des réformes et aspirait à former une nation. En 1848, la Sardaigne prend la direction du mouvement. L'Autriche évacue la Lombardie, Pie IX s'enfuit à Gaète.

2. L'Autriche écrase les Sardes à Custoza et à Novarre et la France rétablit le pouvoir temporel du Pape. La réaction fut impitoyable. Seul le Piémont conserva son statut constitutionnel.

3. En Autriche, les diverses nationalités réclament, avec la suppression de l'absolutisme, l'indépendance ou l'autonomie. A Prague, les Tchèques demandent l'égalité avec les Allemands. A Vienne, les libéraux chassent Metternich et imposent des réformes. En Hongrie, les Magyars proclament leur indépendance.

4. L'armée réprime le mouvement tchèque, puis s'empare de Vienne et rétablit l'absolutisme. Pour triompher des Hongrois, il fallut faire appel à l'armée russe. Les insurgés furent exécutés en masse et l'Autriche imposa un régime de centralisation et de germanisation à outrance.

5. L'Allemagne, comme l'Italie, revendique la liberté et l'unité. En mars 1848, Berlin se soulève et le roi de Prusse doit faire des concessions politiques qu'il ne tardera pas à révoquer.

6. Les unitaires allemands réunissent un Parlement à Francfort qui décide la constitution d'un Empire fédéral et offre la couronne au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume n'ose pas accepter par crainte de l'Autriche et le Parlement est dissous.

7. La Prusse cependant tente de réaliser une union fédérale restreinte, mais l'Autriche mobilise aussitôt et lui impose l'humiliante reculade d'Ollmütz.

## LECTURES

## 1. — L'assassinat du comte Rossi.

Pie IX avait pour principal ministre, depuis le 14 septembre 1848, le comte Rossi. Le 15 novembre, au moment où il allait exposer ses vues politiques devant la Chambre des Députés, il fut poignardé par un bras inconnu. Personne ne prit la peine de rechercher son assassin. Ce meurtre fut célébré comme un triomphe patriotique par un peuple fanatisé qui, le lendemain, se porta tumultueusement au Quirinal et somma le Pape d'adopter le programme de la Révolution. Pie IX céda à demi devant l'émeute... Il donna satisfaction à l'opinion dominante en formant un ministère où, à côté de Mamiani, prirent place les principaux chefs du parti démocratique. Mais il n'eut plus dès lors d'autre pensée que celle de fuir une capitale où il ne se jugeait plus libre et où son autorité était presque réduite à néant. Où irait-il ? Le gouvernement français, tremblant qu'il ne se mît sous la protection de l'Autriche, se hâta de lui offrir un asile. Mais le Pape ne voulait ni quitter l'Italie, ni se mettre à la discrétion d'une République. Comme il ne pouvait d'autre part, sans paraître trahir la cause italienne, se retirer sur un territoire dépendant de la cour de Vienne, c'est au roi de Naples qu'il résolut de demander asile. Dans la nuit du 24 au 25 décembre, il parvint à sortir de Rome sous un déguisement et arriva bientôt à Gaète où Ferdinand II le reçut avec de grands honneurs. Il était sauf, mais il laissait derrière lui la Révolution sans contrepoids.

(A. DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe*,  
t. II, p. 23-25.)

## 2. — Les Tchèques.

Chez les Tchèques, le mouvement avait une tendance panslavite. « Je vous le crie aujourd'hui, écrivait le poète Kollar, ô Slaves dispersés ! Soyons un ensemble et non pas des groupes isolés... Ah ! me suis-je dit plus d'une fois, quand mon esprit chancelait, si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la Russie, je ferais les mains, des Polonais le buste, des Tchèques les bras et la tête et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes de la Lusace, les Sibériens, les Croates, les Slovaques seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'agenouillerait devant cette idole dont la tête dépasserait les nuages et dont les pas franchiraient le monde ! » Le poète disait encore : « Quelle est donc cette belle jeune fille qui court dans les champs ? Elle doit être bien pauvre, pour porter ainsi une robe rapiécée de plusieurs étoffes. — C'est notre Bohême bigarrée de colons étrangers. »

L'historien Palacky convoqué au Parlement de Francfort avait répondu : « Je ne suis pas Allemand, je suis Tchèque, d'origine slave, et le peu que je vaudrais tout entier au service de ma nation. Cette nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité historique ; ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme Allemand... »

(L. LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*,  
édit. Hachette.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelle était la situation de l'Italie après 1815 ? de l'Autriche ? de l'Allemagne ? — Quelles sont les revendications des Italiens ? des Allemands ? des diverses nationalités d'Autriche ? — Pourquoi Pie IX fut-il si populaire au début de son pontificat ? — En quoi consiste la Révolution de 1848 en Italie ? — Quelle est l'attitude de la Sardaigne ? de Pie IX ? — Pourquoi la France intervient-elle à Rome ? — Qu'advint-il de l'Italie après 1848 ?*

*Que savez-vous sur la Révolution à Prague ? à Vienne ? en Hongrie ? — Comment l'Autriche la réprime-t-elle ? — Quel est le caractère de la Révolution en Prusse et en Allemagne ? — Que décide le Parlement de Francfort ? — Pourquoi le roi de Prusse refuse-t-il la couronne impériale ? — En quoi consiste la reculade d'Ollmütz ?*

---



## (( CHAPITRE XVII ))

6 e h 20

### La France sous le Second Empire (1852-1870).

Napoléon III règne dix-huit ans. Jusqu'en 1860, il impose au pays un régime de dictature et de pouvoir personnel, mais après la guerre d'Italie il est contraint de faire des concessions de plus en plus nombreuses à l'opposition. Il s'oriente vers le parlementarisme pour sombrer peu après dans le désastre de Sedan. Du moins, par son esprit d'initiative, l'Empire a-t-il contribué à donner au pays la prospérité matérielle et à améliorer la condition des classes laborieuses.

#### 1. La constitution de 1852. La Constitution du 14 janvier 1852, inspirée de la Constitution de

l'an VIII, donnait au Prince-Président un **pouvoir dictatorial de dix ans**. Il déclare la guerre, commande les armées, signe les traités et nomme les membres du Conseil d'État, du Sénat, les ministres et tous les fonctionnaires, lesquels sont astreints au serment de fidélité. *Il n'est responsable que devant le Peuple* consulté par plébiscite. Seul, il a l'initiative des lois. Un **Conseil d'État** de 40 membres prépare les projets de loi; un **Corps législatif** de 261 députés, élus pour six ans au suffrage universel, les vote ainsi que le budget, mais sans avoir le droit de les modifier. Un **Sénat** de 150 membres contrôle les lois et interprète la Constitution par des **sénatus-consultes**.

#### 2. L'établissement de l'Empire. Le **Président** supprime la garde nationale, rétablit

l'aigle sur les drapeaux, confisque les biens des princes d'Orléans (*le premier vol de l'aigle*), s'entoure d'une cour brillante aux Tuileries et laisse crier : « Vive l'Empereur ! » Le Sénat, par sénatus-consulte du 7 novembre 1852, rétablit la **dignité impériale** et le peuple donne son approbation par 7.800.000 *oui* contre 250.000 *non* et près de 2.000.000 d'abstentions. **La proclamation de l'Empire** a lieu le 2 décembre 1852.

Napoléon III était bon, généreux, de goûts simples, mais **chimérique** en politique et obstiné. Il est resté énigmatique, rêveur et indécis. Même sur le trône, il conserve les allures du **conspirateur** : c'est l'homme des

coups d'État et des coups de théâtre. En 1853, il épouse une jeune Espagnole d'une grande beauté, **Eugénie de Montijo**. En 1856, il a un fils, le prince impérial, dont Pie IX accepte d'être le parrain.



Cl. Giraudon.

RENTRÉE DE LOUIS-NAPOLÉON, PRINCE-PRÉSIDENT, LE 16 OCTOBRE 1852, A PARIS.

(Musée de Versailles.)

*Au cours d'une tournée dans le Midi, le prince-président avait pris la parole le 3 octobre, dans un banquet, à Bordeaux. Son discours n'était rien de moins que le programme de l'Empire. « Il est une crainte à laquelle je dois répondre. Par esprit de défiance, certaines personnes se disent : l'Empire, c'est la guerre. Moi, je dis : l'Empire, c'est la paix !... »*

*C'était très net : pour rassurer les évêques, les agriculteurs, tous les conservateurs, l'ancien carbonaro chaussait les pantoufles de Louis-Philippe !*

*Le prince-président revint le 16 à Paris. Il fut accueilli par une manifestation savamment orchestrée, arcs de triomphe, fleurs... et jusqu'à la bannière des enfants de Marie ! Les drapeaux et les bannières portaient la même inscription : A Napoléon III, empereur.*

*Le lendemain, impressionné par la manifestation, le prince sentit l'impérieux devoir de consulter le Sénat !*

### 3. L'Empire autoritaire. Les préfets sont tout-puissants. La **candidature officielle** sévit avec rigueur.

En 1852 et en 1857 il n'y eut que cinq indépendants élus au Corps législatif. Les journaux sont soumis au régime de l'**autorisation préalable**, du cautionnement et de l'avertissement. Ils payent un fort droit de timbre et sont tenus de publier le *communiqué officiel*. La surveillance de la police s'étend à tout : aux livres, aux conversations, à l'enseignement : Cousin, Villemain, Michelet, Quinet, sont exclus de l'Université. En revanche, les fêtes de la cour et la vie mondaine brillent d'un vif éclat. Ce régime a l'appui de l'armée, des masses populaires, de la majorité du clergé et il est servi par des hommes intelligents et actifs comme **Morny, Persigny, Rouher, Duruy, Haussmann**.....

4. L'opposition. L'opposition était *désarmée*. Les royalistes, légitimistes et orléanistes, frondaient dans les salons ou à l'Académie. Les chefs républicains étaient déportés ou exilés et c'est de Bruxelles que Victor Hugo lançait son virulent



Cl. Bulloz.

NAPOLÉON III. EMPEREUR DES FRANÇAIS (1808-1873).

(Portrait par Flandrin, Versailles.)

*L'artiste a remarquablement rendu le regard insaisissable, perdu dans un rêve fumeux. Les traits du visage, ses contours mêmes ont quelque chose d'inconsistant.*

*Élevé en Italie, puis en Suisse, réfugié en Angleterre, il parlait le français avec un rauque accent allemand.*

pamphlet des *Châtiments*. Les catholiques étaient divisés. Si Louis Veuillot se ralliait au nouveau régime, les libéraux avec Montalembert s'en écartaient. A la Chambre, l'opposition n'était représentée que par le groupe des cinq, avec Emile Ollivier et Jules Favre. La vie de Napoléon cependant fut plusieurs fois menacée. En 1858, l'attentat d'Orsini tuait ou blessait cent cinquante-six personnes dans l'entourage de l'Empereur. Le Gouvernement riposta par la loi de sûreté générale. Trois

cents personnes suspectes furent bannies ou déportées. Ce régime de compression put se maintenir quelques années grâce aux victoires de Crimée et d'Italie au développement des affaires et de la prospérité matérielle.



Cl. Braun.

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE (1826-1920).

(Portrait par Winterhalter, Versailles)

Espagnole, très catholique, l'impératrice favorisa de tout son pouvoir la tendance conservatrice qui existait chez un certain nombre des hommes politiques et des diplomates de l'Empire. Il semble bien que son influence ait contribué — avec celle de Morny — à faire décider la campagne du Mexique, qui, finalement, usa les armées et l'Empire, en pure perte

par chapitres. Enfin, un ministre d'État doit défendre devant la Chambre la politique impériale.

La vie politique se ranime, mais **au profit de l'opposition**. En 1863 l'Union libérale fait élire trente-cinq opposants et recueille près de deux millions de suffrages. Devant de nouveaux embarras suscités par l'expédition du Mexique, l'affaire des duchés, la question romaine et la victoire prussienne de Sadowa, l'Empire est contraint de faire de nouvelles concessions.

En 1864, il accorde le droit de grève aux ouvriers; en 1867, il rend aux députés le droit d'interpellation et, en 1868, il fait voter deux lois libérales sur la presse et le droit de réunion. Il se rapproche du tiers-parti d'Émile Ollivier et il laisse Duruy réorganiser l'instruction publique et créer l'enseignement spécial.

## 5. L'Empire libéral.

A partir de 1859, l'Empire se heurte à de graves difficultés extérieures et intérieures. La guerre d'Italie en menaçant le pouvoir temporel du Pape, a irrité le clergé et inquiété les catholiques. D'autre part, les grands industriels, protectionnistes ardents, s'estiment gravement lésés par le traité libre-échangiste franco-anglais de 1860. Pour contre-balancer leur opposition, Napoléon cherche de nouveaux appuis à gauche. Dès 1859, il rouvre la France aux condamnés politiques. Quelques-uns, comme Victor Hugo et Quinet, refusent d'en profiter. En 1860 il accorde aux Chambres avec la publicité des débats le droit de discuter une adresse en réponse aux discours du trône et de voter le budget



## 6. L'agitation républicaine.

Malgré la brillante exposition de 1867, le prestige de l'empire déclinait. Les réformes militaires se heurtaient au mauvais vouloir de l'opinion. La loi Niel prévoyait une armée active de 400.000 hommes, avec une réserve de plus de 300.000 hommes, et une armée de deuxième ligne, la garde mobile, qui ne fut pas organisée. Les adversaires de l'Empire, surtout les républicains, profitaient de toutes les occasions pour l'attaquer avec plus de violence. Les jeunes républicains étaient socialistes, pacifistes, libre penseurs,



Cl. Giraudon.

LE DUC DE MORNAY (1811-1865).

(Lithographie d'Et. David. Bibliothèque Nationale. Estampes.)

Fils d'Hortense de Beauharnais, il était par conséquent le demi-frère de Napoléon III.

Il existe entre les deux hommes une certaine ressemblance, accentuée encore par la taille de la moustache et la barbiche « à l'impériale ». Mais les yeux sont singulièrement vifs.

Morny fut l'un des organisateurs du deux décembre; ministre de l'Intérieur à cette date, il donna sa démission quand parut le décret qui confisquait les biens de la famille d'Orléans (22 janvier 1852).

Il fut président du Corps législatif de 1854 à sa mort. Ce fut, malgré ses défauts et ses vices, une des meilleures têtes politiques du Second Empire.

tous ennemis jurés de l'Empire et de la religion. Les ouvriers adhéraient à l'**Internationale** et les sociétés de libre pensée se multipliaient. L'**anticléricalisme** prenait une rapide extension, malgré les répliques vigoureuses de Louis Veuillot et de Mgr Dupanloup. Rochefort publiait un pamphlet d'une verve insolente, *la Lanterne*, qui obtenait un prodigieux succès. A propos de la souscription ouverte pour élever un monument à Baudin, tué sur les



Cl. Bulloz.

ROCHEFORT (1830-1913).

(Portrait, par Baschet.)

Henri de Rochefort-Luçay était un authentique marquis. Journaliste, il mena contre tous les régimes et tous les gouvernements la lutte du féodal impatient de toute autorité. Il fonda successivement *la Lanterne* (1868), *la Marseillaise* (1869) dont Victor Noir était l'un des rédacteurs, *l'Intransigeant* (1880). Sa dernière volte-face fut de soutenir le général Boulanger.

barricades en 1852, **Gambetta**, en plein prétoire, osa flétrir le coup d'État et faire le procès du 2 décembre avec une violence inouïe. En janvier 1870, les funérailles de **Victor Noir**, qui avait été tué par un cousin de l'Empereur, faillirent déchaîner la Révolution à Paris.

### 7. L'Empire parlementaire. Les élections de 1869 donnèrent

plus de 30 sièges aux républicains et 116 au tiers-parti. Les autoritaires, « les Mamelucks », étaient en minorité. Napoléon, malade et déprimé, fit appel au tiers-parti, transforma le Sénat en Chambre Haute et institua le régime parlementaire avec la responsabilité ministérielle. Les Chambres eurent le droit d'initiative des lois et le droit d'amendement. **Emile Ollivier** forma le premier ministère parlementaire le 2 janvier 1870 et, au plébiscite du 8 mai, les masses rurales approuvèrent les nouvelles réformes par sept millions et demi de oui contre un million cinq cent mille non, provenant surtout des ouvriers et des classes libérales. Au mois de juillet, la guerre éclatait entre la France et la Prusse. Au bruit de nos premières défaites, le ministère **Emile Ollivier** était renversé. Après Sedan, ce fut l'effondrement de l'Empire.



Cl. Neurdein.

ÉMILE OLLIVIER (1825-1913).

(Photo Neurdein.)

Avocat, préfet de Marseille, puis de Chaumont 1848, élu comme député de l'opposition républicaine en 1857, il se fit remarquer à la Chambre par la modération de ses attaques contre l'Empire. Peu à peu il se rallia et devint chef du premier ministère parlementaire (2 janvier 1870).

### 8. Le progrès économique.

Le manque de liberté sous l'Empire est compensé par l'activité de la vie économique. La production s'accroît dans tous les domaines.

a) **L'agriculture.** L'agriculture, favorisée par les concours régionaux, la création de routes et la libre circulation des grains, sort lentement de sa routine séculaire. Le reboisement des Landes, le drainage de la Sologne et de la Brenne, la pratique des assolements, l'emploi des machines et des engrais permettent la culture intensive et améliorent le rendement. La production annuelle du blé passe de 80 à 120 millions d'hectolitres.

b) **L'industrie.** Et cependant l'exode rural vers les villes se précipite. C'est que l'industrie, plus que l'agriculture, profite du mouvement de affaires et des découvertes scientifiques. Le machinisme se développe aussi bien dans l'industrie métallurgique que dans l'industrie textile et chimique. Les usines passent aux mains de sociétés puissantes comme le Creusot. Dans l'industrie sucrière l'accroissement qu'a

druple la production de 1858 à 1870. **Les expositions de 1855 et 1867** témoignent des progrès accomplis. Celle de 1867 groupe 52.000 exposants et reçoit 11 millions de visiteurs.

c) **Le commerce.** Le commerce profite du développement des routes, des voies ferrées et des grandes compagnies de navigation. Sous le régime du **libre-échange** et avec l'abrogation du pacte colonial, il prend un vif essor.

L'Empire entreprend partout de **grands travaux** pour embellir les villes et faciliter la circulation. **Hausmann** transforme la capitale par l'ouverture de larges rues et de grands boulevards, l'aménagement des bois de Boulogne et de Vincennes, la construction des Halles Centrales et de grands monuments publics..... D'autres villes, comme Lyon, Marseille, Cherbourg sont, elles aussi, transformées. Les chemins de fer et le télégraphe se multiplient. En 1870, on compte 18.000 kilomètres de voies ferrées exploitées et plus de 2.000 bureaux télégraphiques. Le tunnel du *Mont-Cenis* est achevé, le canal de *Suez* est percé par Ferdinand de Lesseps et inauguré par l'impératrice en 1869.

De nombreuses **sociétés de crédit** se constituent : Crédit foncier, mobilier, lyonnais..... Les capitaux affluent sur le marché de Paris. C'est l'âge d'or de la Bourse et de la spéculation. La France est devenue *le banquier de l'univers*.

d) **La question sociale.** L'action de l'Empire se manifeste encore dans le **domaine social**. Les ouvriers, de plus en plus nombreux, se plaignaient des salaires insuffisants, du travail excessif et des chômages fréquents. En cas d'accident ou de maladie, c'est souvent la misère. Le gouvernement développe les *œuvres d'assistance*, crée des orphelinats, des maisons de convalescence, des logements ouvriers, des caisses d'assurance en cas de décès ou d'accident. Il fait voter la loi sur le droit de grève et la liberté de coalition. Malgré tout, la situation de l'ouvrier restait précaire. A partir de 1864, il se forme un mouvement ouvrier dirigé par des ouvriers. Il adhère à l'**Association internationale des travailleurs**, mais il verse peu à peu dans le socialisme révolutionnaire et passe sous l'influence collectiviste de Karl Marx.

## RÉSUMÉ

1. La Constitution de 1852 donne à Louis-Napoléon un pouvoir dictatorial qui deviendra bientôt l'Empire.

2. Napoléon III était bon et généreux, mais rêveur et indécis, chimérique et obstiné. De 1852 à 1860, il supprime toute liberté; la presse est bâillonnée, les républicains proscrits, les suspects bannis ou déportés et le Corps législatif ne compte que cinq indépendants.

3. Après la guerre d'Italie, l'Empereur publie une amnistie, permet aux Chambres la discussion d'une adresse, concède aux ouvriers le droit

de grève et, après Sadowa, accorde le droit d'interpellation, de réunion et la liberté de la presse. Seule l'opposition profite de ces concessions. En 1863, elle envoie 35 députés au Corps législatif.

4. Les républicains, d'accord avec les socialistes, pacifistes, libre penseurs et anticléricaux, mènent une campagne acharnée contre l'Empire dont le prestige décline rapidement. Il ne réussit même pas à créer une armée forte et solide.

5. Après les élections de 1869, Émile Ollivier achemine le gouvernement vers le régime parlementaire, mais, malgré un plébiscite favorable, l'Empire s'effondre dans le désastre de Sedan.

6. L'Empire, cependant, fut une période de grande activité économique. L'agriculture et surtout l'industrie et le commerce, prirent un vif essor. La richesse s'accroît. Dans le domaine social, l'Empereur s'efforce d'améliorer la condition matérielle des ouvriers, mais il ne parvient pas à gagner leur confiance.

## LECTURES

### 1. — La candidature officielle.

*(Circulaire de Persigny du 11 février 1852 aux Préfets.)*

...Comment huit millions d'électeurs pourraient-ils s'entendre pour distinguer entre tant de candidats recommandables à divers titres... 261 députés animés du même esprit... et disposés également à compléter la victoire populaire du 20 décembre ? Il importe donc que le Gouvernement éclaire à ce sujet les électeurs... il faut que le peuple soit mis en demeure de discerner quels sont les amis et les ennemis du Gouvernement qu'il vient de fonder... En conséquence, Monsieur le Préfet, prenez des mesures pour faire connaître aux électeurs... par toutes les voies que vous jugerez convenables... celui des candidats que le Gouvernement de Louis-Napoléon juge le plus propre à l'aider dans son œuvre réparatrice.

### 2. — Un exemple de candidature officielle.

Lettre du maire révoqué de Merville (Nord) à ses concitoyens, le 29 juillet 1862, lue à la tribune du Corps législatif par M. J. Favre, le 12 février 1863.

« Mes chers concitoyens,

« Un décret impérial vient de me retirer les fonctions de maire que j'exerçais sans interruption depuis trente-deux ans. Je m'incline avec respect devant l'autorité souveraine qui a signé cette décision, mais je dois à ma conscience et à ma considération d'expliquer publiquement les raisons politiques qui ont amené ma révocation.

« ...Mis en demeure depuis bientôt un an de diriger le suffrage universel aux élections futures contre M. Plichon, notre député actuel au Corps législatif, je n'ai cessé de déclarer à l'autorité que je ne trahirais jamais les devoirs du cœur; que je consentais à rester neutre dans la lutte, me bornant à faire distribuer purement et simplement les bulletins de vote en faveur du candidat du Gouvernement, d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui



inconnu, mais que je ne pouvais mentir à mes sentiments intimes et agir, parler publiquement, contre celui qui est depuis trente ans mon ami personnel.

« On m'a demandé ma démission, j'ai refusé. On m'a révoqué et je n'ai point à m'en plaindre. Mais j'ai le droit de prévenir les suppositions malveillantes, les soupçons injurieux que pourrait faire naître, dans l'esprit de ceux qui ignorent ces circonstances, la nouvelle d'une brusque destitution. »

### 3. — Le procès du coup d'État par Gambetta.

(Plaidoirie sur l'affaire Baudin, 13 novembre 1868.)

...Oui ! le 2 décembre, autour d'un prétendant, se sont groupés des hommes que la France ne connaissait pas jusque-là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation ; de ces gens qui, à toutes les époques, sont les complices des coups de force ; de ces gens dont on peut répéter ce que Salluste a dit de la tourbe qui entourait Catilina ; ce que César dit lui-même en traçant le portrait de ses complices, éternels rebuts des sociétés régulières : *Aere alieno obruti et vitiis onusti*.

Un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes, comme traduisait Corneille... Écoutez, voilà dix-sept ans que vous êtes les maîtres absolus de la France... ce qui vous juge le mieux parce que c'est l'attestation de votre propre remords, c'est que vous n'avez jamais osé dire : Nous célébrerons, nous mettrons au rang des solennités de la France le 2 décembre comme un anniversaire national !

P. de La Gorce (*l'Empire*, t. V, p. 417-418), parlant de l'effet produit : « Dans la salle, dit-il, un silence fait de stupeur retenait tous les souffles. La défense s'était faite **réquisitoire** et quel réquisitoire ! Tous les rôles étaient renversés. L'attaque montait directe, virulente jusqu'au souverain et il semblait que lui seul fût l'accusé. Plusieurs fois, le président, troublé et éperdu, avait tenté de modérer le ton du plaidoyer... Lui (Gambetta), poursuivait cependant avec un redoublement de véhémence. Son accent méridional scandait vigoureusement chaque phrase. Il s'échappait de sa place, frappait sur le banc en une attitude qui n'était déjà plus celle de la défense, mais celle de la rébellion. Ses cheveux en désordre, sa toge entr'ouverte, son rabat retourné, sa toque froissée qu'il ôtait et remettait, tout annonçait l'intensité d'une colère vengeresse, indifférente à tout ce qui n'était pas elle. On eût dit que toutes les victimes de l'Empire voulussent en une heure effacer tout un arriéré de contrainte et de silence. »

**QUESTIONNAIRE.** — Quels sont les pouvoirs du prince-président ? — Comment est organisé le pouvoir législatif ? — Quelles sont les mesures qui préparent l'Empire ? — Quel est le caractère de Napoléon ? — Que savez-vous sur l'empire autoritaire ? — Que devient l'opposition ? — Pourquoi l'empereur fait-il des concessions après 1859 ? — Quelles sont-elles ? — A qui profitent-elles ? — En quoi consiste la loi Niel ? — Quelle est l'attitude des républicains ? — Quel est le résultat des élections de 1869 ? — Quelle transformation subit l'Empire ? — Comment finit-il ? — Quels sont les progrès de l'agriculture ? de l'industrie ? du commerce ? ses grands travaux ? — Quelles sont les réformes sociales réalisées ? — Quelle est l'attitude des ouvriers à l'égard de l'Empire ?

## CHAPITRE XVIII

### La politique extérieure de l'Empire.

Champion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Napoléon III s'efforce de combiner cette politique avec la politique traditionnelle de la France. Si l'unité italienne lui permet de donner au pays sa frontière des Alpes, l'unité allemande lui réserve de cruels déboires sur le Rhin. Du moins, en servant les intérêts catholiques dans le monde, pose-t-il les assises d'un grand empire colonial français. Malheureusement, l'affaire du Mexique est une aventure néfaste, qui se termine en faillite.

**1. Caractères généraux.** Napoléon III tient à diriger en maître toute la **politique extérieure**. Il intervient dans le monde entier, mais trop souvent sa politique sera *aventureuse, versatile et incohérente*.

La diversité de ses alliances témoigne de l'indécision de ses idées. Allié de l'Angleterre durant la guerre de Crimée, ami de la Russie jusqu'à l'insurrection polonaise, protecteur dévoué de l'Italie, souvent en coquetterie avec la Prusse, s'attachant ensuite à l'Autriche, il sera cruellement déçu en 1870 de se retrouver seul, sans allié et sans appui.

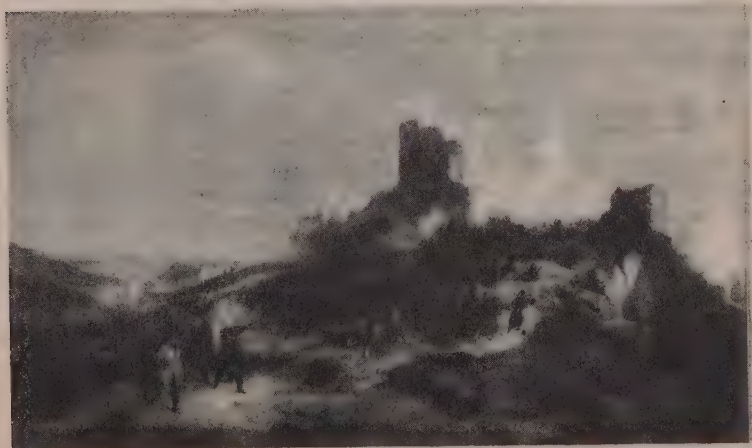
Il est sans cesse **tirailé entre deux systèmes** : l'un, conforme à la *tradition monarchique et catholique*, vise à renforcer la position territoriale de la France par la conquête des frontières naturelles et à soutenir dans le monde l'idée catholique et missionnaire; l'autre, *d'esprit napoléonien et révolutionnaire*, veut effacer les traités de 1815, affranchir les nations opprimées et unifier les peuples et les races.

Ce **principe des nationalités** est à la base de sa politique européenne en Italie, en Allemagne et même en Roumanie et en Pologne. Cette politique était noble et généreuse, mais elle ne tarda pas à se révéler *dangereuse* pour la France et pour la paix. Elle allait déchaîner en Europe des guerres meurtrières et, par la création sur nos frontières d'États puissants et ambitieux, elle mettait en danger notre sécurité et devait aboutir aux pires désastres.

**2. Le secret de l'Empereur.** Pour faire prévaloir sa *politique personnelle*, Napoléon eut recours à ses procédés habituels de **conspirateur**. Il négocie à l'insu de

ses ministres, il emploie des *agents secrets* et s'en sert au besoin pour contrecarrer sa diplomatie officielle. Il'en sera la première victime. Voulant tout régler par lui-même, se cachant de ses ministres, il se *laissera manœuvrer* par des hommes comme Cavour et Bismarck, plus roués et plus astucieux que lui, et enfin, débordé par les événements qu'il prétend diriger, il sombrera dans la *catastrophe*.

Les victoires de Crimée et d'Italie auront pour contre-partie les difficultés de la question romaine, les déboires de la guerre du Mexique, les échecs diplomatiques qui suivent Sadōwa et surtout la débâcle de 1870. La guerre de Crimée se rattache à la question d'Orient, l'unité italienne et l'unité allemande font l'objet de chapitres spéciaux. Il ne reste à exposer ci que les *expéditions coloniales* et la *guerre du Mexique*.



Cl. Giraudon.

PRISE DE LAGHOUAT (2 DÉCEMBRE 1852).

(Versailles, Musée Beaucé.)

Laghouat, au pied des montagnes des Oulad Naïl, sur le versant saharien de l'Atlas, commande la route de Ghardaïa et les oasis du M'zab. La ville, qui s'était soumise sans résistance en 1844, était ensuite entrée en dissidence. L'expédition de 1852, qui la réduisit par un assaut, était sous les ordres du général Pélessier. Le général Bouscaren et le commandant Moraud qui y furent tués, ont donné leurs noms aux forts construits depuis.

**3. L'Algérie.** Le second Empire continue la *conquête* et la *pacification* de l'Algérie. **La Kabylie** est soumise en 1857 et les oasis du Sud (Laghouat, Touggourt, Ouargla) occupées. Napoléon favorise d'abord la colonisation et crée pour l'Algérie un ministère spécial, mais en 1863, il se rallie à la conception d'un **royaume arabe** avec une administration militaire. La colonisation s'arrête mais les résultats sont peu satisfaisants et, en 1870, on revient au régime civil.

**4. L'expédition de Syrie.** Dans la région du Liban, les chrétiens maronites, protégés de la France, vivaient en mauvaise intelligence avec les Druses, soutenus par l'Angleterre. En 1860, les **Druses**, avec la complicité des Turcs, incendient plus de 150 villages maronites et commettent d'affreux excès dans tout le pays. A Damas, près de 6.000 chrétiens sont égorgés et les autres ne doivent leur salut qu'à la courageuse intervention d'**Abd-el-Kader**. La France envoie une **expédition en Syrie** pour obliger les Turcs à rendre justice aux Maronites, mais l'Angleterre veille à ce que la France ne retire aucun avantage de son intervention. Le Liban obtient un *gouverneur chrétien* et les Maronites une *indemnité* qui ne sera guère payée. Seule la France, par l'intermédiaire de Lavigerie et des Écoles d'Orient, viendra efficacement au secours des malheureux. Notre prestige dans le Levant en sera fortifié comme il le sera en Égypte par l'ouverture du canal de Suez.

**5. Le Sénégal.** **Faidherbe**, de 1854 à 1867, poursuit à la fois la conquête et la mise en valeur du Sénégal. Il recrute dans le pays des tirailleurs et des spahis, établit des postes fortifiés, impose aux chefs de tribus des traités de protectorat, brise l'élan du prophète musulman **Omar** en le forçant à lever le siège de Médine, et commence l'exploration du bassin du Niger.

L'Empire occupe encore *Kotonou* et *Porto-Novo*, conclut un traité de commerce avec *Madagascar* et prend pied sur la côte des Somalis par l'acquisition d'*Obock*.

**6. La Chine.** Après la guerre de l'opium, la France avait obtenu au traité de **Whamboa**, 1844, le protectorat des Missions catholiques, des avantages commerciaux et la concession de Shang-Haï. Pour obliger les Chinois à tenir leurs promesses, une expédition franco-anglaise, en 1858, força l'entrée du fleuve Pei-Ho. Le **traité de Tien-Tsin** accordait la liberté religieuse, ouvrait sept nouveaux ports au commerce européen et autorisait la venue d'ambassadeurs à Pékin. Mais les Chinois se déroberent une fois de plus à leurs engagements. Une **nouvelle expédition** en 1860 s'empara des forts de Takou et de la ville de Tien-Tsin. Le combat de **Palikao**, où s'illustra le général Cousin-Montauban, ouvrit la route de Pékin. Le **traité de Pékin** confirma celui de Tien-Tsin.

**7. La Cochinchine.** A la suite de *persécutions* violentes dirigées contre nos missionnaires par l'Empereur d'Annam, Tu Duc, une expédition s'empara de *Tourane* en 1858, puis de *Saïgon*. Au traité de 1863, Tu Duc nous cédait les trois provinces de la Basse-Cochinchine et, après une nouvelle révolte, **toute la Cochinchine** (1867). En 1863, le roi du Cambodge, **Norodom**, avait accepté notre **protectorat**. De hardis explorateurs, *Doudart de Lagrée*, puis



*Francis Garnier* remontèrent le Mékong, mais on dut convenir que le fleuve du Tonkin, le Song-Koï, ouvrait une meilleure voie de pénétration vers la Chine. D'autre part, dès 1853, l'Empire avait pris possession de la **Nouvelle-Calédonie** dans l'Océan Pacifique.

**8. Le Mexique.** Une première expédition, de concert avec l'Espagne et l'Angleterre, avait eu lieu en 1861 pour forcer le président **Juarez** à tenir ses engagements financiers. Les Espagnols et les Anglais ne tardèrent pas à se rembarquer. La France



Cl. Giraudon.

PRISE DU FORT SAINT-XAVIER A PUEBLA (29 MARS 1863).

*Le fort Saint-Xavier, à l'ouest de Puebla, dominant la route de Mexico, fut pris après 6 jours de siège. La partie du fort qui regarde vers les troupes françaises est entamée par le bombardement, tandis que plus loin les murs sont intacts. Deux colonnes montent à l'assaut. La ville, où chaque cadre (c'est-à-dire chaque pâté de maisons) formait un fort, ne se rendit que le 17 mai, après 61 jours de siège, quand Bazaine eut battu une armée qui venait à son secours.*

resta au Mexique pour y organiser un *empire latin*. Mais le général Lorencez échoua devant Puebla en 1862. La ville fut prise en 1863 par Forey et Bazaine. Bazaine occupa ensuite **Mexico** où une assemblée de notables proclama Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche, *empereur du Mexique*. Les partisans de Juarez s'insurgent et ne cessent de harceler nos troupes. De plus, de graves *dissentiments* éclatent entre Bazaine et Maximilien. L'opinion française blâme une *expédition sans honneur* et sans profit. Les États-Unis prennent une attitude menaçante et refusent de reconnaître Maximilien. Napoléon, découragé, rappelle le corps expéditionnaire français. Maximilien essaie de se maintenir, mais, trahi par un de ses officiers, il est livré à Juarez et fusillé à **Queretaro** le 19 juin 1867.

## RÉSUMÉ

1. La politique extérieure de Napoléon III, secrète et versatile, incohérente et aventureuse, se révèle vite dangereuse pour la paix et, en fin de compte, néfaste pour la France.

2. Cependant, les expéditions lointaines, entreprises le plus souvent pour des motifs religieux, eurent pour résultat de renforcer notre prestige dans le monde et de développer notre empire colonial. Dès 1853, Napoléon occupe la Nouvelle-Calédonie. En 1860, il intervient en Syrie en faveur des Maronites. En Algérie, il achève la conquête et la pacification de la Kabylie et des oasis du Sud. Faidherbe occupe et met en valeur le Sénégal. Nous prenons pied au Dahomey, sur la côte des Somalis et à Madagascar. En Chine, nous intervenons à deux reprises avec l'Angleterre pour obliger les Chinois à tenir leurs engagements. Nous occupons Tourane, Saïgon et la Cochinchine pour protéger nos missionnaires et nous établissons notre protectorat sur le Cambodge.

3. L'expédition du Mexique fut une déplorable aventure. Maximilien d'Autriche fut proclamé empereur, mais, devant les difficultés de toute nature qu'il rencontre, Napoléon doit retirer ses troupes. Maximilien s'obstine à rester. Il est fait prisonnier et fusillé le 19 juin 1867.

---

## LECTURES

### 1. — Le massacre des Maronites en 1860.

Nous avons traversé beaucoup de villes, bourgs, etc..., tout est sacagé, brûlé, pillé. Il est impossible d'opérer une œuvre de destruction d'une façon plus complète. Dans les rues, les cadavres des habitants conservaient la posture du supplice qu'on leur avait infligé. Il y en avait de toutes les sortes, crucifiés, empalés et une foule de raffinements de cruauté dont on ne saurait se faire idée. Les journaux qui ont raconté ces horreurs sont tous restés au-dessous de la vérité. Seulement, on n'accuse que les Druses de ces atrocités; ils en ont eu leur part, mais ceux qui les ont le mieux aidés, ce sont les troupes turques.

*(Lettre du chef d'escadron de Tucé, dans « Cahiers de la Quinzaine », 12<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 4.)*

Partout l'œuvre de destruction s'accomplissait de même. Les portes étaient abattues à coups de hache et les malheureux habitants, s'ils n'avaient pu fuir, expiraient sous le sabre. Quant aux femmes, on les soumettait à toutes sortes de tortures jusqu'à ce qu'elles découvrirent l'argent, les bijoux, les trésors de la famille. Les enfants, les jeunes gens, les jeunes filles étaient emmenés dans l'espoir de contraindre les uns à l'apostasie et de faire servir les autres pour le libertinage. Quand une bande

avait passé, d'autres survenaient encore, comme pour glaner à travers le pillage. Puis, lorsqu'il ne restait plus rien à voler, l'incendie s'allumait.

(*LA GORCE, le Second Empire*, t. III, p. 321.)

## 2. — Napoléon III et le Mexique.

Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pourquoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour fonder un gouvernement régulier au Mexique.

Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe, car elle alimente nos fabriques et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau Monde. Maîtresse du Mexique et par conséquent de l'Amérique centrale et du passage entre les deux mers, il n'y aurait plus désormais d'autre puissance en Amérique que celle des États-Unis.

Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue par les armes de la France, nous aurons garanti leur sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne; nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique, et cette influence rayonnera au nord comme au midi, créera des débouchés immenses à notre commerce, et procurera des matières indispensables à notre industrie...

Ainsi donc aujourd'hui, notre honneur militaire engagé, l'exigence de notre politique, l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, tout nous fait un devoir de marcher sur Mexico, d'y planter hardiment notre drapeau, d'y établir soit une monarchie, si elle n'est pas incompatible avec le sentiment national du pays, soit tout au moins un gouvernement qui permettra quelque stabilité.

(*Note confidentielle adressée par l'Empereur au général Forey, commandant du corps expéditionnaire, juillet 1862.*)

(P. GAULOT, *la Vérité sur l'expédition du Mexique*, t. I, Ollendorff, 1889.)

**QUESTIONNAIRE.** — Quel est le caractère de la politique extérieure de Napoléon III ? — Entre quels systèmes oscille-t-elle ? — En quoi consiste la politique des nationalités ? — Quels sont ses dangers ? — Qu'appelle-t-on le secret de l'Empereur ? — Quelles sont les causes de l'expédition de Syrie ? les résultats ? — Quelle est la politique de Napoléon III en Algérie ? — Quelle est l'action de Faidherbe au Sénégal ? — Quels sont les autres points occupés en Afrique ? — Pourquoi intervenons-nous en Chine ? en Cochinchine ? — Que savez-vous sur l'expédition du Mexique ? ses causes ? ses difficultés ? ses conséquences ?

## CHAPITRE XIX

### L'unité italienne.

L'unité italienne, qui avait échoué en 1848 et 1849, réussit de 1859 à 1870, grâce à l'appui de Napoléon III. En 1859 et 1860, le Piémont annexe la Lombardie, l'Italie centrale et méridionale et la plus grande partie des États pontificaux. Les difficultés de la question romaine et les hésitations de Napoléon III retardent les dernières étapes. Cependant, en 1866, l'Autriche cède la Vénétie et, en 1870, les Italiens entrent à Rome.

#### 1. Les artisans de l'unité.

Victor-Emmanuel était devenu roi de Sardaigne en 1849. Brave soldat et bon vivant, il avait compris la leçon de 1848. Pour triompher de l'Autriche et faire l'unité de l'Italie à son profit, il fallait relever le Piémont, gagner la confiance des patriotes italiens et trouver des alliés.

Cavour fut son meilleur auxiliaire.

C'était un ancien officier devenu agriculteur, d'une vive intelligence et d'une extrême souplesse, excellent administrateur, fin diplomate mais sans scrupules. Chef du gouvernement, il releva les finances, réorganisa l'armée, négocia des traités de commerce avantageux, supprima un grand nombre de couvents et confisqua leurs biens au profit de l'État. Il réussit à rallier tous les patriotes italiens, et même la plupart des républicains, à l'idée d'un royaume d'Italie sous l'égide de la maison de Savoie.



Cl. Giraudon.

VICTOR-EMMANUEL II (1820-1878).

(Bibliothèque nationale. Estampes.)

La pose du corps, le visage, les énormes moustaches, font songer à la physionomie légendaire de Tartarin. Grand chasseur, très brave soldat, le roi était aussi un politique avisé, capable de comprendre les suggestions de Cavour et de sentir qu'il ne fallait pas laisser passer la chance qui s'offrait à la Maison de Savoie.



Pour obtenir l'appui de la France et gagner les sympathies de l'Angleterre, *il intervint dans la guerre de Crimée*. Il prit part au **Congrès de Paris** et posa pour la première fois la question de l'Italie devant l'Europe.

## 2. L'entrevue de Plombières.

messes de carbonaro. L'**attentat d'Orsini** le décida à intervenir et, désormais, il sera le plus ferme *soutien de l'Italie*. Au mois de juillet 1858, il invite Cavour à une entrevue secrète à **Plombières** et lui promet l'alliance de la France pour rendre l'Italie libre *des Alpes à l'Adriatique*. En revanche, la **Savoie** et **Nice** reviendraient à la France et le prince Napoléon épouserait une fille de Victor-Emmanuel.

Pour hâter la rupture, Cavour multiplie les **provocations** : il donne asile aux réfugiés Lombards-Vénitiens et fait ouvertement des préparatifs belliqueux. L'Autriche tombe dans le piège et somme le Piémont de désarmer. C'était la **guerre**.

## 3. La guerre de 1859.

Le commandement fut **médiocre** de part et d'autre, mais la bravoure des soldats décida de la victoire. La lenteur des Autrichiens permit aux alliés de se concentrer à *Alexandrie* et d'attaquer avec succès à *Montebello*, *Palestro* et *Turbigo*. Le 4 juin se livra la bataille de **Magenta**, indécise jusqu'à l'arrivée de Mac-Mahon qui marcha résolument au canon et força l'ennemi à battre en retraite. Le 8 juin, Napoléon faisait une **entrée triomphale à Milan**.

Le 24 juin, l'empereur d'Autriche ayant réorganisé son armée reprit l'offensive. Il se heurta *par hasard* aux alliés, près de **Solférino**, au sud du lac de Garde. L'action fut *aussi confuse que meurtrière*. Enfin les Français, en enlevant les hauteurs de Solférino, obligèrent François-Joseph à se retirer à l'abri des forteresses du quadrilatère. Les Autrichiens avaient perdu 22.000 hommes, les alliés 17.000.

Mais Napoléon était *fatigué de la guerre*. Il redoutait les difficultés du siège de Mantoue et était inquiet des *menaces de la Prusse* et des

Napoléon hésitait cependant encore à tenir ses anciennes pro-



Cl. Braun.

(CAVOUR (1810-1861).

*La politique de Cavour le conduisait à lutter contre la Papauté. Cela explique la mauvaise presse qu'il avait auprès des catholiques français. Les Italiens n'en jugeaient pas de même, et, jusqu'au bout, des saints, comme Don Bosco, restèrent en bons termes avec lui. Physionomie pleine de finesse, sur un corps alourdi ; le contraste avec le roi est frappant.*



### L'ENTRÉE SOLENNELLE A MILAN.

Cl. Giraudon.

(Bibliothèque nationale. Estampes.)

*La légende de cette estampe est la suivante : « Le 8 juin 1859, Milan est en fête, toutes les rues sont pavoisées de drapeaux flottant à chaque fenêtre, à chaque balcon des tentures. Les femmes, toutes parées, battent des mains, agitent leurs mouchoirs, lancent des fleurs et, par-dessus tout, un soleil de feu remplit la ville de lumière. Il est neuf heures. Le Roi et l'Empereur font leur entrée solennelle par la porte Valantine et sont acclamés par les vivats enthousiastes d'une foule en délire. »*



### BATAILLE DE SOLFÉRINO (24 JUIN 1859).

Cl. Bulloz.

(Peinture d'Yvon, Musée de Versailles.)

*L'empereur Napoléon III donne à la garde impériale l'ordre d'enlever le mamelon qui domine la tour de Solferino.*

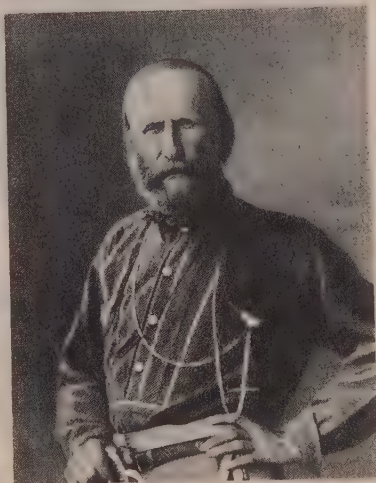
progrès de la Révolution en Italie. Brusquement il offre la paix à François-Joseph et signe avec lui l'armistice de Villafranca (10 juillet) que ratifia le **Congrès de Zurich**. L'Autriche cédait la **Lombardie** à la France qui la transmettait à Victor-Emmanuel. L'Italie formerait une Confédération italienne sous la présidence du Pape. Villafranca provoqua une douloureuse *déception en Italie* et Cavour exaspéré donna sa démission.

**4. Annexion de l'Italie centrale.** Dès le début de la guerre, les *Légations*, excités par des émissaires de Cavour, s'étaient soulevés contre leurs souverains. Malgré les stipulations de Villafranca et de Zurich, ces États formèrent des gouvernements provisoires, organisèrent des **plébiscites** et votèrent leur union au Piémont. Napoléon, qui avait d'abord protesté, se décida enfin à reconnaître ces annexions, en échange de la Savoie et de Nice à la suite d'un plébiscite favorable.

#### **5. Union de l'Italie méridionale, des Marches et de l'Ombrie.**

Au début d'avril 1860, une *insurrection* éclate en Sicile contre le roi François II. **Garibaldi**, encouragé en secret par Cavour revênu au pouvoir, organise l'**expédition des « Mille »** dont l'uniforme était la chemise rouge. Il débarque à Marsala et se rend maître de la Sicile, puis marche sur Naples. François II se réfugie à Gaète.

**Garibaldi**, grisé par ses succès, parle maintenant de **délivrer Rome**. Mais à Rome il y avait une garnison française, et le Pape venait d'organiser, pour la défense de ses États, une armée de volontaires sous le commandement du général Lamoricière. **Cavour**, craignant que Garibaldi ne proclame la République ou ne provoque un conflit avec la France, décide de le devancer, d'occuper rapidement les États du Pape — sauf



Cl. Giraudon.

GIUSEPPE GARIBALDI (1807-1882).

(Bibliothèque nationale. Estampes.)

*Garibaldi était Nîçois ; à sa naissance, la ville était française. Compromis en 1834 dans un complot de la Jeune Italie, condamné à mort par contumace, il se réfugia en Amérique du Sud ; revenu en Italie (1848), il commanda un corps franc qu'il mit à la disposition de la République romaine ; de nouveau exilé en 1854. Revenu en Italie en 1859, il ne cessa dès lors d'y travailler à faire l'unité de son pays. Il offrit à la France, après Sedan, les services de ses volontaires. Mort à Caprera.*

*Il est représenté ici avec la fameuse chemise rouge qui était l'uniforme des Mille.*

Rome — et d'aller à Naples prendre la direction du mouvement national. *Napoléon laisse faire.* Les Piémontais, avec 45.000 hommes, écrasent la petite armée improvisée de Lamoricière à **Castelfidardo** (18 septembre 1860), occupent les Marches et l'Ombrie et pénètrent



Cl. Giraudon.

LAMORICIÈRE (1806-1865).

(Bibliothèque nationale. Est.)

Officier du génie, se distingua en Algérie, notamment en organisant les expéditions qui aboutirent à la capture de la Smalah, puis d'Abdel-Kader lui-même.

Député à la Législative en 1848, opposant au coup d'État, exilé au Deux Décembre, il ne put rentrer en France qu'en 1857.

Il accepta sans enthousiasme de prendre le commandement de l'armée pontificale en avril 1860. Réfugié à Ancône après Castelfidardo, il dut y capituler. Il a son tombeau à la cathédrale de Nantes.

dans le royaume de Naples. Garibaldi aide encore Victor-Emmanuel à battre l'armée napolitaine à **Capoue**, mais refuse les avances du roi et résigne son commandement. Le royaume des Deux-Siciles, les Marches et l'Ombrie votent leur *union au Piémont* et; le 18 février 1861, **Victor-Emmanuel** était proclamé **roi d'Italie** par le premier parlement italien réuni à Turin. Cavour mourut peu après.

## 6. L'annexion de Venise.

Sur le conseil de Napoléon, en 1866, l'Italie conclut avec la **Prusse** une **alliance** qui devait lui assurer la possession de Venise. Les Prussiens remportèrent une victoire décisive à Sadowa, mais les Italiens furent battus sur terre à **Custoza** et sur mer à **Lissa**. L'Autriche, néanmoins, **cédait Venise** à Napoléon qui la remettait à Victor-Emmanuel. **Trieste** et **Trente** ne reviendront à l'Italie qu'en 1918.

## 7. La question romaine.

La question de Rome était beaucoup plus *épineuse*. Les patriotes italiens réclamaient Rome comme **capitale** du nouveau royaume. Napoléon devait tenir compte de l'opinion des catholiques qui voyaient dans le maintien du pouvoir temporel du Pape la **garantie de son indépendance spirituelle**. Le Pape était intraitable sur cette question et Napoléon maintenait la garnison française à Rome.

S'attaquer à Rome, c'était donc risquer une guerre avec la France. **Garibaldi**, en 1862, essaya un coup de main sur le territoire pontifical, mais il fut arrêté par les troupes italiennes à **Aspromonte**. Après deux ans de négociations, la France et l'Italie signèrent la *convention*





du 15 septembre 1864. Les troupes françaises évacueraient Rome dans un délai de deux ans, et Victor-Emmanuel s'engageait à respecter et même à protéger l'indépendance du Souverain Pontife et fixait sa **capitale à Florence**.

Les Français avaient à peine évacué les États Pontificaux que Garibaldi envahissait de nouveau le territoire romain défendu par les volontaires de la *légion d'Antibes*. Les troupes françaises revinrent à la hâte et arrivèrent à temps pour aider les pontificaux à battre les bandes garibaldiennes à **Mentana** (3 novembre 1867) « où les chasse-pots firent merveille ». Cette nouvelle intervention de la France souleva

dans toute l'Italie de vives colères. Nous ne devons plus quitter Rome qu'en 1870. A la suite de nos revers et après la chute de Napoléon, les Italiens, le 20 septembre 1870, pénétraient dans Rome par la brèche de la **Porta Pia**.

Rome fut déclarée *capitale intangible* du nouveau royaume et Victor-Emmanuel s'installa au Quirinal. Mais, malgré la loi des garanties, le Pape refusa de reconnaître le fait accompli. La question ne sera résolue, qu'en 1929 par les **accords de Latran**.

## RÉSUMÉ

1. Les principaux artisans de l'unité italienne sont : Victor-Emmanuel II, Cavour et Garibaldi, mais c'est l'appui efficace de Napoléon III qui assure leur succès.

2. Grâce à l'alliance de Plombières, l'Autriche, vaincue à Magenta et à Solferino, abandonne la Lombardie. Napoléon permet ensuite l'annexion de l'Italie centrale au Piémont qui cède Nice et la Savoie à la France.

3. Peu après, Garibaldi occupe la Sicile et marche sur Naples pendant que Victor-Emmanuel, avec l'assentiment tacite de Napoléon, envahit les Marches et l'Ombrie, écrase la petite armée pontificale à Castelfidardo et pénètre dans le royaume de Naples dont il achève la conquête. Victor-Emmanuel est alors proclamé roi d'Italie.

4. Les difficultés de la Question romaine et les hésitations de Napoléon retardent les dernières étapes. Cependant, en 1866, Napoléon favorise l'alliance de l'Italie avec la Prusse pour lui assurer Venise.

5. Sur la promesse de l'Italie de respecter l'indépendance du pape, Napoléon s'était engagé à retirer de Rome la garnison française, mais à peine étions-nous partis que Garibaldi envahissait le territoire romain. Les troupes françaises revenaient en hâte pour aider l'armée pontificale à battre les bandes garibaldiennes à Mentana le 3 novembre 1867.

6. Ce ne sera qu'en 1870, après le retrait de nos troupes et la chute de Napoléon III, que les Italiens s'empareront de Rome qui deviendra la capitale du nouveau royaume.

---

## LECTURES

### 1. — Garibaldi.

*Maxime du Camp*, engagé volontaire dans l'expédition des Deux-Siciles, fait ce portrait de Garibaldi :

« Garibaldi est un simple, au beau sens de ce mot. Porté par un amour immense de sa patrie, il a accompli naïvement des œuvres énormes, ne tenant jamais compte des obstacles, ne voyant que le but auquel il marche droit, sans que la possibilité de fléchir lui soit même venue à l'esprit. Son

instruction paraît médiocre, son intelligence est ordinaire, son esprit assez crédule, mais il a un grand cœur. Il a la foi, il croit à l'Italie, il croit à sa propre mission. »

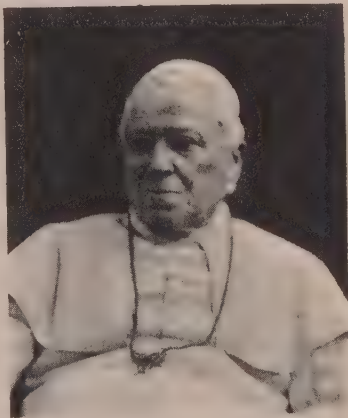
(Maxime DU CAMP, *Expédition des Deux-Siciles.*)

Valbert, dans la *Revue des Deux Mondes*, juillet-août 1882, p. 208, le juge ainsi :

« Garibaldi est un vrai chef de tribu, un vrai Peau-Rouge qui n'a jamais rien compris à la société. Il a la haine du gendarme qu'il traite de shire, la haine du juge qu'il traite de bourreau, la haine de tout gouvernement régulier qu'il taxe de tyrannie. En vrai sauvage, il estime qu'on n'est vraiment libre que les jours où l'on risque de recevoir une balle dans la poitrine en sortant de chez soi. Comme les sauvages, il n'a besoin de rien et il n'est pas d'homme plus ingouvernable que celui qui n'a pas de besoins; on ne sait par où le prendre ni par où le tenir. Il ressemble encore au sauvage par ce mélange de naïveté enfantine et de finesse rusée qui est dans son caractère. Il s'est fourré souvent dans des guêpiers où il n'avait que faire, mais il a toujours su s'en aller quand il fallait et comme il fallait..... »

## 2. — Pie IX.

« Doué en même temps d'une imagination ardente et mobile, d'un cœur ferme et intrépide, il a laissé sur tous les actes de son pontificat l'empreinte de sa personnalité. Aucun homme ne s'est jamais moins docilement courbé sous les faits; aucun pape n'a prétendu davantage à les diriger..... Pie IX a été pape comme Louis XIV était roi. Il se tenait sans effort au niveau de ses hautes fonctions et en donnait une idée d'autant plus élevée qu'il en avait lui-même une plus haute opinion. Un visage ouvert et souriant, une bonté relevée de finesse, une noblesse aisée et pleine de bonhomie, une majesté simple et familière, lui donnaient quelque chose de souverain et de paternel, d'imposant et de séduisant à la fois..... Deux choses frappaient surtout en lui : un œil brillant et pénétrant, tour à tour scintillant d'éclairs et humide de larmes, une voix simple, vibrante, fortement timbrée qui ..... remplissait les arcades de Saint-Pierre ou résonnait jusqu'aux extrémités de l'immense place Vaticane..... Pie IX a été à la fois le Louis XIV et le Louis XVI de la papauté; une même année l'avait officiellement revêtu de l'infaillibilité et dépouillé de la



Cliché Braun.

PIE IX (1792-1878).

Élu pape en 1846, alors qu'il était évêque d'Imola, le cardinal Jean-Marie Mastai Ferretti devait avoir, sous le nom de Pie IX, le plus long pontificat de l'Histoire de l'Église.

Après avoir inauguré son pontificat par des réformes libérales, il fut, en guise de remerciements, chassé de Rome par l'émeute en 1848. Dès lors il se montra aussi traditionaliste qu'il avait été libéral au début.

En 1854, il définît le dogme de l'Immaculée-Conception; en 1869, il réunit le concile du Vatican où fut définie l'infaillibilité pontificale.

souveraineté terrestre..... Pie IX lui devait l'amour passionné et les

ovations enthousiastes de ses enfants..... Il y avait dans la vénération, dans la dévotion dont il était l'objet, quelque chose du culte rendu à un Dieu souffrant. »

(Anatole LEROY-BAULIEU, *Un empereur, un roi, un pape, une restauration.*)

**QUESTIONNAIRE.** — Quels sont les principaux artisans de l'unité italienne ? — Que savez-vous sur Victor-Emmanuel ? sur Cavour ? — Quels moyens emploient-ils pour atteindre leur but ? — Quel est le résultat de l'entrevue de Plombières ? — Quels sont les principaux épisodes de la guerre contre l'Autriche ? — Pourquoi Napoléon offre-t-il la paix ? — Quelles en sont les conditions ? — Comment le Piémont annexe-t-il l'Italie Centrale ? — Que savez-vous sur l'expédition des « Mille » ? , sur l'occupation des Marches et de l'Ombrie ? — Quel en est le résultat ? — Comment l'Italie obtient-elle Venise ? — Quelles sont les difficultés de la Question romaine ? — A quelles conditions Napoléon accepte-t-il de retirer ses troupes de Rome ? — Que fait Garibaldi ? — Comment est-il repoussé ? — En quelles circonstances les Italiens occupent-ils Rome ?

---



## CHAPITRE XX

### L'Unité allemande et la Guerre de 1870.

L'Unité allemande fut l'œuvre de la Prusse, dirigée par Bismarck. Elle se fit par la force, par « le fer et le sang », au mépris du droit des peuples et aux dépens de l'Autriche et de la France. Elle fut le résultat de trois guerres victorieuses : la guerre des Duchés qui la prépare, la guerre de 1866 qui la réalise en partie, et la guerre contre la France, qui l'achève en facilitant la proclamation de l'Empire allemand.

Napoléon III, qui a été le complice et la dupe de la Prusse, en devient la victime et, avec lui, la France, qui se voit arracher ses deux provinces d'Alsace et de Lorraine.

#### I. — L'Unité allemande.

**1. Le but de la Prusse.** L'Allemagne, en 1864, restait telle que l'avait organisée le Congrès de Vienne. Mais la Prusse, depuis longtemps, encourageait le *sentiment unitaire*. De 1819 à 1853, elle avait réussi à grouper tous les états allemands, sauf l'Autriche, dans une union douanière ou **Zollverein**, dont les revenus étaient répartis entre les divers États, en proportion de leur population. C'était déjà l'*unification économique* et commerciale.

En 1848, la Prusse devient le centre de ralliement des patriotes et, malgré l'échec de la tentative du Parlement de Francfort, l'idée de l'unité allemande cheminait dans les esprits et les cœurs. Le roi de Prusse, qui n'avait pas voulu d'une couronne offerte par des sujets, comptait bien la conquérir par les armes et l'obtenir de ses pairs.

**2. Les artisans de l'unité.** a) **Guillaume I<sup>er</sup>**, régent depuis 1858, devint roi en 1861. Il avait juré la Constitution de 1850, mais il avait la haine des principes libéraux. Très autoritaire, il entra en conflit avec le Landtag, en 1862, à propos des crédits militaires. Soldat dans l'âme, il est sans cesse préoccupé de questions militaires. Il réorganise l'armée prussienne et

la porte à 450.000 hommes sur le pied de guerre pour en faire l'instrument de sa politique.

b) **Bismarck** fut l'agent le plus actif et le plus avisé de cette politique. Né en 1815, Bismarck, d'abord gentilhomme campagnard, fut élu en 1848 au Landtag où il se signala par ses attaques contre le libéralisme et par ses *sarcasmes injurieux* contre le parlementarisme. Ses adversaires l'appelaient le « réactionnaire rouge ».



Photo Nadar.

GUILLAUME I<sup>er</sup> (179.-1888).

La photographie est datée : 1884.

Guillaume I<sup>er</sup>, demeuré Prussien avant tout, est déjà empereur depuis 1871.

Soldat, il n'aimait pourtant pas la guerre, semblable en cela au Roi-Sergent. Et il ne tint pas à lui que le conflit franco-prussien de 1870 ne fût pas réglé pacifiquement. Mais une fois la victoire acquise, il cherchait à l'utiliser à fond : il fallut en 1866 la menace de démission de Bismarck pour l'empêcher de démembrer l'Autriche.

De son passage à la Diète de Francfort, il rapporta une *hostilité implacable contre l'Autriche*. Ses ambassades à Saint-Petersbourg et à Paris lui permirent de connaître à fond les grandes questions qui agitaient l'Europe et le personnel qui dirigeait la politique internationale.

Bismarck était un **homme de combat**, audacieux et brutal, un réaliste d'une intelligence puissante et clairvoyante, d'une **franchise cynique** qui ne s'embarrassait d'aucun scrupule. Malgré la Chambre, il fit aboutir la réforme militaire. Pendant que sa diplomatie préparait le terrain, **ses collaborateurs** forgeaient l'instrument de la victoire. *De Roon* renouvelait l'armement, et *de Moltke* créait un État-major animé de l'esprit d'initiative et d'offensive.

### 3. La guerre des duchés (1864). Bismarck jugeait *inévitabile* une guerre contre l'Autriche.

En 1863, il fait échouer un projet de réforme fédérale trop favorable au gouvernement de Vienne.

A la même date, il s'assure de la neutralité bienveillante de la Russie, en offrant au tsar son appui pour la répression de l'insurrection polonaise. Enfin, en 1864, il profite de l'affaire des duchés pour renforcer la situation de la Prusse.

Le **traité de Londres de 1852** avait attribué les trois duchés du Sleswig, du Holstein et du Lauenbourg au roi de Danemark, mais à titre personnel. Le Holstein et le Lauenbourg faisaient partie de la **Con-**

**fédération germanique.** En 1863, le roi Frédéric VII meurt et a pour successeur *Christian IX*, qui **incorpore** le Sleswig au Danemark. Le *duc d'Augustenbourg*, qui avait cependant renoncé à ses droits, proteste. Soutenu par la diète de Francfort, il revendique les trois duchés. L'armée fédérale envahit le Holstein.

C'est alors que **Bismarck intervient** et somme Christian IX de rétracter l'union du Sleswig au Danemark. L'Autriche, pour ne pas laisser la Prusse agir seule, s'était jointe à elle. *Les Danois furent écrasés* et les Austro-Prussiens occupèrent les duchés, envahirent le Jutland et menacèrent les îles. Au **traité de Vienne**, Christian IX cédait les duchés à la Prusse et à l'Autriche.



LES DEUX ARTISANS DE L'UNITÉ ALLEMANDE

DE MOLTKE 1800-1891

BISMARCK 1815-1898

Le premier acte du plan de Bismarck avait réussi. Il s'agissait maintenant d'*évincer l'Autriche*. Mais, pour avoir le temps de compléter ses préparatifs, il signe avec elle la **Convention de Gastein** (1865). La Prusse, moyennant indemnité, acquérait le Lauenbourg, obtenait le contrôle du port de Kiel et avait l'administration du Sleswig. L'Autriche administrait le Holstein.

**4. La guerre contre l'Autriche.** a) **Les préparatifs.** Au point de vue militaire, la Prusse était prête. De plus, elle pouvait compter sur le désintéressement de l'Angleterre et de la Russie, mais Bismarck voulait encore s'assurer la **neutralité** de la France et l'**alliance** de l'Italie. Comme l'une et l'autre dépendaient de Napoléon, il alla trouver l'empereur à Biarritz. Napoléon laissa faire et poussa même l'Italie à se jeter dans les bras de la Prusse pour obtenir la Vénétie.

*L'Autriche était isolée.* Bismarck alors lui chercha querelle à propos du Holstein. Il déclare que la convocation des États du duché est une violation de la convention de Gastein et il **fait envahir le Holstein**. C'est la guerre.

b) **Les opérations militaires** ont lieu sur trois théâtres. En Italie, Victor-Emmanuel est battu sur terre à **Custoza** et, sur mer, à **Lissa**. Mais son intervention a immobilisé près de 100.000 hommes sur le front d'Italie.

*En Allemagne occidentale,* les Prussiens battent les Hanovriens à **Langensalza** et les Bavares à **Kissingen**. Ils entrent à **Francfort** le 18 juillet.

Pendant ce temps, trois armées prussiennes fortes de 250.000 hommes pénètrent en Bohême par le Nord et l'Est et remportent à **Sadowa** une victoire décisive (3 juillet 1866). François-Joseph vaincu fait appel à la France, mais Napoléon, *toujours indécis*, ne prend pas les mesures militaires nécessaires pour imposer sa médiation. Les Prussiens rassurés continuent leur marche sur Vienne.

François-Joseph signe, le 26 juillet, l'**armistice de Nikolsbourg**, puis la **paix de Prague**. L'Autriche paie une indemnité de guerre, abandonne les duchés et laisse la Prusse organiser l'Allemagne à son gré. Enfin elle cède la **Vénétie** à l'Italie.

## 5. Réorganisation de l'Allemagne. L'Autriche était désormais *exclue* de l'Allemagne. La

Prusse, par le **traité de Berlin**, imposait aux divers États des indemnités de guerre, supprimait l'ancienne Confédération et annexait de force, avec les duchés danois, Francfort, le Hanovre, la Hesse-Cassel, Nassau, près de 5 millions d'habitants. Tous les États au nord du Mein formaient la **Confédération de l'Allemagne du Nord**, dotée d'une armée et d'un budget. Les États étaient autonomes, mais le gouvernement fédéral avait pour capitale Berlin et était dirigé par le roi de Prusse et son chancelier.

Les États du Sud *adhérèrent au Zollverein* et Bismarck sut mettre à profit les imprudences de Napoléon pour leur imposer une alliance offensive et défensive. **L'unité militaire de l'Allemagne était réalisée.** Il ne restait qu'à achever l'unité politique. La guerre contre la France en fournit le moyen.

## II. — La guerre de 1870.

1. Les causes de la guerre. a) **La volonté de Bismarck.** Les sentiments *antifrançais* étaient très répandus en Allemagne et surtout en Prusse, où Bismarck entretenait soigneusement cette hostilité nationale.



Il estimait *nécessaire* une guerre contre la France pour achever l'unité allemande. Cette œuvre rencontrait encore de vives résistances dans les États du Sud et Bismarck était convaincu que seul le sang versé en commun contre l'ennemi héréditaire pouvait *cimenter l'union* de tous les Allemands.

b) **Les fautes du gouvernement français.** Napoléon III avait toujours *favorisé la Prusse* et, même après Sadowa, il avait encouragé la formation de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Puis, il avait pratiqué ce que Bismarck appelait ironiquement la **politique des pourboires**. Il avait demandé la *rive gauche du Rhin*, avec Mayence. Bismarck s'était empressé de divulguer cette démarche pour exciter contre la France l'opinion allemande. De nouvelles propositions concernant le *Luxembourg et la Belgique* ne reçurent pas de réponse. En 1867, **l'affaire du Luxembourg** faillit déchaîner la guerre. La Prusse *interdit* à la Hollande de vendre à la France le Luxembourg, et Napoléon, à la *Conférence de Londres*, dut se contenter de la **neutralisation** de ce pays. C'était la faillite de la politique des compensations.

De plus en plus s'accréditait en France l'opinion que la guerre avec la Prusse était **inévitabile**. Napoléon, vieilli et malade, désirait la paix, mais était incapable de résister à la *pression* de son entourage. Or, l'impératrice et la droite bonapartiste, devant les progrès de l'opposition républicaine, croyaient une guerre victorieuse indispensable *pour consolider la dynastie* et restaurer ensuite le régime autoritaire.

**2. L'occasion.** Le trône d'Espagne était vacant depuis 1868.

Brusquement, au début de juillet 1870, on apprit la candidature du prince **Léopold de Hohenzollern**, cousin éloigné du roi de Prusse. Le Gouvernement français protesta et, le 12 juillet, le prince Léopold renonçait à la couronne. C'était *un succès* pour la France. Le Gouvernement *eut le tort* de demander au roi de Prusse de s'engager pour l'avenir à ne plus autoriser cette candidature. Le roi refusa et informa Bismarck des exigences de la France. Bismarck, qui voulait la guerre, publia la dépêche du roi, mais **en pratiquant d'habiles coupures**, il transforma le sens de la **dépêche d'Ems** et lui donna une signification injurieuse pour la France. Le Corps Législatif, malgré les sages avis de Thiers, ordonna la mobilisation et **déclara la guerre** (19 juillet).

**3. La situation de la France.** a) **La France n'avait pas d'allié.**

Napoléon avait escompté la neutralité des *États allemands* du Sud, mais la politique de Bismarck les avait tous groupés derrière la Prusse. L'*Angleterre*, mise au courant par Bismarck des visées de la France sur la Belgique, était hostile. L'*Autriche* se souvenait de Sadowa et n'avait voulu prendre à notre égard aucun engagement précis. L'*Italie* exigeait au préalable l'évacuation de Rome.

b) **La France n'était pas prête.** En 1868, le maréchal Niel avait bien élaboré un vaste *plan de réformes militaires*, mais il n'avait pas pu le

faire accepter *dans son intégralité* par le Corps Législatif. Après sa mort, en 1869, son successeur Leboeuf *négligea* d'organiser la garde mobile, de renforcer l'artillerie et de prévoir des munitions et des approvisionnements. Au dernier moment, **tout manqua** et la mobilisation se fit dans un **désordre inexprimable**. On ne put opposer que 250.000 hommes, *éparpillés* sur un front immense, aux 500.000 Allemands formidablement équipés et *concentrés* entre la Sarre et la

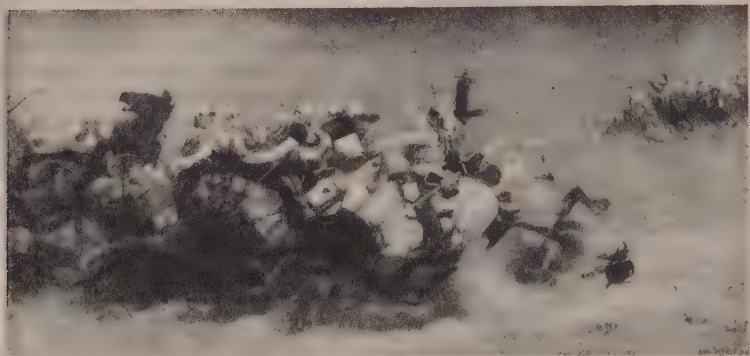


Lauter. Si le chassepot était supérieur au fusil allemand, notre canon n'était pas comparable au canon Krupp. Enfin, le **commandement français** était nettement inférieur à sa tâche. On ne savait ni s'éclairer, ni se garder et presque partout on se laissa surprendre.

**4. La période impériale.** a) **Perte de l'Alsace.** Le 4 août, la division d'Abel Douay est surprise et écrasée à **Wissembourg**; le 6, Mac-Mahon est battu et débordé à **Frœschwiller**, malgré les charges folles de Reichshoffen. Il se retire sur le camp de Châlons. Toute l'**Alsace est perdue**. **Strasbourg** est investi et, après un terrible bombardement, capitule le 28 septembre.

b) **Perte de la Lorraine.** Le 6 août, Frossard succombait à Forbach, sans que Bazaine, pourtant à proximité, eût essayé de lui porter se-

cours. Il fallut reculer sous Metz. Napoléon passe alors le commandement à Bazaine, avec ordre de gagner Verdun et Châlons. Mais *Bazaine était un indécis et un incapable* qui jamais ne sut prendre une initiative heureuse. Il manœuvra si lentement qu'il donna le temps aux Allemands de l'accrocher à **Borny**, de le déborder à **Gravelotte** et de lui barrer toute retraite à **Saint-Privat**. Bloqué dans Metz, il ne fit aucun effort sérieux pour forcer les lignes ennemies, *tenta de négocier* avec Bismarck, puis, ses vivres épuisés, **capitula** le 27 octobre, avec une armée de 173.000 hommes et un immense matériel de guerre.



Cliché Bulloz.

#### MOROT. — LES CUIRASSIERS DE REICHSHOFFEN.

L'armée du Kronprinz de Prusse avait forcé l'entrée de l'Alsace en culbutant la division Abel Douay à Wissembourg. Elle arriva le 6 août au contact avec l'armée de Mac-Mahon qui occupait les hauteurs de Fréschwiller : 46.000 Français contre 82.000 Allemands. Mac-Mahon s'obstinant à défendre sa position vit sa droite débordée par les Prussiens qui prirent place sur le plateau de Morsbronn. Pour la dégager, il lança les cuirassiers de la brigade Michel. Les cuirassiers s'empêtrèrent dans les houblonnières, s'engouffrèrent dans la rue de Morsbronn qui, fermée par une barricade, était devenue une impasse. Leur bravoure folle ne réussit à rien et ils furent pratiquement anéantis. Les balles prussiennes, dit un témoin, résonnaient sur les cuirasses comme la grêle sur un toit !

c) **Désastre de Sedan.** Mac-Mahon avait reconstitué son armée à Châlons. Il voulait couvrir Paris. On lui imposa de marcher au secours de Bazaine. Les Allemands, *avertis* par une indiscretion de journal, le gagnèrent de vitesse, l'arrêtèrent sur la Meuse, à Beaumont, et le rejetèrent sur **Sedan**. Le 1<sup>er</sup> septembre, il fut blessé au début de l'action en essayant de rompre le cercle d'investissement. Malgré la résistance désespérée de l'infanterie de marine et les charges héroïques de la cavalerie, l'armée dut **capituler**, le 2 septembre, avec l'Empereur, 85.000 hommes et 500 canons.

#### 5. Le gouvernement de la Défense nationale et le siège de Paris.

Nos premiers revers d'Alsace et de Lorraine avaient entraîné la *chute du minis-*

*tière Ollivier* qui fut remplacé par celui du duc de Palikao. A la nouvelle



Cliché Giraudon.

MAC-MAHON (1808-1893).

Tableau d'Horace Vernet (1860). à Versailles.

Famille d'origine irlandaise émigrée en France au XVII<sup>e</sup> siècle. Il fit ses débuts dans la carrière militaire en Afrique. Général de division au siège de Sébastopol, il prit les ouvrages Malakoff. A Magenta, il sauva la garde impériale et l'empereur, sur le point d'être encerclés (ce qui lui valut le bâton de maréchal et le titre de duc de Magenta); gouverneur d'Algérie de 1864 à 1870: il s'y montra assez médisocre administrateur; il fut chargé après la guerre de 1870 de réprimer la Commune; en 1873, il fut élu président de la République; sa droiture militaire se refusa à tenter la restauration du comte de Chambord par un coup d'État. Le maréchal démissionna et rentra dans la vie privée après l'échec du 16 mai.

Très belle figure de soldat, mais général sans grande envergure et politique sans talent.

Trochu dispose de près de 500.000 hommes, mais beaucoup n'ont ni valeur militaire, ni discipline, et **Trochu** lui-même manque de décision, d'énergie et d'audace. Toutes les sorties en masse échouent.

Le général **Ducrot**, échappé de Sedan, tente au début de décembre de rejoindre l'armée de la Loire. Vainqueur à **Champigny**, il est arrêté à Villers. Les dernières sorties du Bourget, de Buzenval et de Mon-

du désastre de Sedan, l'Empire lui-même s'effondre et Gambetta proclame la République le 4 septembre 1870.

Les députés de Paris, avec le général Trochu, organisent un gouvernement de Défense nationale. Pendant que Thiers parcourt inutilement l'Europe pour chercher des appuis, Jules Favre essaie de négocier avec Bismarck, mais devant les exigences du Chancelier, on décide la guerre à outrance. Paris se prépare au siège et est investi avant la fin de septembre.



Cliché Giraudon.

TROCHU (1815-1896).

(Lithographie de Fuhr, Bibliothèque nationale. Estampes.)

Officier en 1840, campagnes d'Algérie, de Crimée, d'Italie. Un livre de lui sur l'organisation de l'armée, paru en 1867, lui valut d'être mis en disgrâce. Rappelé à un commandement actif au début de la guerre, chargé de la défense de Paris le 17 août. Maintenu en fonctions après le 4 septembre, et nommé président du gouvernement de la Défense nationale, il considérait comme une « héroïque folie » la résistance dans Paris.

Le visage dit l'obstination, et l'irritabilité qui étaient, avec une susceptibilité maladroite, les graves défauts de ce soldat.



tre tout n'ont pas un meilleur sort. Les Allemands comptaient réduire Paris en quatre semaines. Paris résista quatre mois, malgré les obus, le froid, la faim et l'agitation révolutionnaire.

## 6. La guerre en province. Pour organiser la lutte en province le gouvernement avait délégué trois

de ses membres à *Tours*, puis à *Bordeaux*, que Gambetta rejoignit en ballon, au début d'octobre. **Gambetta**, avec une activité fiévreuse, leva en quelques semaines près de 600.000 hommes; mais ces armées improvisées, mal armées et mal encadrées, manquaient de solidité. Leur objectif était de dégager Paris.

Une première **armée de la Loire**, avec d'Aurelle de Paladines, est victorieuse à *Coulmiers*, reprend *Orléans* et marche sur Paris, mais elle est battue à *Beaune-la-Rolande* et à *Loigny*. Une deuxième armée, sous le commandement de **Chanzy**, dispute le terrain pied à pied aux Allemands. Vaincue au Mans, elle se reforme sur la Mayenne.

Au Nord, **Faidherbe** ne laisse pas un instant de répit à l'ennemi. Il bat les Prussiens à *Pont-Noyelles* et à *Bapaume*, mais il succombe devant Saint-Quentin.

L'**armée de l'Est**, avec **Bourbaki**, devait débloquer Belfort et couper les Allemands de leurs bases. Bourbaki, vainqueur à *Villersexel*, échoue à *Héricourt* et son armée, sur le point d'être enveloppée, doit se réfugier en Suisse.



Photo Braun.

CHANZY (1823-1883).

En Algérie au moment de la déclaration de guerre, Gambetta le rappela en France et lui confia le commandement de la deuxième armée de la Loire. Chanzy fit tout ce qu'il aurait pu faire le meilleur général, avec les médiocres troupes et le pauvre matériel dont il disposait. Gouverneur d'Algérie de 1873 à 1874, puis ambassadeur en Russie.

## 7. L'armistice et la paix. Il fallut se résigner à accepter un armistice. Le 28 janvier 1871, **Paris capitulait** et payait une contribution de guerre de 200 millions. Une **Assemblée nationale** fut élue, le 8 février, pour traiter de la paix. Elle nomma **Thiers** chef du pouvoir exécutif et signa, le 26 février, les **Préliminaires de la paix** que le *traité de Francfort* ratifia le 10 mai. Malgré les protestations des députés d'Alsace-Lorraine, la France devait céder à l'Allemagne le **Nord de la Lorraine** avec Metz, et toute l'**Alsace**, sauf Belfort, payer une indemnité de guerre de **cinq milliards** et entretenir une armée allemande jusqu'au règlement définitif de l'indemnité. Enfin, elle accordait à l'Allemagne pour 20 ans le régime commercial et douanier de *la nation la plus favorisée*.

La guerre contre la France permit à Bismarck de couronner son œuvre d'**unification de l'Allemagne**. Après de longues et difficiles négociations entre les États allemands, le 17 janvier 1871, dans la Galerie des glaces du château de Versailles, l'**Empire allemand** était proclamé au profit de Guillaume I<sup>er</sup>.

De cette guerre terrible, l'*Allemagne* sortait unifiée, orgueilleuse et puissante, mais la *France*, humiliée et démembrée, devait rester irrécyclable.

## RÉSUMÉ

1. Sous l'impulsion de Bismarck et de Guillaume I<sup>er</sup>, secondés par de Moltke et Roon, la Prusse, qui a déjà réalisé l'union économique, est bien résolue à faire l'unité politique de l'Allemagne à son profit.

2. Si, dans la guerre des duchés, elle accepte le concours de l'Autriche pour arracher au Danemark les duchés de l'Elbe, l'administration de ces mêmes duchés lui fournit le prétexte d'un conflit pour chasser l'Autriche de l'Allemagne.

3. Assurée de l'appui ou de la neutralité des pays voisins, elle bat l'armée de la Confédération et écrase l'Autriche à Sadowa. Malgré la défaite de l'Italie, elle annexe les duchés, organise à son gré l'Allemagne du Nord et impose son alliance aux États du Sud.

4. Une guerre contre la France, provoquée par la candidature d'un prince de Hohenzollern au trône d'Espagne et par l'astucieuse perfidie de Bismarck, lui permet enfin de compléter cette unité.

5. La guerre trouve la France isolée et sans allié. Son armée n'est pas prête. A Wissembourg et à Frœshwiller, elle perd l'Alsace. Après Forbach, la Lorraine est envahie et Bazaine, un incapable, se laisse bloquer dans Metz où il capitule deux mois plus tard. Mac-Mahon marche au secours de Bazaine, mais son armée, arrêtée sur la Meuse, enveloppée et écrasée à Sedan, doit se rendre le 2 septembre.

6. L'Empire s'écroule, mais la guerre à outrance continue. Paris est assiégé. Malgré quelques brillants succès, les armées improvisées de la Loire, du Nord et de l'Est ne parviennent pas à rompre le cercle d'investissement.

7. L'Empire allemand est proclamé à Versailles. Paris capitule le 28 janvier 1871. La France, vaincue et ruinée, est encore démembrée au traité de Francfort par la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine.

## LECTURES

1. — Guillaume I<sup>er</sup>.

Guillaume I<sup>er</sup> fut un roi de Prusse supérieur. La guerre lui paraissait le « rafraîchissement nécessaire aux peuples ». Il se plaignait que la Prusse fût restée si longtemps sans la faire et sa mission lui semblait moins de rendre heureux quelques millions d'hommes soumis à son autorité que de conquérir l'Allemagne.... L'observance des règles de loyauté, auxquelles il s'astreignait dans son gouvernement intérieur, lui eût semblé un manquement au devoir dès qu'elle était un obstacle à l'agrandissement de son royaume. Alors, il trouvait toutes naturelles les duplicités dont son âme de gentilhomme aurait eu horreur s'il s'était agi d'un intérêt personnel. Il pratiquait les hypocrisies nécessaires du conquérant providentiel avec la grâce volpine du faux bonhomme et il possédait le don facile de larmes opportunes. Tout cela se marquait sur son visage, empreint d'une majesté bienveillante qui inspirait le respect et l'attrait, mais que traversait, dès qu'il s'animait, l'éclair fauve d'un œil de renard aux aguets.

(Émile OLLIVIER, *L'Empire libéral*, V.)

## 2. — La guerre menaçante.

La comtesse de Pourtalès, à son retour de Berlin, disait en octobre 1868 au général Ducrot, gouverneur de Strasbourg : « Oui, le mot d'ordre est donné : en public, on parle de paix, du désir de vivre en bonnes relations avec nous; mais lorsque, dans l'intimité, l'on cause avec tous ces gens de l'entourage du roi, ils prennent un air narquois, vous disent : Est-ce que vous croyez à tout cela ? Ne voyez-vous pas que les événements marchent à grands pas, que rien ne saurait les empêcher ? Ils se moquent indignement de notre gouvernement, de notre armée, de notre garde mobile, du maréchal Niel, de nos ministres, de l'Empereur, de l'Impératrice, prétendent qu'avant peu la France sera une seconde Espagne; enfin, croiriez-vous que M. de Schleinitz, le ministre de la Maison du Roi, a osé me dire, moitié riant, moitié sérieux : « Soyez-en certaine, chère comtesse, avant dix-huit mois, votre belle Alsace aura fait retour à la patrie allemande et, lorsque nous irons vous présenter nos hommages à la Robertsau, nous aurons la satisfaction d'être chez nous. » Et si vous voyiez quels immenses préparatifs se font de tous côtés.... oh ! en vérité, général, je suis navrée, car, j'en suis certaine, rien, non, rien ne peut empêcher la guerre.... »

(Lettre du général Ducrot au général Frossard dans la *Vie militaire du général Ducrot*, Plon, 1895, t. II, p. 271.)

## 3. — Dépêche d'Ems d'après les « Mémoires de Bismarck ».

« Pendant que nous étions à table, un long télégramme arriva. Il pouvait avoir environ deux cents mots. Je le lus à haute voix et la physionomie de de Moltke changea brusquement; son corps se voûta; il eut l'air vieux,

cassé, infirme. Il ressortait clairement du télégramme que Sa Majesté cédait aux prétentions de la France. Je me tournai vers de Moltke et lui demandai si, en tout état de choses, nous pouvions espérer être victorieux. « Oui », répondit-il. « Eh bien, lui dis-je, attendez une minute ! » Je m'assis à une petite table, je pris le télégramme royal et je condensai les deux cents mots de la dépêche en une vingtaine, mais sans rien y altérer ni y ajouter. C'était le même télégramme.... il était seulement plus court, conçu en termes plus déterminés et moins ambigus. Je le tendis, ainsi rédigé, à de Moltke et à de Roon et je leur demandai : « Et comme cela, comment « cela va-t-il ? — Ah ! comme cela, s'écrièrent-ils, cela va dans la perfection ! » Et de Moltke parut ressusciter. Sa taille se redressa, il redevenait jeune et frais ; il avait sa guerre, il allait pouvoir enfin vaquer à ses affaires. Et la chose réussit en effet. »

Bismarck dit encore à ses compagnons : « Il est nécessaire que nous soyons les attaqués.... si je communique aux journaux ce texte et le télégraphie à nos ambassades, il sera vite connu à Paris.... et y produira sur le taureau gaulois l'effet du chiffon rouge. »

**QUESTIONNAIRE.** — *Quel est l'état de l'Allemagne et de la Prusse en 1864 ? — Quelle est l'ambition de la Prusse ? — Quels sont les artisans de l'unité allemande ? — Que savez-vous sur Guillaume II ? sur Bismarck ? — Quelle est la cause de la guerre des duchés ? le résultat ? — En quoi consiste la Convention de Gastein ? — Comment Bismarck prépare-t-il la guerre contre l'Autriche ? — Quel en fut le prétexte ? — Où les opérations eurent-elles lieu ? — Quels furent les succès de la Prusse ? — Que fit l'Autriche après Sadoua ? — Comment la Prusse organise-t-elle l'Allemagne du Nord ? — Que deviennent les États du Sud ?*

*Quelles sont les causes de la guerre de 1870 ? — Pourquoi Bismarck veut-il la guerre ? — Quelles sont les fautes du gouvernement français ? — Quelle est l'occasion de la guerre ? — Comment Bismarck la provoque-t-il ? — Pourquoi la France n'a-t-elle pas d'allié ? — Quel est l'état de l'armée française en 1870 ? — Que savez-vous sur les opérations militaires en Alsace ? en Lorraine ? — Quelle est l'attitude de Bazaine ? — Que devient l'armée de Châlons ? — Quelles sont les conséquences de nos défaites ? — Que savez-vous sur la défense de Paris ? — Quel est le rôle de Gambetta ? — Que deviennent les armées de la Loire ? du Nord ? de l'Est ? — Quand l'armistice est-il conclu ? — Quelles sont les clauses de la paix ? — Comment se réalise l'unification de l'Allemagne ? — Quelles sont les conséquences de la guerre de 1870-1871 ?*



## CHAPITRE XXI

### La question d'Orient jusqu'au Congrès de Berlin.

*L'ambition du tsar Nicolas I<sup>er</sup> rouvre la question d'Orient et provoque la guerre de Crimée, qui ruine ses espérances. Le Congrès de Paris barre à la Russie la route de la Méditerranée.*

Mais, après 1870, la Russie reprend sa politique d'émancipation des nationalités slaves des Balkans, qui aboutit à une nouvelle guerre contre la Turquie. Le traité de San Stefano alarme l'Europe, qui en impose la révision au Congrès de Berlin.

**1. La question d'Orient en 1852.** L'Empire ture, malgré les tentatives de réformes, n'arrivait pas à se régénérer. Sa faiblesse et son *anarchie* en faisaient une proie tentante pour la Russie, qui n'avait pas pris son parti de la **Convention des Détroits de 1841**. En 1848, à la faveur des mouvements révolutionnaires, elle *avait déjà occupé* les principautés danubiennes, elle songeait maintenant à reprendre sa marche sur Constantinople. Mais l'**Angleterre** surveillait attentivement la route des Indes et ne voulait à *aucun prix* laisser les Russes occuper les détroits et dominer l'Asie occidentale.

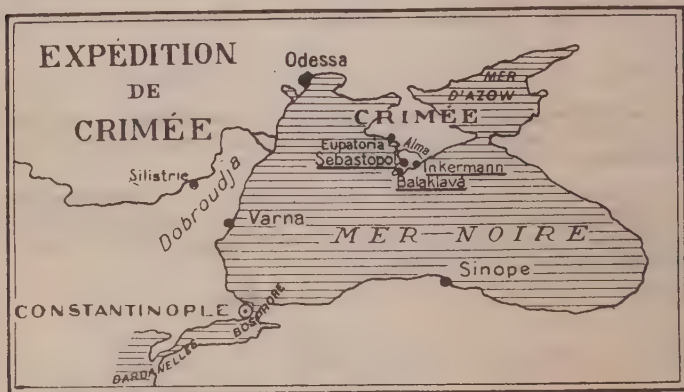
**La France**, de son côté, cherchait à reprendre son rôle de *protectrice des catholiques* dans l'Empire ottoman. En 1851, elle défend énergiquement, contre les empiétements des orthodoxes, les droits des catholiques sur les lieux saints et décide le sultan à leur accorder satisfaction.

**2. La guerre de Crimée.** La Russie en prend prétexte pour intervenir.

Au début de 1853, elle entretient l'Angleterre d'un *partage éventuel de l'Empire ottoman*. Elle est prête à lui abandonner l'Égypte et la Crète pour avoir les coudées franches à Constantinople. L'Angleterre écarte ces avances. Le tsar se retourne alors vers la Turquie, et son ambassadeur, **Mentchikoff**, exige du sultan le *protectorat de tous les chrétiens grecs* de l'Empire turc. Le sultan, soutenu par l'Angleterre, **refuse**.

La Russie déclare la guerre à la Turquie. Les Turcs sont écrasés en Dobroudja et leur *flotte détruite à Sinope*.

L'Europe s'émeut. Napoléon III, qui a des griefs personnels contre le tsar, s'unit à l'Angleterre et les escadres entrent dans la mer Noire. La guerre est déclarée en mars 1854. La flotte bombarde **Odessa** et une armée débarque à **Varna**. Les Russes lèvent aussitôt le siège de Silistrie et évacuent les principautés roumaines. Mais l'armée franco-anglaise est décimée par les fièvres dans les marais de la Dobroudja.



et le choléra fait de nombreuses victimes. Les alliés qui, au début 1855, seront renforcés par les *Piémontais*, décident alors de porter la guerre en **Crimée** et de détruire l'arsenal de **Sébastopol**. La victoire de l'**Alma** oblige les Russes à battre en retraite, mais la place forte, habilement défendue par Todleben, résiste près d'un an. Il fallut affronter les rigueurs d'un terrible hiver dans les tranchées et repousser *Balaklava*, *Inkermann* et *Traktir* les armées russes de secours. Enfin après de violents assauts et des pertes énormes, Mac-Mahon réussit à enlever la tour de **Malakoff** et à s'y maintenir. « J'y suis, j'y reste » disait-il, et **Sébastopol fut occupé**. Une diversion dans la Baltique avait permis de détruire la forteresse de *Bomarsund* dans les îles Aaland.

### 3. Le congrès et le traité de Paris. Un congrès se réunit à Paris pour négocier

la paix. La **Convention du 30 mars 1856** garantissait l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, la neutralisation de la mer Noire, la libre navigation sur le Danube et l'autonomie des principautés roumaines augmentées de la Bessarabie méridionale. *Le péril russe semblait conjuré dans les Balkans*. En échange, la Turquie promit, une fois plus, des réformes à ses sujets chrétiens. Le traité de Paris rehausse le prestige personnel de **Napoléon III** en Europe et amène un rapprochement entre la France et la Russie.



Cliché Arch. photographiques

## PRISE DE MALAKOFF.

(Tableau d'Yvon. Musée de Versailles.)

#### 4. La question d'Orient de 1856 à 1875.

Le traité de Paris avait délivré les principautés roumaines de la tutelle russe. La **Moldavie** et la **Valachie** avaient une constitution commune, mais formaient *deux États distincts* avec deux princes. Napoléon III réussit à faire élire le prince Couza comme hospodar par les deux provinces, avec une assemblée unique à Bucarest. En 1866, **Couza** est renversé, mais c'est le candidat français, **Charles de Hohenzollern**, qui est élu et l'unité de la Roumanie est sauvée. En 1867, l'appui de la France permet à la **Serbie** d'obtenir le retrait des garnisons turques, nouvelle étape vers l'indépendance.

En 1870, la Russie *profite de nos défaites* pour dénoncer la clause de neutralisation de la mer Noire. Elle reconstitue l'arsenal de Sébastopol, reconstruit sa flotte de la mer Noire et reprend un rôle actif dans les Balkans. Désormais elle s'appuie, non plus sur la communauté de religion, mais sur la **communauté de race**. C'est le *Panslavisme*.

#### 5. La guerre des Balkans.

Malgré leurs promesses, les Turcs ne réalisent aucune réforme sérieuse et continuent à se montrer plus *intolérants* que jamais. En 1875, encouragée par la Russie, la **Bosnie-Herzégovine** chasse les gar-



## LES BALKANS au Congrès de Berlin

|  |  |  |                  |
|--|--|--|------------------|
|  | La Grande Bulgarie<br>au traité de San-Stefano |  | Monténégro       |
|  | Roumanie                                       |  | Bulgarie en 1878 |
|  | Serbie   |  | Grèce            |



nisons turques et proclame son union avec la Serbie. C'est le signal d'un **soulèvement** presque général que les Turcs essaient de noyer dans le sang. *Les Serbes sont écrasés* et près de 40.000 *Bulgares sont massacrés* par les irréguliers turcs, les Bachibouzouks. Les consuls français et allemand sont assassinés à Salonique. **L'Europe intervient.** Pour l'apaiser, le sultan Abd-ul-Hamid proclame une nouvelle constitution qui reste lettre morte. *La Russie alors déclare la guerre.*

Unis aux Roumains et aux Serbes, les Russes passent le Danube, franchissent les Balkans au col de Chipka, mais sont arrêtés, pendant plus de six mois, par l'héroïque résistance d'**Osman Pacha**. Ils occupent ensuite Sofia, Philippopoli, Andrinople et **marchent sur Constantinople**. En Arménie, ils remportent de brillants succès. Le sultan implore la paix. **Au traité de San Stefano** (3 mars 1878), la Russie recevait la Bessarabie et la plus grande partie de l'Arménie. La Bosnie-Herzégovine devenait autonome. La Serbie, le Monténégro et la Roumanie étaient indépendants, mais la Roumanie devait échanger la Bessarabie contre la Dobroudja. Enfin, un nouvel État, la *Grande Bulgarie*, était créé de l'Albanie à la mer Noire.

C'était le **démembrement de la Turquie**.

**6. Le congrès de Berlin.** Une coalition diplomatique se dressa aussitôt contre la Russie. Le tsar Alexandre II, pour éviter la guerre, accepta la **revision du traité** devant le congrès de Berlin. Si la Russie et ses alliés, le Monténégro, la Serbie et la Roumanie, conservaient à peu près leurs acquisitions, *la Grande Bulgarie était morcelée en trois tronçons* : la Bulgarie proprement dite formait une principauté vassale de la Turquie, la Roumélie orientale devenait autonome, et la Macédoine était rendue au sultan. La Bosnie-Herzégovine et le Sandjak de Novi-Bazar étaient occupés et administrés par l'Autriche. Enfin, l'Angleterre recevait l'île de *Chypre* et la Grèce une promesse d'agrandissement (1878).

Ce traité mécontenta vivement la **Russie** qui, indignée de la partialité de Bismarck, *se rapprocha de la France*. La déception fut plus vive encore dans les États balkaniques. La **Bulgarie** ne se résignait pas à la perte de la Roumélie et de la Macédoine. La **Serbie** ne pouvait oublier ses frères de race, Bosniaques et Monténégrins, dont elle était séparée. Enfin l'**Autriche**, devenue puissance balkanique, opprimait des populations serbes soutenues par la Russie. Et ainsi le traité de Berlin, bien loin de clore l'agitation balkanique, ouvrait la porte à *de nouveaux conflits* qui, en 1914, devaient déclencher la guerre mondiale.

## RÉSUMÉ

1. Les ambitions de la Russie, favorisées par la décadence de la Turquie, inquiètent l'Angleterre et la France. La Russie exige le protectorat de tous les chrétiens grecs et, sur le refus du sultan, lui déclare la guerre. La France et l'Angleterre interviennent et, après une lutte acharnée et un siège fort coûteux, s'emparent de Sébastopol.

2. Le traité de Paris proclame la neutralisation de la mer Noire et l'intégrité de l'Empire turc. Grâce à la France, la Roumanie réalise peu après son unité et la Serbie obtient la libération de son territoire.

3. Mais, en 1870, la Russie dénonce la neutralité de la mer Noire et reprend sa politique d'intervention.

4. En 1875, un soulèvement presque général éclate dans les Balkans. Les Turcs s'efforcent de le noyer dans le sang. Pour arrêter ces massacres, la Russie déclare la guerre et, malgré l'héroïque résistance de Plewna, menace bientôt Constantinople.

5. Le traité de San Stefano libère la Grande Bulgarie et proclame l'indépendance des autres États, mais l'Europe exige la revision du traité.

6. Le congrès de Berlin, à la grande colère de la Russie, de la Serbie et de la Bulgarie, rend la Macédoine à la Turquie et installe l'Autriche dans les Balkans pendant que l'Angleterre occupe Chypre (1878).

## LECTURES

## 1. — La prise de la tour de Malakoff (8 septembre 1855).

Les artilleurs n'eurent pas le temps de recharger leurs pièces : nous escadâmes la batterie, et alors eut lieu une mêlée atroce, un combat corps à corps terrible. Chacun attaquait et se défendait avec ce qu'il avait sous la main. Les canonniers se servaient de leurs écouvillons, des pinces en fer, des outils, pioches, pelles ; tout leur était bon ; nos soldats faisaient de même et ne prenaient pas le temps de recharger leurs fusils ; lorsque la baïonnette refusait son office, c'était avec la crosse qu'ils brisaient la tête aux défenseurs. Bien près de moi combattait un héros que j'ai admiré, c'était notre tambour-major qui, avec sa grosse canne à pomme d'argent, assommait un Russe à chaque coup ; mais, hélas, il fut tué lui aussi par un coup de barre de fer qui lui fut appliqué sur la tête par un artilleur dissimulé derrière un gabion. Celui-là, je l'abattis d'un coup de mousqueton que me prêta un de nos clairons.

Que de sang répandu ! Quelle boucherie, grand Dieu !.... Les renforts arrivèrent, et nous restâmes maîtres du terrain conquis. Il en fut de même à notre gauche..... Malakoff, enfin, était à nous ! C'est à ce moment que

l'héroïque général de Mac-Mahon fit cette superbe réponse à un officier du quartier général qui venait lui demander où en était le combat : « Dites au général en chef que je suis dans Malakoff et que j'y resterai ! »

(Colonel Ch. DUBAN, *Souvenirs militaires*, Plon, 1896.)

## 2. — Le Congrès de Berlin (1878).

Le comte de Moÿy, un des secrétaires français du Congrès de Berlin, apprécie ainsi le tableau commémoratif du Congrès de Werner :

« On est dans la grande salle du palais Radziwill. Au centre, un groupe fortement éclairé attire sur-le-champ et retient l'attention. Le prince de Bismarck le domine de sa haute taille avec une majesté épanouie et familière : à sa droite Andrassy, le confident du jour et l'associé de demain, se tient immobile, un peu contraint peut-être ; à sa gauche, le président répond au salut déferent et au sourire gracieusement vague du comte Schouvalof par une poignée de main amicale et condescendante. Sur la même ligne, mais presque à l'écart, le chancelier russe (Gortchakof), affaissé dans un large siège, semble répéter une objection rétrospective à lord Beaconsfield (Disraeli) qui l'écoute par politesse, appuyé sur sa canne d'un air narquois. M. Waddington (représentant de la France), debout au second plan, est seul, raide et sombre : ses yeux atones se perdent dans le vide. De l'autre côté, près de la table où Carathéodory, la plume en main, hésite à placer son nom au bas du texte qu'il réprouve, lord Salisbury et lord Odo Russell (Anglais) présentent à leurs prétendus amis ottomans les flegmatiques encouragements et les consolations de l'Angleterre. Autour des parchemins officiels, les acteurs secondaires se pressent au fond du théâtre. M. d'Oubril (Russie), au moment de signer, oppose d'un air défiant quelque réflexion amère au langage optimiste de Radowitz (Prusse) ; Saint-Vallier (France) jette un regard oblique et rêveur sur M. de Bismarck et le comte Schouvalof (Russie) ; Corti (Italie) — songe-t-il à la Triple-Alliance à venir ? — promène, en dissertant avec Desprez (France), un regard froid et pénétrant sur ses collègues ; Bülow (Prusse), assis, non loin de son chef, se recueille dans la sérénité... Je suis sûr qu'en recevant... la photographie de l'œuvre, tous les membres du Congrès ont reconnu comme moi dans cette illustration de leur dernier protocole, la synthèse de la situation et surtout des sentiments divers dont ils étaient agités devant l'acte qu'ils léguaient à l'histoire. »

(Ch. DE MOÛY, « Souvenirs d'un diplomate », *Revue des Deux Mondes*, novembre 1904.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelle est la situation de la Turquie en 1852 ? — Quelles sont les ambitions de la Russie ? — A quelle résistance se heurte-t-elle ? — Pourquoi déclare-t-elle la guerre à la Turquie ? — Quels sont les pays qui interviennent ? — Que savez-vous sur les opérations militaires en Crimée ? — Quelles sont les clauses du traité de Paris ? — Que deviennent la Roumanie et la Serbie ? — Quelle est l'attitude de la Russie en 1870 ? — Quelles sont les causes de la guerre des Balkans ? les principaux épisodes ? — Quelles sont les dispositions du traité de San Stefano ? — Pourquoi le Congrès de Berlin ? — Quelles transformations opère-t-il dans les Balkans ? — Comment fut-il accueilli ? — Quelles en sont les conséquences ?*

## CHAPITRE XXII

### L'Angleterre et l'Empire britannique.

Nul pays ne s'est plus profondément transformé que l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle. Du conservatisme le plus archaïque et le plus étroit, elle est passée, sans révolution violente, à un régime de plus en plus équitable et libéral. A l'extérieur, elle a complété ses acquisitions de 1815 par l'achèvement de la conquête de l'Inde et de ses voies d'accès et elle a entrepris l'aménagement, suivant des méthodes nouvelles, de ses immenses possessions coloniales.

1. L'Angleterre en 1815. La vieille Angleterre était restée la citadelle de l'Ancien Régime.

a) **Au point de vue politique**, le roi règne; mais c'est le premier ministre qui gouverne. Le Parlement comprend la *Chambre des Lords* et la *Chambre des Communes* qui ne représentent que l'aristocratie et la richesse.

Les élections ont lieu au scrutin public d'après un système électoral qui remonte au XVII<sup>e</sup> siècle. Les centres industriels récents n'ont pas de représentants au Parlement. En revanche, des bourgs presque dépeuplés continuent à nommer de nombreux députés. Les élus, presque toujours, sont de **riches propriétaires** qui achètent les voix des électeurs.

b) **Au point de vue social**, les grands propriétaires *accaparent les terres* et les paysans tombent à l'état de journaliers ou d'indigents. Dans l'ouest, la région minière a permis le développement de la **grande industrie** et la formation d'une puissante bourgeoisie. *Les ouvriers* sont de plus en plus nombreux, mais *presque toujours misérables*. Les salaires sont très bas, le chômage fréquent, le pain cher et les lois pénales très rigoureuses.

c) **Au point de vue religieux**, la liberté des cultes n'existe pas. Il y a **deux Eglises d'Etat** : l'Eglise anglicane, pour l'Angleterre et l'Irlande; l'Eglise presbytérienne pour l'Ecosse. Les autres cultes n'ont pas d'existence légale. Les catholiques et les Irlandais sont **des parias** dépouillés de leurs biens, soumis à des charges très lourdes et sans aucun droit politique.



## 2. Les souverains anglais au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le roi **George III**, de la famille de Hanovre, règne depuis 1760, mais, depuis 1810, il a complètement perdu la raison. Ce long règne est marqué par un développement *commercial et industriel* intense et par d'importantes *conquêtes* qui compensent la perte des colonies d'Amérique.

Son fils, régent depuis 1810, régnera de 1820 à 1830, sous le nom de **George IV**, mais le scandale de son divorce l'a rendu très impopulaire.

Il a pour successeur son frère **Guillaume IV**, le roi matelot, qui, à l'inverse de ses prédécesseurs, gouvernera avec les Whigs ou libéraux.

La **reine Victoria**, sa nièce, lui succède en 1837. Sous ce glorieux règne de soixante-quatre ans, l'évolution politique, sociale et économique de l'Angleterre se poursuivra *dans un sens toujours plus démocratique*. La reine pratiquera strictement le régime parlementaire et choisira toujours ses ministres dans la majorité du Parlement.



Cliché Anderson.

GEORGE IV (1762-1830).

(Portrait par Lawrence, au Vatican.)

*Costume royal. Le visage est celui d'un joyeux vivant. L'histoire a surtout retenu de ce roi l'énorme scandale qu'il provoqua en refusant à sa femme, Caroline de Brunswick, l'accès à l'abbaye de Westminster, le jour du couronnement.*

*Plus tard, il lui intenta même un procès en divorce. Ils étaient, en fait, aussi peu respectables l'un que l'autre.*

## 3. Le mouvement réformiste après 1815.

La majorité tory était *intransigeante* et hostile à tout changement, mais le parti radical, allié aux ouvriers, déclencha une violente **agitation populaire**. Des troubles nombreux éclatèrent qui furent durement réprimés et le Parlement vota le **bill des six actes** qui restreignait la liberté de la presse et le droit de réunion.

Cependant, vers 1822, de nouveaux ministres torys, plus jeunes et moins intransigeants, **Canning, Huskisson, Peel**, arrivent au pouvoir :

Ils abaissent les droits d'entrée sur les marchandises et facilitent les importations de blé étranger. Ils adoucissent la rigueur des lois pénales et autorisent la formation de quelques unions de métiers. Mais des *réformes plus profondes s'imposaient* dans tous les domaines.



Cliché Bulloz.

LA REINE VICTORIA (1819-1901).

(Portrait par Winterhalter. Château de Versailles.)

Sur ce portrait, exécuté en 1842, la reine a 23 ans. Victoria était la fille d'Edouard, duc de Kent, le troisième fils de George III.

Victoria épousa en 1840 Albert, duc de Saxe-Cobourg, dont elle eut huit enfants. Le prince consort était un homme fort intelligent et de vie austère. Il apprit à sa femme, qui l'adorait, son métier de reine. Sa mort, en 1861, fut pour la reine une secousse terrible dont elle eut beaucoup de peine à se remettre.

Le génie de la reine fut de penser en tout comme ses sujets. Elle exerça par sa grâce et plus tard par son sens des affaires une influence discrète mais profonde sur la politique. Son règne est le plus glorieux de l'histoire d'Angleterre. On l'appelle l'ère victorienne.

#### 4. Réformes politiques et électorales.

a) **Réforme de 1832.** La réforme électorale était *la plus urgente*. Il fallut cependant une vive agitation et des menaces de guerre civile pour vaincre la résistance du roi et des lords. La réforme, votée en 1832, établissait une *répartition plus équitable* des sièges. 143 étaient enlevés aux « **bourgs pourris** (1) » et attribués aux villes nouvelles et aux comtés. Le nombre des électeurs était augmenté par *l'abaissement du cens électoral*.

Cette réforme fait passer le pouvoir de la haute aristocratie à **la bourgeoisie** et entraîne une *nouvelle dénomination des partis*.

Le parti **tory** devient le **parti conservateur** qui, tout en freinant le mouvement des réformes, en comprend cependant la nécessité et n'hésite pas à les faire aboutir. Le parti **whig** devient le **parti libéral**, libéréchangiste et partisan de larges transformations politiques et sociales.

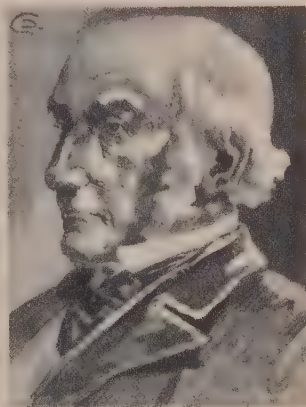
b) **L'agitation chartiste.** La réforme de 1832 ne donnait

satisfaction *ni aux ouvriers ni aux paysans* qui étaient toujours exclus de la vie politique. Les radicaux rédigent alors la **Charte du peuple** et

(1) On appelle ainsi des localités autrefois importantes qui ont perdu la plus grande partie de leurs habitants, et qui, réduites à un très petit nombre d'électeurs, continuent à élire deux députés.

réclament le suffrage universel, le scrutin secret, un parlement annuel et une indemnité parlementaire. Il y eut des pétitions monstres, des manifestations violentes et même quelques émeutes. Le gouvernement fit arrêter les principaux chefs et le mouvement chartiste échoua.

c) **Nouvelles réformes électorales.** L'opinion publique cependant restait favorable à de nouvelles concessions. En 1852, **lord Russell** songea à compléter la réforme de 1832. Mais ce ne fut qu'en 1865 que la question revint en discussion. Préparée par Gladstone, la réforme fut réalisée par **Disraeli** en 1867. Il y eut une nouvelle répartition



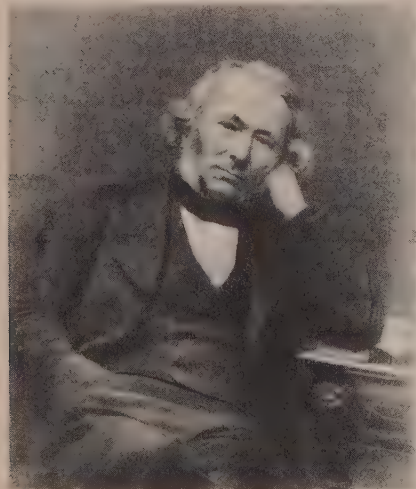
GLADSTONE (1809-1898).

Conservateur au début de sa vie politique, Gladstone devint ensuite le leader du parti libéral.

Type de l'Anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, qui croit avec autant de fermeté aux grandes vérités religieuses et morales qu'à la mission du peuple anglais et à sa mission propre.

Il eut pour adversaire un Juif, de famille vénitienne, Disraeli, dont la préoccupation dominante était la grandeur impériale, tandis que Gladstone cherchait avant tout à développer la richesse et le bien-être des Îles Britanniques.

Leur opposition souligne bien les deux tendances essentielles de la politique anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle.



Cliché Giraudon.

RICHARD COBDEN (1804-1865).

(Portrait par Lafosse, Bibliothèque nationale.)

Cobden était exactement ce que les Américains appellent un self made man, un homme qui s'est fait tout seul.

Commis-voyageur, il visita une bonne partie de l'Europe ; manufacturier, il apprit à manier les capitaux et les hommes. Il acquit — par ses voyages et son expérience personnelle — la conviction que l'industrie anglaise était la première du monde et qu'il fallait appliquer au commerce international le principe du libre-échange, qui règle les achats et les ventes dans l'intérieur d'un pays.

Le triomphe de ses idées valut à l'Angleterre la première place dans le commerce mondial, mais contribua au dépeuplement des campagnes.

des sièges et un nouvel abaissement du cens électoral. Le chiffre des électeurs s'éleva de 1.300.000 à 2.500.000. En 1872, **Gladstone** fit accepter le vote au scrutin secret et les inégalités qui subsistaient encore furent corrigées en 1884 et 1885 par une autre loi électorale. Enfin, en 1918, l'Angleterre adoptait le suffrage universel.

## 5. Réformes économiques et sociales.

a) **Echec du mouvement d'Owen.** La misère reste grande dans le pays. Le Parlement, en 1834, vote une loi en faveur des pauvres. Des hospices sont créés pour recevoir les invalides et des maisons de travail pour les autres. Mais ces refuges avec travail obligatoire prennent bien vite l'allure de prisons.

Les ouvriers réclament des mesures plus équitables. Sous l'impulsion d'un riche philanthrope, Owen, ils forment, en 1834, une vaste association, l'**Union nationale de l'industrie**, pour obtenir une amélioration des salaires et une diminution des heures de travail. Les patrons ripostent en fermant leurs ateliers. Le gouvernement les soutient et les ouvriers, privés de ressources, sont contraints de renoncer à la lutte.

b) **Le libre-échange.** Pour remédier à la misère et faire baisser le prix de la vie, un industriel, **Cobden**, préconise la suppression des droits sur les céréales. Il mène une vigoureuse campagne dans tout le pays et finit par convertir à ses idées le chef du parti conservateur, **Robert Peel**. En 1846, les droits sur les blés *sont abolis*. Trois ans plus tard, *l'acte de Navigation est révoqué*. Désormais, tous les navires peuvent importer des marchandises en Angleterre. À partir de 1860, des *traités de commerce libre-échangistes* avec la France et les autres nations viennent encore **favoriser l'industrie anglaise**. Par contre, l'agriculture perd de sa prospérité.

c) **La législation ouvrière.** Avec le développement minier, métallurgique et textile, les *conflits* entre ouvriers et patrons sont fréquents. Les ouvriers créent des **trade's union** pour défendre leurs intérêts.

Le Parlement *vote de nombreuses lois* qui reconnaissent le droit de grève et de coalition, diminuent la durée de la journée de travail, réglementent le travail des femmes et des enfants, établissent l'instruction obligatoire mais gratuite pour les indigents, favorisent la création de logements ouvriers et protègent l'ouvrier contre les accidents de travail.

## 6. La question irlandaise.

L'Irlande avait été saccagée au XVIII<sup>e</sup> siècle et le **parlement de Dublin** supprimé en 1800. Les Irlandais, dépossédés de leurs terres, étaient réduits à la *condition précaire* de simples tenanciers. Ils devaient payer la dîme au clergé anglican et subvenir aux frais de leur propre culte. Enfin, s'ils voulaient rester catholiques, ils étaient *exclus* de toutes les charges et fonctions par le **bill du Test**. La question irlandaise se présentait ainsi sous un triple aspect : religieux, politique et économique.

a) **Revendications religieuses.** Le grand orateur **O'Connell** entreprit, dès 1822, une ardente campagne pour la *suppression des lois d'exception* contre les catholiques. En 1826, il fut élu député, mais *exclu* du Parlement pour refus de prêter un serment contraire à ses convictions religieuses. Pour calmer l'agitation, la Chambre des Communes vota le **bill d'émancipation des catholiques**, mais les lords, quatre fois le repoussèrent. Sous la menace de l'insurrection, il fut enfin *adopté*.



en 1829. Mais la *dîme à l'Église anglicane* ne sera supprimée qu'en 1869, grâce à l'énergie de Gladstone.

b) **Revendications politiques.** O'Connell s'efforce ensuite d'obtenir le *rétablissement du parlement de Dublin*. A partir de 1840, il organise de nombreuses réunions qui entraînent tout le pays à sa suite. Le Gouvernement anglais, inquiet, le fait arrêter en 1844 et condamner, sous prétexte de complot. *L'agitation pacifique avait échoué* et l'Irlande restait opprimée et misérable. En 1845, une maladie de la pomme de terre provoque une famine atroce dans le pays. Des milliers de personnes **meurent de faim**. Beaucoup d'Irlandais, dans l'impossibilité de vivre chez eux, **émigrent** en Amérique. En quelques années, l'Irlande perd près de deux millions d'habitants.

c) **Revendications agraires.** D'autre part, les Irlandais sont toujours à la merci des propriétaires, qui peuvent les expulser sans indemnité. Des *milliers d'évictions* ont lieu tous les ans. Pour se défendre, les Irlandais, vers 1860, ont recours aux sociétés secrètes et révolutionnaires, **les Fénians**, qui répondent à l'injustice par la violence. Ils brûlent les fermes, incendient les récoltes et menacent les propriétaires. Pour enrayer ce mouvement, le premier ministre Gladstone, en 1870, fait voter **une première loi agraire** qui garantit les tenanciers contre les expulsions arbitraires et leur attribue une indemnité d'amélioration. Mais les propriétaires tournent la loi et *la rendent inefficace*. Il y eut **17.000 évictions en 1881**. Les Irlandais, avec **Parnell**, réclament alors un régime agraire plus équitable et le **home rule**. Gladstone appuie leurs revendications, mais, abandonné par une fraction de son parti, il doit quitter le pouvoir.

Ce ne sera qu'au début du **xx<sup>e</sup> siècle** que les Irlandais, avec les subsides du Gouvernement anglais, pourront racheter leurs terres. Quant au **home rule**, il ne sera obtenu qu'en 1921, mais sans réaliser l'unité de l'Irlande, qui restera divisée en deux États : l'État **libre d'Irlande** et l'**Ulster**.

**7. La renaissance catholique.** Au début, la **question religieuse** est très mêlée à la question irlandaise. Depuis l'émancipation des catholiques, un mouvement très profond d'*attirance vers le catholicisme* se produit en Angleterre. C'est le **mouvement d'Oxford**, inauguré en 1833 par *Pusey* et *Newman*. Newman se convertit en 1845 et son exemple entraîne beaucoup d'autres anglicans. Les vieilles lois de persécution sont **abolies** et, en 1850, le pape Pie IX peut rétablir la **hiérarchie catholique** en Angleterre. De 100.000 en 1800, les catholiques sont passés à près de trois millions en 1900.

**8. L'Empire britannique.** L'Angleterre a donné une merveilleuse expansion à son **empire colonial**. En dehors des Dominions et des colonies proprement dites, elle possède des postes stratégiques et des points d'appui sur tous les

continents et dans toutes les mers. A la fin du **xix<sup>e</sup>** siècle, cet empire compte près de 300 millions d'habitants.

a) **En 1815, l'Angleterre** acquiert Malte et les îles Ioniennes en Europe; le Cap en Afrique; l'île de France, les Seychelles et Ceylan dans l'Océan Indien; Tabago, Sainte-Lucie et la Trinité en Amérique.

b) **Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle**, elle achève la conquête de l'Inde par l'annexion du territoire des Mahrattes, du Haut et du Bas Indus. En 1857, elle écrase la révolte des Cipayes et, pour protéger les frontières de l'Inde, elle s'efforce d'établir son **protectorat** sur les pays voisins, comme l'Afghanistan, la Perse, le Beloutchistan, le Thibet. Elle occupe la péninsule de Malacca avec Singapour, la Birmanie, le golfe Persique. Pour défendre la route des Indes, elle prend pied en Égypte sur le canal de Suez, à Aden, à Chypre, à Hong-Kong en Extrême-Orient. En 1876, le premier ministre Disraeli fait proclamer la reine Victoria, **impératrice des Indes**.

c) **En Amérique**, elle achève la pacification du **Canada**, lui accorde l'autonomie administrative en 1840, et, en 1867, l'élève au rang de **Dominion**. Désormais, l'Angleterre n'est plus représentée dans le pays que par un gouverneur royal.

d) **L'Australie**, à la fin du **xviii<sup>e</sup>** siècle, n'était encore qu'un lieu de déportation, mais l'élevage du mouton et surtout la découverte de l'or, provoquèrent, après 1840, un afflux d'immigrants. Elle forma *six colonies* qui, en 1865, obtinrent l'autonomie et constituèrent, en 1901, un Dominion comme le Canada. Il en fut de même pour la **Nouvelle-Zélande**, occupée en 1840 et autonome en 1869.

e) **Dans l'Afrique du Sud**, l'Angleterre, en prenant possession du **Cap**, se heurta à l'intérieur à une nombreuse population indigène, les *Cafres* et les *Zoulous* et, sur la côte, aux *Boërs*, d'origine hollandaise. Ces derniers, pour échapper à la domination anglaise, émigrent en 1835 et fondent la République du **Natal**. Les Anglais les suivent et, en 1843, annexent ce pays. Les Boërs alors vont créer l'**État libre d'Orange** et la **République du Transvaal**. Les Anglais finirent par s'en emparer en 1901. Mais, dès 1909, le Cap, le Natal, l'Orange et le Transvaal formaient un nouveau Dominion : l'**Union Sud-Africaine**.

## RÉSUMÉ

1. En 1815, l'Angleterre est encore un pays d'Ancien Régime. Les paysans, les ouvriers, les catholiques et les Irlandais restent misérables et sont traités en parias.

2. A partir de 1822 cependant, quelques réformes sont ébauchées et, en 1829, les lois d'exception contre les catholiques sont abrogées.

3. La réforme électorale de 1832 ne favorise que la bourgeoisie et l'agi-

tation chartiste n'aboutit pas. Ce ne sera qu'en 1867 et en 1885 que de nouvelles réformes élargiront le droit de vote.

4. Si le mouvement ouvrier dirigé par Owen échoue, le libre-échange préconisé par Cobden donne un vif essor à l'industrie et les ouvriers obtiennent enfin le vote d'une législation ouvrière qui améliore leur sort.

5. La question irlandaise est plus difficile à résoudre. Après le bill d'émancipation des catholiques, O'Connell ne parvient pas à faire voter le rétablissement du Parlement de Dublin. Après lui, les Irlandais, opprimés et affamés, répondent à l'injustice par la violence et l'incendie. Une première loi agraire ne donne pas les résultats attendus. Les Irlandais revendiquent alors la propriété de leurs terres et le home rule. Ce ne sera qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle qu'ils obtiendront des satisfactions partielles.

6. Depuis le bill d'émancipation, le catholicisme fait de rapides progrès en Angleterre et, en moins d'un siècle, le chiffre des catholiques passe de 100.000 à près de trois millions.

7. Au dehors, l'Angleterre a donné une merveilleuse expansion à son empire colonial. En 1815, elle se fait attribuer, avec Malte et les îles Ioniennes, les colonies les plus prospères de la Hollande, de l'Espagne et de la France.

8. Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle achève la conquête de l'Inde et de ses voies d'accès et elle accorde à ses possessions une autonomie de plus en plus large, qui aboutit à la création successive des Dominions du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union Sud-Africaine.

## LECTURES

### 1. — La misère des ouvriers en Angleterre.

L'enquête de 1832 contient des témoignages suggestifs. Une petite fille « a été souvent si fatiguée qu'elle pouvait à peine ôter ses vêtements le soir, ou les remettre le matin.... » J'ai peine, dépose un ouvrier, « à tenir mes aides éveillés pendant les dernières heures d'une soirée d'hiver.... » Souvent, la journée finie, les enfants se cachent dans l'atelier, y passent la nuit, trop faibles pour aller chez eux. En 1834, 56.435 enfants au-dessous de treize ans sont encore employés dans les manufactures. Un ouvrier, Joseph Habergam, dépose en ces termes devant les enquêteurs : « J'avais sept ans quand je commençai à travailler à la manufacture,.... les heures de travail étaient de cinq heures du matin à huit heures du soir, avec un intervalle de trente minutes à midi pour se reposer et manger.... J'avais quatorze heures et demie de travail effectif à sept ans.... Dans cette manufacture, il y avait environ cinquante enfants à peu près de mon âge.... c'est à coups de lanières de cuir que les enfants étaient tenus au travail. C'était la principale occupation d'un des contremaîtres de fouetter les enfants pour les forcer à faire ce travail excessif.... »

(L. CAZAMIAN, *le Roman social en Angleterre.*)

## 2. — Une éviction en Irlande le 21 novembre 1860.

Le shériff s'avança d'abord avec quelques policemen vers la demeure d'Edouard Joyce, qui se tenait sur le seuil de la porte avec sa femme et ses quatre enfants. On les oblige à s'éloigner; puis le chef de crowbar-brigade dispose ses hommes en dehors de la cabane; le signal est donné pour que les leviers frappent ensemble. En quelques coups, le toit et les murs sont démolis; on va à une autre, puis à une troisième et ainsi de suite. Le pauvre Tom Lally essaye de fléchir les exécutants. Cette maison est à lui, c'est lui qui l'a bâtie, il en a apporté les pierres et la chaux à grand'peine à travers les lacs et les montagnes. « N'importe, répond le shériff, dehors, dehors ! Constables, à l'ouvrage ! » Et comme ni Lally, ni sa femme ne veulent sortir volontairement de cette maison qu'ils regardent comme la leur, trois constables prennent la femme, l'un par les cheveux, les deux autres par le milieu du corps, et vont la porter sur le fumier. Six autres constables s'emparent du mari, le pressent avec leurs genoux contre la terre, et tandis qu'il est ainsi retenu, il voit sa maison s'effondrer sous les coups de barre de fer, tandis que sa femme, admirable chrétienne, lui criait pour l'encourager : « Dieu merci ! ils ne pourront pas nous chasser comme cela du ciel. »

(R. P. Adolphe PERRAUD, *Etude sur l'Irlande contemporaine*, t. I.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelle est la situation de l'Angleterre en 1815 au point de vue politique ? social ? religieux ? — Quels sont les souverains anglais du XIX<sup>e</sup> siècle ? — Quelle est l'attitude du parti tory après 1815 ? — Quelles sont les premières réformes ? — En quoi consiste la réforme de 1832 ? — Quelles sont ses conséquences ? — Pourquoi l'agitation charliste ? — Quelles sont les réformes opérées en 1867 ? 1872 ? 1884-1885 ? — Comment essaie-t-on de remédier au paupérisme ? — En quoi consiste le mouvement d'Ouen ? — Qu'est-ce que le libre-échange ? — Quelles conséquences entraîne-t-il ? — Que savez-vous sur la législation ouvrière ? — Quelle était la situation de l'Irlande ? — Quelles sont ses principales revendications religieuses ? politiques ? agraires ? — Quels sont ses défenseurs les plus autorisés ? — Dans quelle mesure obtient-elle satisfaction ? — Que savez-vous sur le développement du catholicisme en Angleterre ? — Dans quelles régions s'étend l'Empire britannique ? — Quelles sont les acquisitions de l'Angleterre en 1815 ? au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ? — Quelles transformations opère-t-elle dans son régime colonial ? — Qu'est-ce qu'un Dominion ? — Quels sont les principaux dominions ?*



## CHAPITRE XXIII

### La Russie et l'Expansion russe.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les souverains russes pratiquent une politique d'isolement, d'autocratie et de russification à outrance. Alexandre II, cependant, accomplit une réforme sociale importante : l'émancipation des serfs, mais refuse toute concession politique. Exclue de la Méditerranée, la Russie cherche la mer libre au sud et à l'est de l'Asie et elle conquiert un immense empire qui atteint les rivages du Pacifique.

**1. Alexandre I<sup>er</sup>.** Toujours **inconstant et changeant**, Alexandre I<sup>er</sup> fulmine contre la Révolution et pactise avec les sociétés secrètes. Il défend les libertés constitutionnelles en Allemagne et veut intervenir contre les colonies espagnoles révoltées. Du moins, il se montre *libéral à l'égard de la Pologne et de la Finlande* et leur accorde l'autonomie. La Pologne devient une monarchie constitutionnelle avec une armée nationale, une diète particulière et des institutions libérales, sous le gouvernement du grand-duc Constantin.

#### **2. Nicolas I<sup>er</sup>, 1825-1855.**

C'est Nicolas I<sup>er</sup> surtout qui instaure en Russie une politique d'*isolement*, d'*autocratie* et de *russification à outrance*. Plein de mépris pour la civilisation occidentale, il établit une **véritable barrière** entre la Russie et l'Europe.

Aucun étranger ne peut pénétrer en Russie sans passeport. Aucun Russe ne peut voyager à l'extérieur sans une permission expresse du tsar. Les livres et les journaux sont arrêtés aux frontières. Une surveillance tracassière pèse sur les universités et le nombre des étudiants est strictement limité. L'**orthodoxie** la plus sévère est imposée à tous. La persécution sévit contre les *vieux croyants*, les *uniates* et les *catholiques*.

En revanche, Nicolas I<sup>er</sup> crée une



NICOLAS I<sup>er</sup> (1796-1855).

*Le type parfait de l'autocrate russe.*

**armée puissante**, organise les places fortes de Cronstadt et de Sébastopol et favorise par de grands travaux publics le **développement économique**. Sous son règne, on assiste à une véritable renaissance de la littérature nationale.

Enfin, il s'efforce par tous les moyens de **russe** les populations étrangères à la Russie. Il ne convoque plus la diète polonaise et sévit sans pitié contre les officiers polonais suspects de tendances libérales. Il réprime avec une *rigueur sauvage* le soulèvement de 1830. Il supprime la plupart des universités et collèges polonais, ferme nombre d'églises et de couvents et s'attache à détruire tout vestige de liberté et d'autonomie. **La Pologne** perd son armée, sa langue, et jusqu'à son nom; elle devient une *simple province russe*. La Lithuanie et les provinces baltes ne sont guère mieux traitées. En un mot, c'est le **despotisme oriental** le plus farouche dont les instruments de règne sont les exécutions, les déportations, l'exil et le knout.

### 3. Alexandre II (1855-1881).

Le tsar Alexandre II était *plus humain*, d'esprit plus ouvert, mais aussi plus hésitant et *plus indécis*. **A l'intérieur**, trois questions occupent son règne : l'abolition du servage, l'insurrection polonaise et le terrorisme révolutionnaire.

a) **L'abolition du servage** devait transformer la société russe. La plupart des paysans, les moujiks, étaient misérables. Les uns étaient serfs de la couronne, les autres, serfs de particuliers. Ces derniers, agriculteurs, artisans ou domestiques, étaient les plus à plaindre.

Un premier ukase, en 1858, affranchit les serfs de la couronne, un second, en

1861, ceux de la noblesse. Pour éviter une crise sociale, les deux tiers de la terre noble sont rachetés par l'État pour le compte des serfs. Ces terres sont attribuées aux **mir**s ou **communautés rurales** qui en font la



Cliché Giraudon.

ALEXANDRE II (1818-1881).

(Bibliothèque nationale. Estampes.)

répartition périodique ou définitive aux paysans. Ceux-ci doivent rembourser l'État par versements annuels durant quarante-neuf ans.

La réforme se heurta à de **grosses difficultés d'application**. Dans les villes, les serfs, exclus de toute répartition agraire, se trouvèrent plus malheureux qu'auparavant. Dans les campagnes, les paysans estiment leur part de terre insuffisante et l'indemnité de rachat trop lourde. Cependant, un grand **progrès social** était accompli.

Alexandre II réalise encore *quelques autres réformes*. Il établit le jury, l'inamovibilité des juges et l'égalité de tous devant la loi. Il crée des assemblées locales élues : les *Zemstvos*, il accorde une certaine liberté à la presse et améliore le régime universitaire.

b) **La question polonaise**. Alexandre ne fit pas preuve du même libéralisme dans la solution de la question polonaise. Beaucoup de Polonais, groupés dans la *Société Agronomique* du comte Zamoyski, comptaient sur la générosité du tsar libérateur pour reconstituer leur patrie.

En 1861, il accorde à la Pologne un Conseil d'État, mais bientôt après il **supprime la Société Agronomique**, réprime par les armes les manifestations pacifiques et religieuses des patriotes et incorpore de force dans l'armée russe les étudiants et les bourgeois. **L'insurrection éclate en 1863**. Mais les Polonais ne peuvent opposer aux armées russes que des *bandes inorganisées* qui sont vite écrasées. **La répression est terrible**.


La France, l'Angleterre et l'Autriche essaient bien d'intervenir, mais



*L'ordre reçu à Varsovie*

Caricature de Granville. Elle se rapporte au soulèvement de 1830. Elle fait allusion au mot du général Sébastiani.

# FORMATION DE L'EMPIRE



**FORMATION DE L'EMPIRE**

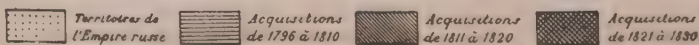
Mer Baltique, Mer de Barents, Océan Glacé, Mer Noire, Golfe Persique, Mer Caspienne, Mer d'Azov, Mer du Japon, Mer de Chine, Mer de Corée, Mer de Mandchou, Mer de Sibirie, Mer de Mongolie, Mer de Turkestan, Mer de Boukhara, Mer de Khiva, Mer de Samarkand, Mer de Tadjikistan, Mer de Balouchistan, Mer de Persie, Mer de Afghanistan, Mer de Empire des Indes.

St. Pétersbourg, Moscou, Riazan, Samara, Orenbourg, Ekaterinbourg, Tobolsk, Tcheliabinsk, Oumsk, Tomsk, Astrakhan, Poti, Batoum, Kar, Khiva, Boukhara, Douchikent, Beldjine, Finlande, Pologne, Turquie, Perse, Afghanistan, Empire des Indes.

vers la Méditerranée, vers la Baltique, vers le Caucase, vers la Sibirie, vers la Pacifique.

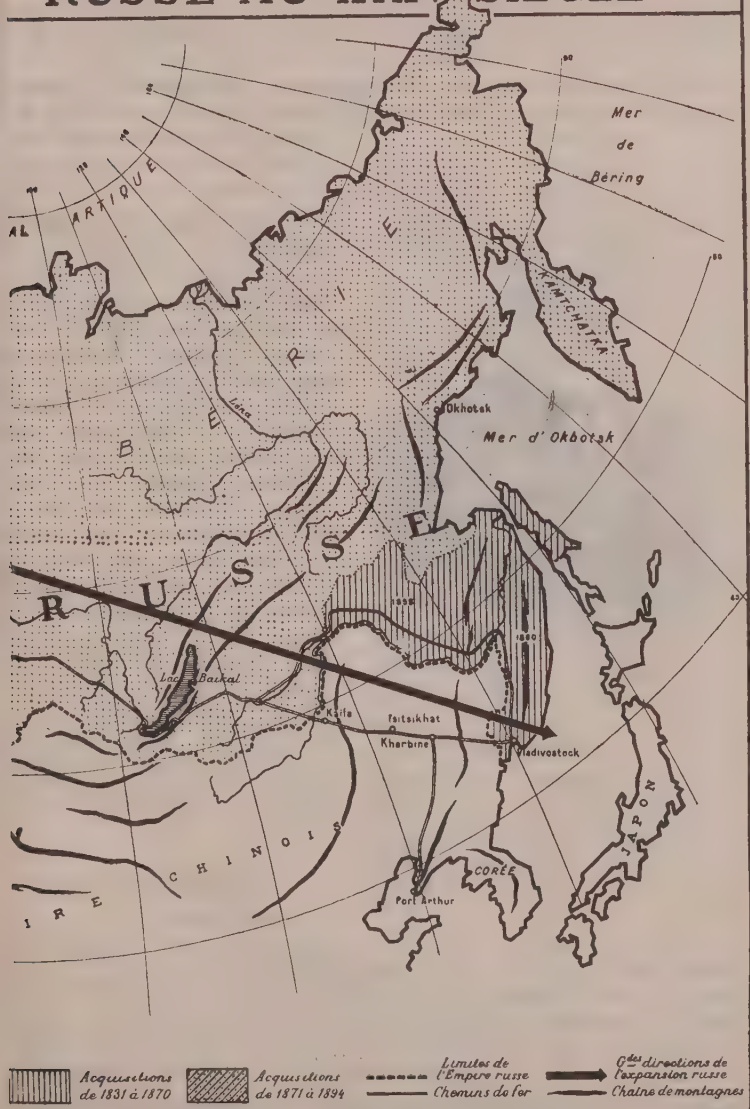
**Legend:**

- Territoires de l'Empire russe
- Acquisitions de 1796 à 1810
- Acquisitions de 1811 à 1820
- Acquisitions de 1821 à 1830





# RUSSE AU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE



Alexandre, fort de l'appui de Bismarck, écarte dédaigneusement leurs représentations et, durant des mois, les fusillades, les pendaisons, les déportations d'insurgés se multiplient.

Comme sous Nicolas I<sup>er</sup>, on pratique la **russification à outrance**. On proscriit la *langue polonaise*, on persécute le *catholicisme* et on confisque les terres et les biens de la noblesse. La **Lithuanie** subit le même sort.



Cl. Neurdein.

GORTCHAKOFF (1798-1883).

Diplomate russe; fut ministre des Affaires étrangères de 1856 à 1881, c'est-à-dire tout le règne d'Alexandre II.

Sa politique fut d'abord orientée vers l'entente avec la Prusse (il était très lié avec Bismarck), mais, plus tard, il s'inquiéta des progrès de l'Allemagne; il intervint en 1875 pour empêcher l'empire allemand de faire la guerre à la France; au Congrès de Berlin en 1878, il fut le grand vaincu et dut renoncer à dominer les Balkans.

e) **Le terrorisme révolutionnaire.** Le tsar, dans tout l'Empire, revient à une politique *d'autorité et d'arbitraire*. Les intellectuels, mécontents et découragés, versent de plus en plus dans le **nihilisme**. Ils ne visent plus à édifier une société nouvelle, mais à *détruire tout ordre social*. En réponse aux tribunaux d'exception, aux exécutions sommaires, aux déportations en masse, ils érigent en principe le terrorisme et l'assassinat politique. De nombreux fonctionnaires et policiers en sont les victimes. **Le tsar lui-même** fut l'objet de plusieurs attentats. Enfin, le 13 mars 1881 une bombe anarchiste le tua au moment où il s'apprêtait, dit-on, à donner une Constitution libérale à la Russie.

#### 4. L'expansion russe.

a) **Ses causes.** La Russie n'a pas d'accès facile à l'extérieur.

De tout côté, elle se heurte à **des mers fermées**, soit complètement closes comme la mer Caspienne, soit prises par les glaces comme l'Océan Glacial et le Pacifique Nord, soit fermés par des détroits que gardent des puissances étrangères, comme la Baltique et la mer Noire. C'est pour *atteindre la mer libre*, la **Méditerranée** au Sud-Ouest, que la Russie cherche à prendre pied à Constantinople; c'est pour atteindre la mer libre à l'Est et au Sud, que la Russie s'est démesurément étendue en Asie dans la direction du **Pacifique** et de l'**Océan Indien**, en Transcaucasie, dans le Turkestan et en Sibérie.

b) **En Transcaucasie.** Dès 1801, les Russes s'emparent de la **Géorgie** et occupent *Tiflis*. Plusieurs guerres heureuses contre la **Perse** leur valent, en 1813, *Bakou* et, en 1828, la province d'*Erivan* et la frontière de l'*Araxe*. En 1829, par le traité d'*Andrinople*, la Turquie leur abandonne *Poti* et *Batoum* sur la mer Noire. Pendant près de trente ans, les montagnards musulmans du Caucase, sous la direction de **Shamyl**, opposent une résistance acharnée à la pénétration russe. C'est une *guerre d'extermination* et le pays sera repeuplé de moujiks et de Cosaques. Enfin, en 1878, après la guerre des Balkans, les Russes obtiennent **Kars**.

c) **Dans le Turkestan.** Situé entre la Caspienne et le plateau des Pamirs, le Turkestan, vaste désert coupé d'oasis, fut occupé pour protéger la Sibérie contre les incursions des redoutables pillards des steppes. Une première expédition, dirigée contre *Khiva* en 1839, aboutit à un désastre. L'armée russe fut en grande partie anéantie par le froid. Plus tard, la Russie annexe le steppe des *Kirghizes*, les bords de la mer d'*Aral* et le cours inférieur du *Syr-Daria*. En 1864, elle atteint *Tachkent*, puis *Samarkand*, *Bokhara*, et enfin *Khiva* en 1874. Elle pénètre sur le plateau du Pamir à partir de 1891.

Au Sud, elle soumet les Turkmènes et arrive jusqu'à **Merv**, en 1884, sur les confins de l'Afghanistan. A partir de 1880, les Russes entreprennent la construction du **Transcaspien**, puis du **Transaralien**, pacifient le pays et le mettent en valeur.

d) **En Sibérie.** Dès le **xvi<sup>e</sup>** siècle, les Cosaques, soldats et colons, avaient pénétré en Sibérie et s'étaient établis à *Tobolsk*. Au **xviii<sup>e</sup>** siècle, ils traversent toute la Sibérie et créent le *port d'Okhosk*. Au **xix<sup>e</sup>** siècle, la Russie occupe le *bassin de l'Amour*, et la Chine, en 1860, lui abandonne la *province maritime* entre l'Ossouri et l'Océan où elle fonde **Vladivostok**. De 1891 à 1901, elle construit le **Transsibérien** pour faciliter l'émigration et l'exploitation du pays.

## RÉSUMÉ

1. Alexandre I<sup>er</sup> est autoritaire en Russie, mais assez libéral en Pologne. Son frère, Nicolas I<sup>er</sup>, ferme la Russie à toute influence extérieure, brise sans pitié toute velléité libérale, mais fortifie l'armée et favorise le développement économique et la renaissance littéraire. Il cesse de convoquer la Diète polonaise, sévit contre les patriotes et écrase avec une rigueur sauvage le soulèvement de 1830.

2. Son fils, Alexandre II, supprime le servage mais refuse toute liberté à la Pologne, noie l'insurrection dans le sang et pratique une politique d'autocratie et d'arbitraire.

3. Les révolutionnaires nihilistes répondent aux mesures de rigueur par l'assassinat politique dont le tsar finira par être la victime.

4. La Russie, privée de débouchés extérieurs, exclue de la Méditerranée, cherche la mer libre au Sud et à l'Est de l'Asie. Elle conquiert successivement la Transcaucasie et le Turkestan. Ne pouvant atteindre l'Océan Indien, elle s'étend du moins, à travers la Sibérie, jusqu'aux rivages du Pacifique où elle fonde Vladivostok.

## LECTURES

### 1. — Le panslavisme et l'Exposition ethnologique de Moscou.

*Au printemps de 1867* des délégués de tous les Slaves se réunissent à Moscou :

« Au milieu de la grande galerie s'élevait la loge impériale, vaste et élégante tribune, le « centre symbolique » en quelque sorte du monde slave. Près de la loge impériale, une décoration présentait un bois de pins et de sapins avec un clocher d'église de village, un moulin à vent, plusieurs isbas et une foire : c'était le groupe Grand Rusien, aux types très nombreux et divers..... Plus loin le groupe Petit Rusien sollicitait les regards des curieux : « une mozanka (chaumière), avec une cigogne sur le toit et un buisson d'osier en fleur sur le perron..... » A la suite des Petits Russiens, venaient les Polonais, ou plutôt, car la sainte Russie ne reconnaît plus ce nom prétentieux, les Mazowiens, Cracoviens, Podlasiens, Lithuaniens, Samogitiens, etc., de ces provinces de l'Ouest..... Des Polonais, la transition était naturelle aux Slaves étrangers, à ces frères de l'Autriche et de la Turquie qu'un sort inhumain retient encore séparés de la grande patrie commune, et qui, à l'Exposition, défilaient tout au long en mannequins Ruthènes, Slovaques, Tchèques, Moraves, Croates, Dalmates, Serbes, Monténégrins, et Bulgares, tous étincelants de beauté et de force dans leurs costumes splendides et pittoresques..... Au sortir de la section des Slaves étrangers, on rentrait de nouveau en Russie, mais dans une Russie différente, tout autrement originale et slave ; qui sait, peut-être bien la Russie de l'avenir !..... Des Tartares, des Mordvans, des Tchérémisses, des Turkomènes, des Kirgiz, des Bachkirs, des Ostiaks, des Yakoutes et Samoyèdes ouvraient ici des perspectives toutes nouvelles et grandioses..... »

(KLACZKO, *Revue des Deux Mondes*, septembre 1867.)

### 2. — Le programme nihiliste.

« Nous n'avons qu'un plan négatif : la destruction impitoyable. Nous renonçons à élaborer les conditions de l'organisation future, comme incompatible avec notre activité. C'est pourquoi tout travail d'esprit exclusivement théorique nous paraît inutile. Nous considérons l'œuvre de destruction comme une tâche si immense et si difficile que nous lui consacrerons toutes nos forces..... les générations suivantes se chargeront de l'œuvre créatrice. »

« Par révolution nationale il faut entendre non le gouvernement réglé sur le modèle des classes occidentales, mouvement qui s'arrête toujours



devant la propriété, la tradition, les soi-disant principes civilisateurs et moraux, et qui, jusqu'à ce jour, s'est borné partout au remplacement d'une forme politique par une autre. Le salut du peuple ne peut être que dans la révolution qui détruira dans la racine tout l'étatisme, toutes les traditions de l'ordre gouvernemental et des classes en Russie. »

(Dans BIENSTOCH, *Hist. du mouvement révolutionnaire en Russie*, t. I, Payot, 1920.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quel est le caractère d'Alexandre I<sup>er</sup> ? — Comment organise-t-il la Pologne ? — Comment se manifeste la politique d'isolement, d'autocratie et de russification de Nicolas I<sup>er</sup> ? — Quelle est son attitude à l'égard de la Pologne ? — Quels sont ses instruments de règne ? — Comparez Alexandre II et Nicolas I<sup>er</sup>. — Comment s'opère l'abolition du servage ? — Quelles sont les autres réformes ? — Quelles sont les causes de l'insurrection polonaise ? — Quelle en est la répression ? — Quelle est désormais la politique d'Alexandre II ? — Qu'est-ce que le nihilisme ? — Que savez-vous sur la mort d'Alexandre II ?*

*Quelles sont les causes de l'expansion russe ? — Quel en est l'objectif ? — Où se trouve la Transcaucasie ? le Turkestan ? la Sibérie ? — Quelles sont les étapes de la conquête de la Transcaucasie ? du Turkestan ? de la Sibérie ?*

## CHAPITRE XXIV

### L'Autriche-Hongrie.

Les défaites d'Italie entraînent la chute du régime absolutiste. Malgré quelques concessions libérales, le nouveau régime unitaire suscite les protestations de tous les groupes nationaux, et la défaite de Sadowa décide l'Autriche à se transformer en empire dualiste, mais l'hégémonie germano-magyare se heurte à la violente opposition des autres nationalités.

#### 1. Le système de Bach. François-Joseph règne depuis 1848 en monarque absolu.

Prince d'une *intelligence médiocre*, mais très attentif et très appliqué à ses devoirs de souverain, il sut résister toujours *très digne* au milieu des revers politiques et des deuils de famille et conserver jusqu'à la fin d'un règne de soixante-huit ans l'estime de ses sujets. Le régime de réaction, inauguré par Schwarzenberg après les troubles de 1848-1849, fut maintenu par Bach jusqu'en 1859.

Il conserva aux paysans le bénéfice des *réformes sociales* de 1848 et négocia avec Rome un **Concordat** très favorable au clergé qui accordait au catholicisme le privilège de religion d'État et à l'Église la surveillance des écoles et la censure des livres. Il travailla activement, avec l'appui d'une bureaucratie allemande, à **centraliser et à germaniser** le pays. Sa politique souleva l'hostilité et la colère des autres groupes nationaux : Magyars, Croates, Serbes, Italiens, Roumains, Polonais et Tchèques. Les *défaites d'Italie* et la ruine financière qui s'ensuivit imposèrent un changement de régime.

#### 2. Concessions libérales : le diplôme et la patente. François-Joseph hésite entre le système unitaire cher aux Alle-

mands de Vienne et la *politique fédéraliste* que réclament les autres groupes nationaux. Il renvoie Bach et, par le **diplôme de 1860**, il inaugure un gouvernement libéral et fédéraliste. Il crée un Conseil d'Empire, le Reichsrat, en partie nommé par le souverain, en partie élu, et des diètes locales ou landtags qui votent les lois particulières à leurs provinces.

Mais les *difficultés d'application* de ce régime, surtout en Hongrie, amènent, quelques mois plus tard, l'empereur à modifier le diplôme de 1860 par la **patente de 1861**. Cette nouvelle constitution *rétablit un système unitaire*. Le Reichsrat devient un parlement avec deux chambres : la Chambre des Seigneurs, désignée par l'empereur, et la Chambre des Représentants, élue par les diètes provinciales.

Ce régime mécontente les libéraux allemands qui voulaient la responsabilité des ministres devant le Parlement, mais se heurte surtout à la violente opposition des diverses nationalités, qui refusent de siéger au Reichsrat. Les Magyars allèrent jusqu'au refus de l'impôt et du service militaire. L'empereur sera obligé de *suspendre l'application* de la patente en 1865.

### 3. Le compromis

#### Austro-Hongrois.

Après la défaite de Sadowa, sur les conseils de son ministre Beust, l'empereur accepte un **régime dualiste et constitutionnel** préparé par François Deak, qui donne satisfaction aux Magyars. Désormais, l'Empire est partagé en deux États distincts : l'**Autriche** et la **Hongrie**, séparés par un petit affluent du Danube, la *Leitha*, avec chacun une Constitution particulière, plus libérale en Hongrie, plus autoritaire en Autriche.

➤ Le **compromis de 1867** organisait pour les deux États un *gouvernement commun* avec un même souverain, empereur en Autriche, roi en Hongrie, un ministère de trois membres (Affaires étrangères, Guerre et Finances) et une assemblée, les *Délégations*, élue chaque année par les deux parlements de Vienne et de Buda-Pesth, pour régler les affaires communes.

Ce régime, renouvelable tous les dix ans, **favorisait la Hongrie** qui ne prenait à sa charge que 30 % des frais communs. Mais les deux



Photo Manuel.

L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH (1830-1917).

Son long règne fut troublé de toutes façons : et par les événements et par les drames de famille. Il vit périr successivement — presque tous de mort tragique — ses frères Maximilien (1867) et François-Charles (1878), son unique fils, Rodolphe (1889), sa femme, Elisabeth de Bavière (1898), son neveu, François-Ferdinand, dont l'assassinat à Sarajevo (1914) fut l'occasion de la guerre de 1914-1918.

François-Joseph avait, faute d'intelligence, une grande conscience de ses devoirs de souverain. Sa vie avait la régularité d'une horloge. Il se considérait comme un officier au service de l'Empire.

États allaient se heurter au grave **problème des nationalités** slaves et latines, qui se jugeaient gravement lésées par le système dualiste. Enfin, en 1878, par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine et du Sandjak de Novi-Bazar, l'Autriche-Hongrie deviendra une *puissance balkanique*, rivale de la Russie.

**4. L'Autriche après 1867.** La Constitution de 1867 maintient le Reichsrat, composé de la Chambre des Seigneurs nommée par l'empereur et de la Chambre des Représentants élue par les Diètes provinciales. Mais, à *partir de 1873*, les députés seront choisis directement par les électeurs d'après le système des **curies** qui favorise les Allemands. En fait, le gouvernement reste aux mains de la *bureaucratie*, de la *Cour* et de l'*Empereur*. Le **Concordat de 1855 est aboli** par les lois de 1868 et 1874 qui suppriment la religion d'Etat et enlèvent au clergé le contrôle de l'enseignement.

La vie politique est dominée par la question des nationalités. Les réclamations les plus violentes viennent des Tchèques, qui comptent plus de cinq millions d'habitants et s'appuient sur de fortes traditions nationales. Ils revendiquent les mêmes droits que les Hongrois, la reconstitution du royaume de Bohême et l'établissement du **trialisme**. L'agitation devient si vive qu'en 1871 François-Joseph entame avec eux des négociations, mais l'hostilité des Allemands et des Hongrois fait échouer toute tentative d'accord. Les députés tchèques *refusent de siéger* au parlement de Vienne jusqu'en 1879. Ils obtiennent quelques concessions sur l'égalité des langues et sur la création d'une université tchèque à Prague, mais l'obstruction systématique des **Jeunes Tchèques** rendra presque impossible tout travail parlementaire.

**5. La Hongrie.** Le régime constitutionnel et parlementaire, malgré de graves difficultés, fonctionne *plus normalement* en Hongrie qu'en Autriche. La **Diète**, qui comprend la Chambre héréditaire des Magnats et la Chambre des Députés élue au suffrage censitaire, a l'initiative des lois et les ministres sont responsables devant elle. En 1868, la Hongrie accorde un **compromis à la Croatie**. Celle-ci obtient une *diète locale* à Zagreb (Agram), un *ban* ou gouverneur général, l'usage officiel de sa langue et une représentation à la diète de Hongrie. Mais les Croates ne se résignent pas à l'hégémonie magyare et *réclament eux aussi le trialisme*. Les Hongrois, au contraire, s'efforcent de revenir sur leurs concessions. **Les mesures de rigueur** se multiplient contre les opposants : état de siège, fermeture de l'université d'Agram. Ils agissent de même à l'égard des **Roumains** en 1868. Ils enlèvent à la Transylvanie, son autonomie, sa diète et l'usage de sa langue. Ils s'efforcent **d'imposer** la langue magyare comme langue de l'Etat, de l'administration et de l'enseignement.



## RÉSUMÉ

1. Après la Révolution de 1848, François-Joseph II règne en monarque absolu jusqu'en 1859.

2. Les défaites d'Italie l'obligent à accorder quelques libertés politiques à ses sujets, mais le régime unitaire, institué par la patente de 1861, soulève une violente opposition de la part des divers groupes nationaux qui refusent de collaborer avec les Allemands.

3. Après le désastre de Sadowa, le compromis de 1867 partage l'empire en deux états : l'Autriche et la Hongrie, qui ont le même souverain et trois ministères communs. Ce régime donne satisfaction aux Allemands d'Autriche et aux Magyars de Hongrie, mais est vivement attaqué par les autres nationalités.

4. En Autriche, c'est la bureaucratie allemande qui gouverne et les Tchèques revendiquent avec véhémence la reconstitution du royaume de Bohême, avec les mêmes droits que les Hongrois; par leur opposition systématique, ils rendent presque impossible tout travail parlementaire.

5. En Hongrie, les Magyars, qui ont accordé un compromis à la Croatie, s'efforcent de revenir sur leurs concessions et multiplient les mesures de rigueur, non seulement contre les Croates, mais aussi contre les Roumains.

## LECTURE

## Nationalités mal satisfaites : Croates et Italiens.

« Nous sommes un petit peuple, déclarent les délégués croates, mais nous appartenons à une grande race. Plutôt que de nous laisser enlever notre langue et notre caractère propre, c'est-à-dire ce qui est notre génie, notre sang, notre vie, nous nous jetterions dans les bras de la Russie, cela est vrai, car la liberté politique, nous finirions toujours par la conquérir, tandis qu'une nationalité morte ne ressuscite pas. Il dépend des Magyars de ne point nous pousser à cette extrémité; qu'ils accordent à Agram ce que Pesth a obtenu de Vienne, et nous serons les défenseurs les plus dévoués de la couronne de Saint-Étienne. Sinon, voyez la statue élevée à Jellachich sur la grande place de notre capitale Zagreb, qu'à la suite des Allemands vous appelez Agram. Le cheval du ban se dirige vers le Nord, et Jellachich, de la pointe de son épée, montre les plaines de Hongrie. C'est le chemin que suivraient un jour les Slaves du Sud, en passant sur le corps des Magyars, pour s'unir à leurs frères du Nord. Avec eux ou contre eux, nous marcherons à l'accomplissement de nos glorieuses destinées. »

« Pendant mon séjour à Trieste, j'assistai à un incident qui peint bien les manifestations italianissimes dont cette ville est de temps en temps le théâtre..... Deux orchestres jouaient : l'un, arrivé de Venise, l'autre appartenant à un régiment autrichien. Les italianissimes entouraient le

premier et applaudissaient avec fureur les airs italiens en les faisant répéter plusieurs fois de suite. Le parti autrichien, de son côté, applaudissait la musique du régiment. Enfin, un certain airitalien est bissé dix fois de suite. Un individu se lève et fait entendre un formidable coup de sifflet. Grande rumeur : on veut l'expulser. Cinq jeunes gens se jettent sur lui ; mais de son poing terrible il les envoie rouler sous les tables, se rassied tranquillement et commande un verre de bière. Ce calme et cette vigueur herculéenne suffirent à tenir les assaillants en respect. Le consul de Prusse m'apprit que ce hardi champion de l'Autriche était un Prussien.»

(De LAVELEYE, *Revue des Deux Mondes*, juillet 1868, p. 332 et 547.)

**QUESTIONNAIRE.** -- *Que savez-vous sur François-Joseph ? — Quel est le régime de l'Autriche après 1848 ? — Quelle opposition soulève-t-il ? — Qu'est-ce que le Diplôme de 1860 ? la Patente de 1861 ? — Comment ce régime est-il accueilli ? — En quoi consiste le Compromis de 1867 ? — Quelle est l'organisation de l'Autriche ? de la Hongrie ? — Que réclament les Tchèques ? — Comment se manifeste leur opposition ? — Quelles sont les concessions faites à la Croatie ? — Quelle est l'attitude des Hongrois à l'égard des Croates ? des Roumains ?*

## CHAPITRE XXV

### Les États-Unis.

Après la Constitution de 1787, et surtout de 1800 à 1860, l'extension des États-Unis est rapide et l'accroissement de la population prodigieux. La guerre de Sécession, en 1861, faillit compromettre ce développement, mais la victoire du Nord assure le maintien de l'Union et, si la reconstruction soulève de graves difficultés, l'activité économique permet bientôt au pays de retrouver toute sa prospérité.

**1. La Constitution de 1787.** Cette Constitution très souple est un *compromis* entre les tendances centralistes et l'autonomie des États. **Chacun des États** de l'Union reste souverain, garde sa constitution, son gouvernement particulier, sa législature, son budget distinct. De même **chaque commune** est autonome.

Le **Gouvernement fédéral** siège à Washington, district fédéral. Il comprend le **Congrès**, le **Président** et la **Cour suprême**. Le **Congrès** vote les lois et impôts fédéraux et règle les affaires extérieures. Il se compose de deux assemblées : le Sénat et la Chambre des Représentants. Le **président** des États-Unis, élu pour quatre ans et rééligible par un suffrage à deux degrés, exerce le pouvoir exécutif et choisit les ministres qui ne sont responsables que devant lui. La **Cour suprême** comprend neuf membres nommés à vie par le président. Elle juge les litiges entre les États et est chargée de réprimer toute violation de la Constitution.

**2. Les Partis.** a) Durant la période d'organisation de 1787 à 1829, on peut noter deux partis : les **fédéralistes**, à tendances aristocratiques, qui veulent un pouvoir fédéral fort, et les **républicains**, qui soutiennent les droits des États.

Au début, ce sont les fédéralistes qui détiennent le pouvoir avec **Washington** qui jouit d'une immense popularité. **Hamilton** réorganise les finances. En 1800, les républicains prennent la direction des affaires et la gardent jusqu'en 1828.

Cette période est marquée, de 1812 à 1814, par une **guerre contre l'Angleterre** qui tyrannise les mers et paralyse le commerce des neutres ;







LE FORT *Bridger* (1843), L'UN DES NOMBREUX RELAIS SUR LES ROUTES DU FAR-WEST.  
DEVANT LE FORT, UN CHARIOT D'ÉMIGRANT.



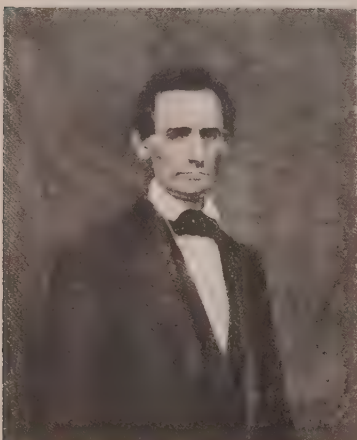
VUE DE *San-Francisco* VERS 1850.

(D'après D. PASQUET, *Histoire politique et sociale du peuple américain*, Pioard, éditeur.)

migration est surtout de provenance anglo-saxonne, irlandaise et allemande. L'agriculture se développe, mais plus encore l'industrie à l'abri de tarifs protecteurs.

**4. La guerre de Sécession.** Cette prospérité et l'Union elle-même furent mises en péril par la question de l'esclavage.

Le Sud, pays de grandes plantations de coton et de canne à sucre jugeait l'esclavage indispensable. Le Nord, au contraire, qui n'utilisait guère qu'une main-d'œuvre libre, demandait la suppression de l'esclavage, au nom de la religion et de l'humanité, et faisait une active propagande dans tous les États par des discours, des journaux, des livres et des brochures. La Case de l'oncle Tom eut un retentissement mondial.



Cl. Giraulton.

ABRAHAM LINCOLN (1809-1865).

(D'après une estampe de la Bibliothèque nationale.)

Visage osseux, aux traits allongés et bien marqués, type classique du Yankee. — Lincoln, d'abord batelier sur le Mississippi, puis charpentier, postier, avocat, député, et enfin président de la République. Ses compatriotes l'admiraient pour sa dignité morale, sa raideur puritaine et son énergie de « self-made man » (l'homme qui s'est fait tout seul).

Un nouveau parti républicain se fonde, dont le principal article du programme est l'interdiction de l'esclavage. En 1860, il réussit à faire élire à la présidence son candidat Abraham Lincoln.

Aussitôt, les États du Sud forment une Confédération distincte, présidée par Jefferson Davis, et choisissent pour capitale Richmond, dans la Virginie (1861).

La guerre éclate presque aussitôt entre les confédérés Sudistes et les fédéraux Nordistes. Mieux aguerris, commandés par l'habile général Lee, les Sudistes l'emportent d'abord sur leurs adversaires. De part et d'autre on met sur pied de fortes armées, la lutte est acharnée, les principales opérations ont lieu entre les deux capitales : Washington et Richmond. Enfin, les Nordistes, grâce à leur supériorité du nombre, prennent l'avantage avec les généraux Grant

et Sherman. Grant enlève aux Sudistes la place forte de Vicksburg en 1863. Sherman les tourne par l'ouest et fait sa jonction avec Grant. Le général Lee, qui n'a plus que 28.000 hommes, est obligé de capituler (9 avril 1865).

**5. La reconstruction de l'Union.** Cette guerre de quatre ans avait coûté aux États-Unis près d'un million d'hommes et dix milliards de dollars. L'Union était

maintenue et l'esclavage supprimé. Lincoln, peu après, était assassiné par un fanatique. Sa disparition fit échouer la *politique de conciliation*.

A la fin de 1865, les États du Sud ayant ratifié l'abolition de l'esclavage demandèrent à être **réintégrés** dans l'Union. Les États du Nord votèrent alors un amendement à la Constitution (le Quatorzième) qui, en fait, enlevait aux blancs des États du Sud le pouvoir politique pour le remettre aux noirs. Pour obliger le Sud à ratifier cet amendement, le pays fut soumis à une occupation militaire qui se prolongea jusqu'en 1876. Pendant ce temps, des aventuriers, venus du Nord, exploitaient la crédulité des noirs et se font élire aux fonctions municipales et législatives. Pendant dix ans, c'est un **régime éhonté** d'incurie, de fraude, de concussion et de pillage.

Les blancs s'organisent alors en **sociétés secrètes**, comme le **Ku Klux Klan**, pour terroriser à leur tour les noirs et les empêcher de voter. Le problème nègre est loin d'être résolu. Les noirs continuent à être tenus à l'écart et sont mis souvent dans l'impossibilité d'exercer leurs droits civils et politiques.

Au **point de vue économique**, le résultat de la suppression de l'esclavage fut la création de nombreuses petites ou moyennes propriétés données à des fermiers, et le développement de l'industrie textile, puis métallurgique.

Durant la période de reconstruction, ce sont les **républicains** qui gouvernent, avec Grant. Ils opèrent le relèvement financier des États-Unis, mais la *corruption administrative* provoque un tel mécontentement qu'en 1884 les **démocrates** reviennent au pouvoir. Depuis, les deux partis restent aux prises, mais ce sont les républicains qui l'emportent le plus souvent.

Dès la fin du **xix<sup>e</sup>** siècle, la production agricole et industrielle prend un développement énorme. L'immigration, très active après 1880, inquiète le Gouvernement, qui s'efforce d'interdire aux jaunes l'accès du pays et de limiter systématiquement l'immigration blanche.

**6. Une élection présidentielle.** Pendant quatre ans, le comité national de chaque parti la prépare méthodiquement. Dès le mois de juillet, les **Conventions** des divers États envoient des délégués à la Convention nationale du parti, pour désigner le candidat et fixer son programme. Puis, jusqu'en novembre, les comités du parti font dans tous les États une **propagande effrénée**. On lance un candidat à la présidence des États-Unis un peu comme une spécialité pharmaceutique, par des millions de brochures, de tracts, d'articles de journaux, d'affiches partout placardées, de portraits du favori, de cortèges et de cavalcades. Le candidat lui-même parcourt l'Union sur son train spécial, multipliant les discours, les promesses et les attaques contre l'adversaire. Une telle propagande exige des **sommes énormes**. Chaque parti dépense des millions de dollars



MATCH ENTRE LA LOCOMOTIVE *Tom Thumb* ET UNE VOITURE A CHEVAL.

*Les deux machines sont sur rails. La légende du dessin dit que ce match fut « exciting ». Sur les premiers chemins de fer américains circulaient des voitures tirées par les chevaux... ou même actionnées par le vent ! Ce match eut lieu en 1830. La locomotive fut battue par le cheval.*



L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE.

*Caricature populaire représentant une réunion publique dans une auberge, entre 1825 et 1840. Noter les affiches manuscrites, les pancartes, la bataille, tout cela aussi « exciting » que le match représenté ci-dessus. L'auberge est la « Maison de Jefferson » ; elle constitue ce que nous appellerions une « permanence » et que les Américains appellent « Quartier général ».*





ATTAQUE D'UNE DILIGENCE PAR LES INDIENS.

*Ces énormes voitures où on ne pouvait tenir « ni couché, ni assis, ni debout », transportaient le courrier et les voyageurs. Elles allaient sur des pistes effroyables, à 8 kilomètres à l'heure. Quand les chemins étaient trop mauvais, on bouchait les trous avec les sacs du courrier ! En prévision des attaques des Indiens, chacun emportait son rifle.*



CHEMIN DE FER ATTAQUÉ PAR DES BISONS.

*Les bisons furent, avec les Indiens, les ennemis les plus dangereux du chemin de fer transcontinental. La chasse aux bisons agrémentait le long voyage, et comme les pauvres bêtes s'obstinaient à attaquer les trains on en fit d'effroyables massacres. L'inauguration du premier train transcontinental eut lieu le 10 mai 1869.*

Le résultat est acquis, le second mardi de novembre, par l'élection des électeurs présidentiels qui ont un **mandat impératif**. La nomination du Président par le collège électoral n'est plus qu'une **formalité**. Le nouveau Président entre toujours en fonction le 4 mars.

## RÉSUMÉ

1. La Constitution de 1787 reconnaît l'autonomie de chaque État et confie le pouvoir fédéral à un Président de la République, à un Congrès et à une Cour suprême.

2. Deux partis se disputent le pouvoir : le parti fédéraliste qui, après 1800, perd très vite toute influence, et le parti républicain qui gouverne jusqu'en 1828.

3. Un autre parti se forme : le parti démocratique qui arrive aux affaires en 1829 et s'y maintient jusqu'en 1860.

4. Durant cette période, les États-Unis soutiennent contre l'Angleterre la seconde guerre de l'Indépendance (1812-1814), proclament la doctrine de Monroë et étendent leur territoire jusqu'au Pacifique. La population augmente rapidement.

5. L'arrivée au pouvoir, en 1861, d'un nouveau parti républicain qui demande la suppression de l'esclavage, provoque la sécession des États du Sud et une ruineuse guerre civile de quatre ans.

6. Le Nord l'emporte, impose la suppression de l'esclavage et suspend les droits politiques des blancs dans les États du Sud pendant dix ans.

7. Les luttes politiques sont violentes et, en 1884, les démocrates l'emportent. Depuis les deux partis alternent au pouvoir avec prédominance des républicains.

8. Une élection présidentielle est un événement important préparé longtemps à l'avance par une ardente campagne politique.

---

## LECTURES

### 1. — Le système des dépouilles.

Depuis l'avènement du général Jackson.... les emplois publics sont devenus une curée. Il est entendu qu'ils sont le prix de la victoire dans les luttes de partis. Le président Jackson a inféodé à ses créatures toutes les places de l'administration des douanes et des postes. Cette méthode a gagné les États particuliers, les comtés, les villes. A chaque revirement d'opinion, les États changent leurs administrateurs; les législatures, leurs secrétaires, leurs imprimeurs et jusqu'à leurs huissiers; les tribunaux, leurs greffiers; les villes, leurs trésoriers, les inspecteurs des marchés, leurs vérificateurs des poids et mesures, jusqu'à leurs balayeurs. Les fonction-

naires savent maintenant que la conservation de leurs places et le pain de leurs familles sont mis en question à chaque élection municipale ou d'État ou fédérale, selon qu'ils relèvent des communes, des États ou du gouvernement central. Jadis ils ne prenaient aucune part aux manœuvres électorales : les Présidents l'avaient formellement défendu à tous les fonctionnaires de la fédération; ils en sont aujourd'hui les agents les plus actifs. Le Président a aujourd'hui à son service, dans les élections, une armée de soixante mille hommes qui dépendent de lui, dont l'intérêt est étroitement lié au sien et qui sont ses âmes damnées.

(Michel CHEVALIER, *Lettres*, 1835, t. I, p. 333.)

## 2. — Le Quatorzième amendement.

« Nul ne pourra être sénateur ou représentant au Congrès ou électeur pour la présidence ou la vice-présidence, ou occuper aucun emploi civil ou militaire, sous l'autorité des États-Unis ou d'un des États si, s'étant engagé précédemment par serment comme membre du Congrès, ou fonctionnaire des États-Unis, ou membre de la législature d'un État ou fonctionnaire de l'ordre exécutif ou judiciaire d'un État à soutenir la Constitution des États-Unis, il s'est compromis dans une insurrection ou une rébellion contre cette constitution, ou a donné aide ou soutien à ses ennemis..... » Et pour contraindre les États du Sud à donner les droits politiques aux nègres, l'amendement déclarait que « si le droit de vote est refusé à l'un quelconque des habitants mâles de cet État, âgé de plus de vingt et un ans et citoyen des États-Unis, ou si le droit est restreint en quoi que ce soit..... la base de la représentation de cet État au Congrès sera réduite en proportion ».

(Dans J. BRYCE, *La République américaine*.)

## 3. — La corruption politique.

*Sous la présidence de Grant, il y eut de retentissants scandales dans le parti républicain; mais la corruption n'était pas moindre dans le parti opposé. Elle éclata dans l'affaire du Ring de New-York.*

Depuis bien des années, cette grande cité était gouvernée par une association politique : la *Tammany Society*... Avec le temps, et sous la direction d'un William Eweed, la *Tammany* était devenue une gigantesque association d'escrocs qui occupaient tous les pouvoirs de la cité et de l'État... On va juger par quelques chiffres des proportions sur lesquelles ils avaient fini par voler.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1869, la dette de la ville s'élevait à 29.325.000 dollars; le 1<sup>er</sup> août 1871, elle s'est trouvée à 100.955.000 dollars, c'est-à-dire qu'en deux ans et demi, elle avait plus que triplé, et cela sans que la ville eût fait aucune dépense extraordinaire. En revanche, les officiers municipaux, qui auparavant étaient des gens sans fortune ni consistance, étaient tous devenus riches à millions. Ces vols prodigieux se sont faits au moyen d'expropriations pour agrandissement des rues; les commissaires chargés de statuer sur les indemnités appartenaient tous au *Ring*. Mais la fraude la plus colossale a été menée à bout, sous le couvert de la construction d'un *Court house*. Le devis s'élevait à 250.000 dollars, et l'on a dépensé 8 millions ! Un fournisseur avait touché pour 1.825.000 dollars de plâtrage; un autre était censé avoir livré une quantité de tapis suffisant pour couvrir un espace de 17.000 milles carrés;

un troisième arrivait avec une note pour 36.000 chaises; un quatrième avait livré 36 sofas, au prix honnête de 122.000 dollars. Toutes ces sommes passaient dans les poches des fonctionnaires chargés de diriger et de contrôler le travail, le maire en tête.

Tout contrôle de la part des citoyens paraissait impossible : les bureaux d'élection étaient composés des affiliés de la *Tammany*; il en était de même des juges devant lesquels on pouvait les traduire, et de la législation de l'État.

(Claudio JANNET, *Les États-Unis contemporains*.  
Plon, 1876, p. 150-152.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelles sont les caractéristiques de la Constitution de 1787 ? — Quels sont les pouvoirs du Congrès ? du Président ? de la Cour suprême ? — Quelles sont les tendances des divers partis ? — Que savez-vous sur la guerre de 1812-1814 ? sur la doctrine de Monroe ? — Quel est le parti qui l'emporte en 1829 ? — En quoi consiste le système des dépouilles ? — Comment se réalise l'extension des États-Unis ? — Quelles sont les causes de la Sécession du Sud ? — Quelles sont les principales phases de la guerre civile ? — Ses résultats politiques ? économiques ? — Quelle est l'attitude des États du Nord ? — Comment réagissent les États du Sud ? — En quoi consiste la Reconstruction ? — Quelle est la situation des États-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? — Quels sont les divers épisodes d'une élection présidentielle ?*



## CHAPITRE XXVI

### L'Extrême-Orient.

L'Extrême-Orient, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, reste replié sur lui-même. La Chine ne s'ouvre au commerce extérieur qu'après la guerre de l'opium (1842), mais, mal gouvernée, hostile à l'étranger, elle se transforme lentement et à regret.

Le Japon sort de son isolement à partir de 1854. Après quelques années de troubles, le triomphe du Mikado (1868) ouvre l'ère du progrès et marque l'avènement du Japon moderne.

**1. La civilisation chinoise.** Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, l'Empire chinois était gouverné par des **conquérants mandchous** qui avaient annexé à la *Chine* proprement dite la *Mandchourie*, la *Corée*, le *Turkestan* et le *Thibet*. C'était un empire immense, mais sans unité, voué au morcellement et à l'anarchie. L'Empereur réside à Pékin, dans la « ville interdite », mais, dans les provinces, le pouvoir et ses profits appartiennent aux **mandarins**.

Le peuple chinois est tenace, laborieux et inventif. Bien avant les Européens, il a connu la poudre à canon, la boussole, l'imprimerie, la porcelaine. Il a élevé de vastes monuments d'une architecture originale, il a développé l'agriculture et pratiqué l'industrie familiale, la sculpture du bronze, du bois, la broderie et le tissage de la soie.

Mais cette brillante civilisation, tout entière **tournée vers le passé**, est restée immuable, figée dans un **formalisme étroit** et stérile, sans relation avec l'extérieur.

Pleins de **mépris pour les étrangers**, les Chinois ne permirent qu'à quelques commerçants *portugais* de s'installer à Macao et à des missionnaires *Jésuites* d'évangéliser la région de Pékin. Cette tolérance ne dura pas. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, une **persécution violente** sévit contre les catholiques et la Chine **se ferma** de plus en plus à l'influence étrangère.

#### **2. La pénétration européenne en Chine.**

La Chine avait *interdit l'importation de l'opium* et le gouverneur de Canton avait fait jeter à la mer 20.000 caisses de ce poison. L'Angleterre déclara aussitôt la guerre, occupa Chang-Haï, remonta le Yang-Tse-Kiang et obligea la

Chine à signer le **traité de Nankin** (1842). La Chine cédait *Hong-Kong* à l'Angleterre et ouvrait *cinq ports* au commerce anglais. Les autres puissances demandèrent et obtinrent les mêmes avantages et la France, en 1844, reçut le **protectorat** des Missions catholiques.



Cliché Keystone.

#### LA VIEILLE CHINE : LE TEMPLE DES CINQ CENTS DIEUX A CANTON.

*Malgré les efforts tentés pour « européeniser » la Chine, et qui sont le fait d'un petit groupe d'intellectuels formés dans les écoles d'Amérique et d'Europe, la masse du peuple chinois demeure fidèle à ses traditions, à sa civilisation millénaire, à ses dieux et à ses génies. Seul, le christianisme pourra faire entrer la Chine dans la civilisation occidentale.*

Ces **concessions** provoquèrent dans la Chine du Sud le redoutable soulèvement des **Taïpings**. Des violences exercées contre des missionnaires et des commerçants décidèrent les Anglais et les Français à intervenir. En 1858, une première expédition avait contraint les négociateurs chinois à signer le **traité de Tien-Tsin** et à ouvrir plus largement le pays à l'influence européenne. Mais, lorsque les plénipotentiaires se présentèrent à l'embouchure du Pei-Ho, ils furent **reçus à coups de canon**.

En 1860, il fallut envoyer une nouvelle expédition qui remonta le Pei-Ho et s'ouvrit la route de Pékin par la victoire de **Palikao**. L'Empereur s'était enfui pour ne pas se trouver en contact avec les **diabes étrangers**. Par représailles contre le massacre de quelques

prisonniers et pour punir les Chinois de leur mauvaise foi, les Alliés pillèrent et incendièrent le Palais d'Été. La Chine dut ratifier une fois de plus le traité de Tien-Tsin, mais, malgré les promesses faites, les ambassadeurs européens ne seront reçus par l'Empereur qu'en 1873.

**3. Modernisation de la Chine.** C'est à partir de 1860 que le pays commence à **se transformer**. Des officiers étrangers instruisent les troupes chinoises et cette nouvelle armée, équipée à l'européenne, peut écraser la révolte des Taïpings et reprendre Nankin.

## Le Démembrement de la Chine.



La Chine utilise encore le concours des Européens pour organiser les douanes, la marine, les chemins de fer, l'enseignement, mais les progrès sont lents. Le Gouvernement est faible et hésitant, la masse de la population, traditionaliste et routinière, est hostile à ces innovations. Des attentats fréquents se produisent contre les étrangers, la persécution et le massacre des missionnaires, plus ou moins encouragés par les autorités locales, n'ont jamais complètement cessé. L'Europe cependant intervient, en 1895, pour adoucir les conditions de paix du Japon, mais le partage de la Chine en zones d'influence et l'occupation de nombreuses concessions provoquent l'insurrection des Boxers, le massacre des étrangers de Pékin, le siège des légations et une nouvelle expédition militaire internationale en 1900.



Cliché Keystone.

## LA FAÇADE EUROPÉENNE DU PARLEMENT AU JAPON.

*Palais du Parlement japonais. Bâtiment banal et calqué sur l'Occident. Mais ce n'est qu'une façade : le Japon est demeuré uniquement une puissance militaire, où seuls les chefs de l'armée et de la marine se disputent le pouvoir.*

#### 4. Le gouvernement et la civilisation japonaise.

Le Japon, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, était encore soumis à un régime tout féodal. A côté de l'Empereur, le **Mikado**, relégué sans autorité à Kioto, le **Shogoun**, vrai maire du palais, qui commande aux Daïmios et aux Samourais, réside à Yedo.

La masse du peuple, paysans, artisans, pêcheurs, a un sens artistique très développé et une grande facilité d'assimilation. La religion est le **bouddhisme** et surtout le **shintôïsme**. Au XVI<sup>e</sup> siècle, le pays fut évangélisé par saint François-Xavier qui opéra de nombreuses conversions. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, le Japon comptait près de 600.000 chrétiens. Mais une **terrible persécution** noya dans le sang la jeune Église japonaise et le Japon se referma dans un **farouche isolement**. Seuls, les Hollandais eurent le droit d'échanger quelques marchandises sur un îlot en face de Nagasaki.

5. La Révolution de 1868. Ce furent les **États-Unis** qui le rouvrirent par la menace. En 1854, une escadre américaine obligea le Shogoun à ouvrir deux ports, puis six autres, au commerce extérieur. Ces premières concessions aux



étrangers provoquent une **révolte** de l'opinion publique. Le Shogoun est assassiné et des Européens sont massacrés. D'autres soulèvements se produisent contre le nouveau Shogoun. Enfin, en 1868, après huit ans de guerre civile, le Shogounat est aboli et le jeune **Mikado vainqueur** s'installe à Yédo, devenu Tokio, et concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Il poursuit la régénération du Japon sur le modèle occidental. C'est l'**ère du progrès** qui, en moins de vingt ans, réussit à moderniser complètement le Japon.

Le *régime féodal est aboli*, les Daïmios et Samourais perdent leurs privilèges. L'égalité de tous devant la loi est proclamée et les édits contre les chrétiens sont rapportés. Le Japon fait appel aux techniciens, aux professeurs et aux ingénieurs étrangers et envoie des étudiants dans les universités européennes et américaines. L'instruction publique est déclarée obligatoire. La *flotte et l'armée sont réorganisées*, on construit des chemins de fer, des ports. L'industrie métallurgique et textile prend un grand développement.

Enfin, en 1889, une **nouvelle Constitution**, avec une Chambre des Pairs et une Chambre des Députés, complète l'œuvre de modernisation. Les ministres sont choisis par le Mikado et responsables devant lui, mais, en fait, le **Mikado** conserve toute la réalité du pouvoir.

Le Japon voulut bientôt *faire l'essai de ses forces*. Depuis longtemps, la **Corée** était disputée entre la Chine et le Japon. Le Japon, en 1894, envahit la Corée, bat les troupes chinoises sur terre et sur mer et, au **traité de Simonoseki**, obtient l'indépendance de la Corée et la cession de Formose et des Pescadores.

En 1904, il se retournera contre la Russie et, après ses victoires de **Liao-Yang** et **Moukden**, la prise de Port-Arthur et l'anéantissement de la flotte russe, il imposera à son adversaire le **traité de Portsmouth** qui exclut la Russie de la Mandchourie et laisse au Japon les mains libres en Corée.

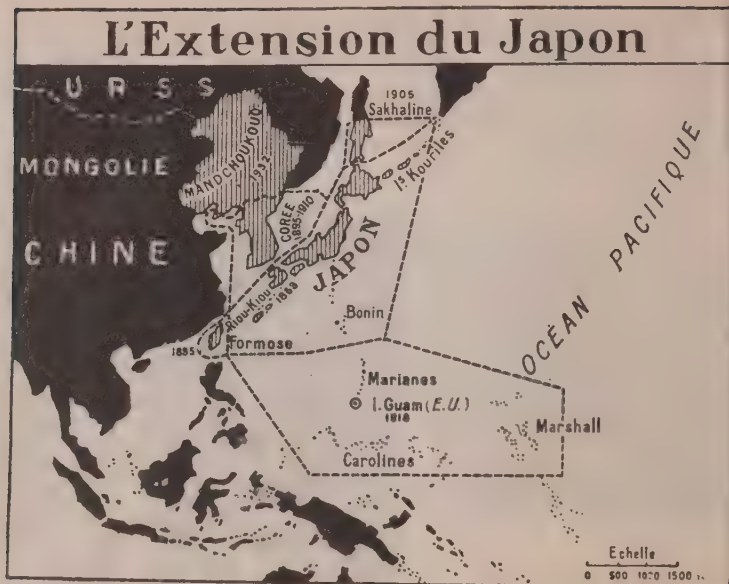
Le Japon entend désormais jouer un rôle de *premier plan* en Extrême-Orient.



Cliché Keystone.

LE JAPON TRADITIONNEL :  
L'IMPÉRATRICE EN ROBE DU COURONNEMENT.

# L'Extension du Japon



## RÉSUMÉ

1. La Chine au XIX<sup>e</sup> siècle est un pays immense peuplé de près de 300 millions d'habitants. Sa civilisation originale et brillante est restée immuable et sans relation avec l'extérieur.

2. Les Anglais et les Français, à partir de 1840, interviennent en Chine à plusieurs reprises pour protéger leurs nationaux, missionnaires, commerçants ou soldats.

3. Grâce à eux, la Chine entre en contact avec l'extérieur, se réorganise et réprime les révoltes, mais, mal gouvernée, déchirée par les factions et toujours hostile à l'étranger, elle se transforme lentement et à regret.

4. Le Japon, en 1854, était encore un État presque féodal. Le Mikado avait perdu tout pouvoir au profit du Shogoun, vrai maître du Palais. Au XVI<sup>e</sup> siècle, le pays avait été évangélisé par saint François-Xavier, puis la persécution était venue et le Japon s'était enfermé dans un farouche isolement.

5. L'intervention des États-Unis qui l'oblige à ouvrir quelques ports au commerce international provoque une vive agitation qui dégénère bientôt en guerre civile. Le Shogoun est vaincu. Le Mikado reconquiert son pouvoir en 1868 et inaugure « l'ère du progrès ».

6. Le Japon se transforme rapidement, adopte une constitution moderne, triomphe de la Chine et de la Russie et aspire maintenant à la domination en Extrême-Orient.

## LECTURES

## 1. — Le pillage du Palais d'Été à Pékin (septembre 1860).

Il y avait des troupiers, la tête enfouie dans les coffres de laque rouge de l'Impératrice, d'autres à moitié ensevelis dans des amoncellements de brocards et de pièces de soie, d'autres qui mettaient des rubis, des saphirs, des perles, des morceaux de cristal de roche dans leurs poches, dans leur chemise, dans leur képi, et qui se chargeaient la poitrine de colliers de grandes perles. D'autres s'en allaient, des pendules, des cartels entre les bras.....

Rien ne tente lessoldats commeles pendules et, d'une façon plus générale, les objets de mécanique. Or, les Chinois, comme tous les peuples de l'Orient.... adorent les objets de mécanique et surtout de mécanique amusante..... on ne saura jamais quel nombre de boîtes à musique, de serinettes, d'orgues de Barbarie, de pendules à sonneries compliquées, de réveils à pétard, de lapins à tambour, d'horloges faisant tourner les ailes d'un moulin....., quelle quantité prodigieuse.... de singes violonistes, sonneurs de trompette et même d'orchestres de singes assis sur un orgue, de petites danseurs de corde..... se trouvaient dans le Palais d'Été. Les appartements de l'Impératrice, ceux des femmes en étaient littéralement bondés.

Or, nos soldats se divisaient en malins et en grands enfants : les malins, peu nombreux, les grands enfants en majorité. Les malins avaient fait main basse sur les bijoux, les espèces monnayées, les piastres, les dragoirs, les tabatières, les services d'or, les colliers de perles. Les autres avaient été tentés avant tout.... par toute cette mécanique de provenance européenne..... Aussi, la seconde nuit que nous passâmes devant le Palais d'Été fut-elle impossible, insensée, vertigineuse. Chaque troupier avait son oiseau, sa boîte à musique, son singe, sa pendule, son réveil ou son lapin. C'était une sonnerie générale; toutes les heures, dans tous les timbres, tintaient sans discontinuer..... des multitudes de lapins jouaient du tambour, formaient une basse, accompagnée des cymbales des singes, et de quatre mille romances et quadrilles fredonnés ensemble par autant de boîtes à musique et de serinettes que dominaient les rou-piou-pious des oiseaux, les roulades des flûtes, le nasillement des clarinettes..... et aussi les éclats de rire sonores de ces braves gens si faciles à amuser. Ce fut un cauchemar. Au soleil levant le pillage recommença.....

(Comte d'HERISSON, *Journal d'un interprète en Chine.*)

## 2. — Comment l'Extrême-Orient juge la civilisation occidentale.

..... Il peut sembler naturel à l'esprit des Occidentaux de contempler avec un sentiment de triomphe sans ombre ce monde d'aujourd'hui dans lequel l'organisation a fait de la société une immense machine pourvoyant elle même a ses besoins..... Et pourtant la Chine, avec sa douce ironie, considère la « machine » comme un instrument, non comme un idéal. L'Orient vénérable fait encore la distinction entre les moyens et la fin. L'Occident est favorable au progrès, mais où tend le progrès? Lorsque l'organisation matérielle sera complète, quel but, demande l'Asie, aurez-

vous atteint?..... La dimension seule ne constitue pas la vraie grandeur, et la recherche du luxe ne mène pas toujours au raffinement. Les individus qui coopèrent à la fabrication de la grande machine de la soi-disant civilisation moderne deviennent les esclaves d'une habitude machinale et sont impitoyablement dominés par le monstre qu'ils ont créé. En dépit de la fameuse liberté de l'Occident, l'individualité véritable y est détruite par la compétition de la richesse; le bonheur et la joie y sont sacrifiés à l'insatiable désir de posséder toujours davantage. L'Occident se glorifie de s'être émancipé des superstitions médiévales; mais qu'est donc ce culte idolâtre de la richesse qui les a remplacées ?

(OKAKURA, *Les Idéaux de l'Orient*, Payot, éd.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quels sont les pays qui composent l'empire chinois ? — Quelles sont les aptitudes du peuple chinois ? — Quel est le caractère de sa civilisation ? — Quelles relations a-t-il avec l'étranger avant le XIX<sup>e</sup> siècle ? — Pourquoi l'intervention anglaise ? — Quels résultats obtient-elle ? — Que savez-vous sur les expéditions de 1858 et 1860 ? — Quand et comment la Chine se modernise-t-elle ? — Quels sont les rapports de la Chine avec l'étranger à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? — Quel était l'état du Japon avant 1854 au point de vue politique ? social ? religieux ? — Quand et comment entre-t-il en relations avec l'étranger ? — Comment réagit l'opinion publique ? — En quoi consiste la révolution de 1868 ? — Quelles sont les transformations du Japon ? — En quoi consiste la Constitution de 1889 ? — Quels sont les rapports du Japon avec la Chine ? la Russie ? — Quelle est l'ambition du Japon ?*

---



## CHAPITRE XXVII

### La France après la guerre de 1870.

La période de 1871 à 1875 marque la liquidation de la guerre et l'établissement de la République. La liquidation de la guerre est réalisée par l'émission de deux emprunts, le paiement anticipé de l'indemnité et la libération du territoire.

Thiers assure la répression de la Commune et la réorganisation du pays, mais la question constitutionnelle l'oblige à donner sa démission.

Les prétentions du comte de Chambord empêchent la Restauration. L'Assemblée vote le septennat et les diverses lois constitutionnelles qui organisent le régime républicain.

#### 1. Les débuts de l'Assemblée nationale.

Les élections avaient eu lieu, à la faveur de l'armistice, le 8 février 1871, sur la question *de la paix ou de la guerre*. La grande majorité du pays voulait la paix. L'Assemblée comprit environ 400 royalistes, 200 républicains et une trentaine d'impérialistes. Elle se réunit à **Bordeaux**, le 12 février, nomma **Thiers** chef du pouvoir exécutif, proclama la déchéance de l'Empire, accepta les préliminaires de paix et conserva la République à *titre provisoire*. Par le **pacte de Bordeaux**, Thiers et l'Assemblée réservaient expressément la forme définitive du gouvernement.

#### 2. La Commune.

a) **Un conflit paraissait inévitable** entre une Assemblée conservatrice et Paris où dominaient les partis révolutionnaires.

Les misères du siège, la famine et le chômage avaient *exaspéré* la population. L'entrée des Prussiens l'avait indignée comme un *affront intolérable*. Enfin, les décisions de l'Assemblée de transférer à Versailles le centre du Gouvernement, d'imposer le paiement des loyers et de supprimer la solde de la garde nationale achevèrent de déclencher les *colères populaires*.

**Les groupes révolutionnaires**, jacobins, blanquistes, socialistes, se préparèrent à l'action. La *Commune* comprit un Comité central et un

Conseil de 72 membres, des délégués, des généraux, et arbora, comme insigne officiel, le drapeau rouge. Le 18 mars, Thiers donna l'ordre de reprendre les 277 canons que la garde nationale avait installés le 1<sup>er</sup> mars sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre. Les soldats fraternisèrent avec les émeutiers qui fusillèrent les généraux **Lecomte** et **Clément Thomas**.

b) **Thiers évacua Paris** et se retira à Versailles. Un *second siège de Paris* commençait qui dura deux mois. Les fédérés disposaient de près de 200.000 hommes, mais une petite minorité seulement prit une part

active à la lutte. Thiers reconstitua rapidement une armée régulière et la plaça sous le commandement de Mac-Mahon.

c) Les fédérés **prennent l'offensive le 3 avril**, mais leurs troupes se débloquent aussitôt et les chefs tombés aux mains des Versaillais sont fusillés sur l'heure. La Commune fait arrêter un grand nombre d'**otages** à Paris. Au début de mai, Mac-Mahon enlève les forts du Sud, puis, le 21 mai, entre dans Paris couvert de barricades et reprend la ville après une terrible guerre de rues.

Avant de disparaître, la Commune saccage les églises, démolit la maison de Thiers, renverse la colonne Vendôme et incendie les principaux monuments de Paris : le Louvre, les Tuileries, l'Hôtel de Ville, le Ministère des Finances... Du 24 au 26 mai, les fédérés **massacrent les**

**otages** : Mgr Darboy, le président Bonjean, des prêtres, des religieux, des militaires..... Les Versaillais exaspérés *exécutent sans pitié* les insurgés pris les armes à la main. On compte près de 17.000 victimes. Le Gouvernement procéda à des *arrestations en masse*. Une centaine de personnes furent fusillées au **mur des fédérés** et plus de sept mille furent **déportées**. Le parti révolutionnaire, décimé, privé de chefs, fut affaibli pour longtemps.



Cliché Braun.

MONSIEUR DARBOY (1813-1871).

*Aumônier du Lycée Henri-IV, vicaire général de Paris, évêque de Nancy, archevêque de Paris (1863), Mgr Darboy était de tendances gallicanes ; il avait toute la confiance de l'empereur ; il se montra assez rude à l'égard des congrégations régulières de son diocèse ; pour ces différentes raisons, bien qu'archevêque de Paris, il ne reçut pas le chapeau de cardinal.*

### 3. Le gouvernement de Thiers. L'Assemblée, en plein accord avec Thiers, émet deux em-

prunts rapidement souscrits, paie à l'Allemagne par anticipation les cinq milliards d'indemnité et réalise, dès 1873, **la libération du territoire**. Elle réorganise les finances publiques par une forte augmentation des contributions indirectes et le régime administratif par la loi sur les Conseils généraux. Enfin, *elle reconstitue l'armée*.

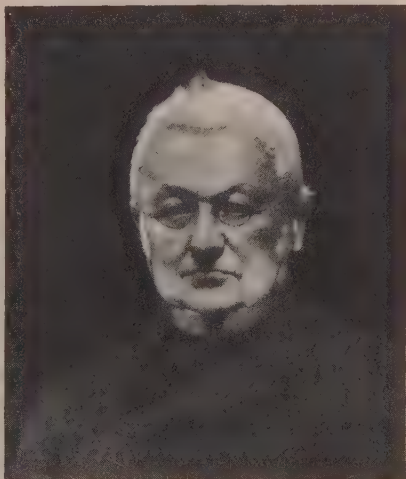
**La loi militaire de 1872** établit le service de cinq ans pour les mauvais numéros, de six mois pour les bons, et le volontariat d'un an pour les « engagés conditionnels »; elle prévoit un certain nombre d'exemptions pour les soutiens de famille, les membres du clergé et de l'enseignement public. En 1874, on décide la construction de *deux rideaux de forts* pour couvrir notre frontière de l'Est.

Il restait à résoudre le **problème constitutionnel**. En août 1871, la loi Rivet avait organisé un régime politique provisoire, en donnant à Thiers le titre de président de la République. Mais Thiers, devant la division des monarchistes, penchait de plus en plus vers la République: « *C'est le gouvernement qui nous divise le moins* », disait-il, et il voulait fonder la **République conservatrice**. La majorité royaliste de l'Assemblée, mécontente de cette attitude, limite d'abord l'intervention de

Thiers dans les débats parlementaires, puis, le 24 mai, vote un ordre du jour de **défiance**. Thiers donne sa **démission**. Le soir même, l'Assemblée élit à sa place le **maréchal Mac-Mahon**.

### 4. L'échec de la Restauration. L'Assemblée crut le moment venu de *restaurer la monarchie*.

La **fusion** des deux branches royalistes venait de s'accomplir. Le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe, renonçait à la couronne en faveur



Cl. Bulloz.

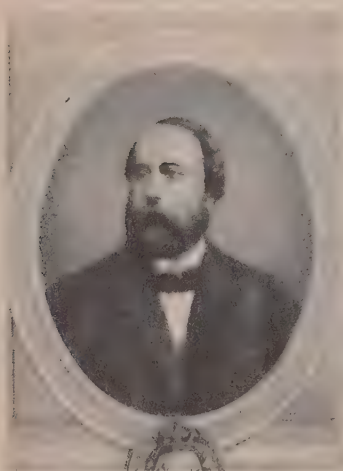
THIERS (1797-1877).

(Portrait peint par Bonnat en 1872; Musée du Louvre.)

Ce tout petit homme avait une vitalité extraordinaire. A 75 ans, il se lève à 5 heures du matin, travaille toute la journée et se couche à minuit. Aussi alerte d'esprit que de corps, avec une admirable mémoire et une prodigieuse facilité d'assimilation et d'élocution, jamais pris de court, il réussit partout où il passe : au barreau, dans le journalisme, dans la vie politique. Il contribue à faire la révolution de juillet et devient ministre de Louis-Philippe. Sous l'Empire, son opposition à la politique d'aventures de Napoléon III lui fit une réputation — surfaite — de clairvoyance politique après les défaites de 1870. Par goût du pouvoir et aussi parce qu'il ne croyait pas une restauration possible, il contribua plus que personne à fonder la République.

du comte de Chambord, petit-fils de Charles X. En retour, le comte de Chambord désignait le comte de Paris pour son héritier présomptif. L'accord sur la **question du drapeau** parut aussi réalisé. Déjà, on préparait l'entrée solennelle du roi Henri V à Paris, quand le comte de Chambord

proclama soudain, par une lettre publique, qu'il ne transigerait jamais sur la question du drapeau blanc. C'était l'écroulement de tous les espoirs de Restauration. « *A la vue du drapeau blanc, les chassepots partiraient tout seuls* », déclarait Mac-Mahon.



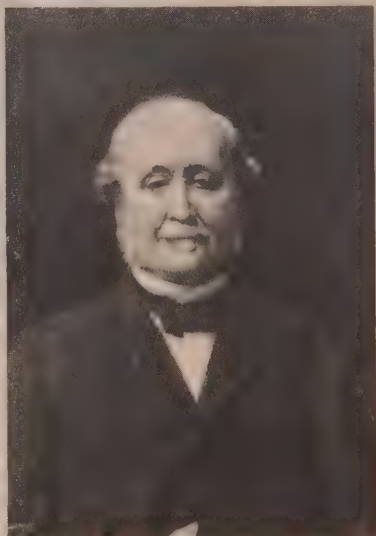
Cl. Braun.

LE COMTE DE CHAMBORD (1820-1883).

*Roi pendant quelques heures, par l'abdication de son grand-père Charles X, en 1830, il manqua, par un refus très noble, mais assez peu politique, de sacrifier le principe de la monarchie de droit divin, la restauration de la royauté. « Ma personne n'est rien, mon principe est tout », disait-il. Il mourut à Frohsdorf, en Autriche. Il ne laissait pas d'enfant.*

Pour réserver l'avenir, les royalistes décident de confier pour sept ans le pouvoir exécutif au maréchal Mac-Mahon. Le ministre du duc Albert de Broglie s'efforce de faire triompher la *politique de l'ordre moral*. Il limite la liberté de la presse, poursuit les journaux républicains, révoque de nombreux fonctionnaires, mais ne peut empêcher le parti de Gambetta de faire de rapides progrès dans le pays.

L'Assemblée vote deux lois d'inspiration catholique : l'une, en 1873, qui déclare d'utilité publique l'érection de la **Basilique du Sacré-Cœur** à Montmartre; l'autre, en 1875, qui, en accordant la **liberté de l'enseignement supérieur**, permettra la fondation des Instituts catholiques.



Cl. Braun.

LE DUC DE BROGLIE (1821-1901).

(D'après un portrait peint par Bonnat.)

*Député en 1871, ambassadeur à Londres en 1872, il revint la même année à la Chambre où il devint, en fait, le chef du parti royaliste libéral. Artisan de la démission de M. Thiers, conseiller du maréchal de Mac-Mahon, chef du ministère du 10 mai (voir chapitre XXIX), sa vie parlementaire se termina en 1885.*



**5. L'établissement de la République.** Dès 1873, l'Assemblée avait confié à la *Commission des Trente* le soin de préparer la Constitution. Les travaux traînaient en longueur, mais à la fin de 1874 *la majorité monarchiste se disloque*, les Orléanistes du centre droit se rapprochent des républicains conservateurs du centre gauche. Enfin, le 30 janvier 1875, après des débats confus, l'Assemblée acceptait, *à une voix de majorité*, l'**amendement Wallon** qui établissait implicitement la République. Mais, une fois ce vote acquis, le reste des lois constitutionnelles fut rapidement adopté. C'est ainsi qu'une assemblée, en majorité royaliste, mais *sans cohésion*, installa en France le régime républicain.

## **6. Le régime républicain.**

On donne le nom de Constitution de 1875 *aux trois lois constitutionnelles*, votées en 1875, qui organisent : la première le **Sénat**, la deuxième les **pouvoirs publics**, la troisième les **rapports des pouvoirs publics**. Elles sont complétées par *deux lois organiques* relatives à l'élection des sénateurs et des députés. L'ensemble est une œuvre de transaction et de **compromis** entre les royalistes libéraux et les républicains.

Le **Président de la République**, chef du pouvoir exécutif, est élu pour sept ans par les deux Chambres réunies *en Congrès* à Versailles. Il est rééligible. Il est irresponsable devant le Parlement, sauf le cas de haute trahison. Il convoque les Chambres, leur adresse des messages, peut les ajourner et même dissoudre la Chambre des Députés avec l'assentiment du Sénat. Il nomme et révoque les ministres, les officiers, les fonctionnaires de l'Etat, il préside le Conseil des ministres, a le droit d'initiative et de promulgation des lois et le droit de grâce. Il représente la France à l'étranger et les ambassadeurs sont accrédités



Cl. Giraudon

LA BASILIQUE DU VŒU NATIONAL,  
A MONTMARTRE.

auprès de lui, mais tous ses actes doivent être **contresignés** par un ministre responsable. En pratique, le Président de la République *n'exerce pas tous les pouvoirs* que la Constitution lui reconnaît. Il est le **chef de l'État**, mais c'est le Président du Conseil qui est le **véritable chef du Gouvernement**.

Le **Président du Conseil** choisit ses collègues, dirige la politique générale et préside les conseils de cabinet. Les ministres sont *solidairement* responsables devant le Parlement qui exerce son contrôle, soit par des questions écrites ou orales, soit par des interpellations. Tout ministre mis en minorité remet aussitôt sa démission au Président de la République.

Le **pouvoir législatif** est exercé par le Sénat et la Chambre des Députés. Le **Sénat** se compose de 300 membres, âgés de 40 ans au moins, dont 75 nommés à vie par l'Assemblée nationale, puis par le Sénat, et 225 par les départements, par un collège électoral qui comprend les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement du département et un délégué de chaque conseil municipal. Les sénateurs sont *élus pour neuf ans* et renouvelables *par tiers* tous les trois ans.

La loi de 1884 a **supprimé** par extinction les sénateurs inamovibles et attribué leurs sièges aux départements les plus peuplés et elle a accordé aux communes un nombre de délégués proportionnel à leur population. Après la Grande Guerre, le nombre des sénateurs a été porté à 314 pour assurer une représentation aux départements d'Alsace-Lorraine.

Le Sénat peut se constituer en **Haute-Cour de Justice** pour juger les crimes contre la sûreté de l'État.

La **Chambre des Députés** est élue pour quatre ans au suffrage universel. *Le mode d'élection* a varié à plusieurs reprises. Elle a les mêmes attributions que le Sénat, mais la *loi de finances* doit être discutée et votée d'abord par les députés. Chaque député ou sénateur jouit du droit d'initiative des lois et du droit d'amendement. La **session ordinaire** des Chambres est de cinq mois, mais en fait, sauf pendant les vacances, elles siègent toute l'année. Les débats sont dirigés par le **bureau** élu au début de chaque année. Les projets de loi sont d'abord étudiés dans des **commissions spéciales** qui nomment un rapporteur chargé de défendre leurs conclusions devant l'Assemblée.

## RÉSUMÉ

1. L'Assemblée nationale nomme Thiers chef du pouvoir exécutif et accepte les préliminaires de paix, mais se heurte à l'hostilité violente des partis révolutionnaires.

2. L'insurrection éclate le 18 mars et la Commune occupe Paris que Thiers reprend deux mois plus tard après une terrible guerre de rues. Les insurgés tentent d'incendier la capitale et fusillent les otages. La répression est impitoyable.

3. Le Gouvernement émet deux emprunts, paie les cinq milliards d'indemnité et libère le territoire de l'occupation ennemie. Il réorganise les finances et l'administration, reconstitue l'armée et fortifie la frontière.

4. Mais comme Thiers incline de plus en plus vers la République, la majorité royaliste de l'Assemblée l'oblige à donner sa démission et nomme à sa place Mac-Mahon.

5. L'Assemblée croit le moment venu de restaurer la monarchie, mais l'intransigeance du comte de Chambord sur le drapeau blanc fait tout échouer.

6. L'Assemblée vote alors le septennat, pratique une politique résolument conservatrice et établit la liberté de l'enseignement supérieur. Enfin, elle accepte l'amendement Wallon et vote les lois constitutionnelles qui installent en France le régime républicain.

7. Le Président de la République, chef du pouvoir exécutif, est élu pour sept ans et rééligible.

8. Le pouvoir législatif est exercé par un Sénat de 300 membres dont 75 sont nommés à vie et les autres élus pour neuf ans au suffrage restreint et une Chambre des Députés élue pour quatre ans au suffrage universel.

## LECTURES

### 1. — Le vote de l'amendement Wallon.

(*Journal officiel*, 31 janvier 1875.)

M. HENRI WALLON. — ... Je ne connais, Messieurs, que trois formes de gouvernement : la Monarchie, la République, l'Empire. L'Empire, personne n'a osé nous proposer de le voter. La Monarchie ! Nous avons entendu..... les nobles et dignes paroles de l'honorable M. de Carayon La Tour, exposant..... les grands titres de la monarchie dans le passé et ceux qu'elle pourrait avoir encore dans l'avenir. Je n'y contredis point ; mais, je le demande, la monarchie est-elle possible ?

*Voix à droite.* — Pourquoi pas ?

*Plusieurs membres à gauche.* — Proposez-la donc !

M. HENRI WALLON. — ..... Mais, dira-t-on, vous proclamez donc la République ? Messieurs, je ne proclame rien... je ne proclame rien, je prends ce qui est. J'appelle les choses par leur nom ; je les prends sous le nom que vous avez accepté, que vous acceptez encore..... et je veux faire que ce gouvernement qui est, dure tant que vous ne trouverez pas quelque chose de mieux à faire. Mais, dira-t-on, vous n'en faites pas moins la République ! A cela je réponds tout simplement : si la République ne convient pas à la France, la plus sûre manière d'en finir avec elle, c'est de la faire. Ma conclusion, Messieurs, c'est qu'il faut sortir du provisoire. Si la monarchie est possible, si vous pouvez montrer qu'elle est acceptable, proposez-la..... Mais il ne dépend pas malheureusement de vous, ici présents, de la rendre acceptable. Que si, au contraire, elle ne paraît pas possible, eh bien, je

ne vous dis pas : proclamez la République ! mais je vous dis : constituez le gouvernement qui se trouve maintenant établi et qui est le Gouvernement de la République.

*L'amendement Wallon fut voté par 353 voix contre 352.*

## 2. — La Constitution de 1875.

« Par un paradoxe à peu près unique dans l'histoire, cette formidable majorité royaliste, à laquelle on ne saurait refuser le patriotisme et les talents, a finalement fondé la République. Peut-être est-ce un bien que celle-ci soit sortie d'un pareil milieu. Issue d'une assemblée républicaine, la Constitution eût sans doute comporté des dispositions nombreuses, des déclarations de principes, des affirmations trop absolues qui eussent nécessité sa révision au bout de quelques années. Les conditions disputées où elle a pris naissance l'ont condamnée à la sobriété, à la mesure, aux tempéraments, de sorte que, sans être parfaite assurément cette Constitution, sauf de légers changements, a déjà vécu plus longtemps qu'aucune autre en France et ne paraît pas menacée de remaniements profonds. Ces résultats inespérés sont dus à la sagesse du parti républicain, à l'abnégation de certains royalistes qui ont sacrifié leur foi politique au bien public, et enfin à la clairvoyance et à la fermeté de deux hommes qui ont su discerner la voie au milieu des orages, des obscurités, des périls : M. Thiers et M. Gambetta. Chacun, dans sa sphère, avec des moyens bien différents et des convictions opposées, ils ont le plus contribué à l'établissement du régime actuel. »

(FREYCINET, *Souvenirs*, p. 319.)

**QUESTIONNAIRE.** — *Quelle est la composition de l'Assemblée nationale ? — Quels sont ses premiers actes ? — Quelles sont les causes de la Commune ? — Quelle en est l'occasion ? — De quelles forces dispose-t-elle ? — Que savez-vous sur les opérations militaires ? — Quels sont les excès de la Commune ? Quelles en sont les conséquences ? — Comment l'Assemblée assure-t-elle la libération du territoire ? la réorganisation du pays ? la reconstitution de l'armée ? — Quelles sont les raisons de la brouille de Thiers et de l'Assemblée ? — Quelles en sont les conséquences ? — Pourquoi la Restauration échoue-t-elle ? — Que fait alors l'Assemblée ? — Quelle constitution établit-elle ? — Quels sont les pouvoirs du Président de la République ? — Quel est le véritable chef du Gouvernement ? — Comment s'exerce le contrôle parlementaire ? — Comment est organisé le Sénat ? la Chambre des députés ?*



## CHAPITRE XXVIII

# L'essor de la civilisation économique et industrielle.

Les admirables découvertes scientifiques du XIX<sup>e</sup> siècle et leurs multiples applications pratiques ont transformé les relations humaines, révolutionné l'industrie, les transports, le commerce et même l'agriculture, et ont puissamment contribué à rendre la vie matérielle plus facile et plus agréable.

### 1. Le progrès scientifique.

La transformation économique et industrielle, qui s'est manifestée dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, se généralise et s'accélère à partir de 1850. On entre alors résolument dans l'âge *de la machine* et de la civilisation scientifique.

Le travail de recherches scientifiques **s'organise** et se perfectionne. Les gouvernements et les grands industriels le favorisent. Les universités et les instituts techniques multiplient le personnel et l'outillage des laboratoires. Aux résultats acquis dans la période précédente se sont ajoutées de *merveilleuses découvertes* dans tous les domaines. La télégraphie, la machine dynamo-électrique, le téléphone, ont été suivis par les ondes hertziennes, les rayons X, le radium et la T. S. F.



Photo Manuel.

MARCELIN BERTHELOT (1827-1907).

*Berthelot ne fut pas seulement un savant, mais un homme politique : il fut sénateur, ministre de l'Instruction publique et ministre des Affaires étrangères.*

Les progrès de la chimie sont étroitement liés à ceux de la physique. **Marcelin Berthelot** crée la thermochimie et réalise la synthèse de l'alcool, de la benzine, de l'acétylène. Les industries chimiques : engrais, produits pharmaceutiques, soie artificielle, explosifs, prennent un prodigieux accroissement. Dans les sciences

naturelles, **Claude Bernard** découvre la fonction glyco-génique du foie, **Pasteur** fonde la bactériologie et trouve le vaccin du charbon et de la rage et **Roux** celui de la diphtérie. Et toutes ces découvertes connaissent aussitôt de multiples applications pratiques qui ont pour résultat de transformer les conditions de la vie, de la rendre plus confortable et plus agréable.

## 2. Les forces motrices.

Le trait fondamental de cette civilisation est l'abondance croissante des *sources d'énergie* que la science met à la disposition de l'homme. Les trois principales sont : la vapeur, l'électricité et le moteur à explosion.

L'utilisation de la vapeur prend une ampleur formidable. En France, elle passe de 5.000 machines et 65.000 chevaux vers 1850 à près

de 100.000 machines représentant une force de 2 millions de chevaux au début du <sup>xx</sup>e siècle. L'extraction de la houille a *décuplé* en 50 ans. De 1850 à 1900, la machine à vapeur et la houille sont les *facteurs essentiels* et presque exclusifs de toute l'activité économique.

Ce n'est qu'à la fin du <sup>xix</sup>e siècle que l'*énergie électrique* commence à menacer la prépondérance de la vapeur. Déjà la *houille blanche* entre en concurrence avec la houille noire et son utilisation se développe rapidement avec l'aménagement des chutes d'eau et le transport de force à distance.

Le *moteur à explosion* apparaît vers 1860, mais ne prend une rapide extension que le jour où l'on substitue au gaz l'essence de pétrole. Le *moteur à essence*, à cause de sa puissance et de sa légèreté, devient



Photo Manuel.

CLAUDE BERNARD (1813-1878).

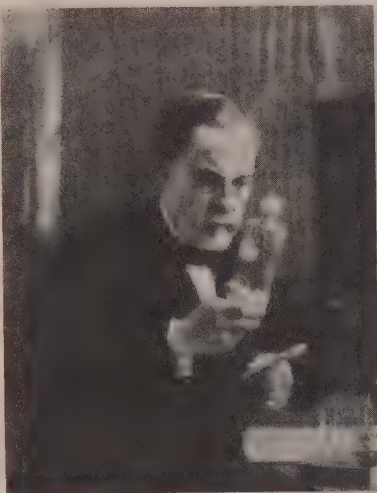
(Peinture de Lhermitte, à la Sorbonne.)

*Claude Bernard est représenté ici dans son laboratoire, entouré de ses élèves. Figure puissamment modelée, avec un immense front, très lumineux.*

le moteur par excellence de l'automobile, de l'avion et du sous-marin. Aussi la *production du pétrole* s'est-elle accrue dans des proportions inouïes, passant de 2 millions de tonnes en 1880 à 150 en 1925.

**3. La transformation de l'industrie.** Le charbon, la houille blanche et le pétrole ont permis à l'ingéniosité des techniciens d'inventer des machines de toute espèce qui accomplissent le travail avec plus de rapidité, plus de précision et surtout à meilleur compte que l'ouvrier. C'est ce qui explique la diffusion des **machines-outils**, des marteaux-pilons dans la métallurgie, de la presse rotative, de la linotype et de la monotype dans l'imprimerie. Toutes les sciences ont concouru à perfectionner la technique industrielle, mais surtout la chimie. La **métallurgie** a pris un prodigieux développement en Lorraine, après 1879, lorsqu'on eut trouvé un procédé de *déphosphorisation* du minerai de fer.

**L'industrie s'est concentrée.** L'usine a remplacé l'atelier familial. De grandes constructions se sont élevées, d'importants capitaux sont engagés et des milliers d'ouvriers sont réunis sous la direction de contre-maîtres et d'ingénieurs. Les industries elles-mêmes se sont groupées à proximité de la force motrice ou de la matière première. De grandes villes se sont développées qui ne sont parfois que des réunions d'usines : Roubaix, Tourcoing, le Creusot. La **production s'est élevée** rapidement et a abouti parfois à la surproduction, à l'avalissement des prix et au chômage.



Cl. Bulloz.

PASTEUR (1822-1895).

*Ce portrait, peint par le Finlandais Edelfelt, représente Pasteur dans son laboratoire de l'École normale. Le savant examine le contenu d'un flacon ; il tient de la main gauche une fiche d'expérience. Figure grave et attentive. Le génie de Pasteur fut surtout fait de cette attention patiente, mise au service de la plus haute probité scientifique.*

**4. Les progrès de l'agriculture.** Même dans l'agriculture plus routinière, le machinisme et les découvertes de la chimie ont eu leur répercussion.

Au lieu de l'ancienne jachère et de l'assolement, les engrais chimiques restituent au sol épuisé toute sa fertilité. Grâce à Pasteur, l'éleveur peut défendre son bétail contre les maladies contagieuses. Enfin la machine

remplace de plus en plus le travail manuel. Les machines à battre, les semoirs, les faucheuses mécaniques, les moissonneuses-lieuses, les charrues à moteur, les elevators se multiplient. Aux États-Unis, au Canada, en Australie, dans la République Argentine, la motoculture a permis de mettre en valeur d'immenses territoires auparavant inexploités.

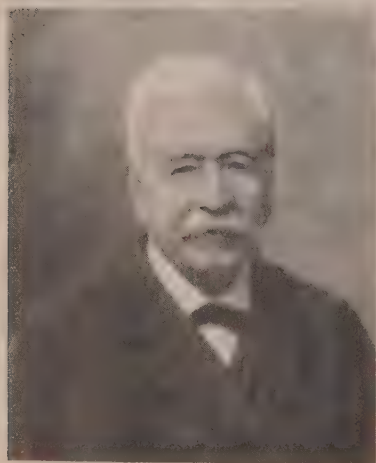
En France, c'est surtout *dans le Bassin Parisien et dans le Nord* où la propriété est moins morcelée, que le **machinisme** a pris une grande extension, mais même dans les régions de petites ou moyennes cultures, l'association des exploitants permet l'usage d'un outillage de plus en plus perfectionné. Comme l'industrie, l'**agriculture tend à se spé-**

**cialiser** et à se consacrer aux cultures qui conviennent le mieux à son sol et à son climat, comme la vigne dans le Languedoc, les fruits dans la vallée du Rhône et le Midi.

### 5. Les moyens de communication.

C'est dans ce domaine que la transformation a été *le plus radicale*. Les diligences, les malles poste, le roulage, disparaissent devant la **voie ferrée**, surtout en Europe et aux États-Unis. La puissance des locomotives augmente, la vitesse triomphe de la distance et la science des techniciens surmonte tous les obstacles grâce aux viaducs, aux ponts métalliques et aux tunnels.

La **navigation à voile** résiste plus longtemps, mais paquebots et cargos accaparent de plus en plus le trafic maritime. Les navires en fer, puis en acier, voient



Cl. Nadar.

FERDINAND DE LESSEPS (1804-1894).

*Sociologue épris des idées saint-simoniennes, F. de Lesseps réussit, à force d'initiative et de ténacité, à obtenir de l'Égypte les autorisations nécessaires, et à trouver l'argent indispensable pour le creusement du Canal de Suez. Il fut également l'animateur de la Compagnie de Panama, mais ce furent les Américains qui, finalement, creusèrent le canal.*

leurs dimensions croître de jour en jour. Les vapeurs de 2.000 tonnes de 1850 ne laissaient pas prévoir les paquebots actuels de 40 ou 60.000 tonnes. Pour faciliter le commerce maritime, on a ouvert de **grands canaux** comme *Suez, Kiel, Panama*. De nos jours, le **moteur Diesel** à pétrole et le **moteur électrique** se substituent de plus en plus à la vapeur comme force motrice. Enfin, la *navigation sous-marine* apparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et se développe rapidement dans un but militaire.

De **nouveaux moyens de transport** entrent en ligne : la *bicyclette* vers 1880, l'*automobile* vers 1891, le *dirigeable* et l'*avion* au début du XX<sup>e</sup> siècle. La traction animale tend à disparaître.



A l'heure actuelle, l'automobile est maîtresse de la route et l'avion a pris possession de l'air. Des lignes régulières d'aviation s'ouvrent chaque jour au transport des voyageurs et des marchandises. La *distance n'existe plus*.

C'est surtout vrai pour la **correspondance**. Le *télégraphe*, encore à ses débuts en 1848, étend sur tous les continents un réseau de plus en plus serré, les *câbles sous-marins* traversent les mers et permettent la transmission presque instantanée des nouvelles. Le *téléphone*, d'invention plus récente, a pris une extension encore plus rapide. Enfin, la *T. S. F.* a complètement supprimé les distances. C'est le plus puissant moyen de communication et de rapprochement entre les hommes.

Parmi les autres découvertes qui ont eu une répercussion importante sur la vie sociale, on peut citer l'éclairage électrique, le cinéma, le phonographe.

## 6. Le grand commerce.

Jusqu'alors le grand commerce n'existait que pour les *denrées coloniales* ou les *produits de luxe* rares et chers. C'est la **facilité des transports**

qui a permis de multiplier les échanges de toute nature en quantités toujours croissantes : matières premières pour l'industrie, produits alimentaires et même denrées périssables, comme les fruits depuis l'invention du froid artificiel. Le monde tend ainsi à se transformer en *un marché unique* et la concurrence aboutit à l'abaissement et au nivellement des prix. Mais ce résultat peut être faussé, soit par les trusts et les cartels, soit par les barrières douanières.

Le grand commerce est **favorisé** par l'accroissement de la monnaie, monnaie métallique et monnaie-papier, et par l'extension du crédit. Les **capitaux** sont devenus l'objet d'un commerce international comme les autres denrées. Les peuples riches en exportent, les peuples pauvres en sollicitent la rentrée.

## 7. Les résultats sociaux.

La **production** et la **consommation** se sont accrues dans d'énormes proportions. Des produits réservés jadis à la clientèle riche sont maintenant



Photo Manuel.

BRANLY (1846-1940).

Professeur à l'Institut catholique de Paris, Branly découvrit le principe de la T. S. F.

à la portée de tous. Il y a moins de différence qu'autrefois entre la bourgeoisie et le peuple.

La **population a augmenté**. Elle a doublé en Europe, de 1850 à nos jours, mais ce sont les villes surtout qui se sont développées *au détriment des campagnes*. L'extension de la main-d'œuvre ouvrière pose partout des **problèmes sociaux** difficiles à résoudre. Enfin, les transformations économiques ont profondément modifié les relations internationales. Aux anciennes rivalités politiques se sont ajoutées les rivalités commerciales. Les peuples sont **à la fois concurrents et solidaires** les uns des autres.

## RÉSUMÉ

1. Un travail scientifique intense et méthodique a permis aux savants de faire dans tous les domaines de merveilleuses découvertes qui ont transformé les conditions de la vie.

2. De 1850 à 1900, la vapeur est le facteur essentiel de l'activité économique, mais de plus en plus l'énergie électrique et le moteur à explosion entrent en concurrence avec elle. Le charbon, la houille blanche et le pétrole ont permis l'invention et l'utilisation de multiples machines qui ont révolutionné l'industrie. En se groupant et en se concentrant, elle a pris un merveilleux essor.

3. L'agriculture a profité du perfectionnement de l'outillage et de toutes les découvertes scientifiques.

4. Les transports ont subi une transformation plus radicale encore. Si les chemins de fer ont accaparé le trafic routier, les bateaux à vapeur ont presque supprimé la navigation à voile en attendant d'être, les uns et les autres, battus en brèche par le moteur Diesel et le moteur électrique. L'automobile est maîtresse de la route, l'avion a pris possession de l'air; le télégraphe, le téléphone et surtout la T. S. F. suppriment les distances et rendent instantanées les relations entre les hommes.

5. Les échanges ont pris un développement prodigieux. Tous les peuples sont à la fois concurrents et solidaires. Le grand commerce s'étend à tous les produits et même aux capitaux. La population augmente, mais se concentre de plus en plus dans les villes.

---

QUESTIONNAIRE. — Quelles sont les causes du progrès scientifique ? — Quels sont les principaux savants du XIX<sup>e</sup> siècle ? les principales découvertes ? leurs conséquences ? — Quelle est l'utilisation de la vapeur ? de l'électricité ? des moteurs à explosion ? — Quelles sont les inventions qui transforment l'industrie ? — Pourquoi l'industrie se concentre-t-elle ? — Quel en est le résultat ? — Comment s'expliquent les progrès de l'agriculture ? — Quelles sont les conséquences du chemin de fer ? de la navigation à vapeur ? — Quels sont les autres moyens de transport ? de communication ? — Quels sont les progrès du commerce ? ses conséquences ? — Quels sont les résultats sociaux de ces diverses transformations ? — Quels sont les nouveaux problèmes qui se posent ?

## CHAPITRE XXIX

### La France de 1875 à 1914

De 1875 à 1914, la France, recueillie et pacifique, s'applique à affermir le régime républicain et à instaurer sa vie économique et sociale.

A l'extérieur elle travaille activement à accroître son prestige par le développement et l'organisation de son Empire colonial.

Isolée et tenue à l'écart après sa défaite, elle se rapproche peu à peu de la Russie, règle ses différends avec l'Angleterre, réalise l'Entente cordiale et améliore ses relations avec l'Italie. Mais la tension persiste et s'accroît avec l'Allemagne.

#### 1. L'affermissement du régime républicain.

La République, votée à une voix de majorité, devait trouver un écho de plus en plus profond

dans les masses de la population française. Aux **élections de 1876**, le Sénat obtient une faible majorité conservatrice ; mais la Chambre groupe une forte majorité républicaine : 340 sièges contre 153. Mac-Mahon se voit contraint d'accepter des ministres républicains. Il choisit le président du Conseil, *Jules Simon*, dans le groupe le plus modéré : le centre gauche. Dès le début, un *conflit latent* existe entre le maréchal et la majorité de la Chambre.

Jules Simon, n'ayant pas su empêcher un vote favorable à la *liberté de la presse*, reçut un blâme de Mac-Mahon qui lui écrivait : « Je ne suis pas responsable comme vous envers le Parlement, mais j'ai une responsabilité envers la France. » Aussitôt Jules Simon démissionna le **16 mai 1877**. Mac-Mahon le remplaça immédiatement par le **duc de Broglie**, chef de la droite monarchiste.

Le nouveau ministère ne pouvait tenir longtemps en face d'une majorité qui lui était opposée. Le maréchal, qui avait quelque illusion sur les vrais sentiments du pays, crut habile de faire appel à de nouvelles élections. Aussi, après l'ordre du jour de défiance voté par **363 députés**, il obtient du Sénat la *dissolution de la Chambre*, qu'il prononce le 22 juin 1877. La campagne électorale fut violente de part et d'autre. Malgré la pression officielle, les républicains triomphent : ils obtiennent **327 sièges** contre 208.

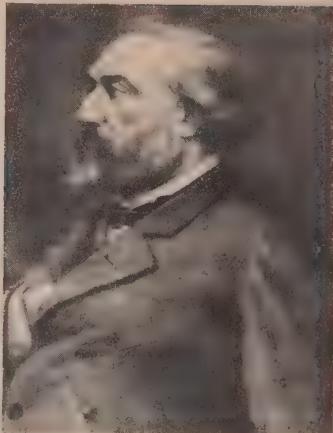
Mac-Mahon essaye alors d'un « ministère d'affaires », sans nuance politique, présidé par le général **de Rochebouët**. La Chambre refuse de collaborer avec lui. Le président n'eut pas plus de succès avec le



Cliché Giraudon.

**JULES GRÉVY.**

Ce Lorrain, au visage volontaire, participa aux événements de 1848. Avocat comme Thiers, Ferry et Gambetta, il devint après 1875 le chef de la « Gauche Républicaine ». Président de la Chambre, il fut élu Président de la République après la crise du 16 mai. Réélu en 1885, il dut démissionner deux ans plus tard, à la suite du scandale des décorations où son gendre Wilson fut compromis.



Cliché L'École

**LÉON GAMBETTA.**

1838-1882

Gambetta se lança dans l'opposition républicaine à la fin du Second Empire. Député de Paris, il fut l'un des artisans du « 4 septembre ».

Membre du Gouvernement de la Défense Nationale en 1870, il montra toute son énergie et son sens patriotique. La jalousie de Grévy qui s'obstina à l'écartier du pouvoir, l'empêcha de donner toute sa mesure après 1875. Il ne fut président du Conseil qu'en 1881 et son ministère ne dura qu'un peu plus de deux mois.

ministère **Dufaure**. En janvier 1879 le renouvellement du tiers du Sénat donne encore la majorité aux républicains. Alors Mac-Mahon, qui se sentait dépourvu d'appui constitutionnel, donne sa **démission**, le 30 janvier 1879. Le même jour, **Jules Grévy**, président de la Chambre, était porté à la présidence de la République. Désormais, les républicains étaient les *maîtres de tous les pouvoirs publics*.

**2. Les républicains au pouvoir.** Vainqueurs, les républicains ne tardèrent pas à manifester leurs tendances diverses. Grévy détestait l'exubérant **Gambetta** qui, lui-même se défiait du froid Lorrain **Jules Ferry**. Les républicains se divisent en *opportunistes* (Gambetta et Ferry) désireux d'appliquer le programme républicain avec mesure, selon les opportunités — et en *radicaux* (Clemenceau, Naquet) partisans d'une réalisation immédiate et *intransigeante*.

Les premiers détiennent le pouvoir. Ils épurent l'armée et l'administration, décident le retour du gouvernement et des Chambres, de Versailles à Paris. Ils amnistient les insurgés de la Commune et accordent la *liberté de la presse* et la *liberté de réunion*.



Avec l'accession de **Jules Ferry** au ministère de l'Instruction publique (1879), puis à la présidence du Conseil (1880-81), se développe une **politique anticléricale** et hostile à l'Eglise, qui se poursuivra, à un rythme plus ou moins accentué, sous ses successeurs. Les républicains reprochaient au clergé son attachement à la monarchie — son entrée en lice dans les luttes violentes occasionnées par le 16 mai — et ses manifestations en faveur du pouvoir temporel du pape qui risquaient de nous mettre en conflit avec l'Italie. Plus profondément, il y avait opposition entre la philosophie positiviste, professée par la plupart des chefs républicains et la doctrine de l'Eglise.

Les mesures anticléricales ne tardent pas à s'affirmer. On enlève aux universités catholiques leur titre et la collation des grades. Par simple décret, Jules Ferry *expulse les religieux enseignants* et ferme leurs collèges. Il fonde l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et *laïque*, dont l'organisation sera fixée par une série de lois, votées de 1881 à 1886. D'autre part, la loi autorisant le divorce est rétablie.

**3. Le ralliement.** Le prétexte allégué pour justifier ces mesures et beaucoup d'autres, était l'hostilité des catholiques au régime républicain. Hostilité qui engageait individuellement

les membres du clergé qui la professaient — mais qui n'était *en rien* une conséquence de la doctrine de l'Eglise. Car l'Eglise reconnaît et accepte toutes les formes de gouvernement : elle a une mission religieuse et non une mission politique. Aussi, en 1890, le pape **Léon XIII** (1878-1903) conseilla aux catholiques français de se rallier franchement au régime républicain.

Il fit d'abord agir un prélat particulièrement respecté, le cardinal **Lavigerie**. Le 12 novembre 1890, dans un toast aux officiers de la flotte, à Alger, il déclarait : « ...Lorsque la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme d'un gouvernement n'a en soi rien de contraire, comme le proclamait dernièrement Léon XIII, aux principes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civi-



Cliché Fides

LE CARDINAL LAVIGERIE.  
1825-1892

Archevêque d'Alger, fondateur des Pères Blancs, de l'œuvre des Ecoles d'Orient et du Bureau international pour la répression de la traite des esclaves, le cardinal Lavigerie contribua beaucoup au rayonnement français en Afrique du Nord

lisées ; lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient de déclarer enfin l'épreuve faite, et, pour mettre un terme à nos divisions, de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie. » Les conservateurs violemment irrités parlaient de trahison, mais le pape soutenait Lavigerie. Et le 20 février 1892, Léon XIII publiait l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, qui recommandait nettement le ralliement à la République.

Les directions pontificales ne furent suivies que par une partie des catholiques. Leurs chefs étaient Albert de Mun et Jacques Piou. Les monarchistes irréductibles ne cessèrent de dénigrer et de combattre les *ralliés*.



Cliché Nadar.

#### LE GÉNÉRAL BOULANGER.

1837-1891

*Boulanger était un général républicain. Devenu ministre de la guerre en 1886, il chassa de l'armée les membres de la famille d'Orléans. Très populaire à cause de sa bravoure pendant la guerre franco-allemande, mais surtout... de sa belle prestance et de son cheval noir. » Ce ne fut qu'un faux grand homme et une médiocre image d'Epinal.*

**4. La crise boulangiste.** Le gouvernement des *opportunistes* avait mécontenté catholiques, monarchistes, patriotes et radicaux. La **révision de la Constitution** servit de prétexte à une coalition hétéroclite qui, en 1887, se groupa autour du général Boulanger et provoqua une vive agitation dans le pays.

Ministre de la Guerre de janvier 1886 à mai 1887, soutenu par les radicaux qui voyaient en lui « le seul général républicain », il avait acquis une certaine popularité par son patriotisme agressif et par son grand art de la mise en scène. Écarté du pouvoir par les opportunistes et nommé au commandement du XIII<sup>e</sup> Corps d'armée à Clermont-Ferrand, son départ avait donné lieu à une formidable manifestation en sa faveur. Il se croyait appelé à régénérer la France.

Mis à la retraite en mars 1888 à cause de son activité politique, il songeait à se faire plébisciter, à réformer la Constitution et à établir une république autoritaire. Mais, lorsque les circonstances s'y prêtaient le mieux, il se montra incapable de faire un coup d'État. Les ministres réagirent d'ailleurs vigoureusement et le poursuivirent devant la Haute Cour. Boulanger, au lieu de faire face, s'enfuit en Belgique (1<sup>er</sup> avril 1889) et se suicida en 1891, comme un médiocre aventurier.

## 5. Le scandale de Panama et l'Affaire Dreyfus.

entreprise analogue lui fut confiée : creuser le canal de *Panama*, pour unir les deux océans. La compagnie créée pour en assurer la réalisation se trouvait dans une fâcheuse situation financière. Une loi de 1888 l'autorisa à émettre des *bons à lots* qui, grâce au prestige de Lesseps, furent achetés par d'innombrables souscripteurs. Dès février 1889, la compagnie faisait faillite, ruinant ainsi la petite épargne. L'enquête révéla que, pour obtenir le vote favorable à sa dernière émission, elle avait soudoyé nombre de journalistes et de députés qui restèrent impunis. Le socialisme bénéficia largement de l'écœurement du public.

En 1894, une crise encore plus grave fut déterminée par l'Affaire **Dreyfus**. Le capitaine juif Dreyfus fut accusé d'avoir livré des *documents secrets* à l'Allemagne. Malgré ses dénégations, il fut condamné à la déportation à vie. Quelques années plus tard, des officiers et des hommes politiques, convaincus de son innocence, entreprirent de faire reviser son procès. **Emile Zola** rouvrait l'Affaire, le 13 janvier 1898, en publiant la lettre : *J'accuse*, où il prenait violemment à partie les chefs de l'armée et la Justice militaire.

On revisa le premier procès. De graves irrégularités y furent découvertes. La sentence fut cassée et l'affaire revint devant un nouveau *Conseil de guerre*, réuni à Rennes. Dreyfus y fut condamné une seconde fois, mais avec des circonstances atténuantes (1899) et le Président de la République le grâcia. En 1906, la Cour de Cassation devait annuler le jugement de Rennes et terminer ainsi ce long procès par une complète réhabilitation de l'accusé.

Ce débat judiciaire n'aurait eu qu'une importance accessoire s'il avait été maintenu dans les limites du prétoire. Mais la **France entière se passionna** pour cette affaire. Elle se divisa en deux camps farouchement hostiles l'un à l'autre. Les groupes de gauche étaient partisans de Dreyfus. Ils fondèrent la *Ligue des Droits de l'homme*. Les conservateurs, les républicains modérés, les antisémites, unis dans la *Ligue de la Patrie française*, croyaient énergiquement à la culpabilité de Dreyfus et s'opposaient à toute révision. Il en résulta une séparation beaucoup plus profonde entre la Gauche et la Droite et ce conflit, qui provoqua une immense agitation dans le pays, se termina par le triomphe des radicaux qui accédèrent au pouvoir.

## 6. Le gouvernement des radicaux 1899-1909.

Le mouvement **nationaliste**, exaspéré par l'Affaire Dreyfus, poursuivait activement une campagne en faveur d'une république autoritaire, d'une armée forte et d'une politique extérieure plus énergique. **Paul Déroulède**, ancien boulangiste, essaya même d'entraîner un régiment contre l'Elysée, où

siégeait le président **Emile Loubet**, qui avait déjà été l'objet de plusieurs manifestations hostiles.

Dans ces conjonctures, le président appelle aux affaires **Waldeck-Rousseau** qui forme un *ministère de Défense républicaine*, où il fait entrer des représentants de tous les groupes de gauche, y compris le socialiste **Millerand**. Il obtint ainsi une majorité peu nombreuse

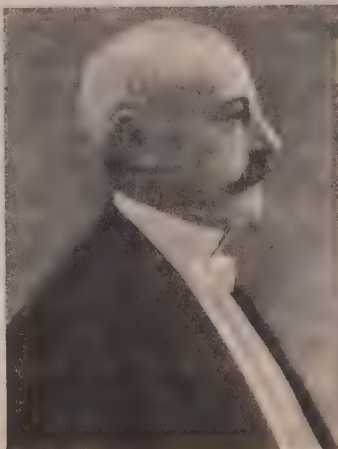


Cliché Giraudon.

**JULES FERRY.**

1832-1893

Lorrain d'origine, à la volonté froide et tenace, Ferry ne jouit jamais de la popularité, en raison de ses façons hautaines. Adversaire résolu de l'enseignement confessionnel, il fut le créateur de l'école laïque. Plus que personne, il contribua — et c'est la partie la moins contestable de son œuvre — à doter la France d'un empire colonial (Tunisie, Soudan, Congo, Indochine.)



Cliché Nadar.

**WALDECK-ROUSSEAU.**

1846-1904

Juriste froid et précis, homme d'État habile, Waldeck-Rousseau fut d'abord le collaborateur de Gambetta et de Ferry. Président du Conseil de 1899 à 1902 — son ministère fut le plus long de la 3<sup>e</sup> République — il opposa à la coalition nationaliste le bloc de défense républicaine. Sa politique antireligieuse fut la conséquence du fait que l'anticléricalisme était ce qui divisait le moins les républicains.

mais qui lui resta fidèle pendant plus de trois ans : elle fut dénommée **le bloc des gauches**.

Pour maintenir la cohésion de sa majorité, Waldeck-Rousseau fit une *politique anticléricale*. Il fit voter le 2 juillet 1901, une *loi sur les associations*, fort libérale pour tous les genres de sociétés mais qui excluait du droit commun les **congrégations religieuses**. Pour les créer il fallait une loi, pour les dissoudre un décret suffisait. La discussion de cette loi restera une belle page d'éloquence parlementaire.

Contraint par la maladie à se retirer (1902), Waldeck-Rousseau, désigna **Emile Combes** pour lui succéder. Celui-ci appliqua la loi conçue par son prédécesseur, avec une intransigeance et une brutalité qui provoquèrent les protestations de Waldeck-Rousseau lui-même. La politique de Combes détermina une violente agitation : fermeture



brutale d'établissements, expulsion par la force de leurs occupants, démissions dans l'armée et dans la magistrature, protestations du Saint-Siège et finalement rupture avec le Vatican. Le ministre tomba sous le scandale des fiches que le général **André**, ministre de la Guerre, avait fait dresser sur l'attitude religieuse de tous les officiers — et sous le stigmate de « régime abject » qui lui fut infligé par **Millerand** (janvier 1905).

Après la rupture avec le Vatican, il fallait régler le statut légal de l'Eglise de France. Ce fut l'œuvre de la **Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat**, où le jeune rapporteur **Aristide Briand** fit preuve d'une remarquable maîtrise. Elle fut votée en 1905. Elle supprimait le budget des cultes et confisquait en fait tous les biens d'Eglise.

A partir de 1909, **Briand**, Président du Conseil, fait prévaloir une politique *de détente et d'apaisement*. **Raymond Poincaré** est élu Président de la République en 1913. Devant les armements massifs de l'Allemagne, on revient à la *loi militaire de trois ans*.

## 7. L'œuvre sociale de la III<sup>e</sup> République.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les découvertes de la science et leur application à l'industrie ont déterminé le développement prodigieux des usines, des grandes manufactures, de l'exploitation intensive des matières premières. Le nombre des ouvriers s'est accru dans d'énormes proportions, s'est groupé dans les centres industriels — et les campagnes ont été en partie désertées. Les relations entre patrons et ouvriers se sont faites d'abord d'après le système libéral : *laissez faire, laissez passer*, qui a réduit trop souvent l'ouvrier à une condition que le pape Léon XIII n'a pas hésité à déclarer « misérable et injuste ». Le sort malheureux des classes ouvrières a donné un regain de force aux doctrines socialistes.

Sans aller jusqu'aux formules extrêmes de la lutte des classes, un peu partout se formèrent, sous l'inspiration de **Léon XIII**, des groupes de *chrétiens sociaux* qui demandaient la collaboration des classes sociales, mais avec l'intervention de l'Etat pour garantir les droits de la classe ouvrière.

En France, la III<sup>e</sup> République a réalisé une grande œuvre sociale. Le *droit de grève* avait été reconnu dès le Second Empire (1864). Mais les ouvriers durent attendre la loi Waldeck-Rousseau de mars 1884, pour avoir la faculté de s'unir en syndicats professionnels. Ces syndicats se groupèrent en fédérations et constituèrent, en 1895, la **Confédération générale du travail** (la C.G.T.).

Une série de lois vinrent successivement donner aux ouvriers quelques-unes des garanties qu'ils revendiquaient : lois sur le travail des femmes et des enfants, sur l'assistance aux vieillards, sur les accidents du travail, sur le repos hebdomadaire, sur la durée de la journée de travail, sur les retraites ouvrières et paysannes — et plus tard loi sur les assurances sociales, qui toutes contribuèrent à transformer la condition matérielle et morale de l'ouvrier.

**8. L'expansion coloniale.** L'Empire colonial français a pris une remarquable extension, depuis 1875. Dans l'Afrique du Nord, nous établissons notre protectorat sur la **Tunisie** de 1881 à 1885. Nous achevons la *pacification de l'Algérie* et pénétrons au cœur du Sahara. L'occupation du **Maroc** fut plus lente et plus difficile. En 1904, la France désintéresse l'Espagne en abandonnant à son influence la région du Rif — et l'Angleterre en reconnaissant sa situation privilégiée en Egypte. Mais en 1905, 1909 et 1911, l'**Allemagne** s'inquiète de notre progression et prend une *attitude belliqueuse*. Il fallut négocier et payer d'une partie du Congo notre liberté d'action au Maroc. Le protectorat fut solidement organisé à partir de 1912, grâce à l'un de nos plus grands officiers coloniaux, **Lyautey**, qui, malgré la guerre de 1914-1918, assura la pacification et la colonisation du pays.

L'**Afrique occidentale** fut explorée et conquise à partir de 1876, malgré l'énergique résistance d'Almadou, de Behanzin et surtout de Samory. Le *Congo français* fut acquis par l'habile diplomatie de Savorgnan de Brazza et agrandi par l'occupation de la région du *Tchad* et du *Chari*.

En 1897-1898, la mission **Marchand** passe du bassin du Congo dans le bassin du Haut-Nil et atteint **Fachoda**, mais l'Angleterre nous oblige à évacuer ce poste et à renoncer au Soudan égyptien.

Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, nous avions des établissements à **Madagascar**. A la suite de l'expédition de 1883, nous obtenons *Diégo-Suarez* et un vague protectorat sur la Grande Île. Le traité conclue fut pas observé par les Malgaches et, en 1895, une nouvelle expédition débarque à Majunga et occupe **Tananarive**. En 1900, un autre grand colonisateur, **Gallieni** transforma le protectorat en colonie. Nous acquérons encore dans l'Océan Indien les *Comores*, les *Glorieuses* et *Obock-Djibouti*.

En **Indochine**, le Second Empire nous avait légué la *Cochinchine* et le *Cambodge*. Le *Tonkin* fut abordé en 1873 et Hanoï fut occupé. En 1883, nous imposons notre protectorat à l'*Annam* et, en 1885, nous obligeons la Chine à reconnaître et à respecter nos droits sur le Tonkin. Plus tard, le Siam dut renoncer à ses prétentions sur le *Laos*.

## **9. Les relations diplomatiques de 1875 à 1914.**

Cette période est caractérisée d'abord par l'hégémonie de l'Allemagne, l'effacement de la Russie

après le Congrès de Berlin et l'*isolement de la France*. Mais, à partir de 1891, l'équilibre européen sera peu à peu rétabli par l'*alliance franco-russe*, l'*Entente avec l'Angleterre* et le règlement des difficultés anglo-russes en Asie.

Le relèvement rapide de la France après 1870 inquiète l'Allemagne. Mais la menace de guerre de 1875 est heureusement conjurée par l'intervention de l'Angleterre et de la Russie. A partir de 1878, la



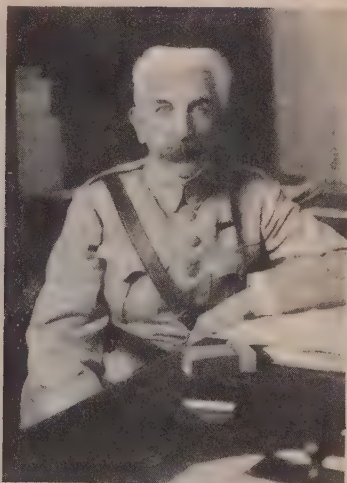
Cliché Manuel.

**GALLIENI**

1849-1916

L'un des plus brillants de nos officiers coloniaux, Gallieni se distingua au Soudan, au Sénégal et au Tonkin. Nommé gouverneur de Madagascar, il pacifia la grande île et l'annexa à l'Empire Français (1897). Il travailla de façon très active à son développement.

Gouverneur de Paris en 1914, il contribua puissamment à la victoire de la Marne. Gallieni, ministre de la guerre en 1915-1916, fut fait maréchal à titre posthume en 1921.



Cliché Manuel.

**LYAUTEY.**

1854-1934

Lyautey est resté célèbre comme créateur du Maroc français, mais envoyé auparavant au Tonkin et à Madagascar, il y devint le collaborateur de Gallieni qui lui enseigna ses méthodes.

Pendant la guerre mondiale, il résolut, en dépit d'ordres contraires, de garder tout le Maroc. Malgré l'envoi de nombreux contingents sur le front français, il réduisit la zone dissidente de près de 100.000 km<sup>2</sup>. Ministre de la guerre en 1916, il revint ensuite au Maroc jusqu'en 1924.

Russie mécontente de l'attitude de Bismarck au Congrès de Berlin, s'écarte peu à peu de l'Allemagne qui resserre son alliance avec l'Autriche.

En 1882, l'Italie, par dépit de l'occupation française de la Tunisie, adhère à l'alliance austro-allemande, qui devient la **Triple-Alliance**. En 1887, Bismarck menace une fois de plus la France. Un incident de frontières (affaire **Schnœbelé**) faillit déclencher un nouveau conflit ; mais les conseils de modération du tsar et la mort de Guillaume I<sup>er</sup> ramenèrent le calme et la tranquillité.

La **Russie**, malgré les hésitations d'Alexandre III, se rapproche de plus en plus de la France qui lui consent des emprunts et lui fournit du matériel de guerre.

L'accueil enthousiaste réservé à la flotte française à Cronstadt et à la flotte russe à Toulon, ainsi que les visites de Félix Faure en Russie et de Nicolas II à Paris scellèrent l'**Alliance franco-russe**, qui fut publiée en 1897. Mais elle ne devait prendre toute sa signification qu'après l'**Entente cordiale** avec l'Angleterre.



EDOUARD VII. 1901-1910

Cliché Nadar.

Cette entente fut longtemps retardée par de graves dissentiments coloniaux en Egypte, au Siam, à Madagascar, sur le Niger, à Fachoda. Mais le péril de l'expansion allemande détermina un rapprochement. Cette réconciliation fut l'œuvre commune du roi **Edouard VII** et du ministre français **Delcassé**. Le 8 avril 1904, un accord était signé qui liquidait toutes les difficultés pendantes entre les deux Etats. En 1907, un accord analogue réglait les différends anglo-russes en Asie, réalisant enfin la **Triple-Entente** qui rétablissait l'équilibre des forces en Europe.

L'**Italie**, de son côté, après la chute de Crispi, devenait *plus conciliante*. Elle reconnaissait notre protectorat en Tunisie et nous laissait les mains libres au Maroc pour obtenir sa liberté d'action en Tripolitaine.



L'Allemagne tenta vainement de rompre la Triple-Entente en intervenant au Maroc. Elle obtint, il est vrai, le *renvoi de Delcassé* et nous imposa la *Conférence d'Algésiras* (1905). Mais elle n'en reçût pas les satisfactions espérées. En même temps, elle réussissait à séduire Nicolas II et à conclure un *traité secret* d'alliance : les ministres russes refusèrent de le ratifier. En 1911, lors de l'occupation de Fèz par la France, elle prend une attitude menaçante, envoie un navire de guerre, le *Panther*, à Agadir. Le gouvernement français dut céder une partie du Congo (le bec de canard), mais obtenait en échange sa pleine liberté d'action au Maroc.

Dans les Balkans, l'Autriche, soutenue par l'Allemagne, rouvre la question d'Orient en annexant la Bosnie-Herzégovine. En 1912, les Etats balkaniques battent la Turquie, mais ne peuvent s'entendre sur le partage de ses dépouilles.

L'Autriche excite la Bulgarie contre ses alliés et, après sa défaite, prend une attitude de plus en plus hostile contre la Serbie qui lui barre la route de Salonique. C'est cette tension austro-serbe qui sera l'occasion de la guerre mondiale, en 1914.

## RÉSUMÉ

1. Au début, la République doit lutter contre les tentatives de restauration monarchique et les tendances autoritaires du maréchal de Mac-Mahon.

2. Elle traverse de graves crises, comme le boulangisme et surtout l'Affaire Dreyfus, qui modifient l'attitude des partis et amènent les radicaux au pouvoir.

3. Ceux-ci poursuivent avec âpreté la lutte anticléricale, qui se manifeste principalement par la loi sur les associations (1901) et par la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905).

4. En dépit des crises et des luttes religieuses, la République a accompli une grande œuvre sociale par une série de lois qui ont amélioré notablement la condition physique et morale des classes laborieuses.

5. Notre expansion coloniale en Afrique, en Indochine et dans l'océan Indien, restera un des traits les plus remarquables de la III<sup>e</sup> République.

6. En politique extérieure, les gouvernements qui se sont succédé ont réussi à surmonter l'isolement de la France et à rétablir l'équilibre européen par l'Alliance franco-russe (1897), puis par la Triple-Entente (1907).

**QUESTIONNAIRE.** — Que fait Mac-Mahon le 16 mai 1877 ? Quelles en sont les conséquences ? Quelles sont les mesures prises par les opportunistes ? Pourquoi le ralliement ? Quel en fut le résultat ? Que savez-vous sur l'affaire Boulanger ? sur l'affaire Dreyfus ? Quelle fut la politique de Waldeck-Rousseau, de Combes, de Briand ? Quels sont les traits essentiels de l'œuvre sociale de la III<sup>e</sup> République ? Quelle fut l'ampleur de notre expansion coloniale de 1875 à 1914 ? Comment la France conduisit-elle, à la même période, ses relations diplomatiques et comment fut rétabli l'équilibre européen ?

## CHAPITRE XXX

### La guerre de 1914-1918.

L'attentat de Sarajevo (28 juin 1914) fut l'événement qui mit le feu aux poudres en Europe et détermina le conflit qui se préparait depuis plusieurs années.

D'abord limitée à l'Autriche et à la Serbie, la guerre s'étendit rapidement à la Russie, puis à l'Allemagne, à la France et à l'Angleterre.

Au cours du conflit, successivement, la Turquie et le Japon entrent en guerre (novembre 1914). En août 1916, la Roumanie se joignit aux Alliés. En 1917, la Grèce et surtout les États-Unis entrent dans la lice. La formidable puissance américaine fit un heureux contrepois à la défection de la Russie qui, en proie à la Révolution, signe l'armistice de Brest-Litowsk, le 15 décembre 1917.

L'apport américain permit au maréchal Foch, généralissime des armées alliées de faire en 1918 l'offensive victorieuse qui aboutit à l'effondrement de l'Allemagne.

**1. Les causes de la guerre.** La cause principale a été l'ambition de l'Allemagne et particulièrement le *militarisme prussien* qui n'entrevoyait la grandeur germanique qu'à travers la soumission des peuples voisins « par le fer et par le feu ». Longtemps contenu par la volonté pacifique de l'empereur **Guillaume II**, ce dernier, au cours de l'année 1913, à la suite de la guerre balkanique (1912-13), se laisse gagner par la fièvre belliqueuse de la camarilla militaire et ne craint pas de soutenir les dangereuses prétentions de l'Autriche.

Pendant la crise balkanique qui passionna l'Europe et tendit les rapports diplomatiques des grandes puissances, les gouvernements de la Triple-Alliance et de la Triple-Entente s'étaient concertés pour s'interdire toute *action isolée*, qui eût infailliblement provoqué une conflagration générale.

Mais, après l'attentat de **Sarajevo** (28 juin 1914), en Bosnie-Herzégovine, annexée par l'Autriche en 1908 — où l'archiduc héritier *François-Ferdinand* et sa femme furent assassinés par deux Bosniaques — la situation devint subitement critique.

L'Autriche, qui songeait à une expédition militaire contre la Serbie, après s'être assurée de l'appui allemand, envoie un **ultimatum** à la Serbie.

**2. La guerre éclate.** La Serbie, après de douloureuses hésitations, accepte, le 25 juillet, les dures conditions de l'ultimatum, sauf l'immixtion de la police autrichienne dans la recherche

des assassins de François-Ferdinand. L'*Autriche* rompt les relations diplomatiques avec la Serbie (28 juillet) et lui déclare la guerre. L'Angleterre propose une Conférence internationale. L'Allemagne la repousse. En conséquence, le *tzar* décide, le 29 juillet, la mobilisation de treize corps d'armée, se déclarant prêt à démobiliser, si les termes de l'ultimatum étaient modifiés. L'Angleterre suggère même de laisser occuper Belgrade à titre de gage. Le ministre autrichien **Berchtold** repousse cette offre, *désapprouvé en cela par le chancelier allemand.*



Cliché Braun.

ALBERT I<sup>er</sup>.

« Le roi chevalier »

Le 30 juillet au soir, **Nicolas II** ordonne la *mobilisation* générale de l'armée russe. Le 31 juillet **Guillaume II** somme la Russie de démobiliser dans un délai de douze heures. La Russie n'ayant pas répondu à l'ultimatum allemand, Guillaume II déclare la guerre à la Russie, le 1<sup>er</sup> août à 19 heures.

Le même jour, le Conseil des ministres français décide la *mobilisation générale*. Le 3 août, vers dix-huit heures, l'Allemagne déclare la guerre à la France, en alléguant des actes d'hostilité *purement imaginaires*.

Le 2 août, l'Allemagne exigeait de la Belgique le libre passage de ses troupes à travers son territoire. Après le fier refus du roi **Albert I<sup>er</sup>**, l'Allemagne franchit la frontière belge. L'**Angleterre**, refusant de considérer comme *un chiffon de papier* le traité de neutralité belge garanti par l'Allemagne elle-même, lui déclarait la guerre, le 4 août. L'Italie affirmait sa neutralité.

### 3. La guerre de mouvement (août-novembre 1914).

Le chef des armées françaises, le général **Joffre**, avant de commencer son offensive générale voulait s'emparer de la Haute-Alsace. Après des alternatives diverses, il ne put garder que la région de *Thann*. Les Allemands voulaient traverser rapidement la Belgique, pour tourner les armées françaises par le Nord et les prendre à revers. Les Français, appelés par le roi des Belges, vinrent seconder sa vaillante petite armée, retardèrent l'avance des Allemands et livrèrent la *bataille des frontières* qui se termina par un échec.

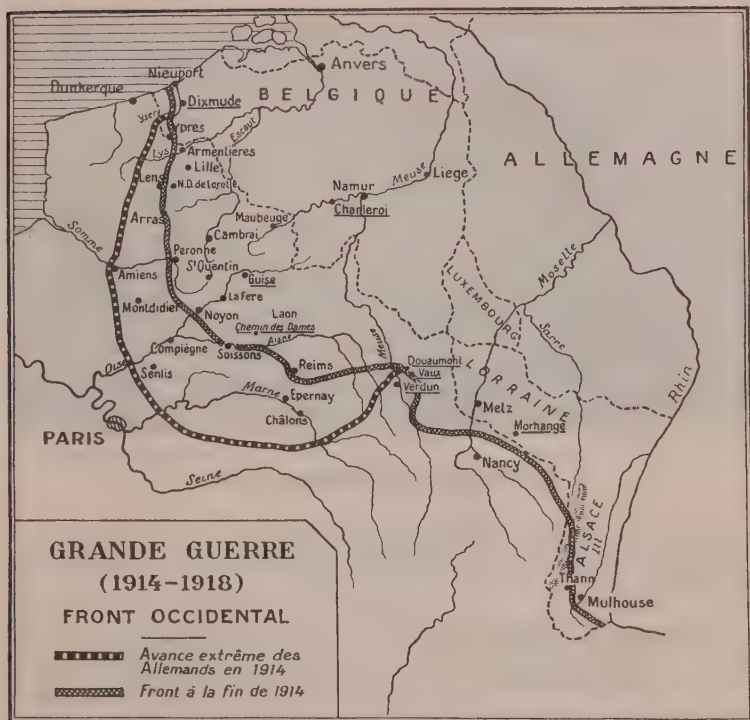
Joffre eut le sang-froid d'ordonner un vaste repli de ses armées sur l'Aube et la Seine. Mais comme l'armée allemande de **von Kluck**, au lieu de pousser sur Paris, s'infléchissait vers le sud-est, **Gallieni** propose à Joffre de prononcer une offensive avec l'armée Maunoury contre le flanc droit de von Kluck. Le général en chef accepte et juge aussitôt qu'il doit s'arrêter sur la Marne. Il aligne ses armées sur un immense front de près de 300 kilomètres, entre le camp retranché de Paris et celui de Verdun. A la veille de la bataille (5 septembre), il lance son fameux ordre du jour où il est dit que chacun « devra se faire tuer sur place plutôt que de reculer. » Pendant huit jours, sur toute la ligne se livra un des plus violents combats de l'Histoire, qui se termina par l'éclatante **Victoire de la Marne**. L'armée allemande tout entière battait en retraite et se retirait derrière l'*Aisne*, la *Vesle* et le *canal de la Marne au Rhin*. Le général en chef **von Moltke** fut relevé de son commandement, le 14 septembre, et remplacé par **von Falkenhayn**.

Arrêtée devant les positions fortifiées de l'ennemi, l'armée française se mit aussi à creuser des tranchées. Puis, chacun des adversaires, dans l'espoir de tourner l'autre par le nord, étendit peu à peu le front jusqu'à la mer. et l'une et l'autre armées se fortifièrent sur place en creusant des tranchées. Désormais, un front continu de tranchées s'étendait sur 800 kilomètres, de la mer du Nord à la frontière suisse. A la guerre de mouvement allait se substituer la guerre de tranchées.

### 4. Sur le front oriental.

La Russie possédait une réserve d'hommes presque inépuisable. Mais la faible densité





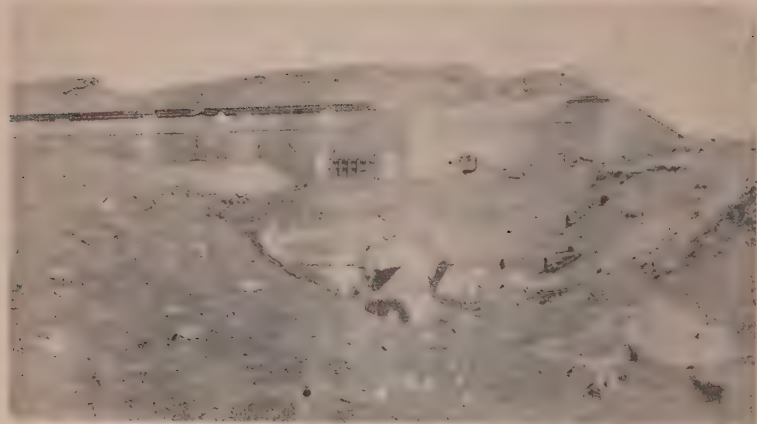
GUERRE DE 1914-1918. — FRONT OCCIDENTAL.

de son réseau ferré, la médiocrité de ses cadres la mettaient en état d'infériorité. Le général en chef était le **grand-duc Nicolas**.

Conformément aux accords avec la France, les Russes prirent l'offensive en Prusse Orientale. L'armée de **Rennenkampf** fit reculer les troupes allemandes sur la Vistule. La seconde armée russe était commandée par Sansonov. A la suite du recul allemand, le commandement fut confié au maréchal **von Hindenburg** qui, assisté de son chef d'état-major **Lüden-dorf**, se tourna d'abord contre Sansonov, le battit à la bataille de **Tannenberg** (26-29 août) et fit son armée prisonnière.

Puis, il se porta contre **Rennenkampf** et lui infligea un désastre dans la région des **lacs Mazures** (7-9 septembre). Ces victoires avaient été facilitées par le prélèvement de deux corps d'armée sur le front occidental, le 25 août.

Sur le front autrichien, les Russes eurent plus de succès. Le général **Ivanov** prit l'offensive en Galicie, à partir du 26 août, s'empara le 3 septembre de **Lemberg** et obligea les Autrichiens à se replier jusqu'aux



Cliché Archives Photographiques

## LE FORT DE VAUX EN MARS 1916.

Carpathes. Après une grande bataille indécise autour de Lodz, le front oriental se stabilisa au début de décembre, depuis le Niémen jusqu'aux Carpathes.

### 5. Les principaux événements de la guerre.

En 1915, l'Italie intervient aux côtés de l'Entente et la Bulgarie aux côtés des empires centraux.

Sur le front occidental, la guerre s'était **stabilisée**. Derrière les retranchements progressivement édifiés de la mer aux Vosges, les deux adversaires jouissaient d'une grande liberté d'action : ils pouvaient reconstituer leurs effectifs et produire en énormes quantités munitions et armements. D'autre part, en améliorant sans cesse leurs fortifications et en les multipliant en profondeur, ils rendaient une percée de plus en plus difficile. Aussi cette année n'est marquée que par des *essais infructueux* de rupture de front en Artois et en Champagne.

A l'est, les Alliés échouent dans leur tentative de forcer les *Dardanelles*, d'abord par la flotte, puis par un débarquement à *Gallipoli* (avril 1915). Il fallut évacuer la presqu'île et renoncer à établir dans cette région une liaison avec la Russie.

L'entrée en guerre de la Bulgarie, en septembre, provoqua l'invasion de la Serbie par les Autrichiens et les Bulgares et l'évacuation des troupes serbes recueillies en France.

En 1915, les Russes eurent à subir une série d'offensives allemandes et autrichiennes qui les expulsèrent de la Galicie et de la Pologne. Au reste, cette année se terminait sans modifier profondément la position des adversaires.



Cliché Péricard

## LE FORT DE VAUX EN OCTOBRE 1916.

**L'année 1916 fut l'année de Verdun**, la plus grande bataille de la guerre et la plus acharnée. Après quelques succès sur la rive droite de la Meuse, l'offensive allemande, déclenchée en février, fut enrayée au début de mars par l'effort combiné de Joffre, de Castelnau et de Pétain. La lutte se poursuivit néanmoins terrible jusqu'en septembre. A partir d'octobre, les contre-offensives françaises reprirent le terrain perdu sous le premier choc.

Sur la **Somme**, une vigoureuse attaque nous permit de progresser en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi, sans obtenir toutefois une rupture du front adverse.

Les **Russes**, qui avaient été refoulés de la Galicie et de la Pologne, reprennent l'offensive en 1916 sous la conduite de Broussilof. Après de brillants succès, ils reprennent la Bukovine et atteignent les Carpathes où ils s'arrêtent faute de munitions.

Les **Roumains**, en août 1916, se joignent aux Alliés. Ils opèrent la conquête de la Transylvanie, mais sont ensuite écrasés par les Allemands et rejetés en Moldavie, après avoir perdu leur capitale.

**Sur mer**, une importante rencontre eut lieu entre les flottes adverses. Mais la bataille navale du *Jutland* resta indécise.

**L'année 1917 fut l'année critique.** Le général **Nivelle**, qui avait remplacé Joffre, après l'offensive sur la Somme, voulut tenter une action décisive. Les Allemands avaient opéré préalablement un repli stratégique qui rendait leurs positions plus solides. Nivelle lança néanmoins son offensive, le 16 avril, entre l'Oise et Reims. Mais il n'obtint que des résultats insignifiants au prix de très lourdes pertes. Il fut relevé de son

commandement et remplacé par le général **Pétain**. Celui-ci se trouva en face d'une situation très difficile. L'offensive manquée de Nivelles avait provoqué, jusque dans les rangs des combattants, une vague de découragement et de *défaitisme*. Pétain eut le mérite de la surmonter par un mélange adroit de mesures énergiques et d'indulgence.



Cliché Miroir.

#### AVANT L'ATTAQUE.

L'armée italienne, après s'être emparée de *Gorizia*, s'était résignée à stabiliser son front. Mais, en octobre 1917, elle essuya le désastre de *Caporetto* et dut se replier jusque sur la *Piave*, où la situation se rétablit grâce à l'arrivée de troupes françaises.

La guerre sous-marine à outrance compromit un moment la cause des Alliés. Car elle s'ajoutait à la révolution russe qui, en mars 1917, obligea le tsar à abdiquer. Le socialiste **Kerensky**, devenu chef du gouvernement, fut rapidement débordé par les Bolchéviks qui firent, en octobre, une seconde révolution communiste, dirigée par **Lenine**. Celui-ci signa l'armistice avec les Allemands en décembre 1917 et libéra ainsi d'énormes armées allemandes, qui allaient pouvoir faire sentir leur poids sur le front occidental.

Cependant, une puissante compensation s'était produite en faveur des Alliés. Depuis le torpillage par les sous-marins allemands du vaisseau américain *Lusitania*, en 1915, les rapports s'étaient tendus entre le gouvernement de Berlin et celui de Washington. Plusieurs incidents les envenimèrent et rendirent agressive l'opinion américaine. En avril 1917, le président **Wilson** déclara la guerre à l'Allemagne et mit au service des Alliés l'immense potentiel de son pays.

Enfin, Français, Britanniques et Belges firent, pendant cette année, la conquête des *colonies allemandes*.

L'année 1918 sera l'année de la victoire. Les premiers mois furent cependant gros de menaces. L'Amérique ne pouvait immédiatement faire sentir le poids de son action. Car elle devait mobiliser ses troupes,



les instruire et leur faire traverser l'Atlantique. Tandis que les armées allemandes du front russe, bien aguerries, pouvaient être rapidement amenées à pied d'œuvre. **Hindenburg** et **Lüdendorf** voulurent tirer parti de cet avantage. Ils préparèrent donc de violentes attaques *successives* en divers points du front.

En Picardie, le 21 mars, les Allemands prononcèrent une vigoureuse attaque. L'armée de **von Hutier**, venue du front russe, pénétra comme un coin à la jonction des armées anglaises et françaises. Les



Cliché Miroir.

TROUPES AMÉRICAINES MONTANT EN LIGNE.

troupes anglaises du général **Gough** furent enfoncées près de Saint-Quentin. Une large brèche fut ouverte.

Cet échec eut un bon résultat. Il obligea les Alliés, sur l'initiative de **Foch** et de **Clemenceau**, à réaliser l'unité de commandement, à la *Conférence de Doullens* (26 mars). Foch fut chargé de « coordonner les opérations des Alliés sur le front occidental, puis (le 3 avril) chargé de « la direction stratégique des opérations » et nommé, le 17 avril, *général en chef des armées alliées*. Foch s'employa aussitôt à combler le trou entre les deux armées et sauva *Amiens*. L'ennemi avait avancé de 60 kilomètres, fait de nombreux prisonniers, mais son plan essentiel était déjoué.

En Flandre, le 9 avril, **Lüdendorf** ordonna une nouvelle attaque de grand style. Les armées de **von Quast** et de **von Arnim** firent une avance d'une dizaine de kilomètres, mais leur progression fut enrayée par l'arrivée rapide des réserves anglaises et françaises.

Sur l'Aisne, au Chemin des Dames, Lüdendorf déclencha, le 27 mai, une vigoureuse offensive, qui obtint, comme les précédentes, d'importants succès locaux, mais fut arrêtée à *Château-Thierry*, sur la Marne, après avoir creusé de profondes poches dans notre dispositif.



Cliché Miroir.

#### CLEMENCEAU EN VISITE SUR LE FRONT.

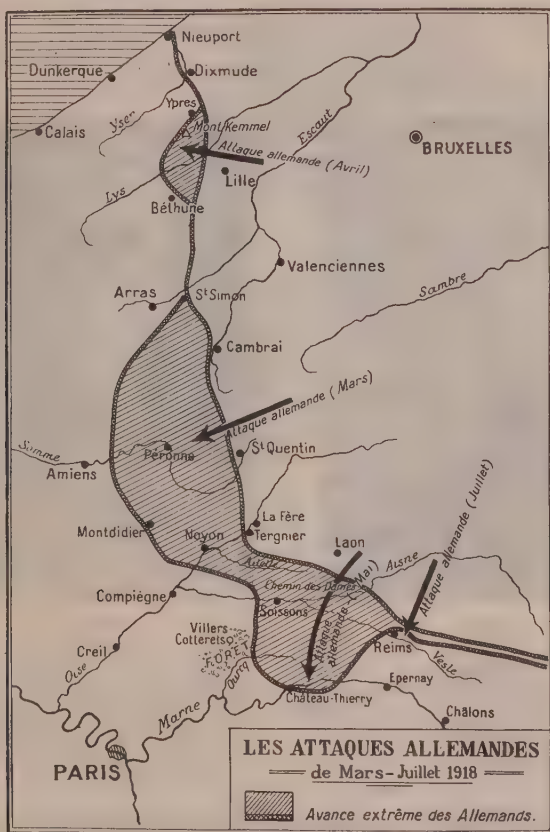
Le « Père la Victoire » naquit en Vendée. Après 1875, on le trouve à l'extrême-gauche de l'Assemblée dans le parti radical, dont il devient rapidement le chef. Il combattit violemment les « opportunistes », Gambetta et Ferry. Polémiste redoutable, il fit tomber de nombreux ministères. On le surnomma « le Tigre ».

Président du Conseil de 1906 à 1909, il céda devant les troubles suscités par les « inventaires » de biens d'Eglise. Il eut à faire face à plusieurs agitations ouvrières assez violentes. Il réussit à les dominer.

Partisan résolu de la paix, il fut à nouveau appelé au pouvoir en 1917, au moment le plus critique de la guerre mondiale. Son ministère fut une véritable dictature. Il fit triompher le principe du commandement unique et imposa Foch. Le « Père la Victoire » joua un grand rôle dans les négociations de paix, mais devant l'opposition de Wilson et de Lloyd George, ne put obtenir de garanties suffisantes pour la France.

Le 15 juillet, le haut commandement allemand tenta encore de briser notre front en **Champagne**, entre Château-Thierry et l'Argonne. Ce front défendu par le général **Gouraud**, résista magnifiquement l'immense effort accompli par l'ennemi. Grâce aux dispositions prises

par le général français, les troupes adverses ne purent même pas aborder notre position de résistance : elles furent soumises dans nos tranchées de première ligne à un terrible feu d'obus à gaz.



### LES OFFENSIVES ALLEMANDES EN 1918.

En même temps que Foch parait les attaques successives de l'adversaire, il organisait une vaste contre-offensive. Sans se laisser intimider par les événements de Champagne, le 18 juillet, il déclenche l'assaut des armées **Mangin** et **Degoutte**, placées sous la direction du général **Fayolle** et gagne ainsi la seconde victoire de la Marne. A partir de ce moment, avec l'appui massif des Américains, Foch mène sans répit la **grande bataille de France**, attaque tantôt sur un point, tantôt sur un autre, puis exécute des assauts simultanés sur tous les fronts, chasse les Allemands de leurs positions, les rejette sur la frontière. En même

temps, l'armée de **Salonique** oblige la *Bulgarie* à capituler ; la *Turquie* signe l'armistice de Moudros et l'*Autriche* met bas les armes après la victoire italienne de *Vittorio Veneto*.

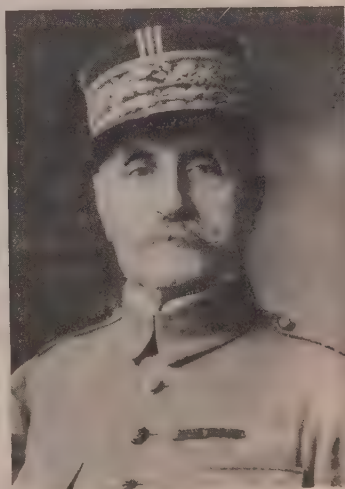
Tous ces désastres et la menace d'une violente offensive en Lorraine provoquent le découragement de l'Allemagne et la révolution. Le kaiser s'enfuit, l'armée se désagrège, la marine se mutine ; le gouvernement allemand demande l'armistice.



JOFFRE

1852-1931

*Joffre servit d'abord au Soudan, au Tonkin et à Madagascar. Nommé généralissime en 1914, il sut diriger avec un parfait sang-froid la difficile retraite de nos armées après l'invasion de la Belgique. Il sut surtout redonner confiance aux troupes à l'instant décisif et c'est ce qui permit « le miracle de la Marne ».*



FOCH.

1851-1929

*« Ceux mêmes, a dit Poincaré, qui ne partageaient pas ses croyances n'ont jamais su défendre d'admirer en lui outre de merveilleux talents militaires, l'épanouissement des plus belles vertus civiques et le trésor des plus hautes qualités morales : magnanimité, bonté naturelle, grande et sublimité de génie »*

## 6. L'armistice (11 novembre 1918).

Par une note du 6 novembre, le président Wilson avait fait savoir à l'Allemagne qu'elle devait demander les conditions d'armistice au maréchal Foch. Le commandant en chef des armées alliées reçut la délégation allemande dans son wagon-salon à Rethondes dans la forêt de Compiègne. Il lui remit le texte des clauses à accepter sans discussion, dans un délai expirant le 11 novembre à 11 heures. L'acceptation du Grand Quartier Général allemand fut notifiée à Foch le 10 au soir. L'armistice fut signé le 11 à 5 heures du matin ; l'ordre de cesser le feu fut exécuté à 11 heures.

Les conditions de l'armistice rendaient impossible à l'Allemagne toute reprise des hostilités. Les Allemands en effet évacuent tous



pays occupés et retirent leur armée derrière le Rhin, livrent une grande quantité de matériel de guerre et de transport et rendent tous leurs prisonniers sans réciprocité.



Cliché Illustration.

#### RÉUNION DES QUATRE.

#### 7. La conclusion de la paix.

La *Conférence de la Paix* s'ouvrit à Paris, le 18 janvier 1919. Elle fut longue et laborieuse.

Les représentants des pays vaincus ne furent pas admis à discuter. Les plus importantes décisions furent prises par le *Conseil des Quatre* : les premiers ministres de France (Clemenceau), d'Angleterre (Lloyd George), d'Italie (Orlando) et le président Wilson, assistés seulement de deux interprètes anglais et français.

De nombreux dissentiments se manifestèrent. **Clemenceau** demandait que l'Allemagne fut rejetée sur la rive droite du Rhin et que des *Etats tampons* fussent créés sur la rive gauche sous la protection française. **Lloyd George** s'y opposait, par crainte de l'hégémonie française en Europe. Il offrait en échange, appuyé par **Wilson**, un **traité de garantie** par lequel l'Angleterre et les Etats-Unis s'engageaient à nous assister en cas d'agression allemande non provoquée. Mais ce traité, signé le 18 juin, ne fut pas ratifié par le Sénat américain et comme Lloyd George avait déclaré que la Grande-Bretagne ne serait liée qu'autant que l'Amérique, la France se trouva avoir conclu un marché de dupes.

Un autre conflit surgit à propos de la **Sarre**. Wilson et Lloyd

George ne voulaient laisser à la France que la propriété des gisements houillers en réparation des dommages causés par l'ennemi dans nos mines du Nord. Clemenceau protesta. Il voulait l'annexion de la Sarre. La discussion s'envenima au point que Wilson voulut s'en aller le 7 avril et que Clemenceau dut accepter une solution moyenne.

La discussion fut encore plus vive entre Wilson et le représentant de l'Italie, au sujet des régions de l'**Adriatique** peuplée de Slaves. Le Président ayant maintenu son point de vue avec rigueur, Orlando quitta la France, le 24 avril, et ne revint participer aux débats qu'au milieu de mai.

On finit cependant par se mettre d'accord. Le texte du traité fut approuvé, le 6 mai, par l'Assemblée plénière de la Conférence et transmis le lendemain à la *Délégation allemande*, conduite par le comte de **Brockdorf-Rantzau**. Elle présenta quelques observations relatives à la responsabilité de la guerre et aux réparations. Le texte définitif lui fut communiqué le 17 juin. Il fut signé le 28 juin, au château de Versailles dans la galerie des Glaces, au lieu même où, en 1871, avait été proclamée la naissance de l'Empire allemand par Guillaume I<sup>er</sup> et Bismarck.

**8. Résultats essentiels.** L'Allemagne cède à la France l'Alsace Lorraine et les mines de la Sarre ; à la Belgique, Eupen et Malmédy ; au Danemark, le Sleswig du Nord ; à la Pologne, la Posnanie, une partie de la Prusse occidentale et de la Haute Silésie. Dantzig devient une *ville libre*. **Toutes les colonies allemandes** passent aux mains des Alliés. En outre, l'Allemagne devait réduire son armée à 100.000 hommes, livrer sa flotte, réparer les dommages de guerre et payer un acompte de 20 milliards. Comme **garantie**, les Alliés occupaient les trois têtes de pont de Cologne, Coblenze et Mayence pour une durée respective de cinq, dix et quinze ans.

Divers traités réglaient le sort des autres puissances ennemies. L'Autriche-Hongrie était démembrée ; la Bulgarie perdait tout accès à la mer ; la Turquie était réduite à Constantinople et à l'Anatolie en Asie Mineure.

Enfin, le traité de paix prévoyait une **Société des Nations**, qui fut fondée à Genève en 1920, pour réduire les causes de conflit, préparer le désarmement et résoudre pacifiquement les difficultés qui s'élevaient entre les divers Etats.

**QUESTIONNAIRE.** — Quelles sont les causes de la guerre ? Comment la guerre s'est-elle déclarée et quel en est le responsable ? Que savez-vous de la guerre de mouvement ? Comment les fronts de combat se sont-ils stabilisés ? Quels ont été les principaux événements de 1915 à 1918 ? Comment s'est affirmée la victoire ? Quelles étaient les principales conditions de l'armistice ? Quelles conséquences ont eu les conditions de la paix pour les divers belligérants ? Qu'est-ce que la Société des Nations ?

## CHAPITRE XXXI

### La France de 1919 à 1939.

#### Politique intérieure.

Dans l'Europe bouleversée par la guerre et transformée par les traités qui en furent la conséquence, la France reprend sa vie politique antérieure, dans le cadre de ses anciennes institutions républicaines.

Mais elle souffre du déséquilibre général issu de la guerre et d'une sorte d'inadaptation aux conditions économiques nouvelles, qui est d'ailleurs le fait commun de tous les pays. Elle entre donc dans une période d'instabilité gouvernementale et d'agitation ouvrière.

Successivement les ministères d'union nationale et les ministères de gauche se montrent — sauf à de rares intervalles — peu capables de dominer les événements. Et l'on peut pressentir qu'une nouvelle crise mondiale est à redouter.

**1. Les élections de 1919.** Clemenceau avait établi, dès son arrivée au pouvoir, une sorte de *dictature de fait* qui fut respectée jusqu'à la victoire. Mais, dès la cessation des hostilités, les partis de droite comme de gauche reprirent leurs discussions. Les hommes de droite désiraient un système politique plus autoritaire, plus d'ordre et de stabilité ; les hommes de gauche, des réformes sociales plus avancées. D'autre part, la Révolution russe était pour les uns une menace dangereuse et pour les autres une immense espérance. Deux blocs allaient se constituer : celui des droites et celui des gauches.

C'est dans ces conditions que Clemenceau se décida à faire les élections. Le *bloc national*, dont le programme électoral avait été formulé par **Millerand** : défense de la propriété, maintien de l'union sacrée réalisée pendant la guerre, stricte application du traité de Versailles — obtint la majorité (433 sièges), aux élections du 16 novembre 1919.

Clemenceau abandonna aussitôt le pouvoir qui fut confié à Millerand.

**2. Le cabinet Millerand.** Le nouveau ministre devait se heurter rapidement à de graves difficultés, suscitées par l'**agitation ouvrière**.

Le prix de la vie s'était élevé assez brusquement à l'issue de la guerre. Les salaires se trouvaient inadaptés. Les grèves se multiplient dans tous les domaines. Une grève plus grave, celle des *cheminots* vint, en février

1920, menacer le pays de paralysie générale. Le gouvernement répliqua par la mobilisation dans leurs fonctions de tous les cheminots astreints au service militaire. A peine ce conflit apaisé, d'autres surgissaient. La C.G.T., poussée par ses éléments extrémistes, lança un ordre de grève



Cliché Braun.

MILLERAND.

1859-1938

Millerand siégea d'abord à l'extrême-gauche parmi les socialistes, dont il devint rapidement l'un des plus brillants orateurs. Mais après son discours-programme de Saint-Mandé et sa participation au ministère Waldeck-Rousseau, il se sépara des socialistes intransigeants dont le principal était Jules Guesde. Il devint alors un des chefs du socialisme réformiste.

auprès du *Saint-Siège*, qui passe à bon droit pour le premier observatoire du monde. Millerand fit voter une loi qui rétablissait, en 1921, l'*ambassade auprès du Vatican*, supprimée par Combes en 1904. Briand malgré l'opposition des gauches, fit une brillante intervention en faveur de la défense de nos intérêts dans les missions catholiques d'Afrique et du Levant.

Jeanne d'Arc avait été canonisée en mai 1920. Millerand institua une fête nationale en l'honneur de notre héroïne lorraine, libératrice de notre sol comme l'avaient été les soldats de la Grande Guerre.

### 3. Millerand, président de la République.

son septennat. Clemenceau, qui pensait entrer triomphalement à l'Élysée, en fut écarté au profit de Paul Deschanel, président de la Chambre, qui fut élu le 17 janvier 1920. Obligé de se retirer pour cause de démence, il fut remplacé par Millerand en septembre 1920. I

générale pour le 1<sup>er</sup> mai. Devant cette menace de catastrophe pour le pays, beaucoup d'ouvriers n'y répondirent pas — et des volontaires des ligues adverses, qui s'étaient formées, remplacèrent les défaillants. La grève échoua. Mais beaucoup d'ouvriers déçus quittèrent la C.G.T. et entrèrent dans une nouvelle C.G.T. unitaire qui prend corps en 1922, rivale communiste de l'autre.

Ces événements eurent leur répercussion dans le *parti socialiste* qui, au *Congrès de Tours* (décembre 1920), s'était déjà scindé en deux parties : la section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) et le *parti communiste*.

La *politique religieuse* de Millerand s'inspira d'une large compréhension des intérêts du pays et des leçons de l'expérience. La France avait souffert pendant la guerre de n'avoir aucune représentation diplomatique

La présidence, occupée avec autorité par Poincaré pendant la guerre, dut être pourvue d'un nouveau titulaire après



appela à la tête du ministère, successivement **Georges Leygues** et **Aristide Briand**. Comme ce dernier lui paraissait trop enclin aux concessions envers l'Allemagne, il le rappela de **Cannes** où il négociait sur les « réparations » dues par notre ex-ennemi. Briand démissionna aussitôt (janvier 1922) et Poincaré lui succéda.

**4. Le ministère Poincaré 1922-1924.** Le chef du nouveau gouvernement était partisan de la stricte observation du traité de Versailles. Devant les atterroisements de l'Allemagne, il en vint, contre l'opposition des partis de gauche et de l'Angleterre, à ordonner l'occupation de la **Ruhr**, ce qui le fit appeler par les socialistes « Poincaré-la-guerre ».

Il eut aussi à résoudre de graves difficultés financières. Pour appliquer les réformes urgentes, il obtint du Parlement le droit de procéder par des *décrets-lois*, c'est-à-dire sans recourir aux votes du Parlement. On l'accusa de prétendre à la dictature. Le malaise fut accentué par le discours de Millerand prononcé à *Evreux* en octobre 1923, où il rappelait les droits constitutionnels de la présidence, laissés en sommeil depuis l'aventure de Mac-Mahon (16 mai 1877). L'œuvre de Poincaré paraissait pourtant si nettement inspirée de nécessités patriotiques, qu'il se maintint jusqu'aux élections de 1924.

**5. Les gouvernements du cartel des gauches (1924-1926).** Les partis de gauche (sauf les communistes) se présentèrent unis en un *cartel* qui obtint la majorité.

La Chambre exigea aussitôt le départ de Millerand qui fut remplacé par **Gaston Doumergue**, président du Sénat. Le nouveau président de la République désigna **Herriot** comme chef du gouvernement.

Il fit voter par la Chambre la suppression de l'ambassade du Vatican. Mais le Sénat refusa de confirmer cette mesure. Il voulait appliquer à l'Alsace-Lorraine les lois de la République sur l'enseignement laïc. Mais l'opposition menaçante qui s'éleva dans les provinces reconquises et qui s'orientait vers l'*autonomisme*, prélude de dissidence, émut le sentiment patriotique du Président du Conseil qui n'exécuta pas ses projets.

Il provoqua une détente dans nos rapports avec l'Allemagne et améliora nos relations avec l'Angleterre.

Cependant la situation financière ne cessait de s'aggraver. L'inflation monétaire battait son plein. L'opinion s'alarmait devant la baisse continue de la valeur du franc. Lorsqu'on sut que la livre anglaise atteignait la valeur de 250 francs, un second ministère Herriot, qui se présentait devant le Parlement, le 21 juillet 1926, fut renversé le même jour, en présence de manifestations qui se déroulaient devant le Palais-Bourbon.

## 6. Poincaré est rappelé au pouvoir (1926-1929).

avec le concours des plus hautes personnalités politiques : Briand, Herriot, Barthou, Painlevé.

Devant l'alarme publique, le Président Doumergue appela **Poincaré** qui fit un gouvernement d'*union nationale*.



Cliché Braun.

POINCARÉ.

*« Ce républicain modéré mais intransigeant... était un homme fort différent de Clemenceau et de Briand... Il se distinguait par une grande capacité de travail, de l'ordre et de la clarté dans les idées, des convictions dont il se flattait qu'au cours d'une longue carrière elles fussent demeurées inébranlables. Il incarnait aussi certaines qualités d'ordre, d'honnêteté scrupuleuse, de prudence un peu timorée qui ont fait la solidité de notre bourgeoisie moyenne. »*

Poincaré sauva le franc. Sa seule présence et sa réputation d'honnêteté rétablirent la confiance. Il prit aussitôt des mesures énergiques. Il supprima de nombreuses sous-préfectures devenues inutiles et de nombreux tribunaux d'arrondissement. Ces économies ne suffisant pas, il augmenta les impôts et notamment l'impôt sur le revenu qui fut majoré de 50 %. La Banque de France fut autorisée à des achats d'or afin de préparer la stabilisation de notre monnaie. Toutes ces mesures firent rapidement baisser la livre, et le 25 juin 1928, une loi fixa la valeur du franc, qui, au change, ramenait la valeur de la livre à 124 fr. 21 et le dollar à 25 fr. 52.

Le gouvernement Poincaré porta son activité sur d'autres terrains. Des poursuites furent entamées contre les autonomistes d'Alsace-Lorraine. Le scrutin de liste, qui fonctionnait depuis la fin des hostilités

fut remplacé par un retour au scrutin uninominal par arrondissement. C'est avec ce mode d'élection que fut effectuée la consultation électorale de 1928. Elle amena à la Chambre une majorité plus favorable à l'union nationale.

Mais la trêve des partis ne survécut pas à la crise financière. Le Congrès des radicaux-socialistes d'Angers obligea les membres du gouvernement Poincaré qui relevaient de cette formation politique, à se retirer du ministère. Poincaré les remplaça aussitôt. Mais fatigué de l'opposition farouche de la gauche et déjà malade, il se retira, le 27 juillet 1929.

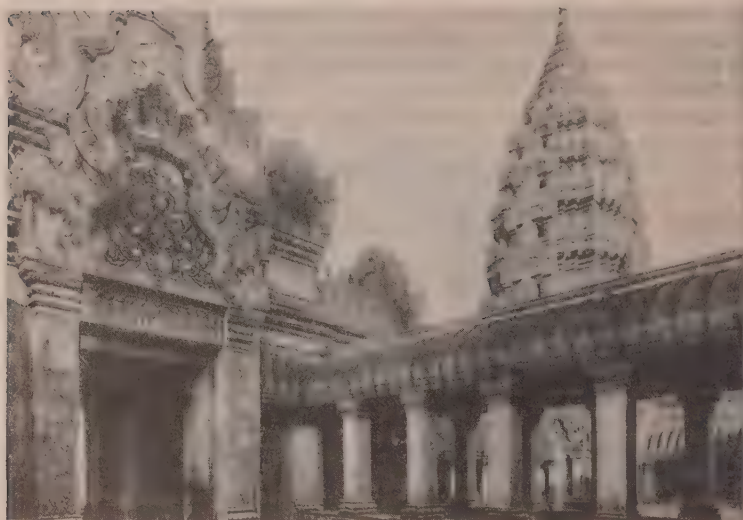
**7. Les modérés au pouvoir.** La démission du ministère Poincaré marque le retour à l'instabilité ministérielle. Cette période coïncide avec la **crise économique mondiale.**

Cette crise naît en Amérique. Elle est causée par la **surproduction industrielle**. Les magnats américains de l'industrie, grisés par l'abondance des commandes au cours des hostilités et au lendemain de la guerre, commandes déterminées par les immenses besoins à satisfaire — en étaient arrivés à produire bien au delà des *besoins réels*. Les actions des sociétés avaient prodigieusement monté, dans l'euphorie de cette production gigantesque. Tout le monde possédait plus ou moins de titres. Il suffit de la réalisation de ces titres par un certain nombre d'hommes prudents pour déterminer la baisse et ensuite la *panique*. C'est ainsi que le 23 octobre 1929, les cours baissèrent brusquement de moitié à la Bourse de New-York et les faillites se multiplièrent.

Pour empêcher les denrées surabondantes de baisser de prix, on les détruisait, on les jetait à la mer.

Cette crise se répercuta peu à peu dans les différents pays d'Europe. En France, elle atteignit son maximum de gravité en 1931. On vit alors paraître à la tête du gouvernement deux personnalités politiques nouvelles : **André Tardieu** et **Pierre Laval**. Ils devinrent l'un et l'autre, plusieurs fois présidents du Conseil. Ils représentent, l'un et l'autre une politique modérée, avec des caractères fort dissemblables.

**André Tardieu**, après des succès éclatants à l'Ecole normale et au concours du Quai-d'Orsay, joue un rôle brillant pendant la guerre comme officier et surtout comme négociateur avec les Etats-Unis : il précise avec sagacité les secours que nous en attendons. Puis, collaborateur de Clemenceau, il joue un rôle de premier plan dans les pourparlers du traité de Versailles. Un des ses adversaires politiques, Paul-Boncour, écrit : « C'est un des cerveaux les mieux organisés que j'ai connus, un travailleur infatigable. » Mais sa causticité, son irritabilité, son allure parfois un peu cassante lui font des ennemis. D'autre part, élevé dans la haute bourgeoisie, il a quelque difficulté à comprendre les larges réformes qui s'imposent dans le domaine social. Il aime la vie facile et place son gouvernement sous le signe de l'optimisme. Par malheur



Cliché Illustration.

## EXPOSITION COLONIALE (1931).

*Le Temple d'Angkor.*

pour lui, il rencontre la crise mondiale. Il doit faire face à de graves scandales financiers. Et aux élections de 1932, les gauches radicales et socialistes triomphent et le renversent, sans lui permettre de donner sa mesure.

**Pierre Laval**, d'humble origine, possède la ténacité auvergnate et un vif esprit d'observation. Silencieux et attentif, il cherche les échelons qui lui permettront de monter. Jeune avocat, il sympathise fortement avec des éléments extrémistes : anarchistes, socialistes. Il est de ceux qui, en 1917, souhaitent une *paix blanche*. Après la guerre ses opinions se teignent de modération. Il montre un goût prononcé pour les affaires étrangères, où ses réelles qualités de négociateur eurent à s'exercer notamment dans le rapprochement avec l'Italie et dans l'Alliance franco-russe. Il se pique de réalisme, mais il manque du sentiment de la grandeur et d'une certaine fibre d'honneur national. Cette carence, en dépit de ses qualités politiques, causera sa perte.

## 8. Evolution du régime vers la gauche (1932-1936).

**Herriot**, revenu au pouvoir, se heurte à l'opposition des socialistes qui veulent lui imposer des conditions incompatibles avec son programme, telles que la nationalisation des grandes entreprises et la réduction massive des dépenses militaires. Son ministère dure peu.



On assiste alors à une succession de ministères radicaux, accélérée par un nouveau scandale financier, qui dépasse en ampleur les précédents : l'affaire **Stavisky**. Cet escroc de haut. vol, qui avait détourné plusieurs centaines de millions, jouissait de l'impunité, grâce à de hautes protections. A la fin, il se suicida ou fut tué par la police pour éviter des révélations compromettantes. Le ministre radical **Chautemps** dut se retirer devant la réaction violente de l'opinion publique (27 janvier 1934).



Cliché Braun.

**DOUMERGUE.**

Cliché Braun.

**LEBRUN.**

**A.) La crise du 6 Février 1934.** Le cabinet **Daladier** lui succéda dans une atmosphère chargée d'orage. Il était devenu très difficile de gouverner. La composition de la Chambre exigeait un ministère radical ; un tel ministère ne pouvait présenter que son programme et ses hommes. Un vague sentiment d'inadaptation de nos institutions politiques à la situation du pays créait un vif malaise, qui poussait les extrémistes de droite et de gauche à l'agitation.

Quand **Daladier** présenta son ministère devant les Chambres, le 6 février, de violentes manifestations se produisirent. Les groupes de droite (croix de feu, action française, jeunesses patriotes) se dirigent vers la Chambre des Députés. Les forces de police se crurent menacées. Il y eut des coups de feu, une vingtaine de morts et de nombreux blessés. Daladier, pour éviter des troubles plus graves, se retira. Une contre-manifestation des partis de gauche donna lieu au « défilé monstre » du 12 février et préluda au Rassemblement populaire.

**B.) Vaine tentative d'union nationale.** Le président **Lebrun** crut devoir faire appel, pour calmer les esprits, à son prédé-

cesseur à l'Elysée, **Gaston Doumergue**. L'ancien président de la République constitua un grand ministère où entrèrent de hautes personnalités politiques, comme Herriot et Tardieu, opposés par les programmes mais unies par le patriotisme.

Doumergue voulait accomplir des réformes financières et politiques. Il voulait notamment que le président du Conseil, comme le Premier ministre anglais, eut le droit de dissoudre la Chambre sans consulter le Sénat. Il voulait aussi que le gouvernement, pour éviter les surenchères et les gaspillages, eut seul le droit de proposer les dépenses budgétaires. Mais la gauche se souleva contre ce projet. Les radicaux socialistes, réunis au *Congrès de Nantes*, ordonnèrent aux ministres de leur parti de donner leur démission — ce qui entraîna la chute du ministère (8 novembre 1934). Pendant ce temps, **Hitler** avait pris le pouvoir en Allemagne (1933) et nul n'ignorait son ardeur belliqueuse ni ses projets.

**C.) Retour à la politique de Parti.** On en revint pourtant aux formules anciennes et aux cabinets éphémères. En juin 1935 **Pierre Laval** forma un ministère qui paraissait plus solide. Il prit position contre les ligues politiques, toujours prêtes à fomentier des troubles et rendit leurs provocations justiciables des tribunaux correctionnels, au lieu de la Cour d'assises. La Chambre eut, à cette occasion un élan d'union sacrée, où l'on vit les chefs opposés se tendre la main et promettre l'apaisement. Mais ce fut sans lendemain.

La guerre de l'Italie contre l'Ethiopie souleva de nouveau les passions. La **Société des Nations**, qui n'avait pas été consultée, prit des *sanctions* contre l'Italie, sous la pression de l'Angleterre. Pierre Laval, peut-être engagé secrètement, favorisait l'Italie, de même, que les partis de droite. Il en résulta un malaise, qui obligea le ministre à se retirer, en janvier 1936.

### 9. Les élections de 1936 et le triomphe de l'extrême-gauche (1936-1939).

Depuis les troubles de 1934, les partis de gauche s'étaient fortement

soudés en vue des élections et avaient organisé le **front populaire**. L'occasion était favorable. Les classes laborieuses étaient mécontentes des tentatives de Pierre Laval pour faire baisser le *prix de la vie* : prélèvement de 10 % sur toutes les dépenses publiques, diminution des salaires, mesures insuffisamment compensées par la réduction de 10 % sur le prix des loyers. Les élections envoyèrent à la Chambre une forte majorité de gauche. Les plus favorisés étaient les socialistes (160 sièges). Ils allaient prendre le pouvoir pour la première fois avec leur chef **Léon Blum**.

Les masses populaires exultaient. Le gouvernement, entre les mains d'un socialiste justement réputé pour son grand talent, n'allait-il pas réaliser tous leurs espoirs ? Il y a, malheureusement, une antinomie

redoutable entre les revendications les plus légitimes et les possibilités du Trésor.

Le ministère Blum à peine installé, les travailleurs se mirent en devoir de le pousser à l'action. Des grèves d'un caractère nouveau surgirent de tous côtés : *les grèves sur le tas*. On appelait ainsi l'occupation des locaux industriels et commerciaux par les ouvriers ou employés grévistes. Ils vivaient ainsi sur le domaine de leur travail, en attendant qu'on fit droit à leurs requêtes : la semaine des quarante heures et les quinze jours de congé annuel payés. Léon Blum convoqua, à l'hôtel de la présidence du Conseil (Matignon), une conférence entre patrons et représentants qualifiés des ouvriers. Des accords importants furent conclus : augmentation de salaires, contrat collectif, quarante heures, congés payés. Les usines de fabrication du matériel de guerre furent *nationalisées*. Un office du **blé** fut créé pour en stabiliser les cours, réglementés par l'Etat.

Léon Blum fit supprimer les ligues de droite — mesure excellente si elle avait eu comme contre-partie la dissolution des ligues de gauche. Elle ne fit qu'accroître l'agitation, stimulée par la guerre civile espagnole (1936-39).

**A.) La pause.** La situation économique du pays s'était aggravée. Le gouvernement estima dangereux de poursuivre sa politique sociale, funeste aux finances publiques. En janvier 1937 il proclama sa volonté de faire une **pause** et de préparer l'*Exposition universelle* pour le printemps. Elle ne put être ouverte qu'avec un certain retard, car les ouvriers mécontents mettaient peu d'empressement à accomplir leur travail.

Elle obtint un réel succès — bien moindre cependant que celui de l'*Exposition coloniale* de 1931.

La question financière, toujours alarmante, mit le gouvernement Blum en conflit avec le Sénat. Il fut renversé en juin 1937. Le radical *Chautemps* lui succéda. Il continua la pause, condamna les atteintes à la propriété privée, incita les travailleurs à une production accrue, en aménageant la loi des quarante heures.

**• B.) Rupture du Front Populaire.** Le parti communiste rompit bientôt avec le gouvernement qui lui reprochait d'entretenir l'agitation sociale et d'ignorer systématiquement la situation financière. Les crises ministérielles redevinrent fréquentes, au moment où grandissait dangereusement à l'Est le péril hitlérien.

Les événements allaient ramener le pays au sentiment des réalités. **Daladier** avait succédé à un second ministère **Blum**, en avril 1938. Les événements de Tchécoslovaquie (voir le chapitre suivant) obligèrent le gouvernement à procéder à une *mobilisation partielle* en septembre.

L'accalmie revenue après les accords de **Munich** — d'où la France sortait moralement diminuée — Daladier incita le pays au travail, pour que la France ne fût pas désarmée, si l'orage grossissant à l'Est

venait à éclater. Il se désolidarisa publiquement du parti communiste qu'il accusait de ruiner son autorité. L'agitation recommença au sujet des mesures prises pour augmenter la production. Une *grève générale* fut décrétée pour le 30 novembre. Elle échoua complètement par suite des mesures prises par le gouvernement (réquisitions et poursuite de meneurs) et aussi parce que l'opinion publique alertée ne lui était pas favorable.

Les revendications de l'Italie fasciste sur la Corse, la Savoie, la Tunisie, l'ancien comté de Nice, etc., obligèrent Daladier à faire une visite à la Corse et à la Tunisie. Il y fut l'objet de belles manifestations de loyalisme envers la France, et le 26 janvier 1939, la Chambre déclara à l'unanimité l'attachement résolu de la France à l'intégrité de son Empire.

Le 14 juillet suivant, la France célébrait le cent cinquantième anniversaire de la Révolution de 1789.

Deux mois après, on était à la veille de la deuxième guerre mondiale qui devait être encore plus longue et plus terrible que la première.

**QUESTIONNAIRE.** — Quel est le résultat des élections de 1919 ? Que savez-vous du gouvernement de Millerand ? Dans quelles conditions devint-il président de la République ? A quoi s'applique surtout le ministère Poincaré qui lui succéda ? En quel sens se firent les élections de 1924 ? Quels événements principaux marquèrent le gouvernement du cartel des gauches ? Dans quelles conditions Poincaré revint-il au pouvoir en 1926 ? Quelle fut sa politique ? Quels sont les hommes politiques les plus marquants pendant le gouvernement des modérés de 1928 à 1932 ? Comment s'est opéré le retour vers des gouvernements de gauche ? Qu'est-ce qui a amené le triomphe de l'extrême gauche en 1936 ? Comment le front populaire s'est-il comporté au pouvoir et comment s'est-il brisé ?



## CHAPITRE XXXII

### Politique extérieure de la France (1919-1939).

#### Les grandes crises européennes et la guerre mondiale.

Après la guerre, l'application du Traité de Versailles fut la grande affaire de notre politique étrangère. La France s'intéressa vivement à la « Société des Nations », pour lui faire arbitrer les conflits naissants et pour établir sur cette base une paix solide, une sécurité collective.

Mais les États totalitaires, issus de la guerre ou en voie de formation (notamment l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie) rendront les rapports internationaux plus âpres et leurs visées plus dangereuses.

Hitler et Mussolini, dévorés par une ambition croissante, finiront, avec leurs prétentions insupportables, par secouer la passivité des démocraties et par déterminer la seconde guerre mondiale.

Ils seront finalement écrasés, mais laisseront sur l'Europe un monceau de ruines.

1. Le traité de Versailles. « Nous avons gagné la guerre, déclare Clemenceau le 11 novembre 1918.

Maintenant, il va falloir gagner la paix et ce sera peut-être encore plus difficile. » En effet, les vainqueurs sont trop nombreux, les ambitions sont exaspérées par l'effort accompli, les intérêts sont divergents, l'application des principes Wilsoniens est difficile.

Aussi, à peine signé, le traité est vigoureusement critiqué. Un grand économiste anglais, **Keynes**, le déclare inapplicable, s'écriant : « Encourageons et aidons l'Allemagne à reprendre sa place en Europe. »

Des germes dangereux apparaissent. Le traité paraît faible par sa complexité même, mélange de dispositions généreuses et d'âpres revendications peu réalisables. Surtout, il n'a pas été négocié mais imposé au vaincu, qui a pris en horreur cette paix dictée, ce **Diktat**. Enfin, il a été négocié *en l'absence de la Russie*, fait grave pour les futurs rapports de la Russie et de l'Allemagne, qui pourront être plus souples et plus aisés.

Le traité devait être, selon le mot de Poincaré, *une création continue* — ce qui est une mauvaise condition de durée. Il vaudrait évidemment par l'application qui en serait faite.

## 2. La Société des Nations. Le premier échec de la *Société des Nations* a été le **refus américain.**

Toutes les nations participant à l'élaboration du traité de Versailles devaient le ratifier. Wilson le soumit au Sénat des Etats-Unis, qui le rejeta *en bloc*, par crainte de voir l'Amérique entraînée dans les complications européennes. La conséquence était grave pour la France, car Lloyd George s'empressa de dégager l'Angleterre de l'alliance tripartite à laquelle les Etats-Unis se dérobaient. La France se trouva seule.



Cliché Keystone.

### LE PALAIS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Position d'autant plus inquiétante que les deux grandes nations anglo-saxonnes souhaitaient le relèvement de l'Allemagne, pour qu'elle fit contrepoids à une France trop puissante. Surtout l'Angleterre et les Etats-Unis s'intéressent à son marché qui fut un des plus importants de l'Europe. Dans les deux pays, les financiers, les hommes d'affaires l'aident par des prêts considérables à le redevenir, pour y écouler plus facilement les produits de leurs industries et leurs matières premières.

Pour assurer sa **sécurité**, la France conclut des alliances avec les nouveaux Etats issus de la guerre (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie) qui forment la **Petite Entente**. Il y avait lieu de favoriser les éléments républicains en Allemagne. On les exaspéra par une politique de raideur, qui devait conduire au pouvoir les partisans farouches de la revanche. Un homme d'Etat, en France, le comprenait profondé-

ment : **Aristide Briand**. Mais dans la discussion des *Réparations* à Cannes, il fut désavoué par le Président de la République Millerand et rappelé (1922). (1)

### 3. Tentatives d'organisation de la paix (1924-1929).

Avec l'arrivée au pouvoir du *cartel* (1924), un esprit nouveau se manifeste dans le domaine international. Notre politique extérieure se fonde sur l'organisation de la **sécurité collective** et elle se poursuivra dans le même sens jusqu'en 1933.

**Herriot** en a été l'initiateur et **Briand** le grand artisan. En 1924, *Ramsay Macdonald*, premier ministre anglais et **Herriot**, se mettent d'accord sur le *protocole de Genève*, qui se résume en trois mots : **arbitrage, sécurité, désarmement**. Arbitrage souple et appareil de sanctions « le plus complet et le plus redoutable contre quiconque aurait pris la responsabilité de déclencher la guerre ».

Mais le Cabinet conservateur de Londres, qui a succédé au ministère *Macdonald*, rejette le protocole. Il encourage par contre les ententes particulières. C'est dans ces conditions que fut conclu l'accord de **Locarno** entre *Stresemann*, représentant de Berlin ; **Briand**, représentant de Paris ; *Austen Chamberlain*, représentant de Londres ; *Mussolini*, représentant de Rome.

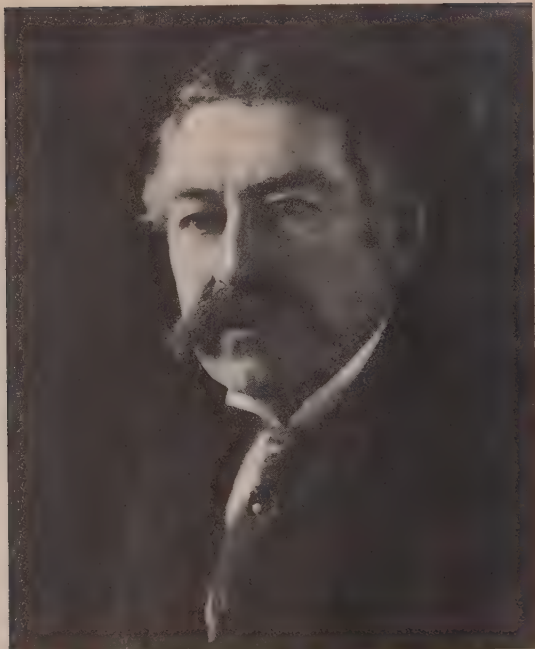
Cet important accord garantit le statu-quo des frontières, fixées par le traité de Versailles et détermine l'intervention collective des puissances contractantes, en cas de violation. L'intérêt capital de ce traité réside dans l'**acceptation volontaire** par l'Allemagne des clauses qu'il contenait. **Briand** voulait pousser plus loin l'*esprit de Locarno*. Mais il se heurte à l'opposition nationaliste française.

Cependant, la *Société des Nations* voit grandir son prestige. Elle règle trente-sept conflits, grands ou petits, et, en 1925, sa seule intervention arrête les Grecs qui avaient déjà pénétré en territoire bulgare par le simple rappel de leurs obligations et l'envoi d'une commission d'enquête (décembre 1925). En 1927, elle réunit la Conférence internationale des échanges. Le *Bureau international du Travail* fait effort pour étendre dans le monde les projets de convention qui améliorent le sort des travailleurs.

En 1928, sur l'initiative du secrétaire d'Etat américain *Kellog*, se conclut à Paris le pacte **Briand-Kellog** qui « met la guerre hors la loi ». Il est accepté par soixante nations.

En somme, vers 1930, règne un climat favorable à la paix. **Briand**, notre délégué permanent à la *Société des Nations* jusqu'en 1932 (date de sa mort), peut élaborer un mémorandum sur « l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne ». Les grandes crises internationales lui causeront un cuisant échec.

1. Pour le Bureau International du Travail voir p. 363.



Cliché Manuel.

## BRIAND.

*Briand, socialiste extrémiste à ses débuts, partisan de la grève générale, évolua comme Millerand vers le socialisme réformiste. Orateur prestigieux il dirigea presque constamment la politique extérieure de la France au lendemain de la Grande Guerre. Onze fois Président du Conseil, il échoua à la Présidence de la République en 1931. Il se retira alors de la vie politique.*

#### 4. La crise éthiopienne (1935). A.) L'Italie fasciste. Les *Etats totalitaires* sont ainsi appelés

parce qu'ils ne limitent pas seulement leur action à la politique proprement dite, mais l'étendent à toutes les sphères de la vie privée aussi bien que publique. Le contrôle de l'Etat *dirige* la production comme la consommation, la formation de la jeunesse, la presse et les manifestations culturelles. C'est la dictature, qui ne se maintient que par le *prestige du chef* — ce qui la pousse aux entreprises impérialistes, au développement de l'armée et à l'extension de la police qui s'introduit partout. Cette sorte de gouvernement s'appuie sur un **seul parti** qui détient tous les leviers de commande de la vie politique.

Il en résulte plus de souplesse et de rapidité dans l'action politique — mais aussi le souci d'entretenir, par des succès toujours nouveaux, l'exaltation dans les masses populaires, — et l'oppression de toutes les libertés.



Ces régimes sont issus de la guerre, du mécontentement et de l'anarchie. En mars 1919, **Benito Mussolini**, fils d'un forgeron des Romagnes, ancien militant socialiste, forma le parti des *faisceaux*, c'est-à-dire de l'union des volontés tendues vers la grandeur italienne, comme les faisceaux des licteurs romains étaient serrés autour de la hache. Le parti se développa rapidement et, le 26 octobre 1922, il s'empara du pouvoir et fut accepté par le roi. Mussolini, le *duce*, le mit dans une sorte de tutelle, transforma les institutions et assura sa dictature.

En politique intérieure, il fit des réformes utiles et assura l'ordre dans le pays. En politique étrangère, il se montra exigeant, autoritaire, dangereux pour la paix.

**B.) L'Affaire d'Ethiopie.** Un incident permit à Mussolini de manifester ses prétentions impérialistes. Le 5 décembre 1934, sur la frontière éthiopienne, à *Oual-Oual*, une escarmouche coûte 60 hommes aux troupes italiennes, 110 aux Ethiopiens. Il résolut de faire une expédition, d'annexer l'empire éthiopien et d'effacer l'amer souvenir du désastre d'*Adoua* infligé par **Ménélik** aux troupes italiennes en 1896.

Le 3 octobre 1935, sans déclaration de guerre, les troupes italiennes franchissent la frontière. Elles s'emparent d'*Adoua*, puis de *Makellé*. Comme elles piétinaient devant les troupes du **négus**, pourtant mal armées, mal disciplinées, sans cohésion, Mussolini confia le commandement au général **Badoglio**, qui, avec l'aviation et une bonne artillerie, poussa activement la campagne et finit par prendre la capitale, *Addis-Abeba*, et mettre en fuite le négus, qui se réfugia en Angleterre. Le 9 mai, l'Ethiopie était annexée à l'Italie, dont le roi devenait empereur d'Ethiopie.

Cette guerre posait un très grave problème. Les deux pays belligérants étaient, en effet, membres de la *Société des Nations*. L'Italie ne s'en était aucunement souciée pour entreprendre son expédition. Le problème des **sanctions** se posait donc.

L'Angleterre s'y montre fermement décidée. Elle envoie la *Home fleet* en Méditerranée. Le chef du gouvernement français, **Pierre Laval**, sous prétexte de « ne pas passionner le débat », s'emploie à provoquer un règlement à l'amiable. *Les mesures finalement prises* seront anodines, puisqu'on s'abstiendra de la seule mesure efficace : *l'embargo sur le pétrole*.

Le mépris de l'Italie pour la *Société des Nations* lui porta un coup très grave : on pouvait triompher sans avoir souci de ses interventions. Ce fut le premier symptôme grave de **l'insécurité en Europe**. Hitler, qui observait, put se rendre compte que les coups de force réussissaient par l'audace. Pierre Laval avait isolé la France, sans conquérir les bons offices des dictateurs. Bien loin de là, l'Italie, mécontente des sanctions, se tourne vers l'Allemagne et les deux dictateurs constituent l'*Axe Rome-Berlin*, proclamé par Mussolini, le 1<sup>er</sup> novembre 1936. Déjà Hitler avait

réoccupé la zone rhénane démilitarisée (7 mars 1936) et ordonné la construction de la *ligne Siegfried*. Ainsi se sont formés en Europe des *blocs hostiles* : les Etats autoritaires s'opposent aux démocraties. L'affaire d'Espagne ne fera que préciser cette situation.

## 5. La crise espagnole (1936-1939). La situation politique

Espagne était troublée depuis longtemps. La dictature de **Primo de Rivera**, acceptée par le roi, puis rejetée en janvier 1930, avait atteint le prestige monarchique. Les élections municipales du 14 avril 1931 marquent un triomphe républicain. **Alphonse XIII**, sans abdiquer, s'embarque pour l'exil.

La République est proclamée. Les élections pour les *Cortès constituant* (28 juin 1931) donnent la majorité aux socialistes et aux radicaux. La *Constitution* est très démocratique : une seule Chambre (les *Cortès*), laïcité de l'Etat, suffrage des femmes, promesse de terres pour les paysans. Le président de la République, **Alcala Zamora**, est un modéré. Le président du Conseil, **Azana**, a des idées plus avancées. Le divorce est introduit dans la législation, les biens des jésuites sont confisqués, le nombre des officiers abaissé des deux tiers dans l'armée.

Deux fois, le président Zamora, en désaccord avec le chef du gouvernement, dissout les *Cortès*, en octobre 1933 et en janvier 1936. Les élections ne répondent pas à son attente. En 1936, elles consacrent le triomphe du **Frente popular**. Zamora destitué est remplacé par Azana.

Les extrémistes (anarchistes en Catalogne et dans les Asturies, communistes en Andalousie) font de grands progrès. Les autonomistes en Catalogne et dans le pays basque, s'agitent également. Les ouvriers s'emparent des usines, les paysans se saisissent des domaines. Des églises, des églises sont incendiées. Le faible gouvernement **Prieto** laisse faire.

A.) **La guerre civile.** L'occasion déterminante fut l'assassinat de **Calvo Sotello**, chef du parti monarchiste, le 13 juillet 1936. Devant la carence du gouvernement, les généraux **Franco** et **Sanjurjo** exploitèrent dans l'armée le mouvement, qui éclata le 17 juillet. Sanjurjo ayant trouvé la mort dans un accident d'avion, Franco demeura le chef de l'insurrection.

Elle réussit d'abord, tant en Afrique qu'en Espagne. Le gouvernement paraissait pris au dépourvu. Mais la résistance s'organisa en Catalogne, les milices ouvrières sont armées, la marine en grande partie reste fidèle au Gouvernement qui reconquiert le centre de la péninsule, les Asturies, le pays Basque et la région de Valence. Dans le Nord, le général **Mola**, lieutenant de Franco, avait établi un gouvernement nationaliste et un point d'appui à Burgos.

La lutte devait se prolonger longtemps. Car le courage était également de part et d'autre et si Franco disposait de troupes aguerries, il n'avait pas rallié la majorité de l'opinion. Des catholiques, comme les Basques,

devaient le gouvernement régulier, qui avait eu l'habileté de leur prêter l'autonomie. Cette guerre revêtit un véritable acharnement et aux pertes des combats s'ajoutaient les massacres froidement perpétrés par les deux camps. Lorsque **Franco**, après bien des péripéties, se fut emparé de *Madrid* et eut consommé sa victoire (28 mars 1939) cette guerre civile avait coûté plus de 1.200.000 morts.

**B.) Les Nations et la guerre d'Espagne.** Dès le début du conflit (1<sup>er</sup> août 1936), la France et l'Angleterre avaient proposé un *accord international*, par lequel les grandes puissances s'engageaient à ne pas intervenir dans la guerre espagnole : vingt-huit Etats donnèrent leur adhésion, dont l'U.R.S.S., l'Allemagne et l'Italie. Mais ces puissances, en fait, interviendront quand même. Car la lutte mettait aux prises deux mystiques opposées : fascisme et communisme. De bonne heure, les gouvernements italien et allemand prêtent à Franco un concours clandestin, en lui faisant passer des avions et des chars, des spécialistes pour les armes nouvelles. C'est un champ d'expérience, où l'on met au point la tactique du bombardement en piqué. Des troupes, plus ou moins camouflées, viennent d'Allemagne et surtout d'Italie.

Quant aux Etats démocratiques, ils ne cachent pas leurs sympathies pour les républicains. De nombreux volontaires accourent de Russie, d'Angleterre et de France et constituent des *brigades internationales*, qui dominent l'esprit communiste. Mais les Gouvernements ne prennent pas officiellement position, en dépit des pressions qu'ils subissent, pour éviter une conflagration générale.

La France et la Grande-Bretagne reconnaissent le gouvernement de Franco en février 1939. Il siège à Burgos jusqu'à ce que le Cabinet britannique eut été expulsé de Madrid, le 28 mars. Une nouvelle dictature s'établissait en Espagne, mais la paix européenne était encore sauve.

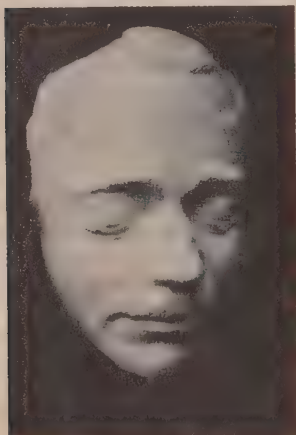
**La crise autrichienne (1938).** Dès le début de sa création par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1919), l'Autriche nouvelle, resserrée dans un territoire exigu (4.000 km<sup>2</sup>), paraissait peu viable. De bonne heure, un courant de rattachement (*Anschluss*) à l'Allemagne se fait jour parmi les socialistes. Il se heurte à la résistance des forces conservatrices et catholiques et à l'interdiction des Alliés.

Deux chanceliers successifs, Mgr **Seipel** et **Dollfuss**, luttent avec énergie pour maintenir l'Autriche et éviter son absorption par l'Allemagne. Ils s'appuient sur les chrétiens-sociaux et luttent contre les socialistes.

**Hitler** surveille attentivement les événements d'Autriche et se déclare investi « d'un grand devoir » envers sa patrie d'origine. Il favorise la formation d'un parti nazi en Autriche. Le 25 juillet 1934, le chancelier

Dollfuss est assassiné à la chancellerie. Mais Hitler est arrêté par rapidité de décision de Mussolini, qui envoie aussitôt des troupes italiennes sur le Brenner.

Schuschnigg succède à Dollfuss. Il réussit d'abord à consolider son pouvoir. Il compte sur l'Italie pour empêcher l'*Anschluss*. Mais, après l'établissement de l'axe Rome-Berlin, il comprend que son pays est perdu.



Cliche Illustration.

MASQUE MORTUAIRE  
DU CHANCELIER DOLLFUSS

Hitler proclame que « les hommes du même sang doivent appartenir au même Reich ».

Le 12 février 1938, il convoque le chancelier autrichien dans sa résidence de *Berchtesgaden* et, sous la menace, lui impose de se séparer de son ministre des Affaires étrangères, **Guido Schmeisser**, et l'oblige à accepter pour ministre de l'Intérieur, le nazi **Seiss-Inquart**. Le 9 mars, Schuschnigg décide de faire un plébiscite. Hitler le lui interdit par un ultimatum. Le chancelier d'Autriche démissionne. Il est arrêté aussitôt. **Seiss-Inquart** forme le ministère et appelle les troupes allemandes, qui rentrent à Vienne, sans coup férir. Un plébiscite approuve l'*Anschluss* par 4.273.000 « oui » contre 11.000 « non ».

*L'Europe a laissé faire. La leçon sera payée perdue.*

## 7. La crise tchécoslovaque (avril-octobre 1938).

La diversité des peuples qui composaient l'ensemble de sa population (6 millions de Tchèques, 3 millions de Slovaques, 500.000 Ukrainiens à l'est, 700.000 Hongrois en Slovaquie, 3 millions d'Allemands sur la frontière germanique : les Sudètes). La forte personnalité du président **Mazárek** et de son successeur **Benes** arrive à maintenir l'union.

Dès 1933, le nazisme s'est installé chez les Sudètes et a trouvé un champion dans la personne d'un professeur de gymnastique : **Conrad Henlein**, qui prend ses consignes à Berlin.

Le 24 avril 1938, un congrès sudète de Karlovy-Vary formule un programme de revendications en quatorze points. Le Président du Conseil **Hodza**, sous la pression britannique et française, finit par en accepter la plus grande partie. Mais les exigences de Henlein se renouvellent et prolongent systématiquement le désaccord.

La Tchécoslovaquie était une création un peu artificielle du traité de Versailles. Cet Etat souffrait de



Hitler intervient. « Le Reich n'admettra plus, dit-il à Nuremberg, qu'on puisse continuer d'opprimer trois millions d'Allemands et je prie les hommes d'Etats étrangers de croire que ce n'est pas là une simple phrase... »

La crise devient **internationale**. Car la Tchécoslovaquie est liée à la France et à la Russie par un traité d'assistance mutuelle. « Les engagements de la France seront tenus », dit notre ministre des Affaires étrangères Y. Delbos. La Russie prend également une attitude très nette.

L'Angleterre s'inquiète. Les rapports diplomatiques se tendent. L'atmosphère européenne devient orageuse. Le premier ministre anglais **Chamberlain** « foulant aux pieds tout amour-propre », prend l'avion et vient trouver Hitler, le 15 septembre, à *Berchtesgaden*. Celui-ci fait appel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le jeudi 22 septembre, nouveau voyage de Chamberlain et nouvelle entrevue avec Hitler à *Godesberg*. Le Premier ministre anglais présente la réponse déférente de la Tchécoslovaquie. Nouvelles exigences d'Hitler que Chamberlain découragea transmettra, sans les recommander.

L'échec de l'entrevue détermine la *mobilisation générale tchécoslovaque*. La France mobilise un certain nombre de classes. Le président Roosevelt intervient. Hitler ne lui répond pas. A la veille de la mobilisation allemande, Mussolini suggère l'idée d'une Conférence à quatre, de laquelle sont écartées l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. Hitler accepte.

C'est la **Conférence de Munich**, où sont présents Chamberlain et Daladier, Hitler et Mussolini. Dans la nuit du 29 au 30 septembre, on décide que l'Allemagne annexera tout le territoire sudète en procédant par étapes, sous un illusoire contrôle international.

L'opinion tchèque est frappée de stupeur. Chamberlain et Daladier rentrent chez eux, acclamés par une « foule hystérique ».

**Les conséquences sont graves.** La France perd tout crédit auprès des *petites nations*.

La France et l'Angleterre s'éloignent de l'U.R.S.S. qui montrait plus de fermeté.

L'Allemagne profite des circonstances pour annexer complètement la Tchécoslovaquie (15 mars 1939).

Les démocraties sont privées d'une alliée qui, en un point vital, disposait d'une frontière fortifiée, d'une armée de 1.500.000 soldats, de 2.000 avions et d'usines métallurgiques de premier ordre (Skoda).

Encouragé par les succès de son partenaire, **Mussolini** annexe l'**Albanie**, le vendredi-saint (12 avril 1939).

## 8. La crise polonaise et la guerre 1939-45.

Le danger qui planait sur l'Europe était éclatant. Hitler, emporté par le tourbillon de ses succès et par une mégalomanie obsédante, sans tenir le moindre compte de ses promesses, allait continuer la série de ses raptus. **Dantzig** en fut la dernière occasion. Cette « ville libre », placée sous le contrôle de la **Société des Nations**, fut dotée par les élections d'avril 1935 d'une majorité de nazis. Ceux-ci poursuivirent infatigablement, à la Diète, la nazification de la ville. Les lois hitlériennes y furent introduites en novembre 1938.



Cliché Keystone

VUE DE DANTZIG.

Au début de mars 1939, Hitler proposa à la Pologne un règlement « très modéré », disait-il. Dantzig ferait retour à l'Allemagne au point de vue politique et resterait ouverte à la vie économique polonaise. Le 21 mars, la Pologne répond par un refus. Le 31, l'Angleterre, et le 13 avril la France, confirment leur garantie des frontières polonaises. Hitler passe outre, et à la fin d'avril, il réclame le droit de construire une route et un chemin de fer à travers le *corridor* polonais.

La situation s'aggrave. Le 22 mai, l'Italie et l'Allemagne concluent le *Pacte d'acier*. Des missions militaires françaises et anglaises se rendent à Moscou pour conférer avec l'Etat-Major soviétique. Le 23 août, on apprend une nouvelle stupéfiante : la signature du *pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.* Hitler ne pouvant s'appuyer sur la Pologne pour combattre la Russie, neutralise la Russie et partage la Pologne. D'autre part, Staline, mécontent de la politique munichoise et des pourparlers de la commission militaire alliée, se tourne vers ce qu'il considère son intérêt immédiat.

La guerre est désormais toute proche. Le Pape, Léopold III de Belgique, la reine Wilhelmine, le président Roosevelt interviennent en vain. Quand l'ambassadeur polonais se présente, le 31 août à la Chancellerie, on lui dit qu'il est trop tard — et l'Allemagne annonce qu'il a refusé ses conditions (qu'il n'a jamais connues).

Le 1<sup>er</sup> septembre, à 5 h. 45 du matin, les troupes allemandes franchissent les frontières de la Pologne. Le 3 septembre, l'Angleterre à douze heures, la France à dix-sept heures, déclarent la guerre à l'Allemagne.

Cette année de 1939, où ce manuel doit se clore, voit s'engager la plus formidable guerre de l'histoire. C'est d'abord le conflit des Etats libres contre les dictatures. Ils reçoivent des coups massifs et presque mortels pour la France. Puis la Russie soviétique attaquée par l'Allemagne en 1941, l'Amérique en 1942 rejoignent le camp des démocraties et leur fournissent l'appoint gigantesque de leur puissance et de leur courage.

En 1945, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont écrasées et conduites à la capitulation sans conditions. Mussolini est pendu à l'égal d'un boucher et Hitler est enseveli sous les cendres de sa capitale. Telle est la leçon que laisse au monde leur sanglante mégalomanie.

## APPENDICE

### Le Bureau International du Travail

Convaincue de l'importance des questions économiques et sociales dans le monde moderne, la S.D.N. a créé le Bureau International du Travail (B.I.T.). Cet organisme, établi à Genève, est chargé de centraliser et de distribuer toutes les informations relatives à la réglementation du régime du travail dans les différents pays. Mais son objet principal est l'étude des questions à soumettre à la Conférence Générale du Travail, formée de représentants patronaux et ouvriers de tous les Etats membres de la S.D.N.

La Conférence procède par recommandations particulières à tel ou tel Etat membre, l'invitant à modifier, en ce qui le concerne, les règles propres de son Droit du Travail. Elle soumet également aux Etats membres des projets de conventions internationales relatives à des dispositions d'intérêt général.

Le B.I.T. reçoit les réclamations transmises par les organisations professionnelles contre les Gouvernements membres de la S.D.N. qui n'observent pas les conventions internationales auxquelles ils ont donné leur adhésion et leur fait part de ces réclamations.

Jusqu'en 1939, ce Bureau n'a pas montré une influence décisive.

TABLEAUX SYNCHRONIQUES DES FAITS PRINCIPAUX DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

I. — LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

A. FRANCE.

B. AUTRES PAYS

| DATES  | HISTOIRE INTÉRIEURE   | HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE  | B. AUTRES PAYS                              |
|--|---|---|---|
| 1789 : 5 mai.<br>14 juillet<br>4 août  | Réunion des États généraux à Versailles<br>Prise de la Bastille<br>Abolition des privilèges   |   |   |
| 1790 : 12 juillet<br>14 juillet<br>27 novembre   | Vote de la Constitution civile du Clergé<br>Fête de la Fédération<br>Décret sur le serment constitutionnel  |   | Soulèvement des Belges<br>contre l'Autriche |
| 1791 : 20-21 juin<br>27 août<br>30 septembre<br>1 <sup>er</sup> octobre  | Fuite et arrestation de Louis XVI à Varennes<br>Fin de l'Assemblée Constituante<br>Réunion de l'Assemblée Législative   | Déclaration de Pillnitz (Autriche et Prusse)  |   |
| 1792 : 20 avril<br>avril-mai<br>20 juin<br>11 juillet<br>25 juillet<br>10 août<br>30 août<br>2-6 septembre<br>20 septembre<br>21 septembre<br>6 novembre | Invasion des Tuileries<br>Déclaration de la patrie en danger<br>Chute de la royauté<br>Massacres dans les prisons<br>Fin de la Législative<br>Réunion de la Convention. Abolition de la royauté | Déclaration de guerre à l'Autriche<br>Échecs français en Belgique<br>Manifeste de Brunswick<br>Investissement de Verdun<br>Bataille de Valmy<br>Victoire de Jemmapes. Occupation de la Belgique |   |
| 1793 : 21 janvier<br>23 janvier<br>février-mars<br>10 mars<br>18 mars<br>5 avril<br>2 juin<br>24 juin  | Exécution de Louis XVI<br>Soulèvement de la Vendée<br>Chute des Girondins<br>Constitution de 1793   | Première coalition contre la France<br>Défaite de Nerwinden. Perte de la Belgique<br>Trahison de Dumouriez  | 2 <sup>e</sup> partage de la Pologne        |



|                              |   |   |                                      |
|------------------------------|---|---|--------------------------------------|
| 16 août                      | Levée en masse                                  | Victoire d'Hondschoote  | Soulèvement de la Pologne            |
| septembre                    | Loi du maximum. Loi des suspects                | Victoire de Wattignies  |                                      |
| octobre                      | Soumission de Lyon. Exécution des Girondins     | Victoire de Wissembourg   |                                      |
| décembre                     | Défaite des Vendéens                            |   |                                      |
| 1794 : 24 mars               | Exécution des Hébertistes.                      |   |                                      |
| 5 avril                      | Exécution des Dantonistes                       |   |                                      |
| 10 juin                      | Loi du 22 prairial : grande Terreur             | Victoire de Fleurus. Réoccupation de la Belgique                          |                                      |
| 26 juin                      |   | Réoccupation de la rive gauche du Rhin                                    |                                      |
| 27 juillet                   | (9 thermidor). Chute de Robespierre             |   |                                      |
| fin 1794                     | Renaissance religieuse                          |   |                                      |
| 1795 : 1 <sup>er</sup> avril | Émeute jacobine du 12 germinal                  | Traité de Bâle avec la Prusse   | 3 <sup>e</sup> partage de la Pologne |
| 5 avril                      | Émeute du 1 <sup>er</sup> prairial              |   |                                      |
| 20 mai                       | Vote de la Constitution de l'an III             | Campagnes d'Allemagne et d'Italie   |                                      |
| 22 août                      | Décret des Deux Tiers                           | Victoires de Bonaparte à Montenotte, Dego, Mondovi. Armistice de Cherasco |                                      |
| 30 août                      | Insurrection du 13 vendémiaire                  | Victoire de Lodi. Conquête du Milanais                                    |                                      |
| 5 octobre                    | Fin de la Convention                            | Défaite de Jourdan à Wursbourg. Retraite de Moreau                        |                                      |
| 24 octobre                   |   | Victoires de Bonaparte à Castiglione, Bassano, Arcole et Rivoli           |                                      |
| 26 octobre                   |   | Capitulation de Mantoue   |                                      |
| 1796 : avril                 |   | Armistice de Léoben   |                                      |
| mai                          | Arrestation de Babeuf                           | Traité de Campo Formio  |                                      |
| septembre                    | Soulèvement du camp de Grenelle                 | Victoire des Pyramides  |                                      |
| août à janvier 1797          |   | Désastre d'Aboukir  |                                      |
| 1797 : février               | Élections de l'an III favorables aux Modérés    | Formation de la deuxième coalition  |                                      |
| avril                        | Coup d'État du 18 fructidor contre les Modérés  | Expédition de Bonaparte en Syrie  |                                      |
| 4 septembre                  |   |   |                                      |
| 17 octobre                   |   |   |                                      |
| 1798 : 11 mai                | Coup d'État du 22 floréal contre les Jacobins   | Victoire d'Aboukir  | Perte de l'Italie                    |
| 21 juillet                   |   | Défaite de Joubert à Novi   |                                      |
| 1 <sup>er</sup> août         |   |   |                                      |
| fin 1798                     |   |   |                                      |
| 1799 : février-mai           | Coup d'État du 30 prairial contre le Directoire |   |                                      |
| 18 juin                      |   |   |                                      |
| 22 juillet                   |   |   |                                      |
| 15 août                      |   |   |                                      |

| DATES  | HISTOIRE INTÉRIEURE  | HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE  |  |
|--|--|---|--|
| 1799 : 25 septembre<br>9 novembre<br>décembre                        | .....<br>Coup d'État du 18 brumaire. Fin du Directoire<br>Constitution de l'an VIII<br>.....<br>.....          | Victoire de Masséna à Zurich  |  |
| 1800 : 14 juin<br>3 décembre   | .....  | Victoire de Marengo<br>Victoire de Hohenlinden  |  |
| 1801 : 9 février<br>11 mars<br>15 juillet                            | .....<br>Signature du Concordat.....   | Paix de Lunéville avec l'Autriche<br>.....  | Assassinat du tsar<br>Paul I <sup>er</sup> |
| 1802 : 25 mars<br>août   | .....<br>Consulat à vie. Constitution de l'an X<br>.....   | Paix d'Amiens avec l'Angleterre   |  |
| 1803   | .....  | Recez de Francfort. Rupture avec l'Angleterre<br>Organisation du camp de Boulogne   |  |
| 1804   | Complot de Cadoudal<br>Exécution du duc d'Enghien<br>Établissement de l'Empire<br>Sacré de l'Empereur<br>..... |   |  |
| 1805 : août<br>20 octobre<br>21 octobre<br>2 décembre<br>26 décembre | .....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....  | Formation de la 3 <sup>e</sup> coalition<br>Capitulation d'Ulm<br>Défaite navale de Trafalgar<br>Victoire d'Austerlitz<br>Paix de Presbourg avec l'Autriche   |  |
| 1806 :   | .....  | Confédération du Rhin.....  | Fin du St-Empire ger-<br>manique           |
| 1807 : 8 février<br>14 juin<br>9 juillet<br>novembre                 | Suppression du Tribunal<br>.....<br>.....<br>.....   | Formation de la 4 <sup>e</sup> coalition<br>Victoires d'Iéna et d'Auerstaedt<br>Entrée de Napoléon à Berlin<br>Décret de Berlin. Blocus continental<br><br>Bataille d'Eylau<br>Victoire de Friedland<br>Paix de Tilsitt. Alliance avec la Russie<br>Expédition de Portugal<br>Décret de Milan. Renforcement du blocus |  |

|        |  |   |   |
|--------|--|---|---|
| 1808 : | 20 avril<br>mai<br>juillet-août<br>27 septembre<br>4 novembre<br>4 décembre                                  | Organisation de l'Université<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....                            | Entrevue de Bayonne<br>Soulèvement de l'Espagne<br>Capitulations de Baylen et de Cintra<br>Entrevue d'Erfurt<br>Napoléon en Espagne<br>Capitulation de Madrid   |
| 1809 : | février<br>19-23 avril<br>17 mai<br>21 mai<br>6 juillet<br>14 octobre<br>décembre                            | .....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....<br>Divorce de Napoléon                                     | Formation de la 5° coalition<br>Campagne de Bavière. Eckmühl<br>Confiscation des États du Pape<br>Bataille d'Essling<br>Victoire de Wagram<br>Paix de Vienne avec l'Autriche  |
| 1810 : | 1 <sup>er</sup> avril<br>9 juillet   | Napoléon épouse Marie-Louise<br>.....   | La Hollande réunie à la France  |
| 1811 : | 20 mars<br>juin  | Naissance du roi de Rome<br>Concile national de Paris<br>.....<br>.....<br>Attentat de Malet à Paris<br>..... | Campagne de Russie. Napoléon franchit le Niemen<br>Bataille de la Moskowa<br>Entrée de Napoléon à Moscou<br><br>Retraite de Russie  |
| 1812 : | 24 juin<br>7 septembre<br>15 septembre<br>20 octobre<br>oct.-décembre  | .....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....   | 6° coalition contre la France<br>Victoires de Lutzen et Bautzen<br>Armistice de Pleiswitz<br>Victoire de Dresde<br>Bataille de Leipzig. Évacuation de l'Allemagne<br>Déclaration des Alliés à Francfort                     |
| 1813 : | février<br>mai<br>4 juin<br>27 août<br>16-19 octobre<br>4 décembre   | .....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....<br>.....  | Début de la campagne de France<br>Congrès de Châtillon<br>Victoires de Champaubert, Montmirail, Cha-teau-Thierry, Vauchamps, Montereau<br>Échec de Napoléon devant Laon<br>Échec à Arcois-sur-Aube<br>Capitulation de Paris |
| 1814 : | 1 <sup>er</sup> janvier<br>4 février<br>10-18 février<br>9 mars<br>19-20 mars<br>30 mars<br>6 avril<br>3 mai | Abdication de Fontainebleau<br>Entrée de Louis XVIII à Paris  |   |

| DATES  | HISTOIRE INTÉRIEURE  | HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE  |
|--|--|---|
| 1814 : 30 mai<br>4 juin<br>novembre  | Charte de 1814   | 1 <sup>er</sup> traité de Paris (frontières de 1792)<br>Congrès de Vienne   |
| 1815 : 1 <sup>er</sup> mars<br>20 mars<br>25 mars<br>9 juin<br>16 juin<br>18 juin<br>22 juin<br>8 juillet<br>20 novembre | Napoléon débarque au golfe Jouan<br>Napoléon à Paris. Les Cent-Jours<br><br>Seconde abdication de Napoléon<br>Louis XVIII rentre à Paris | 7 <sup>e</sup> coalition contre la France<br>Acte final du Congrès de Vienne<br>Campagne de Belgique. Ligny<br>Désastre de Waterloo<br><br>2 <sup>e</sup> traité de Paris |

## II. — De 1815 à 1848.

| DATES        | FRANCE  | ANGLETERRE ET<br>BELGIQUE       | ESPAGNE ET ITALIE                                      | PRUSSE, AUTRICHE,<br>RUSSIE                          | ORIENT                   | AUTRES PAYS                              |
|--------------|---|---------------------------------|--|--|--------------------------|--|
| 1815<br>1816 | Terreur Blanche.<br>Dissolution de la Chambre<br>introuvable.                   | Angleterre : agitation radicale |  |  | Révolution de la Serbie  |  |
| 1818         | Libération du territoire, loi<br>militaire                                      |                                 |  | Congrès d'Aix-la-Chapelle (affaires de France)       |                          |  |
| 1819<br>1820 | Loi libérale sur la presse.<br>Assassinat du duc de Berry.                      | Avènement de George IV          | Révolution militaire en Espagne à Naples et au Piémont | Congrès de Carlsbad et Vienne (affaires d'Allemagne) |                          | L'Espagne cède la Floride aux États-Unis |
| 1821         | 2 <sup>e</sup> ministère Richelieu. Loi<br>du double vote<br>Ministère Villèle. |                                 |  | Congrès de Troppau et Leibach (affaires d'Italie)    | Insurrection de la Grèce |  |
| 1822         | Complots militaires.  | Les tories réformistes. Canning |  | Congrès de Vérone (affaires d'Espagne)               |                          |  |





| DATES | FRANCE  | ANGLETERRE ET BELGIQUE  | ESPAGNE ET ITALIE | PRUSSE, AUTRICHE, RUSSIE | ORIENT | AUTRES PAYS                         |
|-------|---|-------------------------|-------------------|--------------------------|--------|-------------------------------------|
| 1844  | Affaire Pritchard                                 | Arrestation d'O'Connell |                   |                          |        |                                     |
| 1846  | Victoire de l'Isly                                | Libre Echange           |                   |                          |        |                                     |
| 1847  | Mariages espagnols. Rupture de l'Entente cordiale |                         |                   |                          |        |                                     |
| 1848  | Campagne des banquets. Soumission d'Abd-el-Kader  |                         |                   |                          |        |                                     |
|       | Chute de Louis-Philippe                           |                         |                   |                          |        | Guerre des États-Unis et du Mexique |

### III. — De 1848 à 1852.

| DATES                 | FRANCE                               | ITALIE  | PRUSSE ET ALLEMAGNE                                  | AUTRICHE                                      | AUTRES PAYS |
|-----------------------|--------------------------------------|---|--|---|-------------|
| 1848: janv.-fév. mars | Gouvernement provisoire              | Mouvement libéral en Italie, Naples, Piémont, Milan, Venise | Révolution à Berlin. Mouvement unitaire en Allemagne | Révolution à Vienne, Prague et Buda-Pest      |             |
| avril                 | Assemblée constituante               |   | Parlement de Francfort                               | Fuite de Metternich                           |             |
| mai                   | Ateliers nationaux                   |   |  | Soulèvement des Hongrois                      |             |
| juin                  | Insurrection ouvrière                | Défaite des Piémontais à Custoza                            |  | Avènement de François-Joseph                  |             |
| juillet               |                                      | Révolution à Rome.  |  | Guerre de Hongrie. Capitulation des Hongrois. |             |
| déc.                  | Élection de Louis-Napoléon           | Fuite du Pape   | Le roi de Prusse élu empereur d'Allemagne.           | Répression violente.                          |             |
| 1849                  | Assemblée législative                | Novare. Prise de Rome par les Français                      | Refus de la couronne. Essai d'union restreinte       |   |             |
| 1850                  | Loi sur la liberté de l'enseignement |   | Capitulation d'Olmütz.                               |   |             |
| 1851                  | Coup d'État du 2 décembre            |   |  |   |             |
| 1852                  | Constitution de 1852                 |   |  |   |             |

# IV. — De 1852 à 1875.

| DATES                         | FRANCE   | ANGLETERRE   | EUROPE CENTRALE   | EUROPE ORIENTALE  | ASIE ET AMÉRIQUE                                       |
|-------------------------------|--|--|---|---|--|
| 1852 : 2 déc.<br>1853<br>1854 | Rétablissement de l'Empire<br>Occupation de la Nouvelle-Calédonie.<br>Conquête du Sénégal de 1854 à 1867 | .....  | Ministère Bach en Autriche  | Querelle des lieux saints<br>Guerre de Crimée. Siège de Sébastopol              | Le Japon s'ouvre au commerce étranger                  |
| 1855                          | .....  | .....  | Le Piémont intervient en Crimée   | Mort de Nicolas I <sup>er</sup> . Prise de Sébastopol                           |  |
| 1856<br>1857                  | Apogée de l'Empire.<br>Soumission de la Kabylie  | Inde : Révolte des Cipayes.<br>Conquête des approches 1858-1875. | Cavour au Congrès de Paris  | Congrès et traité de Paris  |  |
| 1858                          | Attentat d'Orsini.<br>Prise de Saïgon  | .....  | Entrevue de Plombières...   | Russie : affranchissement des serfs de la couronne (1858) de la noblesse (1861) | Expédition franco-anglaise en Chine 1858-1860          |
| 1859                          | .....  | .....  | Guerre d'Italie<br>Ultimatum de l'Autriche au Piémont<br>Magenta-Solférino..... | La Russie occupe la région du Caucase   |  |
| .....                         | .....  | .....  | Armistice de Villafranca<br>La Lombardie au Piémont                             |   |  |
| .....                         | .....  | .....  | Traité de Zurich  |   |  |
| 1860 :                        | Débuts de l'Empire libéral. Annexion de la Savoie et de Nice   | .....  | Annexion de l'Italie centrale au Piémont.                                       |   | Élection de Lincoln : États-Unis                       |
| avr.-nov.<br>18 sept.         | Expédition de Syrie.....   | .....  | Expédition des Mille Castelfidardo  |   |  |
| .....                         | .....  | .....  | Annexion de l'Italie du Sud, des Marches et de l'Ombrie                         |   |  |
| 1861                          | Affaire du Mexique (1861-1867).....  | .....  | Proclamation du royaume d'Italie  | Unité de la Roumanie....  | États-Unis : Guerre de Sécession.                      |
| 1862                          | Occupation de la Cochinchine (1862-1867)   | .....  | Prusse: Bismarck ministre   |   | Abolition de l'esclavage                               |
| 1863<br>1864                  | Protectorat du Cambodge.....<br>Convention du 15 septembre avec l'Italie                                 | .....  | .....   | Insurrection de la Pologne<br>Pénétration russe dans le Turkestan               |  |
| 1865                          | .....  | .....  | Convention de Gastein..   | .....   | Défaite des Sudistes.<br>Fin de la guerre de Sécession |

| DATES                  | FRANCE  | ANGLETERRE   | EUROPE CENTRALE  | EUROPE ORIENTALE | ASIE ET AMÉRIQUE   |
|------------------------|---|--|--|------------------|--|
| 1866 :                 |   |  |  |                  |  |
| 3 juill.<br>juin-juil. |   |  | Alliance Italo-prussienne.<br>Rupture avec l'Autriche.<br>Désastre de Sadowa     |                  | Assassinat de Lincoln.<br>Le parti républicain<br>au pouvoir 1865-1884                         |
| 23 août                |   |  | Italie battue à Castozza et<br>Lissa<br>Paix de Prague. La Vénétie<br>à l'Italie |                  |  |
| 1867 :                 | Exposition Universelle. Affaire du<br>Luxembourg  | N <sup>ue</sup> réforme<br>électorale.<br>Confédération<br>du Canada | Confédération de l'Alle-<br>magne du Nord<br>Compromis austro-hon-<br>grois      |                  |  |
| 3 nov.                 | Mentana<br>Réoccupation de Rome<br>Nouvelles concessions libérales.<br>Loi militaire Niel | Ministère Glad-<br>stone   |  |                  | Révolution japonaise.<br>Triomphe du Mikado.<br>L'ère du progrès<br>Transformation du<br>Japon |
| 1868                   |   |  |  |                  |  |
| 1869<br>1870 :         | Succès de l'opposition.<br>Ministère Émile Ollivier                                       | 1 <sup>re</sup> loi agraire<br>pour l'Irlande                        |  |                  |  |
| 2 juill.               | Candidature Hohenzollern au trône<br>d'Espagne  |  |  |                  |  |
| 19 juill.              | Guerre franco-allemande   |  |  |                  |  |
| août                   | Perte de l'Alsace et de la Lorraine   |  |  |                  |  |
| 1 <sup>er</sup> sept.  | Désastre de Sedan   |  |  |                  |  |
| 4 sept.                | Chute de l'Empire.  |  |  |                  |  |
| 27 oct.                | Capitulation de Metz  |  |  |                  |  |
| sept.-janv.            | Siège de Paris  |  |  |                  |  |
| oct.-janv.             | La guerre en province   |  |  |                  |  |
| 1871 : 18 janv.        |   |  | 20 sept. : Les Italiens occu-<br>pent Rome                                       |                  |  |
| 28 janv.               | Capitulation de Paris   |  |  |                  |  |
| 8 févr.                | Élection Assemblée Nationale  |  |  |                  |  |
| 26 févr.               | Préliminaires de paix   |  |  |                  |  |
| 10 mai                 | Traité de Francfort   |  |  |                  |  |
| 18 mars-28 mai         | La Commune  |  |  |                  |  |
| 1872                   | Loi militaire   |  | Proclamation de l'Empire<br>allemand à Versailles                                |                  |  |
| 1873                   | Libération du territoire  |  |  |                  |  |
| 1873 : 24 mai          | Chute de Thiers. Échec de la Restau-<br>ration  |  | Italie : loi des garanties<br>Entente des 3 Empereurs                            |                  |  |
| 1875                   | Vote des lois constitutionnelles. Crise<br>franco-allemande                               |  |  |                  | Réveil de la question d'O-<br>rient  |



# V. — De 1875 à 1939.

| DATES                | FRANCE   | ANGLETERRE  | EUROPE CENTRALE                                  | EUROPE ORIENTALE | AUTRES PAYS   |
|----------------------|--|---|--|------------------|---|
| 1876                 | Pénétration en A.O.F.                                |   |  |                  |   |
| 1877 : 16 mai        | Ministère du duc de Broglie                          |   |  |                  |   |
| 1879 : 30 janvier    | Démission de Mac-Mahon                               |   |  |                  |   |
| 1881                 | Grévy, président de la République                    |   |  |                  |   |
| 1882                 | Protectorat sur la Tunisie                           |   |  |                  |   |
| 1883                 | Protectorat sur l'Annam                              |   |  |                  |   |
| 1884                 | Loi sur les syndicats                                |   |  |                  |   |
| 1888                 | Crise boulangiste (1888-1889)                        |   |  |                  |   |
| 1889                 | Scandale de Panama                                   |   |  |                  |   |
| 1892                 | Le Ralliement  |   |  |                  |   |
| 1896                 | Madagascar devient colonie                           |   |  |                  |   |
| 1897                 | Expédition Marchand au centre de l'Afrique (Fachoda) |   |  |                  |   |
| 1898                 | Affaire Dreyfus (1898-1899)                          |   |  |                  |   |
| 1899                 | Ministère Waldeck-Rousseau                           |   |  |                  |   |
| 1901 : décembre      | Loi sur les Associations                             |   |  |                  |   |
| 1904                 | Pénétration au Maroc                                 | Accord franco-anglais                               | Conférence d'Algésiras.                          |                  | Alliance franco-russe                               |
| 1905 : décembre      | Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat           |   |  |                  |   |
| 1907                 | Triple Entente (France, Russie, Angleterre)          |   | Agadir   |                  |   |
| 1911                 | Protectorat sur le Maroc                             |   |  |                  |   |
| 1912                 | Poincaré, président de la République                 |   |  |                  |   |
| 1914 : 28 juin       |  |   |  |                  |   |
| 28 juillet           |  |   |  |                  |   |
| 1 <sup>er</sup> août |  |   | Attentat de Sarajevo                             |                  |   |
| 3 août               |  |   | Ultimatum de l'Autriche à la Serbie              |                  |   |
| 4 août               |  |   | Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie |                  |   |
|                      |  |   | Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France |                  |   |
| 26/29 août           |  | Déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne |  |                  | Défaite des Russes à Tannenberg                     |
| 6/13 sept. sept.     | Bataille de la Marne                                 |   |  |                  | 7/9 septembre : défaite des Russes aux lacs Mazures |
| 1915 : avril         |  | Echec des Alliés aux Dardanelles                    |  |                  | Victoire des Russes en Galicie                      |

| DATES                            | FRANCE  | ANGLETERRE                       | EUROPE CENTRALE              | EUROPE ORIENTALE                        | AUTRES PAYS                        |
|----------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------|---|------------------------------------|
| 1915 : mai<br>octobre            |   |                                  |                              |   |                                    |
| 1916 : fév.-sept.                | Bataille de Verdun  | Jun : bataille navale du Jutland | Entrée en guerre de l'Italie | Entrée en guerre de la Bulgarie         |                                    |
| juil.-oct.                       | Bataille de la Somme  |                                  |                              |   |                                    |
| 1917 : mars<br>avril             | Echec français entre l'Oise et Reims  |                                  |                              |   |                                    |
| octobre                          | Offensive allemande en Picardie   |                                  |                              |   |                                    |
| 1918 : mars<br>juillet           | Offensive allemande en Champagne  |                                  |                              |   |                                    |
| 11 nov.                          | Bataille de France  |                                  |                              |   |                                    |
| 1919 : 18 janvier<br>28 juin     | Armistice : Victoire des Alliés   |                                  |                              |   |                                    |
| 1920 : septembre                 | Conférence de la Paix   |                                  |                              |   |                                    |
| 1922 : janvier<br>octobre        | Traité de Versailles<br>Millerand, président de la République<br>Ministère Poincaré |                                  |                              |   | Entrée en guerre des Etats-Unis    |
| 1924 : mai                       | Doumergue président de la République  |                                  |                              |   |                                    |
| juin                             | Victoire du Cartel des gauches  |                                  |                              |   |                                    |
| 1926 : juillet                   | Retour de Poincaré au pouvoir   |                                  |                              |   |                                    |
| 1928                             | Pacte Briand-Kellogg  |                                  |                              |   |                                    |
| 1929                             | Ministères modérés : Tardieu, Laval   |                                  |                              |   |                                    |
| 1932                             | Retour des gauches au pouvoir   |                                  |                              |   |                                    |
| 1933 : novembre                  |   |                                  |                              |   |                                    |
| 1934 : 6 février<br>25 juillet   | Manifestations à Paris  |                                  |                              |   |                                    |
| 1935                             |   |                                  |                              |   |                                    |
| 1936                             |   |                                  |                              |   |                                    |
| 1938 : 5 mars                    |   |                                  |                              |   |                                    |
| 29 30 sept.                      |   |                                  |                              |   |                                    |
| 1940 : 15 mars                   |   |                                  |                              |   |                                    |
| 12 avril                         |   |                                  |                              |   |                                    |
| 23 août<br>1 <sup>er</sup> sept. |   |                                  |                              |   |                                    |
| 3 sept.                          | Déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre à l'Allemagne                 |                                  |                              | Tension entre la Pologne et l'Allemagne |                                    |
|                                  |   |                                  |                              |   | Guerre civile en Espagne 1936-1939 |

# TABLE DES GRAVURES

|                                   |    |   |     |
|-----------------------------------|----|---|-----|
| Louis XVI .....                   | 6  | Bonaparte.....                            | 81  |
| Marie-Antoinette .....            | 7  | Bonaparte à Rivoli.....                   | 82  |
| Galerie des glaces.....           | 13 | Kléber (1753-1800).....                   | 85  |
| Salon de Mme Geoffrin.....        | 13 | Signature du Concordat.....               | 92  |
| Jean-Jacques Rousseau.....        | 15 | Chateaubriand .....                       | 93  |
| Costume de cérémonies de Mes-     |    | Le général Desaix (1768-1800).....        | 94  |
| sieurs les Députés des trois      |    | Napoléon à la Malmaison.....              | 96  |
| Ordres aux États Généraux.....    | 21 | Le sacre de Napoléon.....                 | 100 |
| Procession pour l'ouverture des   |    | Napoléon 1 <sup>er</sup> en costume d'ap- |     |
| États Généraux .....              | 22 | parat .....                               | 103 |
| Qu'est-ce que le Tiers-Etat?...   | 23 | Le Premier Consul franchissant            |     |
| Mirabeau et le marquis de         |    | le mont Saint-Bernard.....                | 105 |
| Dreux-Brézé.....                  | 24 | Pie VII .....                             | 106 |
| Arrestation du gouverneur de la   |    | Mariage de Napoléon et de Ma-             |     |
| Bastille .....                    | 25 | rie-Louise.....                           | 107 |
| Nuit du 4 au 5 août 1789 ou le    |    | Nelson (1758-1805).....                   | 111 |
| délire patriotique.....           | 26 | Grenadier de la Garde en tenue            |     |
| La Fayette .....                  | 27 | de parade.....                            | 112 |
| Déclaration des Droits.....       | 28 | Murat .....                               | 113 |
| Mirabeau dans son cabinet de      |    | Bertrand .....                            | 113 |
| travail .....                     | 30 | Lannes .....                              | 113 |
| Fête de la Fédération.....        | 32 | Berthier .....                            | 113 |
| Le rôle du roi d'après la Consti- |    | Davout (1770-1823).....                   | 114 |
| tution de 1791.....               | 34 | Masséna (1758-1817).....                  | 115 |
| Un assignat .....                 | 35 | Napoléon à l'éna.....                     | 117 |
| Dumouriez (1739-1823).....        | 42 | La ponction prussienne.....               | 118 |
| L'assaut donné aux Tuileries le   |    | Napoléon devant Madrid .....              | 121 |
| 10 août.....                      | 46 | Napoléon à Wagram.....                    | 123 |
| La famille royale conduite au     |    | Austerlitz .....                          | 125 |
| Temple .....                      | 47 | Sceau de l'Empire Français...             | 127 |
| Kellermann (1739-1823).....       | 51 | Eugène de Beauharnais (1781-              |     |
| Le ménage Roland.....             | 54 | 1824) .....                               | 129 |
| Danton.....                       | 55 | Ney à l'arrière-garde pendant la          |     |
| Le duc de Chartres à Jem-         |    | retraite de Russie.....                   | 133 |
| mapes .....                       | 57 | 1814 .....                                | 137 |
| Vergniaud (1753-1793).....        | 58 | Schwarzenberg (1771-1820)...              | 138 |
| Marat à la tribune.....           | 58 | Napoléon signe son abdication.            | 139 |
| Charlotte Corday (1768-1793).     | 59 | Napoléon fait ses adieux à sa garde       | 139 |
| Fouquier-Tinville (1747-1795).    | 60 | L'Impératrice Marie-Louise...             | 140 |
| L'appel des derniers condamnés.   | 61 | Le Roi de Rome.....                       | 140 |
| Lazare Carnot (1753-1823).....    | 62 | Le retour de l'Île d'Elbe.....            | 145 |
| Maximilien Robespierre.....       | 64 | Wellington (1759-1852).....               | 146 |
| Saint-Just (1767-1794).....       | 65 | Le général Blücher-(1742-1819).           | 146 |
| Louis XVII .....                  | 66 | Talleyrand (1754-1838).....               | 149 |
| La journée du 13 vendémiaire.     | 68 | Tombeau de Napoléon aux Inva-             |     |
| Dernier portrait de Louis XVI.    | 72 | lides .....                               | 155 |
| Les Incroyables.....              | 76 | Louis XVIII (1755-1824).....              | 157 |
| Barthélemy en costume de di-      |    | Fouché (1763-1820) .....                  | 158 |
| recteur.....                      | 77 | Gouvion-Saint-Cyr (1764-1830).            | 159 |
| Bonaparte aux Cinq Cents.....     | 78 | Richelieu (1766-1822).....                | 160 |
| Hoche (1768-1797).....            | 80 | Polignac (1771-1847) .....                | 160 |
| Marceau (1769-1796).....          | 80 | Villèle (1773-1854).....                  | 161 |

|   |     |  |     |
|---|-----|--|-----|
| Decazes (1780-1860) . . . . .   | 161 | Prise du fort Saint-Xavier à Puebla                            | 233 |
| Le sacre de Charles X. . . . .  | 162 | Victor-Emmanuel II (1820-1878).                                | 236 |
| L'expulsion de Manuel (3 mars 1823) . . . . .                           | 163 | Cavour (1810-1861). . . . .                                    | 237 |
| Pèlerinage au Mont-Valérien. . .  | 164 | L'entrée solennelle à Milan. . .                               | 238 |
| Charles X (1757-1836). . . . .  | 165 | Bataille de Solferino (24 juin 1859)                           | 238 |
| Le duc d'Orléans partant pour l'Hôtel de Ville (31 juillet 1830).       | 167 | Guiseppi Garibaldi (1807-1882). .                              | 239 |
| Louis-Philippe I <sup>er</sup> , roi des Français (1773-1850) . . . . . | 171 | La Moricière (1806-1865). . . . .                              | 240 |
| Casimir Périer (1777-1832). . . .                                       | 172 | Pie IX (1792-1878). . . . .                                    | 243 |
| La rue Transnonain (15 avril 1834).                                     | 173 | Guillaume I <sup>er</sup> (1797-1888). . . . .                 | 246 |
| Guizot (1787-1874). . . . .   | 174 | Bismarck (1815-1898). . . . .                                  | 247 |
| Montalembert (1810-1870). . . . .                                       | 175 | De Moltke (1800-1891). . . . .                                 | 247 |
| Lamennais (1782-1854). . . . .  | 176 | Les Cuirassiers de Reichshoffen. .                             | 251 |
| Louis-Philippe et ses fils. . . . .                                     | 177 | Mac-Mahon (1808-1893). . . . .                                 | 252 |
| Ampère (1775-1836). . . . .   | 183 | Trochu (1815-1896). . . . .                                    | 252 |
| La première locomotive tubulaire.                                       | 184 | Chanzy (1823-1883). . . . .                                    | 253 |
| Proudhon (1809-1863). . . . .   | 185 | Prise de Malakoff. . . . .                                     | 259 |
| Le prince de Metternich (1773-1859) . . . . .                           | 189 | George IV (1762-1830) . . . . .                                | 263 |
| Ferdinand VII (1784-1833). . . . .                                      | 189 | La reine Victoria (1819-1901). . .                             | 266 |
| Méhémét-Ali (1769-1849). . . . .  | 190 | Gladstone (1809-1898). . . . .                                 | 267 |
| Les massacres de Chio. . . . .  | 191 | Richard Cobden (1804-1865). . . .                              | 267 |
| Bataille de Navarin (20 octobre 1827) . . . . .                         | 192 | Nicolas I <sup>er</sup> (1796-1855). . . . .                   | 273 |
| Léopold I <sup>er</sup> , roi des Belges (1790-1866) . . . . .          | 194 | Alexandre II (1818-1881). . . . .                              | 274 |
| Prise de Constantine (13 octobre 1837) . . . . .                        | 196 | L'ordre règne à Varsovie. . . . .                              | 275 |
| Bugeaud (1784-1849). . . . .  | 197 | Gortchakoff (1798-1883). . . . .                               | 278 |
| Prise de la Smalah. . . . .   | 199 | L'empereur François-Joseph (1830-1917) . . . . .               | 283 |
| Lamartine à l'Hôtel de Ville. . . .                                     | 203 | Le fort Bridger. . . . .                                       | 289 |
| La lutte de rues. . . . .   | 204 | San-Francisco . . . . .  | 289 |
| Le général Cavaignac (1802-1857).                                       | 205 | Abraham Lincoln (1809-1865) . .                                | 290 |
| Ledru-Rollin (1808-1875). . . . .                                       | 205 | Attaque d'une diligence par les Indiens . . . . .              | 292 |
| Le comte de Falloux (1811-1886)   | 207 | Chemin de fer attaqué par des bisons . . . . .                 | 292 |
| Le général Changarnier (1793-1877)                                      | 207 | Match entre la locomotive Tom Thumb et une voiture à cheval. . | 293 |
| Persigny (1808-1872). . . . .   | 208 | L'avènement de la démocratie. . .                              | 293 |
| Maupas (1818-1888). . . . .   | 208 | Lé temple des cinq cents dieux à Canton . . . . .              | 298 |
| Charles-Albert, roi de Sardaigne (1798-1849) . . . . .                  | 213 | La façade européenne du Japon. .                               | 300 |
| Le siège de Rome (20 juin 1849). .                                      | 214 | L'Impératrice en robe du couronnement . . . . .                | 301 |
| Buda-Pest : le Palais royal. . . . .                                    | 216 | Monseigneur Darboy (1813-1871).                                | 306 |
| Rentrée de Louis-Napoléon à Paris (16 octobre 1852) . . . . .           | 222 | Thiers (1797-1877). . . . .                                    | 308 |
| Napoléon III, empereur des Français (1808-1873). . . . .                | 223 | Le comte de Chambord (1820-1883) . . . . .                     | 309 |
| L'Impératrice Eugénie (1826-1920)                                       | 224 | Le duc de Broglie (1821-1901). . .                             | 309 |
| Le duc de Morny (1811-1865). . . .                                      | 225 | La basilique du Vœu National à Montmartre . . . . .            | 310 |
| Rochefort (1830-1913). . . . .  | 225 | Marcelin Berthelot (1827-1907). .                              | 314 |
| Émile Ollivier (1825-1913). . . . .                                     | 226 | Claude Bernard (1813-1878). . . .                              | 315 |
| Prise de Laghouat (2 déc. 1852). .                                      | 231 | Pasteur (1822-1895). . . . .                                   | 316 |
|   |     | Ferdinand de Lesseps (1804-1894).                              | 317 |
|   |     | Branly (1846-1940). . . . .                                    | 318 |

|                                 |     |   |     |
|---------------------------------|-----|---|-----|
| Jules Grévy .....               | 320 | Clemenceau en visite sur le front ..... | 338 |
| Léon Gambetta .....             | 320 | Joffre .....                            | 340 |
| Le Cardinal Lavigerie .....     | 321 | Foch .....                              | 340 |
| Le général Boulanger .....      | 322 | Réunion des Quatre .....                | 341 |
| Jules Ferry .....               | 324 | Millerand .....                         | 344 |
| Waldeck-Rousseau .....          | 324 | Poincaré .....                          | 346 |
| Gallieni .....                  | 327 | Exposition coloniale .....              | 348 |
| Lyautéy .....                   | 327 | Donnergue .....                         | 349 |
| Edouard VII .....               | 328 | Lebrun .....                            | 349 |
| Albert I <sup>er</sup> .....    | 331 | Le Palais de la S. D. N. ....           | 354 |
| Le fort de Vaux en mars 1916 .. | 334 | Briand .....                            | 356 |
| Le fort de Vaux en octobre 1916 | 335 | Masque mortuaire du chancelier          |     |
| Avant l'attaque .....           | 336 | Dollfuss .....                          | 360 |
| Troupes américaines montant en  |     |   |     |
| ligne .....                     | 337 | Vue de Dantzig .....                    | 373 |

## TABLE DES CARTES

|   |     |
|---|-----|
| Divisions administratives de la France à la veille de la Révolution ..... | 9   |
| Versailles en 1789 .....  | 29  |
| Plan de Paris sous la Révolution .....                                    | 44  |
| Valmy et l'Argonne .....  | 48  |
| Les guerres de la Révolution (Front du Nord) .....                        | 56  |
| Guerres de Vendée .....   | 63  |
| Champs de bataille d'Italie .....   | 83  |
| L'Italie après le traité de Campo-Formio .....                            | 83  |
| L'Expédition d'Égypte .....   | 84  |
| Campagne de Napoléon en 1805 .....  | 115 |
| Campagne de 1806 .....  | 116 |
| Campagne de Napoléon contre la Russie .....                               | 117 |
| L'Espagne sous Napoléon .....   | 120 |
| Campagne de Napoléon contre l'Autriche .....                              | 122 |
| L'Empire en 1810 .....  | 130 |
| Campagne de Russie (1812) .....   | 132 |
| Campagne de Saxe (1813) .....   | 135 |
| Campagne de France (1814) .....   | 136 |
| Plan de la bataille de Waterloo .....                                     | 147 |
| La frontière du Nord aux deux traités de Paris (1814 et 1815) .....       | 148 |
| L'Europe en 1815 .....  | 150 |
| L'Algérie .....   | 199 |
| L'Empire d'Autriche en 1848 .....   | 215 |
| L'Unité italienne (1859-1870) .....                                       | 241 |
| Guerre de 1870-1871 .....   | 250 |
| Expédition de Crimée .....  | 258 |
| Les Balkans au Congrès de Berlin .....                                    | 260 |
| L'expansion russe .....   | 276 |
| L'extension des États-Unis .....  | 277 |
| Le démembrement de la Chine .....   | 288 |
| L'extension du Japon .....  | 299 |
| Guerre de 1914-1918 .....   | 302 |
| Les offensives allemandes en 1918 .....                                   | 333 |
|   | 339 |



# TABLE DES MATIÈRES

|                         |   |
|-------------------------|---|
| AVERTISSEMENT . . . . . | 5 |
|-------------------------|---|

## CHAPITRE PREMIER

### L'Ancien Régime.

|  |    |
|--|----|
| Institutions politiques. . . . .           | 8  |
| L'organisation sociale . . . . .           | 12 |
| Causes de la Révolution. . . . .           | 17 |
| Lectures. — 1. La cour . . . . .           | 19 |
| 2. Les paysans vus par un Anglais. . . . . | 20 |

## CHAPITRE II

### L'Assemblée Constituante.

|  |    |
|--|----|
| La fin de l'Ancien Régime. . . . .                                 | 22 |
| L'œuvre de la Constituante. . . . .                                | 33 |
| Appendice : Les prestations de serment dans le Vivarais. . . . .   | 37 |
| Lecture : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. . . . . | 39 |

## CHAPITRE III

### L'Assemblée Législative.

|  |    |
|--|----|
| Les partis . . . . .                                       | 41 |
| La journée du 20 juin . . . . .                            | 44 |
| La chute de la royauté. . . . .                            | 45 |
| Lectures. — 1. La journée du 20 juin. . . . .              | 49 |
| 2. Bataille de Valmy et la retraite des Prussiens. . . . . | 50 |

## CHAPITRE IV

### La Convention.

|  |    |
|--|----|
| La Convention girondine. . . . .               | 53 |
| La Convention montagnarde. . . . .             | 59 |
| La Convention thermidorienne. . . . .          | 65 |
| Appendice : le calendrier républicain. . . . . | 70 |
| Lectures. — 1. L'exécution du roi. . . . .     | 71 |
| 2. Le gouvernement révolutionnaire. . . . .    | 73 |

## CHAPITRE V

### Le Directoire (1795-1799).

|  |    |
|--|----|
| La politique intérieure. . . . .                                       | 75 |
| Histoire extérieure. . . . .   | 79 |
| Appendice : la renaissance religieuse au début du Directoire . . . . . | 87 |
| Lecture. — Confidences de Bonaparte à Miot du Melito. . . . .          | 88 |

## CHAPITRE VI

**Le Consulat (1799-1804).**

|  |    |
|--|----|
| Le Consulat décennal. . . . .                    | 90 |
| Le Consulat à vie. . . . .                       | 95 |
| Lectures. — 1. Bonaparte et Louis XVIII. . . . . | 98 |
| 2. Le Concordat. . . . .                         | 99 |

## CHAPITRE VII

**L'histoire intérieure de l'Empire.**

|  |     |
|--|-----|
| L'empereur. . . . .  | 101 |
| La vie économique. . . . .   | 102 |
| Absolutisme politique et économique. . . . .                                     | 105 |
| Lectures. — 1. Obéissance exigée par Napoléon des membres de sa famille. . . . . | 108 |
| 2. Traitement infligé au pape Pie VII à Savone. . . . .                          | 109 |

## CHAPITRE VIII

**La politique extérieure de l'Empire de 1804 à 1809.**

|   |     |
|---|-----|
| La 3 <sup>e</sup> coalition. . . . .  | 110 |
| La 4 <sup>e</sup> coalition. . . . .  | 116 |
| La guerre d'Espagne. . . . .  | 119 |
| La 5 <sup>e</sup> coalition. . . . .  | 122 |
| Lectures. — 1. Proclamation de Napoléon à ses troupes le 3 décembre 1805. . . . . | 124 |
| 2. Plan de campagne franco-russe en Asie. . . . .                                 | 126 |

## CHAPITRE IX

**La politique extérieure de l'Empire (1810-1814).****Le déclin et la chute de Napoléon.**

|  |     |
|--|-----|
| Grandeur de l'Empire français. . . . .                                   | 128 |
| La 6 <sup>e</sup> coalition. . . . .                                     | 134 |
| Lectures. — 1. La retraite de Russie. . . . .                            | 141 |
| 2. Entrevue de Napoléon et de Metternich à Dresde, 26 juin 1813. . . . . | 142 |

## CHAPITRE X

**La liquidation de l'Empire.**

|  |     |
|--|-----|
| La Restauration de Louis XVIII. . . . .                                    | 144 |
| Lectures. — 1. Le mécontentement des « demi-solde » et de l'armée. . . . . | 153 |
| 2. Proclamations de Napoléon au retour de l'île d'Elbe. . . . .            | 154 |
| 3. Napoléon, au lendemain de Waterloo, espère encore. . . . .              | 154 |

## CHAPITRE XI

**La Restauration (1815-1830).**

|  |     |
|--|-----|
| Les partis . . . . .                         | 156 |
| L'opposition . . . . .                       | 162 |
| Lectures. — 1. Le drapeau blanc. . . . .     | 168 |
| 2. Le ministère Polignac. . . . .            | 168 |
| 3. Affiche orléaniste du 30 juillet. . . . . | 169 |

## CHAPITRE XII

## p La monarchie de Juillet (1830-1848).

|   |     |
|---|-----|
| Le roi et la Charte. . . . .                          | 170 |
| Les ministères. . . . .                               | 171 |
| La révolution. . . . .                                | 178 |
| Appendice: l'Entente cordiale. . . . .                | 179 |
| Lectures. — 1. Louis-Philippe et la poire. . . . .    | 180 |
| 2. La corruption parlementaire et électorale. . . . . | 181 |

## CHAPITRE XIII

## Les débuts de la transformation économique et sociale.

|  |     |
|--|-----|
| Le développement des sciences, de l'industrie. . . . . | 182 |
| La question sociale. . . . .                           | 184 |
| Lecture. — La situation de l'ouvrier en 1830. . . . .  | 186 |

## CHAPITRE XIV

## La politique européenne de 1815 à 1848.

|   |     |
|---|-----|
| La Sainte-Alliance et les Congrès. . . . .                    | 188 |
| L'indépendance de la Grèce. . . . .                           | 191 |
| Les révolutions de 1830 en France, Italie, Allemagne. . . . . | 194 |
| La conquête de l'Algérie. . . . .                             | 196 |
| Lectures. — 1. La Révolution de 1830 et l'Allemagne. . . . .  | 200 |
| 2. La prise d'Abd-el-Kader. . . . .                           | 200 |

## CHAPITRE XV

## p La seconde République en France.

|  |     |
|--|-----|
| Le Gouvernement Provisoire. . . . .                            | 202 |
| Le coup d'État. . . . .  | 208 |
| Lectures. — 1. Circulaire de Lamartine du 4 mars 1848. . . . . | 209 |
| 2. Les promesses de Louis-Napoléon. . . . .                    | 210 |

## CHAPITRE XVI

## Les révolutions d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne en 1848.

|   |     |
|---|-----|
| La révolution en Italie. . . . .                    | 212 |
| La révolution en Autriche. . . . .                  | 214 |
| La révolution en Allemagne. . . . .                 | 217 |
| Lectures. — 1. L'assassinat du comte Rossi. . . . . | 219 |
| 3. Les Tchèques. . . . .                            | 219 |

## CHAPITRE XVII

## p La France sous le second Empire (1852-1870).

|   |     |
|---|-----|
| La Constitution de 1852. . . . .                  | 221 |
| L'empire parlementaire. . . . .                   | 226 |
| Lectures. — 1. La candidature officielle. . . . . | 228 |
| 2. Un exemple de candidature officielle. . . . .  | 228 |
| 3. Le procès du coup d'État par Gambetta. . . . . | 229 |

## CHAPITRE XVIII

## b La politique extérieure de l'Empire.

|   |     |
|---|-----|
| Caractères généraux . . . . .   | 230 |
| Les expéditions en Syrie, Sénégal, Chine, Cochinchine, Mexique. . . . . | 232 |
| Lectures. — 1. Le massacre des Maronites en 1860. . . . .               | 234 |
| 2. Napoléon III et le Mexique. . . . .                                  | 235 |

## CHAPITRE XIX

## L'Unité italienne.

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Les artisans. . . . .             | 236 |
| Lectures. — 1. Garibaldi. . . . . | 242 |
| 2. Pie IX . . . . .               | 243 |

## CHAPITRE XX

## b L'Unité allemande et la guerre de 1870.

|  |     |
|--|-----|
| L'unité allemande . . . . .                        | 245 |
| La guerre de 1870. . . . .                         | 248 |
| Lectures. — 1. Guillaume I <sup>er</sup> . . . . . | 255 |
| 2. La guerre menaçante. . . . .                    | 255 |
| 3. Dépêche d'Ems. . . . .                          | 255 |

## CHAPITRE XXI

## p La question d'Orient jusqu'au Congrès de Berlin.

|   |     |
|---|-----|
| La guerre de Crimée. . . . .                            | 258 |
| La guerre des Balkans. . . . .                          | 259 |
| Lectures. — 1. La prise de la tour de Malakoff. . . . . | 262 |
| 2. Le Congrès de Berlin. . . . .                        | 263 |

## CHAPITRE XXII

## b L'Angleterre et l'Empire britannique.

|  |     |
|--|-----|
| L'Angleterre en 1815. . . . .                                | 264 |
| La question irlandaise. . . . .                              | 268 |
| L'Empire britannique . . . . .                               | 269 |
| Lectures. — 1. La misère des ouvriers en Angleterre. . . . . | 271 |
| 2. Une éviction en Irlande le 21 novembre 1860. . . . .      | 272 |

## CHAPITRE XXIII

## La Russie et l'expansion russe.

|   |     |
|---|-----|
| Nicolas I <sup>er</sup> . . . . .   | 273 |
| Alexandre II. . . . .   | 274 |
| L'expansion russe . . . . .   | 278 |
| Lectures. — 1. Le panslavisme et l'exposition ethnologique de Moscou. . . . . | 280 |
| 2. Le programme nihiliste. . . . .  | 280 |

## CHAPITRE XXIV

## L'Autriche-Hongrie.

|   |     |
|---|-----|
| Le compromis Austro-Hongrie. . . . .                                  | 283 |
| La Hongrie. . . . .   | 284 |
| Lecture : Nationalités mal satisfaites : Croates et Italiens. . . . . | 285 |

## CHAPITRE XXV

## Les Etats-Unis.

|   |     |
|---|-----|
| La Constitution de 1787. . . . .                  | 287 |
| La guerre de Sécession. . . . .                   | 290 |
| Lectures. — 1. Le système des dépouilles. . . . . | 294 |
| 2. Le quatorzième amendement. . . . .             | 295 |
| 3. La corruption politique. . . . .               | 295 |

## CHAPITRE XXVI

## L'Extrême-Orient.

|   |     |
|---|-----|
| La civilisation chinoise et la pénétration européenne en Chine. . . . . | 297 |
| Le gouvernement et la civilisation japonaise. . . . .                   | 300 |
| Lectures. — 1. Le pillage du Palais d'été à Pékin. . . . .              | 303 |
| 2. Comment l'Extrême-Orient juge la civilisation occidentale. . . . .   | 303 |

## CHAPITRE XXVII

## La France après la guerre de 1870.

|  |     |
|--|-----|
| La Commune. . . . .                                    | 305 |
| Établissement de la République. . . . .                | 310 |
| Lectures. — 1. Le vote de l'amendement Wallon. . . . . | 312 |
| 2. La constitution de 1875. . . . .                    | 313 |

## CHAPITRE XXVIII

## L'essor de la civilisation économique et industrielle.

|                                  |     |
|----------------------------------|-----|
| Le progrès scientifique. . . . . | 314 |
| Les résultats sociaux. . . . .   | 318 |

## CHAPITRE XXIX

## La France de 1875 à 1914

|                                  |     |
|----------------------------------|-----|
| Histoire intérieure. . . . .     | 319 |
| Œuvre sociale. . . . .           | 325 |
| Expansion coloniale. . . . .     | 326 |
| Relations diplomatiques. . . . . | 326 |

## CHAPITRE XXX

## La guerre de 1914 à 1918

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Causes de la guerre. . . . .      | 330 |
| Principaux événements. . . . .    | 333 |
| L'armistice. . . . .              | 341 |
| La conclusion de la paix. . . . . | 341 |

## CHAPITRE XXXI

## La France de 1919 à 1939

|  |    |
|--|----|
| Le gouvernement du bloc national. . . . .        | 34 |
| Les gouvernements du cartel des gauches. . . . . | 34 |
| Rappel de Poincaré au pouvoir. . . . .           | 34 |
| Les modérés au pouvoir. . . . .                  | 34 |
| Evolution du régime vers la gauche. . . . .      | 34 |
| Le triomphe de l'extrême-gauche. . . . .         | 35 |



## Politique extérieure de la France (1919-1939)

|  |     |
|--|-----|
| Le traité de Versailles .....              | 353 |
| Tentatives d'organisation de la paix ..... | 355 |
| Les crises européennes .....               | 355 |
| La guerre de 1939-1945 .....               | 362 |

Tableaux synchroniques des faits principaux  
de l'Histoire contemporaine.

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| I. — La révolution et l'Empire ..... | 364 |
| II. — De 1815 à 1848 .....           | 368 |
| III. — De 1848 à 1852 .....          | 370 |
| IV. — De 1852 à 1875 .....           | 371 |
| V. — De 1875 à 1939 .....            | 373 |
| Table des gravures .....             | 375 |
| Table des cartes .....               | 377 |

HISTOIRE CON

APITRE XXV

LIBRAIRIE L'ÉCOLE N° D'ÉDITEUR 494.

---

Imp. GEORGES LANG - Paris.





